

# **L'Asie du Sud-Est**

**2026**

**Bilan, enjeux et perspectives**

## L'IRASEC

L'Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (UAR 3142 – UMIFRE 22 CNRS MEAE) est un centre de recherche en sciences humaines et sociales, placé sous la double tutelle du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Depuis 2001, il étudie les évolutions politiques, sociales et environnementales en cours dans les 11 pays de la région. Basé à Bangkok, l'Institut accueille des chercheurs, des enseignants-chercheurs et des doctorants d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche français, qu'il accompagne dans leurs travaux. Il s'associe aussi des chercheurs de tous pays, en particulier d'Asie du Sud-Est. Il privilégie les démarches transversales et de coopération.



Avec le soutien de :



## IRASEC

179 Thanon Witthayu, Lumpini, Pathum Wan,  
Bangkok 10330, Thaïlande

[www.irasec.com](http://www.irasec.com)

© IRASEC 2026

# **L'Asie du Sud-Est 2026**

## **Bilan, enjeux et perspectives**

**Sous la direction de Gabriel Facal et Jérémy Jammes**

Contributeurs :

Clément Berthou, François-Xavier Bonnet, Christine Cabasset  
David Delfolie, Jean-Philippe Eglinger, Gabriel Facal, Éric Frécon  
Tim Gascon, Henning Glaser, Anas Idrissi-Gusinde, Jérémy Jammes  
Pierre Journoud, Frédéric Lasserre, Le Nguyen, Elisabeth Luquin  
Gauthier Mouton, Cyrille Moyon, Françoise Nicolas, Chamaiparn Santikarn  
Mirjam Sidik, Frans Tohom, Marie-Sybille de Vienne, Phill Wilcox, Beatrice Zani

Avec la participation des stagiaires de l'IRASEC :

Victor Méric, Clara Penot et Élise Roy

Avec l'assistance d'Alex Desmules

Mise en page, cartes et couverture : Bertrand Bayet

# L'Asie du Sud-Est

- Pays de l'ASEAN
- Pays observateur
- Autres pays



# Sommaire

Les contributeurs .....	9
L'ASEAN face à la polycrise : dynamiques d'intégration et sécurités fragmentées, par Gabriel FACAL et Jérémy JAMMES .....	19

---

## Les dossiers de l'année

---

Sécurité alimentaire dans l'ASEAN face aux transformations socio-économiques et aux risques climatiques, par Cyrille MOYON .....	31
L'ASEAN et les BRICS+, le retour de l'esprit de Bandung ?, par Françoise NICOLAS..	53
Sécurité routière en Asie du Sud-Est : des facteurs de risque multiples et convergents, par Chamaiparn SANTIKARN, LE NGUYEN, Mirjam SIDIK et Frans TOHOM .....	73

---

## Le débat

---

Circulations, Flux, Fractures : L'Asie du Sud-Est au cœur des circuits transnationaux, par Jérémy JAMMES, Frédéric LASSERRE, Gauthier MOUTON et Beatrice ZANI .....	97
--	----

---

## Les pays

---

Birmanie – 2025, le crépuscule de la Révolution de Printemps, par Tim GASCON .....	123
Brunei – Entre dévotion et allégeance à l'Empire du Milieu ?, par Marie-Sybille DE VIENNE .....	161
Cambodge – Coût de la guerre et prix de la paix, par Clément BERTHOU .....	187
Indonésie – Ambitions et coûts du développementalisme recentralisé de Prabowo Subianto, par Gabriel FACAL .....	219
Laos – Difficultés économiques, manœuvres géopolitiques et tempêtes meurtrières, par Phill WILCOX .....	251
Malaisie – Le temps d' <i>al-sabr</i> , par David DELFOLIE et Anas IDRISSE-GUSINDE .....	279

Philippines – Scandales de corruption sur fond de rivalités familiales, par François-Xavier BONNET et Elisabeth LUQUIN .....	315
Singapour – L’insoutenable légèreté de l’être singapourien, par Éric FRÉCON .....	343
Thaïlande – Un malaise structurel faute de réformes, par Henning GLASER .....	371
Timor-Leste – « 50 ans » et 11 <sup>e</sup> membre de l’ASEAN, de nombreuses commémorations et de nouveaux défis, par Christine CABASSET .....	403
Vietnam – D’un <i>Đổi mới</i> à l’autre. La consolidation de la puissance dans une conjoncture géopolitique dégradée, par Jean-Philippe EGLINGER et Pierre JOURNOUD .....	433
Indicateurs-clés, représentations graphiques .....	467

### **Cartes**

Asie du Sud-Est – ASEAN .....	4
Birmanie .....	122
Brunei .....	160
Cambodge .....	186
Indonésie .....	218
Laos .....	250
Malaisie .....	278
Philippines .....	314
Singapour .....	342
Thaïlande .....	370
Timor-Leste .....	402
Vietnam .....	432

### **Chronologies de l'année 2025**

Birmanie .....	150
Brunei .....	178
Cambodge .....	209
Indonésie .....	241
Laos .....	270
Malaisie .....	301
Philippines .....	334
Singapour .....	363
Thaïlande .....	393
Timor-Leste .....	421
Vietnam .....	455

### **Fiches pays**

Birmanie .....	147
Brunei .....	177
Cambodge .....	208
Indonésie .....	240
Laos .....	269
Malaisie .....	299
Philippines .....	333
Singapour .....	362
Thaïlande .....	391
Timor-Leste .....	420
Vietnam .....	453

### **Graphique**

Nombre de décès suite à un accident de deux-roues (conducteurs et passagers) par groupe d'âge, 2015-2023 .....	80
---	----

### **Tableau**

G7 vs BRICS+ (en % du total mondial) .....	56
--	----

## Indicateurs-clés

Figure 1 – Populations en millions, superficies et densités de peuplement .....	467
Figure 2 - Croissance démographique .....	467
Figure 3 - Espérance de vie à la naissance .....	468
Figure 4 - Taux de natalité et de mortalité .....	468
Figure 5 - Taux de fécondité .....	469
Figure 6 - Taux de mortalité infantile .....	469
Figure 7 - Part de la population urbaine et projections .....	470
Figure 8 - Produit Intérieur Brut .....	471
Figure 9 - PIB par habitant .....	472
Figure 10 - PIB par habitant en PPA .....	473
Figure 11 - Prix à la consommation et taux d'inflation .....	473
Figure 12 - Taux de croissance du PIB et prévisions de croissance du PIB .....	474
Figure 13 - Part des principaux secteurs d'activité dans le PIB .....	475
Figure 14 - Part de l'emploi informel et part du travail vulnérable .....	476
Figure 15 - Taux d'alphabétisation .....	477
Figure 16 – Taux de pauvreté dans les populations .....	477
Figure 17 - Alimentation et ses problèmes .....	478
Figure 18 - Accès à l'eau potable et à l'électricité .....	479
Figure 19 - Nombre de téléphones cellulaires pour 100 personnes .....	479
Figure 20 - Indice de développement humain (IDH) .....	480
Figure 21 - Indice de Gini .....	480
Figure 22 - Émissions de CO <sub>2</sub> .....	481
Figure 23 - Émissions de CO <sub>2</sub> par habitant .....	481
Figure 24 - Émissions de CO <sub>2</sub> : rangs Asie du Sud-Est et mondial .....	481
Figure 25 - Évolution du couvert forestier par pays .....	482
Figure 26 - Indice de démocratie .....	483
Figure 27 - Liberté de la presse : scores globaux et rangs .....	483
Figure 28 - Perception de la corruption : indices et rangs .....	484
Figure 29 - Surpopulation carcérale .....	485
Figure 30 - Ratification des neuf principaux traités internationaux relatifs aux droits humains.....	486

## Contributeurs

**Clément Berthou**, docteur en économie (Université Grenoble Alpes), vit à Phnom Penh. Il est chercheur associé à l'IRASEC ainsi qu'au Laboratoire PACTE (UGA, Sciences Po Grenoble, CNRS) et expert thématique (STX) pour le Fonds monétaire International. De 2016 à 2023, il a travaillé chez Société Générale en tant que Responsable du Network Management, pilotant les relations de correspondance bancaire de l'ensemble du groupe. Clément est actuellement consultant pour la Banque nationale du Cambodge et enseignant associé à la Royal University of Law and Economics. Spécialiste des systèmes de paiement, ses recherches portent sur l'internationalisation du yuan et l'évolution des infrastructures monétaires dans les économies émergentes.

**François-Xavier Bonnet** est géographe et chercheur associé à l'IRASEC. Ses recherches se concentrent sur la géopolitique des Philippines : guérillas musulmanes, processus de paix à Mindanao et disputes maritimes en mer de Chine méridionale. Il a contribué à l'ouvrage de Nathalie Fau et Benoît de Tréglodé (dir.) *Mers d'Asie du Sud-Est. Coopérations, intégrations et sécurité* (CNRS Éditions, 2018) et à *Hérodote*, n° 176 (2020) avec « Cartographie des voies sous-marines en Asie du Sud-Est ». Il a été aussi membre du projet de recherche Émergences de l'Université de Paris (2021-2023) consacré à l'aide et aux investissements chinois en Asie du Sud-Est.

**Christine Cabasset**, docteure en géographie et aménagement, est chercheuse associée au Centre Asie du Sud-Est (CASE) et à l'IRASEC dont elle a été la directrice adjointe de 2018 à 2022. Aujourd'hui, elle enseigne, notamment à l'Université catholique de Lille et à Sciences Po Lille. Elle travaille sur l'ASEAN, notamment l'Indonésie et le Timor oriental, depuis les années 1990. Ses

recherches actuelles portent entre autres sur l'aménagement du territoire – en particulier des littoraux – face aux défis environnementaux et sur l'intégration et la géopolitique régionales. Parmi ses publications : « Australie-Indonésie-Timor-Leste. Avec la Chine dans le viseur australien, un nouveau tournant dans les relations maritimes », in Michel Korinman (dir.), *Vous avez dit « Pacifique » ?* (David Reinharc Éditions, 2022) et « Urbanizing coastal areas facing environmental challenges : The case of Timor-Leste », *Géoconfluences* (2021).

**David Delfolie** est enseignant-chercheur à Sciences Po Lille. Il est aussi codirecteur de l'Institut Pondok Perancis (Kuala Lumpur), chercheur associé à l'IRASEC et membre du comité éditorial de la revue *Moussons*. Parmi ses publications, outre une contribution au livre collectif annuel *L'Asie du Sud-Est* (IRASEC) depuis 2018, on peut citer « Les Chinois musulmans en Malaisie, une population révélatrice des ambivalences religieuses et communautaires du pays » (*Bulletin de l'Observatoire international du religieux*, vol. 44, 2023), « La stratégie malaisienne d'optimisation diplomatique avec la Chine » (*Revue diplomatique*, 2021), « Décentrer le regard sur les "Printemps arabes" à partir de l'expérience de l'Asie du Sud-Est » (*Le jeu de l'oie*, vol. 19, 2021), ainsi que *Malaisie-Chine : une « précieuse » relation* (Carnets de l'IRASEC, 2016) avec Nathalie Fau et Elsa Lafaye de Micheaux, avec qui il a également codirigé l'ouvrage *Malaisie contemporaine* (IRASEC-Les Indes savantes, 2022).

**Jean-Philippe Eglinger** occupe le poste de responsable des formations en Alternance de l'INALCO, où il est également chargé de cours dans les Masters « Vietnamien des affaires » et « Communication et Formation Interculturelle ». Il a publié de nombreux articles sur le Vietnam dont « [La guerre économique du temps de paix – Stratégie de puissance du Vietnam](#) », *Revue Internationale d'Intelligence Economique* (2025). Il a également co-écrit avec Đào Huy Linh l'ouvrage *Initiation vietnamien – langue et culture* publié aux Éditions Ellipses en 2023. Dans la poursuite de ce projet, il travaille à la mise en place d'un [lexique trilingue \(français – vietnamien – anglais\) sur l'innovation](#), un projet soutenu par l'Inalco et l'Ambassade de France au Vietnam. Il participe également au projet

« Gecko » (lauréat de l'Appel à Projet Astrid 2022) porté par l'Inalco - INP Bordeaux/ENSC - Irsem concernant un « Laboratoire de conception pour la guerre cognitive et les actions d'influences » sur la zone Asie-Pacifique. Dans ce cadre, il a publié l'article [Typologies de guerres et conflictualités : introduction aux doctrines et perceptions vietnamiennes](#) (ISTE OpenScience, 2024).

**Gabriel Facal** est anthropologue, actuel directeur adjoint de l'Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (IRASEC) et chercheur associé au Centre Asie du Sud-Est (CASE). Ses travaux portent sur l'émergence de l'agroécologie en Asie du Sud-Est insulaire. Il s'appuie sur deux cas d'étude en Indonésie et sur des travaux comparatifs en collaboration avec des équipes de recherche déployées dans plusieurs pays de la région (Malaisie, Philippines, Thaïlande). Il développe conjointement un consortium de recherche sur la transition agroécologique au sein d'une initiative intitulée Cross-Sectoral Approach to Research on Sustainable Development in Southeast Asia ([CROSSDEV-SEA](#)). Ces activités convergent avec deux programmes dont il est co-porteur : l'[ANR PRC AltLife-SSEA](#) (« Alternative life projects in rural South & Southeast Asia : Reflecting on post-development through a study of diverse emplaced collectives »), ainsi que l'[IRN-CNRS RUPTuRS](#) (« Rethinking Urban Planning and Transitions under Resource Scarcity : Indo-Pacific cities within planetary limits »).

**Éric Frécon** est docteur en science politique. Il est actuellement chercheur invité à l'Australian Strategic Policy Institute, ainsi que chercheur associé à l'IRASEC, à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire et à l'École navale, où il a enseigné durant six ans. Il a aussi donné des cours à l'Universiti Brunei Darussalam. Précédemment, il avait coordonné l'Observatoire Asie du Sud-Est à Asia Centre (2012-2019) et fut chercheur à la Rajaratnam School of International Studies (2008-2011), à Singapour, où il a vécu au total 10 ans. À propos de Singapour, il a récemment publié « The Singaporean battlefield for the Chinese New World Order : a focus on the norms in the security domain », *in* G. Facal,

E. Lafaye de Michaux, A. Noren-Nilsson (dir), *The Palgrave Handbook of Political Norm Dynamics in Southeast Asia* (Singapour, 2024).

**Tim Gascon** est un ancien chercheur, longtemps spécialisé sur les questions d'économie informelle et de gouvernance dans la Birmanie de l'ère Thein Sein. Basé en Asie, il continue à suivre de près les développements de l'actualité birmane.

**Henning Glaser** est directeur du German-Southeast Asian Center of Excellence for Public Policy and Good Governance (CPG), directeur exécutif et président du conseil d'administration de l'Asian Governance Foundation (AGF), et chargé de cours à la faculté de Droit de l'Université de Thammasat. Il est rédacteur en chef des revues *Asia in Review* (AiR) et *Europe in Review* (EiR), et intervient régulièrement en tant qu'expert et consultant auprès de nombreux organismes gouvernementaux et non gouvernementaux.

**Anas Idrissi-Gusinde**, actuellement à l'Institut français du Proche-Orient (IFPO, Jordanie), a suivi le parcours de la filière franco-allemande de Sciences Po Lille et de l'Université de Münster. En cycle master, il a effectué un double cursus en « Stratégie, Intelligence économique et Gestion des Risques » (Sciences Po Lille), avec une spécialisation sur l'espace Asie – Moyen-Orient, et en « Gouvernance Internationale et Européenne » (MA, Université de Münster). En parallèle, il a accompli en qualité de *Junior Researcher* une formation par la recherche de près de deux ans en études malaises et islamiques avec l'Institut Pondok Perancis (Kuala Lumpur). Dans ce cadre, il a réalisé trois séjours de terrain en Malaisie, mais aussi à titre exploratoire dans d'autres pays d'Asie du Sud-Est et au sultanat d'Oman. Arabophone, locuteur du malais, une de ses enquêtes a notamment porté sur le tournant populiste du Parti islamique pan-malaisien (PAS), dont il a présenté les résultats en novembre 2024 lors d'une séance du séminaire scientifique européen « *Current Dynamics in Southeast Asia. New Perspectives*

*in Political Economy and Comparative Politics* » (INALCO, CERI-Sciences Po, Université de Lund).

**Jérémy Jammes**, directeur de l'IRASEC depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2025, est Professeur en Anthropologie et Études sud-est asiatiques, exerçant à l'Institut d'Études Politiques de Lyon (Sciences Po Lyon) avant sa délégation. Il a été directeur des Relations internationales de Sciences Po Lyon (2023-2025), a dirigé l'Institute of Asian Studies au Brunei (2016-2018) et a été directeur adjoint de l'IRASEC entre 2010 et 2014. Il est l'auteur de nombreuses publications sur l'Asie du Sud-Est, notamment des ouvrages suivants : *Les Oracles du Cao Đài. Étude d'un mouvement religieux vietnamien et de ses réseaux* (Les Indes savantes, 2014), *Chrétiens évangéliques d'Asie du Sud-Est, expériences locales d'une ferveur conquérante* (avec Pascal Bourdeaux, Presses universitaires de Rennes, 2016) ou encore *Muslim Piety as Economy : Markets, Meaning and Morality in Southeast Asia* (avec Johan Fischer, Routledge, 2020), *Fieldwork and the Self : Changing Research Styles in Southeast Asia* (avec Victor T. King, Springer, 2021). Il est l'un des éditeurs-en-chef de la collection « Studies in Material Religion and Spirituality » (Routledge).

**Pierre Journoud** est Professeur d'Histoire contemporaine et responsable des coopérations avec le Vietnam à l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 où il dirige le diplôme universitaire « Tremplin pour le Vietnam ». Il a signé de nombreuses publications sur l'histoire des relations franco-vietnamiennes, des conflits indochinois et des processus de paix, dont *Dien Bien Phu. La fin d'un monde* (Vendémiaire, 2019, avec la collaboration de Dao Thanh Huyen) ; *De Gaulle et le Vietnam, 1945-1969. La réconciliation* (Tallandier, 2012), traduit en vietnamien en 2019 (NXB Đại học Sư phạm). Il a également dirigé plusieurs ouvrages collectifs sur l'histoire des relations internationales en Asie-Pacifique pendant et depuis la Guerre froide, dont *La Mer de Chine méridionale au prisme du soft power. Nouvelles approches franco-vietnamiennes d'un vieux conflit maritime* (L'Harmattan, 2022) ; *Un triangle stratégique à l'épreuve. La Chine, les États-Unis et l'Asie du Sud-Est depuis 1947* (PULM, 2022). Il a dirigé un

numéro de la revue *La francophonie en Asie Pacifique* (FAP) sur la colonisation et la décolonisation de l'Indochine, et un autre de la revue *Guerres mondiales et conflits contemporains* (GMCC) sur les guerres au Sud-Vietnam entre 1945 et 1975. Engagé dans le monde associatif, il a récemment cofondé l'association Initiatives France-Vietnam, qui vise à développer et à soutenir des projets éducatifs, culturels, mémoriels et humanitaires entre la France et le Vietnam.

**Frédéric Lasserre** est professeur depuis 2001 au département de géographie de l'Université Laval (Québec), et dirige le Conseil québécois d'Études géopolitiques (CQEG) et la Chaire de recherche en Études indo-pacifiques (CREIP). Il a travaillé comme consultant à l'Observatoire européen de Géopolitique (Lyon) puis comme conseiller en affaires internationales au ministère québécois de l'Industrie et du Commerce, puis au sein d'Investissement Québec. Il a été directeur de projet au sein du réseau de recherche international ArcticNet de 2010 à 2015. Il mène de nombreuses recherches dans le domaine de la gestion de l'eau, au sujet de l'Arctique, en géopolitique des transports, sur les différents frontaliers maritimes en Asie et sur les politiques de la Chine, en particulier sur les nouvelles routes de la soie.

**Le Nguyen** est une spécialiste de la santé publique, du suivi et de l'évaluation qui compte plus de 13 ans d'expérience dans la recherche, la gestion des données, l'analyse et l'évaluation d'impact. Elle occupe actuellement le poste de responsable principale du suivi, de l'évaluation et de la recherche à la Fondation AIP, où elle dirige les stratégies à l'échelle de l'organisation, supervise la mise en œuvre du suivi et de l'évaluation dans plusieurs pays et pilote le développement d'interventions fondées sur des données probantes dans les domaines de la sécurité routière, de la mobilité durable et de l'équité. Elle est titulaire d'une maîtrise en Santé publique et poursuit actuellement un doctorat en Économie de la santé à l'université Queen's de Belfast. Au cours de sa carrière, elle a occupé des postes de direction importants dans l'évaluation de programmes, la conception de systèmes de données sur la santé et le mentorat d'équipes pour des projets nationaux et internationaux.

**Elisabeth Luquin** est docteure en Anthropologie sociale et Ethnologie (EHESS), maîtresse de conférences de Langue et Littérature philippines et responsable de la licence des Études philippines à l'INALCO. Elle a effectué de nombreux terrains dans l'archipel et est membre du Centre Asie du Sud-Est. Ses domaines de recherche sont, entre autres, l'étude des rituels, des mythes, de la notion d'ancestralité ainsi que la réflexion sur la grammaire filipino-tagalog et l'approche chronologique des littératures philippines. En délégation CNRS à l'IRASEC en 2021-2023, elle travaille sur la diversité du fait religieux philippin, plus particulièrement dans les cultes/mouvements chrétiens indépendants, ainsi que sur la place des femmes dans ces cultes.

**Gauthier Mouton**, docteur en science politique (Université du Québec à Montréal), est enseignant vacataire à Sciences Po Lyon et chercheur à l'Institut d'Asie orientale (UMR 5062). Ses travaux portent sur les liens entre politique étrangère, transition énergétique et gestion des ressources naturelles et stratégiques, en particulier dans les contextes chinois et du Sud-Est asiatique. Financée par le Conseil de recherches en Sciences humaines du Canada, sa thèse analyse le rôle des discours officiels du gouvernement chinois dans la décarbonation du mix énergétique national depuis la fin du XX<sup>e</sup> siècle et les répercussions sur la géopolitique de la Chine. En parallèle de ses travaux, il a précédemment occupé les fonctions de coordinateur de l'Observatoire de l'Asie de l'Est (UQAM), puis de responsable scientifique de l'Institut d'Études internationales de Montréal. Il a également été chercheur invité à l'East China University of Political Science and Law, à Shanghai.

**Cyrille Moyon** est professeur certifié de Sciences de la vie et de la Terre. Il a exercé en collège, en région parisienne, pendant une quinzaine d'années avant de s'installer en Thaïlande. Ses travaux s'inscrivent dans le champ des sciences de l'éducation, avec un intérêt particulier pour l'enseignement des sciences de l'environnement et du réchauffement climatique (« [Bridging Languages and Sustainability: A Case Study of the French Green Culture Camp 2024](#) », [19th International Conference On Humanities & Social Sciences 2024](#),

Khon Kaen, Thaïlande) ainsi que pour la sensibilisation à la protection de la biodiversité. Il participe activement à des actions d'éducation populaire pour des associations franco-thaïlandaises.

**Françoise Nicolas**, chercheur à l'Ifri depuis 1990, y a dirigé le Centre Asie de 2010 à janvier 2024, avant de devenir conseiller. Parallèlement, elle a enseigné à l'Université Paris-Est (Marne-la-Vallée), Langues' O, Sciences Po Paris, Sciences Po Lyon et Paris 8. Elle a également été consultante auprès de la Direction des Affaires Financières, Fiscales et des Entreprises (DAF) de l'OCDE, spécialisée sur les pays non membres d'Asie du Sud-Est. Elle est docteur en économie internationale de l'Institut Universitaire de Hautes Études Internationales de l'Université de Genève (1990).

**Chamaiparn Santikarn** a été membre du Conseil national de la Sécurité routière, auprès du cabinet du Premier ministre thaïlandais, de 2003 à 2005. Elle a été conseillère régionale pour la prévention des handicaps et des blessures au Bureau régional de l'Organisation mondiale de la Santé pour l'Asie du Sud-Est (2005 à 2015) et médecin-conseil pour la prévention des blessures, de la violence et des handicaps à l'OMS Myanmar (2015 à 2018). Elle a été formatrice et auteure de manuels pour les cours de formation du Conseil de médecine préventive (médecine routière). En 2019, elle a été consultante pour l'élaboration du programme de formation des responsables de la prévention des noyades en Thaïlande par la Division de la prévention des blessures du Département de la lutte contre les maladies du ministère de la Santé publique.

**Mirjam Sidik** est PDG de la Fondation AIP, une organisation à but non lucratif dont le but est d'améliorer l'accès à une mobilité sûre, équitable et durable pour tous et de sauver des vies sur les routes. Préoccupée par la crise croissante et l'impact des accidents de la route sur les enfants et les jeunes, elle a rejoint la Fondation AIP en 2005 afin d'améliorer la vie des communautés vulnérables dans les pays à faible et moyen revenu. Depuis plus de 19 ans, elle met à profit son

expertise et son expérience pour faire de la Fondation AIP un acteur renommé dans la mise en œuvre de solutions mondiales en matière de sécurité routière, en cultivant des relations de travail solides avec les gouvernements, les organisations de la société civile et les entreprises. En tant que membre du Groupe de collaboration des Nations unies pour la sécurité routière, Mirjam contribue à la rédaction de rapports destinés à l'Assemblée générale des Nations unies.

**Frans Tohom** est ingénieur civil, enseignant et chercheur indonésien. En 2019, peu après avoir obtenu un master à l'Institut technologique de Bandung, il a rejoint l'École polytechnique de sécurité routière (Tegal, Indonésie) qui forme des ingénieurs et techniciens spécialisés dans le transport routier, avec un accent particulier sur la sécurité. Il a coécrit et co-publié plusieurs articles liés à la sécurité routière, en particulier sur les dispositifs de prévention, les comportements à risque, la gestion des accidents impliquant des étrangers et le rôle des enseignants dans l'éducation à la sécurité routière.

**Marie-Sybille de Vienne** a été plus de 20 ans Professeure des universités à l'INALCO, où elle a enseigné l'histoire économique et la géopolitique de l'Asie du Sud-Est. Elle est membre du Centre Asie du Sud-Est (CASE, UMR 8170) et associée à l'IRASEC. Vice-présidente de l'INALCO en charge des relations internationales (mars 2013-mars 2017), elle dirige depuis 2006 la revue *Péninsule* et a été élue en 2021 à l'Académie des Sciences d'Outre-mer. Ses recherches portent sur les crises politiques, économiques et sécuritaires, la transformation des sociétés traditionnelles, les élites et les réseaux d'affaires. Outre une centaine de travaux scientifiques, elle a publié *Brunei, de la thalassocratie à la rente* (IRASEC-CNRS Éditions, 2012) et sa version anglaise réactualisée *Brunei, from the Age of Commerce to the 21st century* (NUS Press, 2015) ; *Thaïlande, une royauté bouddhique aux XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles* (Les Indes Savantes, 2018).

**Phill Wilcox** est chercheuse postdoctorante à l'Université Bielefeld en Allemagne. Elle a réalisé un doctorat en anthropologie à Goldsmiths, Université

de Londres, en 2018. Ses intérêts de recherche couvrent le développement, l'influence internationale de la Chine, la culture, la société et le patrimoine laotiens. Elle a récemment publié une monographie intitulée *Chinese Development in Late-Socialist Laos : Negotiating Debts and Desires* (Routledge, 2026).

**Beatrice Zani** est sociologue et ethnographe, chargée de recherche au Centre national de la Recherche scientifique (CNRS). Elle est rattachée au Centre d'Études français sur la Chine contemporaine (CEFC) - Taipei et à l'IRASEC depuis janvier 2026. Ses travaux portent sur la main-d'œuvre migrante transnationale dans les secteurs asiatiques de la pêche et du transport maritime (Chine, Taïwan, Singapour, Indonésie). Elle analyse les liens entre mobilités du travail et des marchandises, les recompositions du travail globalisé, ainsi que le rôle des chaînes d'approvisionnement, des économies informelles et de la digitalisation dans les transformations du capitalisme contemporain. Elle est responsable scientifique (PI) du projet ANR « FORSEA : Migrations et travail forcé dans les économies maritimes de l'Asie globalisée (2026-2028) » et coordonne, avec Hung Po-yi, le projet « ORCHID : Global Mobilities in the Digital Age (2026-2027) » (CNRS/National Taiwan University). Ses travaux ont été notamment publiés dans *Ethnic and Racial Studies*, *Asia Pacific Viewpoint*, *Globalizations*, *International Migration, Emotion, Space and Society* et *Journal of Chinese Overseas*. Elle est l'autrice de *Women Migrants in Southern China and in Taiwan : Mobilities, Digital Economies and Emotions* (Routledge, 2022) et, avec Valentine Boucq, Émilie Garcia, Lou Herrmann et Malou Allagnat, de la bande dessinée sociologique *Femmes, soutiens-gorge et pattes de poulet : Le voyage du Made in China* (Presses universitaires de Montréal, 2026, à paraître).

# **L'ASEAN face à la polycrise : dynamiques d'intégration et sécurités fragmentées**

Gabriel FACAL et Jérémy JAMMES

Les thèmes retenus pour célébrer les 58 ans de l'ASEAN, le 8 août 2025 à Jakarta, entendaient projeter l'image d'une organisation résolument tournée vers l'avenir. Le mot d'ordre officiel – « Vers un avenir inclusif et durable pour l'ASEAN » – sonnait toutefois davantage comme une profession de foi que comme une feuille de route crédible. Rarement, en effet, l'écart entre l'ambition affichée et les réalités politiques, sociales et environnementales de la région n'aura été aussi manifeste.

Sur le plan interne comme externe, l'ASEAN demeure confrontée à des fractures profondes, qui s'inscrivent dans un contexte globalisé de polycrise – entendue non comme une simple accumulation de crises, mais comme l'interaction de tensions politiques, économiques, sociales et environnementales susceptibles de se renforcer mutuellement. Cette configuration, qui n'est pas le propre des pays de l'Asie du Sud-Est, bien entendu, décrit un environnement plus complexe, marqué par l'incertitude, la simultanéité des chocs et la nécessité d'arbitrages permanents.

La polycrise que connaît l'ASEAN apparaît toutefois autant comme un révélateur de fragilités que comme un accélérateur de recompositions. Les dynamiques de vulnérabilité coexistent en effet avec des capacités d'adaptation, différenciées selon les États, certains cherchant à transformer ces contraintes en leviers de repositionnement diplomatique, économique, ou technologique.

## **Géopolitique : centralité proclamée, capacité limitée**

L'année 2025 a confirmé la place stratégique de l'Asie du Sud-Est dans les recompositions géopolitiques globales, tout en mettant en évidence les limites structurelles de l'ASEAN comme acteur politique autonome. La succession de sommets a illustré la densité (bureaucratique) de l'agenda diplomatique régional. Après le 46<sup>e</sup> sommet de l'ASEAN (26-27 mai), le 47<sup>e</sup> sommet (26-28 octobre), à Kuala Lumpur, a eu pour moment fort la déclaration d'admission du Timor oriental comme 11<sup>e</sup> membre de l'Association. La présence de partenaires extérieurs de premier plan, des États-Unis à la Chine, aux membres des BRICS, ainsi que d'acteurs institutionnels tels que la directrice générale du FMI ou le président de la FIFA, a renforcé la visibilité internationale de l'Association. En 2026, la présidence tournante échoit aux Philippines, lesquelles ont déjà annoncé qu'elles allaient proposer un projet de visa unifié à l'échelle de l'ASEAN. Cette intensité diplomatique traduit toutefois moins une montée en puissance qu'une transformation des sommets de l'ASEAN en espaces de projection des rivalités globales.

Les conflits intrarégionaux ont constitué un test majeur pour l'Association. La poursuite de la guerre civile en Birmanie, conjuguée au nouveau conflit frontalier armé entre la Thaïlande et le Cambodge, a mis en lumière l'incapacité persistante de l'ASEAN à prévenir ou à gérer des crises impliquant directement ses États membres. Malgré la médiation proposée par le Premier ministre malaisien Anwar Ibrahim, président de l'ASEAN en 2025, et la négociation d'au moins trois cessez-le-feu, la fragilité des accords souligne la faiblesse des mécanismes régionaux de règlement des conflits. De même, la décision annoncée le 20 janvier 2026 de ne pas déployer d'observateurs lors des élections birmanes – marquées par la victoire contestée du Parti de l'Union, de la Solidarité et du Développement (USDP) et de nombreuses accusations de fraude –, signale une prise de position non négligeable, tout en actant un recul supplémentaire de l'ASEAN face à la junte de Min Aung Hlaing.

Dans ce contexte, la rivalité sino-américaine continue d'infléchir les équilibres régionaux. Le 13<sup>e</sup> sommet ASEAN-États-Unis (26 octobre 2025) a abouti à la signature d'une déclaration de vision commune avec Donald Trump,

illustrant un rapport de force asymétrique dans un contexte de pressions commerciales accrues. En parallèle, la tournée de Xi Jinping en Asie du Sud-Est à partir du 14 avril, suivie de l'invitation de plusieurs dirigeants régionaux – dont Prabowo Subianto, Anwar Ibrahim et Min Aung Hlaing (au défilé militaire chinois du 3 septembre à Beijing) puis du roi de Thaïlande Maha Vajiralongkorn (Rama X) et de la reine Suthida (mi-novembre 2025 pour célébrer le 50<sup>e</sup> anniversaire des relations diplomatiques) – a confirmé l'ancrage politique croissant de la Chine dans la région.

Entre ces deux pôles, la stratégie de multi-alignement demeure dominante, notamment en Indonésie, à Singapour, au Vietnam, en Malaisie et en Thaïlande. Présentée comme pragmatique, elle reflète aussi l'absence d'une vision stratégique commune aux États membres. La finalisation annoncée d'un Code de conduite ASEAN-Chine en mer de Chine méridionale, attendue pour 2026, illustre cette ambivalence : si elle témoigne d'un effort multilatéral, sa portée contraignante reste incertaine.

## **Économie : asymétries, dépendances et fragilités**

Sur le plan économique, l'année a été dominée par les effets du durcissement des politiques commerciales états-uniennes. Les négociations engagées après l'imposition de nouveaux tarifs douaniers par Donald Trump, combinées à l'annonce, début 2025, du tarissement – voire de l'arrêt – de l'aide de l'USAID, ont affecté de manière différenciée les économies de l'ASEAN. Le Myanmar, le Laos et le Cambodge ont été particulièrement touchés par le retrait de l'aide américaine humanitaire et au développement, notamment dans les secteurs de la santé et du déminage.

Les politiques tarifaires ont accentué les asymétries régionales. L'Indonésie a négocié un accord fixant un taux de 19 %, au prix d'une suppression de près de 99 % des barrières tarifaires sur les exportations américaines, tandis que le Myanmar et le Laos (deux très proches alliés de la Chine) ont été soumis à un taux de 40 %, le deuxième plus élevé au monde après la Syrie. Au niveau régional, ces mesures ont durement affecté des secteurs stratégiques tels que

l'automobile, les semi-conducteurs et les produits pharmaceutiques, révélant l'absence de capacité collective de l'ASEAN à défendre une position économique commune.

Les tensions commerciales ont également accru les risques financiers. Selon *Bloomberg Economics*, les transformations de l'économie mondiale menacent de provoquer une forte décélération de la croissance en Asie du Sud-Est, Singapour et la Thaïlande figurant parmi les économies les plus exposées. Le secteur des start-ups constitue un indicateur particulièrement révélateur : après un pic de financement, durant la pandémie de Covid-19, à 23,4 milliards \$ US en 2021, les levées de fonds en Asie du Sud-Est sont tombées à 4,56 milliards \$ US en 2024, soit une baisse de 42 % par rapport à l'année précédente, Singapour représentant encore 68 % des fonds.

Face à ces vulnérabilités, les réponses régionales restent largement insuffisantes, et quelque peu redondantes, voire banales. La Malaisie a appelé dès mars 2025 à renforcer le commerce intra-ASEAN. Lors de la 28<sup>e</sup> réunion des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales de l'ASEAN+3, le 4 mai à Milan, les États membres ont réaffirmé leur volonté de développer le marché obligataire régional. Le 5 juillet, le Premier ministre singapourien Lawrence Wong a plaidé pour un marché unique plus intégré. Ces ambitions ont été prolongées lors de la 57<sup>e</sup> rencontre des ministres de l'Économie de l'ASEAN, le 24 septembre, puis par la signature, le 26 octobre, du second protocole d'amendement de l'Accord de l'ASEAN sur le commerce des marchandises.

Dans ce contexte, la Chine apparaît comme le partenaire offrant les alternatives les plus structurantes. La version renforcée de l'accord de libre-échange Chine-ASEAN, intégrant la transformation numérique et les énergies vertes, s'inscrit dans une stratégie assumée d'intégration régionale. Les investissements chinois dans les infrastructures, l'énergie et les technologies (notamment dans la sécurité biométrique et l'armement), ainsi que l'expansion rapide de marques chinoises de restauration – dont les points de vente ont triplé entre 2022 et 2024 – témoignent d'un ancrage économique et social croissant.

## Société et environnement : inégalités et urgences reléguées

Les dynamiques économiques observées s'accompagnent de tensions sociales persistantes. Dans l'ensemble des pays de l'ASEAN, le décile le plus aisé de la population capte plus de 40 % des revenus, traduisant une concentration durable des richesses. Le secteur immobilier illustre cette polarisation : aux Philippines, 74 000 unités restent invendues, avec une chute de la demande de 61 % en 2024 ; en Thaïlande, les ventes de logements ont reculé de plus de 30 %. À l'inverse, le marché du luxe immobilier connaît une croissance soutenue, notamment à Bangkok, où le taux de vacance des condominiums atteint près de 25 %.

Face à ces déséquilibres persistants, l'ASEAN semble investir l'intelligence artificielle d'une vertu quasi thaumaturgique, la présentant comme remède aux inégalités sociales et économiques et érigeant la digitalisation en panacée d'une gouvernance dite inclusive. Le secrétaire général Kao Kim Hourn, d'origine cambodgienne et dont le mandat dure jusqu'en 2027, a appelé *in extenso* à renforcer la formation des fonctionnaires aux nouvelles technologies. Cette orientation, soutenue par des partenariats avec le Japon, la Corée du Sud, la Chine et l'Union européenne, soulève toutefois des enjeux majeurs en matière d'inégalités d'accès, de protection des données et de dépendance technologique. Concernant l'IA, la stratégie adoptée donne l'impression d'une fuite en avant, où l'accélération tient lieu de cap.

Le recul de la liberté de la presse constitue un autre signal préoccupant. La fermeture, sur décision de l'administration Trump, de médias tels que *Radio Free Asia* et *Voice of Democracy*, entraînant la mise en congé de plus de 1 300 employés, prive des millions de personnes en Birmanie ou au Cambodge d'un accès à une information indépendante, dans un contexte où *Reporters sans frontières* alerte sur une chute historique de la liberté de la presse mondiale.

Sur le plan environnemental, l'Asie du Sud-Est demeure l'une des régions les plus exposées au changement climatique et au dépassement des limites planétaires. Si la sécurité alimentaire figure au cœur du plan stratégique 2026-2030 de la Communauté économique de l'ASEAN, et si un programme de

transition agroécologique (ASSET) a été lancé avec le soutien de l'UE, de l'AFD et du FFEM, ces initiatives restent marginales face à l'ampleur des transformations requises. Lors de la COP 30 (Brésil, 10-21 novembre), comme à l'occasion de la conférence de l'ASEAN sur le climat tenue au Laos en mai 2025, le paradigme de la « croissance propre » s'est imposé comme un horizon consensuel, reléguant à la périphérie toute mise en débat des limites du découplage – entendu comme la possibilité de dissocier durablement croissance économique et pressions environnementales. Dans ce cadre, l'intelligence artificielle est fréquemment mobilisée par les États membres comme vecteur d'optimisation et d'efficacité, venant nourrir un imaginaire technosolutionniste où l'innovation numérique est supposée compenser, voire résoudre, des tensions qui relèvent pourtant de contraintes matérielles et structurelles.

Enfin, l'intensification des catastrophes environnementales, étroitement liée aux effets du changement climatique – élévation du niveau des mers, multiplication des événements météorologiques extrêmes, stress hydrique – continue de rythmer l'agenda régional en Asie du Sud-Est, l'une des régions les plus exposées au monde. Si cette vulnérabilité a conduit à l'adoption du programme 2026-2030 de l'Accord de l'ASEAN sur la gestion des catastrophes et les interventions d'urgence (AADMER), elle met en lumière le caractère surtout réactif des politiques mises en œuvre. Celles-ci privilégient la gestion des conséquences – systèmes d'alerte, coordination humanitaire (étatique, non gouvernementale et confessionnelle), outils prédictifs fondés sur l'intelligence artificielle – plutôt qu'une inflexion des trajectoires de développement fortement dépendantes des énergies fossiles et marquées par une empreinte carbone en progression dans plusieurs États membres. Le recours croissant aux technologies numériques tend alors à privilégier des logiques d'optimisation et d'adaptation, se substituant souvent à une réflexion plus contraignante sur la réduction effective des émissions, la sortie du charbon ou la transformation des modèles productifs et urbains. En ce sens, la gouvernance climatique régionale apparaît davantage orientée vers la gestion et l'absorption des chocs que vers l'inflexion des trajectoires économiques et énergétiques qui les produisent.

## **Quels ajustements face à des lignes de fracture persistantes ?**

Les 11 chapitres nationaux réunis dans cet ouvrage proposent une lecture fine et différenciée des dynamiques politiques, économiques, sociales et environnementales qui ont traversé l'Asie du Sud-Est au cours de l'année 2025. Nourries d'enquêtes de terrain et d'analyses documentées, les évolutions observées dessinent les contours d'un espace régional traversé par des tensions systémiques, où les ambitions d'intégration se heurtent à des vulnérabilités structurelles, à des asymétries persistantes et à une exposition accrue aux chocs globaux, quelle qu'en soit la nature. Mais elles s'accompagnent également de stratégies de diversification diplomatique, de repositionnements économiques et d'expérimentations institutionnelles et technologiques qui témoignent d'une région en recomposition plutôt qu'en déclin.

Pris ensemble, ces chapitres montrent que les trajectoires des États membres de l'ASEAN s'inscrivent dans des configurations certes hétérogènes, mais collectivement marquées par une même difficulté à concilier insertion dans les circuits mondiaux, gestion des inégalités internes et adaptation aux contraintes environnementales. Les conflits ouverts ou latents, entre les États membres ou en interne, la fragilité (ou la tenue par la force) des modèles de pacte social, la dépendance aux capitaux et aux marchés extérieurs, ainsi que l'exposition croissante aux risques climatiques et escroqueries en ligne, apparaissent comme autant de lignes de fracture communes, bien que déclinées différemment selon les contextes nationaux. Ils forment un système de risques interdépendants caractéristique d'une situation de polycrise, mais aussi un cadre dans lequel les sociétés, les États et l'ASEAN révèlent leur capacité à transformer les contraintes en opportunités d'ajustement et d'innovation.

La lecture transversale proposée par les quatre chapitres thématiques prolonge et approfondit ce diagnostic. A posteriori, la notion de sécurité s'impose comme un fil conducteur reliant des problématiques en apparence distinctes, mais étroitement imbriquées. Il ne s'agit pas ici d'une sécurité réduite à ses dimensions militaires ou stratégiques, mais d'un champ élargi incluant la sécurité alimentaire, économique, sociale, environnementale et humaine.

Le chapitre consacré à la sécurité alimentaire met en lumière l'un des enjeux les plus critiques pour l'avenir de la région. À travers une comparaison entre l'Indonésie, les Philippines, la Thaïlande et le Vietnam, Cyrille Moyon montre comment les transformations socio-économiques, l'urbanisation rapide, la dépendance aux marchés mondiaux et les aléas climatiques redéfinissent en profondeur les systèmes alimentaires. Son analyse dépasse la seule question de la production agricole pour interroger les choix de gouvernance, les rapports de pouvoir et les inégalités qu'ils génèrent, identifiant clairement les gagnants et les perdants des trajectoires actuelles. Elle souligne, en creux, les limites des réponses techniques ou sectorielles face à un défi systémique.

La réflexion de Françoise Nicolas sur le rapprochement entre l'ASEAN et les BRICS+ éclaire quant à elle les recompositions géopolitiques à l'œuvre dans un contexte de rivalité sino-américaine exacerbée. L'adhésion de l'Indonésie et l'engagement de la Malaisie, de la Thaïlande et du Vietnam comme partenaires traduisent une volonté commune de préserver des marges de manœuvre stratégiques et de faire entendre une voix autonome sur la scène internationale. Si ce mouvement peut être interprété comme un héritage, voire une réactivation, de l'« esprit de Bandung », il révèle aussi ses ambiguïtés : en cherchant à ne pas choisir, ces États s'exposent au risque d'une recomposition des dépendances plutôt qu'à leur dépassement.

Dans leur chapitre consacré à la sécurité routière, Chamaiparn Santikarn, Lê Nguyễn, Mirjam Sidik et Frans Tohom abordent une forme de vulnérabilité plus quotidienne, mais tout aussi révélatrice des déséquilibres structurels de la région. À partir des cas de la Thaïlande, du Vietnam et de l'Indonésie, ils montrent comment la prédominance des deux-roues motorisés, combinée à des infrastructures inadéquates, à des politiques de prévention insuffisantes et à des logiques économiques agressives, produit une insécurité routière massive et socialement différenciée. Cette approche multifactorielle et globale rappelle que les risques ne relèvent pas seulement de comportements individuels, mais de choix d'aménagement, de modèles de mobilité, ainsi que de priorités politiques et réglementaires.

Enfin, le débat interdisciplinaire consacré aux « Circulations, Flux, Fractures » invite à changer d'échelle et de regard sur l'Asie du Sud-Est. En suivant les trajectoires des marchandises, des personnes, des technologies, des idées et des croyances, il propose de lire l'Asie du Sud-Est comme un espace traversé, façonné et reconfiguré en permanence par des dynamiques transnationales. Loin d'une vision passive de la mondialisation, ce dialogue à plusieurs voix (Jérémy Jammes, Frédéric Lasserre, Gauthier Mouton et Beatrice Zani) montre comment la région traduit, réinterprète et parfois détourne les flux qui la traversent, produisant des formes originales de modernité, mais aussi de nouvelles vulnérabilités et de profondes discontinuités sociales et territoriales.

À partir de ces éclairages, cet ouvrage invite à repenser l'ASEAN non comme un bloc homogène ni comme un simple acteur intermédiaire des rivalités globales, mais comme un espace de tensions, d'expérimentations et de compromis instables. C'est dans cet entrelacs de sécurités fragiles, de dépendances croisées et de capacités d'adaptation différenciées que s'inscrivent ces études nationales et transnationales. Ces dernières proposent ainsi de dépasser les récits institutionnels pour éclairer les conditions concrètes dans lesquelles se jouent, en 2026 les futurs possibles de l'Asie du Sud-Est.

Bangkok, février 2026.



---

## **Les dossiers de l'année**

---



# Sécurité alimentaire dans l'ASEAN face aux transformations socio- économiques et aux risques climatiques

Cyrille MOYON

L'Asie du Sud-Est fait face à des défis complexes pour garantir un accès constant à une nutrition adéquate en quantité et en qualité dans le temps, conformément aux piliers définis par le Comité de la Sécurité alimentaire mondiale<sup>1</sup>. Les principaux facteurs d'insécurité sont les transformations socio-économiques et climatiques qui, au-delà de la question de l'approvisionnement, interrogent l'équilibre complexe entre autonomie et dépendance, entre développement et soutenabilité. Dépendance aux marchés mondiaux, urbanisation rapide, aléas météorologiques, redéfinissent modes de production et accès aux ressources alimentaires, fragilisant la perspective d'une sécurité alimentaire durable.

Pour appréhender ces enjeux, la comparaison entre Indonésie, Philippines, Thaïlande et Vietnam offre un prisme d'analyse particulièrement éclairant, tant en raison de leur poids stratégique en Asie du Sud-Est que de la diversité des défis agricoles auxquels ces pays sont confrontés. Afin d'étudier les politiques mises en œuvre pour garantir la sécurité alimentaire de ces pays, ce chapitre examine leurs caractéristiques agricoles et socio-économiques, les changements structurels affectant leurs systèmes alimentaires, les réponses locales et nationales, ainsi que les initiatives régionales de l'ASEAN, laquelle est susceptible de jouer un rôle clé

---

<sup>1</sup> ASEAN, « [ASEAN leaders' declaration on strengthening food security and nutrition in response to crises](#) », ASEAN Indonesia 2023, Jakarta, 2023.

en matière d'adaptation climatique, d'innovations agricoles et de gestion des crises alimentaires.

Les enjeux complexes de la sécurité alimentaire conduisent à emprunter ici une approche holistique qui porte au-delà de la seule production agricole, à l'intersection des choix de gouvernance, des pressions écologiques et des mutations sociales.

## **De petites exploitations pour des chaînes de valeur mondialisées**

Le rôle de l'Asie du Sud-Est dans l'économie alimentaire mondiale est intrinsèquement lié à la structure paradoxale de ses systèmes agricoles : une mosaïque de petites exploitations familiales<sup>2</sup>, qui restent néanmoins les pièces maîtresses de chaînes de valeur mondialisées. Leur persistance s'affirme face aux logiques de l'industrialisation et de l'accumulation. Cependant, cette dualité place les agriculteurs dans une position de vulnérabilité structurelle, où leur subsistance est directement exposée aux forces du marché et aux politiques étatiques favorisant l'exportation et l'industrialisation. Deux grandes typologies se dégagent en matière de sécurité alimentaire et d'intégration mondiale : celles orientées vers une dépendance aux importations et celles dominées par un modèle d'agriculture duale centré sur l'exportation.

## **Des importateurs vulnérables**

Avec 64,6 millions d'hectares de terres agricoles soumises à un climat équatorial (chaud, avec une forte hygrométrie), sur une superficie de 191 millions d'hectares, l'Indonésie est un acteur agricole clé en Asie du Sud-Est. Le secteur y représente 13,1 % du PIB et emploie près de 28,2 % des actifs, répartis sur 26 millions d'exploitations, principalement de petite taille (2 ha en moyenne).

---

<sup>2</sup> Jonathan Rigg, Albert Salamanca et Eric C. Thompson, 2016, « The puzzle of East and Southeast Asia's persistent smallholder », *Journal of Rural Studies*, vol. 43, p. 118-133.

L'agriculture indonésienne est fondée sur la production et l'exportation d'huile de palme, caoutchouc, café et cacao, mais dépend aussi de l'importation d'importants volumes de blé, soja, sucre et viande bovine pour combler le déficit local et répondre à une demande croissante. Cette priorité donnée aux cultures de rente, notamment via l'expansion du palmier à huile, est un facteur central de sa dépendance aux importations de denrées de base. La production de viande repose principalement sur la volaille. Quant au secteur de la pêche, historiquement orienté vers la consommation intérieure, il est désormais tourné vers l'exportation, faisant de l'Indonésie le deuxième producteur mondial de produits de la mer (poissons, crustacés et algues), avec une production aquacole ayant triplé en 10 ans<sup>3</sup>.

Les Philippines, archipel de 7 107 îles, comptent environ 12,7 millions d'hectares de terres agricoles (42 % du territoire) partagées entre un climat équatorial et un climat tropical de mousson (alternance de saison sèche et saison des pluies). Le secteur agricole, composé de 5,6 millions d'exploitations majoritairement familiales, représente 9,4 % du PIB et emploie 25,5 % de la population active. L'agriculture philippine reste relativement peu développée par rapport à ses voisines, le riz constituant la principale culture, avec près de la moitié des terres arables. La production, bien qu'en croissance, ne suffit pas à satisfaire la demande intérieure, impliquant des importations régulières de riz. Les Philippines étaient le principal importateur de riz de l'ASEAN en 2024 avec 3,8 millions de tonnes, et elles le restent en 2025 avec environ 4 millions de tonnes. Le maïs est également cultivé, notamment pour l'alimentation animale, mais les rendements restent inférieurs à ceux des autres membres de l'ASEAN, faisant des Philippines un importateur structurel dont le ratio d'autosuffisance en maïs est projeté à 81,63 % en 2025.

Parmi les autres cultures, la canne à sucre est concentrée principalement sur l'île de Negros, avec une production stable autour de 2 millions de tonnes par an<sup>4</sup>, destinée au marché local. Le manioc, avec une production en hausse ces dernières

---

<sup>3</sup> Ines Ayostina et Lucentezza Napitupulu, « [3 ways to help Indonesia grow more seafood from aquaculture, with less local impact](#) », *The Conversation*, 14 mars 2023.

<sup>4</sup> « [Production & Trade data for the last five years \(2020-2025\)](#) », Sugar Regulatory Administration, 2025.

années, illustre les efforts pour améliorer les rendements grâce à l'introduction de variétés hybrides. Les principales exportations agricoles comprennent l'huile de coco, les fruits tropicaux (banane, ananas, mangue) et les produits de la mer. Cependant, l'agriculture philippine demeure confrontée à des défis de productivité et de fragmentation des exploitations. La petite taille de celles-ci et l'absence de titre de propriété rendent difficile la mécanisation et plus généralement l'augmentation de la productivité.

Ces contraintes structurelles marginalisent les petits agriculteurs et renforcent la vulnérabilité du pays aux chocs externes face aux forces du marché et aux politiques de libéralisation. Par contraste, la Thaïlande et le Vietnam offrent un autre modèle d'intégration à l'économie mondiale, plus axé sur les exportations.

### **Des exportateurs souverainistes**

La Thaïlande, avec ses 8,7 millions d'exploitations agricoles, joue un rôle central dans l'agriculture d'Asie du Sud-Est. Le secteur représente 8,6 % du PIB et emploie environ 30 % de la population active. Les terres agricoles couvrent 17,15 millions d'hectares (environ un tiers du territoire), principalement dans les régions Nord et Nord-Est et sont soumises au climat tropical de mousson. Les exploitations sont en majorité de petite taille, avec une superficie moyenne de 2,3 hectares, limitant leur capacité à générer des revenus suffisants, et obligeant les agriculteurs à compléter leurs revenus ailleurs.

Le pays figure parmi les principaux exportateurs mondiaux de riz, caoutchouc naturel et sucre. Il occupe également des positions de premier plan dans les exportations de produits de la pêche, du poulet et de l'ananas. Cette dominance est confirmée pour le riz, avec un ratio d'autosuffisance (SSR) projeté à 210,05 % en 2026, l'un des plus élevés de l'ASEAN. Malgré l'industrialisation de son économie, la Thaïlande reste encore un pays orienté vers le secteur agricole, avec des exportations agroalimentaires représentant 15,1 % du total des exportations en 2022. Le développement de l'industrie agroalimentaire, impulsé dès les années 1980, soutient l'économie agricole du pays, permettant une sécurité alimentaire robuste.

Le Vietnam bénéficie de conditions géographiques et climatiques propices à une agriculture diversifiée, grâce à son étendue sur 14 degrés de latitude et ses 3 500 km de côtes. Les terres agricoles couvrent 37,3 % du territoire, majoritairement exploitées par de petites exploitations familiales (9,1 millions, dont 99,8 % familiales), avec une production variée, et incluant 7 420 coopératives et 7 470 entreprises agricoles. Bien que majoritairement montagneux, le pays possède deux plaines alluviales centrales : les deltas du fleuve Rouge au nord et du Mékong au sud, piliers de la production de riz irrigué. Cette culture couvre 3,9 millions d'hectares et positionne le Vietnam comme cinquième producteur et troisième exportateur mondial avec 26,5 à 27,5 millions de tonnes de riz usiné par an, depuis 2015<sup>5</sup>, derrière l'Inde et la Thaïlande<sup>6</sup>.

Pour se diversifier, le pays a orienté les terres les moins productives vers des cultures de fruits et légumes, générant pour 2,8 milliards € d'exportations en 2020, majoritairement vers la Chine. Fort de ses atouts naturels, avec un système dense de rivières et sa longue façade maritime, la pêche et l'aquaculture ont vu leur production quadrupler en 20 ans, atteignant 8,4 millions de tonnes en 2020 (54 % issus de l'aquaculture) grâce à des politiques de soutien. Cette dynamique place le pays comme troisième exportateur mondial dans ce secteur, après la Chine et l'Inde. Le Vietnam se distingue aussi par ses productions de café (deuxième producteur mondial de Robusta) ainsi que de noix de cajou et de poivre, mais ne satisfait pas ses besoins en blé et soja, et reste partiellement dépendant des importations pour le maïs. Cette dépendance est structurelle, le SSR du pays étant projeté à 27,65 % pour le maïs et à seulement 1,63 % pour le soja en 2026. En 2023, avec 25,5 millions de porcs, le pays disposait du cheptel le plus important de l'ASEAN, malgré une réduction de près de 6 millions de têtes depuis 2019, en raison de la peste porcine. La production de viande porcine était alors de 3,5 Mt, dont près de 61 % transformés dans des abattoirs de petite et moyenne taille.

Si la mondialisation a permis l'émergence de puissances exportatrices (Thaïlande, Vietnam) et a maintenu des stocks régionaux de riz suffisants

---

<sup>5</sup> U.S Department of Agriculture, « [Vietnam Rice Area, Yield and Production](#) », 2025.

<sup>6</sup> Chaiwat Sowcharoensuk, « [Industry Outlook 2024-2026 : Rice Industry](#) », Krungsri, 5 septembre 2024.

pour 2025 (le ratio stock / utilisation domestique de riz est estimé à 36,85 % en 2025<sup>7</sup>), elle a également ancré la vulnérabilité structurelle des pays importateurs (Indonésie, Philippines). Malgré des améliorations perceptibles, leur capacité à garantir la sécurité alimentaire dépend de politiques adaptées capables d'accompagner les transformations internes et de supporter des chocs externes. En 2021, ce risque s'est matérialisé, avec une inflation alimentaire élevée (10 % en moyenne entre 2021 et 2023), affectant directement les ménages consacrant une part élevée de leur budget à l'alimentation<sup>8</sup>. Les taux de sous-nutrition et d'insécurité alimentaire en Asie du Sud-Est restent encore supérieurs à leurs niveaux pré-pandémiques. Concilier modernisation agricole et résilience face aux aléas économiques et climatiques reste un défi majeur, nécessitant d'examiner les dynamiques socio-économiques et environnementales qui redessinent la région à la lumière des conflits de pouvoir entre les logiques du marché, fondées sur les rendements, et les besoins des petits exploitants, qui concernent *aussi* la justice et l'accès.

## Un entrelacs de transformations rapides

L'Asie du Sud-Est a vécu une révolution verte qui a boosté les rendements via l'introduction de nouvelles variétés de riz, aliment de base dans la région, et de techniques modernes, faisant passer les terres cultivées de 83 à 138 millions d'hectares entre 1960 et 2017<sup>9</sup>. Si l'agriculture familiale de subsistance dominait jusqu'aux années 1990, mondialisation et urbanisation imposent aujourd'hui de profondes mutations aux territoires ruraux. Engrais chimiques de synthèse et pratiques agricoles traditionnelles garantissent encore sécurité alimentaire et exportations, mais les zones rurales doivent désormais s'adapter pour rester à la

---

<sup>7</sup> ASEAN Food Security Information System, « Agricultural Commodities Outlook », n° 34, tableau 11, juin 2025, p. 8.

<sup>8</sup> OCDE, *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2024-2033*, Paris, Éditions OCDE, 2024.

<sup>9</sup> Jean-Daniel Cesaro, 2020, « Transformation des agricultures en Asie du Sud-Est : la paysannerie face aux défis de la mondialisation », *Géocoïnfluences*, septembre.

fois compétitives dans un marché globalisé, et robustes<sup>10</sup> face au changement climatique.

## **Un équilibre complexe entre besoins locaux et exigences du marché mondial**

Toute politique alimentaire et agricole reflète un jeu de forces complexe entre attentes des consommateurs et aspirations des producteurs. Les approches libérales favorisent les importations à prix compétitifs, mais exposent aux fluctuations mondiales, tandis que les solutions protectionnistes privilégient les productions locales, réduisant ainsi la dépendance aux marchés internationaux. Ces choix ne sont pas neutres et produisent des gagnants et des perdants des systèmes de production<sup>11</sup>.

En Indonésie, depuis l'indépendance en 1945, la quête d'autosuffisance alimentaire en riz, sucre, viande bovine et soja a mené à une politique de soutien aux prix du marché importante. Ce soutien a chuté de 26,2 % des recettes agricoles brutes en 2015 à 5,2 % en 2021-2023, les consommateurs supportant des prix intérieurs légèrement plus élevés. Si la majorité des subventions, notamment pour les engrais chimiques de synthèse, provoquent des distorsions, les dépenses consacrées aux infrastructures d'irrigation et au stockage public restent faibles<sup>12</sup>. Depuis 2024, la réforme agraire du président Prabowo Subianto positionne les militaires (notamment des officiers à la retraite) au cœur de l'aménagement de rizières et de la construction de canaux d'irrigation. À cela s'ajoute une baisse continue du soutien total à l'agriculture, passé de 1,5 % à

---

<sup>10</sup> La robustesse (Hamant, 2023) est ici préférée à la résilience ou à la pérennité, car elle vise le maintien des fonctions vitales du système via l'adaptation et la redondance, plutôt qu'un simple retour à l'état initial.

<sup>11</sup> Cette perspective s'inscrit dans l'approche de la *Political Ecology* : Paul Robbins, 2019, « Political Ecology : A Critical Introduction », Oxford, Wiley-Blackwell [3<sup>e</sup> éd.], chap. 10, qui analyse comment les politiques de gestion des ressources cristallisent des rapports de force inégaux, favorisant les acteurs intégrés aux marchés mondiaux au détriment des producteurs locaux.

<sup>12</sup> OCDE, « Indonésie », *Politiques agricoles : Suivi et évaluation 2024. L'innovation au service de la croissance durable de la productivité*, Paris, Éditions OCDE, 2024.

1,1 % du PIB en 20 ans, liée à la mise en place d'une taxe à l'exportation pour l'huile de palme<sup>13</sup>.

L'État indonésien a créé l'Agence nationale de l'Alimentation (NFA) pour stabiliser les prix et garantir la disponibilité alimentaire, alors qu'une nouvelle super-agence de recherche, le BRIN, coordonne de façon centralisée les activités de R&D, autrefois menées par le ministère de l'Agriculture. L'industrie agroalimentaire indonésienne se dit principalement orientée vers le marché local, cherchant à répondre aux besoins d'une alimentation saine et durable, avec des produits locaux diversifiés, dont l'empreinte carbone serait plus faible<sup>14</sup>. Cependant, de nombreux analystes voient au contraire dans la concentration des moyens actuelle un « développementalisme autoritaire » et une bureaucratisation excessive qui, en déconnectant la recherche des réalités du terrain, risquerait de favoriser des projets d'envergure, opaques, au détriment de l'autonomie des petits exploitants et de la biodiversité locale<sup>15</sup>.

L'intégration des Philippines au capitalisme mondial remonte au colonialisme espagnol (1565-1898), qui a privatisé les terres via le système d'*encomienda*, expropriant les communautés locales et établissant une économie féodale, poursuivie sous le colonialisme américain (1898-1946), privilégiant un modèle extractif au service des marchés étrangers, ancrant l'inégalité de classe entre propriétaires terriens et paysans sans terre. Les gouvernements successifs ont tenté de remédier à ces inégalités par des réformes agraires ; en 1963, 1972, ainsi que par le Comprehensive Agrarian Reform Program (CARP) de 1988. Si environ sept millions d'hectares ont été redistribués à trois millions de familles entre 1972 et 2013, les grandes plantations commerciales furent épargnées,

---

<sup>13</sup> Amzul Rifin, « [The effect of export tax on Indonesia's crude palm oil \(CPO\) export competitiveness](#) », *ASEAN Economic Bulletin*, vol. 27, 2010.

<sup>14</sup> « [How eating a local diet can help Indonesians live healthier and more sustainable lives](#) », *The Conversation*, 30 mars 2023.

<sup>15</sup> Pour cette analyse contradictoire, voir notamment : Gabriel Facal dans ce volume, « Indonésie – Ambitions et coûts du développementalisme recentralisé de Prabowo Subianto ». L'auteur y montre comment la centralisation du pouvoir et la concentration de la recherche servent davantage une logique de contrôle politique qu'une efficacité agronomique réelle.

laissant de nombreux paysans sans terre<sup>16</sup>. Sous la présidence de Rodrigo Duterte (2016-2022), la concentration foncière s'est encore renforcée à Mindanao, marginalisant davantage petits agriculteurs et pêcheurs autochtones<sup>17</sup>.

L'ouverture aux marchés mondiaux après l'adhésion à l'OMC a fragilisé les petits producteurs et la souveraineté alimentaire des Philippines, devenus importateurs nets de produits agricoles. Cette tendance s'est accentuée après la Loi de tarification du riz de 2019<sup>18</sup> et la libéralisation des importations de riz en 2021, exposant davantage le pays aux fluctuations mondiales. Entre 2021 et 2023, malgré un soutien agricole représentant 19 % des recettes agricoles brutes et des aides aux riziculteurs (subventions aux intrants ; forts investissements en irrigation), la dépendance aux importations a persisté et les prix intérieurs, supérieurs de 23 % aux cours mondiaux, ont principalement favorisé les grands propriétaires, laissant petits producteurs et consommateurs, particulièrement les femmes enceintes et les enfants, en grande difficulté. Le 7 juillet 2023, le président Marcos Jr. promulguait une réforme annulant les arriérés fonciers accumulés depuis 1988 par 610 000 agriculteurs et, en avril 2024, il levait plusieurs barrières bureaucratiques aux importations agricoles, misant sur un approvisionnement renforcé pour stabiliser les prix<sup>19</sup>.

En Indonésie comme aux Philippines, garantir un accès alimentaire minimal aux populations vulnérables reste essentiel. Depuis 2017, l'Indonésie a remplacé son programme Beras Sejahtera (« Riz pour la prospérité », dit Rastra<sup>20</sup>), par le Bantuan Pangan Non Tunai (BPNT, « Aide alimentaire dématérialisée »), une initiative alimentaire consistant en un bon d'achat électronique pour améliorer le ciblage et l'efficacité des aides sociales. Toutefois, ce dispositif a montré des limites pour réduire le risque de pauvreté et améliorer la nutrition, notamment parmi les ménages dirigés par des chefs de famille peu éduqués, comme sur l'île

---

<sup>16</sup> Saturnino M. Borras Jr et Jennifer C. Franco, 2013, « Philippines : antécédents et défis des mouvements paysans contemporains », *Alternatives Sud*, vol. 20, p. 205-226.

<sup>17</sup> Cédric Leterme, 2021, « [Dérive autoritaire et luttes pour la terre aux Philippines](#) », *Relations*, n° 813.

<sup>18</sup> Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, « [Les Philippines promulguent la loi de tarification du riz](#) », *FAO-Global Information and Early Warning System*, 2019.

<sup>19</sup> Darryl John Esguerra, « [Marcos to DA: Ease importation process of agri products](#) », *Philippines News Agency*, 2024.

<sup>20</sup> Programme d'aide alimentaire lancé en 1998, anciennement Raskin (« Riz pour les pauvres »).

de Java et dans les zones rurales<sup>21</sup>. En 2023, un programme complémentaire de distribution de riz a été lancé, avec un budget de 1,03 milliard \$ US pour fournir 10 kg de riz par mois à 21,35 millions de ménages modestes, auquel s'est ajouté en 2025 un programme de repas scolaires gratuits (Makan bergizi gratis). Ce programme ambitieux (visant 82,9 millions de bénéficiaires), a été fragilisé dès son lancement par des problèmes de gouvernance et de transparence. L'absence d'une réglementation présidentielle claire l'a rendu vulnérable à la corruption systémique. De nombreux cas d'intoxication alimentaire ont été rapportés, tandis qu'ont été signalés des conflits d'intérêts impliquant des politiciens, des institutions militaires et la police dans la sélection des fournisseurs.

Aux Philippines, une démarche similaire au BPNT a été engagée en 2023, sous l'appellation Walang Gutom (« Zéro faim ») 2027, visant à réduire la faim et la malnutrition dans les ménages souffrant d'insécurité alimentaire via des cartes de transfert électronique de prestations (Electronic Benefit Transfer, EBT). Le programme propose des bons alimentaires numériques d'une valeur de 3 000 PHP (43,50 €) par mois, pendant six mois, aux ménages gagnant moins de 8 000 PHP (115 €) mensuels. Ces bons permettent d'acheter une gamme de produits alimentaires de base dans certains magasins accrédités, parfois gérés par l'État<sup>22</sup>.

En Thaïlande et au Vietnam, l'exportation demeure un pilier de l'économie agricole, avec des politiques ciblées de soutien. De 1960 à 1985, l'agriculture thaïlandaise a connu une croissance rapide grâce à des investissements massifs et des technologies adaptées aux petites exploitations (tracteurs à deux roues, pompes hydrauliques). Ces efforts ont fait du pays l'un des leaders mondiaux du riz et des produits agricoles. Cependant, la concurrence régionale accrue du Vietnam, entre 1985 et 1996, et la crise économique asiatique de 1997 ont

---

<sup>21</sup> Sofa Wahyuni Andriana, 2023, « [From Rastra to BPNT : An empirical quantitative evaluation of food assistance reform in Indonesia](#) », *Economics and Finance in Indonesia*, vol. 69, n° 2, article 2.

<sup>22</sup> OCDE, « Philippines », *Politiques agricoles : Suivi et évaluation 2024 (version abrégée). L'innovation au service de la croissance durable de la productivité*, Paris, Éditions OCDE, 2024.

entraîné une baisse des revenus agricoles et un endettement croissant des agriculteurs<sup>23</sup>.

Dans les années 2000, le gouvernement de Thaksin Shinawatra avait introduit des mesures comme le moratoire sur les dettes agricoles et le fonds d'un million de baht (27 000 €) par district (*tambon*), soulageant les petits producteurs de leurs dettes mais renforçant une gestion centralisée et politisée du secteur agricole. Cette politique de subvention du riz, reconduite en 2011 avec la promesse d'un prix d'achat supérieur au marché mondial de toute la production nationale, s'est terminée en fiasco. Le contrôle des exportations et la tentative d'augmenter les prix mondiaux ont échoué face à la concurrence régionale, entraînant des pertes budgétaires considérables (environ 900 milliards de baht [24,5 milliards €] en 2017) et un recul des exportations. Les accusations de corruption systémique dans la gestion des stocks et les contrats opaques<sup>24</sup> ont exacerbé les tensions politiques, contribuant à la chute du gouvernement de Yingluck Shinawatra en 2014.

Depuis lors, la Thaïlande cherche à moderniser son agriculture pour allier compétitivité et durabilité face aux enjeux actuels. L'intégration des technologies les plus avancées, dans le cadre de l'agriculture 4.0<sup>25</sup>, constitue une priorité stratégique, incluant l'agriculture de précision, la robotique agricole et la biotechnologie. Le pays diversifie également ses cultures, favorisant des produits à haute valeur ajoutée comme les fruits tropicaux, et développe des pratiques durables telles que l'agriculture biologique et l'agroécologie<sup>26</sup>. Cependant, des inégalités régionales et des infrastructures encore insuffisantes freinent cette transition. Si des avancées technologiques, comme la numérisation et l'accès aux données publiques, sont en cours, elles bénéficient peu aux petits exploitants. L'absence d'une collaboration entre les acteurs publics, privés et communautaires

---

<sup>23</sup> FAO, « Rapid growth of selected Asian economies : Lessons and implications for agriculture and food security. Republic of Korea, Thailand and Viet Nam », Rome, 2006.

<sup>24</sup> Kornchawan Namchaidee, 2017, « Policy corruption : A case study of Thailand's rice-pledging scheme », mémoire de Master, University of Tasmania, Australie.

<sup>25</sup> Daniel Albierto, Rodrigo Leme de Paulo, José Carlos Félix Junior et Jenyffer da Silva Gomes Santos, 2020, « Agriculture 4.0 : A terminological introduction », *Revista Ciência Agronômica*, vol. 51, e20207737.

<sup>26</sup> Kwankamon Tanadkahn, 2019, « [Agricultural labor policies under Thailand 4.0](#) », *FFTC Agricultural Policy Articles*.

limite l'efficacité des réformes alors que les effets du changement climatique pèsent sur la productivité agricole.

Au Vietnam, après une période collectiviste dans les années 1970, et une situation alimentaire préoccupante dans les années 1980, l'économie agricole fut progressivement privatisée, avec une accélération à partir de 1986 dans le cadre de la politique du *Đổi mới* (Renouveau). La sécurité alimentaire s'est fortement améliorée et le Vietnam s'est hissé en trois décennies en leader des pays exportateurs de produits alimentaires en ASEAN. Les producteurs de riz cherchent désormais à monter en gamme afin de répondre aux exigences de marchés plus rémunérateurs, notamment via l'accord de libre-échange avec l'Union européenne entré en vigueur en 2020<sup>27</sup>. En 2021, plus de 60 000 tonnes de riz vietnamien ont été importées dans l'UE, notamment en France (27 %), à un cours moyen de 376 €/tonne hors UE contre 727 €/tonne dans l'UE. Le Vietnam s'efforce également d'améliorer ses pratiques pour répondre aux normes internationales, comme en témoigne sa lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN). Ces efforts visent à préserver l'accès au marché européen, essentiel pour ses exportations aquatiques, bien qu'un « carton jaune » de l'UE<sup>28</sup> continue de menacer une partie significative de ses revenus.

Les politiques agricoles et alimentaires de ces quatre pays reposent donc sur deux stratégies principales : l'intégration à des circuits mondiaux pour renforcer leurs capacités d'exportation et, simultanément, le soutien à la production locale pour maintenir un certain niveau de souveraineté alimentaire. Celle-ci est toutefois menacée par d'autres enjeux, d'ordre démographique.

## **Dynamiques démographiques et transformations sociales**

Avec une population totale projetée à 723 millions d'habitants en 2030, la région fait face au défi de garantir une alimentation suffisante et nutritive pour ses

---

<sup>27</sup> Commission européenne, « [Accord de libre-échange UE-Vietnam](#) », *Accès aux marchés* (consulté le 1<sup>er</sup> janvier 2026).

<sup>28</sup> Commission européenne, « [La Commission adresse un avertissement au Viêt Nam concernant l'insuffisance de ses mesures de lutte contre la pêche illicite](#) », communiqué de presse, 23 octobre 2017.

habitants. Or, aujourd'hui, l'urbanisation rapide, couplée à la diminution de la population rurale, entraîne une transformation profonde des systèmes agricoles, désormais sous pression pour répondre à une demande alimentaire et économique croissante. L'exode rural, pousse les jeunes générations vers les villes pour des emplois dans l'industrie ou les services, laissant les zones rurales avec une main-d'œuvre vieillissante.

En Thaïlande, ce vieillissement des agriculteurs est particulièrement perceptible (55 ans en 2008), conséquence d'une transition rapide vers l'industrie et le tourisme. L'agriculture y est souvent perçue comme un secteur en déclin, peu attractif pour la jeunesse ce qui met en péril sa capacité à maintenir la productivité et à innover.

L'Indonésie, avec sa population nombreuse, cherche également à retenir ses jeunes en promouvant une agriculture modernisée, plus connectée, intégrant le numérique à travers la stratégie « Indonésie 4.0 ». Cependant, ces initiatives se heurtent aux réalités d'une infrastructure souvent limitée dans les zones rurales, conjuguée à des disparités régionales et des inégalités d'accès aux nouvelles technologies, freinant l'adoption généralisée par les petits exploitants. Ce processus pourrait aboutir à une modernisation sélective, exacerbant la marginalisation des agriculteurs.

Les migrations internationales jouent également un rôle clé, notamment aux Philippines, où environ 1,8 million de personnes choisissent l'expatriation pour travailler, principalement au Moyen-Orient et en Amérique du Nord<sup>29</sup>. Les « remises », ces transferts de fonds envoyés par les travailleurs philippins à leurs familles, sont devenues essentielles à la survie économique de nombreuses communautés rurales, soutenant directement la sécurité alimentaire et permettant des investissements agricoles modestes. Cela introduit, cependant, une précarité structurelle : les familles restent vulnérables aux crises économiques internationales et l'agriculture peine à se maintenir sans une main-d'œuvre locale.

Au Vietnam, bien que 62 % de la population vive en zone rurale et que 27 % de la population active reste agricole, les transformations sociales de long terme

---

<sup>29</sup> Philippine Statistics Authority, « [2021 Overseas Filipino Workers: Final results](#) », Manille, 2022.

se font sentir. Au début des années 2000, 65 % des Vietnamiens vivaient encore de l'agriculture, mais la migration vers les villes a considérablement augmenté. La migration circulaire, où les habitants ruraux se déplacent temporairement vers les zones urbaines pour travailler avant de revenir dans leurs villages, illustre cette dynamique.

Face à la double pression du vieillissement de la main-d'œuvre et du déclin de la production, le défi est de valoriser les pratiques agricoles locales en y renforçant les infrastructures, tout en évitant le déclin des compétences et la précarité structurelle qu'engendre l'augmentation des besoins alimentaires dans un monde globalisé.

## **Pressions climatiques et risques systémiques**

Alors que les transformations sociodémographiques agissent comme des facteurs endogènes, le changement climatique exerce une pression exogène, prévisible dans ses tendances générales (hausse des températures de surface, modification des précipitations, variabilité climatique accrue) mais imprévisible dans ses manifestations spécifiques (sécheresses, inondations et typhons). Or, le réchauffement climatique s'accélère : les données consolidées confirment que 2023, 2024 et 2025 constituent le triennat le plus chaud jamais enregistré, marquant une décennie de chaleur sans précédent<sup>30</sup>.

L'Asie du Sud-Est subit les effets croissants de ce réchauffement. Entre 1995 et 2024, les Philippines, le Vietnam et la Thaïlande, figuraient parmi les pays les plus touchés au monde, occupant respectivement les 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup> et 22<sup>e</sup> places de l'Indice mondial des risques climatiques. Ces pays subissent des pressions accrues, tandis que l'Indonésie, bien qu'en 48<sup>e</sup> position reste, elle aussi, vulnérable<sup>31</sup>.

---

<sup>30</sup> Copernicus Climate Change Service (C3S), communiqués de presse des 10 janvier 2025, 9 décembre 2025 et 8 janvier 2026.

<sup>31</sup> Lina Adil, David Eckstein, Vera Künzel, et Laura Schäfer, [Global Climate Risk Index 2026](#), Berlin, Germanwatch, 2025.

Aux Philippines, du fait de l'élévation de la température de surface de l'océan, la fréquence des typhons a augmenté au cours des deux dernières décennies, entraînant des destructions massives des infrastructures agricoles, des habitations et des moyens de subsistance. Les catastrophes répétées aggravent l'insécurité alimentaire des populations rurales précaires, souvent éloignées des services essentiels. Après les six typhons dévastateurs de fin 2024 (dont quatre en 10 jours en novembre), 23 cyclones ont été dénombrés en 2025 par l'administration philippine des services atmosphériques, géophysiques et astronomiques (PAGASA) de juin à septembre, affectant plus de 20 millions de Philippins. Ces cyclones ont parfois été très violents : le plus meurtrier, *Tino*, a causé 269 décès, 523 blessés et 113 disparus<sup>32</sup>. De même, les perturbations météorologiques ont eu des répercussions économiques importantes sur les chaînes d'approvisionnement, l'agriculture et le secteur du tourisme. Des anomalies thermiques locales ont également été observées, affectant la production agricole dans certaines régions, comme à Benguet, où une température minimale de 9,4 °C a été enregistrée<sup>33</sup>. La vulnérabilité face aux chocs climatiques amplifie les inégalités, soulignant la nécessité d'un soutien ciblé aux communautés.

En 2025, la Thaïlande a été affectée par différents épisodes météorologiques extrêmes illustrant l'aggravation des impacts climatiques. Ainsi de la mousson au nord-est du pays, qui en fin d'année a provoqué des inondations d'une ampleur nouvelle, comme en témoigne la ville de Hat Yai où des précipitations records de 335 mm ont été enregistrées en une journée, affectant 3,6 millions d'habitants<sup>34</sup>. Le secteur agricole a été largement touché par ces conditions météorologiques anormales : rien qu'en juillet 2025, de fortes pluies ont submergé plus de 15 000 *rai* de rizières dans la province de Nakhon Phanom ; de même, dans le sud du pays, les inquiétudes liées à l'approvisionnement en riz à la suite des inondations de décembre ont multiplié son prix par quatre<sup>35</sup>. D'autres filières ont

---

<sup>32</sup> Dianne Sampang et Keith Clores, « From storms to earthquakes : How natural calamities affected Filipinos in 2025 », *Inquirer*, 23 décembre 2025.

<sup>33</sup> Commission philippine sur le Changement climatique, « *News Roundup*, 5 janvier 2026 », note interne, 5 janvier 2026.

<sup>34</sup> Mongkol Bangprapa, « Eligibility for flood compensation clarified », *Bangkok Post*, 3 décembre 2025.

<sup>35</sup> « Supply concerns push Thai rice prices to 4-month peak », *Bangkok Post*, 4 décembre 2025.

été mises sous tension du fait des inondations et canicules, comme la production du durian, dont les exportations sont passées de 70 à 50 % de la production ou la production de l'ananas, dont les pertes économiques prévues pour le secteur sont estimées à 374,78 millions de baht (10,31 millions €) si les autres facteurs restent constants d'ici 2050<sup>36</sup>. Face à ces chocs climatiques récurrents, le gouvernement thaïlandais verse annuellement plus de 100 milliards de baht (2,7 milliards €) en compensations, soulignant l'urgence d'une transformation structurelle des infrastructures hydriques et de la gestion des terres agricoles.

En Indonésie, les effets prolongés du phénomène *El Niño* ont, encore en 2025, entraîné sécheresses, retards de semis et pertes locales de rendement dans le secteur rizicole. Malgré ces contraintes climatiques persistantes, le gouvernement a déclaré avoir atteint l'autosuffisance en riz du pays pour l'année 2025, avec une production estimée à environ 34,7 millions de tonnes<sup>37</sup>. Cette annonce, si elle témoigne d'une volonté politique forte, doit être mise en perspective avec l'aggravation des tensions sur les ressources hydriques, s'inscrivant dans une tendance de long terme inquiétante : la diminution des précipitations annuelles, qui sera accentuée lors des épisodes *El Niño*. Kalimantan est particulièrement affectée, souffrant de pertes d'eau importantes menaçant ses écosystèmes et son agriculture. Java et Sulawesi, moins impactées, subissent cependant des pressions hydriques croissantes : d'ici 2050, de nombreuses municipalités pourraient manquer d'eau potable en raison de l'élévation du niveau de la mer.

L'existence d'une variabilité régionale devrait induire des stratégies différenciées et adaptées à chaque territoire pour garantir un usage optimal et durable des ressources hydriques. Le delta du Mékong, pilier de la sécurité alimentaire du Vietnam et de l'Asie du Sud-Est, subit une montée rapide du niveau de la mer, aggravant les intrusions salines dans les rivières et canaux. Ces pressions liées au réchauffement climatique sont amplifiées par des facteurs anthropiques comme l'affaissement du sol, causé par le pompage excessif des eaux souterraines, et les extractions massives de sable, rendant de vastes zones impropres à la culture du

---

<sup>36</sup> UNDP Thailand, « Climate Change Adaptation Planning Assessment (CCAPA) : Thailand », rapport institutionnel, Bangkok, 2021.

<sup>37</sup> « Indonesia achieved rice self-sufficiency as of December 31, 2025 », *Antara*, 12 janvier 2026.

riz<sup>38</sup>. Parallèlement, la variabilité des précipitations, alternant sécheresses sévères et inondations intenses, déséquilibre le calendrier agricole, augmentant les risques de pertes de rendement. Les températures élevées, souvent supérieures à 35 °C durant la floraison, provoquent des avortements de grains, réduisant significativement la productivité. Pour atténuer ces impacts, le Vietnam développe des variétés de riz résistantes au sel et à la sécheresse et investit dans des infrastructures hydriques. Cependant, les catastrophes s'accumulent sans permettre aux sols de se régénérer. En 2024, les typhons *Yagi* et *Soulík* ont détruit 75 000 hectares de rizières. En 2025, le typhon *Bualoi* à lui seul a détruit plus de 34 000 hectares de rizières et d'autres cultures<sup>39</sup>, soit plus de 109 000 hectares de terres agricoles endommagées en deux ans. Cette vulnérabilité persistante du delta du Mékong, malgré les efforts d'adaptation en cours, révèle un processus cumulatif de dégradation : les sols salinisés ou érodés par les inondations successives ne retrouvent pas leur fertilité initiale, compromettant durablement la capacité productive de cette région cruciale pour la sécurité alimentaire.

À cause de l'intensification des impacts du changement climatique en Asie du Sud-Est, l'économie régionale pourrait diminuer de 11 % d'ici la fin du siècle. Se pose alors une interrogation en forme de défi sur la mise en place d'une réponse rapide et coordonnée pour à la fois mitiger les impacts immédiats sur les cultures tout en prévoyant les transformations agricoles nécessaires à long terme.

## Stratégies de mitigation et d'adaptation

Face aux pressions économiques, sociales et climatiques diverses initiatives, tant locales que régionales, émergent, visant à sécuriser l'approvisionnement alimentaire et à adapter les systèmes de production.

---

<sup>38</sup> Marie-Noëlle Woilliez, Philip S.J. Minderhoud et Sepehr Eslami, « [Montée des eaux et intrusions salines, deux menaces pour l'avenir du delta du Mékong](#) », *The Conversation*, 29 janvier 2023.

<sup>39</sup> « Vietnam estimates property damage from Typhoon Bualoi at \$303 mln », *Reuters*, 1<sup>er</sup> octobre 2025.

## **Gouvernance régionale : l'ASEAN face au défi de la sécurité alimentaire**

La sécurité alimentaire reste prioritaire pour l'ASEAN. Si la Réserve de Sécurité alimentaire (AFSR), établie en 1979 pour répondre aux urgences causées par les catastrophes naturelles, n'a jamais été activée, d'autres mécanismes ont vu le jour. En 2012, l'ASEAN a mis en place l'ASEAN Plus Three Emergency Rice Reserve (APTERR), un système complémentaire qui s'est révélé utile lors de la crise de la Covid-19 et qui, aux yeux des experts, est performante mais dépend financièrement de partenaires extrarégionaux<sup>40</sup>.

L'ASEAN a également mobilisé environ 847 millions € via le Fonds d'infrastructure de l'ASEAN (AIF), notamment pour améliorer les systèmes d'irrigation et les routes agricoles. Ces investissements facilitent l'accès des agriculteurs aux marchés et réduisent les pertes post-récolte, mais demeurent dérisoires face aux besoins colossaux estimés à 156 milliards € annuels jusqu'en 2030 pour développer des infrastructures adaptées<sup>41</sup>, hors coûts liés au changement climatique. Ces contraintes illustrent l'écart persistant entre les ambitions stratégiques de l'ASEAN et les moyens disponibles pour les concrétiser.

En parallèle, des cadres comme l'ASEAN Integrated Food Security Framework (AIFS) et le Strategic Plan of Action on Food Security (SPA-FS), prolongés jusqu'en 2025, visent à garantir une sécurité alimentaire à long terme. Adoptée en 2015, la Politique de Sécurité alimentaire de l'ASEAN (AFSP) facilite la circulation des denrées alimentaires, protège la santé des consommateurs et coordonne les efforts entre ministères nationaux. Un outil central de cette stratégie est le système d'information sur la sécurité alimentaire

---

<sup>40</sup> Kunmin Kim, 2021, « [A study on the ASEAN Plus Three Emergency Rice Reserve as a food security institution in East Asia](#) », *Food Life*, vol. 3, p. 87-97.

<sup>41</sup> Bruno Jetin, 2021, « L'ASEAN et l'Union européenne face au défi des nouvelles routes de la soie : division ou cohérence ? », in Danielle Charles-Le Bihan, Joël Lebullenger et Nguyen Minh Hang (dir.), *La diplomatie commerciale de l'Union européenne en Asie du Sud-Est*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

de l'ASEAN (AFSIS), qui regroupe des données sur cinq cultures vivrières majeures<sup>42</sup> : riz, maïs, soja, canne à sucre et manioc.

Cependant, l'Association souffre de contraintes budgétaires et d'un manque de coordination, limitant son efficacité face aux enjeux climatiques et économiques, alors que des investissements dans la recherche et un soutien accru aux petits exploitants, souvent démunis, seraient essentiels pour renforcer les adaptations sur le terrain. De plus, elle reste trop centrée sur le riz et n'encourage pas la diversification des cultures vers le maïs, le soja et le blé pour répondre aux nouveaux régimes alimentaires et réduire la dépendance aux importations<sup>43</sup>.

## Innovations sur le terrain : technologies et pratiques locales

Au-delà des politiques régionales, l'innovation agricole au niveau local joue un rôle crucial pour renforcer la résilience face à l'ensemble des défis actuels. Les pays d'Asie du Sud-Est tendent à explorer deux grandes orientations : l'agriculture 4.0, axée sur des technologies avancées, et des pratiques intégrées ou patrimoniales qui valorisent les écosystèmes locaux et les savoir-faire traditionnels.

L'agriculture 4.0, axée sur des technologies comme l'Internet des objets (IoT), les drones et l'intelligence artificielle, promet d'optimiser la production et l'utilisation des ressources. En Indonésie comme en Thaïlande, des applications pour smartphones permettent aux agriculteurs de surveiller leurs cultures et de rendre leurs opérations plus efficaces grâce à des données sur l'état des sols, et les besoins en eau et en engrais. Cependant, des coûts élevés, des lacunes en formation, l'âge des agriculteurs, et des infrastructures numériques insuffisantes, entravent leur adoption généralisée<sup>44</sup>.

---

<sup>42</sup> Voir le site : <https://aptsis.org/>

<sup>43</sup> Pushpanathan Sundram, 2023, « [Food security in ASEAN : Progress, challenges and future](#) », *Frontiers in Sustainable Food Systems*, vol. 7.

<sup>44</sup> Raffaele Fragomeli, Andrea Annunziata et Giuseppe Punzo, 2024, « [Promoting the transition towards Agriculture 4.0 : A systematic literature review on drivers and barriers](#) », *Sustainability*, vol. 16 (2425).

Parallèlement, des systèmes agricoles intégrés, comme le « *minapadi* » en Indonésie ou les associations riz-poisson-canard et riz-canard-crevette au Vietnam, démontrent une synergie efficace entre productivité, durabilité et préservation des écosystèmes. Ces pratiques agroécologiques réduisent les ravageurs, améliorent la fertilité des sols et diversifient les revenus des agriculteurs. Dans le delta du Mékong, l'intégration riz-aquaculture offre un modèle inspirant : les systèmes de biofiltration et la gestion adaptative des ressources en eau réduisent la dépendance au riz tout en répondant à une demande mondiale croissante en produits de la mer<sup>45</sup>.

Aux Philippines, les initiatives agricoles traditionnelles, dans les zones montagneuses, notamment les cultures en terrasses, jouent un rôle crucial dans l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la durabilité écologique. C'est d'autant plus vrai pour des systèmes agroforestiers intégrés, combinant cultures vivrières et arbres à haute valeur ajoutée. Dans la région de la Cordillère au nord des Philippines, l'adoption de variétés de riz à haut rendement a augmenté la production de 70 % par rapport aux variétés traditionnelles, améliorant la sécurité alimentaire des familles d'agriculteurs. Cependant, cette hausse reste insuffisante pour assurer sécurité alimentaire et générer des revenus significatifs durables. Pour préserver ces écosystèmes uniques, des chercheurs recommandent de développer des marchés de niche pour les variétés de riz patrimoniales, offrant ainsi une incitation économique aux agriculteurs. L'intégration d'activités complémentaires intégrées, comme la pisciculture et l'élevage de canards, s'est avérée efficace pour gérer écologiquement les parasites, notamment les escargots dorés, diversifier les revenus et augmenter les rendements dans les rizières<sup>46</sup>.

Enfin, le Vietnam illustre la coexistence de deux modèles agricoles distincts : d'un côté, l'industrialisation avec des mégafermes, comme celles de TH Milk, intégrant des technologies avancées pour répondre à une demande croissante ; de l'autre, des systèmes traditionnels intégrés qui privilégient une

---

<sup>45</sup> Huy Duc Dang, 2020, « [Sustainability of the rice-shrimp farming system in Mekong Delta, Vietnam : a climate adaptive model](#) », *Journal of Economics and Development*, vol. 22, n° 1, p. 21-45.

<sup>46</sup> Shaikh Hossain, Hideki Sugimoto, Gazi Ahmed, et Md. Islam, 2005, « [Effect of integrated rice-duck farming on rice yield, farm productivity, and rice-provisioning ability of farmers](#) », *Asian Journal of Agriculture and Development*, vol. 2, n° 1-2, p. 79-86.

agriculture à échelle humaine. Si les mégafermes contribuent à satisfaire les besoins alimentaires nationaux et internationaux, elles posent des défis environnementaux (pollution des sols, gestion des rejets), sociaux (marginalisation des petits exploitants) et éthiques (bien-être animal). Pour leur part, des modèles intégrés, tels que le système « VAC » (verger, étang, élevage), illustrent une approche circulaire où les flux de matières sont optimisés et les impacts environnementaux réduits, bien qu'encore dépendants d'intrants industriels<sup>47</sup>.

Ces orientations, qu'elles soient technologiques ou traditionnelles, témoignent de la diversité des stratégies en Asie du Sud-Est. Alors que l'agriculture 4.0 incarne une modernisation rapide des pratiques, les systèmes intégrés et patrimoniaux répondent à des impératifs de durabilité et de résilience locale. L'enjeu réside dans leur adaptation aux spécificités locales, en tenant compte des contraintes économiques, environnementales et sociales propres à chaque région.



Les quatre pays étudiés illustrent les tensions croissantes exacerbées par des politiques agricoles inadaptées aux défis démographiques et climatiques d'un monde globalisé. Ces politiques, souvent captées par des élites locales ou des cartels régionaux, aggravent les inégalités. Des politiques agricoles plus inclusives et orientées vers les besoins locaux pourraient mieux redistribuer les bénéfices de la croissance et renforcer la robustesse des systèmes alimentaires.

Un préalable à la durabilité s'impose par ailleurs, celui de la paix civile. Dans la région, le cas du Myanmar offre à cet égard une illustration tragique d'une vulnérabilité extrême. Classé 2<sup>e</sup> pays le plus touché sur 30 ans par le *l'Indice mondial des risques climatiques*, le pays a vu son agriculture (45 % de l'emploi en 2023) détériorée par le conflit depuis 2021, déplaçant 3,5 millions de personnes. Les catastrophes comme l'intense typhon *Yagi* (2024) et le séisme de magnitude 7,7 de mars 2025 ont endommagé 3,7 millions d'hectares de terres cultivées et accru l'insécurité alimentaire, touchant 28 % de la population en 2024-2025. Les chiffres disponibles sur le bilan agricole du conflit qui oppose

---

<sup>47</sup> Jean-Daniel Cesaro, 2020 « [L'industrialisation de l'élevage au Vietnam, entre marginalisation et spécialisation de la paysannerie](#) », *Géocoïnfluences*, novembre.

depuis 2025 la Thaïlande et le Cambodge rejoignent le constat d'une stabilité politique indispensable à l'intégrité des cycles productifs. Le conflit a endommagé les sous-secteurs agricoles, notamment ceux des fruits (arrêt des importations cambodgiennes de fruits et légumes provenant de Thaïlande d'une valeur de 8,1 millions €), du manioc (110 millions € d'exportations vers la Thaïlande, en risque de forte baisse), et des engrais (vulnérabilité du Cambodge dans l'approvisionnement en engrais importés de Thaïlande d'une valeur de 34 millions €<sup>48</sup>).

Face à tous ces défis, des pistes alternatives émergent localement, portées par des agronomes et des mouvements environnementaux, mais elles restent toutefois marginales au regard des modèles productivistes dominants, orientés vers l'exportation. Leur adoption demeure un idéal lointain, tant gouvernements et institutions peinent à intégrer durabilité, justice sociale et résilience à leurs politiques agricoles. Dans ce contexte, l'ASEAN pourrait jouer un rôle clé pour mutualiser, et promouvoir des ressources et des pratiques plus durables. Malheureusement, contraintes budgétaires et manque de cohérence entre priorités nationales et régionales entravent encore ses capacités à répondre aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle.

---

<sup>48</sup> « Cambodia's border conflict with Thailand poses growing economic risks, analyst warns », *The Nation*, 19 août 2025.

# L'ASEAN et les BRICS+, le retour de l'esprit de Bandung ?

Françoise NICOLAS<sup>1</sup>

Le 1<sup>er</sup> janvier 2025 l'Indonésie est devenue le 10<sup>e</sup> membre à part entière du groupe des BRICS+, qualifiés « d'héritiers des non-alignés » par le président brésilien Lula da Silva à l'occasion du sommet des BRICS qui s'est tenu à Rio en juillet 2025<sup>2</sup>. La Malaisie, la Thaïlande et le Vietnam figurent pour leur part sur la liste des pays partenaires du groupe et ont *a priori* vocation à l'intégrer à une échéance proche.

À l'heure où les grands équilibres du monde sont mis à l'épreuve par la rivalité entre la Chine et les États-Unis, comment expliquer ces décisions de la part de ces pays de l'ASEAN, habitués à rappeler leur désir de « ne pas choisir » de camp. Quelles motivations, quelles implications, quels bénéfices et quels risques pour eux, mais aussi pour l'ASEAN ? Pourquoi l'Indonésie a-t-elle emprunté un chemin différent de ses partenaires ?

Pour répondre à ces questions il convient de commencer par rappeler les origines et les objectifs de ce groupe des BRICS+ afin de mieux en comprendre la nature et de pouvoir appréhender les enjeux pour les pays de l'ASEAN.

---

<sup>1</sup> Conseiller, Centre Asie, Institut Français des Relations Internationales, Paris.

<sup>2</sup> Une telle affirmation est contestable car géopolitiquement, parlant, le rôle des BRICS n'a rien à voir avec celui des non-alignés.

## Des BRICS aux BRICS+ : histoire d'un parcours singulier

### Les origines

Apparu pour la première fois en 2001 sous la plume de James O'Neill, à l'époque directeur de la recherche de la banque d'investissement Goldman-Sachs, dans un article intitulé « Building Better Global Economic BRICs »<sup>3</sup>, l'acronyme « BRICs » désigne quatre grandes économies émergentes (Brésil, Russie, Inde et Chine) appelées à devenir les économies dominantes de demain. Dans cet article, l'auteur présente divers scénarios, qui montrent tous que grâce à une croissance supérieure, les quatre BRICs parviendront à dépasser les économies du G7 à l'horizon 2040. Du fait de leur poids économique accru, l'influence des décisions de politique économique de ces nouveaux venus sur le reste du monde ne pourra plus être ignorée, d'où la nécessité, selon O'Neill, d'intégrer les BRICs dans les instances de pilotage de l'économie mondiale comme le G7.

Force est de constater que l'émergence d'économies d'une telle taille change profondément la donne. Contrairement à ce qui avait été le cas avec les premiers « émergents » (les quatre dragons – Hong Kong, Corée du Sud, Singapour, Taïwan – puis les tigres asiatiques – Malaisie, Thaïlande, Indonésie – ou encore des marchés émergents comme le Mexique), les quatre BRICs apparaissent en mesure de bouleverser durablement les rapports de force qui s'étaient imposés au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et que reflétaient les instances de gouvernance économique mondiale. En d'autres termes ces pays seraient, si ce n'est désireux, en tout cas capables, de remettre en cause le *statu quo* imposé par l'Occident depuis des décennies. De ce point de vue, les BRICS ne sont pas des émergents comme les autres.

Bien que cette appellation de BRICs n'ait pas été le fait des pays eux-mêmes mais d'un observateur extérieur, le concept a fait florès, non seulement dans la presse, mais aussi auprès des principaux intéressés. Ainsi, à compter de 2006, les dirigeants des quatre pays en question vont prendre l'habitude de se réunir en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, ce qui les conduira, en 2009, à

---

<sup>3</sup> Jim O'Neill, [Building Better Global Economic BRICs, Global Economics Paper](#), n° 66, 30 novembre 2001.

décider de l'organisation d'un sommet annuel des BRICs, qui se tiendra alternativement dans chacun des pays membres<sup>4</sup>.

En institutionnalisant ce groupe, les BRICs semblent prêts à assumer les responsabilités que leur confère leur poids économique croissant sur la scène internationale, mais aussi à porter un message qui les démarque des puissances dominantes. Dans une certaine mesure, les BRICs peuvent apparaître comme un nouvel avatar de l'esprit afro-asiatique tel qu'il s'était exprimé à Bandung en 1955<sup>5</sup>.

## Un groupe de plus en plus attractif

Le groupe va progressivement s'accroître : l'Afrique du Sud le rejoindra fin 2010 et participera au troisième sommet de Sanya en 2011, justifiant l'adjonction d'un « s » majuscule à l'acronyme<sup>6</sup>. En 2017, lors du sommet organisé à Xiamen, les désormais cinq BRICS sont rejoints par la Thaïlande, le Mexique, l'Égypte, la Guinée et le Tadjikistan en tant que pays observateurs, pour discuter d'un plan d'élargissement du groupe, dit « BRICS+ », mais celui-ci n'interviendra finalement que bien plus tard.

En 2023, pas moins d'une quarantaine de pays appartenant au « Sud global » avaient exprimé un intérêt à rejoindre les BRICS et plus de la moitié avaient officiellement formulé une demande d'adhésion. À l'issue du sommet de Johannesburg (août 2023), six pays sont invités à intégrer le groupe : l'Iran, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Argentine, l'Égypte et l'Éthiopie. À

---

<sup>4</sup> Saint-Pétersbourg (2009), Rio (2010), Sanya (2011), New Delhi (2012), Durban (2013). Les suivants alternent entre les différents pays. Les sommets de 2020, 2021 et 2022 se tiendront en visio-conférence.

<sup>5</sup> La conférence, qui s'est tenue en avril 1955 à Bandung en Indonésie, réunissait pour la première fois les représentants de 29 pays africains et asiatiques devenus souverains (au premier rang desquels Nasser, Nehru, Sukarno et Zhou Enlai) qui condamnaient la colonisation et l'impérialisme et voulaient faire entendre la voix des pays dits du Tiers-Monde. Les frictions entre certains pays (notamment la Chine et l'Inde) conduisirent l'Inde à se tourner vers d'autres partenaires également désireux de rejeter l'alignement sur l'un des deux blocs de l'époque (l'Égypte et la Yougoslavie), ce qui conduira à la création du Mouvement des Non-alignés en 1961 à l'occasion d'une conférence organisée à Brioni en Yougoslavie.

<sup>6</sup> J. O'Neill n'approuvera pas l'élargissement du groupe, qui lui semblait porter atteinte à sa logique, laquelle reposait jusque-là sur le poids économique des pays participants.

la suite de la rétractation de l'Argentine<sup>7</sup> et des tergiversations de l'Arabie saoudite, l'effectif du groupe, désormais qualifié de BRICS+, passe de cinq à neuf le 1<sup>er</sup> janvier 2024. Une année plus tard, l'Indonésie en deviendra le 10<sup>e</sup> membre.

À l'occasion du 16<sup>e</sup> sommet qui s'est tenu à Kazan (Russie) en octobre 2024, une catégorie de « pays partenaires » est créée. La Biélorussie, la Bolivie, le Kazakhstan, Cuba, la Malaisie, le Nigéria, la Thaïlande, l'Ouganda et l'Ouzbékistan seront les premiers à acquérir ce statut ; puis ce sera le tour du Vietnam, qui devient le 10<sup>e</sup> pays partenaire des BRICS+ le 13 juin 2025.

Le groupe des BRICS+ représente aujourd'hui près de la moitié de la population mondiale, 27 % du PIB mondial en valeur courante (contre 44 % pour les pays du G7) et 39 % en parité de pouvoir d'achat (contre moins de 29 % pour le G7)<sup>8</sup>.

	G7		BRICS	
	2010	2024	2010 (BRICS 5)	2024 (BRICS 10)
PIB (\$ US courants)	49,7 %	44,3 %	18 %	27,1 %
PIB PPA (\$ US courants)	34,3 %	28,5 %	26,8 %	38,9 %
Exportations	34,6 %	30,3 %	14,7 %	18,5 %
Population	10,6 %	9,6 %	42,4 %	48,1 %

Tableau 1 – G7 vs BRICS+ (en % du total mondial)

Source : calculs de l'auteur à partir des World Development Indicators, World Bank.

<sup>7</sup> Avec l'arrivée au pouvoir de Javier Milei, l'Argentine choisira de s'arrimer au camp occidental et retirera sa candidature.

<sup>8</sup> Avec les pays partenaires les BRICS+ représentent 44 % du PIB mondial en parité de pouvoir d'achat et 56 % de la population mondiale. Voir : Paulo Fernando de Barros, « [Southeast Asia's Shift to BRICS : A Geopolitical Realignment](#) », *The Boreal Times*, 7 août 2025.

## **Un groupe hétérogène...**

Une croissance forte et un poids croissant sur la scène économique internationale constituent le ciment qui lie les BRICS+, mais la principale faiblesse de ce groupe est son extraordinaire hétérogénéité, qui n'a fait que s'accroître avec l'intégration de nouveaux membres.

Les pays-membres diffèrent sur le plan politique puisqu'on y retrouve des régimes autoritaires aux côtés de démocraties, dont « la plus grande d'entre elles » (l'Inde). En termes de trajectoire économique, les différences sont également importantes et la Russie, pays industrialisé de longue date, apparaît un peu comme un intrus au sein du groupe. Les divergences des intérêts politiques et économiques sont potentiellement énormes. Enfin, les objectifs diffèrent d'un membre à l'autre : alors que Delhi et Brasilia cherchent à maximiser leur liberté diplomatique dans un contexte de remise en question de l'ordre établi, Pékin et Moscou voudraient voir les BRICS se constituer en un bloc résolument anti-occidental. Et l'arrivée de l'Iran a sans nul doute renforcé ce dernier objectif.

Les BRICS+ apparaissent unis dans leur opposition aux puissances établies sans pour autant être en mesure de définir une véritable plateforme politique. Ils ont donc longtemps constitué une force de blocage plutôt qu'une force de proposition. En réalité, les points d'accord entre les BRICS sont généralement plus tactiques que stratégiques. Dans ce contexte, plus qu'un forum de coordination politique et diplomatique, le groupe des BRICS+ est aujourd'hui un lieu de sociabilisation entre pays insatisfaits du fonctionnement des instances de gouvernance globale et désireux de faire valoir un point de vue alternatif.

## **aux ambitions croissantes...**

Au cours de ses premières années d'existence le groupe des BRICS va essentiellement se concentrer sur un objectif : accroître le poids de ses membres dans les instances de direction des institutions financières internationales (FMI et Banque mondiale), permettant ce faisant de redonner de la légitimité à ces institutions. Son combat portera avant tout sur un rééquilibrage des quotes-parts

au sein du FMI qui reflète mieux les nouveaux rapports de force économique en accordant plus d'importance aux économies émergentes<sup>9</sup>.

L'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud défendent aussi une réforme du Conseil de sécurité des Nations unies et souhaitent disposer d'un siège de membre permanent. De manière plus générale, les BRICS rejettent la domination euro-américaine dans la gestion des affaires internationales mais s'inscrivent initialement dans une logique résolument réformiste, cherchant à changer les institutions de l'intérieur mais sans les remettre en question ni à les remplacer par des dispositifs alternatifs. La réticence des puissances occidentales à mettre en œuvre de telles réformes va alimenter les frustrations et pousser les BRICS à changer de stratégie et à se radicaliser.

À cet égard, la crise financière globale de 2008 apparaît comme un tournant, les BRICS faisant le constat de la faiblesse (ou tout au moins des vulnérabilités) de l'hyperpuissance américaine. Le contraste entre la forte croissance (de la plupart) des BRICS et les difficultés économiques dans lesquelles sont empêtrées les économies occidentales donne tout son sens au groupe. Les propositions des BRICS vont se faire progressivement plus précises et viser à encourager l'émergence d'un ordre alternatif.

Dès lors les BRICS poursuivent une double stratégie consistant, d'une part, à accroître leur influence au sein des institutions existantes et, d'autre part, à se doter d'institutions qui permettent de contourner un système mondial jusque-là dominé par l'Occident, que ce soit à travers le FMI, la Banque mondiale ou encore les grandes agences de notation, et de le remplacer par des mécanismes qui soient plus en phase avec les intérêts des BRICS.

---

<sup>9</sup> Au terme de la réforme arrêtée en 2010, le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine disposent depuis 2014 de 14,1 % des droits de vote au sein du FMI (14,8 % avec l'Afrique du Sud) contre 10 % avant la réforme. Ce rééquilibrage permet à la Chine d'être le troisième actionnaire de ces deux institutions, qui restent toutefois largement contrôlées par les nations occidentales puisque les États-Unis et l'Union européenne continuent de détenir plus de 45 % des droits de vote. Le poids des économies d'Asie du Sud-Est demeure insignifiant, ainsi, bien que la quote-part de Singapour ait augmenté de 63 %, elle ne représente que 0,82 % du total.

## ...mais qui peinent à se concrétiser

Deux projets défendus par les BRICS s'inscrivent dans cette deuxième logique : la Nouvelle Banque de développement (NBD, communément appelée « Banque de développement des BRICS »)<sup>10</sup> et le fonds d'urgence des BRICS (Contingency Reserve Arrangement)<sup>11</sup>, qui se concrétisent en 2015.

Bien qu'opérationnelle depuis 2015, la NBD est loin de faire jeu égal avec les banques de développement existantes. À ce jour, seuls 96 projets ont été approuvés (sans nécessairement se concrétiser) dans les cinq pays fondateurs, mais aussi certains autres pays membres (Bangladesh et Égypte), pour un total de 32,8 milliards \$ US<sup>12</sup>. De son côté le fonds de réserve d'urgence n'a jamais été sollicité et ne dispose pas d'une unité de surveillance pourtant indispensable à son bon fonctionnement.

Enfin, le projet de création d'une « monnaie des BRICS » évoqué un temps, a rapidement été abandonné compte tenu de la complexité d'une telle entreprise. Plus modestement, les BRICS cherchent à encourager l'utilisation des monnaies « locales » dans leurs échanges, un objectif renouvelé à l'occasion du dernier sommet (juillet 2025), mais il y a loin de la coupe aux lèvres<sup>13</sup>. L'inclusion de pays pétroliers pourrait changer la donne, notamment pour le commerce de pétrole, puisque le BRICS+ regroupe désormais tant des producteurs que des consommateurs, mais cela reste à prouver.

Il reste qu'au fil des années, le groupe BRICS+ s'est imposé sur la scène internationale. Même s'il sera sans doute compliqué pour lui de parvenir à prendre des décisions concrètes et à s'autonomiser, la volonté d'émancipation est bien réelle et le nombre de pays candidats confirme l'attractivité du dispositif et du

---

<sup>10</sup> Conçue comme une alternative à la Banque mondiale, soupçonnée d'être entre les mains des Occidentaux, elle a son siège à Shanghai.

<sup>11</sup> La dotation initiale s'élève à 100 milliards \$ US.

<sup>12</sup> Il est à noter que les prêts ne sont pas exclusivement accordés en dollars mais aussi en yuans, euros, francs suisses, dollars sud-africains. Eric Toussaint, « [Are the New Development Bank and the BRICS Monetary Fund an alternative to the Bretton Woods institutions ?](#) », CADTM, 28 octobre 2025.

<sup>13</sup> La part du dollar dans les réserves des banques centrales des BRICS est toujours de près de 55 % (contre 18,3 % pour l'euro et seulement 2,4 % pour le yuan). En juillet 2023, le yuan ne représentait que 3,06 % des paiements en devises au sein du groupe contre 46,46 % pour le dollar US et 24,42 % pour l'euro.

discours qu'il porte. Les BRICS+ militent pour la mise en place d'un ordre multipolaire au sein duquel les pays dits du Sud global gagneraient en influence. À vrai dire, l'attractivité du groupe réside avant tout dans l'ambiguïté du projet et dans la multiplicité des interprétations à donner à ses objectifs. Pour autant, il serait irresponsable, voire dangereux, pour les puissances jusque-là dominantes de sous-estimer le message politique que les élargissements du groupe reflètent et de ne pas prendre au sérieux ces initiatives. La multipolarité du monde est bel et bien une réalité avec laquelle il va leur falloir composer.

## **La tentation des BRICS en Asie du Sud-Est**

### **Intégrer les BRICS : conditions et implications**

Au fil du temps, plusieurs pays-membres de l'ASEAN se sont rapprochés du groupe des BRICS, soit en devenant membre à part entière (Indonésie), soit en tant que partenaires (Malaisie, Thaïlande, Vietnam), et d'autres ont exprimé leur intérêt (Cambodge, Laos, Myanmar). Ce faisant, quelles sont les motivations et les attentes de ces pays, à quelles difficultés se heurteront-ils et quels gains peuvent-ils espérer ? C'est ce que nous chercherons ici à analyser. Nous examinerons aussi les défis que de telles candidatures posent, non seulement pour les pays à titre individuel, mais aussi pour l'ASEAN.

Pour éclairer l'analyse, il convient tout d'abord de souligner que l'intégration au groupe n'obéit à aucune procédure précise et reste à la complète discrétion des pays fondateurs<sup>14</sup>. Les difficultés rencontrées par le Pakistan pour se faire admettre dans le groupe, ne serait-ce que comme partenaire, démontre bien qu'il s'agit d'une décision éminemment politique. En outre, l'appartenance au groupe ne confère aucun avantage économique particulier, contrairement à l'adhésion à un accord de libre-échange par exemple, qui ouvre automatiquement des perspectives d'accès à de nouveaux marchés. Certes, la coopération économique au sein du groupe a des chances de s'intensifier mais ce n'est pas une

---

<sup>14</sup> La décision d'inviter un nouveau membre est théoriquement prise par consensus et il n'existe pas de conditions d'adhésion formelles comme c'est le cas pour intégrer l'Union européenne, par exemple.

certitude. D'ailleurs, les données chiffrées ne reflètent pas une augmentation des échanges intra-BRICS au cours de la dernière décennie. Dans ces conditions, c'est a priori plus du côté de la diplomatie que de l'économie qu'il faut chercher les réponses à nos interrogations.

Enfin, si l'absence de conditions particulières à remplir pour intégrer le groupe peut paraître attractive, la contrepartie est que la procédure d'intégration ne peut servir d'instrument de « légitimation extérieure » facilitant la mise en œuvre de réformes douloureuses mais nécessaires<sup>15</sup>. Tous ces éléments doivent être pris en compte pour apprécier les raisons que peut avoir un pays de soumettre sa candidature.

## **L'intégration de l'Indonésie : les ambitions de politique étrangère de Prabowo Subianto**

L'Indonésie est le premier (et pour l'heure encore le seul) membre de l'ASEAN à avoir intégré les BRICS+ en tant que membre à part entière (1<sup>er</sup> janvier 2025). Ce qui frappe dans son cas, c'est la rapidité du processus, qui est le résultat d'une combinaison de facteurs internes et externes.

Premièrement, si la candidature de l'Indonésie a été accueillie très favorablement par les BRICS+, c'est que l'intégration du pays le plus peuplé d'Asie du Sud-Est et du monde musulman donne une nouvelle envergure à la coalition. Outre sa taille, l'Indonésie a beaucoup à offrir au groupe, en raison de sa position géographique au cœur de passages maritimes critiques, mais aussi en tant que fournisseur de minerais critiques, ou encore comme leader *de facto* de l'ASEAN. Par ailleurs elle renforce la légitimité du groupe en tant que porte-parole de ce qu'il est aujourd'hui convenu d'appeler le « Sud global ». En bref, les BRICS ont incontestablement gagné à associer l'Indonésie.

Du point de vue indonésien, c'est l'alternance politique qui explique que le pays ait franchi le pas. Traditionnellement, l'Indonésie a cherché à conserver une position de neutralité, favorisant la coopération et le dialogue tant avec le

---

<sup>15</sup> Ainsi l'adhésion à un accord de libre-échange est fréquemment utilisée comme tel par les autorités d'un pays.

« Nord » (ou l'Occident) qu'avec le « Sud » (le monde en développement). Cette approche était particulièrement évidente à l'époque du président Susilo Bambang Yudhoyono (dit SBY, de 2004 à 2014), dont la politique s'appuyait sur le principe du « zéro ennemi et mille amis »<sup>16</sup>. Cette posture a ensuite été partiellement poursuivie par son successeur Joko Widodo (dit Jokowi, de 2014 à 2024), dont la politique empreinte de pragmatisme mettait toutefois l'accent sur le développement économique intérieur et les infrastructures plutôt que sur l'action internationale<sup>17</sup>. Dans ce dernier domaine, il avait accordé la priorité à l'ASEAN et au G20, qu'il a d'ailleurs présidé avec succès en 2022, dans des circonstances particulièrement compliquées<sup>18</sup>.

Lors du sommet de Johannesburg (août 2023), en dépit de certaines réserves dues à son appartenance à l'ASEAN, les dirigeants des BRICS avaient invité l'Indonésie à rejoindre le bloc en tant que membre à part entière. Le président Jokowi avait alors décliné l'invitation au nom du principe de non-alignement cher à Jakarta, mais sans doute aussi, et peut-être surtout, parce qu'il estimait que l'accession à l'OCDE était plus importante, et surtout plus prometteuse pour l'économie indonésienne.

L'arrivée au pouvoir du président Prabowo Subianto le 20 octobre 2024 va changer l'équation. Ex-gendre de Suharto et ex-général au passé controversé<sup>19</sup>, figure de l'ancien régime autoritaire de l'Ordre nouveau (1966-1998) et populiste, Prabowo avait été le ministre de la Défense lors du deuxième mandat de Jokowi (2019-2024). Au cours de sa campagne électorale il se démarque de son prédécesseur en affirmant ses ambitions en matière de politique étrangère, promettant qu'en tant que président il s'efforcera de faire de l'Indonésie une puissance moyenne plus influente, et de s'appuyer sur la promotion de bonnes

---

<sup>16</sup> Ted Piccone et Bimo Yusman, « *Indonesian Foreign Policy : 'A Million Friends and Zero Enemies'* », *Brookings Commentary*, 14 février 2014.

<sup>17</sup> Aniello Iannone, « *Indonesia's BRICS gamble* », *Modern Diplomacy*, 7 mars 2025.

<sup>18</sup> Contre toute attente, la présidence indonésienne était parvenue, sur fond de guerre en Ukraine, à arracher un communiqué conjoint, avec l'appui de l'Inde.

<sup>19</sup> Il est accusé d'avoir été impliqué dans de multiples exactions au Timor oriental, en Papouasie occidentale, ainsi que lors des manifestations anti-Suharto de 1998.

relations avec ses partenaires régionaux pour garantir la stabilité et la croissance économique du pays.

Le fait que Prabowo ait nommé Sugiono (son protégé) ministre des Affaires étrangères, plutôt que de renommer l'expérimentée Retno Marsudi<sup>20</sup> suggérait sans équivoque qu'il avait l'intention de s'impliquer fortement dans la prise de décisions en politique étrangère. L'une de ses premières décisions va être d'envoyer à Kazan son ministre des Affaires étrangères tout fraîchement nommé<sup>21</sup>, pour assister au 16<sup>e</sup> sommet des BRICS, le premier depuis l'élargissement de cinq à neuf membres. Sugiono y confirmera l'intérêt de l'Indonésie et le pays sera coopté deux mois plus tard (janvier 2025), devenant en un temps record le 10<sup>e</sup> membre effectif de la coalition.

Par cette décision, Prabowo a sorti son pays de la posture attentiste qui le caractérisait auparavant. De manière intéressante, c'est au nom du « non-alignement » que Prabowo a justifié ce changement de pied, alors que c'est ce même non-alignement que Jokowi avait invoqué pour déclinier l'invitation des BRICS. La décision indonésienne semble pencher nettement dans le sens des intérêts de Moscou, et c'est probablement ce qui explique l'insistance de Vladimir Poutine à précipiter l'accession de l'Indonésie, ignorant le moratoire sur l'élargissement du groupe annoncé par son propre ministre des Affaires étrangères six semaines plus tôt<sup>22</sup>. Ce soutien de la Russie place l'Indonésie dans une position délicate, en particulier vis-à-vis de ses partenaires occidentaux.

En décidant de rejoindre les BRICS+, l'Indonésie semble abandonner sa posture traditionnelle de neutralité à l'égard des blocs. Toutefois, selon le discours officiel des autorités indonésiennes, l'adhésion au groupe des BRICS+ n'entraînera pas une sujétion aux grands partenaires dominant le groupe, et cette décision n'est nullement en contradiction avec la doctrine de diplomatie « libre et active » (*bebas dan aktif*) poursuivie par le pays depuis Sukarno. Il s'agit

---

<sup>20</sup> Celle-ci est restée ministre des Affaires étrangères de 2014 à 2024 sous les deux mandats du président Jokowi.

<sup>21</sup> Entré en fonction le 21 octobre 2024, il participera au sommet des BRICS+ du 22 au 24 octobre.

<sup>22</sup> Le 25 juin 2024, le ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, avait fait savoir que les BRICS+, après l'admission de cinq nouveaux membres en 2024, feraient une « pause » concernant l'élargissement de la structure afin de « digérer l'arrivée des nouveaux pays » et d'éviter une dilution de ses intérêts et objectifs. Voir : « [La Russie annonce une pause dans l'élargissement des BRICS](#) », *Courrier international*, 28 juin 2024.

simplement d'une interprétation différente de cette même diplomatie. Suivant une stratégie de « multi-alignement », Prabowo veut maintenir toutes les options ouvertes et faire participer son pays au plus grand nombre possible de forums<sup>23</sup>. D'ailleurs, l'Indonésie n'a pas abandonné son ambition d'intégrer en parallèle le club des pays riches, l'OCDE. Ces deux projets ne sont pas perçus comme incompatibles, mais chacun offre des bénéfices différents. Compte tenu de la complexité de la procédure et de l'ampleur des réformes et autres ajustements réglementaires à mettre en place pour être en conformité avec les exigences de l'institution, l'intégration de l'Indonésie à l'OCDE ne devrait pas intervenir avant 2030, au mieux. Du point de vue du secrétaire général de l'organisation, l'appartenance de l'Indonésie au groupe des BRICS+ ne pose pas de problème<sup>24</sup>. Enfin, le pays a déposé sa candidature au Partenariat Trans-Pacifique Global et Progressiste (Comprehensive and Progressive TransPacific Partnership, CPTPP)<sup>25</sup>.

Sur le plan national, Prabowo espère faire de l'Indonésie l'un des pays en développement à la croissance la plus rapide, ce qui impose de maintenir une stratégie d'équilibre dans un environnement mondial de plus en plus complexe et tendu. Dans ce contexte, la motivation de l'Indonésie pour rejoindre les BRICS est de poursuivre ses ambitions mondiales et nationales, plutôt que de s'allier à un camp particulier. Pour reprendre les termes du ministre indonésien des Affaires étrangères, l'adhésion aux BRICS+ « reflète le rôle actif croissant de l'Indonésie dans les questions mondiales » ainsi que le désir de Prabowo de « faire jouer à l'Indonésie un rôle qui aille au-delà de celui de leader naturel de l'Asie du Sud-Est »<sup>26</sup>.

À l'occasion du 17<sup>e</sup> sommet des BRICS qui s'est tenu à Rio en juillet 2025, Prabowo a clarifié ses objectifs, déclarant que l'Indonésie ambitionnait de jouer

---

<sup>23</sup> Fitriani, « Joining BRICS, Indonesia Sticks with Multi-Alignment Strategy », *The Strategist*, 16 janvier 2025.

<sup>24</sup> Jayanti Nada Shofa, « [OECD Boss Says He Doesn't Mind Indonesia's BRICS Membership Bid](#) », *Jakarta Globe*, 26 novembre 2024.

<sup>25</sup> Aussi connu sous l'appellation TPP11 avant son récent élargissement, ce traité de libre-échange multilatéral entré en vigueur en 2018 regroupe aujourd'hui l'Australie, le Brunei, le Canada, le Chili, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour, le Royaume-Uni et le Vietnam.

<sup>26</sup> Dominique Fraser et Premesha Saha, « [Indonesia in BRICS : New Chapter or Familiar Story](#) », *9DashLine*, 2025.

le rôle de « pont » entre les pays du Sud global et ceux du Nord<sup>27</sup>. Ce faisant, l'Indonésie reprend en quelque sorte son rôle historique de leader du monde en développement. On peut y voir un nouvel avatar de « l'esprit de Bandung », même si l'Indonésie elle-même ne revendique pas cet héritage et n'a pas célébré cette année le 70<sup>e</sup> anniversaire de l'événement<sup>28</sup>.

Toutefois, il n'est pas sûr que l'Indonésie parvienne à conserver son autonomie au sein des BRICS+, largement dominés par la Chine et la Russie. On peut légitimement s'interroger sur la capacité de Jakarta à maintenir sa neutralité et à résister aux pressions de part et d'autre, d'autant que l'histoire récente nous suggère que le pays a eu légère tendance au cours des dernières années à s'aligner sur les positions chinoises au détriment de son partenaire américain, comme le suggère « l'indicateur d'alignement » élaboré par la Lee Kuan Yew School of Public Policy<sup>29</sup>. Cet alignement est sans doute plus pragmatique qu'idéologique et le maintien en parallèle d'une multitude de partenariats devrait garantir un minimum d'autonomie<sup>30</sup>, mais tenir sur cette ligne de crête dans la durée, constitue un défi pour Jakarta.

Par ailleurs, la perception des BRICS comme un groupe anti-occidental pourrait compliquer les relations que l'archipel entretient avec ses partenaires occidentaux, à commencer par les États-Unis. Donald Trump avait menacé d'imposer des droits de douane allant jusqu'à 150 % sur les produits provenant des pays qui s'aligneraient sur les « politiques anti-américaines » déployées par les membres des BRICS. Pour l'heure, le gouvernement indonésien a affirmé de son côté ne pas souhaiter revenir sur son adhésion à ce groupe, malgré le risque

---

<sup>27</sup> Klaus Heinrich Raditio, « To be a bridge builder : Indonesia's debut at the BRICS Summit », *The Diplomat*, 8 juillet 2025.

<sup>28</sup> Virdika Rizky Utama, « [Indonesia's foreign policy is all style, no substance](#) », *East Asia Forum*, 2 juin 2025.

<sup>29</sup> Cet indicateur (« [The Anatomy of Choice Alignment Index](#) » ou AOCAI) fournit, sur la base de données chiffrées, une vision de la capacité des pays d'Asie du Sud-Est à faire face à la rivalité sino-américaine sur la période 1995-2024. Dans le cas de l'Indonésie, on observe une légère tendance du pays à s'aligner plus nettement sur les positions chinoises au cours de la période la plus présente (2015-24). Pour une analyse plus approfondie de ces données, voir Yuen Foong Khong et Joseph Chinyong Liow, « Southeast Asia Is Starting to Choose », *Foreign Affairs*, juillet-août 2025.

<sup>30</sup> Sophie Boisseau du Rocher et Françoise Nicolas, « L'Asie du Sud-Est entre Chine et États-Unis : la stratégie du non-choix ? », *Politique étrangère*, 2025, p. 79-92.

de sanctions commerciales. Peut-être faut-il y voir un message envoyé à la Maison Blanche que les États-Unis de MAGA (Make America Great Again) ne sont pas la seule option géostratégique, ou en tout cas pas la plus attractive.

Contrairement à ce qui est parfois avancé, l'intégration aux BRICS n'ouvrira pas à l'Indonésie l'accès aux financements de la Nouvelle Banque de développement (NBD), lesquels pourraient être mobilisés, par exemple, pour le développement des infrastructures, un objectif prioritaire pour le pays. En effet, il n'est pas besoin d'être membre des BRICS pour être membre de la NBD et ainsi pouvoir bénéficier de ses financements. Certes, l'adhésion aux BRICS peut constituer le premier pas sur la voie de l'intégration dans la NBD, mais ce n'est ni nécessaire, ni automatique. De la même manière, l'adhésion aux BRICS ne devrait pas apporter grand-chose à l'Indonésie en matière commerciale. La Chine est déjà son premier partenaire commercial et nombre d'autres pays des BRICS+ ont des accords de libre-échange avec elle. Prabowo espère néanmoins sans doute parvenir ainsi à resserrer les liens économiques avec ses partenaires du Sud global, jugés moins exigeants que les pays du Nord<sup>31</sup>, notamment en matière de normes environnementales. Bien que cette stratégie puisse être risquée, peut-être pense-t-il aussi être suffisamment fort et avoir des arguments à faire valoir auprès de ses partenaires occidentaux intéressés par les ressources en minerais critiques du pays. L'avenir dira si Prabowo parviendra à maintenir sa ligne et si son appréciation des rapports de force est juste.

## **Malaisie, Thaïlande et Vietnam, les avantages d'un engagement limité**

Tout comme l'Indonésie, la Malaisie, la Thaïlande et le Vietnam se sont rapprochés des BRICS+, invoquant leur désir de diversifier leurs partenariats<sup>32</sup>, seul moyen à leurs yeux d'affirmer leur autonomie et de s'extraire de la rivalité

---

<sup>31</sup> Dharma Negara Siwage et Leo Suryadinata, « Assessing Indonesia's Relations with the US After Joining BRICS », *Fulcrum*, ISEAS, 27 janvier 2025.

<sup>32</sup> Les Premiers ministres malaisien et vietnamien étaient présents au sommet de Rio en juillet 2025, alors que le ministre des Affaires étrangères thaïlandais s'est exprimé à la réunion des ministres des Affaires étrangères des BRICS en avril 2025.

sino-américaine. Pour eux, s'associer aux BRICS sans sacrifier leurs relations avec les puissances occidentales semble à la fois naturel et possible<sup>33</sup>.

Moins impliqués dans le groupe que l'Indonésie, du fait de leur statut de partenaire et non de membre à part entière, ces pays se voient confrontés à des risques sensiblement réduits. Le statut de partenaire, qui implique un pouvoir de vote et de décision limité au sein des BRICS, pourrait leur offrir une alternative à moindre risque, alors que leur adhésion complète ne leur apporterait probablement pas d'avantages économiques substantiels supplémentaires, surtout pour ceux d'entre eux qui ont déjà, ou négocient, des accords de libre-échange (ALE) avec les grandes économies des BRICS.

Si cette option de la simple association paraît judicieuse, en réalité, loin d'être le fruit d'un choix délibéré, elle tient surtout au fait que ces pays sont perçus par les principaux BRICS comme des acteurs de moindre importance.

Pour la Malaisie d'Anwar Ibrahim (Premier ministre depuis novembre 2022), se rapprocher des BRICS s'inscrit dans la logique traditionnelle de distanciation à l'égard tant des États-Unis que de la Chine et le Premier ministre se défend de s'aligner sur les positions chinoises. Pour lui, il s'agit d'une décision pragmatique, qui prend en compte les changements géopolitiques et géoéconomiques, et conduit à maintenir ouvertes autant d'options que possible<sup>34</sup>. Par le passé, la Malaisie a été l'un des pays de l'ASEAN qui est le mieux parvenu à maintenir un équilibre entre les États-Unis et la Chine (selon l'indicateur d'alignement cité précédemment), même si elle a opéré un léger glissement vers la Chine au cours de la période la plus récente. La Malaisie continue de se montrer très active tant au sein du CPTPP que de l'IPEF (Indo-Pacific Economic Partnership)<sup>35</sup>. Parallèlement, elle maintient des liens étroits avec Washington en

---

<sup>33</sup> Sang Huynh Tam et Vo Thi Thuy An, « [Decoding ASEAN's Measured Engagement with BRICS](#) », *The Diplomat*, 2 juillet 2025.

<sup>34</sup> Johanna Son, « [BRICS : Southeast Asian Countries Create Options in a Multipolar World](#) », Heinrich Böll Stiftung, Southeast Asia, 28 août 2025.

<sup>35</sup> Cette initiative économique a été lancée par Joe Biden en 2022 avec 13 pays partenaires, dont l'Australie, le Japon, l'Inde, la Corée du Sud et le Vietnam, et vise à renforcer la coopération dans quatre domaines : certaines questions commerciales, les chaînes d'approvisionnement, la transition énergétique et la transparence économique. L'IPEF n'a pour l'instant pas été remise en question par l'Administration Trump.

matière de sécurité et entretient des relations économiques soutenues aussi bien avec la Chine (qui est son principal partenaire commercial) qu'avec les États-Unis (qui demeurent la deuxième source d'investissements directs étrangers, derrière l'Union européenne). Des raisons politiques ont sans doute également poussé la Malaisie à se rapprocher des BRICS. Ainsi sur la question palestinienne sa position est incontestablement plus proche de celle de la Chine ou de l'Afrique du Sud que de l'Occident – États-Unis en tête, auxquels elle reproche de tenir un double discours<sup>36</sup>.

Initialement désireuse d'être intégrée comme membre à part entière, la Malaisie semble s'être fait une raison à la suite de l'échec de sa candidature et se contente de son statut de partenaire, qui lui permet, si ce n'est de peser sur les orientations du groupe, tout au moins de bénéficier d'une tribune internationale. En juillet dernier, alors qu'il assistait au 17<sup>e</sup> sommet des BRICS à Rio, Anwar Ibrahim a défendu « une diplomatie de la troisième voie » et appelé à façonner un ordre international plus juste. Son association aux BRICS permet à la Malaisie d'être en position de force pour s'exprimer en faveur d'un multilatéralisme plus équilibré.

À l'instar de la Malaisie, la Thaïlande n'est pas parvenue à convaincre les BRICS de l'intérêt pour le groupe à l'intégrer comme membre à part entière. Elle poursuit néanmoins sa stratégie de multi-alignement en cherchant à tirer le meilleur parti possible de sa participation simultanée à diverses plateformes. Parallèlement aux BRICS, elle est également impliquée dans l'IPEF et continue de soutenir sa candidature à l'OCDE<sup>37</sup>. Compte tenu de l'instabilité de la situation politique dans le pays, l'incertitude règne cependant quant à la direction de la nouvelle politique étrangère thaïlandaise.

De son côté, le Vietnam a d'entrée de jeu renoncé à intégrer les BRICS comme membre à part entière et se satisfait d'un simple partenariat, d'autant que le groupe lui apparaît sans doute trop pro-russe, trop géopolitique, trop peu

---

<sup>36</sup> « [Malaysia slams “double standards” on Gaza atrocities](#) », *The Straits Times*, 25 mai 2025.

<sup>37</sup> Saggi Pavittarbir, « Southeast Asia and BRICS : A Strategic Response to Institutional Change in the Indo-Pacific », *The Diplomat*, 24 novembre 2024.

transparent et manquant d'homogénéité<sup>38</sup>. À l'évidence, le Vietnam ne voit pas bien ce qu'il aurait à gagner à une association plus étroite et veut au contraire rester ouvert. Ce choix constitue une nouvelle manifestation de la « diplomatie du bambou »<sup>39</sup> chère à Hanoi, tout en souplesse stratégique, en réajustements permanents et pragmatiques.

## Quels risques pour l'ASEAN ?

Du point de vue de l'ASEAN en tant qu'institution, ces engagements de la part de quelques-uns de ses principaux membres ne risquent-ils pas de remettre en question sa « centralité », son autonomie, ou encore sa cohésion ?

Certains voient dans l'enthousiasme de certains pays membres de l'ASEAN à rejoindre les BRICS la preuve de leur scepticisme à l'égard de l'efficacité de l'Association, jugée incapable de favoriser les échanges intra-régionaux du fait notamment de la persistance de barrières non tarifaires<sup>40</sup>. Une telle interprétation paraît toutefois excessivement pessimiste. À preuve d'ailleurs la décision prise lors du sommet de l'ASEAN d'octobre dernier de réviser l'accord ASEAN sur le commerce des biens (ASEAN Trade in Goods Agreement - ATIGA) en y intégrant de nouvelles mesures « de facilitation des échanges », afin précisément d'éliminer les derniers obstacles au commerce intra-régional et de renforcer la coopération intra-ASEAN<sup>41</sup>.

Alors qu'elle assurait la présidence tournante du groupe cette année, loin d'opposer les deux groupes (BRICS et ASEAN), la Malaisie a milité pour un rapprochement entre eux<sup>42</sup> et invité les dirigeants brésilien et sud-africain (les présidents Lula et Ramaphosa) au sommet de l'ASEAN d'octobre 2025.

---

<sup>38</sup> Webinaire « [BRICS Expansion : Southeast Asian Perspectives and Motivations](#) », ISEAS, 30 octobre 2024.

<sup>39</sup> Ainsi, le Vietnam s'appuie sur des principes solides tout en s'ajustant avec souplesse aux changements de l'environnement international.

<sup>40</sup> Sundram Pushpanathan, « [ASEAN-members balance with BRICS as the world shifts](#) », *East Asia Forum*, 22 février 2025.

<sup>41</sup> [MTI Press Release](#), 28 octobre 2025.

<sup>42</sup> Lors du sommet des BRICS à Kazan (2024), le ministre de l'Économie malaisien Rafizi Ramli avait déjà évoqué le nécessaire approfondissement de la coopération entre l'ASEAN et les BRICS.

L'objectif est de minimiser les tensions potentielles entre les deux groupes et de chercher à développer des synergies.

En revanche, l'ASEAN pourrait se retrouver prise dans des tensions géopolitiques et en quelque sorte contrainte d'épouser les querelles des principales puissances au sein des BRICS. L'Association cherche à diversifier ses partenariats (en regardant notamment du côté du Moyen-Orient) pour éviter de se retrouver prise au piège des jeux géopolitiques entre les deux grands, mais il ne faudrait pas que l'adhésion de certains de ses membres au groupe des BRICS la prive finalement de cette marge de manœuvre en la rapprochant trop de la Chine. Parvenir à conserver la pertinence de l'Association tout en tirant le meilleur parti d'un rapprochement avec les BRICS constitue un défi de taille.

Enfin le risque que l'adhésion de certains pays-membres aux BRICS pèse sur la cohésion de l'ASEAN est bien réel<sup>43</sup>, même s'il ne doit pas être exagéré car les gains économiques d'appartenir aux BRICS (notamment l'accès au financement de la NBD) sont en réalité fort modestes.



Comme le souligne le ministre des Affaires étrangères indien S. Jaishankar, les préoccupations du Sud global sont souvent alimentées par la frustration que suscite la structure actuelle de gouvernance mondiale plutôt que par une opposition ouverte à l'Occident<sup>44</sup>. Pour les pays de l'ASEAN, se rapprocher des BRICS est un moyen de défendre leurs intérêts et de faire entendre leurs voix. Ce n'est pas s'opposer à l'Occident, ce n'est pas choisir un camp, mais simplement s'assurer une diversité d'options, renforcer leur autonomie stratégique et garantir leur propre sécurité. En d'autres termes, ce que ces pays cherchent avant tout c'est à préserver, voire développer, leur liberté d'action. Même si les intéressés eux-mêmes ne le revendiquent pas, une telle stratégie s'inscrit dans la droite ligne de l'esprit de Bandung, puisqu'il s'agit essentiellement de donner voix au chapitre à des pays qui s'estiment insuffisamment représentés sur la scène internationale.

---

<sup>43</sup> Sundram Pushpanathan, *op. cit.*

<sup>44</sup> Saggi Pavittarbir, *op. cit.*

Afin d'éviter d'être perçus comme s'alignant sur les intérêts russes et chinois, les pays d'Asie du Sud-Est poursuivent en parallèle des rapprochements avec d'autres groupes (OCDE, CPTPP, IPEF) et conservent leur fidélité à l'ASEAN. Cette approche de multi-alignement est difficilement compréhensible pour des pays comme les États-Unis qui pensent l'espace mondial en termes de camps et d'alliances<sup>45</sup>. Dès lors, les pays de l'ASEAN ne doivent pas sous-estimer le risque qu'ils prennent en s'associant avec un groupe qui peut être de plus en plus perçu comme résolument anti-occidental. Charge à eux d'apporter des gages à leurs partenaires occidentaux, mais aussi de résister à la pression chinoise qui ne manquera pas de s'exercer sur eux. Ce ne sera sans doute pas chose aisée.

---

<sup>45</sup> Boisseau du Rocher et Nicolas, *op. cit.*



# Sécurité routière en Asie du Sud-Est : des facteurs de risque multiples et convergents

Chamaiparn SANTIKARN, LE NGUYEN, Mirjam SIDIK et Frans TOHOM

La sécurité routière en Asie du Sud-Est est profondément marquée par un facteur systémique : la prédominance des deux-roues motorisés. Ces véhicules, abordables financièrement, adaptés aux réseaux de transport peu développés et pratiques dans les villes congestionnées, requièrent peu de connaissances techniques approfondies pour leur conduite et pour l'obtention des permis, augmentant leur popularité.

Toutefois, à partir des cas de la Thaïlande, du Vietnam et de l'Indonésie, ce chapitre montre que les deux-roues représentent la majorité des accidents graves. Cette vulnérabilité s'explique par plusieurs facteurs : infrastructures inadaptées, contrôle insuffisant des équipements de sécurité (casques, ceintures), éducation routière faible, apprentissage informel et souvent culturellement inadapté, et marketing agressif favorisant l'achat de cylindrées élevées. À cela s'ajoute la multiplication des conducteurs de plateformes de livraison, qui accroît encore les risques.

Cette approche s'inscrit dans une perspective systémique de la sécurité routière, où les comportements individuels et les structures sociales, économiques et urbanistiques interagissent pour produire des risques différenciés selon les catégories d'usagers.

## Thaïlande : record mondial du nombre de décès de conducteurs de deux-roues motorisés<sup>1</sup>

Selon les rapports de l'OMS, la Thaïlande occupe la première place mondiale en termes de taux de mortalité par habitant parmi les conducteurs et passagers de deux-roues motorisés (dorénavant 2RM)<sup>2</sup>. Les deux-roues motorisés représentent 50 % des véhicules immatriculés en Thaïlande, mais 83 % de tous les décès sur la route en 2023<sup>3</sup>. Cette année-là, 14 348 usagers de 2RM ont été tués dans des accidents de la route, soit un décès toutes les 37 minutes, et chaque heure plus d'un accidenté est devenu invalide, tandis qu'environ un million de visites à l'hôpital en lien avec l'accidentologie routière sont effectuées chaque année. Les rapports nationaux de surveillance des blessures, diffusés à tous les ministères concernés depuis 1998, indiquent que le groupe d'âge le plus touché par les décès liés aux accidents de la route est celui des motocyclistes âgés de 15 à 29 ans et 28 % des décès touchent des personnes âgées de moins de 25 ans. Parmi les personnes âgées de 15 à 19 ans gravement blessées, 69 % n'ont pas de permis de conduire valide. Parmi les conducteurs gravement blessés les plus jeunes ont seulement sept ans. Près de la moitié des usagers gravement blessés (48 %) concernent des accidents impliquant un seul véhicule.

L'Institut thaïlandais de Recherche sur le Développement (TDRI) estime que les accidents de la route ont coûté 6 % du PIB en 2017<sup>4</sup>, les accidents impliquant des 2RM représentant à eux seuls probablement 5 % ou plus. Les accidentés génèrent un coût d'opportunité énorme pour les autres patients des centres de soin<sup>5</sup> et, plus généralement, les pertes économiques subies par la Thaïlande en raison des blessures, des handicaps et des décès liés aux accidents de 2RM entre 2017 et 2019 s'élèvent à 160-180 milliards de baht par an (4 168-

---

<sup>1</sup> Section rédigée par Chamaiparn Santikarn.

<sup>2</sup> Organisation mondiale de la Santé, 2018, *Global status reports on road safety 2015*, Genève.

<sup>3</sup> Chamaiparn Santikarn et Siriwan Santijarakul, 2024, « PTW crashes : Significant health and economic burden and upstream causes in Thailand », texte préparé pour le séminaire « Road Safety in Southeast Asia », Bangkok, Thai Road Safety Centre, 4 novembre.

<sup>4</sup> *Ibid.*

<sup>5</sup> Thailand Development Research Institute (TDRI), 2017, *Economic cost of road traffic accidents in Thailand*, Bangkok.

4 651 milliards €), soit trois fois les recettes provenant des exportations de 2RM et de pièces détachées au cours de la même période<sup>6</sup>.

## **Des réglementations défailtantes, infléchies par les constructeurs**

En dehors de Bangkok, les transports en commun sont pratiquement inexistantes, ce qui fait des deux-roues motorisés la seule alternative abordable<sup>7</sup>. La Thaïlande dispose d'une loi universelle sur le port du casque pour les 2RM depuis 1996, mais son application est restée faible. Ainsi, le taux national de port du casque chez les conducteurs et les passagers reste compris entre 42 et 45 % depuis plus d'une décennie<sup>8</sup>.

En raison des politiques nationales qui privilégient la fluidité du trafic plutôt que la sécurité et les transports publics, les règlements publiés par le ministère des Transports (MOT) concernant les 2RM sont peu favorables à l'amélioration de la sécurité des usagers. En 1993, un tel règlement interdisait l'immatriculation des cyclomoteurs (de moins de 50 cm<sup>3</sup> et dont le diamètre des roues ne dépasse pas 10 pouces), afin de ne pas obstruer la circulation. En 2017, avant même que les cyclomoteurs électriques ne soient produits en Thaïlande, une annonce ministérielle précise que pour être immatriculés les 2RM électriques devront avoir une puissance d'au moins 250 watts et une vitesse minimale d'au moins 45 km/h – des exigences réitérées en 2021 dans le *Journal royal officiel (Ratchakitchanubeksa)*<sup>9</sup>.

En avril 2020, le Cabinet thaïlandais approuve la ratification de la Convention de 1968 sur la circulation routière, avec une réserve selon laquelle les « cyclomoteurs » sont considérés comme des motocyclettes, comme l'avait déclaré la Thaïlande lors de la signature de la Convention de 1968, conformément à la proposition du ministère des Transports. Par conséquent, contrairement à la classification des véhicules de la Commission économique pour l'Europe des

---

<sup>6</sup> *Ibid.*

<sup>7</sup> *Ibid.*

<sup>8</sup> Thai Roads foundation, 2023, *Trends of PTW helmet wearing in Thailand, 2010-2023*, Bangkok.

<sup>9</sup> Thailand Development Research Institute, *op. cit.*

Nations unies (UNECE), les cyclomoteurs (L1, L1e) n'ont pas leur place dans la classification officielle des véhicules en Thaïlande<sup>10</sup>.

Malgré le fait que le principal groupe d'âge parmi les décès de motocyclistes concerne les 15-29 ans, la réglementation ministérielle des transports de 2005 autorise les conducteurs novices et les jeunes âgés de 15 à 17 ans titulaires d'un permis de conduire provisoire à conduire des 2RM de 110 cm<sup>3</sup>, contre 90 cm<sup>3</sup> auparavant. La raison invoquée pour cette réglementation est que « les constructeurs de 2RM ont augmenté la cylindrée de leurs véhicules »<sup>11</sup>.

Ces lois et politiques privent les conducteurs novices d'options plus sûres à faible vitesse et ne garantissent pas la sécurité et le bien-être de la communauté.

## **Spécifications des véhicules et publicités : des risques accrus**

Les 2RM de cylindrée inférieure à 110 cm<sup>3</sup> sont les plus populaires, avec le prix le plus bas, représentant 42 % des véhicules circulant sur les routes thaïlandaises, suivis par les 115 et 125 cm<sup>3</sup> (33 %). Ces véhicules sont présentés par les constructeurs comme un « modèle familial » (*roon krobkrua*), un terme marketing utilisé uniquement en Thaïlande et au Myanmar. Il comporte pourtant le risque d'induire les consommateurs en erreur en leur faisant croire que tous les membres de la famille, comme les enfants, peuvent également conduire ce modèle<sup>12</sup>. Les 2RM populaires en Thaïlande pèsent 1 à 5 kg de moins que dans d'autres pays. Ils sont équipés d'un nombre réduit de feux, de gabarit plus réduit, d'un panier à l'avant du phare et de clignotants mal placés. La selle plus longue permet d'accueillir un nombre supplémentaire de passagers, dépassant la limite légale (un passager), et elle réduit le contrôle et les capacités de freinage<sup>13</sup>.

---

<sup>10</sup> Secrétariat du Cabinet, 2020, *Cabinet Resolution on 7 April 2020 approved Thailand's ratification to become a party to the Vienna Convention on Road Traffic in 1968*, Bangkok.

<sup>11</sup> Thailand Development Research Institute, *op. cit.*

<sup>12</sup> Siriwan Santijjarakul, Chamaiparn Santikarn et Daoruang Kommuangpuk, 2024, « [Internet Surveillance : Motorcycle specification and advertisement 2022-2023](#) », *Injury Prevention*, vol. 30, Suppl. 1.

<sup>13</sup> *Ibid.*

De plus, les compteurs de vitesse des modèles familiaux produits et vendus en Thaïlande indiquent une vitesse maximale de 140 à 160 km/h, alors que dans d'autres pays, elle est de 90 à 140 km/h. La largeur des pneus, plus étroite (56 à 80 mm seulement), et le diamètre des jantes, plus long, sont aussi des caractéristiques particulières (80 à 90 mm dans les autres pays). Ces caractéristiques facilitent les modifications apportées par les jeunes pour les courses sur route. Cependant, malgré des 2RM plus rapides, en dépit de la présence de trois fabricants mondiaux d'ABS (système de freinage antiblocage) en Thaïlande et alors qu'une loi (depuis début 2024) exige que les nouveaux 2RM de moins de 125 cm<sup>3</sup> soient équipés d'ABS ou de CBS (système qui optimise la répartition de la force de freinage notamment) il n'existe toujours pas en 2025 sur le marché thaïlandais de 2RM 110 cm<sup>3</sup> équipés d'un système ABS<sup>14</sup>. La communication commerciale de certains acteurs valorise parfois des images de vitesse et de performance, susceptibles d'être interprétées comme une prise de risque. La mise en œuvre des mesures d'éducation et de protection des consommateurs demeure inégale, malgré l'annonce du 20e Comité d'Étiquetage en 2006 – au titre de la loi sur la consommation – classant les 2RM parmi les produits présentant des risques et appelant à un encadrement renforcé de l'étiquetage<sup>15</sup>.

## **Des infrastructures défavorables et un système d'octroi des permis insuffisant**

La prise en compte des 2RM dans les politiques d'aménagement du territoire demeure limitée. Une résolution du cabinet de 2012 prévoyait notamment que le ministère des Transports étudierait la création de voies dédiées aux 2RM, l'adaptation des normes de sécurité routière et le renforcement de la coopération avec les autorités locales. À ce jour, les projets de voies réservées ainsi que les directives spécifiques de conception et de construction routière concernant les 2RM apparaissent encore en cours d'examen. Dans les faits, l'organisation

---

<sup>14</sup> Organisation mondiale de la Santé, 2022, *Commercial determinants of health : marketing and youth behavior*, Genève.

<sup>15</sup> Thailand Development Research Institute, *op. cit.*

hiérarchique du réseau routier continue de privilégier les véhicules à quatre roues. Cette configuration des infrastructures est fréquemment mentionnée parmi les facteurs susceptibles d'expliquer la forte mortalité des conducteurs de 2RM en Thaïlande<sup>16</sup>.

Un autre enjeu concerne le régime d'octroi des permis de conduire, dont les modalités actuelles ne prévoient pas systématiquement une évaluation des compétences en conditions réelles de circulation. Parmi les jeunes de 15 à 19 ans gravement blessés dans des accidents, la proportion de conducteurs de 2RM sans permis demeure élevée – environ 70 % –, ce qui met en évidence des dysfonctionnements structurels dans l'effectivité du dispositif de régulation. L'introduction d'un système de permis progressif a été recommandée dès 2014 par un consultant mandaté par le Department of Land Transport (DLT), puis régulièrement soutenue entre 2020 et 2025 par le réseau « *Mobilize Thailand to safe from motorcycle crash* » (Mobiliser la Thaïlande pour la sécurité contre les accidents de moto) et d'autres ONG spécialisées en sécurité routière. À ce stade, le projet reste « à l'étude » au sein du DLT<sup>17</sup>.

## **Face à une conjugaison de facteurs aggravants, quelles politiques et quels programmes ?**

Les deux-roues motorisés restent profondément ancrés dans les modes de vie thaïlandais en raison des lacunes des transports publics, du prix abordable des 2RM, petits mais rapides, de la facilité de stationnement, du marketing agressif auprès des jeunes et de l'avantage qu'ils présentent par rapport aux autres véhicules pour se faufiler dans les embouteillages. Les 2RM alimentent le secteur de la livraison (Grab, Foodpanda, LineMan), souvent avec des jeunes conducteurs travaillant sous la pression du temps, ce qui provoque vitesse et fatigue. D'autres facteurs d'accidents sont encore peu documentés mais réels, au vu des statistiques

---

<sup>16</sup> *Ibid.*

<sup>17</sup> *Ibid.*

fournies par des constructeurs comme Honda et Yamaha. Ils concernent les courses nocturnes, l'usage de stupéfiants et d'alcool<sup>18</sup>.

La capacité de la police à détecter et sanctionner les infractions liées aux 2RM demeure étroitement conditionnée par les outils juridiques, techniques et opérationnels dont elle dispose. En l'absence de dispositifs pleinement adaptés – qu'il s'agisse des normes applicables, des moyens de contrôle ou des ressources allouées – l'application de la réglementation reste partielle. Parallèlement, les stratégies de repositionnement de l'industrie ont contribué à transformer les représentations associées aux 2RM : longtemps perçus comme des véhicules à haut risque, ils sont désormais largement promus comme des modèles à usage familial. Les 2RM occupent ainsi une place ambivalente – nécessité domestique, objet de mode, vecteur d'autonomie pour les adolescents et outil économique – exposant une part importante de la population à des risques quotidiens. La pression des pairs, ainsi que certaines campagnes publicitaires mobilisant des célébrités, participent à la valorisation d'une culture de la vitesse et de la performance. Les comportements à risque liés aux 2RM peuvent être analysés comme le produit de dynamiques commerciales, de cadres juridiques parfois inadaptés et de limites dans l'effectivité des politiques publiques. Dans ce contexte, les discours institutionnels tendent fréquemment à mettre l'accent sur la responsabilité individuelle des conducteurs, ce qui conduit à présenter les victimes principalement sous l'angle de leur propre imprudence et à reléguer au second plan les déterminants structurels du système de sécurité.

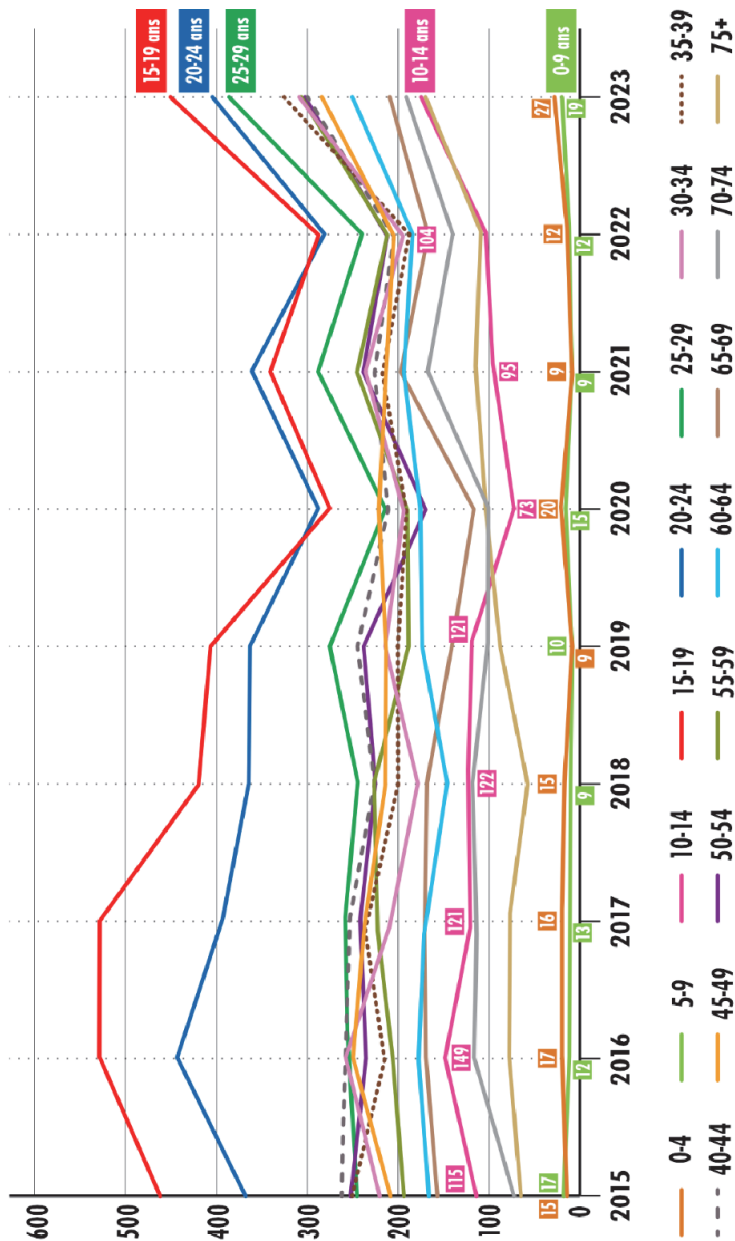
Une amélioration durable des indicateurs d'accidentologie suppose une approche systémique, intégrant des investissements dans des infrastructures davantage adaptées aux 2RM et aux usagers vulnérables, un renforcement du contrôle de la vitesse, l'amélioration des standards de sécurité des véhicules, ainsi que le développement des compétences des conducteurs et de l'éducation à la sécurité routière<sup>19</sup>. La mise en œuvre d'une telle orientation implique une

---

<sup>18</sup> Thailand Accident Research Center, 2020, *In-Depth Motorcycle Accident Investigation Project (2016–2020)*, Asian Institute of Technology, soutenu par Asian Honda Co., Ltd., Honda Motor Co., Ltd., Yamaha Motor Co., Ltd., Thai Yamaha Motor Co., Ltd.

<sup>19</sup> Organisation mondiale de la Santé, 2020, *Decade of Action for Road Safety 2021-2030*, Genève.

Figure 1 — Nombre de décès suite à un accident de deux-roues (conducteurs et passagers) par groupe d'âge, 2015-2023



Source : <https://data.go.th/dataset/rtdai> (of 26 hospitals in the Injury Surveillance Network)

coordination intersectorielle accrue au sein du ministère des Transports, en articulation avec la police et les autres agences compétentes, afin de favoriser un environnement de mobilité plus sûr pour l'ensemble des usagers.

## **Vietnam, un lourd constat mais une amélioration progressive<sup>20</sup>**

### **Des chiffres alarmants et leurs tendances**

En proportion du nombre d'usagers, le Vietnam détient le record mondial d'utilisation de la moto, avec plus de 77 millions de 2RM immatriculés, soit environ 770 pour 1 000 habitants en 2024. Ceux-ci représentent 94 % du parc automobile et 85 à 90 % du trafic routier<sup>21</sup>. Cette motorisation engendre une crise de sécurité routière majeure : les 2RM sont impliqués dans près de 80 % des accidents de la route et sont responsables de 57 % des décès. En 2021, le taux de mortalité routière s'élevait à 17,7 pour 100 000 habitants, un chiffre nettement supérieur à la moyenne de la zone Asie-Pacifique, de 15,2<sup>22</sup>. En 2024, la police routière a recensé 21 532 accidents, causant 9 954 décès et 16 044 blessés.

Les statistiques officielles font état d'améliorations substantielles ces dernières années. De décembre 2024 à mai 2025, le nombre d'accidents a diminué de 25,17 %, le nombre de décès de 5,5 % et le nombre de blessés de 34,64 % par rapport à l'année précédente. Les traumatismes crâniens représentent environ 70 % des hospitalisations consécutives à des accidents impliquant des 2RM. Or, la mention du port du casque n'apparaît que dans 3 % des dossiers médicaux examinés. Un tel écart met en évidence un déficit d'intégration des pratiques de sécurité – qu'il s'agisse du recours effectif aux équipements de protection ou de la traçabilité de ces informations – et souligne les limites persistantes du dispositif

<sup>20</sup> Section rédigée par Le Nguyen et Mirjam Sidik.

<sup>21</sup> Vietnam National Traffic Safety Committee, 2024, *Vietnam National Traffic Safety Committee 2024 Annual Report*, Hanoi, Vietnam National Traffic Safety Committee.

<sup>22</sup> Dinh Minh Hang, « Vietnam sees sharp drop in traffic accidents in five months », *Vietnam+*, 1<sup>er</sup> juin 2025.

de prévention et de suivi en matière de sécurité routière<sup>23</sup>. Des études montrent que 30 à 36 % des motocyclistes impliqués dans des accidents présentaient un taux d'alcool dans le sang supérieur à la limite légale<sup>24</sup>. Parmi les 352 motocyclistes hospitalisés, 41 % ne possédaient pas de permis de conduire, 26 % étaient en excès de vitesse et 13 % ne portaient pas de casque<sup>25</sup>. Les infractions au code de la route et au franchissement de lignes continues représentent 38,66 % des accidents dans certaines villes (parmi les plus touchées : Tuyên Quang, Hanoi...)<sup>26</sup>. Ces facteurs de risque interdépendants – non-port du casque, conduite sans permis, excès de vitesse et conduite sous l'emprise de l'alcool – entretiennent un fardeau sanitaire important, en termes de blessures et de mortalité liées aux accidents de moto, tant en milieu urbain qu'en milieu rural.

## Port du casque : progrès et lacunes

En décembre 2007, le Vietnam a mis en œuvre une législation rendant le port du casque obligatoire pour tous les conducteurs et passagers de 2RM. Cette législation est le fruit d'un vaste travail de sensibilisation mené par la Coalition vietnamienne, coordonnée par la Fondation AIP<sup>27</sup> et financée par les gouvernements danois et australien. Suite à sa mise en œuvre, le taux de port du casque chez les adultes dans les grandes villes a bondi de 6-10 % à plus de 90 %<sup>28</sup>.

Les sanctions actuelles, prévues par le décret 168/2024, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2025, imposent des amendes de 400 000 à 600 000 VND (13 à 19,75 €) pour les infractions liées au port du casque – une augmentation significative visant

---

<sup>23</sup> Ha N.T. *et al.*, 2018, « [Changes in motorcycle-related injuries and deaths after mandatory motorcycle helmet law in a district of Vietnam](#) », *Traffic Injury Prevention*, vol. 19, n° 1, p. 75-80.

<sup>24</sup> World Health Organization Western Pacific Viet Nam, 2019, [Drink-driving kills. Don't be a killer](#). Genève, OMS.

<sup>25</sup> Huong Thi Ngo Doan et Michael B. Hobday, 2019, « Characteristics and severity of motorcycle crashes resulting in hospitalization in Ho Chi Minh City, Vietnam », *Traffic injury prevention*, vol. 20, n° 7, p. 732-737.

<sup>26</sup> Nguyen Thi Yen, 2024, « Analysis of Traffic Accidents in Vietnam », *World Journal of Engineering and Technology*, vol. 12, n° 3, p. 522-528.

<sup>27</sup> [Asia Injury Prevention Foundation \(AIP\)](#) est une organisation internationale non gouvernementale fondée au Vietnam en 1999.

<sup>28</sup> Fondation AIP et Fondation FIA (Fédération internationale de l'Automobile), 2018, *Head First : A Case Study of Vietnam's Motorcycle Helmet Campaign*, Hanoi, Fondation AIP.

à renforcer le respect de la loi. Le décret a démontré un impact mesurable : le taux de port du casque a augmenté de 23,8 % au cours de son premier mois d'application<sup>29</sup>. Cependant, la qualité des casques demeure problématique. Une étude de la Fondation AIP de 2020 a révélé que seulement 10,6 % des 540 casques testés répondaient aux normes de qualité, la majorité échouant aux tests d'impact critiques<sup>30</sup>. Malgré les efforts déployés pour éliminer les casques de mauvaise qualité (aussi bien importés que produits nationalement) par le biais de campagnes d'éducation et de sensibilisation du public, des casques non conformes continuent de circuler sur le marché, affectant particulièrement les étudiants, les livreurs et les populations rurales. Concernant les enfants, le Plan d'Action national pour le Port du Casque chez les Enfants, lancé en 2014, visait à porter ce taux à plus de 80 % d'ici 2030. En 2016, dans trois grandes villes, le taux avait atteint 57 %, un chiffre toutefois nettement inférieur à celui des adultes<sup>31</sup>.

## **Lutte contre les excès de vitesse et la conduite en état d'ivresse, et renforcement du système de permis**

Face au nombre élevé d'accidents de la route et de décès liés à l'alcool, le Vietnam applique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025 une politique de tolérance zéro. Les amendes pour les motocyclistes en état d'ivresse varient de 6 millions de VND (198 €) à 40 millions de VND (1 320 €), avec suspension de permis pour l'infraction la plus grave. Des facteurs culturels et sociaux, notamment la pression des pairs lors de rassemblements, contribuent à la persistance des infractions<sup>32</sup>. Afin de lutter contre les excès de vitesse dans les zones à risque, des mesures ciblées sont mises en œuvre aux abords des écoles. Plus largement, la Fondation AIP poursuit son

---

<sup>29</sup> « From 2025, what are the fines for not wearing a helmet while riding a motorcycle in Vietnam ? », *LawNet*, 15 janvier 2025.

<sup>30</sup> « Investigation of non-standard motorcycle helmet use and related factors in Vietnam », *Injury Prevention*, vol. 27, 2021, A43.2-A43.

<sup>31</sup> Asian Transport Observatory, Asia-Pacific Road Safety Observatory et International Road Federation, 2025, « Viet Nam Road Safety Profile 2025 », Manille.

<sup>32</sup> Vital Strategies, 2025, « Understanding Motorcyclists' Risk Perceptions, Knowledge, Attitudes and Norms on Road Safety, Vietnam », New York.

plaidoyer en faveur d'une adoption à l'échelle nationale de « Zones lentes, zones sûres », avec déjà un certain succès dans des projets pilotes<sup>33</sup>.

Renforcer la formation et le permis de conduire pour les jeunes utilisant des véhicules de moins de 50 cm<sup>3</sup> et des vélos électriques reste une priorité. Les élèves représentent environ 52 % des utilisateurs de vélos électriques au Vietnam<sup>34</sup>, et 90 % des accidents graves impliquant des enfants surviennent sur le chemin de l'école<sup>35</sup>. Le décret 151/2024 rend désormais obligatoire la formation à la conduite sécurisée avant l'usage de ces motos légères (moins de 50 cm<sup>3</sup>)<sup>36</sup>. Le gouvernement cherche également à harmoniser les catégories de permis avec la Convention de Vienne de 1968, notamment pour les motos légères et électriques de moins de 4 kW<sup>37</sup>.

## Environnement et infrastructures routières

L'urbanisation rapide du Vietnam se superpose aux formes urbaines traditionnelles, créant des environnements de circulation mixte. La Stratégie nationale 2021-2030 exige que les routes nouvellement construites, modernisées et rénovées comprennent des voies réservées aux motos et aux vélos, tout en garantissant la sécurité des usagers vulnérables.

Toutefois, l'évaluation de la qualité des infrastructures révèle d'importantes lacunes. En 2024, seulement 38 % des infrastructures routières atteignaient une note de sécurité iRAP de 3 étoiles ou plus pour les motocyclistes<sup>38</sup>, contre 55 %

---

<sup>33</sup> Fondation FIA, 2025, « From Pilot to National Framework : Slow Zones, Safe Zones Programme Transforms Vietnamese School Journeys », Londres.

<sup>34</sup> Do Duy Dinh et Vu Hoai Nam, 2023, « Examining the determinants of electric bike riders' attitudes towards traffic safety and risky driving behaviours amongst high-school students in Vietnam », *Transportation Research Interdisciplinary Perspectives*, vol. 21, n° 3, p. 100889.

<sup>35</sup> Nguyen Van Hau, « Do I need to take a test to drive a vehicle under 50cc ? », *Vietnam.vn*, 25 novembre 2023.

<sup>36</sup> « From January 1, 2025, what are the new eligibility requirements for students to operate vehicles under 50cc in Vietnam ? », *LawNet*, 15 janvier 2025.

<sup>37</sup> Asian Transport Observatory, Asia-Pacific Road Safety Observatory and International Road Federation, *op. cit.*

<sup>38</sup> L'iRAP (International Road Assessment Programme) évalue l'infrastructure routière selon les normes de sécurité internationales et lui attribue une note de 1 à 5. Une note de 3 étoiles signifie que la route offre un niveau de sécurité « intégré », protégeant raisonnablement bien les usagers (véhicules, motos, piétons, cyclistes).

pour les occupants des véhicules. Pour les piétons et les cyclistes, les notes étaient encore plus faibles, de respectivement 10 % et 35 %<sup>39</sup>. Le gouvernement s'est engagé à ce que 100 % des nouvelles routes nationales et provinciales (de catégorie III ou plus) atteignent un niveau de sécurité routière d'au moins 3 étoiles, conformément aux normes du Programme international d'Évaluation des Routes (iRAP), d'ici à 2030.

Les systèmes intelligents de gestion du trafic constituent un investissement prioritaire dans les infrastructures. La stratégie prévoit que 100 % des autoroutes et des routes nationales principales soient équipées, d'ici à 2030, de systèmes intelligents de gestion et d'exploitation du trafic permettant la détection des infractions, le péage électronique continu et la signalisation routière électronique flexible<sup>40</sup>.

## **Modes de vie, économie de la mobilité et plateforme**

Les facteurs économiques déterminent en grande partie l'adoption et les habitudes d'utilisation des 2RM. Ces derniers offrent des avantages financiers considérables par rapport aux voitures et une plus grande flexibilité que les transports publics. En effet, à Hanoi et à Hô Chi Minh-Ville, où se situent les réseaux de transport les plus développés du pays, les transports publics ne couvrent que 10 à 15 % de la demande<sup>41</sup>. La Stratégie nationale prévoit une couverture des transports publics de 45 à 50 % à Hanoi, 25 % à Hô Chi Minh-Ville, 25 à 35 % à Đà Nẵng, 20 % à Cần Thơ et 10 à 15 % à Hải Phòng d'ici 2030. Toutefois, le rythme actuel de développement des infrastructures suggère que ces objectifs pourraient s'avérer difficiles à atteindre, prolongeant ainsi la dépendance structurelle aux 2RM<sup>42</sup>.

Les services de livraison et de covoiturage constituent des segments de croissance dynamiques, avec des implications potentielles pour la sécurité routière. Entre 2014 et 2019, environ 600 000 conducteurs ont rejoint les

---

<sup>39</sup> *Ibid.*

<sup>40</sup> *Ibid.*

<sup>41</sup> Huyen Nguyen « 90 % of traffic deaths caused by motorcycle accidents », *VietnamNet*, 14 février 2025.

<sup>42</sup> Asian Transport Observatory, Asia-Pacific Road Safety Observatory and International Road Federation, *op. cit.*

plateformes de VTC<sup>43</sup>. Ces professionnels évoluent dans des conditions d'activité spécifiques (pression temporelle, rémunération à la course et amplitudes horaires étendues) susceptibles d'influencer leurs pratiques de conduite et les conditions dans lesquelles les règles de sécurité sont appliquées.

Les besoins de transport des familles influencent également les habitudes d'utilisation : 30 % des 166 motocyclistes interrogés lors d'une enquête menée en 2024 (Hanoi, Đà Nẵng et Hô Chi Minh-Ville) par Vital Strategies transportent régulièrement des enfants à moto, et 61 % le font occasionnellement. Les facteurs géographiques ont aussi une incidence : à Hanoi, les conducteurs évoquent les embouteillages et le manque de transports en commun ; à Đà Nẵng, ils privilégient les routes plus courtes et plus étroites ; à Hô Chi Minh-Ville, la rapidité et la flexibilité sont essentielles, notamment en cas d'inondations et de forte affluence<sup>44</sup>.

## **Comportements, normes et culture de sécurité des conducteurs**

Les recherches comportementales révèlent des tendances préoccupantes en matière d'acceptation des risques et de non-respect du code de la route. La même étude de Vital Strategies a montré qu'en 2024, 40 % des motocyclistes avaient été impliqués dans des accidents au cours des deux années précédentes, avec des taux plus élevés chez les hommes. De plus, 28 % avaient reçu des amendes pour infractions, dont 34 % pour non-port du casque.

Les facteurs socioculturels influencent considérablement le comportement. Les jeunes motocyclistes (18-29 ans) font preuve d'une plus grande tolérance au risque : 39 % d'entre eux déclarent commettre des excès de vitesse, contre 27 % chez les motocyclistes plus âgés (30-49 ans). L'influence des pairs affecte le respect du code de la route, notamment en ce qui concerne la consommation d'alcool lors de rassemblements sociaux et les excès de vitesse.

---

<sup>43</sup> « Ride-hailing services face stiff competition », *VietnamNews*, 15 novembre 2023.

<sup>44</sup> Vita Strategies, *op. cit.*

Les responsabilités familiales influencent positivement le comportement sécuritaire des motocyclistes plus âgés, qui font preuve d'une plus grande prudence lorsqu'ils transportent des passagers, en particulier des enfants ou des membres âgés de leur famille. Toutefois, la confiance dans le respect constant du code de la route demeure problématique pour tous les groupes d'âge : 28 % des personnes interrogées ne sont pas certaines de pouvoir éviter les excès de vitesse, 45 % ne sont pas certaines de pouvoir éviter de conduire sous l'influence de l'alcool et 39 % ne sont pas certaines de pouvoir porter systématiquement un casque.

La visibilité des forces de l'ordre est fortement corrélée au respect du code de la route. Les participants indiquent adapter leur comportement lorsque la police routière est visible ou que des systèmes de surveillance automatisés sont présents, mais reprennent des comportements à risque en l'absence de contrôle, notamment sur les routes moins fréquentées ou la nuit.

## **Leviers politiques, programmes et priorités à court terme**

Les autorités vietnamiennes ont fait de la sécurité routière une priorité nationale dans le cadre de la Stratégie nationale 2021-2030, visant zéro décès sur les routes d'ici 2045 et une réduction annuelle de 5 à 10 % du nombre d'accidents, de décès et de blessés. Le Comité national de la Sécurité routière coordonne les actions multisectorielles du ministère des Transports, du ministère de la Sécurité publique et des comités populaires locaux.

Les approches multisectorielles combinant législation, application de la loi et sensibilisation du public se révèlent les plus efficaces. Les innovations récentes, comme la preuve par caméra pour les infractions à partir de 2026 et les incitations financières pour les signalements citoyens (décret 176/2024), visent à renforcer la transparence.

Parmi les priorités 2025-2027 : contrôle de la qualité des casques et promotion de leur port chez les enfants, systèmes intelligents de gestion du trafic, limitation de vitesse près des écoles, installation du M-ABS sur les motos, sécurité

dans le secteur de la livraison et campagnes de sensibilisation via les réseaux familiaux et communautaires.

Atteindre l'objectif zéro décès nécessite une mise en œuvre durable fondée sur des données probantes, le renforcement institutionnel et l'intégration de la sécurité routière dans la planification urbaine. Promouvoir les modes de transport non motorisés et améliorer les transports en commun peut simultanément améliorer la santé publique grâce à une activité physique accrue, tout en contribuant à la réduction de la pollution et à la lutte contre le changement climatique, dépassant ainsi la seule dimension de sécurité routière.

## **Indonésie**

### **Une crise réglementaire et comportementale<sup>45</sup>**

L'Indonésie connaît une explosion des accidents impliquant des deux-roues motorisés, passant de 338 000 en 2022 à plus de 1,13 million en 2024 (+236 %). Les deux-roues représentent toujours la majorité des véhicules accidentés, atteignant 76,6 % au cours des huit premiers mois de 2025<sup>46</sup>. Ce problème de sécurité découle d'un déficit de respect des lois et d'une forte acceptation sociale des comportements à risque, aggravé par une application irrégulière et une faible sensibilisation du public<sup>47</sup>.

### **Réglementation et conformité : des lacunes dans l'application et le défi du casque**

La législation indonésienne impose l'utilisation de casques SNI (norme nationale indonésienne), désignés par l'Agence nationale de Normalisation indonésienne

---

<sup>45</sup> Section rédigée par Frans Tohom.

<sup>46</sup> Centre national d'enquêtes criminelles de la police, 2025, [Statistik Laka Lantas](#) [Statistiques sur les accidents de la route], Jakarta, Pusiknas Bareskrim Polri.

<sup>47</sup> L'Indonésie ne disposant pas de base de données nationale centralisée sur les comportements psychologiques au volant, ce chapitre se fonde essentiellement sur des études menées régionalement.

(BSN) comme équipements obligatoires pour les motocyclistes<sup>48</sup> (dès 2007 avec application au 1<sup>er</sup> avril 2010). L'application de la réglementation routière repose sur l'action de la police, qui mobilise à la fois des stratégies préventives – contrôle de la circulation, information sur le droit routier et campagnes de sensibilisation telles que l'opération Zebra – et des instruments à visée dissuasive, notamment les contrôles routiers, la délivrance de contraventions (*tilang*) et, le cas échéant, la confiscation de véhicules<sup>49</sup>. Cette approche combinée apparaît déterminante : plusieurs travaux soulignent qu'une constante présence policière, associée à des actions d'éducation juridique, contribue à répondre tant au déficit de connaissance des règles qu'aux infractions délibérées<sup>50</sup>. Par ailleurs, les entreprises publiques participent également au dispositif en menant des actions d'information relatives à l'assurance accident obligatoire, qui constitue un autre pilier du cadre institutionnel de sécurité routière<sup>51</sup>.

En dépit de ces stratégies, les niveaux de conformité aux réglementations demeurent limités, et l'effectivité de leur mise en œuvre fait régulièrement l'objet d'interrogations quant à son efficacité. Les données mettent en évidence une concentration des infractions commises par les 2RM dans les régions les plus peuplées de Java : Java Centre (151 258), Java Ouest (129 908) et la région

---

<sup>48</sup> Made Dwi, Osgar S. Matompo, Ida Lestiawati, 2019, « Penerapan sanksi denda terhadap pengendara motor yang tidak menggunakan helm (studi pada kepolisian resort Sigi) » [Application de sanctions financières à l'encontre des motocyclistes qui ne portent pas de casque (étude menée par la police du district de Sigi)], *Jurnal Kolaboratif Sains*, vol. 2, n° 1, p. 1903-1917. Cette obligation a été officialisée par le règlement du ministre de l'Industrie de la République d'Indonésie n° 40/M-IND/PER/6/2008.

<sup>49</sup> Handri Michael Sianturi, Akiruddin Ahmad et Sahbudi, 2025, « Penegakan hukum terhadap kepatuhan pengemudi di zona rawan kecelakaan (studi kasus di Polres Dairi) » [Application de la loi relative au respect des règles de circulation par les conducteurs dans les zones à risque d'accident (étude de cas à la police de Dairi)], *Future Academia : The Journal of Multidisciplinary Research on Scientific and Advanced*, vol. 3, n° 1, p. 55-71.

<sup>50</sup> Megawati Barthos, 2018, « Peran polisi lalu lintas dalam meningkatkan kesadaran hukum pengendara sepeda motor di wilayah Polres Jakarta Pusat berdasarkan undang-undang nomor 22 Tahun 2009 tentang lalu lintas dan angkutan jalan » [Le rôle de la police routière dans la sensibilisation des motocyclistes à la législation routière dans la région de la police centrale de Jakarta, conformément à la loi n° 22 de 2009 relative à la circulation et au transport routiers], *Lex Librum : Jurnal Ilmu Hukum*, vol. 4, n° 2, p. 739-757.

<sup>51</sup> Dewi Handayani ; Leli Rahmana Sari, 2021, « [Strategi PT Jasa Raharja perwakilan Meulaboh dalam meningkatkan pemahaman masyarakat tentang keterjaminan santunan kecelakaan](#) » [Stratégie de PT Jasa Raharja, représentant à Meulaboh, pour améliorer la compréhension du public concernant la garantie d'indemnisation en cas d'accident], *Journal of Public Service*, vol. 1, n° 1.

métropolitaine de Jakarta (114 689)<sup>52</sup>. Dans cette région, l'application d'amendes pour non-utilisation d'un casque conforme à la norme SNI s'est avérée inefficace en termes de dissuasion, comme en témoignent les 14 189 infractions constatées en sept jours seulement dans le cadre de l'opération Patuh Jaya 2025<sup>53</sup>.

L'efficacité des forces de l'ordre dans la sécurité des deux-roues est limitée par plusieurs facteurs systémiques. Elle dépend de la coordination entre la police et les agences concernées, mais est entravée par la faible sensibilisation du public, les infractions étant souvent intentionnelles plutôt que fortuites<sup>54</sup>. Les conducteurs rationalisent les comportements risqués selon leurs capacités et les moyens d'éviter les sanctions<sup>55</sup>. À cela s'ajoutent des lacunes infrastructurelles, comme un éclairage et une signalisation inappropriés, qui compliquent la sécurité et l'application des lois<sup>56</sup>.

## Corrélations entre conduite à haut risque et données démographiques par âge

Le facteur humain est le principal contributeur aux accidents de la route. Une enquête menée à Sidoharjo indique que les comportements agressifs, surtout chez les jeunes conducteurs, sont fréquents, comme celui de klaxonner excessivement

---

<sup>52</sup> Centre national d'enquêtes criminelles de la police, 2025, *op. cit.*

<sup>53</sup> M. Adam Samudra, « Harus siap, ternyata pelanggaran ini jadi angka tertinggi operasi patuh jaya 2025 » [Il faut être prêt, car cette infraction s'avère être le chiffre le plus élevé de l'opération Patuh Jaya 2025], *Gridoto*, 22 juillet 2025.

<sup>54</sup> Neri Widya Ramailis, 2016, « [Visualisasi perilaku pengendara sepeda motor sebagai bentuk crime in everyday life analisis cultural criminology](#) » [Visualisation du comportement des motocyclistes en tant que forme de criminalité dans la vie quotidienne : analyse en criminologie culturelle], *Journal Criminology*, vol. 1, n° 1, p. 24-33.

<sup>55</sup> Thobagus Mohammad Nu'man ; Neila Ramdhani, 2020, « Sikap dan kontrol perilaku saja tidak cukup : kesediaan sebagai mediator dari sikap dan peluang mengemudi agresif » [Les attitudes et le contrôle du comportement ne suffisent pas : la disposition à servir de médiateur entre les attitudes et les occasions de conduite agressive], *Psikologika : Jurnal Pemikiran dan Penelitian Psikologi* [Psikologika : Journal de pensée et de recherche psychologiques], vol. 25, n° 1, p. 133-146.

<sup>56</sup> Yoga Alham, 2024, « [Analisa fasilitas perlengkapan jalan pada ruas jalan provinsi Teluk Bayur - Nipah - Purus](#) » [Analyse des équipements routiers sur le tronçon routier provincial Teluk Bayur - Nipah - Puru], *Journal of Applied Engineering Scienties*, vol. 7, n° 3, p. 388-394.

(72,7 %) ou d'accélérer pour empêcher un dépassement (75 %)⁵⁷. Les 17-35 ans commettent beaucoup plus d'infractions que les plus âgés (36-55 ans)⁵⁸, montrant moins d'attention aux autres usagers et aux contrôles de sécurité. De nombreuses infractions au code de la route sont commises par des conducteurs mineurs qui n'ont pas de permis ni les documents requis⁵⁹. Ces actes délibérés relèvent principalement de la catégorie des infractions ordinaires (infractions commises intentionnellement)⁶⁰, qui comprennent notamment le dépassement de la limite de vitesse, le non-respect des feux de signalisation et le non-respect des panneaux de signalisation⁶¹.

## L'influence des normes sociales et de la pression économique

En Indonésie, les pratiques de conduite à haut risque sont intégrées dans ce qu'on pourrait appeler une « culture routière locale », évoluant vers un comportement non conforme répété et généralisé, où le respect des règles de circulation officielles est souvent subordonné à des nécessités pratiques ou à des conventions sociales⁶². Cette dynamique de normalisation est associée à plusieurs déterminants, notamment d'ordre émotionnel et psychologique. Des études mettent ainsi en évidence une corrélation négative entre maturité émotionnelle et agressivité au volant : un niveau plus faible de maturité étant statistiquement lié à une expression accrue de comportements agressifs en situation de conduite.

La dimension émotionnelle apparaît particulièrement saillante dans l'accidentologie impliquant les conducteurs de mototaxis (*ojek*) et les livreurs

<sup>57</sup> Mazroh Ilma Soffania, 2018, « Hubungan aggressive driving behavior pengemudi sepeda motor dengan kecelakaan lalu lintas (studi pada siswa sma di kabupaten Sidoarjo) », *The Indonesian Journal of Public Health*, vol. 13, n° 2.

<sup>58</sup> Lady, Rizqandini et Trenggonowati, *op. cit.*

<sup>59</sup> P. Lumba, A. Ariyanto, Alfirahmi et Rismalinda, 2022, « [Dampak peningkatan pengendara sepeda motor dibawah umur terhadap jumlah kecelakaan di Indonesia](#) » [Impact de l'augmentation du nombre de motocyclistes mineurs sur le nombre d'accidents en Indonésie], *Jurnal APTEK*, vol. 14, n° 2, p. 94-102.

<sup>60</sup> Lady, Rizqandini et Trenggonowati, *op. cit.*

<sup>61</sup> Ahmad Afif Mauludi ; Zulkifli Djunaidi ; Luthfi Saiful Arif, 2021, « Perilaku berisiko sebagai faktor penyebab kecelakaan pada pengemudi Sepeda motor komersial : systematic review » [Comportements à risque comme facteurs causaux d'accidents chez les conducteurs de motos commerciales : revue systématique], *Jurnal Keselamatan Transportasi Jalan (Indonesian Journal of Road Safety)*, vol. 8, n° 1, p. 12-25.

<sup>62</sup> Ramailis, *op. cit.*

opérant via des plateformes numériques. Ces travailleurs sont exposés à des facteurs de stress liés à leur environnement de circulation (signalisation parfois peu lisible, congestion chronique, pollution) ainsi qu'à une double contrainte professionnelle : des objectifs de performance fixés par les plateformes et des attentes élevées de rapidité et de qualité de la part des clients. Dans ce contexte, les exigences propres aux secteurs de la livraison et du transport à la demande peuvent influencer les pratiques de conduite des 2RM commerciaux. L'usage du téléphone portable en circulation, dont la prévalence est estimée à 52 %, figure également parmi les comportements à risque les plus fréquemment observés<sup>63</sup>. Si 87 % des conducteurs d'*ojek* en ligne disposent de connaissances jugées « suffisantes » en matière de sécurité, celles-ci sont principalement acquises de façon informelle, ce qui peut en limiter la cohérence et l'application effective<sup>64</sup>.

En définitive, l'amélioration de la sécurité des deux-roues en Indonésie implique de dépasser la seule application des lois pour agir sur les normes de conformité ainsi que sur les déterminants socio-économiques et culturels de l'exposition au risque.



L'analyse de l'accidentologie et de ses facteurs en Thaïlande, au Vietnam et en Indonésie souligne le rôle central des deux-roues motorisés dans l'insécurité routière. Leur usage est amplifié par des facteurs de risque systémiques : infrastructures inadaptées, véhicules trop puissants et fragiles, accès facile aux 2RM et manque d'alternatives de transport. Ces facteurs sont renforcés par un environnement socio-économique aggravant, particulièrement avec la généralisation de la livraison à moto, par la faiblesse des réglementations en vigueur et par des dispositifs de prévention et de sanction encore perfectibles. Malgré les initiatives nationales engagées pour renforcer la sécurité routière, le manque de coordination entre les services de sécurité routière et les différents

---

<sup>63</sup> Afif Mauludi, Djunaedi et Saiful Arif, *op. cit.*

<sup>64</sup> Safira Rohmatul Ummah et Sestiono Mindiharto, 2023, « Hubungan tingkat pengetahuan dengan kepatuhan safety riding pada pengemudi ojek offline di area makam Sunan Giri Gresik » [Relation entre le niveau de connaissances et le respect des règles de sécurité routière chez les conducteurs de motos-taxis hors ligne dans la zone du cimetière Sunan Giri à Gresik], *Jurnal Kesehatan*, vol. 16, n° 2, p. 168-175.

ministères notamment entrave l'efficacité globale des mesures certes pensées, mais difficilement applicables. Cette situation met en lumière la nécessité d'une approche intégrée et multi-sectorielle pour réduire durablement l'accidentalité et mieux protéger les usagers de la route.



---

## **Le débat**

---



# Circulations, Flux, Fractures : L'Asie du Sud-Est au cœur des circuits transnationaux

Jérémy JAMMES, Frédéric LASSERRE, Gauthier MOUTON et Beatrice ZANI

« La mobilité est partout », écrivaient Silvia Schultermandl et Toplu Sebnem en 2010, constat qui prend toute son actualité en Asie du Sud-Est contemporaine. Les mobilités et flux traversent les mondes sociaux, économiques, marchands et religieux, révélant la dynamique et les transformations de la région. Mais comment construire une réflexion sur les mobilités contemporaines en Asie du Sud-Est ? La notion de *circulation* vient en notre aide.

La notion de circulation permet d'échapper à une lecture statique des sociétés et des territoires pour se concentrer sur les flux, échanges et interdépendances. Elle s'applique non seulement aux mobilités physiques, mais aussi aux dynamiques sociales, économiques, culturelles et religieuses sur une échelle transnationale. Le paradigme théorique du transnationalisme, dans la lignée des travaux de Nina Glick Schiller *et al.*, ainsi que les processus de transnationalisation déplacent les pratiques sociales, activités économiques et revendications identitaires dans un espace dépassant l'État-nation. Les flux de personnes, biens, technologies et ressources dessinent des réseaux interconnectés qui révèlent l'interdépendance des espaces et des acteurs.

Dans la littérature en sciences sociales, cette perspective de la circularité s'inscrit dans un double héritage. D'un côté, celui des théories de la mondialisation et des approches postmodernes, qui mettent en évidence la « déterritorialisation » du politique, de l'économie et des sociétés ainsi que

l'importance croissante des réseaux, une approche critiquée notamment parce que les réseaux, les acteurs demeurent ancrés dans des territoires, des routes de passage, des points de transit. La fin des territoires n'a pas eu lieu. De l'autre, celui de la pensée transnationaliste justement, représentée par exemple dans la discipline des relations internationales, par le travail fondateur de Robert O. Keohane et Joseph S. Nye sur l'« interdépendance complexe ». D'un point de vue ontologique, les *réseaux* constituent l'outil d'analyse privilégié des transnationalistes car ils permettent d'échapper à une vision de la circulation connue en termes dichotomiques sur le plan spatial et temporel afin de privilégier une conception des acteurs et des idées, non plus ici *ou* là-bas, mais ici *et* là-bas.

Sur le plan méthodologique, l'approche par assemblages et réseaux – inspirée de Gilles Deleuze et Félix Guattari, Bruno Latour ou Michel Callon – intègre le matériel, l'humain, le technique et le symbolique pour analyser l'émergence d'acteurs-réseaux et d'un « tout » (social, économique et politique) qui rassemble d'une manière telle qu'elle permette l'action. Une telle approche permet aussi de lutter contre toute recrudescence du « nationalisme méthodologique » et de proposer un regard non sédentaire, pluriel et déterritorialisé sur les espaces et les pratiques des circulations contemporaines.

Les circulations ne sont pas de simples flux abstraits mais nécessitent une analyse empirique : les migrations, qui dessinent des configurations diasporiques et transnationales ; les dynamiques religieuses, qui circulent comme un processus interactif d'acteurs et de réseaux, d'idées et de valeurs, de revendications identitaires ; les interconnexions terrestres et maritimes, qui structurent le système du commerce mondial à travers des points de passage stratégiques (les détroits de Malacca, de Lombok ou de la Sonde par exemple ; les itinéraires ferroviaires des nouvelles routes de la soie, développés à travers l'Asie centrale ou invoqués pour justifier une relance des projets de maillage de l'Asie du Sud-Est) ; et enfin, les flux énergétiques, qui traduisent l'articulation entre demandes nationales, infrastructures régionales et ambitions globales de lutte contre les changements climatiques.

Analyser les *circulations* n'est pas simple : le rythme accéléré de la vie sociale impose une approche croisée et pluridisciplinaire. Les réflexions entre un

politiste (Gauthier Mouton), un géographe (Frédéric Lasserre), une sociologue (Beatrice Zani) et un anthropologue (Jérémy Jammes) permettent de voir comment les circulations contemporaines structurent l'Asie du Sud-Est, et comment elles ont concouru et concourent à faire de cet « angle de l'Asie » un carrefour géographique, mais aussi humain, économique et idéologique. Les circulations des personnes, des biens et des idées nourrissent des rapports fertiles et réciproques, c'est justement à travers eux que le débat s'organise.

## Mobilités des acteurs et pressions du temps

Penser les circulations en Asie d'aujourd'hui, de l'Est comme du Sud-Est, impose en premier lieu de penser les circulations de personnes. L'Asie est aujourd'hui le plus grand et le plus rapide hub de migrations internationales, comme l'attestent les données de l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM). Les flux migratoires s'y multiplient et se complexifient selon des politiques migratoires spécifiques, des régimes de mobilité rigides, mais aussi des changements dans les statuts sociaux, légaux et d'emploi. La circulation des personnes, premièrement, concerne la main-d'œuvre de transmigrants, pour reprendre le terme d'Alain Tarrus, aux profils très divers.

Dans les secteurs du *care* (soins de santé, pour tous les âges et classes sociales), de la construction, de l'agriculture ou de la pêche, des économies comme Singapour, la Malaisie, la Thaïlande, Taïwan, Hong Kong et le Japon recrutent régulièrement une main-d'œuvre migrante temporaire, précaire et faiblement qualifiée, originaire d'Asie. Ces circulations se traduisent par des parcours migratoires parfois linéaires, parfois fragmentés, où l'expérience quotidienne se construit au croisement de la vulnérabilité (leurs statuts légaux précaires contribuant à cela !) et de la résistance (BZ). À Singapour, par exemple, la population migrante représente environ 2,5 millions de personnes, soit 43,1 % de la population. Ces migrants occupent à la fois des postes peu qualifiés dans le bâtiment ou le *care* et des emplois hautement qualifiés, comme ceux dits des « *global talents* » dans les secteurs de l'industrie et de la technologie. Les trajectoires professionnelles et personnelles de ces travailleurs révèlent des formes de

mobilité différenciée, où la qualification, le capital social et les réseaux migratoires font espérer un accès à des opportunités plus stables (BZ).

Au-delà des travailleurs, le paysage asiatique est parsemé de migrants pour raisons matrimoniales, touristiques ou étudiantes. Des épouses vietnamiennes, cambodgiennes ou indonésiennes s'installent à Singapour, en Malaisie ou à Taïwan après mariage avec un citoyen local. Les étudiants indonésiens, malais ou thaïlandais se rendent dans des universités singapouriennes, tandis que les touristes chinois, taïwanais ou singapouriens affluent vers Bali ou l'île malaise de Rendang (BZ). Ces circulations, bien que temporaires, contribuent à la recomposition des espaces urbains et à la circulation des cultures et des pratiques sociales.

L'accélération et la compression de la vie sociale en Asie du Sud-Est peuvent être analysées à travers le concept de « modernité compressée » de Chang Kyung-Sup, qui décrit une condition civilisationnelle où les changements économiques, politiques, sociaux et culturels se produisent de manière extrêmement condensée dans le temps et l'espace. Cette « temporalité compressée » génère la superposition et l'intensification des risques sociaux, économiques, écologiques et sanitaires. Dans ce cadre, la pression exercée sur les acteurs – travailleurs, migrants ou minorités – est considérable.

Les zones de marge illustrent de façon exacerbée ces dynamiques. Au Cambodge, la province du Ratanakiri, peuplée majoritairement de groupes ethniques minoritaires (*Khmer Loeu*, notamment Jorai et Tampuan), subit les pressions d'une modernisation rapide et de l'implantation du protestantisme évangélique par des missionnaires américains, sud-coréens, mais aussi khmers et vietnamiens. Les populations indigènes ou minoritaires sont particulièrement vulnérables aux transformations sociales rapides et aux politiques d'assimilation. Les migrations internes et externes, les programmes missionnaires et les projets de développement économique interagissent, redéfinissant les identités et les espaces, les spiritualités et les cosmologies (JJ).

L'urbanisation rapide, les inégalités croissantes et les transformations politiques asymétriques (prémodernité, socialisme, capitalisme *sui generis*) en Chine, en Corée du Sud et en Asie du Sud-Est créent une complexité sociale où les fractures se superposent et s'entrelacent. Les travailleurs migrants dans les

centres urbains comme Singapour, Kuala Lumpur, Bangkok ou Ho Chi Minh-Ville naviguent entre opportunités économiques et contraintes sociales. Ils doivent composer avec une « temporalité contractée » (BZ), qui intensifie la pression économique et la compétition sociale, tout en réduisant le temps disponible pour l'autonomisation individuelle ou collective.

Ces parcours ne sont pas seulement façonnés par l'économie : ils sont aussi influencés par les normes, les cultures et les croyances. Les stratégies de résistance, qu'elles soient individuelles ou collectives, se manifestent dans l'émergence de réseaux de solidarité, d'associations communautaires et de pratiques religieuses. La mobilité peut alors devenir un vecteur de résilience et d'émancipation, même sous des régimes sociaux contraignants. Les migrants développent des « interstices d'action » (JJ), des espaces de négociation au sein des structures de domination. Prenons le cas des travailleurs indonésiens dans la construction à Singapour : confrontés à des horaires extensifs et à des conditions de logement précaires, ils créent des réseaux informels de soutien, partagent ressources et conseils, et trouvent des moyens d'exprimer leur identité culturelle malgré les contraintes de la modernité compressée (BZ). Ces interstices ne sont pas simplement des échappatoires : ils constituent de véritables espaces de négociation et d'adaptation.

La circulation des femmes migrantes pour raisons matrimoniales ou domestiques illustre également cette dynamique. Au Cambodge ou au Vietnam, le mariage transnational peut représenter à la fois un projet d'ascension sociale et un espace de vulnérabilité. Ces femmes naviguent entre les attentes des familles locales, les normes légales et les possibilités d'indépendance économique, créant ainsi des parcours migratoires hybrides. En parallèle, les jeunes étudiants internationaux expérimentent une mobilité qui combine apprentissage académique et exploration sociale. Leur circulation n'est pas seulement fonctionnelle ou économique : elle est une expérience formative qui façonne leur capital social et culturel, et contribue à la circulation transnationale des idées et des pratiques.

Ainsi, les mobilités en Asie du Sud-Est ne se réduisent pas à des chiffres ou à des catégories professionnelles. Elles sont profondément imbriquées dans la vie sociale, politique et religieuse. Elles révèlent des tensions entre précarité et

opportunité, oppression et émancipation, homogénéisation et diversité culturelle. Les trajectoires migratoires sont des vecteurs de modernité compressée : elles condensent en peu de temps les expériences de risque, de mobilité, de résistance et d'adaptation.

Comme le rappelle Paul Virilio, toute vitesse engendre sa propre catastrophe : la logistique globale produit ses naufrages, la circulation numérique ses dérives, la fluidité économique ses exclusions. Les travailleurs migrants philippins à Singapour, les pêcheurs birmans en Thaïlande, les dockers vietnamiens à Klang, vivent cette modernité en accéléré : ils en sont les opérateurs invisibles, les passeurs, les corps compressés par la cadence. L'« écologie du mouvement » – expression empruntée à l'anthropologue Tim Ingold, nous y reviendrons – a un coût : celui du temps volé, du sommeil réduit – soulignons ici le rôle des méthamphétamines et autres membres de la famille des opiacées, pour *accélérer* (encore !) le rythme cardiaque – et, par extension, du risque constant (JJ).

Pourtant, ces circulations ne sont pas seulement imposées ; elles sont aussi habitées, parfois réappropriées. Les travailleurs développent leurs propres circuits de solidarité, des économies parallèles, des réseaux de confiance. Dans les ruelles des quartiers portuaires, tout comme dans les cales des cargos de fret, les marchés informels deviennent des laboratoires de survie et d'invention : le global y prend corps, mais il y est aussi redéfini (BZ).

Présentée de la sorte, l'étude des mobilités en Asie du Sud-Est met en lumière un phénomène central : les individus sont « compressés » entre pressions économiques, contraintes légales et aspirations personnelles. La mobilité devient à la fois un instrument d'inclusion et un mécanisme de différenciation sociale. La circulation des acteurs, qu'ils soient travailleurs migrants, étudiants, épouses transnationales ou populations marginalisées, illustre la complexité d'une région où la modernité accélérée impose des adaptations constantes et où chaque trajectoire individuelle se noue à des dynamiques collectives, culturelles et économiques à grande échelle.

## Circulations matérielles et écosystèmes marchands

S'il y a bien une idée-force, c'est que sur les routes d'Asie du Sud-Est, tout se déplace et se transforme : des conteneurs, des hommes, des prières, des algorithmes. La mer de Chine méridionale, les détroits de Malacca et de Singapour, ainsi que les ports de Batam, Penang ou Tanjung Priok, forment aujourd'hui le cœur battant du capitalisme mondial (BZ, FL). La centralité de la région dans les chaînes globales est spectaculaire : 90 % des flux de marchandises mondiaux passent par l'Asie, comme point d'origine, de destination ou de transit dans les chaînes logistiques, et environ 40 % du commerce mondial (en valeur) transite par le seul détroit de Malacca (FL et GM). Comme le rappellent F. Lasserre et Pauline Pic, cette prépondérance alimente des rentes de localisation, à l'image de Singapour, devenu hub portuaire mondial et régional majeur, mais elle suscite également des craintes, notamment la possibilité de voir ces routes maritimes bloquées à la suite d'une intervention militaire, ce que l'on désigne souvent par le « dilemme de Malacca ». Ces circulations ne se limitent pas à la logique commerciale : elles constituent ce que Tim Ingold nomme une « écologie du mouvement », où espace maritime et terrestre, humains et objets, infrastructures et désirs s'entrelacent dans une chorégraphie permanente.

Les sociologues Mimi Sheller et John Urry proposent de penser la mobilité non comme un simple transport, mais comme un système relationnel où chaque cargaison, chaque itinéraire, chaque chaîne d'approvisionnement transforme les lieux et les temporalités. Dans cette sorte d'« écologie circulatoire » (JJ), l'humain, le social, la technique et le symbolique se mêlent, rendant complexe la compréhension du phénomène. Ainsi, les routes maritimes d'Asie du Sud-Est deviennent des veines d'un organisme planétaire (GM) : elles transportent non seulement des marchandises, mais aussi des normes, des rythmes et des temporalités sociales.

Les espaces économiques asiatiques se sont imposés comme centres névralgiques du capitalisme globalisé, confirmant l'analyse d'Anna Tsing sur les chaînes globales de valeur. L'Asie domine l'industrie maritime mondiale : en 2024, 10 pays asiatiques figuraient parmi les 20 premiers propriétaires de navires, contrôlant 48,4 % de la capacité mondiale. Parallèlement, parmi les 15 premières

industries de pêche, 11 sont en Asie-Pacifique, avec la Chine, Taïwan, l'Indonésie, le Japon et la Thaïlande en tête (BZ et FL).

Ces flux sont alimentés par l'importation de ressources naturelles (pétrole, gaz, minerais) et l'exportation de biens manufacturés (FL). Mais une circulation intense s'effectue également à l'échelle régionale. De la Chine vers Singapour, de Taïwan vers l'Indonésie, de la Corée vers la Malaisie, des marchandises disparates circulent : électroniques et textiles « Made in China » sur des navires Evergreen ou Yang Ming, Milo australien (mais dont la plus grande manufacture se trouve en Malaisie), vêtements d'occasion coréens et produits dérivés de la K-pop, pièces automobiles singapouriennes dissimulées sur des bateaux de pêche sillonnant les mers entre Tanjung Balai (Sumatra) et la Malaisie (BZ). Ces flux révèlent la pluralité des échelles et des acteurs : les routes formelles de la grande distribution coexistent avec des circuits parallèles, souvent informels et peu légitimes, mais tout aussi révélateurs de la diversification des géographies marchandes contemporaines.

Les acteurs humains sont au centre de cette dynamique : travailleurs migrants indonésiens, philippins, vietnamiens ou thaïlandais collaborent ou rivalisent avec propriétaires de compagnies de transport, trafiquants et autorités portuaires. Ces flux matérialisent l'articulation entre économie formelle et informelle, entre commerce global et survie locale. Le développement planifié de liaisons ferroviaires – avec l'ouverture remarquée d'une liaison Kunming-Vientiane en 2021 désenclavant le territoire de l'Ouest du Laos et le chantier en cours d'une liaison Kuala Lumpur-Selangor (Malaisie) – et de liaisons à grande vitesse en Asie du Sud-Est, Jakarta-Bandung inaugurées en 2023, construction en cours des liaisons Bangkok-Nakhon Ratchasima, projets de prolongation vers Vientiane, d'une liaison Bangkok-Chiang Mai, et d'une ligne à grande vitesse Hanoi-Ho Chi Minh-ville – illustrent le choix du développement d'une offre ferroviaire davantage tournée vers le transport efficace de passagers. Si désormais le trajet met 9 heures entre les deux villes au lieu de 36 heures par la route autrefois, ce qui constitue une amélioration remarquable, il n'en demeure pas moins que la norme de la grande vitesse ferroviaire s'applique aux rares trains dont la vitesse d'exploitation dépasse 250 km/h (FL).

La circulation concerne également l'énergie et les infrastructures stratégiques (FL et GM). Lors de la Singapore International Energy Week du 21 octobre 2024, Fatih Birol, directeur exécutif de l'Agence internationale de l'Énergie, soulignait la nécessité de sécuriser les flux énergétiques, particulièrement en période de turbulences géopolitiques. Entre 2023 et 2030, la consommation pétrolière devrait reculer de 1,7 million de barils par jour (Mb/j) dans les pays développés, mais augmenter de 4,2 Mb/j dans les pays émergents, soulignant le poids démographique et économique du « Sud global ». Or, dans un contexte de montée des rivalités militaires et commerciales sino-américaines, ainsi que de militarisation de la mer de Chine méridionale, la perception de la vulnérabilité de ces flux énergétiques s'accroît (GM et FL).

Or, contrairement à l'Europe ou à l'Amérique du Nord, « la géopolitique des tubes » échappe largement à l'Asie du Sud-Est (GM). Les pipelines, fragmentés et parfois vétustes, se concentrent sur la Thaïlande continentale et Singapour, ce dernier servant de nœud pour irriguer l'archipel malais et indonésien. Toutefois, l'essentiel du transport énergétique s'effectue par mer : pétrole et gaz naturel liquéfié (GNL) transitent par le détroit de Malacca avant d'atteindre raffineries et centrales. Dans des pays enclavés comme le Cambodge et le Laos, le transport intermodal reste indispensable, combinant voies fluviales, ferroviaires et routières. Cette dépendance au maritime confère souplesse et agilité économique, mais expose aussi la région à des vulnérabilités stratégiques, les détroits formant des goulets d'étranglement ! (FL) La région étant à la fois consommatrice et transit, les pipelines se perdent alors dans les jungles, les tankers glissent entre les îles, les câbles électriques s'étirent sous les mers (GM).

La Chine nourrit comme on l'a vu cette inquiétude face à sa dépendance envers le transit de ressources ou de ses produits exportés par les détroits stratégiques, Malacca notamment. Pékin cherche à atténuer celle-ci et multiplie les initiatives visant à diminuer le poids de quelques points de passage majeurs (FL). Ainsi, elle promeut le percement du canal de Kra à travers le sud de la Thaïlande, afin de permettre le passage de navires du golfe de Thaïlande à l'océan Indien en évitant le détroit de Malacca. Elle peine à faire aboutir les projets de voies ferrées de Kunming à Dacca et Kolkata (corridor BCIM pour Bangladesh-

China-India-Myanmar, au point mort), ou de Kunming vers Kyaukpyu (avec le corridor Chine-Myanmar) mais a obtenu la construction d'un gazoduc (achevé en 2013) et d'un oléoduc (2014) de Kyaukpyu à Kunming, permettant de réduire quelque peu cette dépendance envers le transit d'énergie par Malacca, même si ces tubes fonctionnent en deçà de leur capacité et demeurent vulnérables du fait de la guerre civile au Myanmar depuis 2021. C'est la même logique à l'œuvre dans le projet de corridor Chine-Pakistan (China-Pakistan Economic Corridor, CPEC) (FL), dont les infrastructures de transport vers la Chine (voie ferrée, tubes de Gwadar vers le Xinjiang ou le Tibet) demeurent des projets sur le papier, ou dans les projets de tubes depuis la Russie vers la Chine : gazoduc *Power of Siberia 1* inauguré en 2019 et projet de gazoduc *Power of Siberia 2*, pour lequel un accord préliminaire a été signé en septembre 2025 mais pour lequel Pékin cherche à obtenir davantage de concessions de la part de Moscou.

Au-delà des hydrocarbures, l'Asie du Sud-Est développe la mise en réseau de l'électricité. L'ASEAN Power Grid vise à interconnecter les pays membres pour permettre des échanges transfrontaliers. La première initiative Laos-Thaïlande-Malaisie-Singapour préfigure ce réseau régional, mais se heurte à des obstacles : disparités économiques et techniques, financements insuffisants, dépendance au savoir-faire étranger (GM). Autrement dit, les besoins d'une Singapour hyperconnectée ne sont pas ceux d'un Laos rural. Ce réseau illustre la complexité d'une sécurité énergétique régionale fondée sur des circulations multiples de capitaux, technologies et compétences.

L'extension du réseau électrique dans le Sud-Est asiatique répond à une double nécessité, la première d'ordre démographique et la seconde de nature environnementale. En effet, l'Asie du Sud-Est traverse une mutation historique où s'entremêlent dynamisme humain et impératifs écologiques. Avec une population passée de 612 millions d'habitants en 2000 à plus de 700 millions en 2025, la région bénéficie d'une pyramide des âges encore jeune, même si les réalités nationales diffèrent. La Thaïlande, par exemple, a atteint son pic démographique dès 2020, tandis que Singapour, le Vietnam et le Myanmar l'atteindront autour de 2040, l'Indonésie, les Philippines et le Brunei après 2050, et la population dans d'autres pays commencera à décroître bien plus tard, comme

le Laos (vers 2060) ainsi que le Cambodge, la Malaisie et le Timor-Leste (après 2070). Les données de la Commission économique et sociale de l'Asie-Pacifique brossent ce portrait d'une Asie du Sud-Est qui reste largement jeune et à la santé économique remarquable. Après une croissance soutenue du PIB par habitant de 3,5 % sur les dernières décennies, les prévisions de la Banque asiatique de développement pour 2025-2026 ont été revues à la hausse, pour atteindre environ 4,5 %.

L'expansion des classes moyennes, l'élévation du niveau de vie et l'urbanisation rapide exercent ainsi une triple pression sur le système énergétique, ce qui se traduit directement par une hausse de la demande en électricité (GM). D'une quantité de 1 300 térawattheures (TWh) aujourd'hui, elle devrait franchir la barre symbolique des 2 000 TWh d'ici 2035, soit plus du double de la consommation actuelle du Japon. Ce bond est principalement porté par le secteur du bâtiment, où l'usage des systèmes de climatisation rencontre un essor exponentiel. En Asie du Sud-Est, marquée par un climat tropical, le refroidissement représente actuellement 16 % de la consommation électrique et va être multiplié par deux en 10 ans. D'ici 2035, plus de la moitié des ménages indonésiens sera équipée d'un climatiseur, contre seulement 15 % aujourd'hui, selon l'Agence internationale de l'énergie.

Afin de répondre aux pics de demande, l'ASEAN a d'ailleurs mis en place une stratégie d'harmonisation des standards d'efficacité énergétique pour éliminer les climatiseurs les plus énergivores du marché (GM). Singapour fait figure de leader régional en imposant dès le mois d'avril 2025 des standards de rendement extrêmement élevés, ce qui a permis – comme l'indique le Centre de l'énergie de l'ASEAN – d'améliorer l'efficacité du refroidissement de 47 %, positionnant la cité-État comme le modèle technologique à suivre pour ses voisins.

Parallèlement au renforcement du réseau électrique en Asie du Sud-Est, les pays tentent de concilier le confort moderne aux exigences environnementales et sanitaires. Cette ambition s'inscrit dans l'Agenda 2030 de l'ONU, spécifiquement l'Objectif de développement durable n° 7, qui vise à garantir à tous une énergie fiable, durable et abordable. Or, le recours aux combustibles polluants pour la cuisson, le chauffage ou l'éclairage est toujours répandu en Asie du Sud-Est et

expose les populations à des risques majeurs : intoxications, brûlures, pollution de l'air intérieur et émissions de polluants tels que le carbone noir ou le méthane (GM). Dans ce domaine, l'Indonésie s'est illustrée depuis 2007 et le lancement de son « Zero Kero Program » (GM). Katharine Thoday, Precious Benjamin, Meixi Gan et Elisa Puzzolo soulignent que ce programme de conversion massive a permis de faire passer des dizaines de millions de ménages du kérosène vers le gaz de pétrole liquéfié, réduisant de 92 % l'usage domestique du kérosène en moins de 10 ans.

Véritables laboratoires du Sud-Est asiatique où s'opère une combinaison entre développement économique, efficacité énergétique et durabilité, Singapour et l'Indonésie s'inscrivent dans des flux matériels et immatériels qui convergent vers l'objectif de la transition écologique de l'ASEAN. Ce processus multidimensionnel et systémique intègre finance, technologies, soft power, normes, comportements et modes de consommation ; autant d'éléments constitutifs de l'interdépendance régionale qui conduisent les pays membres à renégocier continuellement leurs rapports (GM).

Parmi ces dynamiques d'échanges et de coopération, d'autres types de ressources – qu'elles soient alimentaires ou stratégiques – sont au cœur de la géoéconomie régionale, rappellent fort justement les travaux de Sébastien Abis. Le blé, produit mondialisé par excellence, révèle des inégalités et dépendances structurelles : la croissance démographique et l'urbanisation rapide du Sud-Est asiatique ont affaibli les systèmes agricoles locaux, augmentant la dépendance aux importations, notamment en Indonésie, deuxième importateur mondial. Une telle insécurité alimentaire des pays du Sud apparaît comme le résultat de la transnationalisation de la production agricole dans le capitalisme global, si l'on suit Harriet Friedmann et Philip McMichael. Selon la théorie des systèmes alimentaires internationaux (« *food regimes* »), la domination américaine après 1945 dans ce secteur a favorisé la propagation du blé et du pain dans des régions telle que l'Asie où ils n'étaient traditionnellement pas consommés. La fragilité des pays sud-est asiatiques dans les circulations transnationales de denrées alimentaires de base repose également sur l'instabilité des prix associée à la fluctuation des marchés (GM).

Néanmoins, l'Asie du Sud-Est ne se réduit pas à un ensemble vulnérable : certains États disposent de richesses naturelles qui servent de leviers d'influence globale. L'Indonésie, par exemple, est premier exportateur mondial de nickel et d'étain raffiné et principal exportateur de charbon, positionnant Jakarta comme un hub stratégique pour l'acier et les métaux pour batteries (FL). L'acteur majeur dans le bassin minier indonésien est la Weda Bay Nickel, une co-entreprise ayant pour actionnaire majoritaire le mastodonte chinois de l'acier Tsingshan. Ces ressources attirent des investissements étrangers, notamment chinois, pour répondre à la demande mondiale croissante en métaux liés aux véhicules électriques (GM).

Les ressources naturelles et stratégiques (hydrocarbures, métaux, minerais et céréales) deviennent un langage commun : elles *traduisent* les inégalités (JJ), la solidarité régionale et parfois des affrontements symboliques entre souveraineté et interdépendance. Anna Tsing (2015) ne s'y trompait pas : les chaînes globales de valeur sont aussi des « chaînes de fragilité » : fragiles comme le champignon *matsutake* dit-elle, elles reposent sur des connexions précaires, sur des relations toujours réversibles (BZ). L'énergie, plus encore que les marchandises, fait circuler des récits : celui de la modernité, du progrès, de la sécurité.

Ces dynamiques matérielles s'accompagnent de circulations humaines et sociales. Sur les ponts des cargos, les conteneurs ne sont pas seulement des unités logistiques : ils transportent des histoires, des vies, des fragments de biographies ! Les itinéraires forment des systèmes complexes où se mêlent commerce formel et informel, circuits visibles et routes parallèles. Les travailleurs migrants philippins ou indonésiens collaborent ou rivalisent avec trafiquants, capitaines de cargos et douaniers, incarnant une économie amphibie, à la fois précaire et inventive (BZ). Typhons, crises politiques et infrastructures portuaires modifient les paysages et les modes de vie, déplaçant ainsi les communautés de pêcheurs et détruisant les mangroves, tandis que les travailleurs du fret restent les forces invisibles d'un capitalisme de la vitesse. Ces flux humains et matériels composent une *écologie marchande*, pourrait-on dire, aux rythmes, saisons et dérives propres.

L'énergie suit des circuits similaires : pipelines, tankers, câbles électriques sous-marins. Le détroit de Malacca, zone la plus fréquentée du globe, devient une « artère planétaire » (GM) : hydrocarbures du Golfe Persique destinés aux raffineries de Singapour, aux centrales de Malaisie et aux ports thaïlandais, et au-delà, aux économies chinoise, taïwanaise, coréenne et japonaise. Plus de 20 Mb/j de pétrole y transitent chaque année. Les projets nucléaires, quant à eux, mobilisent capitaux, technologies et compétences, traduisant la circulation des savoirs, des normes et des récits de modernité. Les pays à revenu intermédiaire, comme le Vietnam, doivent importer expertise et normes pour sécuriser leur production d'électricité et réduire leur dépendance énergétique (FL et GM).

La « modernité compressée » se lit dans la coprésence de flux accélérés et de mutations sociales condensées. La Malaisie, la Thaïlande ou le Vietnam traversent en quelques décennies des transformations que l'Europe a connues sur des siècles. Des centres urbains comme Bangkok, Kuala Lumpur, Jakarta, Hô Chi Minh-Ville et Singapour concentrent ces tensions : tours de verre et réseaux numériques côtoient temples, marchés et bureaux. Les traditions locales et les nouveaux rythmes numériques s'entrechoquent, générant un sentiment d'ubiquité dans un monde postmoderne marqué par les insécurités. Ulrich Beck décrivait déjà cette « société du risque », expression selon laquelle la société moderne serait passée d'un modèle de répartition de richesses à un modèle de répartition des risques, lesquels associés à une superposition des instabilités politiques, économiques, sociales, environnementales, etc.

Ainsi, en Asie du Sud-Est, la circulation des marchandises ne se limite pas à l'économie formelle. Ports et détroits sont autant d'artères que de lieux de rencontre entre social, capital, technique et symbolique. Chaque flux, qu'il s'agisse d'un conteneur de textiles, d'un tanker de GNL ou d'un câble sous-marin, traduit l'articulation entre mobilité matérielle et moralité économique. Cette lecture de l'Asie du Sud-Est montre que le capitalisme global n'est pas seulement économique : il est une « économie morale globalisée » (JJ et BZ), où circulations et relations humaines se croisent et s'adaptent aux contraintes politiques, sociales, géopolitiques et environnementales. Mais les flux entraînent toujours des effets et des significations : ils portent des normes, des savoirs, des pratiques et des

histoires, qui traversent les océans, les détroits, les ports et les villes, et transforment profondément les sociétés qu'ils touchent ! Les routes de la globalisation asiatique révèlent ainsi un double mouvement : une accélération de la circulation matérielle et une lente recomposition des imaginaires et des rapports sociaux.

## **La circulation des idées : temporalités, savoirs transnationaux et biopolitiques**

Penser la circulation marchande en Asie du Sud-Est implique de dépasser une conception strictement matérielle de l'économie. Les flux ne se réduisent pas aux conteneurs, aux transferts de capitaux ou aux infrastructures portuaires ; ils englobent également la circulation des idées, des savoirs, des croyances, des valeurs et des pratiques de gouvernance. Il s'agit de circulations cognitives, culturelles et morales, qui dessinent une géographie mouvante des connaissances, où se croisent des temporalités multiples : celles de la modernisation accélérée, de l'héritage des traditions locales et des dispositifs biopolitiques déployés par les États.

Le simple fait de parler d'« Asie du Sud-Est » n'est jamais neutre. Nommer cette région, c'est produire une catégorisation géopolitique, mais aussi une épistémologie, un acte de traduction historique qui façonne notre regard. Les travaux de Denys Lombard rappellent que cette région a été conceptualisée à la croisée de mondes impériaux variés : indiens, chinois, arabes et européens. Le terme « *Southeast Asia* », forgé pendant la Seconde Guerre mondiale pour désigner un théâtre militaire anglo-saxon dans le Pacifique, s'est progressivement transformé en un espace intellectuel où s'accumulent les strates de la colonisation, de la Guerre froide et du régionalisme postcolonial, incarné notamment par l'ASEAN. Ainsi, l'Asie du Sud-Est n'est pas une entité fixe : elle se définit comme une formation fluide, toujours en traduction, un « *translationscape* », selon Vicente Rafael et Phrae Chittiphalangsri, un paysage mouvant de médiations, d'emprunts, d'interférences et de réécritures (JJ).

Dans cette perspective, la circulation des idées n'est nullement linéaire. Elle ne se limite pas à un transfert du « centre » vers la « périphérie » ; elle se fait par détours, hybridations et appropriations locales. Les savoirs se déplacent par collisions, traductions et reformulations, et c'est précisément dans ces turbulences que s'inventent les formes contemporaines de la modernité asiatique. La modernité y est compressée, mais elle est également « traductive » (JJ). Lydia H. Liu, dans sa théorie des « pratiques translingues » (*translingual practices*), montre que la traduction (littérale, néologismes, etc.) n'est pas une opération linguistique neutre, mais un champ de pouvoir. C'est dans le frottement entre les langues que se construisent de nouveaux concepts et de nouvelles légitimités. Les mots circulent, mais se transforment en traversant les idiomes. Cette dynamique est particulièrement visible en Asie du Sud-Est, région caractérisée par une pluralité linguistique structurante : malais, javanais, tagalog, khmer, birman, chinois, tamoul, arabe, anglais et français coexistent, enrichis par les flux culturels de la J-pop, K-pop ou Bollywood (BZ et JJ). Chaque mot devient un carrefour de significations, révélant l'épaisseur historique et culturelle de la circulation des idées et des imaginaires.

Les dynamiques circulatoires des empires coloniaux ont laissé des traces durables dans les infrastructures linguistiques et intellectuelles. La cohabitation des héritages français, néerlandais, britannique, portugais et américain avec les traditions chinoises, indiennes ou arabes a produit une géographie cognitive et matérielle complexe. Une fluidité sémantique caractérise la région, enracinée dans une histoire des circulations linguistiques où des racines sanskrites ou chinoises ont été retravaillées pour forger les identités modernes. Bernard Formoso montre que la racine pâli/sanskrit *jāti* (« naissance », « forme d'existence », « famille », « caste ») se retrouve dans des termes thai désignant à la fois l'« identité raciale » et l'« identité ethnique » (*chýa:chât*) ou encore les groupes ethniques (*chât phan*). De même, en bahasa, la notion de « nation » (*Bangsa Indonesia*, *Bangsa Malaysia*) dérive de *vamsá* (« famille », « lignée », « dynastie »), traduisant un glissement d'un sens généalogique vers un sens politique moderne, passant d'une légitimité aristocratique à une souveraineté nationale populaire.

Les anciennes langues des colonisateurs servent aujourd'hui à la fois de médiatrices et de marqueurs de distinction sociale. La traduction devient parfois un outil de résistance et d'invention. Les pratiques artistiques et littéraires en témoignent : le théâtre bilingue mandarin-anglais de Kuo Pao Kun ou les films multilingues d'Eric Khoo à Singapour, les installations de Dinh Q. Lê sur le traumatisme de la guerre du Vietnam, ou encore les figurines d'argile du cinéaste franco-cambodgien Rithy Panh sur le génocide des Khmers rouges illustrent comment la circulation des idées passe autant par les images, les sons et les corps que par les mots (JJ). Ces pratiques créent un espace de polyphonie et de dialogue transnational, où l'Asie du Sud-Est agit comme force de traduction et foyer d'hybridité mondiale des idiomes, des cultures et des mémoires.

L'histoire coloniale a introduit des lexiques administratifs, juridiques et scientifiques, tandis que la mondialisation numérique en a ajouté de nouveaux : « *data* », « *smart* », « *AI* » ou « *governance* ». Ces termes ne sont jamais simplement importés : ils se métamorphosent, s'hybrident et acquièrent des sens locaux, devenant des « mots en mouvement » (*words in motion*), pour reprendre la belle expression de Carol Gluck et Anna Tsing. L'urbanisation rapide, avec plus de 51 % de la population vivant en ville, nous dit le rapport *ASEAN Statistical 2024*, pose des défis logistiques, environnementaux et économiques. Dans le secteur des énergies bas-carbone, les technologies d'information et de communication offrent une opportunité pour les pouvoirs publics, grâce à des « *data* » de plus en plus précises, d'améliorer la gestion en temps réel de flux variés (eau, gaz, électricité, mobilités, etc.). Il n'est donc pas étonnant qu'en Asie-Pacifique, responsable de 60 % des émissions mondiales de CO<sub>2</sub>, le concept de « ville durable » fasse florès (GM). Au-delà du marketing territorial, la viabilité de ces projets urbains s'évalue sur les plans économiques, sociétaux et surtout écologiques. Les « *smart cities* » incarnent ce nouveau paradigme : Singapour, Tokyo, Yokohama ou Shenzhen diffusent des connaissances sur l'urbanisme durable au sein de l'ASEAN+3. À Putrajaya (Malaisie) ou sur Java (Indonésie), les réseaux électriques intelligents (« *smart grids* ») participent à la gestion efficace de flux multiples (eau, énergie, mobilités), révélant une hybridation des savoirs techniques, sociaux et écologiques (FL).

L'introduction des technologies d'IA ou des modèles de *smart city* est accompagnée de discours importés de la modernité occidentale, mais ceux-ci sont traduits, localisés et parfois recombinaés avec des notions de gouvernance, d'islam ou de traditions locales. À Singapour, la « *smart city* » évoque rationalité technocratique et surveillance algorithmique ; à Bandung, elle se réinvente comme slogan de gouvernance participative. La notion de « *smart mosque* » illustre cette hybridation : capteurs, applications et données sur les fidèles s'entrelacent avec des logiques religieuses et communautaires. Dans des mosquées comme celles d'Istiqlal (Jakarta) ou du Sultan Salahuddin-Abdul-Aziz (Selangor), avec une capacité d'accueil de plus de 24 000 fidèles, la technologie optimise l'éclairage, la ventilation et la gestion de la prière, traduisant la piété dans un langage numérique. L'« Internet des objets » (*Internet of things* – IoT) permet de transcoder la pratique religieuse en circuits digitaux intelligents : accès aux horaires de prière, réservation de salle ou encore donation en ligne via QR code (JJ).

Cette hybridation produit un effet translangue : les termes « prière », « communauté », « éthique » circulent simultanément dans plusieurs registres. Dans les universités malaisiennes et singapouriennes, les cursus trilingues (anglais, malais, mandarin) en *data science* ou *management* réinventent l'enseignement des savoirs globaux. L'anglais de la Silicon Valley se mélange au malais administratif et au mandarin ou tamoul commercial. Les néologismes – « *halal blockchain* », « *Islamic fintech* », « *AI Sharia compliance* » – prolongent ce geste de traduction insurgée, affirmant une modernité enracinée dans l'éthique.

Ces circulations produisent également de nouvelles subjectivités. Les « musulmans connectés » combinent pratiques religieuses, finance éthique et applications numériques. Le « halalisme » en place (JJ), traduit la moralisation de l'économie : alimentation, finance, tourisme, mode et technologie s'inscrivent dans un cadre moral islamique. Les laboratoires de certification halal en Indonésie, Malaisie et Thaïlande utilisent la biotechnologie et la blockchain pour garantir conformité, traçabilité et pureté, faisant de la technologie un médiateur entre Dieu, la marchandise et le consommateur. Les flux normatifs et matériels se superposent : les labels halal (« *halal finance* », « *halal tourism* », « *halal fashion* » [ou « *modest fashion* »], « *halal tech* ») deviennent des « visas

moraux » (JJ) dans la chaîne globale. Muslim Pro, appli créée à Singapour, combine horaires de prière, direction de la Qibla, Coran en ligne et calendrier islamique, tout en intégrant des investisseurs locaux et une expansion mondiale. Les startups locales exploitent la *Halal Tech* pour moderniser finance, éducation et alimentation, articulant rentabilité et vertu via microfinance islamique, assurances *takaful* et prêts *peer-to-peer* (P2P, pair à pair) conformes à la shari'a (principalement le respect de l'interdiction du prêt à intérêt (*riba*), des investissements dans des secteurs illicites comme l'alcool, le tabac, le jeu ou la pornographie).

Cette moralisation génère toutefois de nouvelles hiérarchies et exclusions. Les flux religieux et économiques produisent une nouvelle géographie de la légitimité : pur/impur, certifié/non certifié, visible/informel. Les technologies et savoirs globaux se diffusent rapidement, mais restent concentrés entre certaines mains et certains espaces, générant des écarts de pouvoir, de visibilité et de mobilité. Michel Foucault et Gilles Deleuze ont montré que les technologies du pouvoir circulent, se traduisent et s'approprient localement. Cependant, ces termes technologiques viennent surtout se greffer sur des significations plus anciennes. La biopolitique numérique actuelle, qui classe les individus à l'aide d'applications et de dispositifs biométriques pour contrôler les flux – notamment ceux des citoyens, des « visiteurs » et des « personnes indésirables » sur les territoires nationaux – fait écho à des logiques de pureté et de distinction déjà présentes dans le concept pâli-sanskrit de *jāti*, évoqué plus haut.

Cette complexité apparaît clairement dans la manière de penser l'altérité. Alors que les catégories modernes parlent d'« ethnies » ou de « citoyens », les cultures locales mobilisent parfois des distinctions plus anciennes, opposant par exemple le « sauvage » ou le « grossier » (*khâ*: en thaï, pouvant désigner selon le contexte un serviteur, un dépendant ou un esclave). Elles peuvent aussi recourir à des néologismes, comme l'anglicisme *siwilai*, aujourd'hui utilisé pour dire « être civilisé », qui modernise et occidentalise une notion plus ancienne d'origine indienne, traditionnellement exprimée par *ha:rajá chon*. Cette dernière, dont la traduction littérale est « Aryen », renvoie au cosmocentrisme indien, rappelle B. Formoso.

La pandémie de Covid-19 a accéléré ce processus, déployant de nouvelles formes de biopolitique numérique et morale. BruHealth au Brunei, TraceTogether à Singapour, MySejahtera en Malaisie ou PeduliLindungi en Indonésie combinent géolocalisation, QR codes, autodéclaration de santé et accès régulé aux espaces publics. Ces dispositifs relient contrôle sanitaire et valeurs morales : pitié, discipline, solidarité et devoir civique deviennent des instruments de gouvernance, traduisant la biomoralité locale (JJ). Cependant, ces circulations rapides accentuent les inégalités (BZ) : populations rurales, migrants et minorités linguistiques ont un accès limité aux applications, traduisant une modernité compressée et inégalement distribuée. La circulation totale des idées, des technologies et des valeurs produit un tissu social dense, multidimensionnel, où chaque flux transforme et est transformé par les autres.

Au final, penser la circulation des idées en Asie du Sud-Est, c'est reconnaître la simultanéité des flux matériels, cognitifs, moraux et techniques. La région se définit par sa capacité à traduire, hybrider et recomposer ces circulations, produisant une modernité singulière, adaptée à ses contextes culturels et religieux. Les pratiques translangues, innovations technologiques, finance islamique et dispositifs de gouvernance numérique illustrent comment la circulation crée savoirs, valeurs, subjectivités et infrastructures de pouvoir. Phrae Chittiphalangsri invite à repenser la géographie de la région non pas à partir de l'origine, mais de la dérivation : l'Asie du Sud-Est est née du mélange, de la traduction, *archipelagique* au sens épistémologique, sans centre stable, traversée de courants contraires. Dans cet espace, la traduction devient un outil politique de médiation, de résistance et d'invention. L'Asie du Sud-Est n'est donc pas seulement traversée par les idées et les marchandises : elle les produit, les transforme et les redéfinit, révélant la puissance de la traduction comme moteur de l'histoire et de la modernité régionales.

## **Ouverture : le palimpseste circulatoire comme régime de sens**

Étudier la circulation des idées en Asie du Sud-Est revient à observer un écosystème vivant, où pensées, corps, technologies, croyances et infrastructures

s'entrelacent. La région ne se définit ni par des frontières fixes ni par des centres établis, mais par des relations, des vitesses et des hybridations. Chaque port, ville, temple ou université devient un nœud où savoirs, objets et subjectivités se croisent. L'expression « écologie du mouvement » de Tim Ingold permettrait de penser ces circulations comme un système vivant d'interdépendances, où flux matériels et idéels se transforment mutuellement. L'Asie du Sud-Est devient alors un laboratoire de mondialisation réflexive : elle transforme technologies, savoirs et normes selon ses propres rythmes, ralentissant, accélérant ou moralisant les flux, et invente une modernité propre.

Ces circulations sont ambivalentes : elles produisent à la fois innovation et tension. L'appropriation des savoirs étrangers engendre des formes hybrides : pratiques translangues, adaptation des normes, recombinaison entre autonomie locale et dépendance globale. La circulation est cognitive, technique, mais aussi morale. Travailleurs migrants, ingénieurs, missionnaires, diplomates et acteurs numériques transportent des savoir-faire et des visions de modernité, tandis que conteneurs, pipelines et câbles électriques véhiculent idées et subjectivités. Chaque objet matériel devient porteur d'orientations éthiques et sociales. L'écologie du mouvement y est cognitive, morale et biopolitique : elle façonne ce que signifie être moderne, connecté, pieux ou entrepreneur.

L'Asie du Sud-Est représente un laboratoire exceptionnel pour interroger les circulations contemporaines – pour en saisir la forme, le rythme, l'orientation, l'extension et même le volume. Sa configuration géographique – entre continent et archipels, entre détroits et arrière-pays – en fait un espace charnière où se croisent des mouvements migratoires et de capitaux, des flux de marchandises et de ressources, des transferts technologiques et des savoirs scientifiques, des normes juridiques et des pratiques religieuses, ou encore des récits identitaires et des projets politiques. Mais au-delà du mouvement, les circulations contemporaines en Asie du Sud-Est engagent une réflexion plus large sur les contraintes, les obstacles et les médiations qui accompagnent ce mouvement circulatoire. Penser les circulations impose donc de varier les échelles, de prêter attention aux lieux et aux discontinuités, et de combiner différents outils d'analyse.

Penser la circulation des idées en Asie du Sud-Est implique de considérer simultanément flux matériels, cognitifs, moraux et techniques. La région se définit par sa capacité à traduire, hybrider et recomposer ces circulations pour produire une modernité singulière, éthique et créative. Chaque cargo, chaque prière, chaque code QR ou pipeline révèle que circuler, c'est transformer, et que toute circulation implique responsabilité, adaptation et traduction. L'Asie du Sud-Est a tout à gagner à être appréhendée comme un laboratoire de circulations totales, un *palimpseste* où marchandises, savoirs, normes et subjectivités cocréent une modernité plurielle et relationnelle.

## Références citées

- Abis, Sébastien, *Géopolitique du blé. Un produit vital pour la sécurité mondiale*, Paris, IRIS Éditions/Armand Colin, 2015.
- Alexeeva, Olga, Frédéric Lasserre, Gina Alberola et Luiza Brodt, « La coopération Chine-Russie en Arctique : Les principaux enjeux et perspectives du développement de la route de la soie polaire », *Regards géopolitiques*, vol. 10, n° 3, 2024, p. 27-46.
- Beck, Ulrich, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, trad. de l'allemand par Laure Bernardi, Paris, Flammarion, 2007 [1986].
- Callon, Michel *et al.*, *Sociologie des agencements marchands. Textes choisis*, Presses de l'École des mines, 2013.
- Chang, Kyung-Sup, « Compressed modernity and its discontents : South Korean society in transition », *Economy and society*, vol. 28, n° 1, 1999, p. 30-55.
- Chang, Kyung-Sup, *The Logic of Compressed Modernity*, Polity Press, Cambridge, 2022.
- Chittiphalangsri, Phrae et Vicente L. Rafael (dir.), *Of Peninsulas and Archipelagos : the Landscape of Translation in Southeast Asia*, London, Routledge, 2023.
- Deleuze, Gilles et Guattari, Félix, *Rhizome*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1976.
- Formoso, Bernard, « Ethnie versus race ? Mises en perspective asiatiques », *Appartenances & Altérités*, vol. 7, 2025, p. 1-12.
- Friedmann, Harriet et Philip McMichael, « Agriculture and The State System : The Rise and Decline of National Agricultures », *Sociologia Ruralis*, vol. 29, n° 2, 1989, p. 93-117.

- Glick-Schiller, Nina, Linda Basch et Cristina Blanc-Szanton, « Towards a definition of transnationalism », *Annals of the New York academy of sciences*, vol. 645, n° 1, 1992, p. ix-xiv.
- Gluck, Carol et Anna Lowenhaupt Tsing, *Words in Motion : Toward a Global Lexicon*, Durham, Duke University Press, 2009.
- Hoon, Chang-Yau et Jérémy Jammes, « Asian religions challenged and transformed by COVID-19 », *Vienna Journal of East Asian Studies*, vol. 14, 2022.
- Ingold, Tim, *Being Alive : Essays On Movement, Knowledge and Description*, London, Routledge, 2011.
- Organisation internationale pour les Migrations (OIM), *Impact Report 2025*, Genève, OIM, 2026.
- Jammes, Jérémy et Victor T. King (dir.), *Fieldwork and the Self : Changing Research Styles in Southeast Asia*, Singapour, Springer, 2021.
- Jammes, Jérémy et Chang-Yau Hoon, « Religious Actors, Care, and Mood in the Time of COVID-19 », numéro spécial, *Social Sciences and Missions*, vol. 35, n° 3-4, 2022.
- Keohane, Robert O. et Joseph S. Nye, *Power and Interdependence : World Politics in Transition*, Boston, Little, Brown and Company, 1977.
- Lasserre, Frédéric et Olga Alexeeva, « Heurs et malheurs du projet de corridor Bangladesh-Chine-Inde-Myanmar », *Regards géopolitiques*, vol. 10, n° 2, 2024, p. 19-31.
- Lasserre, Frédéric et Pauline Pic, *Géopolitique des détroits. Enjeux de contrôle de passages stratégiques*, Paris, Le Cavalier bleu, 2025.
- Latour, Bruno, « Avoir ou ne pas avoir de réseau : that's the question », dans Madeleine Akrich *et al.* (dir.), *Débordements. Mélanges offerts à Michel Callon*, Presses de l'École des Mines, 2010, p. 257-268.
- Liu, Lydia H., *Translingual Practice : Literature, National Culture, and Translated Modernity—China, 1900-1937*, Stanford, Stanford University Press, 1995.
- Lombard, Denys, *Le carrefour javanais. Essai d'histoire globale*, 3 vols, Paris, Éditions de l'EHESS, 1990.
- Schultermandl, Silvia et Toplu Sebnem (dir.), *A Fluid Sense of Self : The Politics of Transnational Identity*, Vienne, LIT Verlag, 2010.
- Sheller, Mimi et John Urry, « The New Mobilities Paradigm », *Environment and Planning A*, vol. 38, 2006, p. 207-226.

Tarrius, Alain, *Anthropologie du mouvement*, Orléans, Paradigme, 1989.

Thoday, Katharine, Precious Benjamin, Meixi Gan et Elisa Puzzolo, «The Mega Conversion Program from Kerosene to LPG in Indonesia : Lessons Learned and Recommendations for Future Clean Cooking Energy Expansion », *Energy for Sustainable Development*, vol. 46, 2018, p. 71-81.

Tsing, Anna Lowenhaupt, *The Mushroom at the End of the World : On the Possibility of Life in Capitalist Ruins*, Princeton, Princeton University Press, 2015.

Virilio, Paul, *Vitesse et politique : essai de dromologie*, Paris, Éditions Galilée, 1977.

Zani, Beatrice, *Women Migrants in Southern China and Taiwan : Mobilities, Digital Economies and Emotions*, Londres, Routledge, 2022.

---

## **Les pays**

---



# Birmanie

## 2025 : le crépuscule de la Révolution de Printemps

Tim GASCON

Le 1<sup>er</sup> février 2021, le *Senior General* Min Aung Hlaing, chef de l'Armée birmane (Tatmadaw), s'empare du pouvoir à la tête d'un State Administration Council (SAC). Le prétexte : les élections de novembre 2020 étaient faussées, le second mandat de la National League for Democracy (NLD) de Daw Aung San Suu Kyi est illégitime. En réponse, un National Unity Government (NUG), exécutif de l'ombre, émerge ; des centaines de *People's Defence Forces* (PDFs) se forment dans les basses terres de peuplement bamar, rejoignant les vieilles *Ethnic Armed Organizations* (EAOs) des périphéries montagneuses. C'est le début de la Révolution de Printemps.

Le conflit s'étend, gagne en intensité. Écartelée entre de multiples fronts, la Tatmadaw est surprise par une résistance dont elle a mal anticipé l'essor, les capacités, et qui monte en puissance. Le 27 octobre 2023, le conflit connaît une accélération subite ; jusqu'à la mi-2024, le régime subit une contraction territoriale aussi spectaculaire qu'humiliante. Cependant, à partir de mi-2024, la Chine apporte un soutien décomplexé aux généraux ; l'Armée se reconstruit. L'année 2025 confirme ce retour en force : sur le plan militaire, la Tatmadaw, en passe de devenir plus puissante que jamais, reprend le dessus face à une résistance diminuée ; sur le plan politique, le simulacre d'élections de décembre 2025-janvier 2026 est un pas important vers la normalisation, face à un NUG qui connaît un déclin douloureux.

Ce chapitre repose sur l'exploitation de médias birmans et de conversations avec des informateurs au plus près du conflit, bien souvent en avance sur les médias et les rapports grand public.

## **Le retour en force de la Tatmadaw**

### **Les quatre piliers d'une renaissance**

Le 27 octobre 2023, dans l'État Shan du Nord, la Three Brotherhood Alliance (3BA) lance l'Opération 1027. Cette coalition rassemble la Myanmar National Democratic Alliance Army (MNDAA), la Ta'ang National Liberation Army (TNLA) et l'Arakan Army (AA), combattant pour l'ethnie arakanaise dans l'ouest du pays, mais qui possède des troupes au nord. La 3BA et ses centaines de drones ont face à eux une armée birmane en sous-effectif, mal organisée, très en retard en matière de drones, et avec un moral en berne.

Pendant des semaines, le régime connaît une débâcle humiliante. Cependant, cette dernière est aussi un électrochoc, qui marque le début d'une spectaculaire métamorphose ; deux ans plus tard, la Tatmadaw est méconnaissable et avec un potentiel militaire plus élevé qu'à aucun autre moment de son histoire récente.

### **Une supériorité démographique retrouvée**

Le 10 février 2024, le SAC active la loi de 2010 sur la conscription. Tous les mois, 5 000 jeunes hommes seront tirés au sort. En réalité, corruption et arrangements règnent : les plus aisés se font rayer des listes ; le plus souvent, les villages se cotisent pour former une cagnotte, que des volontaires se partagent ensuite en échange de leur engagement.

Initialement, l'opposition présume que la conscription va pousser les jeunes vers le maquis. En réalité, ces flux se limitent à quelques milliers – et encore, pas forcément dans des rôles combattants ; quant aux autres, ils privilégient plutôt

l'émigration. On anticipe aussi révoltes et désertions de masse<sup>1</sup>. C'était sans compter la force de coercition de l'Armée, qui a toujours eu affaire à des soldats récalcitrants, et sait les garder dans son giron.

Pour des jeunes pauvres et peu éduqués, l'Armée offre une sécurité matérielle, leur permet d'extraire des revenus par la force (pillage, taxation, extorsion) et de subvenir aux besoins de leur famille. Enfin, pour des jeunes souvent limités à des métiers subalternes et qui ont passé les dernières années dans la peur, porter arme et uniforme, c'est passer du statut de proie à celui de chasseur et acquérir une nouvelle autorité.

Le premier groupe de conscrits suit sa formation entre avril et juin 2024. Depuis, les cycles s'enchaînent, et à la mi-décembre 2025, la Tatmadaw aurait intégré 85 000 nouveaux soldats, avec 10 000 autres en cours de formation, même si certains observateurs relèvent que ces chiffres pourraient être surestimés. Pour contexte, fin 2025, la résistance prétend avoir tué près de 70 000 personnels depuis 2021. Ce chiffre est en fait surévalué ; la réalité se situe probablement entre 20 000 et 30 000, à quoi il faut ajouter les blessés et les déserteurs. Il est donc probable que la Tatmadaw compte aujourd'hui plus d'hommes qu'avant son putsch, surtout si l'on ajoute à ce total les nombreuses milices villageoises, forces paramilitaires et milices ethniques qui lui sont affiliées. Cela lui permet non seulement de reprendre du terrain, mais de le tenir, tout en effectuant des rotations de troupes – une nouveauté, qui soutient aussi le moral.

La conscription n'est pas à lire comme une mesure bâclée, court-termiste : la Tatmadaw construit méthodiquement une troupe docile, formée aux nouvelles tactiques. Certains conscrits sont même promus ou envoyés en école d'officiers : on construit la loyauté, on bâtit d'ores et déjà l'Armée de demain.

---

<sup>1</sup> David S. Mathieson, « Myanmar Junta Press-Gang Drive Certain to Backfire », Center for Governance Studies, 16 février 2024.

### **Le rôle fondamental de la Chine et de la Thaïlande**

Après le coup d'État de 2021, la Chine était restée distante. Fin 2023, les observateurs estiment qu'elle aurait tacitement cautionné l'Opération 1027 pour éradiquer les milices pro-régime impliquées dans la cybercriminalité sur sa frontière<sup>2</sup>. Cependant, voyant l'effondrement de la Tatmadaw et la recomposition inattendue de la région, elle fait pression sur la 3BA pour signer une trêve en janvier 2024.

Cependant, dès juin 2024, la 3BA reprend son expansion : une humiliation pour la Chine, qui craint aussi l'effondrement militaire du régime au profit d'un NUG vu comme pro-occidental. Elle se positionne donc sans ambiguïté en faveur du régime, en lui vendant avions, drones et autres technologies militaires. Parallèlement, elle met la 3BA sous pression : dès juillet 2024, elle coupe les réseaux électriques et internet vers les territoires de l'alliance ; elle ferme son interface frontalière, stoppant les flux de carburant, de médicaments, d'armes et de munitions ; elle menace certains dirigeants de la 3BA. L'alliance se retrouve donc asphyxiée, sommée de cesser le combat et même – humiliation – de rétrocéder certaines villes. D'après certains analystes, la 3BA fournit les deux tiers de l'armement utilisé hors de l'État Shan ; que ces flux s'interrompent – ou enchérissent – et c'est toute la résistance birmane qui est en difficulté.

Côté thaïlandais, l'attitude est assez similaire. À partir de novembre 2023, la résistance occupe l'autoroute stratégique vers le poste-frontière de Myawaddy, réduisant drastiquement les échanges. Pendant plusieurs mois, elle est sommée de rétablir le passage – en vain. Bangkok accroît donc son contrôle sur les flux transfrontaliers d'armes, de munitions ou de terminaux Starlink, augmente sa pression sur les cadres de la résistance – et sa collaboration avec les autorités birmanes.

---

<sup>2</sup> Yun Sun, « Operation 1027 : Changing the tides of the Myanmar civil war ? », Brookings Institution, 16 janvier 2024.

### **Un net avantage technologique**

Si la résistance a initialement dominé le champ de l'innovation avec son artillerie artisanale et ses drones, la Tatmadaw a opéré un rattrapage spectaculaire après l'Opération 1027 : chaque unité dispose désormais de drones modernes, parfois équipés de caméras thermiques. Elle a également amélioré le brouillage, créant des bulles aériennes presque impénétrables. Aujourd'hui, la résistance a perdu son avantage.

Entre décembre 2024 et décembre 2025, l'Armée birmane introduit trois avions de chasse chinois FTC-2000, trois hélicoptères de transport russes Mi-17 et trois Mi-38 de dernière génération, ainsi que trois avions de transport Y-8. Elle semble donc mettre l'accent sur la mobilité aéroportée, indispensable pour reprendre le contrôle d'un territoire archipelisé.

Fin 2024, le régime introduit les premiers paramoteurs. Ils sont lents, vulnérables, avec une capacité d'emport limitée, mais cela lui permet de démultiplier sa suprématie aérienne : ces aéronefs sont très bon marché et de maintenance aisée ; pilotes et mécaniciens peuvent être formés en quelques semaines ; chaque terrain de football devient une base aérienne potentielle. À partir de mi-2025, ils sont rejoints par des gyrocoptères, moins vulnérables aux aléas de la mousson. Ces équipements rustiques sont désormais omniprésents dans les basses terres. La résistance paraît impuissante : seule une poignée de ces aéronefs a été détruite, souvent à cause d'une défaillance technique. En parallèle, les Sukhoi-30 de dernière génération restent au hangar : trop puissants, trop chers. Cela reflète l'évolution vers une guerre d'usure, organisée autour de *low tech* économiques, dont le volume permet de saturer la résistance.

Il faut enfin mentionner le net renforcement de la surveillance de la population : croisement de certains fichiers, dématérialisation de certaines procédures, introduction de cartes d'identité électroniques, sévère censure en ligne.

### **La transformation des chaînes de commandement**

Pendant longtemps, la Tatmadaw a été dominée par des officiers issus de la prestigieuse Defence Services Academy (DSA). Cependant, le SAC a récemment

pivoté vers des cadres issus de l'Officers Training School (OTS), sorte de centre de formation continue destinée à des sous-officiers avec une solide expérience du terrain, voire des personnes venues du civil, avec une meilleure compréhension de la population.

Dans le même temps, la prise de décision s'est rapprochée du terrain. Traditionnellement, toute demande de soutien aérien ou d'artillerie lourde devait remonter tous les niveaux hiérarchiques, jusqu'à Nay Pyi Taw. Aujourd'hui, elle est approuvée directement par le commandant tactique sur le terrain. L'armée birmane a enfin fait des progrès significatifs en termes de coordination interarmes : articulation entre drones et artillerie, entre troupes au sol et appui aérien, etc. Cela a permis une bien meilleure efficacité sur le terrain.

## **Sur le terrain, les progrès de la Tatmadaw**

### **L'Est birman : les camouflés de la 3BA**

Entre octobre 2023 et mi-2024, la 3BA s'est emparée de l'essentiel de l'État Shan du Nord et de l'autoroute entre Mandalay, Lashio et Muse, sur la frontière chinoise. Son apogée intervient en août 2024 lorsqu'elle prend Lashio, capitale locale et siège du Regional Military Command (RMC) pour le Nord-Est – une gifle historique pour le régime.

Cependant, comme noté plus haut, la Chine fait pression pour forcer la 3BA au compromis, tandis que le SAC multiplie les frappes aériennes, laissant l'alliance régner sur des villes vidées de ses habitants. Le 18 janvier 2025, la MNDA signe un cessez-le-feu sous l'égide de Pékin, et le 20 avril 2025, elle rétrocède Lashio – un retrait humiliant. La ville est réinvestie par l'armée birmane... et une mission de contrôle chinoise.

De son côté, la TNLA vit une année 2025 catastrophique. Mi-2024, elle était parvenue à 20 kilomètres de la célèbre Defence Services Academy de Pyin Oo Lwin, et à 50 km de Mandalay. Dernier obstacle : les bataillons d'artillerie de Taung Kham. Cependant, la bataille s'y enlise ; à partir de mars-avril 2025, la Tatmadaw contre-attaque ; la TNLA recule, diminuée par les désertions, signe

que l'avantage psychologique a changé de camp. À partir de là, le régime reprend Nawngkhio en juillet, Kyaukme et Hsipaw en octobre, ce qui lui permet de rouvrir l'autoroute Mandalay-Lashio, même si le segment Lashio-Muse reste aux mains de la résistance.

Les observateurs imaginent alors la TNLA préparer la défense de ses bastions montagneux, et surtout de Mogok, la cité des rubis, qu'elle occupe depuis mi-2024. Cependant, le 29 octobre 2025, elle annonce à son tour un cessez-le-feu (là aussi sous pression chinoise) et son retrait immédiat des cantons de Mogok et de Mongmit, réoccupés début novembre par l'armée birmane. Certaines PDFs opérant aux côtés de la TNLA s'estiment trahies par leur protecteur – un épisode qui fragilise la relation entre PDFs et EAOs.

Fin 2025, MNDAA et TNLA sont en cessez-le-feu, les combats se sont globalement tus. Si certains estiment qu'ils pourraient reprendre vers mi-2026, la 3BA est loin de son potentiel d'antan, face à une armée birmane revigorée. Diminuée par le blocus chinois, elle n'est pas non plus en mesure d'offrir un soutien significatif au reste de la résistance birmane.

La résistance subit également des revers spectaculaires dans le nord de la région de Mandalay, étroite plaine coincée entre le fleuve Irrawaddy et le talus shan. Mi-2024, une alliance menée par la Mandalay PDF et soutenue par la TNLA s'était emparée de presque toute la zone, parvenant à quelques encablures de Mandalay. Cependant, dès septembre 2024, l'armée birmane lance des contre-offensives pour desserrer l'étau. Elle accélère en 2025, et à la fin de l'année, elle a repris l'essentiel du terrain, dont les mines d'or de Singu et Thabeikkyin. Cela lui permet d'introduire un coin entre le front shan et celui de Birmanie centrale, et de perturber les derniers flux d'armes qui pouvaient subsister entre les deux, tout en s'ouvrant un nouvel axe de pénétration vers l'État Kachin (nord).

### **L'État Kachin : la KIA en difficulté**

En mars 2024, la Kachin Independence Army (KIA) lance une vaste offensive. Elle s'empare de presque tous les gisements de jade à Hpakant, à l'ouest de l'Irrawaddy. À l'est, elle se constitue un solide sanctuaire jusqu'à la frontière

chinoise, s'emparant notamment des postes-frontières de Kanpaiti et Lweje, ainsi que de Chipwi et Tsawlaw, cœur de l'industrie des terres rares, qui représenterait jusqu'à... 80 % de toutes les importations chinoises.

Le 4 décembre 2024, la KIA attaque la ville-garnison de Bhamo, l'un des derniers bastions du SAC sur cette rive est. Là encore, le régime plie mais ne rompt pas et, au cours de l'année, desserre l'étau. Les observateurs doutent que la KIA, qui subit des pertes très lourdes, puisse gagner cette bataille. Trop accaparée à Bhamo, elle perd également du terrain – et des revenus – à Hpakant.

Là aussi, la KIA subit de fortes pressions chinoises pour cesser le combat, avec notamment la fermeture des frontières. La KIA a une certaine marge de manœuvre parce qu'elle contrôle les terres rares, mais cela n'est pas une assurance tous risques. *In fine*, la KIA finit 2025 en position de faiblesse, et avec des perspectives assez sombres ; certains considèrent qu'elle pourrait signer à son tour un cessez-le-feu courant 2026.

### **L'Arakan et au-delà : le statu quo de l'Arakha Army**

Le 13 novembre 2023, dans le sillage de l'Opération 1027, l'Arakan Army (AA, depuis renommée Arakha Army) rompt le cessez-le-feu, et prend méthodiquement du terrain. En décembre 2024, elle affirme son contrôle sur la pointe sud de l'État en prenant Taungup, Gwa, ainsi que le Regional Military Command Ouest à Ann. Fin 2024, l'AA contrôle 14 des 17 cantons d'Arakan ; seule Sittwe, la capitale régionale, lui échappe, ainsi que l'île de Munaung et le site stratégique de Kyaukphyu, point de départ de pipelines jumeaux vers Kunming (Chine) et site d'un projet portuaire chinois. Dans ces 14 cantons, la situation reste très difficile : frappes aériennes fréquentes ; pénurie de nourriture, médicaments, carburant ou engrais, qui ne parviennent qu'au compte-gouttes depuis l'Inde et le Bangladesh.

En 2025, on spéculé sur le sort de Sittwe : l'AA va-t-elle tenter une offensive ? Ce serait essentiel pour marquer son triomphe politique. Cependant, c'est désormais impossible : le port et l'aéroport voient passer des renforts continus ; la péninsule est transformée en forteresse minée. Le scénario le plus

probable est au contraire celui d'une contre-attaque de l'armée birmane pour desserrer le siège et reprendre du terrain dans l'État d'Arakan central.

Début 2025, l'AA attaque Kyaukphyu ; en juillet, elle parvient à cinq kilomètres de la ville ; cependant, la Tatmadaw envoie des renforts massifs par voie aérienne et maritime et reprend du terrain au prix de lourdes pertes. Fin décembre 2025, l'AA a été repoussée à une douzaine de kilomètres. Cette offensive est d'autant plus compliquée pour l'AA que les combats se déroulent à proximité immédiate des intérêts chinois, et que le groupe ne peut se permettre de déclencher l'ire de Pékin. Les batailles sanglantes de Bhamo et de Kyaukphyu sont probablement de sombres mises en garde contre toute offensive sur Sittwe.

Après avoir pris le contrôle du sud de l'Arakan en décembre 2024, l'AA s'aventure pour la première fois à travers les collines de l'Arakan Yoma, vers les régions de Magway, Bago et Irrawaddy, en Basse-Birmanie. Le but n'est pas de contrôler ces vastes régions et encore moins de marcher sur Rangoun, mais plutôt de constituer un glacis protecteur et une zone de captage de flux clandestins en Basse-Birmanie pour protéger et alimenter l'Arakan, tout en mettant sous pression les vastes usines d'armement qui sont installées dans ce piémont. L'AA progresse au cours du premier trimestre 2025, mais depuis, le front s'est figé, en partie parce que le régime y envoie constamment des renforts, y compris blindés, et du soutien aérien.

À l'ouest, sur la frontière bangladaise, l'AA fait face depuis mi-2025 au harcèlement de plusieurs groupes se réclamant de la minorité musulmane rohingya autour de Maungdaw et de Buthidaung<sup>3</sup>, mouvement toléré par Dacca et soutenu par Nay Pyi Taw, qui y voit un moyen d'affaiblir les arrières de l'AA. L'effondrement de l'aide américaine aux plus de 1,5 million de réfugiés rohingyas au Bangladesh nourrit probablement cette dynamique. Les élections de février 2026 au Bangladesh pourraient enfin rebattre les cartes sur la frontière.

Fin 2025, l'AA est au sommet de la courbe : il est peu probable qu'elle puisse pousser son avantage bien plus loin. Au contraire, les prochains mouvements seront vraisemblablement conduits par l'armée birmane, qui est en

---

<sup>3</sup> Development Media Group, « Arakan Army tightens security along Arakan-Bangladesh border », 14 janvier 2026.

train de libérer des ressources depuis l'État Shan<sup>4</sup>. Des observateurs pensent que les rebelles sont ouverts à un cessez-le-feu pour figer le front, mais pas selon les termes humiliants imposés à la MNDA et la TNLA. Ils attendraient donc la période post-électorale pour placer cet accord dans un contexte différent.

### **Les collines chin sous menace**

Depuis fin 2023, la résistance contrôle l'essentiel de l'État Chin ; en avril 2025, après des mois de siège, elle prend la ville de Falam, ne laissant au régime que Tedim, quelques bâtiments à Thantlang, et la capitale régionale Hakha. Cependant, là aussi, la Tatmadaw contre-attaque : en octobre 2025, elle reprend le contrôle de la route entre Tedim et Kalay, dans le piémont. De là, elle marche vers Falam ; fin 2025, elle est aux portes de la ville.

Le sud de l'État reste sous contrôle ferme de la résistance, mais le régime multiplie les opérations pour préparer une solide tête de pont dans les basses terres, au nord-ouest de la région de Magway.

### **Le Sud-Est birman : la résistance à la peine**

Dans l'État Karenni, la résistance lance l'Opération 1111 le 11 novembre 2023 pour prendre la capitale régionale, Loikaw. Encerclée, la Tatmadaw ne rompt pas, et mi-2024, la résistance doit finalement lever le siège. En juillet 2025, le régime, appuyé par ses supplétifs de la Pa-O National Army, brise le siège de Moby, et en août, celui de Demoso. Il pousse ensuite vers le cœur de l'État Karenni, rouvrant la route entre Demoso, Hpruso et Bawlake. Une fois les principaux axes sécurisés, il devrait se tourner vers les bastions montagneux de la résistance, qui abritent également l'essentiel des déplacés et des structures civiles de fortune (écoles, hôpitaux).

Dans l'État Karen, 2024 avait été spectaculaire : la Karen National Liberation Army (KNLA) et les PDFs s'étaient emparées de l'autoroute vers le

---

<sup>4</sup> Anthony Davis, « Arakan Army may have peaked in Myanmar's civil war », *Asia Times*, 17 décembre 2025.

poste-frontière stratégique de Myawaddy ; en avril 2024, elles avaient même failli prendre ce dernier, mais en avaient été empêchées au dernier moment par la Karen Border Guard Force (BGF), une milice locale pro-régime. Dans la foulée, la Tatmadaw avait lancé la colonne Aung Zeya pour rouvrir l'autoroute, mais celle-ci s'était enlisée face à une résistance solidement retranchée. En août 2025, la situation bascule : la Tatmadaw initie une nouvelle poussée et, en moins de six semaines, reprend le contrôle de l'autoroute grâce à la collaboration, une fois de plus, de la Karen BGF et autres factions karen locales, et à la pression des autorités thaïlandaises sur la résistance.

L'armée birmane prolonge son élan le long de la frontière, haut lieu de la cybercriminalité en Asie. Elle s'empare ainsi du célèbre KK Park, dont les 635 bâtiments abritaient des milliers d'opérateurs birmans, mais également en provenance de Chine, d'Asie du Sud-Est ou d'Afrique. Elle met en scène la destruction des équipements et du moindre édifice. De son côté, la Karen BGF fait de même... dans son propre fief de Shwe Kokko.

Il est établi que la Karen BGF et la Tatmadaw étaient des acteurs centraux de la cybercriminalité, et en tiraient des revenus très élevés ; pourquoi donc attaquent-elles désormais leurs propres intérêts ? C'est probablement dû à un regain de pression chinoise pour éradiquer cette industrie avant les élections birmanes ; certains analystes évoquent également la Scam Center Strike Force américaine, établie en novembre 2025, et qui aurait réactivé la peur d'activités de la CIA dans la région. De son côté, la KNLA mène ses propres raids sur des centres cybercriminels gérés par ses rivaux, probablement pour mettre en scène sa transparence – alors qu'elle est elle-même impliquée dans cette industrie.

Cette lutte ostensible contre la cybercriminalité est cependant loin d'être efficace, d'une part parce qu'elle se concentre sur les sites les plus connus alors qu'on en recense plus de 40 pour la seule région de Myawaddy ; d'autre part parce que tous les partis se gardent bien d'arrêter les principaux dirigeants du secteur ; enfin parce que cette pression ne fait que déplacer cette activité, y compris vers les pôles urbains de Rangoun, Mandalay et autres centralités régionales, quand elle ne l'éclate pas en une multitude de camps beaucoup plus modestes et parfois

bien plus reculés : générateurs, panneaux solaires et antennes Starlink permettent en effet de s'affranchir de bien des réseaux.

Plus au sud, dans la pointe du Tenasserim, la résistance s'empare des postes-frontières de Htee Khee en mai 2025, et de Mawtaung en novembre 2025. Cependant, cela ne suffit pas à occulter la dynamique plus profonde : le régime reprend pied dans la péninsule, notamment le long de l'autoroute 8, sur laquelle la résistance avait pris un certain contrôle en 2024.

### **Birmanie centrale : le déclin des PDFs**

Dans le nord de la région de Sagaing, la résistance s'est bien emparée d'Indaw en avril 2025 et de Banmauk en septembre : des offensives menées par la KIA, qui cherche à construire un glacis défensif au-delà de l'État Kachin. Cependant, ces victoires sont en trompe-l'œil : comme ailleurs, l'armée birmane est en train de reprendre l'initiative.

Dans la région de Sagaing, elle reprend progressivement le contrôle des routes stratégiques entre Sagaing et Monywa, la capitale régionale, et entre Sagaing et Shwebo. Tirant profit de sa masse, elle établit des dizaines de bunkers et checkpoints sur ces axes pour les contrôler dans la durée. Dans le nord-ouest de la région de Magway, elle consolide ses têtes de pont dans le piémont chin.

En face, les PDFs sont en difficulté. Après presque cinq ans de guerre, la coordination de ces groupes est toujours aussi laborieuse : beaucoup sont autant rivaux qu'alliés, et le NUG ne parvient toujours pas à s'affirmer. Ces groupes, qui dépendent essentiellement des équipements fournis par la 3BA ou la KIA, font désormais face à des pénuries et à l'envolée des prix. Parallèlement, ils perdent l'accès à de précieuses ressources naturelles, et leur espace de taxation et de recrutement se contracte. Durant l'année, plusieurs scandales révèlent l'implication active de certaines PDFs dans des activités illégales (dont le trafic de drogue), ainsi que des violences et exécutions extrajudiciaires. L'incapacité du NUG à faire respecter la loi érode encore sa crédibilité.

La seule exception concerne probablement le centre de la région de Magway, où les PDFs montent en puissance grâce au soutien de l'AA, toujours

bloquée dans les collines de l'Arakan Yoma, et pour qui ces partenaires permettent de frapper la Tatmadaw en arrière de la ligne de front.

De manière générale, les PDFs de Birmanie centrale présentent une certaine fragilité militaire et organisationnelle ; leur soutien populaire s'effrite ; l'érosion du NUG, déjà très engagée, risque à terme de les priver d'une boussole politique et morale. Leur avenir pour 2026 est incertain ; les mieux organisées et financées vont survivre ; d'autres vont rejoindre les EAOs, plus robustes, et dont le régime ne cherche pas forcément la destruction (à l'inverse des PDFs) ; d'autres vont disparaître, cédant aux sirènes des amnisties ou de l'exil en Thaïlande ; d'autres, enfin, risquent de se retrouver cantonnées à quelques réduits isolés, sans réelles ressources, vivant d'extorsions et de trafics.

## **Politique : une opposition en perte de vitesse**

### **Les élections, clé de la normalisation du régime**

En février 2021, la Tatmadaw avait pris le pouvoir sous prétexte que le scrutin de novembre 2020 était truqué, et avec la promesse d'en tenir un nouveau. Cette crise, qui avait commencé par des élections, doit donc se conclure (officiellement) par des élections. Une première tentative en 2023 est annulée à cause de la situation sécuritaire. Le sujet réapparaît début 2024 : face à la débâcle militaire de l'Opération 1027, le régime aurait conclu un accord avec la Chine – des élections contre un soutien plus franc de Pékin.

Les observateurs sont unanimes : le scrutin sera tout sauf libre, notamment parce que les deux principaux partis d'opposition, la National League for Democracy (NLD) et la Shan Nationalities League for Democracy (SNLD), ont été dissous en mars 2023. Les *proxies* politiques de l'Armée sont voués à l'emporter. Le 29 juillet 2025, le régime impose une « loi sur la protection des élections générales démocratiques », qui muselle toute opposition : une simple distribution de tracts peut valoir des années de prison. Fin 2025, près de 300 personnes sont inculpées sous de telles charges.

Le 31 juillet 2025, le SAC s'auto-dissout, remplacé par une State Security and Peace Commission (SSPC), organe présenté comme étant de transition, bien que composé essentiellement du même personnel politique, au parcours militaire. Sa mission première : organiser les élections.

Les préparatifs électoraux se précisent. Parmi les 92 partis que comptait la Birmanie en 2021, seuls 58 ont pu – ou voulu – se réenregistrer : sept peuvent concourir au niveau national, 51 au niveau régional. Parmi les sept principaux partis, on compte l'Union Solidarity and Development Party (USDP), émanation de l'Armée, au leadership soigneusement sélectionné par Min Aung Hlaing ; on compte également des partis adjacents de l'Armée, mais aussi deux partis au profil prodémocratie plus marqué : la National Democratic Force (NDF), fondée en 2010 par des cadres de la NLD, et le People's Party (PP), mené par U Ko Ko Gyi, figure des manifestations étudiantes de 1988 (voir son portrait, *infra*). Mi-2025, la NDF affiche publiquement le ralliement d'anciennes figures de la NLD. Et si elle portait les germes d'une renaissance de la NLD ? En septembre 2025, la commission électorale dissout donc le parti, n'en laissant que six à l'échelle nationale, dont un seul qui puisse être qualifié d'opposition, le PP. La survivance du PP peut étonner : c'est en réalité une puissante caution, qui donne un semblant de crédit au caractère multipartite des élections.

La grande inconnue du suffrage est son empreinte géographique. Il sera organisé en trois phases dans 265 cantons sur 330 : dans 102 cantons le 28 décembre 2025, 100 le 11 janvier 2026, et 63 le 25 janvier 2026. Le parlement nouvellement élu tiendra sa séance inaugurale en mars 2026.

Les élections sont en revanche annulées dans 65 cantons qui restent hors de contrôle. Même là où elles sont prévues, elles ne se déroulent pas dans tout le territoire : parmi les 202 cantons de la première et seconde phases, seule la moitié sera intégralement couverte ; dans les autres, le vote ne sera tenu que dans certaines zones, parfois même seulement quelques quartiers du chef-lieu.

Certains observateurs expliquent essentiellement la poussée militaire du régime par le scrutin : il faut récupérer du terrain électoral ; la dynamique pourrait ensuite ralentir. Cela semble quelque peu réducteur : les élections ne sont que

l'une des dimensions d'une stratégie contre-insurrectionnelle plus vaste ; le véritable but du régime est bel et bien de mater la rébellion.

Certains anticipent un vaste mouvement coordonné de résistance pour perturber le vote ; on évoque même une nouvelle Opération 1027. De tels scénarios occultent complètement le renversement de dynamique : la résistance est acculée dans une posture défensive ; elle est coupée de ses flux logistiques, a perdu l'avantage technologique et beaucoup de ses capacités de planification. En réalité, la période électorale n'est marquée que par quelques assassinats ciblés et explosions devant des bureaux de parti, par la destruction de quelques listes d'électeurs et d'affiches électorales.

Le 28 décembre 2025 a lieu la première phase. Comme prévu, les rues sont désertes ; devant les bureaux de vote, des policiers en armes attendent les rares électeurs : on est loin des files d'attente interminables de 2020. Très peu votent par adhésion ; l'essentiel le fait par peur : bien que le vote ne soit pas obligatoire, nombreux sont ceux qui redoutent les tracasseries si leur chef de quartier ne les voit pas devant la machine à voter électronique – autre nouveauté de ces élections, qui donne lieu à bien des suspensions. Le soir, les autorités annoncent un taux de participation de 52 %, chiffre généreux au vu des observations de terrain, mais très en deçà des chiffres de 2015 (70 %) et 2020 (72 %). Très vite, les résultats dessinent un triomphe de l'USDP, le parti pro-Armée.

*In fine*, les élections devraient se dérouler conformément aux plans : un processus opaque, marqué par les irrégularités, consacrant en mars un parlement dominé par l'USDP, qui élira un président et deux vice-présidents. En avril, le Président formera un gouvernement, sûrement composé d'anciens officiers en civil, tandis que le *Senior General* nommera les trois ministres de l'Intérieur, de la Défense et des Affaires Frontalières. Dans ce contexte, soit Min Aung Hlaing s'installera sur le fauteuil présidentiel – son vieux rêve personnel – en laissant les rênes de la Tatmadaw à un homme de confiance, comme le général Kyaw Swar Lin, numéro 3 de l'Armée à la trajectoire météorique (voir son portrait, *infra*) ; soit il reste *Senior General*, laissant le pouvoir civil à un fidèle comme le Premier ministre U Nyo Saw ; soit il se crée un poste sur mesure, comme président d'un Conseil de sécurité ; soit, dernier scénario – le moins probable – il se retire de la

vie politique sous la pression d'influents voisins, tout en conservant un rôle en coulisses.

Dans tous les cas, ces élections devraient être reconnues par la Russie, la Chine, l'Inde et quelques autres gouvernements. De leur côté, les États-Unis envoient un signal très inquiétant en novembre en suspendant le Temporary Protected Status, qui permettait depuis 2021 aux Birmans de demander l'asile. La raison ? « La Birmanie a accompli des progrès notables en matière de gouvernance et de stabilité, avec notamment [...] la planification d'élections libres et équitables, la conclusion d'accords de cessez-le-feu ainsi qu'une amélioration de la gouvernance locale, favorisant [...] la réconciliation nationale ». Cette déclaration aux antipodes de la réalité suggère que Washington pourrait ne pas condamner avec grande virulence le résultat des élections. L'Union Européenne, le Canada, l'Australie ou encore le Royaume-Uni ont annoncé qu'ils ne reconnaîtront pas les résultats du scrutin ; quant à l'ASEAN, elle semble assez divisée sur la question.

*In fine*, les élections ne devraient pas s'achever par une reconnaissance massive et immédiate, mais plutôt accélérer un processus déjà en cours de normalisation *de facto*. En 2010, les élections avaient été condamnées par la communauté internationale ; immédiatement après, le régime avait libéré Daw Aung San Suu Kyi, et au cours des mois suivants, accompli d'authentiques mouvements d'ouverture ; résultat : dès novembre 2011, Hillary Clinton s'était rendue à Nay Pyi Taw, consacrant la normalisation du régime. Aujourd'hui, un processus aussi rapide semble impossible – trop de sang a coulé. Mais les autorités disposent cette fois encore d'un atout maître : Daw Aung San Suu Kyi et son ancien Président U Win Myint, toujours détenus au secret, et dont l'état de santé inquiète : qu'elles les libèrent, et cela ferait taire bien des critiques.

## **L'avenir du NUG en question**

Face à ce processus assez inéluctable, le National Unity Government (NUG), gouvernement de l'ombre apparu en 2021, est dans une situation critique. Depuis sa création, sa mission a toujours été difficile : il est éclaté géographiquement,

traqué par un régime qui bloque ses rares leviers d'action et canaux de financement.

De son côté, le NUG a échoué à gagner la confiance des EAOs, à cause d'une approche jugée trop bamaro-centrée, maintenant ces alliés militaires incontournables dans un rôle de partenaires juniors. Il a eu du mal à gagner en crédibilité du fait d'une communication peu lisible, et à asseoir son leadership politique sur son cœur territorial, la Birmanie centrale, soumise à la prolifération de PDFs peu dociles. Il a également été diminué par les scandales à tout niveau, entre exactions de certaines de ses PDFs et malversations au sommet.

Le 1<sup>er</sup> janvier 2025, le président du NUG Duwa Lashi La avait pris acte de ces lacunes et promis un remaniement conséquent pour les corriger. Cependant, ce dernier n'intervient que le 8 décembre 2025, trois semaines avant les élections. Le Dr Sasa, ministre à la Coopération internationale qui avait concentré les critiques, est évincé ; le décrié Dr Zaw Wai Soe est promu au Bureau du Premier ministre ; cinq ministères sont supprimés ou fusionnés, plus dans une logique d'économies financières que de réelle réorientation politique : c'est bien trop peu, bien trop tard. Dans ce contexte, les élections font figure d'épreuve supplémentaire. Certes, le NUG ne devrait pas s'auto-dissoudre de sitôt – il peut même survivre plusieurs années – mais il a été largement vidé de sa substance.

Parallèlement, le processus fédéral s'est enrayé : le projet de charte de transition est dans une impasse, presque depuis ses débuts en 2021. Début 2025, un autre processus émerge : les *Articles for Federal Transitional Arrangements* (AFTA) ; au lieu d'une approche *top-down* définissant les traits politiques d'une Birmanie fédérale, les AFTA ont des ambitions plus limitées – et plus réalistes : poser les bases les plus élémentaires d'un fédéralisme *bottom-up*. Cependant, le processus déraile pendant la seconde moitié de 2025, à cause de désaccords entre le NUG et certains acteurs ethniques, mais aussi parce que l'Armée a repris la main : l'avenir des EAOs passe donc par des négociations avec elle ; dans ce contexte, il peut être sage de se distancier de tout projet révolutionnaire, de toute ambition nationale et de toute proximité avec le NUG, dont l'Armée a juré la perte.

## **Le séisme de mars 2025 : nouveau coup porté à une société vulnérable**

Le conflit frappe de plein fouet la société birmane. Fin décembre 2025, 3,6 millions de personnes sont déplacées, contre 3,2 un an auparavant ; le nombre de personnes en besoin d'assistance est estimé à 16,2 millions pour 2026. D'après la Banque mondiale, l'inflation s'établit à +34 % sur l'année fiscale avril 2024-mars 2025. La situation sanitaire s'aggrave au quotidien : d'après les Nations unies, 1,5 million d'enfants n'ont reçu aucune des vaccinations élémentaires depuis 2018<sup>5</sup>, portant les germes d'une « *zero-dose crisis* ». Au-delà, près de 13 millions de personnes (soit près d'un quart de la population) ont perdu tout accès aux infrastructures de santé, et ne peuvent compter que sur des équipes mobiles<sup>6</sup>. Dans le champ éducatif, une génération perdue se dessine : en 2019-2020, les écoles birmanes accueillaient 9,7 millions d'élèves ; en 2025-2026, ce n'était plus que 6,1 millions<sup>7</sup>.

L'année 2023 avait vu le cyclone *Mocha* affecter l'État d'Arakan et 2024 le typhon *Yagi* toucher l'est du pays ; 2025 a été marquée par le tremblement de terre du 28 mars, un séisme de magnitude 7,7 dont l'épicentre est à une quinzaine de kilomètres au nord-ouest de Mandalay. Toute la faille de Sagaing rejoue du nord au sud, causant des dégâts importants entre Mandalay, la capitale Nay Pyi Taw et Bago.

D'après les Nations unies, plus de 150 000 bâtiments auraient été endommagés ; les médias d'État rapportent un bilan de 3 800 morts, les médias indépendants avancent le chiffre de 4 500 ; environ 200 000 personnes auraient été déplacées, au moins temporairement<sup>8</sup>. La Banque mondiale évalue les dommages à 11 milliards \$ US, soit 14 % du PIB birman<sup>9</sup>.

---

<sup>5</sup> Organisation mondiale de la santé, *Myanmar Health Cluster Bulletin*, janvier 2025.

<sup>6</sup> « Myanmar Humanitarian Needs and Response Plan », *Reliefweb*, 13 décembre 2024.

<sup>7</sup> Institute for Security and Policy, « Education Access in Crisis : Nearly 7 Million Children Out of School », 7 août 2025.

<sup>8</sup> Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, « Urgent humanitarian needs remain in Myanmar, over six months after devastating earthquakes », 10 octobre 2025.

<sup>9</sup> Banque mondiale, « Earthquake compounds Myanmar's economic challenges », 12 juin 2025.

Tandis que les équipes de secours internationales se déploient, la réaction des autorités birmanes est presque inexistante, limitée à des fonctions de sécurisation. En réalité, l'essentiel de la réponse provient des organisations de la société civile, des associations professionnelles ou de quartiers, qui affrètent des centaines de camions. Pendant deux mois, le régime exerce un contrôle assez lâche sur ces acteurs ; cependant, à partir de juin, il décrète l'urgence terminée, impose le démantèlement des camps, et resserre son contrôle sur les flux d'aide.

Les observateurs s'interrogent immédiatement sur l'impact politique du séisme. Le régime est en effet touché au cœur : la capitale-forteresse de Nay Pyi Taw est gravement affectée ; des résidences de fonctionnaires se sont effondrées ; certains bâtiments administratifs sont inutilisables. La tectonique va-t-elle mettre le SAC à genoux ? Ce dernier fait au contraire la preuve de sa résilience : ses appels à l'aide sont entendus par de nombreux pays, y compris certains très critiques ; les délégations se succèdent dans les barnums dressés devant les ruines des ministères ; les fonctionnaires, hébergés sous tente, sont sommés de se remettre au travail. Le 30 mars, le NUG annonce un cessez-le-feu unilatéral ; le 2 avril, le régime fait une annonce similaire, perçue comme une initiative positive – alors même que la trêve est immédiatement violée par tous les partis. Il faut enfin souligner le rôle de la Chine, qui offre l'équivalent de 150 millions \$ US d'aide, alors que les Nations unies ont échoué à lever 275 millions. De manière assez paradoxale, c'est à partir de cet événement tragique que le rebond militaire et politique du SAC devient pleinement visible et effectif.

De l'autre côté du spectre, le séisme a lourdement affecté l'opposition : les dons populaires à la résistance sont redirigés vers les victimes qui, de leur côté, demandent une diminution des taxes collectées par l'administration parallèle ; quant au NUG, il n'a ni les leviers d'action ni les moyens pour proposer une réponse significative et cohérente. Et surtout, ce séisme frappe de plein fouet le moral des Birmans : après quatre ans de guerre, de naufrage économique, de recrutement forcé et de peur, c'est désormais la nature qui les met à l'épreuve.

Les prévisions les plus alarmistes circulent : on craint une flambée de l'insécurité alimentaire ; la Banque mondiale prévoit une contraction du PIB de 2,5 % sur l'année fiscale avril 2025-mars 2026. Cependant, on a probablement

sous-estimé la résilience des acteurs économiques, notamment des vieilles familles commerçantes de Mandalay. Fin 2025, les chiffres de l'insécurité alimentaire sont corrigés à la baisse ; la Banque mondiale revoit ses estimations, tablant sur une contraction de 2 % du PIB, et même un possible rebond à +3 % en 2026-2027<sup>10</sup>.

Une très relative stabilisation se dessine : en 2025, le Myanmar Kyat (MMK) s'apprécie ; fin décembre, il s'échangeait à moins de 4 000 MMK pour 1 \$ US, contre 4 500 un an auparavant ; les occasionnelles pénuries d'essence (ou rumeurs) qui avaient ponctué 2023 ou 2024 ont disparu ; sur la deuxième moitié de l'année, l'approvisionnement en électricité s'est très légèrement amélioré dans les principales villes.

En 2026, les perspectives devraient quelque peu s'éclaircir : la reconstruction post-séisme devrait se poursuivre ; les progrès militaires du régime devraient permettre de rouvrir les routes commerciales vers la Thaïlande, la Chine, voire l'Inde ; le nouveau gouvernement devrait mettre en scène son ouverture par quelques décisions fortes (assouplissement des règles de change et d'importation) ; les échos des milieux d'affaires suggèrent que certains investisseurs asiatiques préparent déjà leur retour.

## **Diplomatie : la mainmise chinoise**

D'abord méfiante vis-à-vis du SAC après le coup d'État, la Chine a réalisé le risque de chute du régime. Comme mentionné plus haut, elle a mis tout son poids dans la balance en faveur de l'Armée à partir de mi-2024, et cela s'est prolongé en 2025.

Sur le plan diplomatique, Pékin a œuvré à la normalisation du régime. En mai 2025, Min Aung Hlaing rencontre Xi Jinping à Moscou lors de la commémoration de l'armistice de 1945 – la première rencontre entre les deux hommes depuis 2021. En août, nouvelle entrevue à Tianjin, pour le sommet de la

---

<sup>10</sup> Banque mondiale, « Myanmar's Economy Shows Moderate Signs of Recovery Amid Earthquake and Conflict Impacts », 8 décembre 2025.

Shanghai Cooperation Organization ; il y participe officiellement comme *Acting President* de la Birmanie, un important retour sur la scène diplomatique. Le 2 septembre, il est à Pékin pour le 80<sup>e</sup> anniversaire de la victoire sur le Japon. Bien qu'il attende toujours son invitation pour une visite bilatérale officielle à Xi Jinping, ces visites participent de la normalisation d'un personnage toujours visé par un mandat d'arrêt de la CPI.

L'année est également ponctuée de visites bilatérales, notamment sur les sujets cruciaux de la coopération militaire et de la lutte contre le crime transnational. La Chine vole par ailleurs au secours du régime après le séisme de mars 2025. Enfin, elle n'a fait qu'encourager le processus électoral, et les observateurs envoyés le 28 décembre n'ont exprimé aucune réserve.

Quant au régime birman, il envoie tous les signaux attendus par Pékin. En août, il forme un comité chargé d'accélérer la mise en œuvre des projets chinois en Birmanie – une entreprise toujours difficile, dans un territoire archipélisé. En décembre, le vice-*Senior General* Soe Win évoque la reprise du projet chinois de barrage à Myitsone (État Kachin), suspendu depuis 2011 face à l'opposition locale. Pour de nombreux observateurs, les généraux sacrifient les ressources et la souveraineté de la Birmanie à la Chine en échange de leur survie politique<sup>11</sup>.

L'année 2025 a également été marquée par le rôle croissant de la Russie, fournisseur d'armes devenu partenaire multidimensionnel. Cette transition est voulue par le SAC, qui cherche un contrepois à la prééminence chinoise. En février 2025, Birmanie et Russie signent un protocole d'accord sur le développement de la Zone économique spéciale et le port en eau profonde de Dawei (Tenasserim), projet à l'arrêt depuis des années, et qui pourrait offrir à Moscou une tête de pont stratégique en Asie du Sud-Est.

En mars 2025, Min Aung Hlaing rencontre V. Poutine à Moscou ; en juin, une délégation birmane assiste au Forum économique international de Saint-Pétersbourg, et signe un traité bilatéral d'investissement, plus large que le seul projet de Dawei.

---

<sup>11</sup> James Shwe, « Managed chaos : China's game plan for a broken Myanmar », *Asia Times*, 30 décembre 2025.

Le régime birman se rapproche aussi de certains régimes autoritaires de l'ancien bloc soviétique, comme la Biélorussie, intermédiaire essentiel pour les ventes d'armes ; en novembre 2025, Alexandre Loukachenko atterrit à Nay Pyi Taw – une grande première. Par ailleurs, en septembre 2025, de retour de Russie, Min Aung Hlaing fait une visite au Kazakhstan, pendant laquelle lui et son homologue affirment leur rejet d'un monde unipolaire.

La Thaïlande reste un acteur essentiel de la crise, ne serait-ce que parce que quatre à six millions de Birmans y habitent désormais. En novembre, le ministre des Affaires étrangères Sihasak estime que les élections birmanes ne seront « ni libres ni crédibles », et que Bangkok « ne sera pas en mesure de les reconnaître » tout en exprimant son espoir que « les élections à venir seront une importante transition et feront partie d'un processus de paix plus large »<sup>12</sup> – une position assez ambiguë.

En résumé, dans un contexte d'instabilité politique en Thaïlande, Bangkok fait preuve de pragmatisme sur la question birmane : pression sur la résistance pour rouvrir l'autoroute vers Myawaddy ; contrôle strict sur les flux d'armes ; lutte affichée contre la cybercriminalité pour satisfaire Pékin ; posture finalement assez ouverte vis-à-vis des élections, vues comme le plus court chemin vers une sortie de crise.

De son côté, l'Inde multiplie les visites à Nay Pyi Taw, nourrissant l'activité diplomatique dans la capitale qui, progressivement, contribue à normaliser le SAC. En ce qui concerne les élections, il y a consensus sur le fait que les machines de vote électronique sont d'origine indienne. Sur le processus lui-même, New Delhi garde une position ambiguë, appelant à des élections « libres, justes et inclusives » mais sans condamner le processus en cours comme étant faussé ; de même, l'ancien Major-General Sahni Arun Kumar assiste à la première phase du vote... une participation aussitôt présentée par New Delhi comme étant à titre purement personnel, illustration de l'ambiguïté stratégique adoptée depuis plusieurs années.

---

<sup>12</sup> AFP, « Thailand urges Myanmar junta to allow transition after vote », *Straits Times*, 8 décembre 2025.

*In fine*, c'est probablement le Bangladesh qui entretient les relations les plus difficiles avec Nay Pyi Taw, notamment autour des relations avec l'Arakha Army. Pour Dacca, traiter avec l'AA est une nécessité : c'est désormais la principale force sur sa frontière ; c'est d'autant plus nécessaire qu'elle capture régulièrement des pêcheurs bangladais – sorte de diplomatie des prisonniers qui force au dialogue. Lorsqu'en mai 2025, le conseiller bangladais à la Sécurité nationale reconnaît des contacts avec l'AA, il cause un grave incident diplomatique ; l'ambassadeur à Rangoun est même rappelé un temps à Dacca.

Les relations bilatérales s'organisent également autour de la question des Rohingya : plus d'un million et demi sont encore réfugiés au Bangladesh, et fortement affectés par la chute des financements américains, notamment au Programme alimentaire mondial. En septembre 2025, une conférence sur les Rohingya s'ouvre en marge de l'Assemblée générale des Nations unies – mais sans représentant du régime birman ni de l'AA. Le chef d'État bangladais par intérim Muhammad Yunus plaide pour un plan en sept points : feuille de route vers un rapatriement des Rohingya avec une chronologie précise ; déploiement d'une mission internationale civile pour suivre le processus ; augmentation du financement humanitaire, etc. Cependant, les conclusions sont décevantes, surtout limitées à des promesses financières insuffisantes.

Au niveau multilatéral, 2025 est l'année de la présidence tournante malaisienne de l'ASEAN. Elle est ponctuée de réunions, notamment plusieurs rassemblant tous les principaux acteurs de l'opposition birmane – une première. Cependant, aucune avancée marquante n'est réalisée. De manière générale, les diplomates décrivent la lassitude et la résignation de l'ASEAN sur la question birmane, désormais doublée d'une profonde impuissance face au poids de la Chine. En 2026, la présidence tournante devait échoir à la Birmanie, mais dès 2023 il avait été convenu que cette dernière passerait son tour, en faveur des Philippines.

Sur les élections, l'ASEAN prend ses distances quand elle affirme en octobre 2025 que « la cessation des violences et le dialogue inclusif doivent précéder le suffrage » ; elle refuse également l'envoi d'observateurs au nom du bloc, tout en laissant la possibilité à chaque État membre de le faire. Il est très peu

probable que l'ASEAN en tant que telle reconnaisse les élections dès janvier 2026. Le scénario le plus probable est celui d'une normalisation graduelle *de facto* en un ou deux ans, temporalité qui dépendra des signaux envoyés par le futur gouvernement.



Il semble bien que 2025 marque la fin de la Révolution de Printemps telle qu'on l'a connue, mouvement populaire et révolution nationale aux aspirations fédéralistes. Bien qu'il lui reste bien du terrain à reconquérir, et bien que le conflit soit voué à continuer dans les années à venir, l'Armée est parvenue à fragmenter la résistance, à forcer les EAOs à réduire leurs ambitions et à se recentrer sur leur agenda régional, à entraver l'élan du NUG, et à mettre en scène le retour du pays vers une certaine normalité. La crise est loin d'être achevée, mais déjà, la Tatmadaw en ressort renforcée : elle qui était au bord du gouffre fin 2023, la voilà désormais plus puissante qu'à aucun moment de son histoire récente, jouissant de capacités et d'une expérience inédites, et d'un contrôle strict sur la population, hypothéquant toute nouvelle velléité révolutionnaire. Sauf revirement aussi spectaculaire qu'inattendu, notamment sur la scène internationale, l'année 2026 s'ouvre donc sur des perspectives sombres pour l'opposition birmane.

## Fiche Birmanie

**Nom officiel** : République de l'Union du Myanmar

**Capitale** : Nay Pyi Taw

**Superficie terrestre** : 676 590 km<sup>2</sup>

**Population totale en 2025** (sources : UNFPA) : 54,9 millions d'habitants (34 % urbains et 66 % ruraux)

**Langue officielle** : birman

### Données politiques

---

**Nature de l'État** : république parlementaire

**Suffrage** : depuis 2025, imposition d'un mode de scrutin combiné : Chambre basse (Pyithu Hluttaw) élue au scrutin majoritaire à un tour ; Chambre haute (Amyotha Hluttaw) élue pour moitié au scrutin majoritaire à un tour, et pour moitié à la proportionnelle.

**Nature du régime** : junte militaire, qui devrait prendre une forme ostensiblement civile en avril 2026.

Depuis le coup d'État du 1<sup>er</sup> février 2021, deux gouvernements se disputent le contrôle du pays et la légitimité politique :

- le State Administration Council (SAC), créé par la junte au lendemain du coup d'État et réorganisé en un State Security and Peace Commission (SSPC) en août 2025 ;
- le National Unity Government (NUG) de la République de l'Union du Myanmar, créé par des députés issus des élections démocratiques de novembre 2020.

**Gouvernement « provisoire » de la République de l'Union du Myanmar (depuis le 1<sup>er</sup> août 2021)**

**Président de la République par intérim, président du SSPC et commandant en chef de l'Armée :** Min Aung Hlaing

**Premier ministre :** U Nyo Saw

**Ministre des Affaires étrangères :** Than Swe

**Ministre de la Défense :** général Maung Maung Aye

**Pouvoir législatif :** L'Assemblée de l'Union (Pyidaungsu Hluttaw), organe législatif bicaméral de la Birmanie, est dissoute depuis le coup d'État du 1<sup>er</sup> février 2021.

**Échéances :** Élections tenues en trois phases successives du 28 décembre 2025 au 25 janvier 2026 ; le parlement devrait être formé en mars 2026 ; il devrait ensuite élire un président et deux vice-présidents en avril 2026. Le président formera ensuite un gouvernement.

**Gouvernement d'Unité Nationale (NUG) de la République de l'Union du Myanmar (16 avril 2021)**

**Président :** Win Myint (en détention depuis le 1<sup>er</sup> février 2021)

**Président par intérim :** Duwa Lashi La

**Conseillère spéciale de l'État :** Aung San Suu Kyi (en détention depuis le 1<sup>er</sup> février 2021)

**Premier ministre :** Mahn Winn Khaing Thann

**Ministre des Affaires étrangères :** Zin Mar Aung

**Ministre de la Défense :** Yee Mon

**Pouvoir législatif :** Comité Représentant le Pyidaungsu Hluttaw (créé le 5 février 2021) réunissant des élus issus des élections générales de 2020.

## Indicateurs démographiques et sociologiques

---

**Principaux groupes ethniques** (CIA - *The World Factbook*, est. nd) : Bamar (68 %), Shan (9 %), Karen (7 %), Arakanais (4 %), Chinois (3 %), Môn (2 %), Indiens (2 %), autres (5 %).

Le gouvernement birman reconnaît 135 groupes ethniques.

**Religions** : La répartition par religion varie selon que l'on tient compte ou non des populations qui n'ont pas été comptabilisées lors du recensement de 2014, ce qui est le cas d'environ 1,1 million de personnes parmi les populations musulmanes d'Arakan. Ces dernières ne sont pas les seules dans ce cas : le rapport sur le recensement de 2014 évalue à 1 206 353 (soit 2,34 % de la population) les personnes non comptabilisées (dans les États d'Arakan, Kachin et Karen).

Populations comptabilisées en 2014 : bouddhistes (89,8 %), chrétiens (6,3 %), musulmans (2,3 %), animistes (0,8 %), hindouistes (0,5 %), non croyants (0,1 %), autres (1,6 %).

Populations (toutes : comptabilisées et non comptabilisées) dans le recensement (CIA - *The World Factbook*, est. 2014) : bouddhistes (87,9 %), chrétiens (6,2 %), musulmans (4,3 %), animistes (0,8 %), hindouistes (0,5 %), autres (0,2 %), non croyants (0,1 %).

## Chronologie

### JANVIER 2025

- 1<sup>er</sup> • Le SAC passe une loi sur la cybersécurité, qui concerne à la fois les utilisateurs en Birmanie mais aussi les Birmans à l'étranger. Elle impose aux compagnies de cybersécurité de s'enregistrer auprès des autorités birmanes et aux plateformes comptant plus de 100 000 utilisateurs d'obtenir une licence et de stocker leurs données sur des serveurs en Birmanie, accessibles sous conditions aux autorités. Le texte prévoit aussi des sanctions contre tout fournisseur de VPN non déclaré, mais dans les faits, l'interprétation de terrain est que tout utilisateur individuel de VPN peut être sanctionné.
- 20 • Le SAC et la MNDAA concluent un accord de cessez-le-feu à Kunming (Chine), sous médiation chinoise.

### FÉVRIER 2025

- 04 • La Thaïlande coupe l'électricité à plusieurs centres de cybercriminalité autour de Myawaddy (État Karen), début d'une intense campagne contre cette industrie. Le point de départ avait été l'enlèvement de l'acteur chinois Wang Xing et son enrôlement de force dans l'un de ces centres, déclenchant l'intervention de Pékin. En février-mars, environ 7 500 personnes sont remises par les autorités birmanes et leurs supplétifs de la Karen BGF – une fraction des 100 000 personnes qui, selon les estimations, seraient actives autour de Myawaddy. Le processus s'enraye ensuite, jusqu'au mois d'octobre et la prise de KK Park.

### MARS 2025

- 08 • Dans la foulée d'une visite du *Senior-General* Min Aung Hlaing à Moscou, la Birmanie et la Biélorussie signent 14 accords lors d'un forum à Minsk, dont huit dans des secteurs économiques tels que l'automobile, les tracteurs, les produits laitiers et les engrais, et six concernant des partenariats académiques. Au cours de cette visite, le *Senior-General* Min Aung Hlaing officialise pour la première fois la tenue d'élections en décembre 2025 et janvier 2026, initialement dans 274 cantons (un chiffre ultérieurement révisé à 263).
- 12 • Le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres visite les camps de réfugiés rohingya au Bangladesh, soulignant l'urgence humanitaire croissante dans un contexte de chute des crédits américains. Il évoque également la situation critique

qui règne dans le nord de l'État d'Arakan, et appelle à la création d'un corridor humanitaire pour y acheminer de l'aide humanitaire. Cette initiative ne sera toutefois pas suivie d'effets.

- 28 • Un séisme de magnitude 7,7 frappe la Birmanie centrale, le long d'un axe Mandalay-Nay Pyi Taw-Bago. Il fait environ 3 800 morts selon les médias d'État, 4 500 selon les médias indépendants.

#### AVRIL 2025

- 02 • Le SAC annonce un cessez-le-feu de trois semaines afin de faciliter les opérations de secours après le séisme du 28 mars. Bien qu'il ait été violé presque immédiatement par toutes les parties, il est prolongé plusieurs fois jusqu'au 30 juin.
- 22 • La MNDAA rétrocède la ville de Lashio au SAC dans le cadre du cessez-le-feu négocié sous l'égide de la Chine en janvier. Pendant plusieurs semaines, la ville est parcourue par une mission de contrôle chinoise, dans des véhicules aux couleurs de la Chine – une intervention extrêmement directe.

#### MAI 2025

- 10 • Min Aung Hlaing rencontre Xi Jinping pour la première fois depuis 2021, en marge des célébrations de la Journée de la Victoire, le 9 mai. Le chef de la junte remercie la Chine pour son soutien à la suite du tremblement de terre de mars.
- 14 • Une grève se déclare à Rangoun au sein de l'usine Adidas : les 4 000 employés réclament une augmentation de leur salaire de 5 200 à 5 800 kyats par jour (de 1,15 à 1,3 \$ US), ce qui, avec diverses primes et avantages, porterait leur rémunération totale à 12 000 kyats par jour (2,70 \$ US). Le vice-ministre du Travail rencontre les grévistes. L'employeur accède finalement à ces revendications et la grève est levée après une semaine. Un très rare exemple de victoire syndicale, reflétant également les profondes difficultés socio-économiques.

#### JUILLET 2025

- 07 • La Maison-Blanche annonce qu'à partir du 1<sup>er</sup> août, tous les biens en provenance de Birmanie seront soumis à une taxe de 40 %. L'annonce est rendue publique via une lettre signée de D. Trump au *Senior-General* Min Aung Hlaing, ce que le SAC présente comme une légitimation américaine de leur pouvoir. Dans sa lettre de réponse à Trump – réclamant une diminution de ces droits de douane – Min Aung Hlaing lui rend hommage pour la suspension de *Voice of Democracy* et *Radio Free Asia*, deux médias très critiques de son régime.

- 30 • Le SAC passe la « Loi sur la protection des élections générales démocratiques multipartites contre les entraves, les perturbations et la destruction », qui prévoit de trois à 10 ans de prison pour toute expression d'opposition ou tout appel au boycott, de trois ans de détention à la prison à vie pour toute menace ou obstruction vis-à-vis du personnel, de cinq ans de détention à la prison à vie pour toute destruction de matériel électoral, et la peine de mort pour toute action anti-électorale entraînant un décès.
- 31 • Le *Senior-General* Min Aung Hlaing met fin à l'état d'urgence en place depuis février 2021 ; il dissout le State Administration Council (SAC), remplacé par une State Security and Peace Commission (dont il reste président), et confirme que les élections se tiendront en décembre 2025 et janvier 2026.

### AOÛT 2025

- 21 • La United Wa State Army (UWSA) réitère son opposition à l'opposition birmane et la suspension de tout son soutien financier et militaire à la résistance. Dans les faits, trafiquants et officiers subalternes continuent à alimenter de très modestes flux, mais sans commune mesure avec ce qu'ils étaient avant 2024. La UWSA, l'armée ethnique la plus puissante du pays, est en cessez-le-feu avec la Tatmadaw depuis 1989, mais a toujours été un puissant parrain des EAOs dans l'État Shan du Nord. À partir de mi-2024, la Chine a exigé que la UWSA se retire de ce rôle ; elle a même arrêté Bao Junfeng, le commandant en second de la UWSA, pour accroître la pression – un mouvement inédit qui illustre bien l'intensité de l'action chinoise.
- 27 • La Thaïlande décide d'accorder aux 100 000 réfugiés birmans de longue durée en Thaïlande le droit de travailler légalement dans le pays. Ces permis de travail d'une durée d'un an permettent d'avoir accès à plusieurs services publics, dont le service de santé. Cette initiative intervient à la suite du gel des financements américains en faveur de ces populations, et à l'exode de milliers de travailleurs cambodgiens après le conflit frontalier entre Thaïlande et Cambodge, accroissant la crise de la main-d'œuvre dans divers secteurs.

### SEPTEMBRE 2025

- 05 • La santé de Daw Aung San Suu Kyi, placée à l'isolement depuis 2021, se serait brutalement détériorée, selon son fils, Kim Aris. Tandis que la communauté internationale exprime sa préoccupation, le régime se veut rassurant, sans toutefois apporter de preuve de bonne santé, ni même de vie.

- 09 • La Commission électorale birmane dissout quatre partis politiques, dont l'un concourant au niveau national : la National Democratic Force (NDF). Ce parti, fondé en 2010 par des cadres de la NLD, pouvait apparaître comme l'un des deux seuls partis prodémocratie en lice (avec le People's Party). Officiellement, la NDF aurait échoué à démontrer qu'elle avait les 50 000 membres requis. Officieusement, la NDF a accueilli au cours de l'été plusieurs personnalités issues des rangs de la NLD (dissoute en mars 2023) et à la recherche d'un véhicule politique pour les élections. Le régime se serait inquiété de voir la NDF porter en elle les germes de la renaissance de la NLD et aurait donc eu recours à cette décision radicale.
- 19 • Le Timor-Leste annonce qu'il ne permettra plus les activités politiques de groupes d'opposition birmans sur son sol. Cela marque une inflexion majeure, en tout cas dans le discours : depuis le putsch de 2021, le Timor-Leste a été un soutien de premier plan de l'opposition ; en août 2023, son chargé d'affaires à Rangoun avait même été expulsé après une visite du NUG à Dili. Cependant, depuis, l'adhésion du Timor-Leste à l'ASEAN s'est précisée – un processus qui doit être approuvé à l'unanimité, y compris par Nay Pyi Taw.

## OCTOBRE 2025

- 1<sup>er</sup> • Une délégation qatarie menée par le vice-Premier ministre Mohammed Al Attiyah rencontre le ministre des Affaires étrangères Than Swe et le ministre des Ressources naturelles Khin Maung Yi. Les deux délégations discutent des opportunités d'investissements qataris dans le secteur minier et énergétique de la Birmanie. Une rencontre qui, là aussi, illustre le réengagement de certains acteurs internationaux avec le régime.
- 20 • Sous la pression des autorités chinoises et thaïlandaises, la Tatmadaw mène un raid contre KK Park, l'un des principaux centres de cybercriminalité du pays, situé près de Myawaddy (État Karen) ; 2 200 personnes auraient été arrêtées – une fraction des 10 000 qui, d'après les estimations, y travaillent au quotidien. Le régime se lance ensuite dans la destruction systématique des 635 bâtiments que comprend le périmètre. Trois jours plus tard, la compagnie SpaceX annonce la désactivation à distance de 2 500 terminaux Starlink dans la région de Myawaddy, ce qui donne un aperçu de l'importance de ces équipements dans ces enclaves criminelles.
- 28 • La TNLA signe un cessez-le-feu avec la Tatmadaw à Kunming (Chine), sous la pression de Pékin. Organisé par Deng Xijun, envoyé pour les affaires asiatiques, le traité inclut le retrait de la TNLA des villes de Mogok (région de Mandalay) et

de Mongmit (État Shan du Nord), capturées pendant la seconde phase de l'opération 1027, mi-2024.

- 28 • La Union Election Commission (UEC) donne le coup d'envoi de la campagne électorale, deux mois avant le début du scrutin. Dès le lendemain, les autorités arrêtent plusieurs réalisateurs birmans qui ont critiqué en ligne la participation de personnalités du cinéma à des films faisant la promotion des élections générales. Parmi eux, le réalisateur Mike Tee est condamné à 7 sept ans de prison. Dans les semaines qui suivent, plusieurs acteurs célèbres font état de pressions et de menaces pour apparaître dans les vidéos promotionnelles des élections.

### NOVEMBRE 2025

- 24 • Le département américain à la Sécurité intérieure lève le Temporary Protected Status dont bénéficiait la Birmanie depuis 2021, et qui favorisait l'installation des Birmans aux États-Unis. Officiellement, cette décision est motivée par une nette amélioration de la situation en Birmanie et des pas encourageants en direction de la « réconciliation nationale », des contre-vérités qui alimentent les inquiétudes des observateurs quant à l'attitude américaine vis-à-vis du régime birman et de ses élections.
- 27 • Le président biélorusse Alexandre Loukachenko atterrit à Nay Pyi Taw pour une visite officielle de deux jours – une première, à un mois du début des élections.

### DÉCEMBRE 2025

- 10 • La Tatmadaw bombarde l'hôpital de Mrauk-U (État d'Arakan), contrôlé par l'Arakha Army. Au moins 33 personnes sont tuées et des dizaines blessées. Cet hôpital était l'un des principaux centres de santé en territoire AA. Cette frappe illustre les défis continuels de la population qui vit en territoire rebelle et les tactiques extrêmes du régime birman.
- 28 • La première phase des élections générales se tient dans 102 des 330 cantons du pays. La journée est marquée par un taux de participation modeste (52 %) ; comme prévu, les résultats officiels concluent à une très large victoire de l'USDP, le parti pro-armée.

## Portraits



© Frontier Myanmar

### U Ko Ko Gyi

U Ko Ko Gyi est né en 1961 ; en 1988, alors qu'il finit ses études en relations internationales à l'Université de Rangoun, il s'affirme comme l'un des meneurs des manifestations étudiantes qui précipitent la chute du général Ne Win. La même année, il participe à la fondation de la All Burma Federation of Student Unions (ABSFU). Entre 1989 et 2012, il passe un total de 17 années en prison comme détenu politique, entrecoupées de brefs épisodes de liberté. Sa libération en 2012 est un signal fort des intentions réformatrices de l'ex-général Thein Sein, qui mène la transition démocratique depuis 2011.

U Ko Ko Gyi se voyait candidat sous les couleurs de la National League for Democracy (NLD) pour les élections de 2015. Cependant, à la surprise générale, le parti ne le sélectionne pas, reflet des fractures et des rivalités au sein même du mouvement prodémocratie. Il décide donc de créer son propre mouvement, le People's Party (PP), qui naît en 2018, mais ne gagne aucun siège lors des élections de 2020, marquées par le raz-de-marée de la NLD, encore plus important que lors du scrutin de 2015.

Lorsque l'Armée prend le pouvoir en février 2021, U Ko Ko Gyi est inquiet, mais pas arrêté. Assez rapidement, il affiche une posture modérée et pragmatique – seul moyen de survivre dans le contexte post-coup. Il assiste à de régulières « réunions de dialogue » avec le SAC, en compagnie d'autres formations politiques. En 2023, lorsque tous les partis politiques sont sommés de se réenregistrer, le PP obtempère, tandis que la NLD et la SNLD (les deux principaux partis d'opposition), refusent et sont dissoutes.

Fin 2025, le PP est le seul parti à l'agenda prodémocratie assez marqué qui survit dans le paysage politique birman, et qui concourt aux élections de décembre 2025-janvier 2026. Pour le PP, c'est le seul moyen de continuer à porter une différence et à maintenir un semblant de vie politique, mais pour de nombreux électeurs, le PP s'est compromis, et U Ko Ko Gyi a trahi.

Au vu des premiers résultats sortis des urnes lors des deux premières phases, le PP ne devrait obtenir que très peu de sièges à la chambre basse du parlement, du fait du scrutin majoritaire ; il n'est même pas sûr que U Ko Ko Gyi puisse remporter sa propre circonscription de Lanmadaw (Région de Rangoun). En revanche, le PP pourrait gagner quelques députés à la Chambre haute, dont la moitié des sièges est distribuée à la proportionnelle.

Dans tous les cas, le PP va probablement rester le seul parti avec lequel les acteurs internationaux puissent interagir et, peut-être, construire une stratégie prodémocratie dans la Birmanie post-élections.



© The Irrawaddy

### **Général Kyaw Swar Lin**

Né en 1971, le général Kyaw Swar Lin est un pur produit de l'élite militaire birmane, issu de la prestigieuse Defence Service Academy. Cependant, il se distingue de ses homologues par une ascension loin des champs de bataille : ce n'est pas un guerrier, mais un administrateur, un manœuvrier, un opportuniste qui monte en grade grâce à de puissants patronages – un profil très similaire à celui de *Senior-General* Min Aung Hlaing, dont il est extrêmement proche.

En mai 2020, à 54 ans, il devient le plus jeune lieutenant-général de l'histoire de la Tatmadaw ; il est nommé intendant général, un rôle stratégique, qui le place à la tête de la Myanmar Economic Corporation (MEC), l'un des deux

empire économiques de l'Armée. Il est également chargé de l'édification de la statue du Bouddha Maravijaya à Nay Pyi Taw, grand œuvre du *Senior-General* Min Aung Hlaing – un rôle qui dénote la confiance dont il bénéficie.

Fin 2024, Kyaw Swar Lin est promu général et chef d'état-major des Armées, ce qui en fait le troisième personnage le plus important de l'institution, derrière le *Senior-General* Min Aung Hlaing et son adjoint Soe Win. Malgré son manque d'expérience au combat, il préside au rebond de la Tatmadaw. Lié au *Senior-General* Min Aung Hlaing et à sa famille par de vieux liens personnels et par des intérêts économiques conjoints, ce fidèle parmi les fidèles est le grand favori pour devenir *Senior-General* si son protecteur quitte cette fonction pour devenir Président de la République en mars 2026. C'est donc une figure essentielle, appelée à jouer un rôle de premier plan dans un avenir proche.

## Arrêt sur image



Les ponts de Sagaing en avril 2025.

*Photographie prise par l'auteur.*

Cette image a été prise le 17 avril 2025, moins de trois semaines après le séisme dévastateur du 28 mars, depuis la ville de Sagaing, très proche de l'épicentre. En arrière-plan, l'ancien pont colonial, détruit par les secousses, image forte de cette catastrophe. En réalité, cet ouvrage n'était plus utilisé depuis 2021 : son effondrement n'a donc eu aucun impact sur les flux commerciaux à travers le fleuve Irrawaddy. En revanche, le nouveau pont, ouvert en 2008 et sous lequel la photographie a été prise, est resté interdit aux poids lourds pendant de longues semaines : ces derniers devaient traverser le fleuve à bord de barges, faisant peser une contrainte supplémentaire sur les flux commerciaux.

Au bord du fleuve, des particuliers lavent leur linge ou prennent une douche, soit parce qu'ils ont perdu leur maison, soit parce que les réseaux d'adduction d'eau ont été endommagés. L'armée a également déployé une unité mobile de purification et de distribution d'eau potable, gratuite et ouverte à tous, « quelle que soit la religion », précise un panneau. Lors de notre visite, ce point d'eau était désert, signe de l'existence de nombreuses alternatives en ville, mais peut-être aussi d'un boycott discret de cet équipement militaire.

Ce véhicule constituait l'une des très rares manifestations de la réponse de l'Armée au séisme : lors de nos nombreuses visites sur le terrain entre le 30 mars (deux jours après le séisme) et juillet 2025, nous n'avons pu observer aucun personnel mobilisé dans les recherches de victimes, dans le déblaiement des axes de circulation ou des débris ou dans la réponse sanitaire (à l'exception d'un dispensaire sous des filets de camouflage, là aussi à Sagaing). Leur seule présence se résumait à des policiers et des miliciens armés – très peu de soldats – sécurisant les opérations des équipes internationales.



# BRUNEI

## Entre dévotion et allégeance à l'Empire du Milieu ?

Marie-Sybille DE VIENNE

*Integriti Mencorak Perkhidmatan Awam Berkualiti.*

*Kerja Berniatkan Ibadah, Membawa Berkat.*

*Bersatu Bersama Berbangsa, Beragama dan Beraja.*

« L'intégrité au service de la qualité des services publics.

Un travail empreint de dévotion est source de bénédiction.

Unis ensemble avec un peuple, une religion et un roi. »<sup>1</sup>

Le Brunei a connu une alerte significative le 27 mai 2025 avec l'hospitalisation – une première – du sultan Hassanal Bolkiah au National Heart Institute de Kuala Lumpur pendant le 46<sup>e</sup> sommet de l'ASEAN. Le souverain cumulant quatre portefeuilles (Premier ministre, ministre des Finances, de la Défense et des Affaires étrangères<sup>2</sup>), l'incident – au demeurant sans gravité<sup>3</sup> – relance l'hypothèse d'une éventuelle abdication du monarque à échéance de son 80<sup>e</sup> anniversaire (juillet 2026) ou de ses 60 ans de règne (2027). Plus largement,

---

<sup>1</sup> Mots d'ordre des mois d'octobre, novembre et décembre 2025, Bureau du Premier ministre.

<sup>2</sup> Ces trois ministères étant toutefois dotés d'un ministre-en-second, à la fonction plus importante que celle de vice-ministre, qui assure l'essentiel des tâches et effectue la majorité des déplacements à l'étranger.

<sup>3</sup> « Brunei Sultan discharged from KL hospital », *The Star*, 31 mai 2025.

l'avenir du sultanat est de plus en plus questionné en interne<sup>4</sup>, et ce malgré quelques avancées sociétales et une politique étrangère habilement dosée.

## Hors des hydrocarbures, point de salut ?

Sur le plan économique, la situation du Brunei pourrait apparaître relativement satisfaisante dans l'immédiat : en 2024, la croissance du PIB a atteint les 4,2 %, soit l'équivalent de celle de Singapour, du jamais vu depuis 1999. Cette croissance est tirée par le secteur pétro-gazier, dont chaque hausse de production de 1 % génère 0,5 % de croissance du PIB<sup>5</sup>. À l'entrée en production du champ pétrolier de Salman, fin 2023, s'est ajoutée une évolution relativement favorable des prix pétroliers, qui se sont maintenus entre 70 et 90 \$ US le baril<sup>6</sup> en 2024, à ceci près qu'ils ont commencé à chuter au dernier trimestre. Cette chute, au demeurant modérée, s'est poursuivie sur 2025 (65 \$ US le baril en septembre). Le gaz naturel liquéfié (GNL) a suivi une évolution de même ordre : commercialisé en 2024 à un prix moyen annuel de 9,74 \$ US le million de BTU<sup>7</sup>, soit une baisse de 8,8 % par rapport à 2023, son prix a diminué de 3,2 % au dernier trimestre 2024, baisse qui s'est poursuivie en 2025. La pression des énergies renouvelables sur le marché des énergies fossiles se fait désormais sentir et l'instabilité de la conjoncture internationale rend le marché très volatile. L'embellie de 2024 n'a donc malheureusement pas duré : le PIB brunéien a chuté de 1,8 % sur le premier trimestre 2025 et de 0,3 % sur le second<sup>8</sup> ; les premières estimations évaluent sa progression annuelle à quelque 2 % en 2025<sup>9</sup>, soit moins de la moitié qu'en 2024.

---

<sup>4</sup> Malai Hassan Othman, « Little Napoleons and Red Tape : Is Brunei's Public Service Failing the People ? », *Kopitalk with MHO*, 22 février 2025.

<sup>5</sup> À en juger par le think-thank du Brunei, le Centre for Strategic and Policy Studies, 2025, *Brunei Economic Outlook 2025*, Bandar Seri Begawan (BSB), mars, p. 11.

<sup>6</sup> Prix du baril de Brent (EIA), « A look back at our forecast for global crude oil prices in 2024 », 17 janvier 2025).

<sup>7</sup> British Thermal Unit.

<sup>8</sup> Department of Economic Planning and Statistics, 2025, « Gross Domestic Product, Q2, 2025 », Bandar Seri Begawan.

<sup>9</sup> ASEAN Macroeconomic Research Office (AMRO), 2025, *Annual Consultation Report, Brunei Darussalam – 2025*, Singapour, p. 7.

Comme le signale le CSPS<sup>10</sup>, les industries extractives du Brunei ont des besoins de maintenance croissants au vu de l'âge des équipements utilisés, ce qui accroît les frais d'exploitation en l'absence de renouvellement des matériels alors même que 145 pays se sont engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050, et que la demande de combustibles fossiles est amenée à se réduire à moyen terme, au moins après la présidence de Donald Trump.

L'extraction d'hydrocarbures représente encore plus de 45 % du PIB en 2024 et les industries d'aval, 17,2 %. Ces dernières comprennent le raffinage et le craquage du pétrole ; la liquéfaction du gaz ; les engrais (Brunei Fertilizers Industries, BFI, qui produit notamment 1,3 million de tonnes d'urée par an) ; et le méthanol (Brunei Methanol Company BMC<sup>11</sup>), ces deux derniers étant installés à Sungai Liang. La diversification de la production demeure donc un impératif. Mais elle n'est pas sans inconvénients, comme l'illustre l'entrée en production de la deuxième phase de la raffinerie de Hengyi<sup>12</sup> en 2025, qui a fait passer la capacité de raffinage du Brunei à 280 000 barils/jour<sup>13</sup> quand sa production ne dépasse pas au mieux les 75 000 barils/jour, soit le tiers de son niveau du début des années 2000. Pour mieux exploiter ses ressources pétrolières, le Brunei est paradoxalement contraint d'importer toujours plus de pétrole brut (39 % en provenance de Malaisie ; 12 % des EAU ; 12 % de l'Australie ; 9 % du Vietnam<sup>14</sup>), lequel compte déjà pour 66 % de ses importations en 2024, un pourcentage qui ne peut qu'augmenter en 2025. Rien d'étonnant donc à ce que de potentielles poches de gaz aient été ouvertes à l'exploration, dans l'espoir que l'exportation de gaz naturel liquéfié puisse à terme largement couvrir les importations d'huile. Le britannique EnQuest<sup>15</sup>, fortement implanté en Malaisie, a ainsi remporté en 2025 l'appel d'offres du Bloc C (soit les champs de gaz de Merpati, Meragi et Juragan), avec en ligne de mire une joint-venture (50/50) avec

---

<sup>10</sup> Centre for Strategic and Policy Studies, 2025, *Brunei Economic outlook 2025*, Bandar Seri Begawan, p. 14-15.

<sup>11</sup> Mitsubishi Gas Chemical Company possède 50 % de BMC ; ITOCHU, 25 % et Mirkhas Sdn Bhd (i.e., l'État brunéien) 25 % chacun.

<sup>12</sup> La construction de cette deuxième phase a commencé fin 2023.

<sup>13</sup> Centre for Strategic and Policy Studies, 2025, *Brunei Economic outlook 2025*, Bandar Seri Begawan, p. 15.

<sup>14</sup> 22 % des importations de pétrole en 2024 proviennent de sources non spécifiées, dont on ne peut exclure la Russie.

<sup>15</sup> Son directeur-général, Amjad Bseisu, né en 1963 à Jérusalem, est un Bahreïni d'origine palestinienne ; la firme a d'abord exploité les gisements situés au large des côtes britanniques.

Brunei Energy Exploration et une entrée en production pour l'heure prévue en 2029<sup>16</sup>. Le Japonais Diamond Energy Exploration & Production (DEEP)<sup>17</sup> a monté sa participation au bloc CA2 (exploitation du gisement de gaz en eau profonde<sup>18</sup> de Kelidang) à 18,75 %, le malaisien Petronas restant l'actionnaire majoritaire avec 45 % du capital ; le gaz devrait être vendu à Brunei LNG, en charge de la liquéfaction, dont DEEP est actionnaire à hauteur de 25 %<sup>19</sup>, avant d'être exporté au Japon à partir de 2030.

Le Brunei est donc loin de se sortir de la dépendance aux hydrocarbures, qui, industries d'aval incluses, génèrent encore 85 % des recettes budgétaires en 2024<sup>20</sup>. En dehors de la pétrochimie, de la construction, de l'électricité et du traitement de l'eau (1 % du PIB au total), il n'y a guère de salut : la production industrielle ne représente qu'un maigre 1,3 % du PIB en 2024, à peine plus que l'agriculture, la pêche et l'exploitation forestière réunies (1,2 %). Certes, le Brunei a enregistré quelques succès dans le secteur agricole, en devenant autosuffisant pour les poulets et les œufs<sup>21</sup> (il a même commencé à en exporter 300 000 à Singapour en 2022<sup>22</sup>), et couvre près des trois-quarts de ses besoins en légumes et près de la moitié de ceux en fruits tropicaux. L'aquaculture s'est également développée (crevettes et poissons de mer comme le bar), notamment grâce au groupe singapourien Barramundi<sup>23</sup> qui a renforcé sa présence au Brunei à partir de 2022. En matière énergétique, le Brunei poursuit le développement de « l'énergie verte », avec la pose de la première pierre de la centrale solaire de Kampung Belimbing (30 MW) qui devrait entrer en production fin 2026<sup>24</sup>, une joint-venture entre le malaisien Solarvest et le brunéien Khazanah Satu. Le chinois Hengyi s'est également engagé dans un projet d'énergie solaire sur l'île de Muara Besar (PMB), au départ d'une capacité maximum de 38 MW.

---

<sup>16</sup> « EnQuest secures production rights for offshore Brunei block », *The Scoop*, 16 juillet 2025.

<sup>17</sup> Dont Mitsubishi est actionnaire en totalité.

<sup>18</sup> Soit à 2 800 mètres de fond ; coût estimé de l'entrée en production, 5,5 milliards \$ US.

<sup>19</sup> « Mitsubishi plans to invest US\$260m in new offshore gas field in Brunei », *Enerdata*, 10 novembre 2025.

<sup>20</sup> « Building fiscal resilience », *Borneo Bulletin*, 19 novembre 2025.

<sup>21</sup> Centre for Strategic and Policy Studies, 2025, *Brunei Economic outlook 2025*, Bandar Seri Begawan, p. 17.

<sup>22</sup> « Expanding non-oil export products », *Borneo Bulletin*, 12 novembre 2025.

<sup>23</sup> Fondé en 2008, coté à la bourse d'Oslo et d'Auckland.

<sup>24</sup> Aaron Alwines, « Brunei's biggest solar plant targets launch by end of 2026 », *Biz/Brunei*, 12 août 2025.

Le secteur des services, hors administration, représente 30,8 % du PIB en 2024, ce qui en fait le premier secteur productif hors hydrocarbures. Il reste cependant largement sous-développé en ce qui concerne le tourisme (moins de 1 % du PIB), un comble dans un pays qui dispose de plus d'une cinquantaine de kilomètres de plages de sable blanc. Mais pour les exploiter, il faudrait virer de bord en matière de pratique religieuse : autoriser les non-musulmans à consommer de l'alcool ; tolérer les maillots de bain ; développer les sports nautiques en dehors des hors-bords qui vrombissent à l'occasion dans la baie ; et même fournir aux touristes un déjeuner le vendredi... toutes choses contraires à la dévotion en dehors de l'entretien des plages. Même promu par le gouvernement, l'écotourisme « détox » ne fait guère recette. Il en va à l'inverse des technologies de l'information : 98 % de la population est connectée à Internet, le Brunei comptant 137 abonnements de téléphonie mobile pour 100 habitants tandis que 76 % des Brunéiens utilisent l'e-commerce<sup>25</sup>. Même s'il a légèrement baissé en 2024, le nombre d'emplois dans les technologies de l'information est passé de 4 897 en 2020 à 5 489 en 2024, soit une augmentation de 12 % en quatre ans, le secteur générant 2,3 % du PIB en 2024.

Au vu des aléas du marché des hydrocarbures et des limites de sa diversification, rien d'étonnant donc à ce que le sultanat conserve un considérable déficit budgétaire<sup>26</sup> estimé à 13,9 % du PIB sur l'année fiscale 2025<sup>27</sup>, avec des dépenses (30,4 % du PIB) en hausse de 1,4 % par rapport à 2024 : entre 2010 et 2024, les recettes budgétaires sont passées de 81 % à 16 % du PIB, soit une division par plus de quatre en termes relatifs. Comme le soulignait déjà le FMI en 2023, le Brunei devrait s'inspirer des pratiques fiscales de certains des États de la péninsule arabique<sup>28</sup>, en créant une TVA (15 % depuis 2022 à Bahreïn) et des droits d'accise (cigarettes électroniques ; tabac ; sodas ; *soft drinks*)<sup>29</sup>, sans parler d'une taxe sur le revenu des particuliers ou l'héritage.

---

<sup>25</sup> « Collaboration as a New Engine for Growth : A Reflections from Brunei Startup Summit 2025 », *KUMPUL*, 15 septembre 2025.

<sup>26</sup> « Brunei proposes BND 6.35 billion National budget for 2025/26 amid rising deficit », *The Star*, 1<sup>er</sup> mars 2025.

<sup>27</sup> 1<sup>er</sup> avril-31 mars.

<sup>28</sup> Arabie saoudite, Bahreïn, EAU.

<sup>29</sup> FMI, 2023, *Brunei Darussalam - Selected Issues*, IMF Country Report n° 23/347, Washington, p. 53.

Doté d'un budget de 3,5 milliards \$ BN (2,7 milliards \$ US), le 11<sup>e</sup> plan quinquennal s'est achevé 31 mars 2024 ; le secteur des transports s'est taillé la part du lion, avec 45 % des dépenses effectuées, suivi par les équipements publics (12 %), les technologies de l'information et la recherche arrivant en queue de peloton (3,6 %), ce dernier point s'expliquant par l'élaboration en 2020 d'un *master plan* de cinq ans spécifique pour l'économie digitale. Le 12<sup>e</sup> plan (4 milliards \$ BN, soit 3,08 milliards \$ US) reste sur la lancée du précédent. Mais seulement 55,3 % du budget du 11<sup>e</sup> plan a été déboursé<sup>30</sup>, révélant ainsi deux des fléaux du Brunei. Le premier, qu'évoque *a contrario* le mot d'ordre du mois d'octobre 2025 (*cf.* exergue et note 1), c'est le peu d'efficacité de son administration ; tant qu'il s'agit d'élaborer un plan, tout va bien (le Brunei compte de bons planificateurs), mais dès que l'on passe à la mise en œuvre d'un projet, les obstacles se multiplient. Le second fléau, dans un pays où 58 % des dépenses effectives du 11<sup>e</sup> plan ont concerné le BTP (transport, construction d'édifices, d'équipements publics et de logements)<sup>31</sup> et où il constitue le premier secteur industriel après les hydrocarbures et la pétrochimie (certes, avec un modeste 2,2 % du PIB en 2024), concerne les retards de paiement de l'État pour ses fournisseurs du secteur<sup>32</sup>.

Si la volonté affichée de diversification de la part des autorités depuis 20 ans, qu'atteste un taux d'imposition (18,5 %) sur les sociétés le plus bas de la région après Singapour, ne permet pas au sultanat de profiter d'une localisation relativement favorable au sein de l'ASEAN en termes d'accessibilité et de ressources énergétiques, c'est que dans un environnement régional hautement compétitif, ses avantages comparatifs apparaissent limités. La création d'une bourse des valeurs suite à l'achèvement de l'étude de faisabilité débutée en 2020<sup>33</sup> devrait toutefois, à terme, faciliter l'accès des entreprises aux financements.

---

<sup>30</sup> Ministry of Finance and Economy (MFE), 2024, *Twelfth National Development Plan Brunei Darussalam*, "Strengthening Socioeconomic Development to Ensure Prosperity and Harmony of the Country", Bandar Seri Begawan, p. 43.

<sup>31</sup> *Ibid.*

<sup>32</sup> Malai Hassan Othman, « When the System is the Patient : The Nation's Long-Standing Late-Payment Crisis », *Kopitalk with MHO*, 20 novembre 2025.

<sup>33</sup> Rasidah Hj Abu Bakar, « Brunei stock exchange prepares for launch as plans move forward », *The Scoop*, 9 mars 2025.

## Repenser le cocon-providence ?

### Chômage des jeunes

La main-d'œuvre demeure pour l'heure encore insuffisamment formée aux métiers de l'entreprise, même si la situation évolue dans le bon sens : Politeknik Brunei, créée en 2012 et censée délivrer des diplômes de type BTS ou DUT, a été fortement critiquée par le sultan en 2020 pour son manque de sérieux et a depuis redressé la barre (882 diplômés en 2024) ; l'Universiti Teknologi Brunei (UTB) a décerné 669 diplômes en 2024, plus du double qu'en 2020. Les salaires pratiqués dans le sultanat restent relativement élevés dans les termes de la zone (instauration d'un salaire brut minimum de 2,62 \$ BN de l'heure, soit 2 \$ US<sup>34</sup>, qui vise à protéger les immigrés assurant les tâches les plus élémentaires). Plus gravement sur le fond, l'esprit d'initiative apparaît totalement absent du modèle éducatif brunéien, qui forme à la conformité et surtout pas à la réflexion par peur de la contestation. Il en résulte un important chômage des jeunes (18,5 % en 2024<sup>35</sup>), qui augmente régulièrement depuis 2021 ; le Brunei n'arrive pas à absorber les 6 à 7 000 diplômés qui entrent chaque année sur le marché du travail. À 10 ans de l'échéance du *Wawasan 2035*, plan stratégique à 20 ans, l'offre du secteur privé demeure insuffisante et les postes proposés sont le plus souvent des contrats de deux ou trois ans. En juin 2025, 37,6 % des demandeurs d'emploi toutes catégories confondues sont des diplômés ; 70 % des bénéficiaires des allocations de soutien gouvernemental et du *zakat*<sup>36</sup> (impôt religieux) collecté par le ministère des Affaires religieuses (MORA) sont physiquement aptes à exercer

---

<sup>34</sup> Manpower planning Office and Department of Labour, 2025, *Handbook Employment (Minimum Wage) Order, 2025*, Bandar Seri Begawan, p. 7.

<sup>35</sup> AMRO, 2025, *Annual Consultation Report, Brunei Darussalam – 2025*, Bandar Seri Begawan, p. 8.

<sup>36</sup> Le *zakat* (2,5 %), qui fonctionne sur une base déclarative, est perçu sur la valeur d'une partie des actifs des individus : espèces, métaux précieux, dépôts ou titres bancaires ; récoltes ; bestiaux (chameaux et ovins inclus, mais pas la volaille, stipulent les textes canoniques) ; et tout bien courant potentiellement commercialisable étant entendu que les bijoux, objets d'art, le mobilier, les véhicules et les biens fonciers et immobiliers en sont exclus. Pour les actions et parts de sociétés, le *zakat* est dû sur la part soumise au *zakat* des actifs de ladite personne morale ; par exemple, pour la distribution, sur la valeur du stock mais pas sur les immeubles ou les équipements. Les banques, les SCI, n'y sont en revanche pas soumises, ce qui atteste la résilience institutionnelle du cadre de la société tribale nomade où s'est développé l'islam.

un emploi<sup>37</sup>. Mais le cocon social et l'espoir d'intégrer la fonction publique dans un futur même lointain sont tels que peu de jeunes Brunéiens d'ethnie malaise se risquent à l'émigration. D'un autre côté, les immigrés (estimés à 72 238 à fin 2024<sup>38</sup>) comptent pour 42,5 % de la main-d'œuvre effectivement employée, occupant pour partie des emplois hautement qualifiés (57 % des salariés travaillant dans l'industrie et 16 % de ceux du secteur pétro-gazier<sup>39</sup>).

Pour relancer la création d'entreprises, seule à même de soutenir l'emploi, le BEDB (Brunei Economic Development Board) a donc annoncé en mars 2025 le lancement d'un fonds de capital-risque (le Startup Catalyst Fund) en direction des PME innovantes à même de développer les exportations<sup>40</sup>, devant être placé sous la supervision du ministère des Finances et monté en partenariat avec des firmes singapouriennes et malaisiennes spécialisées. Fin 2025, le fonds n'est toutefois pas encore sorti des limbes. Le sultanat compte quelque 179 *startups*, dont 28 créées sur les cinq dernières années<sup>41</sup>, mais est fort mal classé en termes d'innovation, 88<sup>e</sup> sur 139, par le Global Innovation Index de 2025<sup>42</sup> : innover, c'est prendre des risques.

## Réformes et ouvertures

Les inquiétudes relatives à la pérennité du modèle socio-économique et l'atmosphère maussade qui prévalent aujourd'hui au Brunei peuvent expliquer l'instauration d'une seconde session (4-10 août) du Conseil Législatif (LegCo), composé de membres nommés, dont seulement 10 représentants de districts sur

---

<sup>37</sup> « Youth unemployment, graduate job mismatch under spotlight », *Borneo Bulletin*, 6 août 2025, citant les données du *JobCentre Brunei*, le Pôle Emploi local.

<sup>38</sup> Rasidah Hj Abu Bakar, « Brunei introduces long-term pass for foreigners », *The Scoop*, 6 mars 2025.

<sup>39</sup> Recalculs effectués à partir des données de l'*Annual Census of Enterprises 2023*, p. 19.

<sup>40</sup> Rasidah Hj Abu Bakar, « Brunei to launch StartupCatalyst Fund », *The Scoop*, 9 mars 2025.

<sup>41</sup> « Collaboration as a New Engine for Growth : A Reflections from Brunei Startup Summit 2025 », *op. cit.*

<sup>42</sup> « Brunei Darussalam ranking in the Global Innovation Index 2025 », World Intellectual Property Organization (WIPO).

33 membres<sup>43</sup>) ne siégeant jusque-là que pendant deux ou trois semaines en février-mars.

Parmi les mesures d'ordre social présentées au LegCo, figure la mise en place d'autorisations de séjour de longue durée (cinq ans, avec entrées et sorties multiples) pour les étrangers ayant des liens de famille avec des citoyens brunéiens ou des résidents permanents, pour les investisseurs opérant dans des secteurs considérés comme de pointe (excluant la restauration et le petit commerce) ainsi que pour les techniciens, à qui les visas sont donnés au coup par coup, mais pouvant concerner des personnes de 60 ans ou plus<sup>44</sup>, ce qui est révélateur de besoins persistants en main-d'œuvre spécialisée. Une autre mesure sociale est un meilleur accès aux soins des résidents permanents apatrides (ici les descendants de Chinois originaires de Quemoy/Kinmen, estimés à 20 863 personnes fin 2022 par le Haut-Commissariat aux Réfugiés des Nations unies), qui jusque-là avaient accès à la gratuité des soins moyennant 3 \$ BN de frais d'enregistrement, mais devaient prendre en charge la totalité de leurs frais chirurgicaux<sup>45</sup>. Les grands perdants de la réforme de 2025 sont les résidents permanents de nationalité étrangère, souvent conjoints de Brunéiens, qui perdent la gratuité des soins et se voient contraints de payer leurs chirurgies et chimiothérapies ; les compagnies d'assurances se sont donc aussitôt engouffrées dans la brèche<sup>46</sup>. Les résidents permanents apatrides sont désormais également autorisés à acquérir des terrains et biens immobiliers en pleine propriété, et non plus seulement en emphytéose<sup>47</sup>, le statut de la propriété ou de l'usage foncier restant par ailleurs particulièrement complexe et à ce jour relativement confus<sup>48</sup>.

---

<sup>43</sup> Contre sept « personnalités » choisies au mérite, trois « personnalités titrées » ; les 12 ministres (Sultan et Prince héritier inclus) et le Président de la Chambre (voir [www.councils.gov.bn/members-of-the-legislative-council/](http://www.councils.gov.bn/members-of-the-legislative-council/)).

<sup>44</sup> « Brunei introduces long-term pass for foreigners », *op. cit.*

<sup>45</sup> Ain Bandial, « Legislative Council to meet twice a year ; stateless PRs to get better medical benefits », *The Scoop*, 26 février 2025.

<sup>46</sup> Malai Hassan Othman, « Brunei Shakes Up Healthcare Policy, Offering Relief and Raising Questions », *Kopitalk with MHO*, 6 juillet 2025.

<sup>47</sup> *Land Code (Amendment) Order 2025 (LCAO 2025)*, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2025.

<sup>48</sup> Malai Hassan Othman, « Owning Land, Leasing Trust : New Land Rules Stir Hope, Doubt, and Debate », *Kopitalk with MHO*, 22 juillet 2025.

L'État-providence brunéien connaît d'autres laissés-pour-compte<sup>49</sup> dont la situation se révèle encore plus précaire que celle des apatrides, lesquels occupent la plupart du temps des emplois bien plus rémunérateurs : les 15 à 25 000 « travailleurs à la demande », livreurs, bateliers du Kampung Ayer, petites gens opérant sur les marchés, vivant d'expédients ou vivant dans les villages. Ils se retrouvent en particulier dépourvus de retraite faute d'avoir cotisé un minimum de 17,5 à 40 \$ BN par mois à l'organisme idoine, le Skim Persaraan Kebangsaan (SPK), géré par la caisse de prévoyance Tabung Amanah Pekerja, tout en restant éligibles à l'allocation de 250 \$ BN (192,5 \$ US) versée automatiquement par l'État aux plus de 60 ans – alors qu'il leur faudrait 283 \$ BN pour couvrir leurs besoins de base. Victimes de la fracture numérique même s'ils disposent tous de téléphones portables, ils ne cotiseront que si le SPK va à leur rencontre<sup>50</sup>.

La généralisation de l'accès à Internet n'a pas que des effets bénéfiques dans une société où l'ennui est largement répandu. Si la cybercriminalité explose à l'échelle mondiale (quelque 40 milliards \$ US de recettes annuelles), les arnaques en ligne (*scams*) ont doublé au Brunei entre 2023 et 2024, atteignant plus de 5 millions \$ BN<sup>51</sup> (3,8 millions \$ US) fin 2024 et déjà 3 millions \$ BN (2,3 millions \$ US) fin juin 2025, ce qui laisse augurer une perte de quelque 7 millions \$ BN (5,4 millions \$ US) à fin 2025. Le Brunei a promulgué un décret sur la protection des données personnelles (PDOP) en janvier 2025, alignant au moins formellement le sultanat sur les standards internationaux<sup>52</sup> ; dans la foulée, il s'est doté d'un centre d'appel d'urgence anti-*scam* le 30 août 2025, assorti de la plateforme *waspada.bn*<sup>53</sup>, chargée de lutter également contre la désinformation. Il reste que ledit décret ne protège pas les organismes publics, et que la menace implique non seulement de doter le secteur privé des outils nécessaires, mais de

---

<sup>49</sup> Malai Hassan Othman, « 11,700 Unemployed, 100,000 Informal Workers : The Cracks in Brunei's Vision for 2035 », *Kopitalk with MHO*, 8 janvier 2025.

<sup>50</sup> Malai Hassan Othman, « No Safety Net : The Harsh Reality of Gig Work in Brunei », *Kopi talk with MHO*, 20 février 2025.

<sup>51</sup> « Online scams : Swift action crucial to minimise financial losses, says Brunei police », *The Star*, 13 septembre 2025.

<sup>52</sup> « Personal Data Protection Order, 2025 », *Brunei Darussalam Government Gazette*, janvier 2025, p. 89.

<sup>53</sup> Lancée par le ministère des Transports et de l'Info-communication (MTIC).

former les personnels concernés, y compris dans l'administration en charge du cyber<sup>54</sup>, d'autant que le sultanat a mis en place un système d'identité digitale à base biométrique en novembre 2025.

## Pékin, toujours plus ?

Alors que la précédente visite d'un chef d'État chinois au Brunei remontait à 2005, Xi Jinping s'était rendu au Brunei le 18 novembre 2018<sup>55</sup>. Le 6 février 2025, le sultan Hassanal Bolkiah, qui avait été le premier chef d'État à avoir été reçu par Xi Jinping après son accession au pouvoir en novembre 2012, effectue une visite d'État à Pékin (la quatrième depuis 2005<sup>56</sup>, étant entendu qu'il se rend pratiquement tous les ans en Chine sous des prétextes divers), marquant cette fois le 5<sup>e</sup> anniversaire du « partenariat de coopération stratégique » entre les deux pays – et en profitant pour assister à l'ouverture des Jeux asiatiques d'hiver à Harbin. Le communiqué conjoint<sup>57</sup>, placé sur le site du ministère des Affaires étrangères brunéien (MFA), fait état de l'avancée des deux États vers une « communauté Chine-Brunei ». La Chine félicite le Brunei pour « ses remarquables avancées économiques et sociales depuis l'indépendance » ; le Brunei loue les progrès accomplis par la Chine sous la gouvernance du président Xi et sa « contribution à la paix mondiale et au développement durable ». La Chine annonce que ses entreprises continueront à participer à la diversification de la production du sultanat, évoquant le succès de la Muara Port Company, et de son actionnaire chinois, la Beibu Gulf, quand l'extension du terminal container de Muara pourrait

---

<sup>54</sup> Rasidah Hj Abu Bakar, « Brunei enacts new law giving citizens control over personal data », *The Scoop*, 8 mars 2025.

<sup>55</sup> Sur le positionnement du Brunei vis-à-vis de la Chine, voir : Marie-Sybille de Vienne et Jérémy Jammes, « La nouvelle route de la soie maritime : enjeux et posture du “mini-État” brunéien », in Éric Mottet, Frédéric Lasserre, Barthélémy Courmont et Serge Granger (dir.), *Marges et frontières de la Chine*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2020, p. 199-216 ; Marie-Sybille de Vienne et Jérémy Jammes, 2020, « China's Maritime Nexus in Southeast Asia, Economic and Geostrategic Challenges of the Belt and Road Initiative in Brunei », *Asian Survey* 60/5, p. 905-927.

<sup>56</sup> Visites d'État du Sultan en Chine en 2005, 2013, 2017 et 2025.

<sup>57</sup> « Joint Statement between the People's Republic of China and Brunei Darussalam on Advancing the Strategic Cooperative Partnership towards a China – Brunei Community with a Shared Future », MFA, Brunei, 6 février 2025.

faire du Brunei une porte d'entrée vers la zone de croissance de l'Est de l'ASEAN (BIMP-EAGA<sup>58</sup>). Le Brunei remercie de son côté la Chine de son appui à l'installation, dans le sultanat, du Centre de l'ASEAN sur le changement climatique.

Mais l'essentiel n'est pas là, car la Chine précise dans le même document deux points majeurs : elle reconnaît « l'importance stratégique » du Brunei ; et elle le soutient fermement dans la poursuite d'une voie de développement « convenant à ses propres conditions nationales » – du pain béni pour un État critiqué à répétition par les Occidentaux pour l'instauration du code pénal islamique en 2014 et sa mise en œuvre complète en 2019.

La politique de Pékin est ensuite exposée dans le discours du 27 mars 2025<sup>59</sup> de l'ambassadeur au Brunei, Xiao Jianguo. Comme tous ses collègues de par le monde, Xiao relaie le discours de Xi Jinping à la conférence centrale sur les Affaires étrangères de décembre 2023 à Pékin<sup>60</sup>. Le but ultime de la diplomatie aux couleurs de la Chine est de bâtir une communauté de destin pour l'humanité, autour de six axes : 1) poursuivre un objectif conjuguant une paix durable mondiale, la sécurité universelle, la prospérité commune, l'ouverture et la préservation de l'environnement ; 2) promouvoir une gouvernance globale passant par une large consultation, une contribution commune et des bénéfices partagés ; 3) défendre les « valeurs communes de l'humanité » ; 4) développer un nouveau type de relations internationales ; 5) mettre en œuvre les initiatives de « développement global », de « sécurité globale » et de « civilisation globale » ; 6) faire avancer la coopération autour de la Belt and Road Initiative (BRI).

Avec 5 % de croissance (son objectif actuel), la Chine estime générer 30 % de la croissance mondiale<sup>61</sup>. Visant à la mise en œuvre des objectifs de dévelop-

---

<sup>58</sup> Brunei Darussalam, Indonésie, Malaisie, Philippines.

<sup>59</sup> Ministry of Foreign Affairs, People's Republic of China, « Chine Ambassador to Brunei Darussalam Xiao Jianguo's Remarks at the Ramadhan Briefing for Local Media and Think Tanks », *News from Overseas Mission*, 27 mars 2025.

<sup>60</sup> Ministère des Affaires étrangères, « 中央外事工作会议在北京举行 Zhōngyāng wàishì gōngzuò huìyì zài běijīng jǔxíng xījīnpíng fābiāo zhōngyào jiǎnghuà [La Conférence centrale des Affaires étrangères s'est tenue à Pékin, où Xi Jinping a prononcé un discours important] », Beijing, 27-28 décembre 2023.

<sup>61</sup> « Chine Ambassador to Brunei Darussalam Xiao Jianguo's Remarks... », *op. cit.*

pement durable des Nations unies (ODD) à travers son « Initiative globale de développement » (GDI), elle s'est dotée d'un fonds de coopération de 4 milliards \$ US et a envoyé sur les trois dernières décennies plus de 50 000 hommes participer aux opérations de maintien de la paix des Nations unies.

Au Brunei, l'ambassadeur rappelle spécifiquement en sus que : 1) la raffinerie de Hengyi, le projet phare de la BRI, contribue « à hauteur de 10 % au PIB » brunéien ; 2) le commerce bilatéral entre les deux pays atteint 2,8 milliards \$ US en 2024, dont 2,1 milliards \$ US d'exportations (+7,8 %) du Brunei vers la Chine, la Chine étant déficitaire vis-à-vis du sultanat ; 3) la Chine est devenue le deuxième investisseur étranger (IDE) au Brunei à hauteur de 3,44 milliards \$ US à fin 2025 d'après les recalculs américains<sup>62</sup>, dont 2,35 milliards \$ US via Hong Kong si l'on en juge par les données brunéiennes<sup>63</sup>. Culture de l'opacité oblige, le Brunei se garde toutefois de communiquer le montant cumulé des investissements de la RPC dans le sultanat, mais n'attribue qu'un maigre 2,07 milliards \$ US au Royaume-Uni à fin 2024, ce qui suggère qu'une partie des capitaux britanniques transitent par les Îles Vierges ou autres paradis fiscaux du Commonwealth, les données brunéiennes et américaines étant par ailleurs sensiblement discordantes.

Vis-à-vis de son micro-partenaire, la Chine joue la séduction plus que la menace. Les firmes chinoises soutiennent un projet qui tient particulièrement à cœur au sultan, le développement de la riziculture, grâce au test positif d'une variété hybride<sup>64</sup>, qui devrait déboucher sur la création d'un centre de recherche sur le riz hybride au Brunei<sup>65</sup>. Comme dans les autres pays musulmans, Pékin se présente au Brunei comme solidaire de la cause palestinienne, faisant de surcroît sans vergogne du Xinjiang (sans évidemment mentionner les Ouïghours) la

---

<sup>62</sup> American Enterprise Institute (AEI), [China Global Investment Tracker](#).

<sup>63</sup> Department of Economic Planning and Statistics, 2024, *Brunei Darussalam Statistical Yearbook 2024*, Bandar Seri Begawan, Department of Economic Planning and Statistics, p. 118 (données en \$ BN converties par l'auteur en \$ US).

<sup>64</sup> « Brunei and China enhance cooperation in hybrid rice technology », *The Star*, 27 octobre 2024. Il s'agit ici de la variété Yuan 148 développée par l'agronome Yuan Longping.

<sup>65</sup> Permanent mission of Brunei Darussalam to the United Nations, « National Statement by Ms. Nabilah Khan, Delegation of Brunei Darussalam to the United Nations. Agenda Item 24 : Agriculture Development, Food Security and Nutrition », New York, 15 octobre 2025.

vitrine de son engagement dans la préservation des cultures locales et le respect de l'islam, via son ambassade à Bandar (notamment à l'occasion de Hari Raya, la semaine de célébration suivant la rupture du jeûne) et divers comptes Instagram.

Le sultanat s'efforce toutefois de diversifier ses partenariats économiques. En sus d'un traité bilatéral d'investissement avec la Chine, le Brunei a signé avec l'Inde, la Corée du Sud, l'Allemagne, le Bahreïn, le Koweït, Oman, et même l'Ukraine<sup>66</sup>, ce dernier point illustrant surtout l'activité des diplomates ukrainiens basés à Singapour. Et même pour un secteur aussi modeste en termes de production que la riziculture, le sultanat avait d'abord testé à la fin des années 2010 la variété indonésienne *Sembada 188* avant de se tourner vers Pékin. Mais l'apport de capitaux chinois reste d'autant plus nécessaire que sur 2022 et 2023, le solde des flux d'investissements directs (IDE) entrant et sortant du Brunei (IDE) était négatif, attestant ainsi d'une « fuite » de capitaux ; il est redevenu positif en 2024. En dehors de la Grande Chine, des Britanniques et des Néerlandais (ces derniers dans les hydrocarbures via le groupe Shell), et, dans l'ASEAN, des voisins malaisiens et singapouriens, on ne se bouscule guère pour investir dans le sultanat.

Le sultanat est-il pour autant totalement dans la main de Pékin ? Pas si sûr... Les Britanniques restent très présents, économiquement, culturellement (notamment via leurs universités) et militairement à Seria avec le 2<sup>e</sup> bataillon du Royal Gurkha Rifles (2RGR) en charge de la protection des sites pétroliers, troupes d'élite remarquablement entraînées qui sont stationnées avec leurs familles<sup>67</sup>. En matière de sécurité, le Brunei a signé huit accords de défense et est engagé dans de multiples partenariats. Le sultanat participe à 34 exercices militaires conjoints<sup>68</sup>, le plus souvent sur une base annuelle ou bisannuelle, avec des partenaires très diversifiés, soit (à titre illustratif) des exercices : 1) Navals,

---

<sup>66</sup> US Department of State, « 2025 Brunei Investment Climate Statement », septembre 2025.

<sup>67</sup> Stationné à Tuger Lines et vivant dans leur base vie à la népalaise, y compris en ce qui concerne la pratique de leurs fêtes religieuses. Voir les vidéos <https://www.facebook.com/watch/?v=692207773839480> ; <https://www.facebook.com/watch/?v=25557130963889289>.

<sup>68</sup> Rahman Yaacob, Susannah Patton et Jack Sato, *Southeast Asia's evolving Defence partnerships*, Sydney, Lowy Institute, 19 août 2025.

avec la 7<sup>e</sup> flotte américaine (CARAT)<sup>69</sup> ; le *Southeast Asia Cooperation and Training (SEACAT)*, qui rassemble les États-Unis, Brunei et neuf autres marines de la région<sup>70</sup> ; Singapour (43<sup>e</sup> édition de l'exercice Pelican en 2025)<sup>71</sup> ; l'Indonésie<sup>72</sup> ; le Pakistan<sup>73</sup> ; et même (modestement) la France (manœuvre conjointe entre une frégate de surveillance des Forces armées en Polynésie française et un patrouilleur de la marine de Brunei)<sup>74</sup> ; 2) Aériens, avec l'Australie<sup>75</sup> ; la Malaisie ; Singapour ; 3) Terrestres, avec la Malaisie<sup>76</sup> ; Singapour ; l'Australie ; la Nouvelle-Zélande ; les États-Unis ; Oman ; et le Royaume-Uni.

S'ajoutent à ces exercices des conférences, comme l'« East Asia Security Outlook (EASEO) »<sup>77</sup> : le 13<sup>e</sup> séminaire, portant sur Bornéo, a réuni en 2025 des représentants des principales institutions de recherche stratégique des trois États se partageant l'île au côté du Rabdan Security and Defence Institute des Émirats arabes unis, mais aucun représentant d'institutions chinoises ou européennes.




---

<sup>69</sup> Cooperation Afloat Readiness and Training (CARAT), « US. Navy, Royal Brunei Armed Forces Complete 31<sup>st</sup> CARAT Brunei », 29 octobre 2025.

<sup>70</sup> Bangladesh, Sri Lanka, Maldives, Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande, Timor-Leste et Singapour. La session 2025 a duré 14 jours et s'est terminée le 19 septembre (U.S. Embassy in Brunei Darussalam, « Brunei participates in SEACAT 2025, reinforcing maritime security efforts among Indo-Pacific partners », 29 septembre 2025).

<sup>71</sup> Mindef Singapore, « Singapore and Brunei Navies Strengthen Maritime Cooperation in Exercise Pelican 2025 », Singapour, 26 septembre 2025.

<sup>72</sup> « MNEK [Multilateral Naval Exercise Komodo], 2025 : Strengthening Global Maritime Security », 7 février 2025, rassemblant une quarantaine de pays, dont la Russie, les États-Unis, l'Iran, le Qatar...

<sup>73</sup> « 9<sup>th</sup> Multinational Maritime Exercise AMAN-2025 Kicks Off at PN Dockyard in Karachi » ; cette « grand' messe » navale se tient tous les deux ans, rassemblant des représentants de 60 pays, dont la France, la Chine, les États-Unis, le Royaume-Uni, etc.

<sup>74</sup> Ministère de la Défense, « Point de situation des opérations du jeudi 20 novembre au jeudi 27 novembre 2025 », Paris, 27 novembre 2025.

<sup>75</sup> Indo-Pacific Defense Forum, « Australia, Brunei strengthen defense partnership », 4 octobre 2025.

<sup>76</sup> « Strong defence ties reaffirmed as Malaysia, Brunei conduct joint military drills in Sarawak, Sabah », *Borneo Post online*, 12 septembre 2025.

<sup>77</sup> Ministry of Defense, « Borneo as A Nexus : Key to Regional Advancement and Sustainability », Bandar Seri Begawan, 25 novembre 2025.

Si l'existence du Brunei en tant qu'État indépendant n'apparaît pas pour l'heure menacée, il en va tout autrement de son modèle socio-économique. Le sultanat s'enfonce doucement dans le marasme. Comme le répète Malai Hassan Othman (voir portrait), l'atmosphère générale conjugue impatience et anxiété ; les gens attendent davantage et espèrent mieux. On leur a promis pour 2035 une population bien éduquée, dotée d'un haut niveau de compétences, opérant dans une économie dynamique et jouissant d'un niveau de vie élevé, et à 10 ans de l'échéance, il est évident que l'objectif ne sera pas atteint. Le conflit existentiel entre la survie et le salut n'est malheureusement pas nouveau ici-bas<sup>78</sup>...

---

<sup>78</sup> Ce dernier propos est attribuable à l'auteur et certainement pas à MHO.

## Fiche Brunei

**Nom officiel** : Brunei Darussalam

**Capitale** : Bandar Seri Begawan

**Superficie terrestre** : 5 770 km<sup>2</sup>

**Population totale** (*Brunei Statistical Yearbook 2024*) : 455 500 hab. dont 346 500 citoyens, 26 300 résidents permanents, 82 700 résidents temporaires

**Langue officielle** : Bahasa Melayu (malais)

**Religion d'État** : islam

### Données politiques

---

**Nature de l'État** : monarchie islamique malaise

**Nature du régime** : monarchie absolue

**Suffrage** : universel (à partir de 18 ans). Aucune élection législative n'a eu lieu depuis celle de 1962. Les seules élections tenues sont celles des conseils de villages.

**Chef de l'État** : Hassanal Bolkiah (sultan depuis octobre 1967)

**Premier ministre** : Hassanal Bolkiah (depuis janvier 1984)

**Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur** : Hassanal Bolkiah (depuis octobre 2015). Ministre en second, *Dato* Erywan Yusof (depuis janvier 2015)

**Ministre de la Défense** : Hassanal Bolkiah (depuis 1986). Ministre en second *Pehin* Halbi Mohd Yussof (depuis février 2023)

**Ministre des Finances et de l'Économie** : Hassanal Bolkiah. Ministre en second : *Dato* Amin Liew (depuis 2018)

### Indicateurs démographiques et sociologiques

---

**Principaux groupes ethniques** (*Brunei Key Indicators 2024*) : Malais et autres ethnies autochtones de Bornéo (73,7 %), Chinois (9,6 %), autres nationalités (Indonésiens, Philippines, Bangladeshis, Pakistanais, Népalais) (16,7 %).

**Religions** (*Brunei Statistical Yearbook 2024*, chiffres de 2021) : musulmans (82,1 %), chrétiens (6,7 %), bouddhistes (6,3 %), autres incluant les religions autochtones (4,9 %).

## Chronologie

### JANVIER 2025

- 07 • Création de Brunei Rotary Engineering, *joint-venture* entre le singapourien Rotary Engineering et le gouvernement brunéien. Objectifs : augmenter les capacités d'extraction d'hydrocarbures et de maintenance des infrastructures, tout en encourageant le transfert de connaissances vers le sultanat.
- 10 • Élaboration d'une législation visant à encadrer l'IA et les outils numériques ; développement de deux plateformes sécurisées, pour les paiements et l'identité numérique.

### FÉVRIER 2025

- 07 • Visite d'État du sultan Hassanal Bolkiah en Chine.
- 27 • Signalement par la Banque centrale de Brunei (BDCB) d'un « certificat de banque conforme à la *shariah* » frauduleux circulant au Brunei. La BDCB met en garde contre l'utilisation non autorisée de son nom et logo, sanctionnée par une amende de 20 000 BND (14 950 \$ US) et/ou jusqu'à sept ans de prison.

### MARS 2025

- 17 • Création d'un permis de séjour de longue durée pour les étrangers, d'une durée maximale de cinq ans, comprenant trois catégories : sociale, commerciale et professionnelle.

### AVRIL 2025

- 10 • Promulgation de l'Ordonnance sur la Protection des Données personnelles (PDPO), permettant aux particuliers de contrôler la manière dont le secteur privé collecte et utilise leurs données.
- 29 • Signature d'un accord avec Oman visant à accroître la coopération entre les médias.

### MAI 2025

- 04 • Signature d'un *MoU* entre le Brunei et l'Iran pour la création d'une Chambre de commerce.
- 14 • Visite d'État du président indonésien Prabowo Subianto.

### JUIN 2025

- 03 • Conférence internationale célébrant les 60 ans de l'instauration de *fatwa* par le ministère des Affaires religieuses.
- 16 • Choix du malaisien Solarvest Holdings pour la construction et l'exploitation du plus grand parc solaire du Brunei.
- 24 • Mise en place d'un visa gratuit de 14 jours pour les ressortissants taiwanais.

### JUILLET 2025

- 07 • Inauguration de la première entreprise de production de crevettes zéro carbone, un partenariat entre le brunéien Jets Sdn Bhd et le hongkongais Dabang, intégrant intelligence artificielle et énergie solaire.

### AOÛT 2025

- 03 • Lancement d'une plateforme en ligne par l'Autorité maritime et portuaire du Brunei, développée par l'indien Kale Logistics Solutions et le malaisien Primatel Communication.
- 09 • Début du remplacement des pipelines sous-marins par le navire chinois, le HYSY 295.
- 25-28 • Visite d'État du sultan Hassanal Bolkiah en Malaisie.

### SEPTEMBRE 2025

- 14 • Fin de l'exercice naval bilatéral *Penguin 25* (Brunei et Australie), le 20<sup>e</sup> depuis 1986.
- 22 • Opération conjointe entre les services de lutte contre le trafic de drogue du Brunei, de Singapour, des États-Unis, de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie et saisie de près de 110 kg de méthamphétamine.

### OCTOBRE 2025

- 03 • Signature d'un *MoU* entre le Brunei et les Philippines pour le développement de l'agriculture et des pêcheries entre le ministre des Ressources primaires et du Tourisme brunéien Dato Seri Setia Dr *Haji* Abdul Manaf bin *Haji* Metussin et le secrétaire à l'Agriculture philippin Francisco P. Tiu Laurel Jr.
- 09 • Visite du secrétaire à la Défense philippin Gilberto C. Teodoro Jr. à l'occasion de la célébration des 41 ans de relations entre les deux pays.
- 14 • 18<sup>e</sup> réunion bilatérale entre les polices du Brunei et de Singapour, visant au renforcement de leur coopération, notamment en termes d'entraînement.

**NOVEMBRE 2025**

- 02** • Ouverture du marché de l'aviation brunéienne aux appareils chinois (C909 et C919), qui ne répondent pas aux mêmes normes que leurs homologues américains, canadiens et européens.
- 11 - 12** • Conférence et exposition internationales sur l'enseignement supérieur, l'entrepreneuriat, l'innovation et la commercialisation (IHEEIC 2025) à l'Universiti Brunei Darussalam (UBD).
- 18** • Visite d'État du sultan Hassanal Bolkiah en Hongrie.

**DÉCEMBRE 2025**

- 02** • Fin des trois jours de visite d'État du sultan Hassanal Bolkiah au Vietnam, destinée à renforcer le « partenariat global » (*comprehensive partnership*) mis en place en 2019.

## Portrait



Source : LinkedIn

### Malai Hassan Othman

Né au village de Kampong Melayu Asli (au district de Belait, à l'ouest du Brunei) vers 1950, Malai Hassan Othman (MHO) part avec ses parents à l'âge de six mois à Seria où son père travaille, selon toute vraisemblance, dans le secteur pétrolier au vu du niveau d'éducation atteint par ses fils<sup>79</sup>. Après des études secondaires au Anthony Abell College de Seria jusqu'à la terminale, MHO suit une formation de dessinateur industriel, puis intègre Brunei Shell où il commence sa carrière au département d'ingénierie. Suite au rachat, un an après l'indépendance (1984), du quotidien *Borneo Bulletin*, aux Britanniques qui l'avaient fondé en 1953, par le groupe QAF, dirigé par le Prince Muhammad, frère cadet du sultan et alors ministre des Affaires étrangères, il est embauché comme journaliste. Ses travaux lui valent de recevoir le prestigieux *Journalism Award* de Brunei Shell Petroleum en 1997. Il devient ensuite l'éditeur-en-chef adjoint du journal, avant de prendre sa retraite en novembre 2004. Il contribue également aux publications des *ASEAN Studies* et au bureau régional de l'*ASEAN News Exchange* (ANEX). À la fin de sa carrière, il développe en sus des activités de conseil en communication pour les entreprises et les particuliers, fondant notamment *Ion-E Communication* en janvier 2003, lequel restera actif jusqu'en juin 2023. Malai Hassan Othman réside aujourd'hui toujours à Seria, face à « la plus grande pompe à pétrole » du Brunei,

---

<sup>79</sup> Son frère, Malai Abdullah bin Malai Othman (1953-2019), qui avait effectué des études d'infirmier au Royaume-Uni, a présidé jusqu'à sa mort la Society for the Management of Autism Related issues in Training, Education and Resources (SMARTER). Un autre de ses frères, Dato Malai Ali O(th)sman, successivement secrétaire permanent (Perm-sec, le plus haut poste de l'administration brunéienne, juste avant celui de vice-ministre ou de ministre) des ministères du Développement ; de l'Industrie et des Ressources primaires ; puis des Communications, a fondé la société de conseil PI Ilmu Alim (PI Connaissance), qui emploie *inter alii* Malai Hassan Othman comme « source ».

aujourd'hui immobile, et alimente régulièrement son blog, *kopitalk with MHO*, en articles de fond<sup>80</sup>.

Outre la qualité et le mordant d'une plume qui veille scrupuleusement à opérer dans le cadre du *Malai Islam Beraja*, l'idéologie officielle, et à soutenir la mise en œuvre du *Negara Zikir*<sup>81</sup>, la singularité de Malai Hassan Othman est de s'être engagé en politique dans un pays qui vit encore sous le régime de l'état d'urgence instauré suite à l'insurrection de 1962, où la presse est étroitement surveillée et les fauteurs de troubles emprisonnables sans jugement. Il adhère dès 2005 au NPD (National Development Party, Parti Pembangunan Bangsa, al. *Aspirasi*), y prend en charge les relations avec les médias, puis les relations internationales et en assure la présidence de 2016 à novembre 2019<sup>82</sup>. Le NDP n'est pas un parti d'opposition, mais vise à susciter l'engagement des Brunéiens, et plus précisément des Malais, dans les « affaires civiles », c'est-à-dire à prendre en main leur futur<sup>83</sup>, et espère un jour des sièges au LegCo.

L'engagement politique n'est pas sans risque dans le havre de paix brunéien. Le People's Party (Partai Rakyat Brunei ou PRB), fondé en janvier 1956 et qui avait soutenu le projet de Fédération de Bornéo Occidental, réunissant Brunei, Sarawak et Sabah, avait remporté la totalité des sièges aux élections aux conseils de district d'août 1962, lesquels devaient désigner 16 membres sur 33 au nouveau conseil législatif (LegCo). Au bout d'un mois, l'absence de convocation du LegCo déclenche une insurrection, rapidement matée ; les dirigeants du PRB restés au Brunei sont tous arrêtés<sup>84</sup>. La création du NDP le 31 août 2005 a permis de réintégrer les anciens rebelles survivants au sein d'une structure légale ayant fait officiellement allégeance au régime : le premier président du NPD, Mohammed Yassin bin Abdul Rahman<sup>85</sup>, l'un des fondateurs du PRB, avait

---

<sup>80</sup> Malai Hassan Othman, *Kopitalk with MHO*.

<sup>81</sup> Pays où l'on se souvient [en permanence] de la présence d'Allah, i.e. « Pays de la Dévotion ».

<sup>82</sup> L'actuel président est *Pengiran* Haji Zainal bin *Pengiran* Talib, membre du conseil consultatif du village de Pekan Belait (Belait District).

<sup>83</sup> Voir Malai Hassan Othman, « Manifesto : suara rakyat dan aspirasi politik Brunei sejak 1950-an [Manifeste : la voix du peuple et les aspirations politiques du Brunei depuis les années 1950] », *Kopitalk with MHO*, 12 février 2025.

<sup>84</sup> Voir Marie-Sybille de Vienne, *Brunei, de la thalassocratie à la rente*, Paris, CNRS Éditions, 2012, p. 96-102.

<sup>85</sup> Alias Yasin Affandi, décédé en 2012.

commencé par faire 11 ans de prison ; évadé en 1973, il était parti en Malaisie où il avait demandé l'asile politique ; rentré à Brunei en 1998, il s'était retrouvé à nouveau emprisonné à Jerudong pendant 28 mois, avant d'être libéré en 2000<sup>86</sup>.

Malai Hassan Othman témoigne sans nul doute d'un courage certain<sup>87</sup>. L'atteste parmi beaucoup d'autres son bref podcast à AsiaInc Forum<sup>88</sup>, accessible sur Instagram, où il s'interroge sur l'avenir du Brunei à 10 ans de l'échéance du *Wawasan Brunei 2035*.

---

<sup>86</sup> Nous avons rencontré l'état-major du NDP lors de notre première visite en octobre 2008, dont Malai Hassan Othman.

<sup>87</sup> Malai Hassan Othman, « Political Phobia in Brunei : The Fear We Inherited, The Courage We Need », *Kopitalk with MHO*, 17 novembre 2025.

<sup>88</sup> Asiaincforum, « [Malai Hassan Othman on why contribution matters more than criticism and how leadership begins with listening](#) », 16 août 2025.

## Arrêt sur image



Le pavillon du Brunei à l'exposition universelle d'Osaka, 13 avril-13 octobre 2025.

Thème : « Designing Future Society for Our Lives »

*Courtoisie : Borneo Bulletin*

Depuis l'ouverture de l'exposition, le pavillon du Brunei Darussalam a attiré quelque 693 000 visiteurs. Il s'inspire de la grande salle du trône (Indera Buana, le « monde d'Indra », ce qui renvoie aux racines de la royauté malaise) du palais royal *Nurul Iman* (le plus vaste palais du monde, achevé en 1984) à Bandar Seri Begawan, dont on peut rappeler que l'architecte, Leandro Locsin, était Philippin. Officiellement évocatrices de « l'architecture islamique », les arches qui ornent le pavillon sont réalisées en placage de bouleau, attestant d'une orthopraxie religieuse formelle décalquant les usages des pays du Golfe, le tout symbolisant la « résilience des valeurs et de la culture brunéiennes »<sup>89</sup> – au détriment des racines proprement nousantariennes du sultanat, dont les premières mosquées, comme à Kota Batu (Kelantan) ou à Java (Demak), étaient couvertes d'un toit à

---

<sup>89</sup> Voir « Cultural Showcase highlights Brunei's heritage », *Borneo Bulletin*, 9 août 2025.

triple toiture. En guise de souvenir, on y distribue l'édition limitée... d'un « foulard de soie du Brunei » au design local. Et que vivent le *tudung*<sup>90</sup> et les robes fleuries !

---

<sup>90</sup> Foulard porté obligatoirement par les musulmanes dans la fonction publique et les réceptions au Brunei.



# Cambodge

## Coût de la guerre et prix de la paix<sup>1</sup>

Clément BERTHOU

Trois secousses majeures sont venues rompre en 2025 l'élan de reprise post Covid-19 de l'économie cambodgienne. Ces chocs, qui sont en vérité des conflits – deux conflits extérieurs (l'un commercial avec les États-Unis, l'autre frontalier avec la Thaïlande), et un conflit intérieur (entre l'économie légitime et l'industrie cybercriminelle) – mettent en évidence les vulnérabilités d'un modèle économique hérité de la reconstruction du pays dans la fin des années 1990 : un modèle peu diversifié, intensément financiarisé au profit de l'immobilier, et profondément dollarisé. Depuis la rupture provoquée par la crise de la Covid-19, ce modèle économique peine à s'adapter aux attentes induites par la sortie prochaine du Cambodge de la catégorie des « Pays les moins avancés » (PMA).

### **Le modèle économique cambodgien, l'héritage d'une reconstruction post-conflit**

Depuis la stabilisation politique du pays en 1997-1998, le Cambodge a connu une croissance économique soutenue, parmi les plus rapides au monde avec une progression annuelle moyenne du PIB de près de 7,4 % entre 1998 et 2024<sup>2</sup>. Cette performance couronne une transformation profonde du modèle économique cambodgien, soit la transition d'une économie planifiée sous tutelle vietnamo-

---

<sup>1</sup> Les opinions exprimées dans ce chapitre sont celles de l'auteur.

<sup>2</sup> En \$ US constants de 2015, données de la Banque mondiale.

soviétique (entre 1979 et 1989) vers une économie de marché intégrée au commerce mondial. Cette trajectoire de développement repose toutefois sur un modèle économique maximisant les gains à court terme, caractéristique récurrente des géographies post-conflit<sup>3</sup>.

Alors que le gouvernement cambodgien affiche l'ambition d'accéder au statut d'« économie à revenu élevé » d'ici 2050, il demeure confronté à trois limites structurelles majeures. La première tient à une spécialisation productive étroite, centrée sur des activités manufacturières à faible valeur ajoutée, principalement orientées vers l'exportation textile en direction des marchés occidentaux. La seconde réside dans une dynamique de financement largement portée par le secteur bancaire, dont l'exposition croissante au risque immobilier constitue une source de vulnérabilité systémique. Enfin, la dollarisation profonde de l'économie entretient une dépendance économique-monnaire forte aux investissements étrangers entrants, limitant la marge de manœuvre des autorités en matière de politique économique.

## **Un modèle peu diversifié et à faible valeur ajoutée**

Ce modèle économique, peu diversifié et faiblement générateur de valeur ajoutée, s'organise autour de trois piliers au Cambodge : l'industrie textile, le tourisme et l'immobilier. S'il a permis au Cambodge d'enregistrer un décollage rapide dans les années 2000, et de surmonter sans trop de dégâts la crise financière mondiale de 2008, ce mix sectoriel est ressorti profondément fragilisé de la crise sanitaire Covid-19 de 2020-2021, révélant ses limites et accentuant les défis de sa transformation structurelle.

Le secteur textile, développé dès le milieu des années 1990 dans le sillage d'un accord commercial avec les États-Unis, est la tête de pont manufacturière du pays avec 1 810 usines sur le territoire, 1,1 million de salariés et 13,6 milliards

---

<sup>3</sup> Alejandro Torres-Garcia, Martin Vanegas-Arias et Laura Builes-Aristizabal, 2019, « [The Effect of Armed Conflict on Savings Rates: International Evidence from 1980 to 2015](#) », *Peace Economics, Peace Science and Public Policy*, 25(3), 20180048 ; Paul Collier et Jan W. Gunning, 1995, « [War, peace and private portfolios](#) », *World Development*, 23(2), p. 233-241.

\$ US d'exportations sur les 10 premiers mois de l'année 2025<sup>4</sup> (ou 52,1 % du total des exportations en 2024<sup>5</sup>). Sa contribution à la croissance masque toutefois des faiblesses structurelles. Contrairement à ses concurrents régionaux (Chine, Vietnam, Bangladesh), le Cambodge reste cantonné à une production à faible valeur ajoutée, avec une forte proportion d'intrants étrangers dans une logique d'assemblage. De surcroît, 90 % des usines du secteur sont détenues par des investisseurs chinois (Chine continentale, Hong Kong et Taïwan)<sup>6</sup>, limitant la captation locale de la valeur créée. La compétitivité du secteur est également compromise par un coût du travail plus élevé que ses principaux concurrents, une électricité onéreuse aux sources vieillissantes<sup>7</sup>, et un réseau logistique perfectible<sup>8</sup>. Enfin, la concentration des débouchés vers les marchés occidentaux (États-Unis et Union européenne) expose le Cambodge aux chocs exogènes.

Le tourisme, second pilier de l'économie cambodgienne, a représenté en moyenne 12,3 % du PIB entre 2004 et 2019. Si la fréquentation tend aujourd'hui à retrouver son niveau d'avant-crise – avec 4,4 millions de visiteurs enregistrés sur les trois premiers trimestres de 2025, contre 4,8 millions sur l'ensemble de l'année 2019, avant le traditionnel pic saisonnier du quatrième trimestre – les recettes touristiques demeurent inférieures d'environ 26 % à celles de cette année de référence<sup>9</sup>. Malgré les efforts engagés par les autorités pour diversifier l'offre, inciter au retour, augmenter les dépenses et la durée des séjours, notamment à travers le développement du tourisme balnéaire et de l'écotourisme, ainsi que la promotion de nouvelles destinations (telles que Kep, Kampot et Sihanoukville) pour compléter celles de Phnom Penh et Siem Reap, la reprise est timide. Le salut du secteur semble aujourd'hui reposer sur l'amélioration des connexions

---

<sup>4</sup> Chea Vannak, « Garment Factories Increase to Over 1,800 », *Agence Kampuchea Presse*, 25 novembre 2025.

<sup>5</sup> International Economics Consulting Ltd, « Cambodia Garment, Footwear and Travel Goods (GFT) », TAFTAC, mars 2025.

<sup>6</sup> ASEAN Secretariat and UNCTAD, 2024, *ASEAN Investment Report 2024 – ASEAN Economic Community 2025 and Foreign Direct Investment*, Jakarta, ASEAN Secretariat, octobre 2024.

<sup>7</sup> Eric Koons, « Electricity in Cambodia : Quality and Price Issues », *Energy Tracker Asia*, 27 mars 2024.

<sup>8</sup> Cambodia Investment Review, *Explainer : Cambodia's Logistics Costs 2025*, 17 février 2025.

<sup>9</sup> Ministère du Tourisme, *Tourism Statistics Report September 2025*, septembre 2025.

aériennes<sup>10</sup> : entre le lancement d'AirAsia Cambodia en 2024<sup>11</sup>, le changement de marque de Cambodia Angkor Air vers Air Cambodia, et la desserte de l'imposant nouvel aéroport international de Phnom Penh (KTI)<sup>12</sup> par des compagnies internationales de premier plan telles que Etihad et Turkish Airlines, le trafic aérien devrait retrouver des couleurs dans les mois qui viennent. Parallèlement, la compagnie *low cost* indienne Indigo vient d'ouvrir une liaison entre Calcutta, son hub oriental, et Siem Reap, renforçant l'espoir d'un afflux de touristes indiens à la découverte des temples hindo-bouddhistes du site d'Angkor.

## **Un financement bancaire intensif, englué dans le mirage immobilier**

Le troisième pilier de l'économie cambodgienne, constitué par l'immobilier et la construction – un secteur employant près de 750 000 personnes<sup>13</sup> – illustre paradoxalement à la fois la dynamique de croissance du pays, les fragilités de son modèle de financement et l'écosystème bancaire qui le sous-tend. Entre 2010 et 2019, l'immobilier et la construction contribuaient pour plus d'un quart à l'augmentation du PIB cambodgien et enregistraient une croissance moyenne annuelle de 18,5 %<sup>14</sup>. L'effondrement observé durant la période 2020-2021 (-7,8 % puis -8,2 %) a toutefois révélé la sensibilité de ce secteur aux chocs externes. Depuis lors, l'immobilier et la construction se sont progressivement mués en maillon faible de l'économie cambodgienne, avec une contribution nulle à la croissance en 2024<sup>15</sup>.

Cette fragilisation se reflète également dans la structure de la dette privée, dont une part prépondérante est liée à ce secteur non productif. La dette privée

---

<sup>10</sup> Fragilisés dans l'après Covid-19, avec les départs de Scoot (Groupe Singapore Airlines) et Jet star.

<sup>11</sup> Co-entreprise entre le malaisien Air Asia et un partenaire local.

<sup>12</sup> Vedat Özgür Töre, « Cambodia Opens New Techo International Airport in Phnom Penh », *FTN News*, 9 septembre 2025.

<sup>13</sup> International Labor Organization, « Cambodia : Addressing informality in the construction sector », *Research Brief*, septembre 2024.

<sup>14</sup> Clément Berthou, 2025, *Trois Essais en Economie Politique sur la Monnaie et les Infrastructures de Paiement, Étude d'une Clef de Voûte de l'Architecture Monétaire*, thèse de doctorat, Université Grenoble Alpes.

<sup>15</sup> Banque nationale du Cambodge, *Financial Stability Review 2024*, Phnom Penh, mai 2025.

atteignait ainsi 180 % du PIB en 2022, avant d’être révisée à 124 % à la suite de la revalorisation du PIB par le FMI en 2024 – un niveau certes toujours élevé, mais qui place désormais le Cambodge derrière la Corée du Sud, la Thaïlande ou Singapour au sein de la région.

Deux facteurs appellent cependant une vigilance accrue. D’une part, le marché du crédit apparaît clairement surdimensionné : avec plus de 283 institutions financières licenciées par la Banque nationale du Cambodge à la fin de l’année 2024, dont 59 banques commerciales pour une population de 17 millions d’habitants, la concurrence pousse les établissements à adopter des stratégies d’expansion agressives, au risque de favoriser une prise de risque excessive<sup>16</sup>. Dans ce contexte, les crédits alloués à l’immobilier et à la construction représentaient 34,1 % des encours bancaires fin 2024, et 56,8 % de l’endettement des ménages, soulignant l’ampleur de cette exposition à un secteur improductif<sup>17</sup>.

D’autre part, au-delà du secteur bancaire formel, l’immobilier est au cœur de mécanismes de financements intermédiés non bancaires (*shadow banking*) qui accentuent les risques d’instabilité financière. Les dispositifs de crédit proposés directement par les promoteurs immobiliers aux acquéreurs représenteraient, selon les estimations de l’AMRO (ASEAN+3 Macroeconomic Research Office)<sup>18</sup>, entre 60 % et 112 % du PIB cambodgien. Face à cette situation, les autorités ont, depuis le début de l’année 2025, engagé une réflexion publique sur les modalités de résolution de ces créances opaques. Deux pistes sont envisagées : le transfert de ces actifs depuis les bilans des promoteurs vers ceux des banques, ce qui améliorerait la transparence mais questionne la capacité du système bancaire à absorber de tels risques sans restreindre davantage le crédit productif – alors même que le *Credit-to-GDP gap*<sup>19</sup> a chuté de 29 % au troisième trimestre 2022 à -0,3 % fin 2024, traduisant un resserrement brutal du crédit<sup>20</sup> ; et la

---

<sup>16</sup> Yuanata securities, [Cambodia’s Banking Industry : Why Size Matters](#), 10 juillet 2025.

<sup>17</sup> *Ibid.*

<sup>18</sup> AMRO, *AMRO Annual Consultation Report Cambodia – 2023*, Singapour, décembre 2023.

<sup>19</sup> Cet indicateur vise à quantifier de manière simple la notion de « crédit excessif ». Il sert d’indicateur d’alerte précoce pour les crises bancaires potentielles.

<sup>20</sup> Banque nationale du Cambodge, *Financial Stability Review 2024*, Phnom Penh, mai 2025.

création d'une structure de défaillance<sup>21</sup> (Asset Management Corporation), dont les contours institutionnels et la gouvernance restent encore à définir<sup>22</sup>.

Ces enjeux sont d'autant plus préoccupants que le secteur bancaire fait face à une forte hausse des créances douteuses, passées d'environ 1 % en 2019 à 7,2 % en 2024 pour les banques commerciales. Mekong Strategic Capital évoque même un taux de 17,5 % de créances en souffrance fin 2025<sup>23</sup>. Cette dégradation a lourdement pesé sur la rentabilité du secteur et a conduit trois grandes banques cambodgiennes (Aceda, Hattha et LOLC) à rompre certains engagements contractuels vis-à-vis de leurs créanciers internationaux<sup>24</sup>, illustrant le caractère rapide et encore instable de la crise. Le risque systémique est renforcé par les liens étroits entre banques et groupes immobiliers, plusieurs établissements étant contrôlés ou influencés par de grands conglomérats du secteur.

Point positif toutefois, si le présent est à la remédiation des portefeuilles de prêts, les principales banques apparaissent liquides, et les perspectives du secteur demeurent attractives, comme en témoigne la finalisation de l'acquisition de l'institution de microfinance Amret, par Sinopac, une grande banque taïwanaise, pour un demi-milliard \$ US cette année.

## Une économie dollarisée dépendante des IDE

La dollarisation est à la fois un pilier de la reconstruction économique du Cambodge depuis les accords de Paris (1991) et une source durable de vulnérabilité macro-financière. Près de 90 % des dépôts et des prêts étant libellés en dollars, la liquidité de l'économie dépend largement des entrées de capitaux étrangers, conférant aux investissements directs étrangers (IDE) un rôle central.

---

<sup>21</sup> Une structure de défaillance est une entité juridique distincte, créée pour racheter des actifs de mauvaise qualité (créances douteuses, actifs toxiques) afin d'assainir les comptes.

<sup>22</sup> AMRO, *AMRO Annual Consultation Report Cambodia – 2024*, Singapour, septembre 2024.

<sup>23</sup> *Mekong Strategic Capital Outlook*, Phnom Penh (dernière mise à jour le 4 décembre 2025).

<sup>24</sup> « Your Three Minutes in Cambodian Banking : Covenant Breaches Point to a Survival of the Fittest », *S&P Global*, 12 septembre 2024.

Cette dépendance est clairement illustrée par les données : en 2024, le stock d'IDE atteignait 111,3 % du PIB, bien au-delà des moyennes régionale (90,8 %) et asiatique (35,1 %)<sup>25</sup>. En 2023, les IDE représentaient 40,2 % de la formation brute de capital fixe, contre 22,5 % en Asie du Sud-Est et 4,9 % au niveau mondial, confirmant leur caractère structurant pour l'économie cambodgienne.

La dollarisation limite également les marges de manœuvre de la Banque nationale du Cambodge, privée d'un véritable levier sur les taux d'intérêt. Celle-ci s'appuie principalement sur les réserves obligatoires et la réglementation des restructurations de créances douteuses, instruments de politique monétaire peu efficaces et désormais délicats à utiliser, notamment après leur mobilisation préalable massive pour soutenir l'économie lors de la crise sanitaire.

Les projections du FMI pour 2025-2026 reflètent ces fragilités : la croissance resterait positive mais en ralentissement (4,8 % en 2025, puis 4,0 % en 2026), sous l'effet de la volatilité des exportations, du reflux des transferts migratoires, du redressement incomplet du tourisme et de la faiblesse de la demande intérieure. Le FMI comme l'AMRO soulignent ainsi la forte exposition du Cambodge à un monde en polycrise. Il devient indispensable d'opérer une transformation structurelle vers des activités à plus forte valeur ajoutée, impliquant des investissements soutenus dans la formation du capital humain, la formalisation et l'accompagnement du secteur privé – notamment des PME – ainsi que dans l'amélioration des infrastructures logistiques et énergétiques<sup>26</sup>.

Dans ce contexte, l'État dispose encore de marges d'action : l'endettement public demeure modéré (19 % du PIB fin 2025 selon le MEF ; 26,1 % fin 2025 selon les projections du FMI<sup>27</sup>) et l'accès aux financements concessionnels reste ouvert jusqu'à la perte du statut de PMA en 2029, offrant une fenêtre d'opportunité pour soutenir le développement de long terme<sup>28</sup>.

---

<sup>25</sup> UNCTAD, 2025, *World Investment Report 2025*.

<sup>26</sup> Blaise Kilian, 2025, « Cambodia's post Covid-19 economic recovery through structural transformation », in Tapas R. Dash et Casey Barnett (dir.), *Economy, Society, and Education, Learning from the COVID-19 crisis*, New Delhi, Allied Publishers.

<sup>27</sup> Voir [les données officielles du MEF ; FMI, 2025, Article IV report](#).

<sup>28</sup> Sum Manet, « Cambodia mulls borrowing \$3B for public investment », *Khmer Times*, 11 novembre 2025.

## **Conflits extérieurs, les conséquences des tarifs douaniers et du conflit armé**

Le panorama économique ainsi dressé permet de mieux saisir la portée des événements qui marquent l'année 2025, au cours de laquelle le Cambodge se trouve confronté simultanément à des tensions commerciales avec les États-Unis et à un conflit armé avec la Thaïlande voisine. Ces chocs externes frappent une économie déjà fragilisée par les vulnérabilités structurelles héritées du processus de reconstruction post-conflit et par une lente reprise à la suite de la crise sanitaire. Dans ce contexte, la question agricole – longtemps reléguée au second plan – réapparaît comme un enjeu central. Elle s'impose désormais à la fois comme un impératif de souveraineté économique et comme un levier stratégique pour renforcer la sécurité alimentaire nationale, à un moment où les chocs extérieurs rappellent la nécessité d'une base productive plus résiliente.

### **Négociation commerciale, menace existentielle et diversification**

Le 2 avril 2025, alors que le déficit commercial des États-Unis vis-à-vis du Cambodge atteignait près de 12,3 milliards \$ US en 2024 selon l'International Trade Administration, la Maison Blanche annonce l'imposition d'un tarif douanier de 49 % sur les importations cambodgiennes – le deuxième taux le plus élevé au monde après celui appliqué au Lesotho (hors régime particulier réservé à la Chine). Un tel niveau de taxation, exceptionnel en valeur absolue, l'est d'autant plus lorsqu'il est comparé à celui frappant les principaux concurrents du Cambodge dans les chaînes de valeur mondiales (Indonésie, Vietnam, Bangladesh, Inde, entre autres). Dans un contexte où 37 % des exportations cambodgiennes – soit 12,6 milliards \$ US en 2024 – étaient destinées au marché américain, et où près de la moitié de ces exportations relevait du secteur textile, la vulnérabilité du pays est manifeste. Ces droits de douane constituaient également la deuxième annonce brutale en provenance de Washington en moins de six mois après la suspension d'aides au développement dont dépendait le Royaume pour la lutte contre le sida, le déminage et autres initiatives sociales (rétablies pour partie depuis).

À la suite d'une baisse unilatérale des droits de douane du Cambodge au profit des États-Unis, puis d'un cycle de négociations bilatérales, les tarifs douaniers américains sont progressivement réduits à 36 % en juillet, puis finalement à 19 % dans le cadre de l'*Agreement on Reciprocal Trade* (ART) signé à Kuala Lumpur le 26 octobre 2025. Ces négociations douanières furent étroitement liées à la résolution en trompe-l'œil du conflit frontalier avec la Thaïlande – case cochée par la Maison Blanche dans sa quête d'un prix Nobel de la Paix. Si ce taux de 19 % est présenté comme un succès diplomatique pour Phnom Penh – compte tenu du point de départ, 49 %, et du traitement légèrement plus favorable obtenu par rapport aux principaux concurrents sectoriels du Cambodge (Indonésie 19 %, Vietnam 20 %, Bangladesh 20 %, Inde 25 %<sup>29</sup>) – il n'en demeure pas moins porteur d'asymétries profondes dans la relation commerciale bilatérale.

La première asymétrie majeure de l'*Agreement on Reciprocal Trade* réside dans l'obligation faite au Cambodge de supprimer ses droits de douane sur une liste de produits d'intérêt pour les États-Unis (Article 1.1), tandis que les États-Unis maintiennent un taux de 19 % sur le textile cambodgien<sup>30</sup>, secteur stratégique pour Phnom Penh. En revanche, si certaines concessions tarifaires de Washington prêtent à sourire (exportations de pièces aéronautiques, bulbes de crocus ou intrants pharmaceutiques vers les États-Unis) compte tenu des capacités productives limitées du Cambodge, Phnom Penh obtient des concessions sur certains produits agricoles, notamment la noix de cajou, les mangues et d'autres fruits, frais ou transformés, exportés vers les États-Unis.

La seconde asymétrie majeure concerne la souveraineté économique du Cambodge, encadrée par plusieurs dispositions restrictives. L'Article 2.2(b) interdit au pays de conclure des accords avec des tiers comportant des normes techniques « non scientifiques, discriminatoires ou préférentielles » ou des mesures sanitaires et phytosanitaires « incompatibles avec les normes américaines ou internationales » qui désavantageraient les exportations américaines vers ces pays tiers. Dans le même esprit, la section V relative à la

---

<sup>29</sup> Voir « [Trump 2.0 Tariff Tracker](#) ».

<sup>30</sup> Mais également le riz.

sécurité économique et nationale impose un alignement sur les politiques commerciales américaines.

L'Article 5.1 stipule que, lorsque les États-Unis restreignent les biens ou services d'un pays tiers, le Cambodge doit adopter « des mesures similaires » sans compromettre ses « intérêts souverains » – une formulation vague laissant à Washington une marge d'interprétation importante. L'Article 5.2 exige du Cambodge une coopération sur les contrôles à l'exportation et un alignement sur les standards américains, faisant du pays un relais potentiel des sanctions économiques américaines, notamment vis-à-vis de la Chine, premier partenaire commercial (environ 40 % des importations), créancier majeur (environ un tiers de la dette publique cambodgienne, en baisse depuis 2023<sup>31</sup>) et principal investisseur étranger (environ 50 % du stock d'IDE). L'Article 5.3 autorise en outre les États-Unis à résilier unilatéralement l'accord si le Cambodge conclut un accord bilatéral avec un pays tiers que Washington « considérerait porter atteinte à cet accord ou constituer une menace matérielle pour la sécurité économique ou nationale » des États-Unis, introduisant une véritable épée de Damoclès visant à contraindre le Cambodge à choisir son camp dans l'optique d'une dégradation de la rivalité sino-américaine<sup>32</sup>. Enfin, l'interdiction stratégique de taxes discriminatoires sur les services numériques (Article 3.1), présentée sous le principe de « réciprocité », impose une ouverture unilatérale du marché cambodgien et introduit des contraintes extraterritoriales sur la souveraineté numérique du royaume, en lien avec des législations américaines telles que le *CLOUD Act* et le *Patriot Act* (s'agissant de l'accès aux données stockées aux États-Unis), tout en exposant le pays à des innovations financières potentiellement déstabilisatrices (*stablecoins*<sup>33</sup> notamment)<sup>34</sup>.

Ce conflit commercial illustre de manière concrète la nécessité impérative pour le Cambodge de diversifier son économie. Une diversification qui, bien que

---

<sup>31</sup> Voir les [données officielles du MEF](#).

<sup>32</sup> Or, le Cambodge se situe entre deux mondes, comme en témoigne sa balance commerciale ainsi que ses engagements quasi simultanés d'achats de Boeing et de Comac pour Air Cambodia.

<sup>33</sup> Un *stablecoin* est un actif numérique dont la valeur est indexée sur un actif stable, généralement le dollar américain ou une autre monnaie fiduciaire.

<sup>34</sup> Mais également aux géants Visa, Mastercard, ou Apple et Google Pay dans le domaine du paiement.

régulièrement avancée comme priorité depuis deux décennies, s'est jusqu'alors peu concrétisée<sup>35</sup>. Dans cette perspective, l'agriculture émerge comme un secteur stratégique sous-exploité, offrant un triple avantage : renforcer la souveraineté alimentaire, absorber une main-d'œuvre abondante et permettre au Cambodge de se réapproprier la valeur ajoutée. Alors que la population du pays reste largement rurale, représentant 74 % des habitants selon la Banque mondiale, la contribution de l'agriculture au PIB continue paradoxalement de décroître, passant de plus de 44,5 % en 1998 à seulement 16,6 % en 2024. L'exemple du manioc illustre ce manque à gagner : le Cambodge l'exporte sous forme brute vers la Thaïlande pour transformation avant que cette dernière ne réexporte les produits finaux vers des marchés tiers, s'appropriant ainsi la majeure partie de la valeur ajoutée. Ce phénomène ne se limite pas au manioc, mais concerne également des produits agricoles tels que la noix de cajou, les mangues ou le caoutchouc. Le développement d'une filière agro-industrielle nationale permettrait de se réapproprier cette valeur, de créer des emplois à la fois dans les champs et dans l'industrie, de renforcer la souveraineté économique et alimentaire et de capter une part plus importante de la valeur ajoutée nationale. Singapour, source d'inspiration pour le Cambodge, illustre cette logique : bien que reconnu comme un centre financier et logistique, l'État singapourien a investi dans la diversification de ses fournisseurs, le stockage préventif et le développement d'une capacité locale de production alimentaire, avec la vision dite « 30 by 30 » visant à produire 30 % des consommables sur le territoire national. Au-delà de la valorisation, c'est également le défi de la soutenabilité que devra relever un secteur agricole cambodgien aujourd'hui polluant au travers de l'utilisation excessive d'engrais et pesticides, la poursuite de la déforestation, et de l'usage du brûlis<sup>36</sup>.

---

<sup>35</sup> Voir [https://cib-cdc.gov.kh/media/2025/05/EN\\_IDP\\_Progress\\_Report\\_2021-2023.pdf](https://cib-cdc.gov.kh/media/2025/05/EN_IDP_Progress_Report_2021-2023.pdf).

<sup>36</sup> Louise Scholtz *et al.*, *Transforming Agrifood Systems in Cambodia : What Are the Priorities and How Much Will It Cost ?*, Zero Hunger Coalition / Shamba Centre for Food & Climate, 2025.

## **Conflit armé : enjeux migratoires et pression sur les chaînes de valeur**

Le 28 mai 2025, un soldat cambodgien est tué lors d'un accrochage près du temple de Preah Vihear, déclenchant une escalade politico-diplomatico-médiatique qui culminera le 24 juillet par des échanges de tirs à l'arme lourde. En dépit d'un cessez-le-feu négocié le 28 juillet à Kuala Lumpur et un accord de paix signé le 26 octobre, sous médiation malaisienne et américaine, les tensions persistent et connaissent de graves résurgences en novembre puis décembre 2025, fragilisant relations bilatérales et intégration économique régionale, en sus d'une vingtaine de civils tués et d'un demi-million de déplacés côté cambodgien (en date du 22 décembre).

Cette crise frontalière rompt avec la vision de Chatichai Choonhavan, Premier ministre thaïlandais en 1988, qui proposait de transformer la région du Mékong « d'un champ de bataille en un marché »<sup>37</sup>. Cette promesse avait permis de briser l'impasse diplomatique cambodgienne de la décennie 1980, surmontant les divisions idéologiques d'antan au profit d'une prospérité économique partagée au sein des pays de la sous-région. Un quart de siècle après l'intégration du Cambodge à l'ASEAN (1999), les événements de 2025 soulignent la persistance de tensions nationalistes, qui peuvent certes constituer un levier de mobilisation en politique intérieure, mais demeurent susceptibles d'entraîner la région vers une dynamique de confrontation.

Les impacts économiques immédiats du conflit sont non négligeables. Du côté de la demande (importations), la fermeture des postes-frontières et l'interdiction cambodgienne des produits thaïlandais (nourriture, carburant, électricité, légumes) ont perturbé les chaînes d'approvisionnement. Le Cambodge importait pour 1,7 milliard \$ US de produits thaïlandais sur les six premiers mois de 2025, représentant environ 10 % de ses importations totales, derrière la Chine et le Vietnam<sup>38</sup>. En juillet, le volume importé a chuté de 43 % par rapport au mois moyen de la période de référence, avant de reprendre partiellement notamment

---

<sup>37</sup> Pheuiphanh Ngaosyvathn, 1990, « [Lao-Thai Trade : An Aggiornamento through Trial-and-Error](#) », *Southeast Asian Affairs*, 163-180.

<sup>38</sup> [Données 2025 des Douanes cambodgiennes](#).

grâce à l'intégration du Laos comme plateforme de transbordement (une hausse de 17 % des importations mensuelles moyennes depuis le Laos entre juillet et novembre 2025 par rapport à la moyenne mensuelle du S1 2025). Le déficit commercial face au bloc Thaïlande + Laos qui affichait une baisse de 38 % en juillet par rapport à la moyenne mensuelle du premier semestre 2025 et 39 % par rapport à la moyenne mensuelle 2024, n'est plus que de 14 % et 15 % en octobre par rapport aux mêmes périodes de références, porté par une reprise des importations. Ce déficit commercial du mois d'octobre 2025, 5 % supérieur à celui d'octobre 2023, demeure toutefois 25 % inférieur à celui d'octobre 2024. Cette situation, non stabilisée comme l'illustre la rechute des importations du mois de novembre 2025 (-29% face au bloc Thaïlande + Laos), concomitante à la reprise du conflit armé, souligne toutefois la dépendance relative du Cambodge aux produits thaïlandais, et ce en dépit des freins au commerce (fermeture des frontières terrestres) et des appels au boycott. Elle pénalise également les exportations cambodgiennes dans leur ensemble dont les coûts logistiques ont augmenté avec la fermeture des frontières terrestres au profit du transbordement ou du transport maritime/aérien.

Du côté de l'offre (exportations), en plus d'avoir perturbé la récolte rizicole dans les provinces de l'ouest, comme illustré avec le manioc, le conflit souligne l'absence de capacités de transformation agro-alimentaires nationales au Cambodge. La Thaïlande constitue le pôle de transformation le plus proche pour les agriculteurs des provinces occidentales (Banteay Meanchey, Oddar Meanchey, Preah Vihear, Battambang). Les officiels se sont dès lors succédé au chevet de cette zone sinistrée : aides aux exploitants de Banteay Meanchey annoncées par le ministre de l'Agriculture<sup>39</sup>, incitations aux investisseurs sud-coréens dans la filière agro-industrielle par le Gouverneur de Battambang<sup>40</sup>, et réductions fiscales pour les entreprises du secteur agricole par le ministère de l'Économie<sup>41</sup>. Pour autant, depuis l'explosion du différend frontalier, ce sont les acheteurs vietnamiens qui ont remplacé les Thaïlandais, le pays venant de signer

---

<sup>39</sup> Sreekanth Ravindran, « MAFF steps in to support farmers in Banteay Meanchey », *Khmer Times*, 26 août 2025.

<sup>40</sup> Sum Manet, « B'bang seeks Korean support in agro-processing stake », *Khmer Times*, 28 août 2025.

<sup>41</sup> Danielle Keeton-Olsen et Meng Kroypunlok, « Cambodia's cassava farmers, traders struggle in wake of Thai conflict », *Nikkei Asia*, 24 novembre 2025.

début décembre un accord-cadre d'achat de manioc avec le ministère du Commerce cambodgien<sup>42</sup>. Opportunistes, les acheteurs vietnamiens offriraient des prix 20 à 30 % inférieurs à ceux proposés précédemment par leurs confrères de l'ouest<sup>43</sup>. Cette reconfiguration augmente mécaniquement la dépendance du Cambodge envers le Vietnam<sup>44</sup> qui absorbait déjà, en 2024, 63 % des exportations agricoles cambodgiennes<sup>45</sup>. À cette baisse de prix s'ajoute à une hausse du coût des intrants ; notamment les engrais importés du Vietnam, pesant sur les comptes d'activités des exploitations agricoles des provinces occidentales cambodgiennes et réduisant les revenus disponibles des ménages. La situation pourrait d'autant s'aggraver qu'une partie de ces ménages ruraux dépend des transferts de fonds envoyés par leurs proches partis travailler en Thaïlande, compléments de revenus que le retour migratoire massif a fait tarir.

Au début de l'année 2024, sur 1,4 million de Cambodgiens employés à l'étranger, environ 1,2 million travaillaient en Thaïlande<sup>46</sup>, représentant 93 % de la main-d'œuvre migrante totale du pays et générant plus de 2 milliards \$ US annuels de transferts de fonds migratoires (*remittances*), soit 5,6 % du PIB 2024<sup>47</sup>. Entre juin et août 2025, la crise frontalière a provoqué le retour massif d'environ 900 000 de ces travailleurs, dont 786 899 ont traversé le poste de Poipet entre le 24 juillet et le 31 août selon les autorités cambodgiennes de l'immigration<sup>48</sup>. Ce retour d'une population jeune et active exerce une pression théorique sur le marché du travail cambodgien de près de 8 % (pour une population active avant crise d'environ 10 millions)<sup>49</sup>. Alors que l'agriculture agit historiquement comme un amortisseur pour l'économie cambodgienne en situation de crise, comme

---

<sup>42</sup> Yatt Malai, « Vietnam Cassava Export Deal Secures Only Part of Cambodia's Annual Harvest », *Kiripost*, 10 décembre 2025.

<sup>43</sup> Elena Pyltsina, « Cambodia is Beginning to Feel the Economic Costs of the Border Conflict with Thailand », *The Diplomat*, 10 octobre 2025.

<sup>44</sup> Voisin qui n'est pas immune aux tensions nationalistes.

<sup>45</sup> Elena Pyltsina, *op. cit.*

<sup>46</sup> ILO, « [TRIANGLE in ASEAN Quarterly Briefing Note Thailand](#) », juillet-septembre 2025.

<sup>47</sup> AMRO, « Assessment of the Impact of Cambodia-Thailand Border Conflicts on Cambodia's Economy », Singapour, 17 novembre 2025.

<sup>48</sup> Elena Pyltsina, « Cambodia is Beginning to Feel the Economic Costs of the Border Conflict with Thailand », *The Diplomat*, 10 octobre 2025.

<sup>49</sup> *Ibid.*

durant la Covid-19, l'AMRO souligne que cette capacité de tampon est ici limitée pour les raisons évoquées plus haut : la rentabilité du secteur est contrainte par des goulets d'étranglement tant côté offre (absence de débouchés locaux) que côté demande (coûts élevés des intrants). Dans ce contexte, une partie de ces migrants semble déjà repartie vers la Thaïlande par voie aérienne, bien que les données disponibles ne permettent pas d'en mesurer l'ampleur et que la reprise du conflit en novembre/décembre ne garantisse pas la pérennité de ces retours.

Le conflit fragilise également le système financier et l'activité touristique. Le tourisme, déjà sinistré depuis 2020, a subi un choc additionnel. Entre juin et août 2025, les arrivées de visiteurs thaïlandais se sont effondrées, tandis que celles d'autres nationalités ont nettement diminué<sup>50</sup>. Plusieurs pays occidentaux ont émis des avertissements de voyage concernant la destination cambodgienne, et la fermeture des frontières terrestres a perturbé les offres combinant « Thaïlande et Cambodge » proposées par certaines agences.

Parallèlement, les investissements directs étrangers (IDE) thaïlandais, représentant 3,3 % du stock d'IDE cambodgien en 2025 selon l'AMRO (environ 1,7 milliard \$ US) risquent de stagner, voire de se contracter à court et moyen terme. Bien que la Thaïlande ne représente qu'une part modérée du stock d'IDE – comparée à la Chine (34,7 %), la Corée (11,3 %), Singapour (6,5 %) et le Japon (6 %) –, ses investissements sont concentrés dans plusieurs secteurs clés, parfois en partenariat avec de grands conglomérats locaux : l'import et la distribution de carburant (PTT Group), les matériaux de construction (Siam Cement Group, Chip Mong Insee Cement Corporation), l'agroalimentaire (CP Group, Makro, Big C) ou le secteur financier (Bangkok Bank, Sovannaphum Life Assurance). Au-delà des investissements thaïlandais, cette perturbation a également des répercussions sur des pays tiers, notamment le Japon, dont les entreprises opèrent selon une stratégie « Thailand+1 »<sup>51</sup>, utilisant la Thaïlande comme point d'entrée en Asie du Sud Est (MUFG, Aeon, MinibeaMitsumi, etc.).

---

<sup>50</sup> [Mekong Strategic Capital](#), Phnom Penh (dernière mise à jour le 4 décembre 2025).

<sup>51</sup> Pavin Chachavalpongun, « Japan Pursues a 'Thailand-Plus-One' Strategy », *ISEAS Perspective*, vol. 15, n° 13, mars 2014.

Dans ce contexte, la crise khméro-thaïlandaise, à l'instar des tensions commerciales, a mis en lumière les fragilités structurelles de l'économie cambodgienne que les autorités doivent impérativement s'atteler à résoudre<sup>52</sup>. La filière agro-industrielle se présente ainsi comme un vecteur stratégique de diversification, d'absorption de main-d'œuvre et de renforcement de la souveraineté alimentaire. Le retour massif de travailleurs expérimentés, couplé à des politiques actives de formation et de création d'emplois dans les secteurs à forte valeur ajoutée, pourrait idéalement et conjoncturellement constituer un levier de transformation, permettant au Cambodge de capter une plus grande part de la valeur ajoutée tout en réduisant sa dépendance aux importations.

## **Conflit intérieur, l'industrie du scam ou la double promesse de l'argent facile**

L'essor de l'industrie cybercriminelle au Cambodge incarne une double illusion de l'enrichissement rapide : d'une part pour les victimes internationales, séduites par des promesses d'investissements miraculeux, et d'autre part pour les facilitateurs locaux, attirés par des revenus immédiats et sans efforts promis par les organisations criminelles internationales<sup>53</sup>. Cette présence d'activités illicites sur le sol cambodgien oppose, sur le papier<sup>54</sup>, les intérêts de l'économie licite à ceux de l'économie criminelle, et se structure autour de deux dynamiques principales. Premièrement, l'industrie cybercriminelle agit comme une sorte de « morphine économique », retardant le déploiement d'une diversification nécessaire et masquant les défis à venir derrière une opulence non pérenne et illusoire. Deuxièmement, elle pèse négativement sur la compétitivité de l'économie productive, en

---

<sup>52</sup> CDRI et ERIA, « Turning Crisis into Opportunity : A Programme of Intervention for Cambodian Returnees », *Policy Brief*, n° 3, 2025.

<sup>53</sup> United Nations Office on Drugs and Crime, 2024, *Transnational Organized Crime and the Convergence of Cyber-Enabled Fraud, Underground Banking and Technological Innovation in Southeast Asia : A Shifting Threat Landscape*, Technical Policy Brief.

<sup>54</sup> Sur les liens entre les deux économies, voir P. AR. Chouvy (dir.), 2013, *An Atlas of Trafficking in Southeast Asia : The Illegal Trade in Arms, Drugs, People, Counterfeit Goods and Natural Resources in Mainland Southeast Asia*, Londres-New York, I.B. Tauris.

accaparant des ressources stratégiques telles que la main-d'œuvre qualifiée et en imposant un coût réputationnel au Royaume aux répercussions tragiques.

## **Les arnaques en ligne ou la double promesse de l'argent facile**

Au Cambodge, l'industrie cybercriminelle générerait, selon des estimations à prendre avec précaution car difficilement vérifiables, un revenu annuel d'environ 12,5 milliards \$ US<sup>55</sup>, soit près d'un quart du PIB nominal cambodgien et un niveau comparable aux recettes d'exportation textile (13,7 milliards \$ US en 2024). Cet apparent mirage porte en son sein des conséquences délétères pour les perspectives de développement du Cambodge.

En effet, contrairement aux investissements productifs, vecteurs de valeur ajoutée, d'emplois qualifiés et de transferts technologiques, les activités cybercriminelles – escroqueries romantiques, fraudes aux cryptomonnaies, paris en ligne illégaux et traite d'êtres humains – ne contribuent à aucune transformation structurelle. Fonctionnant comme un « syndrome hollandais 2.0 »<sup>56</sup>, l'industrie cybercriminelle implique un biais inflationniste en détournant vers des activités parasitaires pléthore de ressources locales (main-d'œuvre éduquée qui maîtrise les langues étrangères, les codes interculturels, l'informatique, les flux financiers, etc.) et infrastructures (immobilières, bande passante internet, etc.). En outre, ce secteur emploie environ 150 000 travailleurs étrangers, attirés par des offres d'emploi alléchantes et souvent retenus contre leur gré dans quelque 350 complexes fortifiés répartis sur le territoire<sup>57</sup>. La génération de ces flux financiers illicites fragilise les institutions en alimentant la corruption, renforce la dollarisation à travers des canaux parallèles et des opérations de blanchiment, y compris via des cryptomonnaies.

---

<sup>55</sup> USIP Senior Study Group, 2024, *Transnational Crime in Southeast Asia, A Growing Threat to Global Peace and Security*, Final Report.

<sup>56</sup> Le syndrome hollandais est un phénomène économique où la découverte et l'exploitation massive de ressources naturelles (pétrole, gaz, minerais) enrichissent un pays, mais nuisent paradoxalement à son développement industriel et diversifié, provoquant une désindustrialisation, une hausse des salaires et une appréciation de la monnaie locale qui pénalise les autres secteurs exportateurs.

<sup>57</sup> *Ibid.* Voir aussi Cambodia CTIP et Human Trafficking Search, [Cambodia CTIP Factsheet: Forced Online Scamming Operations \(OSO\)](#), 22 octobre 2024.

Comme évoqué plus haut, cette activité pèse également sur l'immobilier, créant une demande factice pour des bureaux et résidences. Alors que le secteur s'essouffle, cette économie cybercriminelle représente une aubaine pour des propriétaires ou constructeurs peu regardants et/ou en proie à des difficultés financières. À Sihanoukville, station balnéaire transformée entre 2016 et 2019 en épiceutre du jeu en ligne, de nombreux immeubles restent inachevés ou vides après l'exode massif des investisseurs chinois (issus de la diaspora aussi bien que touristes) et l'interdiction des jeux en ligne en 2019, offrant un terrain propice aux organisations criminelles opportunistes<sup>58</sup>.

Ce conflit intérieur reflète une tension fondamentale entre deux visions du développement : d'un côté, la tentation des gains rapides sans transformation productive (héritage post-conflit) ; de l'autre, l'impératif de construire une économie diversifiée et complexe, compétitive et résiliente, fondée sur la montée en gamme industrielle, le développement du capital humain et l'amélioration de la gouvernance. Tant que persiste l'illusion que le Cambodge peut prospérer en hébergeant des activités criminelles internationales, les investissements nécessaires à la transformation structurelle – éducation, innovation, infrastructures – resteront secondaires, enferrant alors le pays dans le piège du revenu intermédiaire.

## **La réputation du Cambodge, un enjeu de souveraineté**

Ces activités criminelles sont d'autant plus problématiques qu'elles impliquent une asymétrie structurelle au détriment du Cambodge : alors que les revenus, orchestrés par des réseaux mafieux internationaux ne bénéficient que très partiellement à l'économie locale<sup>59</sup>, le royaume en paie en revanche le prix fort sous l'angle réputationnel, étant perçu par le reste du monde comme une plateforme d'opérations criminelles transnationales.

---

<sup>58</sup> Ivan Franceschini, « Sihanoukville, Rise and Fall of a Frontier City », *Global China Pulse*, 16 septembre 2024.

<sup>59</sup> [Mekong Strategic Capital](#).

Mi-octobre 2025, dans le sillage d'une première salve tirée en 2024 ciblant LYP Group, le Trésor américain (via l'OFAC – Office of Foreign Assets Control), suivi par le Royaume-Uni, a annoncé des sanctions contre le Prince Holding Group et ses parties prenantes. Sans fournir d'estimations chiffrées à ce stade, l'AMRO alerte sur la matérialité des risques économiques liés aux sanctions contre Prince Group, et de l'ampleur qu'ils pourraient prendre dans l'hypothèse d'un durcissement de la position des États-Unis<sup>60</sup>.

Ces sanctions affectent l'économie cambodgienne par plusieurs canaux. Premièrement, elles restreignent l'accès aux correspondants bancaires en dollars. Le système financier cambodgien pourrait ainsi voir ses banques perdre l'accès aux canaux de règlement en dollars, menace existentielle pour une économie dollarisée et intégrée au commerce international<sup>61</sup>. Ce rétrécissement de canaux irait alors de pair avec une hausse des coûts de transaction, ce qui pénaliserait le commerce légitime dont la compétitivité prix déclinerait pour absorber ce surcoût du risque réputationnel. Par ailleurs, la capacité d'un secteur bancaire ultra fragmenté à investir et se conformer aux exigences en matière de lutte contre les activités illicites pose également question dans le contexte cambodgien.

Deuxièmement, elles ont un impact sur les flux d'investissements. La réputation de plateforme d'opération du cybercrime pèse négativement sur les décisions d'investissement des multinationales soucieuses de leur réputation et de leur conformité réglementaire (ESG) – les mauvais investisseurs chassant les bons. L'effet négatif des sanctions sur les investissements est d'autant plus à craindre dans un pays dépourvu de ressources naturelles comme le Cambodge<sup>62</sup>.

Troisièmement, elles exercent une pression sur le tourisme, déjà fragilisé par la crise de la Covid-19. Les cas médiatisés de trafic humain et d'escroquerie – notamment la mort de ressortissants coréens, japonais et taiwanais piégés dans des opérations criminelles – ont conduit plusieurs gouvernements à s'en inquiéter

---

<sup>60</sup> AMRO, « Assessment of the Impact of Cambodia-Thailand Border Conflicts on Cambodia's Economy », Singapour, 17 novembre 2025.

<sup>61</sup> Erbenova Michaela *et al.*, 2016, « The Withdrawal of Correspondent Banking Relationships : A Case for Policy Action », *IMF Staff Discussion Note*, SDN/16/06.

<sup>62</sup> Amelie Magoum Tedom *et al.*, 2025, « [Effects of International Sanctions on Foreign Direct Investments : A Bilateral Analysis](#) », *Revue d'économie politique*, vol. 135, n°3, p. 537-570.

activement. La Corée du Sud, source majeure de touristes extra-ASEAN, l'Inde ou encore Taïwan ont renforcé leurs avertissements en 2025.

Face à ces enjeux réputationnels qui pèsent négativement sur la nécessaire transformation économique du pays, et sous l'insistance d'influents voisins régionaux, le gouvernement cambodgien a intensifié ses efforts de répression en 2025, fermant plusieurs complexes criminels et procédant à des arrestations largement médiatisées. Pour une petite économie ouverte telle que le Cambodge, regagner la confiance internationale constitue désormais un impératif stratégique immédiat, conditionnant l'accès aux capitaux, aux débouchés et aux transferts technologiques nécessaires à une transformation économique durable.

## **Conclusion – Le Cambodge sous la menace d'une tempête parfaite**

L'économie cambodgienne se trouve aujourd'hui confrontée à une triple crise structurante : le conflit commercial avec les États-Unis, les tensions frontalières avec la Thaïlande, et le conflit intérieur lié à l'essor de l'industrie cybercriminelle. Jusqu'à présent, le gouvernement a montré une certaine habileté diplomatique dans la gestion simultanée de ces défis. L'inclusion du président Donald Trump dans les négociations de paix illustre la capacité des autorités à mobiliser des relais internationaux pour stabiliser la situation.

Les équilibres demeurent toutefois fragiles et peuvent rapidement s'entre-croiser au détriment du Cambodge et de sa population. L'affaire Vannda-Coca-Cola illustre cette complexité : après les prises de position de l'artiste cambodgien (Vannda) contre la Thaïlande, Coca-Cola aurait rompu son partenariat pour préserver sa neutralité<sup>63</sup>. L'appel au boycott qui s'en est suivi au Cambodge a nécessité l'intervention personnelle de Hun Sen pour défendre l'entreprise américaine. Cette affaire souligne la vulnérabilité des acteurs économiques étrangers dans ce contexte de tensions géopolitiques et commerciales.

---

<sup>63</sup> Nga Pham, « Don't mix Coke and politics, Cambodian government urges as rapper's fans call for boycott », *The Observer*, 25 août 2025.

D'autres multinationales américaines, comme Ford, distribuée via le groupe RMA dont le siège est à Bangkok, se trouvent dans des situations similaires au risque d'attirer l'ire de Washington en cas de boycott.

Plus récemment, les sanctions visant Prince Group concrétisent ce croisement du conflit interne et du conflit commercial. Dans le cadre de l'*Agreement on Reciprocal Trade* signé à Kuala Lumpur, toute action cambodgienne sera désormais scrutée par Washington, un manquement risquant de provoquer une résiliation de l'accord et le retour à des droits de douane punitifs sur les exportations vers les États-Unis.

Cinq ans après l'éclatement de la crise Covid-19, le Cambodge se situe à un carrefour de sa reconstruction économique. L'année 2026 pourrait marquer, ou bien le début d'une transformation structurelle durable, permettant au Royaume de confirmer sa sortie de la catégorie de Pays les moins avancés prévue en 2029, ou alors le prélude à une décennie perdue, où les vulnérabilités structurelles et les chocs externes continueront de freiner son développement. Cette incertitude souligne l'urgence d'une stratégie nationale combinant diversification économique, renforcement du capital humain, assainissement du secteur financier, redistribution des richesses et réhabilitation de la réputation internationale, afin de transformer ces crises en leviers de résilience et de croissance pérenne.

## Fiche Cambodge

**Nom officiel :** Royaume du Cambodge

**Capitale :** Phnom Penh

**Superficie terrestre :** 181 040 km<sup>2</sup>

**Population totale en 2024** (source : Banque mondiale) : 17,6 millions d'habitants (26 % urbains et 74 % ruraux)

**Langue officielle :** khmer

### Données politiques

---

**Nature de l'État :** monarchie constitutionnelle

**Nature du régime :** parlementaire

**Suffrage :** universel (à partir de 18 ans)

**Chef de l'État :** S.M. le roi Norodom Sihamoni (depuis octobre 2004)

**Président du Sénat :** Hun Sen (depuis avril 2024)

**Premier ministre :** Hun Manet (depuis août 2023)

**Ministre des Affaires étrangères :** Prak Sokhonn (depuis novembre 2024)

**Ministre de la Défense :** Tea Seiha (depuis août 2023)

**Président de l'Assemblée nationale :** Khuon Sudary (depuis août 2023)

**Échéances électorales :** prochaines élections en 2027 pour les municipales, et 2028 pour l'Assemblée nationale.

### Indicateurs démographiques et sociologiques

---

**Principaux groupes ethniques** (National Institute of Statistics-*General Population Census of the Kingdom of Cambodia*, est. 2019) : Khmers (95,8 %), Cham (1,5 %), populations autochtones (1,4 %), Chinois (0,6 %), Vietnamiens (0,5 %), Lao (0,1 %), autres (0,3 %).

**Religions** (National Institute of Statistics-*General Population Census of the Kingdom of Cambodia*, est. 2019) : bouddhistes (97,1 %), musulmans (2 %), chrétiens (0,3 %), autres (0,5 %).

## Chronologie

### JANVIER 2025

- 07 • L'assassinat de l'ancien député franco-cambodgien Lim Kimya à Bangkok relance les inquiétudes sur la sécurité des opposants politiques en Asie du Sud-Est.
- 14 • Le Cambodge attire 7 milliards \$ US d'investissements en 2024, dont 50 % chinois, 33 % domestiques, 8 % vietnamiens et 4 % singapouriens. Cette répartition confirme le poids de la Chine dans l'économie nationale. Ces flux financiers demeurent essentiels pour le développement du pays, qui doit se transformer et préparer sa transition hors du statut de PMA prévu en 2029.

### FÉVRIER 2025

- 02 • La suspension de l'aide américaine pénalise le secteur humanitaire cambodgien. Les programmes de déminage, de prévention du VIH et de lutte contre le trafic humain sont interrompus, affectant des milliers de bénéficiaires. La Chine annonce le 10 février une aide de 4,4 millions \$ US pour le déminage, intervenant opportunément dans ce vide laissé par le retrait américain.
- 19 • L'Assemblée nationale adopte unanimement une loi durcissant les peines contre la négation des crimes khmers rouges : un à cinq ans de prison et amendes de 2 500 à 12 500 \$ US. Cette législation, remplaçant celle de 2013, intervient symboliquement l'année du cinquantième anniversaire de la prise de Phnom Penh par les Khmers rouges.

### MARS 2025

- 16 • Le gouvernement annule quatre projets d'entreprises et restitue 40 hectares aux habitants de Phnom Knang Phsar, dans le but de favoriser le tourisme communautaire et la préservation environnementale. Cette décision, bien que circonscrite à l'échelle locale, s'inscrit dans un contexte où les conflits fonciers constituent, depuis les années 2000, un enjeu majeur. Les concessions économiques ont en effet fréquemment provoqué des déplacements de populations et alimenté des tensions récurrentes, comme l'illustrent les affaires largement médiatisées de Boeung Kak, Koh Kong et Koh Pich.
- 20 • Le Cambodge célèbre les 45 ans de la réintroduction du riel. La Banque nationale s'appuie sur les récents Bakong et KHQR pour faciliter l'usage de la monnaie

nationale. Ces initiatives visent à graduellement réduire la dépendance domestique de l'économie au dollar.

### AVRIL 2025

- 17-18 •** Lors de la visite de Xi Jinping au Cambodge, coïncidant jour pour jour avec le 50<sup>e</sup> anniversaire de la prise de Phnom Penh par les Khmers rouges, un contrat de 1,15 milliard \$ US est signé pour financer la construction du canal Funan Techo, reliant Phnom Penh au golfe de Thaïlande. Ce projet vise à réduire la dépendance au tronçon vietnamien du Mékong, soulevant néanmoins des inquiétudes environnementales quant aux conséquences indirectes du canal sur le delta de ce dernier.
- 30 •** Le ministère de l'Information affirme que 81,4 % des journalistes interrogés jugent la liberté de la presse « très bonne », contrastant avec le classement du Cambodge à la 161<sup>e</sup> place mondiale par Reporters sans frontières. Cette divergence d'évaluation s'exprime alors que la Journée mondiale de la Presse est célébrée à Phnom Penh sur le thème du Journalisme environnemental, sujet sensible au Cambodge, où plusieurs journalistes enquêtant sur la déforestation déclarent faire face à des pressions.

### MAI 2025

- 16 •** Le Human Research Consultancy estime à plus de 150 000 le nombre de personnes impliquées dans la criminalité en ligne au Cambodge. Le rapport cite l'implication présumée de magnats locaux, dont deux déjà sanctionnés par l'OFAC américain. Les autorités cambodgiennes contestent l'ampleur de ces allégations tout en reconnaissant leur existence et en menant des opérations contre des centres d'arnaques.
- 28 •** L'incident frontalier de Chong Bok cause la mort du soldat cambodgien Suon Roun lors d'échanges de tirs avec l'armée thaïlandaise. Les deux parties s'accusent mutuellement d'avoir initié les hostilités. Le Premier ministre cambodgien annonce le 1<sup>er</sup> juin son intention de porter le différend frontalier devant la Cour internationale de Justice, suivant le précédent de 1962 concernant le temple de Preah Vihear.

### JUIN 2025

- 06 •** Au cours d'une visite du Premier ministre Hun Manet à Tokyo, le Cambodge et le Japon annoncent renforcer leur coopération contre la fraude en ligne après la découverte de 30 ressortissants japonais dans un centre d'arnaque à Poipet, ville frontalière de la Thaïlande située dans la province du Banteay Meanchey. Cette annonce intervient alors que la criminalité en ligne devient un enjeu diplomatique croissant pour le Cambodge, plusieurs pays asiatiques réclamant des résultats tangibles.

- 18 • Environ 150 000 personnes participent à une marche au cœur de Phnom Penh en soutien aux forces armées stationnées à la frontière thaïlandaise. La mobilisation, symbole d'unité nationale, intervient dans un contexte d'escalade progressive des tensions avec le Royaume voisin depuis l'incident du 28 mai et de la fermeture de plusieurs postes-frontières.

### JUILLET 2025

- 15 • Sur proposition du Président du Sénat, le roi Norodom Sihamoni promulgue un amendement constitutionnel permettant la révocation de la nationalité cambodgienne. La modification de l'article 33 autorise le retrait de nationalité pour des actes qualifiés de trahison, notamment dans le contexte de tension frontalière croissante. Les organisations de défense des droits humains expriment leurs préoccupations quant aux risques d'apatridie et à l'utilisation ultérieure potentielle de cette mesure.
- 24-28 • Les tensions frontalières s'embrasent suite à l'explosion présumée de mines et déclenchent des échanges de tirs nourris tout le long de la frontière. Les ambassadeurs sont rappelés de part et d'autre. Un cessez-le-feu est négocié le 28 juillet sous médiation malaisienne, mais ne se stabilise qu'après l'intervention diplomatique américaine le 7 août. Entre ces deux dates, l'armée thaïlandaise capture 20 soldats cambodgiens, dont deux sont rapidement restitués blessés et traumatisés, soulevant des préoccupations humanitaires internationales.

### AOÛT 2025

- 25 • De nouvelles tensions dans la province du Banteay Meanchey, où des habitants protestent contre l'installation de barbelés par l'armée thaïlandaise sur des parcelles contestées. En parallèle, le boycott des produits thaïlandais, représentant 33 % des importations cambodgiennes, perturbe 61,9 % des entreprises, selon Euro Cham. Les chaînes d'approvisionnement s'en trouvent désorganisées, et certaines enseignes se rebaptisent à la hâte, comme les stations PTT, devenant Peace Petroleum pour éviter l'association avec la Thaïlande.

### SEPTEMBRE 2025

- 09 • Phnom Penh a inauguré son nouvel aéroport (code IATA : KTI) situé au sud de la ville, près de Ta Khmau, fief du Président du Sénat et ancien Premier ministre Hun Sen. Conçu par Foster et Partners, partiellement financé par émission obligataire domestique, il est opéré par Vinci sous mandat de CAIC, une filiale du conglomérat

cambodgien OCIC (également propriétaire de la banque Canada). La transition depuis Pochentong, héritage du Sangkum, s'est déroulée en une nuit et sans incident.

- 10 • Air Cambodia, compagnie nationale fraîchement renommée (anciennement Cambodia Angkor Air), entend tirer profit de son nouvel écrin. Elle annonce l'acquisition de 20 appareils C909 auprès du chinois COMAC. Symbole du positionnement habile plutôt qu'intermédiaire du Cambodge, cette commande intervient un mois après la promesse d'achat de 10 Boeings 737-8 MAX.
- 10 • La réforme du marché de l'or au Vietnam, marquant la fin du monopole d'État, pourrait avoir des effets collatéraux sur la balance commerciale cambodgienne. Depuis 2009, le Cambodge, qui figure parmi les premiers importateurs d'or au monde rapporté à son PIB par habitant, fait office de plateforme de transit informel vers le Vietnam, rôle que la réforme d'Hanoi pourrait remettre en cause.

### OCTOBRE 2025

- 15 • Les États-Unis annoncent la saisie de plus de 14 milliards \$ US en cryptomonnaies et inculpent Chen Zhi, président de Prince Holding Group, pour fraude et blanchiment. Accusé d'avoir orchestré des réseaux de travail forcé opérant principalement au Cambodge, ce citoyen chinois voit son groupe sanctionné par l'OFAC.
- 15 • Suite à la mort d'un étudiant coréen captif près du mont Bokor en lien avec l'industrie cybercriminelle, la Corée du Sud émet une interdiction de voyage pour une large partie du Cambodge et dépêche une équipe de haut niveau à Phnom Penh. En novembre, lors du sommet de l'ASEAN, les deux pays conviennent d'une coopération policière renforcée. Dans ce contexte, Séoul nomme début décembre le Général Kim Chang-yong, ancien commissaire de l'Agence nationale de Police, ambassadeur au Cambodge.
- 26 • Victoire diplomatique pour le Cambodge qui parvient à articuler habilement accord de paix avec la Thaïlande sous médiation américaine et accord commercial avec les États-Unis, tous deux signés le 26 octobre en présence de Donald Trump à Kuala Lumpur. Bangkok ne respectera toutefois pas ses engagements, notamment sur la libération des 18 soldats cambodgiens encore détenus, le ministre thaïlandais de la Défense conditionnant leur libération au retrait cambodgien du temple disputé de Ta Krabei, à la frontière de la province d'Oddar Meanchey.

### NOVEMBRE 2025

- 05 • Début novembre, Bloomberg révèle que le Cambodge s'apprête à déposer une partie de ses 54 tonnes d'or en Chine (cet or représente environ un quart des réserves de

change du pays). Relayée par les médias locaux mais non commentée par la Banque nationale, cette stratégie pourrait témoigner de deux dynamiques : un effort de diversification face aux risques de sanctions qui préoccupent nombre de banquiers centraux au détriment des places financières occidentales, et la recherche d'une solution pour mobiliser facilement ces réserves sans vendre le métal précieux, en l'utilisant comme collatéral pour des prêts à court terme auprès de contreparties chinoises.

## DÉCEMBRE 2025

- 04 •** Le Cambodge annonce une phase test d'exemption de visa pour les touristes chinois du 15 juin au 15 octobre 2026. Ce dispositif pilote, qui permettra aux ressortissants chinois de séjourner jusqu'à 14 jours sans visa, devrait contribuer à la relance d'un secteur touristique en difficulté depuis la pandémie, particulièrement affecté par l'effondrement des arrivées en provenance de Chine, autrefois première source de visiteurs du Royaume.
- 07 •** Le 7 décembre dans l'après-midi, la situation s'embrase de nouveau entre le Cambodge et la Thaïlande, chaque camp rejetant sur l'autre la responsabilité de la reprise des hostilités. La Thaïlande, alimentant l'escalade, déploie ses avions de combat F-16 et des armes lourdes. Cette nouvelle flambée de violence laisse présager des conséquences dramatiques, tant sur le plan humanitaire (déplacements de populations) que patrimonial (destruction des temples frontaliers).
- 31 •** Jalon symbolique concernant le financement de la transformation industrielle et de la valorisation agricole, Yuanta Securities a piloté une émission obligataire inaugurale de 50 millions \$ US sur le CSX (Cambodia Securities Exchange). Cette émission, garantie par GuarantCo (entité qui compte à son capital l'AFD, Standard Chartered ou encore l'État canadien), doit financer la transformation d'une ferme de 7 376 hectares dans la province du Ratanakiri en hub d'exportation de bananes, mangues et ananas vers la Chine et le Japon. L'objectif est de multiplier par 25 la production d'ici 2029 pour atteindre 272 000 tonnes annuelles. Une seconde émission pour 50 millions \$ US supplémentaires devrait suivre début 2026.
- 31 •** Le 27 décembre, un cessez-le-feu est finalement conclu sous médiation chinoise, permettant la libération des 18 soldats (captifs depuis octobre) par la Thaïlande le 31 décembre.

## Portraits



Source : [www.cpp.org.kh](http://www.cpp.org.kh)

### **Maly Socheata, conflit frontalier et front de la communication**

Le Lieutenant-Général Maly Socheata, sous-secrétaire d'État au ministère de la Défense nationale, est devenue l'un des visages les plus médiatisés de l'année 2025 au Cambodge. En tant que porte-parole officielle du ministère, Maly Socheata s'est retrouvée propulsée au-devant de la scène lors de l'escalade des tensions frontalières avec la Thaïlande à l'été 2025. Présente quotidiennement en conférence de presse, elle est la voix et le visage du gouvernement, communiquant sur les développements militaires, les cessez-le-feu successifs, et les positions cambodgiennes face aux accusations thaïlandaises.

Cette exposition soudaine, pour celle qui n'a pas de page Wikipédia, s'est accompagnée d'une vague de moqueries et de détournements sur les réseaux sociaux. Les internautes thaïlandais se sont emparés de l'image de la sous-secrétaire d'État cambodgienne pour la parodier et en faire des memes, certains allant jusqu'à lui inventer un passé sulfureux en lui prêtant une double carrière musicale secrète sous le pseudonyme Tata, une éphémère pop star cambodgienne excentrique des années 2010.

Cette comparaison mesquine illustre surtout la guerre de l'information qui s'est jouée en parallèle du conflit armé, alors que les accusations de désinformation se sont multipliées de part et d'autre de la frontière. Si ces controverses font du Lieutenant-Général Maly Socheata une figure de résilience et de résistance pour les Cambodgiens, elle représente au contraire la figure de proue des *fake news* aux yeux des Thaïlandais.



Source : [freshnewsasia.com](https://freshnewsasia.com)

### **Wang Wenbin, un loup guerrier à Phnom Penh**

Né en 1971 dans la province d'Anhui, Wang Wenbin est un diplomate chinois, francophone de formation, et diplômé de l'Institut de Diplomatie (China Foreign Affairs University). Après trois décennies au service de la diplomatie chinoise dont un poste d'ambassadeur en Tunisie (2018-2020), il s'est surtout illustré en tant que porte-parole du ministère des Affaires étrangères entre 2020 et 2024. Sa communication ferme face aux critiques occidentales lui confère alors une certaine notoriété sur les réseaux sociaux chinois, le classant dans la catégorie informelle des « *loups guerriers* ».

Nommé Ambassadeur de la République populaire de Chine à Phnom Penh en juillet 2024, il succède à Wang Wentian dont le départ coïncide de peu avec celui de Patrick Murphy, ambassadeur américain, non remplacé à ce jour. La maîtrise du français de Wang Wenbin constitue également un atout diplomatique au Cambodge, tout particulièrement à l'approche du Sommet de la Francophonie de novembre 2026.

La mission de Wang Wenbin s'inscrit dans le cadre d'une relation bilatérale sino-cambodgienne ancienne, réaffirmée lors de la visite de Xi Jinping à Phnom Penh, mais engagée dans une phase de recomposition face à plusieurs défis régionaux. Ceux-ci tiennent à l'évolution du modèle d'appui économique chinois – aucun nouveau prêt au Trésor cambodgien depuis 2023 –, à la lutte contre la criminalité transnationale, ainsi qu'aux effets de la guerre commerciale sino-américaine et des tensions frontalières avec la Thaïlande. Ils renvoient enfin à l'équilibrisme diplomatique de Phnom Penh, illustré par la reprise du programme militaire *Angkor Sentinel* avec Washington, parallèlement au maintien d'une coopération avec Pékin.

## Arrêt sur image



### De l'entente à la crise entre le Cambodge et la Thaïlande

Source : <https://www.cpp.org.kh>

En avril 2025, Paetongtarn Shinawatra, Première ministre thaïlandaise et fille du sulfureux Thaksin Shinawatra (lui-même ancien Premier ministre), était accueillie en grande pompe à Phnom Penh. Aux côtés de Hun Manet, Premier ministre cambodgien, elle affichait une volonté commune de renforcer l'amitié bilatérale. Cinq mois plus tard, précipitée par la fuite d'un échange téléphonique avec Hun Sen, homme fort de Phnom Penh, Paetongtarn Shinawatra était destituée par la Cour constitutionnelle, alors même que le différend frontalier historique latent dégénérait en affrontements armés, fermeture de postes-frontières et exode de populations. Ces tensions frontalières violentes ont provoqué le retour de près d'un million de travailleurs cambodgiens et la réorganisation forcée des flux économiques régionaux.





# Indonésie

## Ambitions et coûts du développementalisme recentralisé de Prabowo Subianto

Gabriel FACAL

L'année 2024 se terminait par l'installation de Prabowo Subianto aux fonctions de président de la République. Élu le 15 février 2024 avec près de 58 % des voix, le président accuse un passé sombre, marqué par de nombreuses exactions contre les droits humains<sup>1</sup>, les soupçons d'une tentative de coup d'État et l'instrumentalisation politique répétée de milices civiles, sur un spectre allant de groupes ultranationalistes<sup>2</sup> à des organisations islamiques radicales<sup>3</sup>. D'aucuns analysaient cette élection comme une régression de la conscience démocratique, effaçant les idéaux de justice sociale portés par les pro-démocrates au sortir du régime de Suharto<sup>4</sup>. Mais l'année 2025 a au contraire laissé surgir, dans la rue et sur Internet, un virulent désir collectif de rebattre les cartes.

---

<sup>1</sup> Rémy Madinier, 2025, « De Jokowi à Prabowo : les frontières brouillées de l'histoire indonésienne », *Archipel*, n° 109, p. 141-157.

<sup>2</sup> Oleh Feru Lantara, « [Pemuda pancasila Depok dukung penuh Prabowo Subianto](#) » [Les Pemuda Pancasila de Depok soutiennent pleinement Prabowo Subianto], *Antara News*, 2 juillet 2014.

<sup>3</sup> Nurul Fitri Ramadhani, « [Prabowo touts Indonesia as moderate Muslim country](#) », *The Jakarta Post*, 29 novembre 2018.

<sup>4</sup> Comme analysé par Rémy Madinier, 2024, « Indonésie, la victoire de l'amnésie », *Esprit*, n° 4, p. 18-21.

## Face aux politiques antisociales et répressives, l'ire populaire

### Les facteurs de la révolte : austérité, régression démocratique, inégalités

L'année 2025 a été marquée par l'irruption de manifestations et émeutes dans la plupart des grandes villes du pays, rassemblant jusqu'à 100 000 personnes. Elles sont surtout l'aboutissement d'une frustration économique généralisée : inflation (2,9 %) plus rapide que l'augmentation des salaires (1,9 %), élévation du coût de l'alimentation (3 % à 8 %) et de l'éducation (1 % à 3 %), licenciements massifs (88 000 cas officiels comptabilisés, et jusqu'à 280 000 selon les syndicats), hausse des impôts fonciers au niveau local (jusqu'à 250 %), ou encore, allongement du départ à la retraite, qui au 1<sup>er</sup> janvier 2025 passe de 58 à 59 ans<sup>5</sup>.

Les tensions économiques et leur perception sont accentuées par le sensible désengagement de l'État des secteurs de l'éducation, de la santé et de l'environnement, au profit de dépenses publiques controversées, comme un programme (défaillant) de repas scolaires gratuits et la conversion d'immenses surfaces forestières en monocultures, mise en défaut par les inondations cataclysmiques de fin d'année (cf. *infra*).

Le mouvement cible clairement la régression démocratique, marquée par la concentration présidentielle du pouvoir, des politiques de recentralisation, et le renforcement du rôle de l'armée dans l'économie, les affaires politiques et sociales. Cette trajectoire fait parler à certains d'un « Néo-Ordre nouveau », ressuscitant le régime qui, de 1966 à 1998, tint par la force le pays au profit d'une classe corrompue d'oligarques et militaires<sup>6</sup>.

Enfin, les manifestations dénoncent une corruption omniprésente, dont le sentiment est renforcé par les réductions de peine de condamnés proches du pouvoir et par l'affaiblissement toujours plus prononcé de la Commission

---

<sup>5</sup> Michelle Gabriela, « [Gradual Retirement Agree Increase : Indonesian Workers Now Retire at 59](#) », *Tempo*, 10 janvier 2025.

<sup>6</sup> « [Anarchists on the Wave of Protest in Indonesia](#) », *CrimethInc.*, 23 septembre 2024.

d'éradication de la corruption (KPK). Cette corruption est couplée au mépris de certaines élites, politiques et religieuses<sup>7</sup>, qui rend encore plus ostentatoires les privilèges dont elles bénéficient. Sur ce dernier point, l'un des principaux facteurs d'emballement des protestations a été l'approbation en octobre 2024, par la chambre basse du parlement (DPR), d'une augmentation de l'allocation logement des parlementaires à hauteur de 3 065 \$ US, s'ajoutant à des indemnités déjà élevées à 3 985 \$ US. Face à un salaire minimum de 201 \$ US par mois (moyenne nationale), la révélation de cette manne auprès du public indonésien a contribué à provoquer le plus grand soulèvement populaire depuis la crise de 1998.

## Un emballement sans précédent récent

Les événements de 2025 cristallisent un sentiment de colère ressenti depuis plusieurs années face à une classe politique perçue comme hors-sol et corrompue.

L'année a vu se succéder des séquences de protestation multiples, allant de l'opposition contre les plans d'austérité à celle contre la révision des manuels d'histoire niant les violences politiques sous Suharto<sup>8</sup>. Le renforcement du rôle sociopolitique de l'armée et la répression policière sont aussi un catalyseur des manifestations. Le 28 août, un jeune livreur de mototaxi est écrasé par un blindé de la police, alors qu'il circule incidemment près d'un défilé manifestant (cf. *infra* « Portrait »). Sa mort, comme celle d'une dizaine de personnes au cours des mobilisations, illustre un degré de brutalité policière inédit depuis la transition post-autoritaire de 1998. Les ONG de défense des droits humains évoquent une vingtaine de disparus, plus de 500 blessés, des milliers d'arrestations et une répression intense sur Internet.

Dans plus d'une centaine de villes (Java, Sumatra, Sulawesi, Papouasie occidentale, etc.), la fin de l'été est alors le théâtre d'émeutes ciblant des bâtiments gouvernementaux et administratifs ainsi que les résidences d'élus, dont

---

<sup>7</sup> Cf. par exemple le portrait de M.M. Habiburrohmah (Gabriel Facal, 2025, « Indonésie 2025. Passation de pouvoir : sous un discours de continuité, des bases renouvelées », in G. Facal et J. Samuel (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2025. Bilan, enjeux et perspectives*, Bangkok, IRASEC, p. 255).

<sup>8</sup> Radhiyya Indra, « [Delay triggers fresh demands to scrap history rewrite](#) », *The Jakarta Post*, 12 août 2025.

celle de la ministre des Finances. Le gouvernement annonce épisodiquement des concessions (réduction des privilèges des parlementaires, distribution d'argent aux ménages à faible revenu, projet de création d'un Conseil national du bien-être au travail) et des restructurations (remaniement ministériel, projet de réforme de la police). Mais ces mesures ne prennent pas en compte les demandes systémiques des manifestants et émettent des signaux contradictoires, par exemple le 13 octobre, avec le doublement de l'indemnité de vacances des parlementaires, qui passe à environ 42 400 \$ US et doit être versée cinq fois par an.

Alors que le Président Prabowo met en garde contre des « agents étrangers » visant à déstabiliser le pays, les protestations sont en fait portées par une grande diversité d'acteurs de la société civile. Fin août, une coalition d'étudiants et de jeunes militants prodémocratie promeut 17 demandes immédiates et huit réformes plus structurelles à mener dans les 12 mois. Elles portent sur des volets comme les inégalités économiques, le pouvoir militaire et policier, la corruption et les droits du travail. De nombreux autres segments se mobilisent, isolément ou par coalitions : travailleurs, organisations de femmes, collectifs LGBT, groupes de défense des droits humains, populations autochtones, mais aussi supporters de football et clubs de fans de K-pop, célébrités du monde de l'art et du divertissement ; avec des revendications convergentes. Le Secrétaire d'État accepte d'« étudier » les demandes, mais sans accorder de réel débat<sup>9</sup>.

En outre, les protestations fournissent au président Prabowo un prétexte pour opérer des remaniements ministériels plus favorables à son clan politique que ceux imposés précédemment par les jeux de coalition. Enfin, alors qu'au mois de novembre Prabowo a élevé Suharto, son ancien beau-père, au rang de héros national, le risque d'une fracture politique intergénérationnelle est plus grand que jamais.

---

<sup>9</sup> Gabriel Facal, 2026, « FOCUS Indonésie : la Gen Z, catalyseur du plus grand mouvement social depuis la démocratisation de 1998 », *Diplomatie*, n° 89, p. 18-19.

## Concentration du pouvoir et clientélisme

Le 15 février, trois mois seulement après le début de son mandat, Prabowo annonce vouloir se présenter à l'élection présidentielle de 2029. La politique intérieure suit alors de grandes tendances simultanées, l'affaiblissement du seul grand parti non intégré à la coalition progouvernementale, Parti démocratique indonésien de Lutte (PDI-P) ; la fragilisation des blocs coalisés autour du président sortant Joko Widodo (dit « Jokowi ») ; et la concentration du pouvoir dans les mains des proches soutiens de Prabowo.

## Affaiblissement des non-coalisés et des soutiens de Jokowi

Dans la première tendance, la Cour constitutionnelle révoque le 2 janvier 2025 le seuil de représentation politique minimale requis pour qu'un parti politique puisse présenter un candidat à l'élection présidentielle. Ce seuil s'élevait à 20 % des sièges à la Chambre des représentants du peuple ou bien 25 % des suffrages exprimés aux dernières élections législatives. Cette décision présage de scrutins plus compétitifs, pouvant affaiblir les coalitions de partis, ce qui pourrait présenter des défis pour Prabowo mais aussi lui offrir la possibilité de modifier les équilibres<sup>10</sup>.

Le PDI-P est affaibli par l'arrestation, le 14 février, de Hasto Kristiyanto, secrétaire général du parti. Kristiyanto aurait versé un pot-de-vin à un fonctionnaire électoral en 2019 pour assurer un siège parlementaire à son protégé, Harun Masiku – en fuite depuis 2020. Il est également accusé d'avoir ordonné à Masiku de détruire des documents à charge<sup>11</sup>. Dans l'autre camp politique, celui du musulman bon teint Anies Baswedan, l'ancien chef de campagne Thomas Lembong est condamné en juillet pour corruption, en lien à l'octroi de licences d'importation de sucre alors qu'il était ministre du Commerce (2015-2016)<sup>12</sup>.

---

<sup>10</sup> Nana Shibata, « [Prabowo's priority: Indonesia's food security quest faces tough challenges](#) », *Nikkei Asia*, 3 janvier 2025.

<sup>11</sup> « [Indonesia anti graft body arrests senior opposition official](#) », Reuters, 20 février 2025.

<sup>12</sup> Ananda Teresia, « [Indonesian President Prabowo pardons political opponents](#) », Reuters, 1<sup>er</sup> août 2025.

Prabowo affiche la volonté d'une concorde : le 1<sup>er</sup> août, il gracie tout à la fois Kristiyanto et T. Lembong.

Autre affaire, les 4 et 5 novembre, la KPK confirme avoir débuté une enquête préliminaire pour corruption dans le cadre du mégaprojet Whoosh, le train à grande vitesse Jakarta-Bandung financé par la Chine. Plusieurs membres de l'ancienne administration Jokowi sont ciblés. Le prix de construction au kilomètre aurait été triplé dans le contrat et des pots-de-vin auraient pu faciliter le choix d'un partenaire chinois plutôt que japonais. Cette annonce intervient alors que Prabowo exprime la volonté d'étendre le projet jusqu'à Surabaya puis Banyuwangi<sup>13</sup>.

## Remaniements ministériels favorables à Prabowo

Seconde dynamique marquante cette année, le recentrement du pouvoir, vers la capitale et le cercle d'influence de Prabowo. Dans cette visée, Prabowo procède à plusieurs remaniements du « Cabinet Rouge et Blanc » (des couleurs du drapeau national). Les premières manifestations étudiantes, commencées le 17 février, donnent au président l'occasion de remplacer Satryo Brodjonegoro, ministre de l'Enseignement supérieur, des Sciences et de la Technologie (et dont la famille a été très active au sein des gouvernements de Jokowi), par Brian Yulianto, un chercheur en nanoscience et nanotechnologie<sup>14</sup>. Les vagues d'émeutes suivantes, en septembre, provoquent le remplacement de Budi Gunawan, ministre coordinateur des Affaires politiques et sécuritaires, ancien chef de la Police puis des Services de renseignements sous Jokowi, par le ministre de la Défense Sjafrie Sjamsoeddin. Sans étiquette mais membre des forces spéciales Kopassus, à l'époque où elles étaient dirigées par Prabowo Subianto, pendant leur déploiement au Timor, Sjamsoeddin est ensuite relevé de son intérim par Djamari Chaniago. Ce membre du parti de Prabowo, le Gerindra, est un ancien général qui

---

<sup>13</sup> Resty Woro Yuniar, « [Indonesia's China-funded "Whoosh" railway faces corruption probe](#) », *South China Morning Post*, 4 novembre 2025 ; et David Priyasidarta, « [Regent Ipuuk Hails Prabowo's Vision to Extend Whoosh to Banyuwangi as Good News](#) », *Tempo*, 5 novembre 2025.

<sup>14</sup> Kurnia Yunita Rahayu, Nina Susilo et Iqbal Bsyari, « [President Prabowo Reshuffles Cabinet, Allegedly in Response to Public Criticism](#) », *Kompas*, 19 février 2025.

a servi à Aceh et au Timor et a succédé à Prabowo au commandement de la réserve stratégique en mai 1998, à la chute de l'Ordre nouveau.

Ministre des Finances emblématique des cabinets Jokowi, Sri Mulyani Indrawati quitte aussi le gouvernement dans le sillage du remaniement. Technocrate reconnue pour ses capacités de gestion, par exemple face à la crise économique de 2008 (alors ministre coordinatrice des Affaires économiques), Mulyani est en désaccord avec les dépenses publiques prévues par Prabowo, notamment la part du budget 2026 consacrée à la défense, en augmentation de 13 à 37 % (selon les modes de calcul). Mulyani est remplacée par l'économiste Purbaya Yudhi Sadewa. Critiqué pour son manque d'expérience dans la gestion de politiques macroéconomiques, sa nomination provoque une baisse immédiate des marchés (-1,4 % du principal indice boursier indonésien).

Prabowo nomme quantité de loyalistes à la tête de nombreux autres ministères<sup>15</sup>, l'Indonésie en comptant 34, dont quatre ministères coordonnateurs (Politique, Justice et Sécurité ; Économie ; Développement humain et Culture ; Infrastructures et Développement régional), des ministères sectoriels et des ministères techniques ou spécialisés. On se souvient des licences minières accordées par Jokowi en 2024 aux grandes organisations islamiques (Nahdlatul Ulama [NU] et Muhammadiyah) ; les forces musulmanes se voient aussi prises en compte cette année avec la création d'un ministère du Hajj et de l'Oumra, dirigé par Mochamad Irfan Yusuf. Sans étiquette mais proche du Gerindra, Yusuf est le petit-fils de l'ouléma Hasyim Asy'ari, principal fondateur de l'organisation musulmane majoritaire, la NU. Son vice-ministre, Dahnil Anzar Simanjuntak, est membre du Gerindra et était le porte-parole de la campagne de Prabowo en 2018.

L'érosion des partis et figures dissidentes et la concentration du pouvoir sont donc aussi étayées par l'absorption de différentes forces politiques. Cette stratégie de cooptation se joue par ailleurs à un niveau plus souterrain, avec une

---

<sup>15</sup> « [Prabowo appoints Loyalists in Cabinet Reshuffle : Shift in Economic Policy ?](#) », *Indonesia Investments*, septembre 2025 ; « [Indonesian President Parbobo replaces five ministers after deadly protests](#) », *Al Jazeera*, 9 septembre 2025 ; Yanuar Nugroho, « [Prabowo's Cabinet Reshuffle : Consolidating Politics. Recalibrating Policy ?](#) », *Fulcrum*, 11 septembre 2025.

emprise accrue des appareils de sécurité et de l'armée sur la gouvernance socioéconomique.

## **Les militaires aux manettes du développement : le programme de Repas nutritifs gratuits (MBG)**

Dès janvier, le ministre coordinateur du Droit, des Droits de l'Homme, de l'Immigration et de l'Administration pénitentiaire, Yusril Ihza Mahendra, annonce une retraite réunissant les gouverneurs locaux élus en 2024, dans la base militaire de Bukit Tidar. Cette décision suit la retraite du Cabinet qui, en octobre 2024, avait pour vocation de promouvoir une vision commune et de renforcer l'unité des membres du gouvernement<sup>16</sup>. Peu après, le 20 mars, le parlement adopte des révisions controversées permettant aux militaires en service d'occuper des postes dans plus d'institutions civiles, suscitant des craintes d'un retour à une influence militaire accrue dans l'administration. L'année ne voit que se renforcer leur rôle dans la gestion des entreprises publiques pour les projets d'infrastructures, ainsi que la gestion de catastrophes naturelles et de campagnes sanitaires, marquant plus largement un retour progressif de l'influence sécuritaire dans la gouvernance.

Le 6 janvier, est lancée l'initiative phare de Prabowo, le programme de Repas nutritifs gratuits (MBG), qui vise 82,9 millions de bénéficiaires d'ici mars 2026. Le budget, de 71 trillions de rupiah (environ 4,3 milliards \$ US), est augmenté tout au long de l'année, jusqu'à atteindre 8,7 % (19,7 milliards \$ US) du budget total de l'État en 2026. Le MBG vise à lutter contre les retards de croissance des enfants indonésiens (dont un sur cinq souffre de malnutrition), en permettant un accès à des repas équilibrés – et halal – aux femmes enceintes et allaitantes, aux enfants en bas âge et aux élèves des écoles publiques. Il prétend s'appuyer sur des circuits plus courts, encourager des commandes collectives pour limiter les intermédiaires et soutenir les paysans locaux.

Or, des problèmes colossaux affectent le programme. L'Agence nationale de Nutrition (BGN), pilote, censée opérer sous la supervision des ministères de

---

<sup>16</sup> « [Minister shares plan for regional heads' retreat](#) », *Antara*, 10 janvier 2025.

l'Éducation et de la Santé et des gouvernements provinciaux est en réalité très peu régulée, sous influence de militaires et officiers de police retraités, d'entrepreneurs issus des partis (notamment le Gerindra), et de groupes de sécurité<sup>17</sup>. Les nutritionnistes professionnels sont notablement absents de la gestion, il n'y a pas de feuille de route concernant la conception des menus, les normes nutritionnelles et protocoles d'hygiène, et les certifications sont rarissimes.

Les militaires jouent un rôle organisationnel, logistique et de support au déploiement national d'une autre initiative lancée par le gouvernement, les « coopératives rouge et blanc ». En charge d'une grande partie de l'approvisionnement, 80 000 d'entre elles sont déjà établies ou en cours d'activation. Elles couvrent toute la chaîne de valeur économique locale : approvisionnement en intrants agricoles, collecte et distribution de produits, facilitation de crédit et financement, logistique, etc.

Les repas ne sont pas uniquement préparés dans des cantines scolaires, mais organisés par des unités de service nutritionnel (SPPG), aussi appelées « cuisines MBG ». En novembre 2025, il y en avait environ 15 500 et 8 200 nouvelles unités pour les zones éloignées étaient en construction ou prévues, avec plusieurs milliers supplémentaires dans des zones urbaines, prévues à la fin de l'année. D'innombrables cas de mauvaises pratiques sont rapportés : rupture des chaînes du froid, ingrédients périmés, personnel non formé, préparation dans des locaux privés ne respectant aucune norme d'hygiène<sup>18</sup>. Face à ce dispositif chaotique, le médiateur (*Ombudsman*) constate que des « courtiers » exploitent les lacunes et les défaillances dans l'application des normes de sécurité, tandis que Transparency International Indonesia met en garde contre les risques de

---

<sup>17</sup> Agung Sandy Lesmana et Dea Hardiningsih Irianto, « [Kuliti Program MBG Prabowo. ICW Curigai Penunjukan Langsung Vendor di Lingakaran Rezim](#) » [ICW soupçonne la nomination directe de fournisseurs dans le cercle du régime après avoir examiné le programme MBG de Prabowo], *Suara.com*, 11 juin 2025.

<sup>18</sup> Alif Ilham Fajriadi, « [Indonesian Catering Association : MBG Kitchens Run by Amateurs, Not Professionals](#) », *Tempo*, 26 septembre 2025.

corruption avérée, allant de contrats gonflés à la collusion dans les appels d'offres pour les cuisines<sup>19</sup>.

Cette gestion calamiteuse a pour effet principal qu'au 31 octobre, sur les 1,4 milliard de portions distribuées depuis le lancement du programme, au moins 16 109 intoxications alimentaires sont enregistrées avec des symptômes tels que des nausées, vomissements, maux d'estomac, etc.<sup>20</sup>. Le MBG est enfin fondé sur un mécanisme financier pernicieux, l'argent étant puisé sur le budget de l'éducation (44 % du budget !) et de la santé (10 %), ce qui réduit les ressources destinées à la formation et aux salaires des enseignants, au fonctionnement des écoles et potentiellement à d'autres services publics, notamment de santé. Cette révision du budget des précédents mandats pèse aussi sur les salaires des personnels et menace directement quelque 723 000 emplois dans le secteur de l'éducation.

Face à ce bilan alarmant, le gouvernement annonce des dispositions. Le 27 septembre, l'Agence nationale de nutrition annonce recruter 60 000 chefs certifiés pour renforcer le MBG, tandis que la vice-directrice de l'agence s'excuse pour les nombreux cas d'empoisonnements. La semaine suivante, Prabowo nomme un second vice-ministre de la Santé, chargé en particulier de gérer les problèmes de repas contaminés.

---

<sup>19</sup> Transparency International Indonesia, 30 juin 2025, [Program Makan Bergizi Gratis Dikepung Risiko Korupsi Sistemik](#) [Le Programme nutritif gratuit menacé par un risque de corruption systémique], Jakarta, Transparency International Indonesia.

<sup>20</sup> « JPPI : Indonesia's MBG food poisoning cases reach 16,109 as of October 31 », *Asia Pacific Solidarity Network*, 4 novembre 2025.

# Économie et politiques de développement, un bilan contrasté

## Fonds souverain, politique fiscale et réformes budgétaires

L'Indonésie vise un objectif de 8 % de croissance d'ici 2029, ce qui laisse sceptique les analystes de la Banque mondiale<sup>21</sup> car il nécessiterait des investissements massifs et des réformes profondes. D'ailleurs, au premier trimestre 2025 l'économie ralentit, avec une croissance de 4,87 %, le taux le plus faible depuis le troisième trimestre 2021.

Jakarta mobilise toutefois ce cap des 8 % pour justifier le lancement d'un fonds souverain, Danantara (acronyme de « Capacité pour le futur du développement de l'archipel »), avec un capital initial d'environ 20 milliards \$ US pour investir dans des projets industriels et technologiques. Le fonds supervise 47 entreprises publiques – dont les actifs totalisent environ 900 milliards \$ US et qui ont versé au gouvernement un total de 5,1 milliards \$ US de dividendes en 2024<sup>22</sup>. Danantara vise désormais à obtenir 8 milliards \$ US par an – soit une augmentation de 57 %. Cependant, malgré les assurances des autorités, les investisseurs nationaux et internationaux restent méfiants, entraînant une baisse des actions des banques publiques<sup>23</sup>. Le fonds suscite de surcroît des critiques concernant les risques de corruption et de captation politique, ainsi que des protestations contre les coupes budgétaires prévues pour le financer<sup>24</sup>. Ces dernières avoisinent 19 milliards \$ US sur l'année, pesant sur les ministères, les agences, et les gouvernements régionaux, en touchant principalement les secteurs de l'éducation, des infrastructures, de la santé et de la sécurité. Cette austérité s'accompagne d'une dilution de l'indépendance de la banque centrale et de politiques agressives contre les entreprises étrangères, dont l'application au

---

<sup>21</sup> Nana Shibata, « [Indonesia's tepid 5.03 % growth undermines Prabowo's 8 % goal](#) », *Nikkei Asia*, 5 février 2025.

<sup>22</sup> Ismi Damayanti, « [Indonesia's Danantara targets \\$8bn in dividends from state-owned companies](#) », *Nikkei Asia*, 26 mars 2025.

<sup>23</sup> Ismi Damayanti, « [Investors are wary of Indonesia's new sovereign fund, hitting shares of state-owned banks](#) », *Nikkei Asia*, 10 mars 2025.

<sup>24</sup> Nana Shibata, « [Indonesia launches Danantara sovereign wealth fund : 5 things to know](#) », *Nikkei Asia*, 24 février 2025.

1<sup>er</sup> janvier 2025 de la régulation de l'OCDE permettant de taxer de 15 % les bénéficiaires des grandes sociétés multinationales. Le limogeage en septembre de la ministre des Finances, Sri Mulyani, exacerbe la situation, entraînant une chute de la bourse et une dévaluation de la rupiah.

Dynamiques plus positives, Jakarta enregistre en mars un excédent commercial de 4,3 milliards \$ US, meilleur que prévu, favorisant un possible retour à un excédent du compte courant après deux ans, grâce notamment à une forte hausse des exportations de fer et d'acier vers la Chine et des ventes record aux États-Unis. À partir du 1<sup>er</sup> mars, l'Indonésie prolonge la période de blocage des revenus d'exportation des secteurs des ressources naturelles, passant de trois à 12 mois. Cette mesure vise à renforcer la rupiah face aux incertitudes mondiales. Les revenus des secteurs miniers, des plantations, de la foresterie et de la pêche doivent être conservés dans le système financier indonésien pendant un an, avec des sanctions pour non-respect. Le gouvernement estime que cette mesure générera plus de 100 milliards \$ US, bien que des critiques craignent qu'elle ne nuise aux opérations des entreprises et à l'investissement<sup>25</sup>. Toujours pour endiguer la fuite de capitaux, le ministère des Finances confirme sa volonté de poursuivre les évadés fiscaux de l'archipel. Le ministère considère que le recouvrement fiscal possible représenterait une manne d'environ 3,66 milliards \$ US. Parmi les 200 évadés majeurs visés en priorité, 84 auraient déjà commencé à rembourser l'État à hauteur de 311 millions \$ US<sup>26</sup>.

En revanche, Jakarta est affectée par l'imposition par les États-Unis de droits de douane élevés. Ce taux est le plus favorable pour un membre des BRICS (19 % appliqués depuis août, contre les 32 % annoncés en avril), il s'accompagne d'une exemption de taxes pour l'huile de palme, le cacao et le caoutchouc<sup>27</sup>, mais a pour contrepartie des engagements d'importation accrus (promesse de près de 20 milliards \$ US d'achat de biens états-uniens et de 50 Boeing).

---

<sup>25</sup> Ismi Damayanti, « [Indonesia seeks \\$100bn by extending export earnings lock-up](#) », *Nikkei Asia*, 17 février 2025.

<sup>26</sup> « [Indonesia's Finance Ministry targets 200 major tax evaders nationwide](#) », *Antara*, 11 octobre 2025.

<sup>27</sup> Stefano Sulaiman et Gibran Naiyyar Peshiman, « [Indonesia says US agrees tariff exemption for its palm oil, cocoa and rubber](#) », *Reuters*, 26 août 2025.

Les incertitudes économiques en Chine pourraient en outre peser sur les exportations indonésiennes à moyen terme. À cet égard, alors que les investissements (IDE) chinois en Indonésie ont dépassé ceux du Japon la décennie passée, l'Indonésie et le Japon annoncent un approfondissement de leur coopération économique et sécuritaire dans la région. Cette manœuvre diplomatique peut contribuer tout à la fois à contrebalancer la dépendance au partenaire chinois et à approfondir la coopération régionale face au possible retrait du « parapluie » américain<sup>28</sup>.

### **Difficultés pour l'emploi et les infrastructures, dynamisme du tourisme**

En 2024, plus de 80 000 travailleurs ont été touchés par des suppressions de postes, tous secteurs confondus et une aggravation de la crise est prévue en 2025, menaçant 280 000 emplois, en particulier dans le textile. Alors que la part du secteur manufacturier dans le PIB (17 % à 19 %) décline depuis plus de 10 ans, le textile se trouve cette année impacté par la faillite du géant indonésien Sritex. Ses dettes dépassant 2,1 milliards \$ US, il est déclaré insolvable après l'échec de son plan de restructuration, entraînant la perte de plus de 12 000 emplois. Cette faillite s'ajoute à la fermeture récente de cinq autres usines en Indonésie, totalisant déjà 3 200 licenciements<sup>29</sup>. D'autres secteurs sont mieux fournis, par exemple l'économie digitale, dans laquelle Huawei prévoit plusieurs centaines de recrutements.

Côté infrastructures, le programme de construction de Prabowo, qui vise à fournir chaque année trois millions de logements abordables pour les ménages à faibles revenus, hérite de problèmes structurels anciens et est confronté à des contraintes financières et opérationnelles. L'enveloppe est par ailleurs grevée par le budget déjà provisionné pour le développement de la nouvelle capitale,

---

<sup>28</sup> Nana Shibata, « [Indonesia, Japan boost security ties amid China's rise, Trump's return](#) », *Nikkei Asia*, 11 janvier 2025.

<sup>29</sup> Ismi Damayanti, « [Indonesian textile maker declared insolvent with \\$2.1bn in debts](#) », *Nikkei Asia*, 28 février 2025.

Nusantara (environ 2,9 milliards \$ US sur la période 2025-2029). Ce budget accuse toutefois une importante diminution par rapport au plan initial, Nusantara étant reléguée loin dans l'ordre des priorités nationales, une régulation présidentielle rendue publique en septembre la reclassifiant seulement comme « capitale politique » et non plus « capitale nationale »<sup>30</sup>.

Point fort du dynamisme économique, les chiffres du tourisme confirment la reprise post-Covid. La croissance des arrivées internationales reste positive (environ 10 % à mi-année), rendant atteignables les objectifs du gouvernement de 14 à 16 millions de visiteurs. Au mois de juin, Prabowo inaugure la première zone économique spéciale du pays dédiée exclusivement au secteur de la santé, la Sanur Health Special Economic Zone. Située à Bali, elle accueille un hôpital international et nombreux centres de soin, et ambitionne de renforcer l'attractivité internationale et de créer près de 43 000 nouveaux emplois. Toujours à Bali, le gouverneur I Wayan Koster annonce réfléchir à une interdiction de la plateforme Airbnb afin de renforcer le secteur hôtelier sur l'île et d'accroître ainsi les revenus de la province.

## **Face aux tensions, intensification des relations internationales et de sécurité**

### **Multi-alignement commercial et de défense : avec les BRICS, l'OCDE et des partenaires tiers**

Le 6 janvier 2025, l'Indonésie devient le premier pays d'Asie du Sud-Est à rejoindre les BRICS en tant que membre à part entière. Fin mars, l'Indonésie rejoint la New Development Bank (NDB) des BRICS pour diversifier ses sources de financement et soutenir son développement économique, notamment pour les infrastructures. Puis les 6 et 7 juillet, Jakarta participe au Sommet des BRICS à

---

<sup>30</sup> Resty Woro Yuniar, « [Indonesia's grand capital plan gets a downgrade as Nusantara is redefined](#) », *South China Morning Post*, 5 octobre 2025.

Rio de Janeiro. Au cœur des discussions : l'entrée en vigueur imminente des taxes douanières états-uniennes, le changement climatique et l'intelligence artificielle.

Parallèlement, bien que Jakarta souligne une nécessaire réforme de l'ONU pour davantage intégrer à sa gouvernance les États du « Sud global »<sup>31</sup>, l'Indonésie franchit une nouvelle étape dans son processus d'adhésion à l'OCDE. Après le début des négociations le 20 février 2024, le pays finalise en juin 2025 son Mémoire initial, lequel marque formellement le lancement du processus d'examen de l'adhésion.

Du point de vue des bilatéralismes on retrouve aussi la doctrine présidentielle « Mille amis, zéro ennemi », Jakarta multipliant les accords aussi bien avec les pays adhérents ou partenaires des BRICS qu'avec les pays de l'OCDE et des partenaires tiers. Les échanges avec son premier partenaire commercial, la Chine, sont toujours aussi intenses, Prabowo décalant seulement la visite qu'il avait prévue à la conférence de Tianjin – malgré avoir annoncé y renoncer, contraint par les méga-protestations de l'été – en se rendant à Beijing le 3 septembre pour le défilé militaire donné à l'occasion des 80 ans de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Peu après, le porte-parole du ministère de la Défense indonésien affirme vouloir se doter de 42 chasseurs J-10C chinois, suscitant moult réactions occidentales qui le conduisent à rétracter ses commentaires<sup>32</sup>.

Avec la Russie, l'attitude du président indonésien est ambiguë : il a condamné l'agression de l'Ukraine sans pour autant mettre en œuvre des sanctions et il a ensuite évoqué des solutions au conflit proches de celles formulées par Vladimir Poutine. Le 19 juin, les deux puissances signent une déclaration de partenariat stratégique (agriculture, spatial, énergie et défense) à l'issue de la visite de Prabowo à Saint-Pétersbourg, révélant les agendas sinieux du président. À noter que le parlement indonésien ratifie en octobre un accord d'extradition avec la Russie, qui complète le traité d'assistance mutuelle et légale dans les affaires criminelles signé entre les deux pays en 2021.

---

<sup>31</sup> Nana Shibata, « [Indonesia foreign minister defends BRICS entry, seeks U.N. reform](#) », *Nikkei Asia*, 10 janvier 2025.

<sup>32</sup> Amy Chew, « [Indonesian defense minister rows back on plan to buy Chinese fighter jets](#) », *Nikkei Asia*, 31 octobre 2025.

L'année est aussi marquée par des rencontres bilatérales avec les chefs d'État de l'Inde, de l'Afrique du Sud et du Brésil, aboutissant à des accords commerciaux et de défense. L'Indonésie affiche la continuité d'une logique d'équilibrage des partenariats et l'archipel multiplie aussi les accords avec l'UE et ses pays membres. Près de 10 ans après le début des discussions, l'Indonésie et l'UE annoncent le 13 juillet la conclusion d'un accord de partenariat économique global censé réduire à 0 % les tarifs imposés par l'UE, sur 80 % des produits indonésiens, et faciliter l'accès européen au nickel, au cuivre et à la bauxite indonésiens. Cet accord intervient alors même que Bruxelles alerte sur la dégradation de l'environnement en Indonésie, liée à la déforestation massive et l'exploitation du nickel<sup>33</sup>.

Moment fort pour la France, l'Indonésie est l'invitée d'honneur du 14 juillet à Paris et Jakarta annonce vouloir acquérir davantage de matériel militaire français, notamment des Rafale, des sous-marins Scorpène et des canons Caesar. La visite de deux jours a principalement abouti à la signature de plusieurs accords bilatéraux, représentant 20 milliards \$ US de contrats. Le président français n'a pas fait allusion aux questions environnementales ni aux violations des droits humains mais à, au contraire, remis à Prabowo la Grand-croix de la Légion d'honneur. Prabowo se rend toutefois le lendemain à Minsk (Biélorus) pour une « visite amicale ».

De tous ces latéralismes ressortent diverses stratégies. Celle de peser dans les négociations avec des partenaires concurrents entre eux, par exemple face aux tarifs douaniers états-uniens. Ainsi faut-il en partie interpréter l'accord de partenariat économique global signé en septembre avec le Premier ministre canadien Mark Carney, ainsi que la signature de deux *MoU* renforçant les relations de défense et économiques. En miroir, Jakarta veut marquer sa souveraineté face à l'imposant partenaire chinois, notamment en mer de Chine méridionale. Elle prépare pour cela un accord de sécurité bilatéral avec l'Australie, renforçant le traité de Lombok signé en 2006 pour la coopération militaire face à la Chine. Le ministre de la Défense Sjafrie Sjamsoeddin réitère ensuite avec son homologue japonais Koizumi Shinjiro un alignement des visions

---

<sup>33</sup> Nana Shibata, « [Indonesia hopeful of export boost as EU trade deal finalized](#) », *Nikkei Asia*, 23 septembre 2025.

sur la liberté de navigation en mers de Chine orientale et méridionale, incluant le renforcement de la coopération indonésiano-japonaise en matière de sécurité navale. Par ailleurs, aboutissement d'un projet stratégique dessiné en 2020, le commandement de la marine indonésienne annonce le 23 octobre que la base navale de Natuna (îles Riau) est achevée et peut débiter des missions de contrôle et de soutien dans le nord de l'archipel, près de la Mer de Chine méridionale<sup>34</sup>.

Enfin, sur les plans de la diplomatie religieuse et humanitaire, le climat géopolitique tendu pousse l'Indonésie à se positionner plus frontalement, particulièrement en solidarité avec la Palestine. L'année voit se succéder les déclarations officielles favorables à une solution à deux États, l'envoi de 20 000 casques bleus indonésiens, le soutien humanitaire en coopération avec l'OCI et la Turquie, la coopération culturelle, le boycott d'athlètes israéliens... toutes initiatives qui font face au blocus israélien – et provoquent une sanction du Comité international olympique<sup>35</sup>. Le multi-alignement ne va donc pas sans contrepartie, mais reste plus que jamais la boussole suivie par Jakarta.

## **D'immenses défis environnementaux**

### **Le lourd tribut de la transition énergétique**

L'année débute difficilement pour le secteur énergétique. Le 6 mars, le secrétaire au Trésor américain annonce le retrait des États-Unis du Partenariat pour une transition énergétique juste (JETP), initiative visant à aider les pays en développement à se tourner vers des énergies plus propres. Lancé en 2021, le JETP comptait l'Indonésie parmi ses premiers bénéficiaires, avec des engagements financiers de plus de 3 milliards \$ US, principalement sous forme de prêts commerciaux.

Parmi les énergies bas carbone, l'Indonésie pourrait construire des réacteurs nucléaires dans la prochaine décennie (4,3 GW visés), avec un intérêt manifeste

---

<sup>34</sup> « [Natuna naval base ready to guard borders near South China Sea](#) », *Antara*, 23 octobre 2025.

<sup>35</sup> « [Indonesia wins FIG support after denying visas for Israeli gymnasts](#) », *Antara*, 10 octobre 2025.

de la Russie et du Canada. Le développement du transport électrique reste une ambition phare, dans la perspective de monter dans la chaîne de valeur, depuis l'extraction des ressources minières jusqu'à la production des batteries. Fin juin, Prabowo célèbre l'inauguration d'un projet de 5,9 milliards \$ US pour construire une usine de batteries électriques sur l'île de Halmahera. Le projet, soutenu par la Chine, comprend des activités minières, une fonderie, un traitement par lixiviation acide à haute pression ainsi que la production de matériaux de base pour batteries. L'État investit par ailleurs dans la construction d'usines dans le but de produire la première voiture *Made in Indonesia*, notamment en formats hybride et électrique. Le contrat devrait être donné à la manufacture militaire PT Pindad qui produit déjà les SUV Maung Garuda de l'armée.

Ces perspectives ne sauraient faire oublier que le pays reste largement dépendant du charbon – qui représente plus de 50 % de son mix énergétique –, dont il est le plus grand exportateur mondial. Le gouvernement prévoit d'augmenter sa production de pétrole (un million de barils par jour d'ici à 2029-2030, contre 600 000 aujourd'hui) et de gaz et de construire de nouvelles raffineries, pour réduire sa dépendance aux importations. Des projets d'exploration et de nouvelles infrastructures, financés par le fonds Danantara avec un investissement de 40 milliards \$ US, seront priorisés, notamment pour la construction d'un terminal de stockage à Nipah et le développement du diméthyléther à partir du charbon<sup>36</sup>. Alors que le gouvernement encourage les entreprises à augmenter leur rendement, la compagnie italienne d'énergie Eni s'apprête à investir 10 milliards \$ US dans le développement et la production d'hydrocarbures, à Kalimantan oriental.

Ces horizons sont lourdement entachés dès février par la révélation (Bureau du procureur général) d'un scandale de corruption impliquant l'entreprise publique PT Pertamina et ses filiales sur la période 2018-2023, avec des pratiques présumées ayant causé une perte pour l'État estimée à près de 12 milliards \$ US<sup>37</sup>. Les charges portent notamment sur l'achat de pétrole brut à l'étranger au lieu de

---

<sup>36</sup> « [Indonesia Plans New Nuclear Power Plants with 4.3 GW Capacity in Bid for Cleaner Energy](#) », *Tempo*, 1<sup>er</sup> février 2025.

<sup>37</sup> Nana Shibata, « [Indonesia investigators expand major graft probe into Pertamina](#) », *Nikkei Asia*, 27 février 2025.

privilégier le pétrole domestique (contrairement à la réglementation), des importations coûteuses et des manipulations contractuelles ayant favorisé certains courtiers, ainsi que des pratiques financières frauduleuses affectant les finances publiques. Les enquêtes sont toujours en cours.

## Coûts socio-environnementaux de la réforme agraire

Dès le début de l'année, Prabowo met en place une vaste réforme agraire : redistribution et réaffectation de terres non utilisées et affichage d'une volonté de s'attaquer aux inégalités de propriété<sup>38</sup>.

Comme pour l'encourager, en mai, les stocks de riz de l'agence Bulog atteignent 3,8 millions de tonnes, un niveau historique pour le pays. Cependant, la découverte de grandes quantités de riz avarié dans les entrepôts de l'agence suscite des inquiétudes parmi les consommateurs, qui redoutent que la priorité ne soit donnée à la quantité au détriment de la qualité. L'Indonésie se dit néanmoins prête à exporter prochainement du riz en Malaisie, dont la production ne permet de couvrir qu'entre 40 et 50 % des besoins nationaux. Jakarta annonce par ailleurs vouloir assurer l'autosuffisance indonésienne dans la production de maïs d'ici à 2026 – en 2024, le pays en avait importé près de 500 tonnes.

Parmi les projets phare de la réforme agraire, le gouvernement lance un grand projet d'autosuffisance alimentaire en Papouasie occidentale. Il vise à planter 100 hectares de riz et de canne à sucre et s'ajoute aux 480 000 ha du programme « Food, Energy and Water Estate » en Papouasie du Sud. Face à l'un des plus grands projets de déforestation au monde, les ONG soulignent que l'acidité et le caractère tourbeux du sol jettent le doute sur les rendements projetés, mais aussi qu'il menace de nombreux peuples autochtones, ainsi que des espèces endémiques et en voie d'extinction<sup>39</sup>.

---

<sup>38</sup> Iva Ramadhany, « [Government Sets Two-Years Deadline Before Seizing Inactive Land](#) », *Expatindonesia*, 14 juillet 2025.

<sup>39</sup> « [Pour se nourrir, l'Indonésie risque une déforestation massive](#) », *Sciences et Avenir*, 22 avril 2025.

Ces nuisances s'inscrivent dans le cadre du conflit ancien contre la Papouasie occidentale, dont Jakarta ne reconnaît pas la souveraineté<sup>40</sup>. Comme les années précédentes, celui-ci fait plusieurs dizaines de victimes civiles, des dizaines d'autres morts dans les opérations et affrontements armés, et plus de 100 000 personnes déplacées<sup>41</sup>. Les chiffres sous-estiment probablement le bilan réel, de nombreux affrontements et violations dans des zones isolées n'étant pas documentés et les observateurs indépendants étant interdits de couvrir la situation.

### **Chronique d'une catastrophe annoncée : inondations records à Sumatra**

À partir du 21 novembre et jusqu'à début décembre, des précipitations intenses entraînent des crues soudaines et des glissements de terrain, d'une ampleur inédite, dans les provinces d'Aceh, Sumatra Nord et Sumatra Ouest. Le bilan à mi-décembre dépasse les 1 000 décès, avec encore des centaines de personnes portées disparues et des centaines de milliers de personnes déplacées. Les autorités, prises au dépourvu, peinent à envoyer de l'aide dans les villages les plus isolés. Le ministère de la Santé rapporte que la situation sanitaire se dégrade avec une multiplication des cas de diarrhées, d'infections respiratoires et dermatologiques, du fait d'un manque de médicaments, d'eau potable et de nourriture. Le bilan économique, de plus de 4,13 milliards \$ US, continue de s'alourdir. Le gouverneur d'Aceh, Muzakir Manaf, compare le désastre avec le tsunami de 2004 et appelle à un renforcement de l'aide internationale malgré la volonté gouvernementale de ne pas déclarer d'urgence nationale, limitant de fait l'aide extérieure face au désastre<sup>42</sup>.

Le désastre suscite une réaction extraordinaire auprès de la société indonésienne, qui relaie la catastrophe sur les médias et multiplie les analyses de fond. Les facteurs aggravants des précipitations sont pointés et commentés par des

---

<sup>40</sup> Cf. Façal, 2025, *op. cit.*

<sup>41</sup> Human Rights. Monitor, 2025, [Papua Quarterly Report Q3 2025 : Violence and Impunity: Killings and arrests as security forces expand across West Papua](#), Wuppertal, Human Rights. Monitor.

<sup>42</sup> Ismi Damayanti, Rezha Hadyan et Natsumi Kawasaki, « [Indonesia grapples with Sumatra disaster as governor calls for foreign aid](#) », *Nikkei Asia*, 8 décembre 2025.

analystes pointus. La prise de conscience semble opérer : le saccage de la forêt de l'île a largement affecté les défenses naturelles face au cyclone. Le bilan et les réactions convergent pour décider le gouvernement à agir, lequel affirme vouloir renforcer son rôle dans la lutte contre le changement climatique. Les pratiques de sylviculture et de minage illégales sont reconnues comme des facteurs aggravants, ce qui conduit les provinces de Sumatra à suspendre 18 permis extractifs contre des producteurs de bois, d'huile de palme, d'or et de charbon. Prabowo charge les gouverneurs et les administrations locales de se préparer à l'accélération et la multiplication des événements climatiques extrêmes.



La première année du gouvernement du président Prabowo laisse un bilan assez sombre : concentration du pouvoir, plans d'austérité, programmes de développement opaques, violentes dégradations de l'environnement, renforcement du rôle sociopolitique des militaires, répression policière brutale des manifestations de travailleurs ou encore, concernant les journalistes étrangers, des exigences de permis et de données personnelles qui inquiètent les professionnels de l'information. Les solides institutions démocratiques de l'Indonésie ne sont pas fondamentalement menacées, mais Prabowo a su mobiliser à son avantage les dispositions déjà instrumentalisées par Jokowi de la loi indonésienne sur l'Information et les Transactions électroniques (UU ITE) pour contrôler l'espace public en ligne. À l'orée de 2026, deux observations plus optimistes sont toutefois permises : les manifestations expriment la persistance de la vitalité démocratique dans la rue et un certain niveau d'éducation politique ; face à la catastrophe qui a frappé Sumatra, les réactions de la société et l'activisme sans relâche de nombreuses ONG et militants face aux écocides sont aussi des indicateurs que certaines batailles ne sont pas encore perdues.

## Fiche Indonésie

**Nom officiel** : République d'Indonésie

**Capitale** : Jakarta

**Superficie terrestre** : 1 916 907 km<sup>2</sup>, 13 558 îles

**Population totale en 2025** (Banque mondiale, 2025) : 285,5 millions d'hab.

**Langue officielle** : Bahasa Indonesia (indonésien)

### Données politiques

---

**Nature de l'État** : république unitaire

**Nature du régime** : démocratie, régime présidentiel

**Suffrage** : universel (à partir de 17 ans)

**Chef de l'État** : Président Prabowo Subianto (depuis octobre 2024)

**Vice-président** : Gibran Rakabuming Raka (depuis octobre 2024)

**Ministre des Affaires étrangères** : Sugiono (depuis octobre 2024)

**Ministre de la Défense** : Sjafrie Sjamsoeddin (depuis octobre 2024)

**Président de l'Assemblée nationale** (MPR, parlement bicaméral) : Ahmad Muzani (depuis octobre 2024)

**Échéances** : élections législatives et présidentielles en 2029

### Indicateurs démographiques et sociologiques

---

**Principaux groupes ethniques** (source : Bureau central des Statistiques, BPS, est. 2010) : Javanais (40,22 %), Soundanais (15,5 %), Batak (3,58 %), Madourais (3,03 %), Betawi (2,88 %), Minangkabau (2,73 %), Bugis (2,69 %).

**Religions** (source : ministère de l'Intérieur indonésien, Kemendagri, 2022) : islam (87,02 %), protestantisme (7,43 %), catholicisme (2,9 %), hindouisme (1,69 %), bouddhisme (0,73 %), religions autochtones (0,04 %), et confucianisme (0,03 %).

## Chronologie

### JANVIER 2025

- 06 • Honorant sa promesse de campagne, le président Prabowo lance un programme de repas gratuits à hauteur de 4,4 milliards \$ US, destiné aux élèves et aux femmes enceintes. 21,5 % des enfants indonésiens souffrent d'un retard de croissance, un taux que le gouvernement espère réduire à 5 % en 2045.
- 08 • L'Indonésie bloque la vente de l'iPhone 16, considérant qu'Apple n'a pas suffisamment investi sur le territoire.
- 20 • La bourse indonésienne IDXCarbon ouvre son marché des quotas de carbone aux acteurs étrangers. Les échanges internationaux avaient été suspendus depuis 2021, afin de permettre à l'Indonésie de prioriser la réduction de ses propres gaz à effets de serre. Néanmoins, si l'Indonésie a des engagements climatiques (réduction de CO<sub>2</sub> d'ici 2030, neutralité carbone à l'horizon 2060), le pays accuse une forte dépendance aux combustibles fossiles, une intense déforestation et conversion des terres, et la difficulté à déployer les renouvelables.

### FÉVRIER 2025

- 11 • Le Bali International Hospital (BIH), un établissement de santé de luxe, ouvrira partiellement en avril dans le cadre d'un projet d'une zone économique spéciale pour les soins de santé haut de gamme à Sanur, Bali. Le projet, d'une valeur de 1 milliard \$ US, vise à attirer les touristes médicaux et à récupérer une partie des 11,5 milliards \$ US dépensés chaque année par les Indonésiens pour des soins médicaux à l'étranger. Un projet similaire est en cours de développement à Batam.

### MARS 2025

- 31 • Les trois plus grandes banques publiques indonésiennes ont connu un important remaniement de leur direction, avec la nomination de deux nouveaux PDG et le remplacement de dizaines de directeurs et commissaires. Ce changement, présenté comme une tentative de professionnaliser la gestion des prêteurs, est intervenu une semaine après qu'une panique sur le marché a contraint la bourse de Jakarta à suspendre brièvement les échanges.

### **MAI 2025**

- 19 •** Le Cambodge et l'Indonésie signent une lettre d'intention pour la lutte contre le trafic d'êtres humains et les migrations illégales. Ils s'engagent à coopérer via des échanges d'information, une assistance technique et le déploiement de ressources humaines. Ce partenariat se renforce en raison d'une augmentation de l'immigration de travail d'Indonésiens au Cambodge, lesquels se retrouvent pris au piège et forcés de travailler dans des centres d'arnaques en ligne.

### **JUIN 2025**

- 15 •** La Commission indonésienne sur les violences faites aux femmes dénonce les récents propos du ministre de la Culture Fadli Zon, lequel remet en question les estimations de violences sexuelles commises en 1998 lors des émeutes. Un rapport officiel avait fait état de 85 cas de violence, dont 66 viols (contre 168 cas signalés au total par les associations de défense), commis notamment sur des Sino-indonésiennes.

### **JUILLET 2025**

- 15 •** La police indonésienne révèle avoir démantelé un réseau de trafic de nourrissons à destination de Singapour. Douze personnes ont été arrêtées et six enfants sur les 24 qui auraient été trafiqués ont été sauvés.

### **AOÛT 2025**

- 1<sup>er</sup> •** La découverte de césium-137 dans des produits indonésiens exportés vers les États-Unis et les Pays-Bas déclenche une vive inquiétude. L'enquête identifie l'origine de la contamination sur le site industriel de Cikande (Banten). L'usine Peter Metal Technology, spécialisée dans le recyclage de métaux, est désignée comme l'épicentre. Lors de la fonte de ferrailles contaminées, un panache radioactif se serait diffusé, touchant une vingtaine de sites. Neuf employés sont hospitalisés, tandis que le four affiche un niveau extrêmement élevé de radiation. Les autorités lancent des opérations de décontamination, suspendent l'usage de ferraille et engagent une réforme du secteur du recyclage.

### **SEPTEMBRE 2025**

- 11 •** De fortes pluies provoquent des inondations majeures à Bali faisant 17 morts. La zone la plus touchée se situe autour de la rivière Tukad Badung, dans la ville de Denpasar.

- 17 • Prabowo organise un nouveau remaniement de son cabinet. Le général Djamar Chaniago devient ministre coordinateur des Affaires politiques et de Sécurité, en remplacement de Sjafrie Sjamsoeddin, qui assurait l'intérim. Le ministre en charge des entreprises publiques, Erick Thohir, devient ministre de la Jeunesse et des Sports et Rohmat Marzuki, le trésorier du parti Gerindra à Java Centre devient vice-ministre des Forêts. Afriansyah Noor et Muhammad Qodari, deux alliés de Joko Widodo, sont nommés respectivement vice-ministre de la Main-d'œuvre et chef du cabinet présidentiel.
- 25 • La Cour suprême indonésienne annule l'acquittement de l'entreprise agricole singapourienne Wilmar International, jugée coupable de corruption et sommée de payer 11,8 trillions Rp (703,4 millions \$ US). La compagnie avait cherché à éviter les contrôles, par des pots-de-vin, dans le cadre de la politique indonésienne de restriction des exportations d'huile de palme en 2021 et 2022.
- 26-27 • Aux Pays-Bas, Prabowo et le Roi Willem-Alexander signent un accord pour le rapatriement de 30 000 artefacts javanais et sumatranais pillés par les Néerlandais pendant la colonisation de l'Indonésie. L'essentiel de ces objets est représenté par les 28 000 fossiles de la collection du paléoanthropologue Eugène Dubois.
- 28-29 • Le Palais présidentiel indonésien annonce suspendre le passe de presse d'une journaliste de *CNN Indonesia*, Diana Valencia, sans explications après que la journaliste a interrogé Prabowo sur les échecs du programme de repas gratuits. Le passe de la journaliste est finalement rétabli sous la pression du média et du Conseil de la Presse indonésien.

## OCTOBRE 2025

- 10 • Le gouvernement indonésien confirme qu'Encep Nurjaman, surnommé Hambali, détenu dans la prison de Guantanamo Bay par les États-Unis depuis deux décennies, fera face à un tribunal états-unien en novembre. Membre de la Jemaah Islamiyah, Hambali est accusé d'avoir joué un rôle-clé dans les attentats de Bali en 2002. Il était enfermé depuis, sans jugement.
- 17 • Le plan pour construire un métro à Bali, chiffré à 20 milliards \$ US, est bloqué alors que plusieurs investisseurs hésitent à se retirer du projet. Le chantier, jugé trop ambitieux et dont la faisabilité n'est pas encore prouvée, est censé renforcer l'attractivité touristique de l'île mais n'a pas encore été amorcé, près d'un an après la cérémonie de lancement.
- 21 • Le ministre coordinateur pour la Loi, les Droits humains, l'Immigration et les Corrections, Usril Ihza Mahendra, préside à la signature d'un accord avec le

Royaume-Uni pour le transfert de deux Britanniques condamnés pour consommation de substances illicites et emprisonnés en Indonésie. Le ministre précise que le gouvernement étudie aussi une demande de transfert néerlandaise.

- 23 • La Chine signale à l'Indonésie qu'elle est ouverte à des négociations quant à la restructuration des modalités de paiement de la dette du chemin de fer à grande vitesse « Whoosh », entre Jakarta et Bandung. Une entreprise d'État indonésienne en août avait prévenu que la dette de 7,27 milliards \$ US, contractée essentiellement auprès de la China Development Bank, était en train de devenir une « bombe à retardement ». Le ministre des Finances, Purbaya Yudhi Sadewa, avait déjà annoncé le 13 octobre que le budget de l'État ne rembourserait pas la somme, celle-ci étant à la charge du fonds d'investissement Danantara.

## NOVEMBRE 2025

- 02 • La joint-venture Orex Sai, créée par les corporations japonaises NEC et NTT Docomo (Nippon Telecom and Telegraph), s'associe à la compagnie indonésienne Solusi Singeri Digital (Surge). Le contrat, de 30 milliards de yen (200 millions \$ US), vise à développer un réseau de communication à haute-vitesse. Ce projet concurrence la Chine, et notamment Huawei, dont dépendent beaucoup d'infrastructures régionales.
- 07 • Une explosion, provoquée par quatre bombes artisanales, a lieu à Jakarta, blessant 54 personnes. L'attaque, orchestrée par un jeune de 17 ans, visait une mosquée-école. Les autorités auraient retrouvé une arme à feu portant les noms d'auteurs d'attaques contre des mosquées, notamment les suprémacistes néo-zélandais et québécois Brenton Tarrant et Alexandre Bissonnette, ainsi que la date 1189, l'année de la troisième croisade. Le responsable de l'attaque, blessé dans son explosion, aurait été influencé par des contenus violents consommés sur Internet, selon la police.
- 10 • Prabowo annonce élever l'ex-dictateur Suharto au rang de « héros national ». Le ministre de la Culture, Fadli Zon, justifie cette nomination pour le rôle joué par l'ancien militaire lors de la bataille de Yogyakarta contre les forces coloniales néerlandaises en mars 1949. Suharto, ex-beau-père de Prabowo, est accusé de violations des droits humains multiples, que ce soit dans le cadre des massacres de 1965-1966 ou de l'invasion du Timor oriental.
- 14 • L'Indonésie annonce continuer les tests dans l'objectif de produire et commercialiser un bio-carburant d'avion dérivé de l'huile de palme d'ici à deux ou trois ans. Cette invention pourrait permettre de décarboner en partie le trafic aérien. L'annonce a

immédiatement provoqué une hausse des prix de l'huile de palme, qui devrait se poursuivre dans l'année 2026.

- 21 • Lors de la 9<sup>e</sup> réunion de la Commission de l'Accord global et progressiste pour le Partenariat transpacifique (CPTPP) à Melbourne, le ministre du Commerce australien, Don Farrell, actuel Président du CPTPP, annonce que l'Indonésie est en conformité avec les principes d'Auckland, ce qui devrait amener à son intégration prochaine.

## Portraits



Source : Facebook

**Affan Kurniawan,  
jeune chauffeur de moto-taxi en ligne,  
victime de la répression policière**

Affan Kurniawan, 21 ans, originaire de Lampung et vivant à Jakarta, travaillait comme chauffeur de moto-taxi en ligne (*ojol*). Au soir du 28 août 2025, il fait une livraison lorsqu'il est pris dans des manifestations devant le parlement à Jakarta. Il est alors fauché par un véhicule blindé de la Brigade mobile de police (Brimob). La vidéo, crue et effroyable, circule sur les réseaux, provoquant une forte émotion publique, en particulier parmi les travailleurs précaires. Affan est transporté à l'hôpital, mais meurt des suites de ses blessures. Plusieurs officiers de la Brimob impliqués dans l'incident font l'objet d'enquêtes éthiques et disciplinaires, provoquant des sanctions administratives et l'obligation d'excuses publiques. Le gouvernement annonce également une compensation à la famille d'Affan : 1 060 \$ US et attribution d'un logement social.

La mort du jeune homme est un point de focalisation pour les protestations, car il cristallise la brutalité policière, les inégalités et la précarité du travail dans l'économie des plateformes. Au total, environ 7 millions de personnes travailleraient comme chauffeurs de plateformes (moto et voiture) dans tout le pays. Le secteur, dominé par les entreprises Grab et Gojek, alimente l'économie informelle (environ 59 %), une précarité qui ajoute au risque de l'endettement, nécessaire pour l'achat des véhicules à crédit. Les chauffeurs dénoncent des salaires très bas (environ 7 à 9,5 \$ US par jour) malgré de longues journées de travail (souvent 10-12 heures). Alors que le risque de fatigue, de maladies, et d'accidents de la route est élevé, la majorité n'a pas de protections sociales solides. Depuis 2024-2025, des protestations et mouvements collectifs ont eu lieu dans plusieurs grandes villes pour réclamer de meilleurs salaires, moins de commissions, et une vraie couverture sociale.



Source : [www.gesuri.id](http://www.gesuri.id)

### **Budiman Sudjatmiko**

Budiman Sudjatmiko est une figure emblématique de la génération réformiste indonésienne issue de la fin du régime autoritaire de Suharto. Né en 1970 à Majenang (Java Centre), il s'engage très tôt dans l'activisme étudiant et devient, dans les années 1990, l'un des principaux leaders de l'opposition clandestine à l'Ordre nouveau. En 1996, il fonde le Parti démocratique du Peuple (PRD), un parti prônant la démocratie, la justice sociale et la défense des droits des travailleurs. Pour cet engagement, il est arrêté en 1996, accusé de subversion, et condamné à une lourde peine de prison. Sa détention fait de lui l'un des symboles de la répression politique sous Suharto.

Libéré après la chute du régime en 1998, Budiman poursuit son engagement dans l'Indonésie post-autoritaire, mais adopte progressivement une trajectoire plus institutionnelle. Il se rapproche du Parti démocratique indonésien de Lutte (PDI-P) de Megawati Sukarnoputri et est élu député dans une circonscription de Java Centre en 2014, puis réélu en 2019. Au parlement, il se spécialise sur les questions d'innovation, de développement industriel et de transformation numérique, défendant une vision du développement technologique comme levier de souveraineté nationale.

Son parcours connaît toutefois une inflexion majeure à l'approche de l'élection présidentielle de 2024. En soutenant publiquement Prabowo Subianto, ancien rival politique et figure controversée en raison de son passé militaire, Budiman rompt avec le PDI-P, qui l'exclut du parti. Ce ralliement suscite de vives critiques de la part d'anciens militants prodémocratie, qui y voient un reniement de son héritage réformiste. Nommé par la suite au sein de l'entourage gouvernemental de Prabowo, Sudjatmiko incarne aujourd'hui les ambiguïtés de la trajectoire réformiste indonésienne : celle d'un ancien dissident devenu acteur du pouvoir, oscillant entre pragmatisme politique, nationalisme développementaliste et mise à distance des idéaux radicalement démocratiques qui avaient fondé son engagement initial.

## Arrêt sur image



### Le coût de la « transition énergétique »

*Source : Auriga Nusantara via AP*

Les impacts socio-environnementaux de la « transition énergétique » indonésienne sont alarmants. Premier producteur mondial de nickel, l'Indonésie fait l'objet d'accusations de la part de nombreuses ONG, qui dénoncent des conflits d'intérêts ainsi que des abus commis par de nombreuses entreprises minières. Un moratoire est mis en place pour combattre le minage illégal, en attendant le lancement d'un système de permis de minage, mais des gouvernements provinciaux, comme celui de Papouasie occidentale prétendent mieux encadrer ces pratiques en légalisant les exploitations minières à petite échelle<sup>43</sup>.

---

<sup>43</sup> « [West Papua Govt moves to legalize small-scale mining](#) », *Antara*, 25 septembre 2025.

Les défenseurs de l'environnement ont obtenu une petite victoire sur les îles de Raja Ampat, géo-parc classé depuis 2023 à l'UNESCO, où le gouvernement annonce réexaminer les permis environnementaux de quatre compagnies minières. Des poursuites sont également engagées contre deux d'entre elles, accusées d'avoir causé des dommages environnementaux dans le cadre de pratiques illégales<sup>44</sup>, mais le permis de sociétés, y compris semi-publiques, basées tout proche du géo-parc est maintenu. Des conflits d'intérêts pointent par ailleurs, comme celui qui concerne la nomination de l'ancien ministre des Affaires maritimes et des Pêches (2004-2009) à la tête de la compagnie minière Nickel Miner, interrogant sur la porosité entre les membres du gouvernement et le secteur minier<sup>45</sup>.

---

<sup>44</sup> « Govt to review permits of four mining companies in Raja Ampat », *Antara*, 8 juin 2025.

<sup>45</sup> Riri Rahayu, « Former Indonesian Minister Named CEO of Nickel Miner Amid Raja Ampat Controversy », *Tempo*, 9 juin 2025.



# Laos

## Difficultés économiques, manœuvres géopolitiques et tempêtes meurtrières

Phill WILCOX

La République démocratique populaire lao a fêté, en grande pompe, ses 50 ans le 2 décembre 2025. Dans un pays marqué par cinq décennies de régime à parti unique, cet anniversaire ne suscite pas de bouleversements politiques ; en revanche, de nouveaux défis économiques surviennent. Les autorités laotiennes espèrent sortir du statut de pays les moins avancés (PMA) – tel que défini par les Nations unies – mais, malgré quelques indicateurs encourageants, comme la baisse du taux d’inflation, 2025 s’inscrit dans la même trajectoire de difficultés économiques que l’année précédente. La morosité économique pèse sur la vie quotidienne des Laotiens et leur vulnérabilité est accrue par une insécurité sociale dans les secteurs du travail, de l’éducation et de la santé.

Les problèmes économiques sont alimentés par de puissants réseaux de criminalité organisée et ils accusent aussi le coup d’instabilités géopolitiques. Le second mandat de Trump pèse aussi très lourd sur le pays : envolée des droits de douane, fin de l’aide au développement, restrictions de visa pour les ressortissants laotiens souhaitant entrer aux États-Unis et nombre croissant de Laotiens expulsés depuis ce pays vers le Laos, qui viennent saturer un peu plus le marché du travail. L’apaisement des relations bilatérales n’est pas en vue, alors que l’agenda diplomatique est au contraire marqué par un rapprochement toujours plus fort avec la Chine, mais aussi avec des partenaires comme la Russie et ses alliés, ainsi que le Vietnam. Enfin, les difficultés rencontrées par le pays sont accrues par des

phénomènes météorologiques extrêmes, qui ont de nouveau fait un lourd bilan humain et causés d'importants dégâts, laissant ses stigmates pour l'année 2026.

## 50 ans du pays, 50 ans du régime

Comme son voisin vietnamien, 2025 marque le 50<sup>e</sup> anniversaire du régime à Parti unique instauré depuis la révolution de 1975. Le système politique n'est certes plus tout à fait le même qu'il y a un demi-siècle, mais le Laos ne montre guère de signes d'évolution quant à la nature autoritaire du régime. Les élections qui sont prévues en janvier 2026 pour le Comité central du Parti et celles de février pour la 10<sup>e</sup> législature de l'Assemblée nationale<sup>1</sup> ne devraient pas rebattre les cartes.

La nature autoritaire de la politique laotienne est pointée par Human Rights Watch : s'appuyant sur le récent rapport publié par les Nations unies, l'ONG indique très peu de progrès depuis le précédent examen quinquennal. Le pays est marqué par des attaques et des disparitions forcées de dissidents<sup>2</sup> et, en juin, *The Diplomat* analyse que ce phénomène se renforce, par exemple avec la tentative d'assassinat en France, à Pau, de Joseph Akaravong<sup>3</sup>. Ce militant lao engagé contre la corruption avait été contraint de fuir son pays en 2018 après avoir publiquement dénoncé les pratiques corruptives<sup>4</sup> et l'opacité qui avaient entouré l'effondrement du barrage hydroélectrique Xe-Pian Xe-Namnoy, dans le sud du Laos.

Au niveau national, le gouvernement a annoncé en mars d'importantes réformes politiques au sein des ministères, considérées comme la restructuration la plus importante depuis plusieurs décennies, prenant place dans un contexte d'urgence pour diminuer les dépenses nationales<sup>5</sup>. Ces réformes concernent

---

<sup>1</sup> Souksakhone Vankheo, « [Laos set to hold national elections as preparations get underway](#) », *Asia News Network*, 30 octobre 2025.

<sup>2</sup> Audrey Gregg, « [UN rights review of Laos highlights lack of progress](#) », *Human Rights Watch*, 1<sup>er</sup> mai 2025.

<sup>3</sup> Mark Wright, « [Did the Lao government just attempt an extrajudicial killing on European soil ?](#) », *The Diplomat*, 23 juin 2025.

<sup>4</sup> Par exemple documentées par Sopera Danzig, 2022, [Corruption and water governance in the Mekong River Basin](#), Bergen, Chr. Michelsen Institute (U4 vol. 2022 : 12).

<sup>5</sup> Anton L. Delago, « [Laos merges ministries in major shakeup as economy struggles](#) », *Nikkei Asia*, 28 juillet 2025.

notamment la fusion de plusieurs ministères, dont le nombre s'élève seulement à 13 à présent<sup>6</sup>. Le ministère de la Planification et de l'Investissement se couple à celui de l'Économie et des Finances, et le ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement est intégré à celui de l'Agriculture et de l'Environnement. Cette réforme a également un impact sur le ministère de l'Intérieur, désormais rattaché plus étroitement au Comité central. Il reste difficile de prévoir l'impact de cette restructuration sur les 150 000 fonctionnaires du pays<sup>7</sup>. Par ailleurs, la gestion et la supervision de toutes les entreprises publiques sont transférées au Bureau du Comité de réforme des entreprises publiques, là encore dans le but affiché d'accroître l'efficacité et de réduire les coûts<sup>8</sup>.

## Une situation économique morose

### Dette, inflation et tarifs douaniers états-uniens

Comme en 2024, la situation économique est au cœur de toutes les préoccupations. Le taux d'inflation s'est amélioré tout au long de l'année 2025 (autour de 4,5 % en septembre, contre 40 % début 2023 !) et, si cette tendance se poursuit, elle devrait atténuer la crise du coût de la vie<sup>9</sup>.

Le bilan économique reste toutefois précaire, par exemple si l'on considère la dette nationale, qui atteignait 120 % du PIB en mars 2025. De surcroît, en octobre, les coûts du logement, de l'eau et de l'électricité avaient augmenté de 16,7 % en taux de roulement annuel, les dépenses de santé et d'éducation suivant légèrement derrière. Les produits de première nécessité sont inabordables pour la majorité de la population, qui survit grâce à une riziculture de subsistance. Ainsi,

---

<sup>6</sup> *Ibid.*

<sup>7</sup> DG Trésor, « [Brèves de l'ASEAN semaine 12 \(2025\)](#) », 21 mars 2025.

<sup>8</sup> Thongsavanh Souvannasane, « [Laos transfers oversight of state-owned enterprises to reform committee](#) », *Laotian Times*, 10 octobre 2025.

<sup>9</sup> Trading Economics, « [Laos inflation rate](#) », mise à jour en novembre 2025.

même si l'inflation ralentit, le coût des biens et services ne suit pas le même rythme, et les salaires ne suffisent pas<sup>10</sup>.

Afin de redresser les finances, les autorités ont imposé des contrôles sur les devises étrangères. De nouvelles règles s'appliquent depuis avril, qui exigent une preuve de l'origine des fonds étrangers et imposent des limitations sur les transferts de devises étrangères. Ces mesures visent à renforcer le système bancaire et à protéger la valeur de la monnaie nationale<sup>11</sup>. Il est encore trop tôt pour connaître l'impact cumulé de ces réformes – dont celle qui concerne la rationalisation des ministères, citée précédemment –, mais l'année 2026 devrait permettre de premiers bilans.

D'autres indicateurs montrent, en revanche, une amélioration par rapport à 2024. Par exemple, les exportations agricoles ont augmenté au cours des cinq premiers mois de 2025, générant un total de 977 millions \$ US<sup>12</sup>. La Chine reste le principal importateur des produits agricoles laotiens, et le Laos prévoit de cibler de nouveaux marchés, notamment ailleurs en Asie, comme au Bangladesh<sup>13</sup>.

Ce bilan est fortement impacté par les droits de douane infligés par l'administration Trump, qui s'élèvent à 40 % et sonnent comme des représailles face à la proximité qu'affiche le Laos avec la Chine. Ce tarif place le Laos, tout comme le Myanmar, en seconde position parmi les tarifs les plus élevés, juste après la Syrie. Cette augmentation touchera durement l'industrie textile du Laos, menaçant les usines de fermeture et le sort des quelque 20 000 travailleurs du secteur<sup>14</sup>. En octobre 2025, lors d'une visite officielle aux États-Unis, le Premier ministre laotien a tenté de susciter l'intérêt des États-Unis pour investir au Laos et, surtout, d'infléchir les droits de douane<sup>15</sup>. Le Premier ministre laotien a été informé que ses propos avaient été bien accueillis et qu'ils seraient transmis au

---

<sup>10</sup> « [Inflation in Laos slows but cost of living remains high](#) », *The Star*, 30 octobre 2025.

<sup>11</sup> DG Trésor « [Brèves de l'ASEAN semaine 10 \(2025\)](#) », 7 mars 2025.

<sup>12</sup> Kheuakham Chanlivong, « [Laos agricultural exports reach USD 977 million in early 2025, eyes expansion into new markets](#) », *Laotian Times*, 12 juin 2025.

<sup>13</sup> *Ibid.*

<sup>14</sup> « [Laos braced for threat of Trump tariff](#) », *France 24*, 31 juillet 2025.

<sup>15</sup> Phontham Visapra, « [Laos Prime Minister visits US to strengthen economic ties and seek tariff reductions](#) », *Laotian Times*, 6 octobre 2025.

président Trump – mais aucune autre information n’était disponible en fin d’année.

Le second mandat de Trump a également abouti, comme ailleurs, à l’arrêt du financement américain des activités culturelles et de développement. Tous les projets financés par l’USAID au Laos ont été suspendus dès février 2025, impactant les secteurs forestier, agricole, et de santé. D’autres programmes, comme le déminage, ont vu leur financement réduit ; pourtant, la menace des munitions non explosées reste une préoccupation nationale majeure. Héritage direct de la guerre du Vietnam – et plus spécifiquement de la « guerre secrète » menée entre 1964 et 1973 –, durant laquelle plus de deux millions de tonnes de bombes furent larguées sur le pays, ces sous-munitions continuent de provoquer des accidents meurtriers. Depuis la fin du conflit, plus de 1,8 million de munitions non explosées ont été neutralisées sur près de 80 000 hectares, mais l’ampleur du problème reste considérable : au cours du premier semestre 2025, plus de 35 000 dispositifs non explosés ont été retirés dans 14 provinces<sup>16</sup>, mais quelques mois seulement après l’annonce du gel de certains financements, plusieurs incidents mortels étaient déjà signalés, dont quatre décès, parmi lesquels une jeune fille de 15 ans<sup>17</sup>.

C’est avec ce bilan économique et de développement peu encourageant que le Laos a défini, en novembre, son nouveau plan économique pour la période 2026-2030. Il fixe comme objectif une contribution de l’industrie et du commerce à hauteur de 36,2 % du PIB, avec une croissance espérée de 5,5 % par an. Dans l’ensemble, le plan met l’accent sur la stabilité économique et l’autonomie financière du pays<sup>18</sup>, face à tous les défis précédemment énumérés.

---

<sup>16</sup> « Laos cleared 25000 unexploded ordinance this year, four killed in accidents », *The Star*, 10 juillet 2025.

<sup>17</sup> Talisker Scott Hunter, « In Laos, USAID freeze hampers vital bomb removal efforts » *The Diplomat*, 31 mars 2025.

<sup>18</sup> Beatrice Siviero, « Laos sets new economic direction under 2026-2030 development strategy », *Laotian Times*, 3 novembre 2025.

## Expulsions, pénurie de main-d'œuvre et migrations à risque

Au-delà de l'impact des droits de douane étasuniens sur l'économie laotienne, l'élection de Donald Trump a eu des répercussions sur les flux de personnes. En juin 2025, le Laos a été inscrit sur la liste des 12 pays dont les ressortissants se voient appliquer des restrictions partielles de voyage aux États-Unis, aux côtés du Burundi, de Cuba, du Sierra Leone, du Togo, du Turkménistan et du Venezuela. Cette mesure s'inscrit dans le cadre des politiques américaines trumpistes de sécurité nationale et d'immigration, visant à limiter l'accès aux ressortissants de pays jugés à risque ou présentant des insuffisances dans la coopération en matière de vérification des antécédents<sup>19</sup>. Si les mouvements de personnes du Laos vers les États-Unis sont ainsi restreints, les mobilités involontaires dans l'autre sens ont considérablement augmenté, avec environ 80 personnes expulsées au cours des seuls premiers mois<sup>20</sup>. Il s'agit souvent de personnes sans citoyenneté laotienne vivant aux États-Unis depuis des décennies<sup>21</sup> et qui, selon les organisations de défense des droits humains, seraient accueillies par les autorités laotiennes dans des conditions très rudimentaires, avec un accès limité aux services sociaux et aux droits fondamentaux<sup>22</sup>. Parmi ces cas, celui de Ma Yang est particulièrement révélateur : Hmong-Américaine arrivée aux États-Unis lorsqu'elle était bébé, et qui, jusqu'à son expulsion des États-Unis à l'âge de 37 ans, n'avait jamais mis les pieds au Laos<sup>23</sup>. Un autre ressortissant laotien a été expulsé vers le Soudan du Sud en raison du refus du Laos de le reprendre, illustrant la pratique américaine d'« expulsions vers des pays tiers » lorsque le pays d'origine ne collabore pas. Ce mécanisme, mis en œuvre sous l'administration Trump, permet d'envoyer des individus dans des pays disposés à les recevoir, même lorsqu'ils n'en sont pas citoyens. D'autres pays d'Asie du Sud-

---

<sup>19</sup> Lucy Clarke-Billings, « [Trump travel ban barring citizens from twelve countries takes effect](#) », *BBC*, 9 juin 2025.

<sup>20</sup> Lex Harvey, « [A US war forced her parents to flee. Now, a Wisconsin mother has been deported back to the country she never called home](#) », *CNN*, 25 juillet 2025.

<sup>21</sup> Joshua Schroeder, « [I sought to protect an immigrant legal client. Instead, I'm facing Trump's new sanctions](#) », *The Guardian*, 25 septembre 2025.

<sup>22</sup> Alisha Rahaman Sakar, « [Milwaukeee mother deported to Laos "shaken" as she faces decades without her family](#) », *The Independent*, 26 mars 2025.

<sup>23</sup> Sophie Carson, « [In Milwaukee since she was an infant, a 37-year-old Hmong-American woman has been deported to Laos. What to know](#) », *Milwaukee Journal Sentinel*, 14 mars 2025.

Est sont également concernés par ces restrictions et expulsions, parmi lesquels le Myanmar et le Vietnam, reflétant la complexité des relations diplomatiques<sup>24</sup>.

En janvier 2025, les statistiques officielles du gouvernement indiquaient que 224 000 citoyens laotiens travaillaient à l'étranger, dont un tiers de manière illégale, aggravant la pénurie de main-d'œuvre déjà alimentée par la fuite des cerveaux. Faute d'investissements suffisants dans la formation, de nombreuses entreprises étrangères – surtout chinoises et vietnamiennes – continuent d'importer leur propre personnel qualifié, car la majorité des travailleurs locaux ne possèdent pas les compétences requises. Dans la province de Houaphan, par exemple, malgré des directives officielles visant à résoudre la pénurie et à favoriser l'emploi local, de nombreux postes restent occupés par des travailleurs étrangers, tandis que les Laotiens privilégient des emplois mieux rémunérés ailleurs. Cette situation reflète la dépendance persistante du Laos aux travailleurs étrangers et la faiblesse des capacités locales à répondre aux besoins du marché<sup>25</sup>.

## L'insécurité sociale des Laotiens

### Trafics et criminalité organisée

La morosité économique et les incertitudes qui en découlent sont aggravées par un phénomène massif de trafics, animé par de puissants réseaux criminels. La cybercriminalité reste au cœur de l'actualité<sup>26</sup>. En 2026, le Laos demeurera un maillon central de l'« archipel du scamming » en Asie du Sud-Est<sup>27</sup>, aux côtés des Philippines, de la Birmanie et du Cambodge, avec des opérations souvent orchestrées par des réseaux chinois dans des complexes sécurisés dispersés dans

---

<sup>24</sup> Rachel Hagan et Farouk Chothia, « [US deport eight men to South Sudan after legal battle](#) », *BBC*, 6 juillet 2025.

<sup>25</sup> « [Foreign firms avoid Lao workers because they “have no skills” labor official says](#) », *Radio Free Asia*, 17 mars 2025.

<sup>26</sup> Cf. François-Xavier Bonnet, Miko et Laure Siegel, « Scamming : casinos et arnaques en ligne, des POGOs philippins aux compounds birmanes », in Gabriel Facal et Jérôme Samuel (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2025. Bilan, enjeux et perspectives*, Bangkok, IRASEC, 2025, p. 93-110.

<sup>27</sup> Lindsey Kennedy et Nathan Paul Southern, « [Inside southeast Asia's casino scam archipelago](#) », *The Diplomat*, 2 août 2022.

les Zones économiques spéciales (ZES), notamment celle du Triangle d'or dans la province de Bokeo<sup>28</sup>.

Tout au long de l'année 2025, de nombreux rapports ont mis en évidence des individus dupés et piégés dans ces activités criminelles, victimes de violations graves des droits humains et de traite à grande échelle<sup>29</sup>. Les travailleurs floués et pris au piège de ces centres ne sont pas seulement Laotiens, d'autres nationalités sont obligées de travailler pour les centres d'arnaque en ligne. Début 2025, les autorités laotiennes ont démantelé neuf centres d'appel illégaux dans la ZES du Triangle d'or (province de Bokeo), arrêtant 267 individus de 16 nationalités et saisissant plus de 10 000 ordinateurs et 11 000 téléphones<sup>30</sup>. Parmi les victimes, 67 jeunes Indiens ont été « sauvés » grâce à l'intervention de l'ambassade de l'Inde à Vientiane après avoir été contraints de travailler dans des centres d'arnaque en ligne<sup>31</sup>. Des témoignages de travailleurs africains recueillis par *Al Jazeera* décrivent des conditions quasi esclavagistes. Bien que certaines actions médiatisées aient visé à protéger des femmes et filles laotiennes acheminées vers la Chine, il n'existe aucune reconnaissance officielle de l'ampleur de ces trafics, et les personnes travaillant dans les ZES restent largement hors de portée de l'État, ce qui assure l'impunité des réseaux et la continuité des profits illégaux.

Ces opérations génèrent des profits considérables – environ 43,8 milliards \$ US par an pour la région selon la US Commission on China (USCC) – et reposent largement sur la traite humaine et le travail forcé, faisant des centaines de milliers de victimes en Asie du Sud-Est. Les mesures répressives restent sporadiques et sans plan d'action coordonné. De fait, malgré des raids ponctuels, comme la fermeture en 2024 de neuf centres d'appel et l'arrestation de plus de 267 individus, plusieurs centaines de centres illégaux continuent d'opérer, exploitant la faiblesse réglementaire et l'absence de supervision des ZES. Selon

---

<sup>28</sup> Mark Bo, Ivan Franceschini et Ling Li, 2025, *Scam : Inside Southeast Asia's Cybercrime Compounds*, Verso Books.

<sup>29</sup> Business and Human Rights Centre, « [Southeast Asia : workers are lured into slavery in online scam centres : victims say they were beaten, electrocuted and sold to other "fraud factories"](#) », 30 juin 2022.

<sup>30</sup> Souliyasone Ngotsyoudom, « [Lao authorities dismantle nine illegal call centres in the Golden Triangle SEZ](#) », *Laotian Times*, 13 janvier 2025.

<sup>31</sup> « [Indian Embassy in Lao PDR rescue 67 trafficked Indians from cyber scam centres in Laos](#) », *The Hindu*, 27 janvier 2025.

le rapport publié en mai 2025 du Global Initiative Against Transnational Organized Crime (GI TOC), la ZES de Bokeo continue d’abriter de nombreux centres d’arnaque et de trafic, avec au moins 30 emplacements distincts identifiés, certains louant des immeubles entiers ou des étages pour mener leurs opérations<sup>32</sup>.

Le narcotrafic prospère lui aussi, et en octobre la police saisissait des millions de comprimés de méthamphétamine, pour plus d’une tonne, dans la province de Bokeo<sup>33</sup>. Les autorités font preuve d’une grande sévérité pour traiter ce type d’affaires. En septembre, un tribunal de Vientiane a condamné deux personnes à mort dans l’une des plus grandes affaires de drogue que la province ait connues ces dernières années, et trois autres personnes ont été condamnées pour d’autres infractions, allant du trafic de drogue au vol et à la fraude<sup>34</sup>. Une personne a été condamnée à la prison à vie et à une amende de 500 millions de LAK (environ 23 000 \$ US). Les autres ont reçu des peines de trois ans de prison et une amende de 5 millions de LAK (environ 230 \$ US).

Enfin, un autre trafic concerne le commerce illégal d’espèces sauvages, le Laos étant à cet égard un nœud des réseaux de trafic international, tant comme pays source que comme pays de transit. Le chemin de fer Laos-Chine semble avoir facilité ce commerce, les clients chinois se voyant proposer des itinéraires comprenant des expériences de « shopping culturel » impliquant le commerce d’espèces sauvages menacées<sup>35</sup>. Les clients sont conduits dans de grands magasins qui commercialisent des cornes de rhinocéros, des écailles de pangolin et de l’ivoire. Ils proviennent à la fois d’Asie du Sud-Est et d’un réseau plus large qui inclut également l’Afrique.

---

<sup>32</sup> Global Initiative against Transnational Organized Crime, « [Compound crime : cyber scam operations in Southeast Asia](#) », Genève, mai 2025.

<sup>33</sup> Kheuakham Chanlivong, « [Laos seizes 19 million meth pills, over 1.6 tons of crystal meth](#) », *Laotian Times*, 23 octobre 2025.

<sup>34</sup> Thongsavanh Souvannasane, « [Vientiane court issues death sentences in major drug trafficking case as nationwide crackdown intensifies](#) », *Laotian Times*, 24 septembre 2025.

<sup>35</sup> Global Initiative against Transnational Organized Crime, « [Railroad to extinction: how a rail link with China supercharged an illegal wildlife tourism industry in Laos](#) », Genève, juillet 2025.

## Défaillances du système de santé

La grande vulnérabilité de la population laotienne est également manifeste dans le champ sanitaire. Les plaintes continuent d'affluer concernant le manque de ressources des services de santé et, même dans les centres urbains où les traitements médicaux sont censés être largement disponibles, de nombreux patients signalent des difficultés d'accès. L'UNICEF rapporte une amélioration des soins pédiatriques et maternels entre 2000 et 2023, mais la persistance de nombreuses défaillances, par exemple pour la couverture vaccinale infantile. Cette faiblesse est soulignée en fin d'année alors que le Département de contrôle des maladies de Thaïlande signale une épidémie de polio en provenance de la province de Savannakhet, dans le sud du Laos<sup>36</sup>.

Autre symptôme d'un système sanitaire déficient, la maternité de substitution commerciale se poursuit malgré son interdiction depuis 2021 et les sanctions sévères qu'encourent les contrevenants. La maternité de substitution, encouragée par la crise économique, la corruption et la faiblesse de l'application de la loi<sup>37</sup>, concerne notamment des femmes laotiennes portant des enfants au profit de couples basés en Chine.

Face à cette situation, le gouvernement déploie plusieurs coopérations internationales. En mai 2025, l'hôpital Mahosot de Vientiane et l'hôpital Fuwai du Yunnan, en Chine, signent un Protocole d'accord visant à améliorer les services de santé au Laos, en particulier dans le domaine des soins cardiovasculaires<sup>38</sup>. En août 2025, un rapport salue les avancées sanitaires permises grâce à 30 années de coopérations en ce domaine avec la Corée du Sud<sup>39</sup>.

---

<sup>36</sup> Apinya Wipatayotin, « [Outbreak of polio reported in Laos](#) », *Bangkok Post*, 3 novembre 2025.

<sup>37</sup> « [I started to cry seeing the baby being taken away](#) », *Radio Free Asia*, 28 février 2025.

<sup>38</sup> « [Laos and China strengthen medical cooperation to improve cardiovascular care](#) », *KPL Lao*, 28 mai 2025.

<sup>39</sup> Embassy of the Republic of Korea in the Lao PDR, « [Health projects of South Korea bring better health to Laos](#) », 18 août 2025.

## Éducation : difficultés d'accès et inégalités

Le Laos continue de souffrir d'une grave pénurie de personnel éducatif. Par exemple, dans un district de la province de Savannakhet, où l'on compte 109 écoles, seulement neuf d'entre elles disposent d'un personnel suffisant<sup>40</sup>. Ainsi, en juin, le ministère de la Défense annonce qu'il recrutera 2 000 soldats pour servir d'enseignants bénévoles dans les régions reculées.

À l'université, si le nombre d'étudiants candidats aux examens d'entrée est légèrement supérieur à celui de 2024, il reste globalement faible. De nombreuses familles n'ont pas les moyens de payer les frais universitaires et privilégient le travail à l'éducation, sans compter les inquiétudes liées au manque d'emplois après l'obtention du diplôme. Le ministère de l'Éducation et des Sports constate que le nombre plus élevé de bourses offertes aux étudiants laotiens incite nombre d'entre eux à préférer étudier à l'étranger plutôt qu'au Laos même<sup>41</sup>.

Par ailleurs, l'éducation est traversée par des inégalités, de même que l'alphabétisation numérique, qui accuse des différences d'accès aux technologies digitales. Les autorités laotiennes envisagent pourtant un avenir numérique pour le Laos, le recensement de la population et des logements de 2025 étant réalisé, pour la première fois, par des moyens numériques, dans la seconde moitié de l'année<sup>42</sup>.

## Quelques initiatives de développement et impacts sur le tourisme

Le développement, notamment infrastructurel, ne s'appuie pas seulement sur les projets de la BRI chinoise, il profite également d'initiatives locales, soutenues par des partenaires comme la Banque asiatique de développement, l'OPEC et l'Union européenne.

---

<sup>40</sup> Namfong Chantavong, « [Laos deploys soldiers as volunteers to address rural teacher shortages](#) », *Laotian Times*, 6 juin 2025.

<sup>41</sup> Thongsavanh Souvannasane, « [Over 6,200 Candidates Sit National University Entrance Exam, up by 1,000 from Last Year](#) », *Laotian Times*, 10 août 2025.

<sup>42</sup> « [Laos kicks off first ever digital census with nationwide field data collection](#) », *Laotian Times*, 11 avril 2025.

Ainsi du projet de bus BRT (Transport rapide par autobus) à Vientiane qui, depuis son lancement à la mi-2024, a déjà atteint 80 % d'avancée des travaux en juillet, et fait de premiers essais en novembre. Le BRT devrait être mis en service début 2026, et l'extension du réseau doit se poursuivre par la suite. Une fois achevé, le BRT compterait 55 bus opérationnels, chacun pouvant transporter jusqu'à 90 personnes. Dans l'ensemble, les autorités espèrent que le BRT contribuera à améliorer l'environnement urbain et comprendra la modernisation des trottoirs et d'autres éléments de l'architecture urbaine. Premier projet de ce type, il vise à rendre Vientiane plus agréable à vivre<sup>43</sup>.

Autre indicateur de développement, celui du tourisme se maintient. Le nombre de touristes au Laos reste élevé, avec plus de trois millions de visiteurs au cours des huit premiers mois de 2025, dont plus de deux millions pour la seule ville de Luang Prabang. Les touristes de la région de l'ASEAN constituent le groupe le plus important, suivis par les visiteurs chinois<sup>44</sup>. Le marché touristique laotien n'a pas été significativement affecté par le décès de six touristes étrangers à la suite d'une intoxication au méthanol fin 2024, ceci malgré l'appel au boycott du pays lancé par les parents de deux des adolescents décédés<sup>45</sup>. L'auberge de jeunesse de Vang Vieng impliquée dans les décès survenus fin 2024 est désormais prête à rouvrir ses portes, bien que cette affaire ait permis de sensibiliser davantage le public au risque d'intoxication au méthanol<sup>46</sup>.

Autre drame médiatisé, deux visiteurs sont décédés en octobre 2025, après avoir été attaqués par des frelons géants asiatiques lors d'une visite dans un parc naturel du nord du Laos<sup>47</sup>. Ces incidents n'entament pas l'attrait du pays, et en particulier de Luang Prabang, qui en fin d'année a obtenu la certification Green Destinations Silver pour la période 2025-2027 lors du Forum des destinations

---

<sup>43</sup> Phontham Visapra, « [Vientiane's BRT project reaches over 80 % completion](#) », *Laotian Times*, 14 juillet 2025.

<sup>44</sup> Thongsavanh Souvannasane, « [Tourist arrivals in Laos increased by 15 percent in first eight months of 2025](#) », *Laotian Times*, 19 septembre 2025.

<sup>45</sup> Lauren Day, « [Parents of methanol victims Holly Bowles and Bianca Jones want answers](#) », *ABC News*, 2 mars 2025.

<sup>46</sup> Tess McClure, Tiago Rogero et William Christou, « [Brain damage, blindness and death, the global trail of trauma left by methanol laced alcohol](#) », *The Guardian*, 29 novembre 2025.

<sup>47</sup> Anamica Singh, « [Asian giant hornets kill American father and son in Laos stinging them over 100 times during vacation](#) », *Wion News*, 4 novembre 2025.

durables (accrédité par le Conseil mondial du Tourisme durable). L'organisme qui a décerné ce prix aurait été impressionné par la propreté de l'environnement de Luang Prabang et par son approche du tourisme, évaluée comme intégrant les programmes touristiques au patrimoine et aux besoins des communautés locales<sup>48</sup>.

## Volontarisme des relations diplomatiques

### Des liens toujours plus étroits avec la Chine

Les sanctions américaines n'empêchent pas le rapprochement toujours plus serré avec la Chine. Décembre 2025 marque le quatrième anniversaire du chemin de fer Laos-Chine, qui, entre son lancement en 2021 et mars 2025, avait déjà transporté 56 millions de tonnes de marchandises<sup>49</sup>. Sur la période de janvier à octobre 2025, le chemin de fer a également transporté plus de 15 millions de personnes, soit une augmentation de 2,3 % par rapport à la même période en 2024<sup>50</sup>. D'autres liaisons de transport entre les deux pays se sont également améliorées, et les déplacements seront de surcroît facilités par la construction, annoncée en septembre, d'une nouvelle autoroute reliant Vientiane à Boten, à la frontière avec la Chine<sup>51</sup>. Une autre autoroute est en cours d'étude pour relier Boten à Nateuy, dans la province de Luang Namtha<sup>52</sup>.

Sur le plan des partenariats énergétiques, le Laos a lancé en février 2025 un projet avec la Chine afin d'améliorer l'intégration énergétique régionale, en échangeant 1 500 mégawatts d'énergie entre les deux pays, ainsi qu'en transportant 3 milliards de kilowattheures par an d'énergie dite « propre ». Le

---

<sup>48</sup> Phontham Visapra, « [Luang Prabang scores silver for sustainable tourism](#) », *Laotian Times*, 30 octobre 2025.

<sup>49</sup> Zhang Yiyi « [China-Laos Railway exceeds 56m tons in cargo volume, boosting international trade](#) », *Global Times*, 30 mars 2025.

<sup>50</sup> Thongsavanh Souvannasane, « [Laos-China railway transported over 15 million passengers since early 2025](#) », *Laotian Times*, 13 octobre 2025.

<sup>51</sup> Thongsavanh Souvannasane, « [Vientiane Boten expressway set for completion by 2030, says deputy Prime Minister](#) », *Laotian Times*, 25 septembre 2025.

<sup>52</sup> « [Feasibility study launched for expressway construction in Luang Namtha](#) », *Vientiane Times*, 4 novembre 2025.

plan stratégique de développement énergétique repose aussi sur une ligne de transport de 183,5 km, pour relier Namor au Laos à Xishuangbanna en Chine<sup>53</sup>.

## **Malgré la guerre en Ukraine, le renouvellement des relations avec la Russie**

Le Laos fait partie intégrante du pivot russe vers l'Asie<sup>54</sup>. Cette année marquait le 65<sup>e</sup> anniversaire des relations entre les deux pays, avec une visite officielle du Président Thongloun Sisoulith en Russie (fin juillet-début août) portant sur des partenariats dans les domaines de l'investissement, du commerce, de la sécurité, de la défense et du tourisme<sup>55</sup>. À cette occasion, deux éléphants ont été offerts par le Laos à la Russie, pour une installation dans le zoo de Saint-Pétersbourg.

Le Laos a par ailleurs signé, en juillet 2025, un accord avec la Biélorussie en vue de développer des liens plus étroits, tout d'abord en accordant des exemptions de visa aux ressortissants des deux pays<sup>56</sup>. En octobre, Thongloun Sisoulith se rendait à Pyongyang, dans le cadre d'un renforcement de la coopération avec la Corée du Nord<sup>57</sup>.

Face à cette proximité du Laos avec la Russie et ses alliés, les médias ukrainiens rapportaient, en juillet, que la Russie s'efforçait d'impliquer le Laos dans son effort de guerre et que le Laos avait accepté d'envoyer en Russie des ingénieurs spécialisés dans le déminage. Ces allégations furent démenties par Vientiane, rétorquant que les relations bilatérales étaient uniquement fondées sur un respect mutuel. En effet, la stratégie géopolitique du Laos reste celle du *hedging*, et son rapprochement avec la Russie doit plutôt être analysé comme relevant d'un pragmatisme visant à garder toutes les options ouvertes.

---

<sup>53</sup> « [Laos, China 500kV link to drive clean energy growth and ASEAN connectivity](#) », *Laotian Times*, 28 février 2025.

<sup>54</sup> « [Russia Laos bilateral relations : 2025 update](#) », *Russia's Pivot to Asia*, 1<sup>er</sup> août 2025.

<sup>55</sup> « [Laos, Russia ink agreements to strengthen ties in pivotal areas of development](#) », *Vientiane Times*, 31 juillet 2024.

<sup>56</sup> Phontham Visapra, « [Laos Belarus sign visa waiver agreement to boost ties](#) », *Laotian Times*, 22 juillet 2025.

<sup>57</sup> Colin Zwirko, « [Kim Jong-Un meets Laos leader for first summit talks to boost ties](#) », *NK News*, 8 octobre 2025.

## **Renforcement des relations avec les voisins : Vietnam et Thaïlande**

Le Vietnam reste un partenaire régional important pour le Laos, les relations commerciales entre les deux pays ayant atteint 2,2 milliards \$ US en 2024<sup>58</sup>. L'année 2025 a été marquée par le renforcement des relations bilatérales, contribuant dans une certaine mesure à contrebalancer l'influence grandissante de la Chine auprès du Laos. En mars, Vientiane et Hanoi ont ainsi affirmé vouloir resserrer leurs liens dans les opérations de maintien de la paix<sup>59</sup>. Cette initiative a été suivie d'une visite du président vietnamien le mois suivant<sup>60</sup>.

Les signes de rapprochement se traduisent aussi au niveau des projets d'infrastructures, avec l'étude de plans pour une nouvelle autoroute reliant Vientiane et Hanoi, qui s'étendrait sur plus de 700 km. Elle serait construite avec l'aide du Japon, pour un montant total estimé à 5,23 milliards \$ US<sup>61</sup>. Autre point de coopération, le Vietnam affirme vouloir proposer l'enseignement de la langue laotienne dans le cadre du cursus national appliqué dans les écoles des zones frontalières<sup>62</sup>. Enfin, alors que les escroqueries en ligne perpétrées au Laos touchent les citoyens vietnamiens<sup>63</sup>, les deux pays se sont engagés à lutter conjointement contre la cybercriminalité en signant la Convention des Nations unies sur la lutte contre la cybercriminalité. Cet accord s'est tenu dans le cadre d'un événement très médiatisé qui s'est tenu à Hanoi du 24 au 26 octobre, auquel le président Thongloun Sisoulith a participé en tant qu'invité d'honneur. Le renforcement de la coopération transfrontalière devrait faciliter le travail des services répressifs grâce à un meilleur partage de l'information et à des réponses plus rapides.

---

<sup>58</sup> « [Further advancing ever growing Vietnam-Laos relations](#) », *Vietnam Plus*, 2 juin 2025.

<sup>59</sup> « [Laos seeks Vietnamese experience in UN peacekeeping development](#) », *Vietnam News*, 31 mars 2025.

<sup>60</sup> « [President Luong Cuong's state visit to further promote special solidarity and comprehensive cooperation: deputy FM](#) », *Ministry of Foreign Affairs*, 23 avril 2025.

<sup>61</sup> Phomphong Laoin, « [Vientiane : Hanoi expressway under study](#) », *Vientiane Times*, 28 septembre 2025.

<sup>62</sup> Phontham Visapra, « [Vietnam to introduce Lao language in general education near border areas](#) », *Laotian Times*, 3 juin 2025.

<sup>63</sup> « [Laos joins global fight against cybercrime as President Thongloun heads to UN convention in Vietnam](#) », *Laotian Times*, 23 octobre 2025.

Les relations avec la Thaïlande ont, elles aussi, connu des développements constructifs. Le cinquième pont de l'amitié lao-thaïlandaise a été inauguré en décembre, dans le cadre du 75<sup>e</sup> anniversaire des relations diplomatiques entre les deux pays<sup>64</sup>. Tout au long de l'année, la Thaïlande et le Laos ont exprimé la nécessité de collaborer plus étroitement sur les questions transfrontalières et notamment la lutte contre le trafic de drogue. Cette séquence fait suite à une opération militaire contre des trafiquants qui a abouti à la mort de cinq soldats laotiens, au mois de mai<sup>65</sup>.

Bien que le Laos ne soit pas directement impliqué dans le conflit qui oppose actuellement la Thaïlande et le Cambodge, Vientiane a appelé les deux parties à faire preuve de retenue. La frontière entre le Cambodge et la Thaïlande restant fermée, les autorités anticipent une augmentation du trafic de voyageurs souhaitant se rendre d'un pays à l'autre en passant par le Laos.

## **Les tempêtes : phénomène climatique désormais récurrent**

Le Laos ressent de plus en plus vivement les effets du changement climatique. En août, la tempête tropicale *Wipha* a causé des dégâts considérables dans tout le pays, faisant quatre morts, sept disparus, des milliers de personnes déplacées, avec au moins 58 345 personnes touchées dans neuf provinces<sup>66</sup>. Fin septembre, la tempête *Bulaloi*, vingtième tempête de l'année 2025<sup>67</sup>, a provoqué de fortes pluies et des perturbations touchant 34 districts. Ces phénomènes météorologiques extrêmes sont de plus en plus fréquents et dommageables pour la population laotienne.

---

<sup>64</sup> « [Fifth Lao Thai friendship bridge to open in December 2025](#) », *Greater Mekong Subregion*, 30 juillet 2025.

<sup>65</sup> Pinuk Rakkanam et Taejung Kang, « [Lao troops killed in attack tied to drug crackdown : report](#) », *Radio Free Asia*, 5 mai 2025.

<sup>66</sup> « [Laos severe weather and floods](#) », *Reliefweb*, 6 août 2025.

<sup>67</sup> Thongsavanh Souvannasane, « [Storm Bulaloi causes widespread damage across Laos leaves, four deaths](#) », *Laotian Times*, 10 octobre 2025.

Malgré tout, le développement du pays repose sur des activités qui sont directement la cause du changement climatique et des catastrophes environnementales. Ainsi de l'exploitation effrénée des ressources naturelles. Les autorités laotiennes persistent dans leur ambition de faire du Laos la « batterie » de l'Asie du Sud-Est grâce au développement et à l'exportation de l'énergie hydroélectrique. En mars 2025, *Nikkei Asia* a publié un article expliquant que cet objectif restait une priorité nationale<sup>68</sup>. Les exportations d'électricité sont essentielles pour le pays, avec 980 millions \$ US de recettes (15,35 % du total des exportations) en 2024, mais la production présente de nombreux impacts et risques. En avril, *Radio Free Asia* alertait sur la construction du barrage hydroélectrique de Luang Prabang, en prévision de conséquences négatives sur l'environnement et face à l'absence d'avantages clairs pour la population. *The Diplomat* s'inquiète pour sa part du risque que représente, pour le barrage, l'activité sismique de la région. Ces alertes font suite au tremblement de terre dévastateur qui a frappé le Myanmar voisin en mars et qui a été ressenti jusqu'à Bangkok<sup>69</sup>.

Le pays fait par ailleurs face à des pollutions nombreuses. En mars, la pollution atmosphérique atteignait des niveaux dangereux dans plusieurs régions, en grande partie à cause d'incendies non réglementés, ce qui, tout au long de l'année, a poussé les autorités à communiquer sur son engagement pour lutter contre les activités de brûlis irrégulières<sup>70</sup>. Le Laos a également ressenti l'impact environnemental des trajectoires de développement de ses voisins. En juillet, la Commission du Mékong a signalé des niveaux dangereusement élevés d'arsenic dans le nord du Laos, le long de la frontière entre le Myanmar et le Laos. Le même article faisait état de soupçons selon lesquels cette pollution provenait de l'exploitation minière de terres rares au Myanmar, dans le territoire contrôlé par les Wa<sup>71</sup>.

---

<sup>68</sup> Kensuke Yamaguchi, « [Laos must not blow chance to become the “Battery” of Southeast Asia](#) », *Nikkei Asia*, 17 mars 2025.

<sup>69</sup> Tom Fawthrop, « [Will Luang Prabang dam spark another major earthquake?](#) », *The Diplomat*, 19 juin 2025.

<sup>70</sup> « [Laos faces dangerous air pollution, health risks increase](#) », *Laotian Times*, 4 mars 2025.

<sup>71</sup> « [Southeast Asia : Mekong River Commissions' assessment reveals serious arsenic contamination in the Mekong and Kok rivers due mainly to mining operations](#) », Business and Human Rights Centre, 8 juillet 2025.

## Conclusion : Engager la transition post-PMA

Les autorités laotiennes espèrent que le pays sortira prochainement du statut de Pays les moins avancés (PMA), le portail officiel des Pays les moins avancés de l'ONU indiquant une graduation pour le 24 novembre 2026. Mais les défis que représentent la crise économique, le maintien des indicateurs de développement et les catastrophes environnementales pourraient remettre en question cette graduation. Par ailleurs, celle-ci ne signifie pas l'éradication de la pauvreté ni l'élimination des vulnérabilités dont souffre la population, d'autant plus que la sortie du statut de PMA entraînerait la suppression de certains avantages et soutiens internationaux.

Quoi qu'il en soit, les responsables politiques laotiens continuent d'afficher de grandes ambitions pour le pays, notamment avec la volonté d'adhérer aux BRICS – un horizon post-sortie du statut de PMA<sup>72</sup>. Les conséquences de cette adhésion, et la question de savoir si le Laos continuera de se positionner politiquement entre les influences parfois concurrentes de pays comme la Chine ou la Russie, seront des points cruciaux d'observation en 2026.

Les difficultés économiques au Laos sont ancrées et la structure générale de l'appareil politique a très peu de chances d'évoluer, malgré la fusion des ministères et le remaniement gouvernemental. Les résultats du recensement de la population, publiés sous peu, devraient fournir une image plus précise de la situation du pays. La situation économique continuera probablement de dominer l'actualité et d'influencer le quotidien de la population. Cette situation était déjà largement similaire fin 2024 et, en l'absence de changements significatifs tout au long de 2025, elle devrait le rester en 2026.

---

<sup>72</sup> Namfon Chantavong, « Laos reaffirms interest in joining BRICS, deepens ties with Russia », *Laotian Times*, 9 septembre 2025.

## Fiche Laos

**Nom officiel** : République démocratique populaire lao

**Capitale** : Vientiane

**Superficie terrestre** : 236 800 km<sup>2</sup>

**Population** (Worldometer, est. 2025) : 7 873 046 hab.

**Langue officielle** : lao

### Données politiques

---

**Nature de l'État** : république

**Nature du régime** : communiste à parti unique

**Suffrage** : universel (à partir de 18 ans)

**Chef de l'État** : Thongloun Sisoulith (depuis mars 2021)

**Vice-présidents** : Bounthong Chitmany et Pany Yathotou (depuis mars 2021)

**Premier ministre** : Sonexay Siphandone (depuis le 30 décembre 2022)

**Ministre des Affaires étrangères** : Thongsavanh Phomvihane (depuis novembre 2024)

**Ministre de la Défense** : Chansamone Chanyalath (depuis avril 2016)

**Président de l'Assemblée nationale** : Saysomphone Phomvihane (depuis mars 2021)

**Échéances** : élections des membres du Comité central du Parti (janvier 2026) et élections législatives (février 2026)

### Indicateurs démographiques et sociologiques

---

**Principaux groupes ethniques** (UNFPA, 2015) : Lao (53,2 %), Khmou (11 %), Hmong (9,2 %), Phouthay (3,4 %), Tai (3,1 %), Makong (2,5 %), Katang (2,2 %), Lue (2 %), Akha (1,8 %), autres groupes ethniques (11,6 %)

Le gouvernement laotien reconnaît officiellement 50 groupes ethniques, mais le nombre total est estimé à plus de 200.

**Religions** (UNFPA, 2015) : bouddhisme (64,7 %), christianisme (1,7 %), sans religion déclarée (31,4 %), autres / pas de données (2,1 %)

## Chronologie

### JANVIER 2025

- 02 • Selon les statistiques gouvernementales, 224 000 Laotiens travailleraient à l'étranger, dont 73 000 en situation irrégulière. Cette situation, alimentée par une forte inflation et des salaires bas, contribue à la pénurie de main-d'œuvre dans le pays.
- 03 • Les échanges commerciaux entre le Laos et le Vietnam atteignent 2,2 milliards \$ US en 2024, dépassant les prévisions des deux gouvernements. Le Laos exporte de l'électricité et du charbon vers le Vietnam et en importe des hydrocarbures. Ces chiffres positifs préfigurent la 47<sup>e</sup> réunion du Comité intergouvernemental Vietnam-Laos, qui se tient du 9 au 10 janvier.

### FÉVRIER 2025

- 21 • Confronté à une pénurie nationale d'enseignants, le Laos annonce former des soldats pour pourvoir les postes vacants, notamment dans les zones rurales. Cette crise découle de l'effondrement économique du pays : les enseignants bénévoles espéraient obtenir des postes rémunérés, mais l'inflation galopante a compromis leurs chances, les incitant à abandonner le programme.
- 26 • Le Laos lance un projet d'interconnexion électrique de 500 kilovolts entre Namor (Laos) et Xishuangbanna (Chine), deux provinces voisines, via une ligne de transmission transfrontalière de 183,5 km. Ce projet, dont l'achèvement est prévu pour 2026, doit permettre l'échange de 1 500 mégawatts d'électricité entre les deux pays et le transport annuel de 3 milliards de kilowattheures d'énergie propre.

### MARS 2025

- 03 • Les parents de deux adolescents australiens décédés d'une intoxication au méthanol au Laos en novembre 2024 appellent au boycott du pays. Quatre autres voyageurs ont également perdu la vie lors du même incident. Les parents des victimes déplorent le manque de communication des autorités laotiennes et les accusent de ne pas avoir enquêté sur ces décès. La ministre australienne des Affaires étrangères, Penny Wong, réclame une enquête « complète et transparente ».
- 07 • La Banque du Laos met en place de nouvelles règles de contrôle des changes, applicables à compter du 5 avril. Désormais, les particuliers et les entreprises doivent fournir une preuve de l'origine de leurs devises étrangères pour ouvrir un compte en

devises. De plus, les transferts de devises entre comptes sont limités à 1 000 \$ US pour les particuliers et à 10 000 \$ US pour les entreprises. Ces mesures visent à protéger la valeur du kip et à renforcer le système bancaire national.

- 21 •** Le gouvernement laotien annonce une réforme majeure fusionnant plusieurs ministères, ramenant leur nombre à 13. Ces changements doivent mieux aligner l'administration sur les priorités du Parti, tout en cherchant à réduire les dépenses publiques, face à une dette représentant environ 120 % du PIB. L'impact sur la masse salariale reste toutefois inconnu.
- 26 •** Entre février et mars, le Laos signe avec la Chine des accords énergétiques d'une valeur de 1,7 milliard \$ US. Ces accords comprennent la construction d'une centrale thermique de 1,8 GW et d'une ligne de transmission de 500 kV, visant à renforcer la capacité énergétique du Laos et à faciliter les exportations d'électricité vers les pays voisins tels que la Thaïlande et le Vietnam.
- 31 •** Le chemin de fer Chine-Laos franchit une étape majeure avec un volume total de marchandises transportées dépassant les 56 millions de tonnes depuis son inauguration en décembre 2021. L'intégration de technologies de pointe telles que la 5G et l'IA améliore l'efficacité du transport, en réduisant les délais de dédouanement.

#### AVRIL 2025

- 08 •** Les experts mettent en garde contre les conséquences environnementales de la construction rapide du barrage hydroélectrique de Luang Prabang sur le fleuve Mékong, à proximité d'un site classé au patrimoine mondial de l'UNESCO. Ce projet, financé par des banques étrangères sans respect des normes internationales, fait partie d'une série de barrages controversés construits malgré l'absence d'avantages évidents pour la population laotienne.
- 25 •** Le président vietnamien Lương Cường conclut sa première visite d'État au Laos. Il y réaffirme l'engagement des deux pays à renforcer leur amitié historique tout en explorant de nouvelles voies de collaboration dans divers domaines.

#### MAI 2025

- 06 •** Des affrontements armés, liés au trafic de drogue, s'intensifient à la frontière entre le Laos et la Thaïlande, dans la province de Bokeo. Par mesure de précaution, les autorités exhortent les travailleurs transfrontaliers à respecter des horaires de travail précis (de 6 à 18 heures).
- 22 •** Un accord d'une durée de 25 ans est signé entre la Chine et la prison de Bolikhamxay. Une entreprise minière chinoise promet d'offrir aux détenus une

formation professionnelle dans une usine qui doit être bientôt construite. En échange de leur travail, les détenus doivent recevoir une compensation financière qui, selon l'entreprise chinoise et l'administration pénitentiaire laotienne, doit leur permettre de se réinsérer dans la société.

- 30 • Vientiane et Hanoi signent un accord prévoyant la construction de la plus longue autoroute reliant les deux pays. Il est prévu de la connecter à la ligne Vientiane-Vang Vieng, améliorant ainsi la connectivité entre le Vietnam, le Laos et la Chine.

### JUIN 2025

- 05 • L'administration Trump interdit l'entrée aux États-Unis aux citoyens de 12 pays et restreint fortement l'accès au territoire américain pour les ressortissants de sept autres pays, dont le Laos. Trump déclare que cette nouvelle mesure protégerait le pays de la menace du « terrorisme extérieur ».
- 09 • Les exportations agricoles laotiennes connaissent une hausse significative au cours des cinq premiers mois de 2025. Elles ont généré 977 millions \$ US, soit 65 % de l'objectif annuel.
- 19 • Le gouvernement prévoit de procéder à un important remaniement ministériel afin de rationaliser les fonctions de l'État. Ces mesures comprennent la suppression du ministère de l'Intérieur et le transfert de ses fonctions au cabinet du Premier ministre et à d'autres ministères, la fusion du ministère de l'Énergie avec le ministère de l'Industrie et du Commerce, et la fusion du ministère des Finances avec le ministère de la Planification et de l'Investissement.

### JUILLET 2025

- 18 • Le Laos signe un accord avec la Biélorussie prévoyant l'exemption de visa pour les ressortissants des deux pays afin de stimuler le tourisme et les échanges commerciaux.

### AOÛT 2025

- 1<sup>er</sup> • Lors d'une visite en Russie, le Président Thongloun Sisoulith et son homologue Vladimir Poutine renforcent la coopération entre leurs deux pays. Ils conviennent d'élargir leurs partenariats dans les domaines de la défense, du tourisme, de l'investissement, du commerce et de la sécurité.
- 26 • Le gouvernement annonce qu'à partir du 1<sup>er</sup> septembre un nouveau système numérique doit permettre aux étrangers de s'enregistrer en ligne à leur arrivée, comme c'est déjà le cas dans de nombreux pays de la région.

### SEPTEMBRE 2025

- 16 • Les gouvernements chinois, japonais et sud-coréen font don de 1 050 tonnes de riz au Laos afin de venir en aide aux familles touchées par les inondations et les tempêtes qui ont frappé 12 provinces en juin et juillet. Cette aide s'inscrit dans le cadre de la Réserve d'urgence de riz de l'ASEAN +3, créée en 2024.
- 18 • Le tribunal populaire provincial de Vientiane condamne cinq personnes, dont deux à la peine de mort, dans l'une des plus importantes affaires de trafic de drogue du pays. 63 000 comprimés de méthamphétamine sont découverts au domicile du couple condamné à mort, tandis qu'un agriculteur est condamné à la prison à perpétuité après la découverte de 12 800 comprimés de méthamphétamine.
- 28-30 • Le typhon *Bualoi* balaie le pays, touchant 10 provinces du sud, dont Vientiane. Le 9 octobre, les autorités confirment que 34 districts et 131 villages ont été directement touchés, affectant 17 202 personnes. Quatre décès et quatre disparitions sont signalés.

### OCTOBRE 2025

- 08 • Le ministère des Finances transfère le contrôle des entreprises publiques au Comité de réforme des entreprises d'État. Ce changement fait suite à la réforme des organismes gouvernementaux laotiens, entamée en juin, qui vise à améliorer la gouvernance et l'efficacité économique du pays.

### NOVEMBRE 2025

- 13 • Le gouvernement laotien annonce une restructuration de la Compagnie d'État des pétroles laotiens. L'entreprise publique doit devenir une *joint-venture* publique-privée.

### DÉCEMBRE 2025

- 25 • La Banque asiatique de Développement approuve une aide de 10 millions \$ US pour financer la première phase du Projet de sylviculture responsable. Celui-ci a pour but d'évaluer les défis existants en matière de conservation, afin de trouver les outils techniques adéquats ainsi que de développer des plantations commerciales et des initiatives de conservation locales.

## Portraits



Source : LinkedIn

### **Keerati Panyapitsophon**

Keerati Panyapitsophon est un entrepreneur spécialisé dans l'agriculture et les modèles économiques liés aux circuits courts en Asie du Sud-Est. Cofondateur et directeur général de Cofarm Laos, il a développé une organisation visant à connecter directement producteurs agricoles et restaurants urbains, afin de sécuriser l'approvisionnement en produits frais tout en structurant un écosystème de services à destination du secteur de la restauration.

Diplômé de l'Université Thammasat à Bangkok, Keerati combine une formation académique en sciences sociales et économiques avec une expérience opérationnelle dans l'agriculture et le commerce. Son parcours entrepreneurial est marqué par une participation active à plusieurs programmes de création de start-up, qui ont contribué à forger une approche pragmatique et orientée vers l'innovation.

À la tête de Cofarm Laos, il pilote une plateforme fondée sur un système de franchise, conçue pour intégrer des « entrepreneurs en devenir » dans des chaînes de production et de commercialisation structurées. Ce modèle répond à des enjeux clés du développement économique local, notamment la professionnalisation de l'agriculture urbaine, la montée en gamme des filières courtes et le renforcement des liens entre agriculture et économie urbaine.

En 2025, CEO Insights Asia l'a distingué parmi les 10 principaux dirigeants opérant au Laos, reconnaissant sa capacité à impulser l'innovation dans l'agriculture urbaine et à positionner son entreprise comme un acteur crédible et visible du secteur.



Source : LinkedIn

### **Dr Bounloth (Pom) Sodaluck**

Dr Bounloth (Pom) Sodaluck incarne une nouvelle génération de médecins laotiens engagés dans la transformation du système de santé. Pédiatre au Lao Friends Hospital for Children à Luang Prabang, elle joue un rôle central dans l'amélioration des soins pédiatriques au Laos, alliant engagement clinique, leadership et transmission des savoirs.

Originaire de la province de Xayaboury, diplômée en médecine de l'Université des Sciences de la Santé de Vientiane en 2015, elle rejoint en 2016 le Lao Friends Hospital for Children, seul hôpital universitaire pédiatrique du pays offrant des soins entièrement gratuits. Elle y contribue à des avancées majeures, notamment la création de la première unité de soins intensifs pédiatriques du nord du Laos.

Aujourd'hui directrice de la formation médicale, Dr Pom encadre les jeunes médecins et structure les parcours de formation, renforçant durablement les capacités médicales nationales. En 2025, elle a été distinguée par le Women of the Future Southeast Asia Awards dans la catégorie « professions », devenant la première Laotienne à recevoir cette distinction, symbole d'un leadership médical féminin tourné vers l'avenir.

## Arrêt sur image



Le 2 décembre 2025, cinquantième anniversaire de la fondation de la République démocratique populaire lao.

© VNA/VNS Photo

Expression de la relation forte entretenue avec le Vietnam, cette date importante a été célébrée à l'ambassade du Laos au Vietnam. La culture laotienne y était présentée à travers les arts du spectacle, avec de la musique et des danses traditionnelles et des artistes en costume national. L'image illustre par ailleurs les liens entre l'identité nationale laotienne contemporaine, incarnée par le drapeau du Laos contemporain, et les pratiques culturelles traditionnelles laotiennes.





# Malaisie

## Le temps d'*al-sabr*

David DELFOLIE et Anas IDRISSE-GUSINDE

Le 28 novembre 2025, une opération conjointe du Département des Affaires islamiques des Territoires fédéraux (JAWI), de la police et de la municipalité de Kuala Lumpur a visé un sauna exclusivement masculin de la capitale, connu pour être un lieu de récréation et de rencontres homosexuelles. Au total, 201 personnes ont été arrêtées, dont 17 fonctionnaires, suspendus à titre conservatoire, et 31 étrangers, qui ont dû faire appel à leurs consulats pour être libérés. Bien qu'un juge ait rejeté la demande des autorités de prolonger leur détention au-delà de 24 heures faute de charges suffisantes, le commissariat dans lequel ils étaient retenus a maintenu illégalement leur garde à vue, dans des conditions éprouvantes, en appliquant à dessein le régime du cautionnement individuel par un citoyen majeur pour permettre leur libération. La plupart ne pouvant compter sur un proche pour venir les sortir d'affaire, un appel solidaire a rassemblé une centaine de militants motivés à se porter garants. Au final, seuls les musulmans ont fait l'objet d'enquêtes au titre de la législation religieuse. Le lendemain, un établissement similaire subissait le même sort dans l'État de Penang. Dans les deux cas, des journalistes avaient été conviés à couvrir les assauts pour frapper les esprits. À cet égard, des images non floutées de nombreux adultes ciblés, ainsi que leurs détails biographiques, ont circulé dans les médias et sur les réseaux sociaux à l'instigation des pouvoirs publics, suscitant des protestations des défenseurs des droits humains.

Certains ont lu dans cette séquence une tentative de diversion médiatique, tandis que se tenaient concomitamment les élections pour le renouvellement du

parlement du Sabah (Malaisie insulaire), dont la campagne a été préemptée par un scandale de corruption lié aux concessions minières de l'État impliquant des dirigeants locaux proches du gouvernement. D'autres y ont vu un contre-feu de réassurance idéologique, alors que le Premier ministre fait face à une action en justice pour des accusations d'agressions sexuelles sur l'un de ses anciens assistants en 2018. Cependant, indépendamment de ces éléments conjoncturels, les deux opérations, loin d'être des faits isolés<sup>1</sup>, ont confirmé la répression accrue subie par la communauté LGBT depuis l'arrivée au pouvoir d'Anwar Ibrahim. Sans même évoquer la question sensible de la sexualité, son projet d'initier un modèle de civilisation islamique en phase avec une certaine modernité (*Malaysia Madani*) a démontré la réalité de sa matrice conservatrice, au-delà de timides inflexions en termes de gouvernance, en faisant la preuve de son impasse démocratique. Plus généralement, les rares illusions qui demeuraient quant à l'espoir d'un élan réformateur profond, différé au profit de la consolidation de la stabilité gouvernementale, se sont définitivement dissipées.

Ainsi, en 2025, l'exécutif malaisien a gouverné non pour transformer, mais pour tenir : tenir une coalition parlementaire hétérogène ; tenir un équilibre social de plus en plus fragile ; tenir une économie exposée à des aléas extérieurs ; tenir pour assurer de manière crédible la présidence de l'ASEAN ; tenir dans un espace politique aux marges de manœuvre limitées entre une opposition populiste aux aguets et des contre-pouvoirs de poids qui ont continué à s'affirmer<sup>2</sup>. À quelques exceptions près, face à ces contingences, Anwar Ibrahim a fait le choix de différer plutôt que d'arbitrer, de temporiser plutôt que de trancher, aidé en cela par un agenda diplomatique particulièrement dense, qui n'était pas pour lui déplaire.

---

<sup>1</sup> En juin, dans l'État du Kelantan, c'est une action de sensibilisation et de prévention à l'endroit des risques du VIH, soupçonnée d'être une « *gay sex party* », qui a par exemple été interrompue par un raid policier, alimentant les amalgames, dangereux en termes de santé publique, entre homosexualité et MST.

<sup>2</sup> Sur ce point, voir David Delfolie et Anas Idrissi-Gusinde, « Malaisie : l'irréparable fragilité d'*al-mizan* », in Gabriel Facal et Jérôme Samuel (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2025 : bilan, enjeux et perspectives*, Bangkok, IRASEC, 2025, p. 285-313.

## Des continuités

### La contention d'une stabilité politique fragile

En 2025, le gouvernement d'unité d'Anwar Ibrahim est demeuré en place sans contestation notable. La coalition parlementaire hétérogène au pouvoir rassemblant l'Alliance de l'espoir (Pakatan Harapan), le Front national (Barisan Nasional), dont l'Union nationale des Malais unis (UMNO), ainsi que les cartels des principaux partis locaux des États du Sabah et du Sarawak, a continué de fonctionner selon une logique essentiellement transactionnelle, sur la base du constat pragmatique commun de l'absence d'alternative majoritaire possible. Ainsi, le remaniement ministériel de décembre 2025, loin d'annoncer une nouvelle phase de l'action gouvernementale, a définitivement verrouillé sa mécanique en recentrant l'équipe dirigeante autour d'un cercle dévoué à la ligne de compromis établie et en réassurant les équilibres entre les composantes de la majorité. Cette stabilité, mise en avant comme un gage de maturité politique après les turbulences des années 2018-2022, s'est maintenue au prix d'un affaiblissement de la capacité réformatrice du pouvoir. Elle a aussi contraint le Premier ministre à composer de nouveau avec des partenaires aux intérêts divergents et à la loyauté conditionnelle. À cet égard, l'UMNO, qui a entrepris une lente reconquête de l'électorat malais, a veillé à ne pas assumer les décisions de l'exécutif lui étant les moins favorables.

Au sein même de l'Alliance de l'espoir, l'année a été marquée par une fragilisation du Parti de la Justice populaire (PKR), fondé et dirigé par le Premier ministre. L'élection de sa fille Nurul Izzah à la vice-présidence du parti, à l'issue d'une manœuvre d'appareil, a ravivé les accusations anciennes de népotisme envers le clan Anwar et cristallisé des tensions internes latentes<sup>3</sup>. Elle a également conduit à la démission de deux figures gouvernementales du PKR, Rafizi Ramli, ministre de l'Économie, longtemps considéré comme le successeur putatif d'Anwar Ibrahim, et Nik Nazmi Nik Ahmad, ministre des Ressources naturelles et de la Soutenabilité environnementale. Ces départs, au-delà des rivalités

---

<sup>3</sup> Tricia Yeoh, « The 2025 PKR party election : feuding, factionalism and the future of the People's Justice Party », *Perspective*, vol. 71, ISEAS, 2025.

interpersonnelles, ont mis en lumière une fracture dans le parti entre un socle fidèle à son chef historique et une frange plus sincèrement réformiste, critique à l'endroit des orientations du gouvernement, dont les représentants dissimulent à peine leur impatience d'occuper les premiers rangs.

Dans ce contexte, l'opposition de l'Alliance nationale (Perikatan Nasional) a pu consolider ses positions, sans toutefois perturber le jeu partisan. Le Parti islamique pan-malaisien (PAS) a poursuivi son implantation dans l'électorat malais, en particulier dans les zones rurales et périurbaines, en capitalisant sur un discours mêlant conservatisme religieux, dénonciation morale des élites et rhétorique populiste. À l'inverse, le crédit de son allié BERSATU a semblé continuer à s'éroder, miné par des dissensions internes entre son président, l'ancien Premier ministre Muhyiddin Yassin, et des cadres plus jeunes qui cherchent à redéfinir la ligne du parti. Ce déséquilibre croissant à l'intérieur de l'alliance limite sa capacité à apparaître comme une alternative crédible au gouvernement, tout en laissant au PAS une latitude idéologique de plus en plus large. Néanmoins, malgré le mécontentement de sa base, le parti islamique a consenti à laisser son partenaire diriger l'exécutif local de l'État du Perlis – le seul qu'il détient désormais – à l'issue d'un coup de force, étant conscient que l'asymétrie de leur audience est un handicap majeur à leur dynamique de conquête du pouvoir à l'échelle fédérale.

## **La permanence de contre-pouvoirs institutionnels conséquents**

En plus des contingences liées à sa majorité composite, l'exécutif a continué d'évoluer dans un environnement institutionnel contraint par deux contre-pouvoirs qui n'ont pas montré de signes de repli, la royauté et la justice, tous les deux avec des conséquences néanmoins très différentes au regard de l'État de droit.

Confirmant une tendance observable depuis plusieurs années, et qui s'est encore accentuée depuis l'accès au trône du sultan de Johor en 2024, le roi a de nouveau montré des signes d'implication empressée, pour ne pas dire d'interférence, dans les affaires publiques. Bien qu'affaibli et en retrait quelque temps en raison de problèmes de santé, il a multiplié les gestes témoignant d'une

conception extensive de sa fonction, au-delà d'utiliser sa charge au profit de ses intérêts économiques. À l'occasion d'une cérémonie officielle, en sa qualité de commandant suprême des forces armées, il a par exemple émis de vives critiques contre un choix de renouvellement d'hélicoptères, conduisant à son annulation. Il a aussi effectué un réquisitoire sans précédent envers les défaillances structurelles des processus d'acquisition des équipements militaires, menant à des surcoûts injustifiés ou des achats inadaptés<sup>4</sup>. Sans que le lien ne soit clairement établi, quelque temps plus tard, le chef d'état-major de l'armée de Terre, pressenti pour devenir chef d'état-major des Armées, a été suspendu pour des faits de corruption en lien avec des contrats pour le ministère de la Défense. Le souverain a également continué à exercer de manière très personnelle son pouvoir de nomination, en particulier au sein de l'appareil sécuritaire.

Sur le plan extérieur, le roi a conservé une activité diplomatique soutenue, en débordant souvent sur certaines prérogatives de l'exécutif en matière de négociations économiques. Entre autres déplacements, il s'est rendu dans plusieurs monarchies du Golfe. Il a aussi effectué une visite d'État remarquée en Russie, une première pour un monarque malaisien depuis l'établissement de relations officielles entre les deux pays en 1967<sup>5</sup>. De même, il a préempté les temps protocolaires du début de la visite en Malaisie de Xi Jinping en avril, reléguant quelque peu le Premier ministre durant cette séquence.

S'agissant de la justice, le gouvernement a été pris durant l'été dans une tempête politique, accusé, y compris par une poignée d'élus progressistes de la majorité, d'intriguer pour placer des magistrats conciliants avec le pouvoir à de nombreux postes de haut niveau en instance ou en attente de renouvellement. De plus, bien que permis par la loi, le refus de prolonger de six mois la très respectée titulaire de la fonction de *Chief Justice of Malaysia*, atteinte par la limite d'âge, a été interprété comme une sanction à l'égard de ses prises de position en faveur d'un État de droit exemplaire. Mais surtout, des révélations sur des tentatives

---

<sup>4</sup> Rashvinjeet S. Bedi, « Malaysia king's unprecedented warning on defence procurement a "wake-up call", but can it spark reforms? », *CNA*, 22 août 2025.

<sup>5</sup> Lors de cette visite, le roi a déclaré devant Vladimir Poutine qu'il avait « toujours rêvé de le rencontrer en personne » et a salué son leadership, des propos diversement commentés au regard du contexte international.

d'entrisme de l'exécutif dans les travaux de la commission chargée de proposer les choix de nomination des juges (JAC) ont suscité une forte controverse dans le débat public et une mobilisation des avocats, qui ont fait reculer Anwar Ibrahim. Même si des progrès restent à faire, cet épisode a confirmé la relative indépendance acquise par le système judiciaire depuis l'alternance parlementaire historique de 2018, que les ingérences de la classe dirigeante parviennent désormais difficilement à remettre en cause.

Les tribunaux sécularisés ont ainsi pu jouer leur rôle de garde-fou en rendant plusieurs décisions sensibles en matière de libertés religieuses et civiques, comme dans une affaire impliquant depuis 2014 la célèbre ONG de défense des droits des musulmanes Sisters in Islam, sous le coup d'une *fatwa* des autorités islamiques de l'État du Selangor, finalement jugée illégale. L'organisation a cependant accepté, sur injonction du sultan, de ne plus avoir recours explicitement au terme « islam » dans sa dénomination courante, au profit de l'usage de son nom officiel (SIS Forum Malaysia), afin de ne pas créer de confusion auprès du public sur sa vocation non institutionnelle.

Par ailleurs, dans l'interminable feuilleton du scandale financier de 1MDB, la justice a pu également démontrer des signes de son indépendance, malgré les pressions politiques qui pèsent sur elle dans le dossier. En effet, l'UMNO, membre éminent de la coalition gouvernementale, ne cesse de réclamer la fin des poursuites contre son dirigeant déchu, Najib Razak, principal personnage de l'affaire incarcéré depuis août 2022, et ceci avec l'assentiment du pouvoir royal, qui a déjà utilisé son droit de grâce pour réduire sa peine. La première partie de l'année a pu instiller le doute sur la tournure des événements, l'ancien Premier ministre ayant été relaxé en juin d'une charge secondaire, de même qu'un arrêt des poursuites a été octroyé à son gendre. Cependant, fin décembre, il a fait l'objet de deux décisions défavorables. La Haute Cour a rejeté sa demande de purger le reste de sa peine d'emprisonnement sous le régime de l'assignation à résidence. Puis, quatre jours plus tard, le même tribunal l'a reconnu coupable de charges complémentaires d'abus de pouvoir et de blanchiment d'argent. Dans ce cadre, il

a été condamné à 15 ans supplémentaires de prison, ainsi qu'à une amende de 13,5 milliards RM (3,3 milliards \$ US)<sup>6</sup>.

## L'invariant islamique

En 2025, l'action publique en faveur de l'islam n'a pas connu de saut quantitatif, mais elle est restée un invariant assumé du pouvoir, conforme à l'idéologie du Premier ministre. La référence au programme-cadre de gouvernance *Malaysia Madani*, d'inspiration islamique, est restée omniprésente dans le discours des autorités fédérales et la plupart des mesures de politique intérieure mises en œuvre. Loin de constituer un projet collectif mobilisateur, et encore moins fédérateur, il a surtout servi à légitimer la poursuite d'une intégration graduelle toujours plus affirmée des normes religieuses dans les processus de régulation sociale.

Logiquement, les institutions religieuses ont continué de bénéficier d'un soutien politique et budgétaire constant, tandis que les juridictions chariatiques ont vu leur rôle conforté. Si la mise à l'agenda des débats sur l'extension de leurs compétences a été reportée, ce choix a relevé moins d'un recul sur le fond que d'une gestion tactique de sa temporalité au regard de son risque électoral. De même, le retrait discret, après de vives critiques, du projet de loi visant à renforcer les prérogatives du mufti des Territoires fédéraux n'a pas témoigné d'un changement de position de l'exécutif. Il a simplement illustré sa méthode en la matière, consistant de manière velléitaire à avancer par incrémentation, puis à temporiser lorsque la contestation devient trop coûteuse politiquement.

Dans les faits, cette poussée islamique ambiante se traduit par une normalisation accrue des actions coercitives à forte charge symbolique, notamment dans les États tenus par le PAS. Malgré leurs effets délétères en termes d'image, et le malaise diffus qu'elles induisent parmi les non-musulmans, le gouvernement se retranche derrière l'argument commode du respect des compétences des autorités

---

<sup>6</sup> Koh Ewe, « Ex-Malaysia PM Najib Razak given 15-year jail term over state funds scandal », *BBC*, 26 décembre 2025.

ou des juridictions islamiques locales, cautionnant implicitement l'évolution observée. Cette absence de condamnation au niveau fédéral tend à banaliser des pratiques autrefois marginales dans l'espace public malaisien.

Dans l'espace social, l'islamisation rampante s'est également manifestée par une extension des interdits affectant des pratiques auparavant marquées par une relative tolérance. Malgré les discours officiels toujours prompts à célébrer le multiculturalisme du pays, les controverses survenues lors des célébrations de la fête hindouiste de Thaïpusam, avec des restrictions imposées au nom de considérations religieuses ou d'ordre public, ont illustré ce glissement. Outre les pressions continues contre la communauté LGBT, sur la double base d'une législation islamique stricte et de dispositions de la *Common Law* héritées de la période coloniale, les épisodes répétés de censure ou de culpabilisation morale ont encore renforcé le sentiment de lassitude, mais aussi l'insécurité normative, des non-musulmans<sup>7</sup>.

Cette dynamique a continué également d'accentuer le positionnement contradictoire de la coalition gouvernementale, et notamment de l'Alliance de l'espoir multiethnique du Premier ministre. En cherchant à rassurer l'électorat malais conservateur, elle érode invariablement la confiance des minorités et de la frange libérale de la classe moyenne malaise, qui sont le socle de ses soutiens, sans pour autant élargir son audience. En effet, les Malais restent majoritairement perméables aux discours ethno-nationalistes du PAS, à la faveur d'une stratégie populiste agressive sur les réseaux sociaux, qui entrent en résonance avec leurs attentes en termes de réassurance identitaire et de craintes du changement. Elles sont d'autant plus importantes qu'Anwar Ibrahim, bien que pro-musulman, est largement perçu, à force de rumeurs ou d'insinuations relayées par ses opposants, comme dépendant des composantes indiennes et chinoises de la population.

Dès lors, la défiance intercommunautaire ne s'est en rien atténuée en Malaisie péninsulaire, les territoires de Bornéo en restant toujours préservés du fait de leur structure différente sur le plan ethnique. Elle ne s'est pas manifestée par des expressions violentes, mais par un désintérêt croissant pour la politique et

---

<sup>7</sup> Hadi Azmi, « In quiet rebellion, Malaysians push back against book bans », *South China Morning Post*, 9 juin 2025.

une prudence accrue des organisations de la société civile dans leur expression sur les sujets socioculturels. En parallèle, la multiplication des critiques exprimées en ligne depuis l'étranger ou sous couvert d'anonymat a témoigné de sa nature hautement sensible. Dans cette situation, le gouvernement apparaît toujours comme un rempart face à une opposition islamique jugée dangereuse par une partie du pays. Néanmoins, la coalition dirigeante a perdu beaucoup de crédibilité quant à la défense active du pluralisme. Cette configuration produit des effets durables. Elle contribue à installer dans le débat public des narratifs conservateurs de moins en moins tolérants, à renforcer la centralité de l'islam comme référentiel normatif et à délégitimer les expressions réformistes, y compris au sein du camp majoritaire.

## **Des accentuations**

### **L'échappée souveraine de Bornéo**

Dans le sillage de l'importance stratégique acquise plus globalement par l'île de Bornéo à l'échelle régionale, les représentants du Sabah, et surtout du Sarawak, ont confirmé leur rôle central dans l'architecture fédérale. Forts de leur poids parlementaire et de la dépendance du gouvernement à leur soutien, ils ont inscrit leurs États dans la poursuite d'une démarche d'autonomisation croissante fondée sur des gains concrets, plutôt que sur une remise en cause formelle de l'ordre constitutionnel. Le Sarawak, sous la conduite de son charismatique ministre en chef, Abang Johari Openg, a continué d'incarner cette trajectoire singulière, combinant revendications institutionnelles, contrôle souverain sur les ressources naturelles locales et construction progressive d'un appareil économique étatique libéré des contraintes de dépendance avec le reste du pays.

L'année 2025 a été marquée par plusieurs signes explicites de cette dynamique. Le Premier ministre a par exemple consenti à accepter la revendication des élus de Malaisie insulaire qui réclamaient une hausse des sièges leur étant dévolus au parlement fédéral, ouvrant ainsi la voie à un futur processus de réforme, qui n'est toutefois pas garanti d'aboutir. En mai, un accord signé

publiquement par Anwar Ibrahim a entériné le rôle de Petros, la compagnie pétrolière du Sarawak, dans la distribution des hydrocarbures extraits localement, mettant fin à un différend politique devenu intenable au détriment du monopole légal de la société nationale Petronas. Parallèlement, l'État du Sarawak a poursuivi sa quête de souveraineté en matière économique et d'infrastructures, par exemple avec une prise de participation dans l'établissement Affin Bank. Il a aussi lancé en janvier 2025 sa propre compagnie aérienne à vocation régionale, AirBorneo, opérable en 2026, en reprenant la flotte et les activités de la filiale locale de Malaysia Airlines (MASwings).

Bien que plus fragmenté politiquement et plus vulnérable économiquement, l'État du Sabah s'est inscrit dans une logique comparable. Ses dirigeants ont notamment profité du contexte électoral du renouvellement du parlement local en décembre pour obtenir des marges de manœuvre budgétaires accrues et une meilleure reconnaissance de certaines spécificités administratives. À l'issue d'une campagne tendue, le scrutin a vu la victoire de la coalition sortante alliée du gouvernement fédéral, et a donné lieu à quelques recompositions parmi les forces en présence. Il a surtout confirmé l'échec des tentatives d'implantation des partis nationaux, au bénéfice d'une prédominance renforcée des intérêts et des enjeux locaux dans la conduite des affaires publiques du territoire<sup>8</sup>.

## Une insidieuse inclinaison coercitive

En 2025, la question des libertés publiques ne s'est pas imposée comme un enjeu politique central, précisément parce que leur restriction continue n'a pas pris la forme d'un tournant brutal. L'année a plutôt confirmé un durcissement progressif de la gestion administrative et procédurale de l'expression publique, dans laquelle le contrôle s'exerce par l'empilement de normes, de compétences bureaucratiques ou de pratiques dissuasives, davantage que par l'adoption de nouvelles orientations ouvertement liberticides. Cette situation a permis au gouvernement de

---

<sup>8</sup> Arnold Puyok, « Sabah first ? 2025 state election shows voters want results not slogans », *Fulcrum*, 17 décembre 2025.

limiter les controverses, tout en élargissant concrètement ses capacités de coercition d'une société civile largement résignée.

Plusieurs engagements emblématiques de la majorité ont été reportés *sine die*. Ainsi, les réformes annoncées de la législation coloniale sur la sédition, de la décriée Loi de Sécurité publique de 2012 (SOSMA) ou du cadre de protection des lanceurs d'alerte n'ont pas été mises en œuvre. De même, la promesse d'un renforcement du contrôle parlementaire sur l'exécutif, tout comme celle d'une révision de la gouvernance des entreprises publiques, a été diluée dans quelques ajustements technocratiques. Les discussions sensibles escomptées sur une refonte des règles de financement des partis politiques ou sur une clarification des rapports entre les autorités civiles et religieuses ont également été soigneusement évitées.

Parallèlement, l'exécutif a poursuivi le déploiement des outils de contrôle et de régulation numérique. L'entrée en application de l'*Online Safety Bill*, combinée aux dispositions de la loi sur la cybersécurité et du *Communications and Multimedia Act*, a permis d'encadrer davantage l'espace informationnel sans modification législative majeure. Ces instruments confèrent aux autorités une latitude d'interprétation étendue quant à la qualification de contenus jugés « préjudiciables », « offensants » ou « menaçants pour l'ordre public ». Pour accompagner cette évolution, la Malaysian Communications and Multimedia Commission, véritable organe de surveillance politique, a joué un rôle pivot. Elle a multiplié les injonctions adressées aux plateformes numériques, les demandes de retrait de contenus ou encore les convocations de personnes. Justifiées par divers motifs (lutte contre la désinformation, protection des mineurs, préservation de l'harmonie intercommunautaire, etc.), ces interventions ont accru l'insécurité juridique pesant sur les voix dissidentes. Plusieurs médias en ligne ont aussi fait l'objet d'enquêtes ou de pressions administratives après la publication de contenus sensibles, notamment sur des sujets liés à la religion, à la monarchie ou aux pratiques des agences publiques. Sur les campus, les actes de censure et les procédures disciplinaires ont également augmenté<sup>9</sup>. De même, en fin d'année, une

---

<sup>9</sup> Khoo Ying Hooi, « No room for debate : The quiet crisis of academic freedom on campus », *The Malay Mail*, 17 juin 2025.

circulaire imposant de nouvelles restrictions aux performances culturelles dans les universités publiques a encore alourdi le climat d'interdit ambiant<sup>10</sup>.

Dans ce contexte, le parlement a donné l'impression de fonctionner comme une chambre d'enregistrement docile. Les rares tentatives de certains élus de l'Alliance de l'espoir d'ouvrir la discussion sur la dérive de l'équilibre entre sécurité, morale publique et libertés individuelles se sont heurtées à la réticence de leurs collègues. Cette situation a contribué à marginaliser encore un peu plus la question démocratique dans le débat national, désormais reléguée au rang de sujet technique. Corrélativement, les administrations et les agences fédérales ont poursuivi leur montée en puissance dans le domaine de la sécurité intérieure, dont relève tout ce qui concerne le contrôle de l'information. Elles ont vu leurs prérogatives s'élargir, leur permettant d'intervenir plus directement dans l'espace public et médiatique. Cette bureaucratisation de l'action politique a renforcé la capacité de l'État à gouverner à travers des instruments réglementaires, tout en diluant la responsabilité des orientations prises. Elle a également offert à l'exécutif un moyen commode de ne pas trop s'exposer sur le terrain miné de la censure, en s'abritant derrière le respect du travail d'entités administratives peu politisées en apparence.

## **Une situation socio-économique ambivalente**

Malgré les turbulences mondiales, l'économie malaisienne a confirmé une trajectoire de croissance solide, dépassant même les prévisions du budget 2024. En effet, le PIB de la Fédération a progressé de 4,9 % en 2025, porté par une consommation intérieure robuste, une bonne tenue des exportations et un rebond notable du tourisme. En raison de cette conjoncture favorable et d'un tassement du recours à la main-d'œuvre étrangère<sup>11</sup>, le taux de chômage a atteint un seuil

---

<sup>10</sup> Tajuddin Rasdi, « Uni should be a place where diversity is embraced, not censored », *Free Malaysia Today*, 4 décembre 2025.

<sup>11</sup> L'obligation controversée pour les travailleurs migrants, à l'exception des personnels de maison, de cotiser au Fonds de prévoyance des employés (EPF) depuis février 2025, et pour les employeurs de payer une part patronale, est l'une des raisons avancées ; Ho Jia Wen, « Industry players rise doubts over 2 % EPF rate for foreign workers », *The Star*, 11 février 2025.

historiquement bas, avec des tensions dans plusieurs secteurs, notamment l'agriculture. Quant à l'inflation, elle est demeurée mesurée, autour de 1,5 % de moyenne, confirmant la stabilisation déjà observée l'année précédente. Cette maîtrise des prix, combinée au maintien de taux directeurs modérés, a permis à l'exécutif de préserver un environnement favorable à l'entrepreneuriat, tout en tenant ses objectifs de réduction de la dette nationale avec des rentrées fiscales en hausse. Les investissements directs étrangers sont aussi restés élevés, avec plus de 280 milliards RM (71 milliards \$ US) approuvés au 30 septembre, confortant la position dynamique de la Malaisie.

Pourtant, cette situation enviable n'a pas dissipé le profond malaise social, qui alimente une grande partie des ressentiments intercommunautaires. Si l'inflation globale s'est stabilisée, le prix des denrées alimentaires, qui avait le plus augmenté, ne se réduit pas et le coût de la vie demeure une source majeure d'insatisfaction. En février, le passage du salaire minimum de 1 500 RM à 1 700 RM (430 \$ US) a répondu à une revendication pressante, mais elle n'a pas suffi à compenser l'érosion du pouvoir d'achat accumulée au cours des années précédentes. De plus, l'arrêt progressif de certaines aides ou subventions transitoires a renforcé la colère. D'ailleurs, en juillet, quelques jours avant une manifestation à l'appel de l'opposition réclamant la démission du Premier ministre (« *Turun Anwar* »), ce dernier, inquiet de la possible tournure des événements, a annoncé lors d'une rare prise de parole solennelle dans les médias une série de mesures un rien démagogiques pour répondre aux demandes exprimées<sup>12</sup>. Même s'il a provisoirement acheté une forme de paix sociale, il n'a pas fait reculer le sentiment diffus de déclassement d'une partie de la population, qui au contraire s'aggrave.

Deux facteurs continuent singulièrement de nourrir le mécontentement. Tout d'abord, en dépit d'une situation de quasi-pénurie, le marché du travail reste marqué par une dualité persistante. Si l'emploi est abondant, il est souvent peu qualifié ou faiblement rémunéré. Le chômage des jeunes, en particulier des diplômés, continue d'évoluer autour de 10 %, révélant un décalage structurel

---

<sup>12</sup> Azril Annuar, « Thousands rally in downtown Kuala Lumpur for resignation of PM Anwar », *The Straits Times*, 26 juillet 2025.

entre le niveau de formation et les débouchés proposés par l'économie. Cette situation alimente de nombreuses frustrations. Elle se traduit par des parcours professionnels aléatoires et de la mobilité géographique contrainte dans le pays ou à l'étranger, renforçant un phénomène de fuite des compétences déjà ancien. Ensuite, le logement constitue un autre motif d'animosité envers le gouvernement. Dans les principales agglomérations, les loyers se maintiennent à des niveaux élevés, absorbant souvent une part conséquente du revenu des ménages, sans réponse politique d'ampleur. À ces contraintes matérielles s'ajoute une dégradation du bien-être au travail, particulièrement perceptible chez les moins de trente-cinq ans, dans un contexte où l'action publique en matière de santé mentale, malgré des progrès, demeure fragmentaire et insuffisante.

Par ailleurs, le phénomène de la violence en milieu scolaire a émergé de manière inattendue dans le débat public. D'abord sous le feu des critiques pour son inaction après la multiplication des cas de harcèlement et plusieurs faits divers tragiques dans des écoles, le ministère de l'Éducation a finalement annoncé le déploiement de caméras de vidéo-surveillance dans 200 établissements-cibles, afin de restaurer la confiance largement entamée des familles à l'égard du système éducatif. Il a également renforcé la présence policière aux abords des lieux scolaires et étudie la possibilité d'interdire l'usage des smartphones aux moins de 16 ans.

## Des réajustements

### L'ASEAN vaut bien une ambition manquée

La présidence de l'ASEAN a offert à la Malaisie une exposition internationale bienvenue, lui permettant de renouer avec sa spécialité ancienne de « diplomatie hôtelière », non sans quelques succès<sup>13</sup>, comme lors de la rencontre en juillet à Kuala Lumpur entre le Secrétaire d'État américain et son homologue russe, en marge d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Association. Elle a

---

<sup>13</sup> Nur Atiq Maisarah Suhaimi, « Malaysia guides ASEAN through turbulent year, wraps up over 320 meetings », *Bernama*, 20 décembre 2025.

aussi procuré à son Premier ministre une séquence propice à un certain activisme diplomatique, qu'il affectionne tout particulièrement, donnant parfois l'impression qu'il se désintéressait de la politique domestique, ce qui n'a pas manqué de lui être reproché.

En référence à son slogan, « *Inclusivity and Sustainability* », la présidence malaisienne de l'ASEAN a cependant été inclusive à géométrie variable, notamment en raison des tensions militaires entre le Cambodge et la Thaïlande, et modérément soutenable, la question de la transition écologique de la région, en dépit d'avancées concrètes encourageantes, ayant été largement évincée par les grands dossiers d'actualité. Néanmoins, tout en réaffirmant les principes – consensus, non-ingérence, gradualisme – qui ont guidé le processus d'intégration politique de la région, Anwar Ibrahim s'est employé à maintenir un semblant d'unité collective, ce qui était déjà une posture louable, à défaut d'être ambitieuse. En effet, dans un contexte régional et international marqué, entre autres, par les impacts de la politique américaine, l'extraversion continue de la puissance chinoise, la situation de la Birmanie, la guerre en Ukraine, ou encore la crise au Proche-Orient, la Malaisie a privilégié la réassurance des équilibres existants et une série d'acquis tangibles à teneur économique à de nouvelles initiatives hasardeuses.

Ainsi, la présidence malaisienne de l'ASEAN s'est caractérisée par une forme de prudence sur la gestion des affaires régionales sensibles. Sur le dossier birman, elle s'est tenue à une ligne médiane consistant à réclamer une désescalade, à soutenir l'aide humanitaire et à appeler au dialogue, en évitant toute proposition audacieuse. Aucune avancée substantielle n'a donc été enregistrée dans la mise en œuvre du *Five-Point Consensus*. La même logique a été appliquée s'agissant des tensions en mer de Chine méridionale. Face à la multiplication des incidents, la Fédération a continué de privilégier une posture de basse intensité, fondée sur le droit international et la sauvegarde de la stabilité régionale. Sans renoncer à ses principes, elle s'est engagée en faveur d'une concertation collective, attentive à ne pas provoquer les autorités chinoises, tout en évitant de donner l'impression d'accepter un alignement.

Malgré tout, l'anniversaire des 10 ans de l'*ASEAN Community*, l'accueil officiel du Timor oriental dans l'Association en octobre, l'amorce des réflexions sur le contenu de son agenda stratégique (« Vision 2045 ») et quelques progrès sur des dossiers techniques ont fourni des opportunités à la Malaisie pour mettre en scène la continuité de la dynamique institutionnelle de l'ASEAN, dans un moment qui lui était pourtant peu propice.

## **Le choix contraint de l'accommodement**

En 2025, la politique industrielle malaisienne s'est inscrite dans la continuité des orientations définies les années précédentes, avec un accent constant mis sur la montée en gamme manufacturière, en particulier dans le secteur des semi-conducteurs. Le discours officiel est resté centré sur cet objectif, présenté comme un levier pour confirmer le positionnement de la Fédération dans les chaînes de valeur mondiales. Le pays a continué à consolider ses positions sur les segments où il dispose d'un avantage comparatif ancien : l'assemblage, le test et le conditionnement. Ces activités représentent une part importante de ses exportations de biens électriques et électroniques. Ainsi, les annonces de plusieurs géants internationaux d'une extension de leurs capacités de production locales ont conforté les ambitions gouvernementales.

Outre des contingences structurelles internes (besoins en énergie, sous-dimensionnement technologique, déficit de ressources humaines hautement qualifiées, etc.), le secteur a fait l'objet de limitations externes, la Malaisie s'étant retrouvée directement au centre de la rivalité sino-américaine et sous la menace de droits de douane élevés de la part des États-Unis, notamment en raison de sa double appartenance à l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (CPTPP) et au Partenariat économique régional global (RCEP), qui lui permet d'être un maillon important du commerce transpacifique. Cette situation l'a contrainte à une position d'accommodement durant toute l'année. Cela s'est traduit lors de la crise militaire entre le Cambodge et la Thaïlande, où Anwar Ibrahim, après avoir géré maladroitement le problème en donnant l'impression de favoriser son partenaire cambodgien dans le cadre de l'ASEAN, a dû s'effacer

derrière la mise en scène de la médiation du président américain et laisser se faire en coulisses une discrète intervention diplomatique chinoise sur le sol malaisien.

Tandis que la visite en Malaisie de Xi Jinping au printemps a été l'occasion de réassurer la relation bilatérale à travers la signature de 31 accords<sup>14</sup>, le pays a par exemple dû renoncer, sous la pression du gouvernement américain, à un projet de création de 3 000 serveurs d'intelligence artificielle utilisant des composants de la compagnie chinoise Huawei et d'annoncer l'imposition de nouvelles restrictions concernant l'exportation de puces d'IA fabriquées aux États-Unis destinées à éviter leur acheminement vers la Chine.

Parallèlement, entre autres concessions (achat d'avions Boeing, etc.), en marge de la visite de Donald Trump en Asie et de sa participation à un sommet de l'ASEAN à Kuala Lumpur, la Malaisie a dû se résoudre à signer un accord commercial de compromis avec les États-Unis. La Fédération a notamment concédé à lever les quotas sur ses exportations de minerais critiques vers le territoire américain. Le pays s'est aussi engagé à acheter plus de voitures américaines et à faciliter l'approvisionnement en acier malaisien. En échange, la hausse des droits de douane US a été plafonnée à 19 %, au lieu des 25 % annoncés initialement. 1 711 produits-clés comme l'huile de palme, le caoutchouc ou le cacao ont cependant été exemptés.

Fortement critiqué pour son attitude conciliante avec les États-Unis, le gouvernement malaisien a néanmoins absorbé une partie du coût politique interne de cette posture, afin de préserver l'accès de ses entreprises au marché américain et la coopération sécuritaire bilatérale.

## **Une stratégie de *hedging* plus offensive**

Face à la conjoncture régionale et internationale bousculée, la Malaisie a aussi réassuré sa stratégie de *hedging*, en lui donnant une coloration parfois plus offensive qu'à son habitude pour tenter de desserrer l'étau de certaines contraintes.

---

<sup>14</sup> « Explainer : What Malaysia's 31 new deals with China really mean », *The New Straits Times*, 18 avril 2025.

Avec l'Union européenne, la relation est restée essentiellement fonctionnelle. Le dialogue a continué de se structurer autour des investissements, des chaînes de valeur industrielles et des enjeux climatiques, sans donner lieu à une séquence politique forte. L'Europe demeure un partenaire utile pour la Fédération, mais elle n'occupe plus une place comparable à celle des États-Unis ou de la Chine en termes de priorité diplomatique. La reprise des négociations en vue de la signature possible d'un accord de libre-échange entre les deux entités a toutefois été un signal fort de la posture malaisienne d'équilibre de ses dépendances. C'est dans cette veine qu'à l'occasion de son déplacement en France, Anwar Ibrahim a parrainé la signature de plusieurs accords, notamment entre le groupe français Carester et la société Malaco Mining, afin de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine stratégique des terres rares.

Comme précédemment, la dimension islamique a structuré l'action internationale d'Anwar Ibrahim. Le soutien à la cause palestinienne, la dénonciation de l'islamophobie en de nombreux endroits et la valorisation de la Malaisie comme « voix morale » pour le monde musulman ont constitué des marqueurs de ses prises de position. Cette diplomatie de conviction, qui résonne dans l'opinion publique malaise, a aussi servi de levier d'influence dans les formats élargis associant l'ASEAN et les États du Golfe, où la Fédération s'est posée en acteur de médiation entre l'Asie et le Moyen-Orient. À cet égard, la tenue inédite du sommet ASEAN–GCC–Chine organisé à Kuala Lumpur a permis d'inscrire le pays au centre d'un axe de coopération eurasiatique renforcé, avec des potentialités économiques importantes, tout en lui permettant de repositionner sa relation avec la Chine dans un cadre élargi d'interdépendances.

De même, outre la poursuite d'une bonne entente avec la Russie<sup>15</sup>, le rapprochement avec les BRICS, concrétisé au travers de l'obtention du statut de pays-partenaire, s'inscrit dans une logique similaire. Plus qu'un réalignement

---

<sup>15</sup> En mai, après celle de 2024, Anwar Ibrahim a effectué une seconde visite en Russie pour se rendre au Forum de Kazan. Son étape à Moscou, où il a rencontré Vladimir Poutine, a été entachée par la publication, au même moment, des résultats de l'enquête de l'Organisation de l'Aviation civile internationale sur le vol MH17, abattu au-dessus de l'Ukraine en 2014, qui concluait à la responsabilité des autorités russes. La presse malaisienne n'a pas manqué de relever le silence du Premier ministre face à cette annonce embarrassante et l'absence de communiqué diplomatique conjoint des deux dirigeants à l'issue de leur entretien.

stratégique, bien que la coopération Sud-Sud soit un axe sans cesse réaffirmé de la diplomatie malaisienne, il est avant tout lié à une volonté pragmatique de la Fédération de diversifier ses partenariats à des fins commerciales et aussi dans le contexte actuel de multipolarité asymétrique, d'adresser un signal sur sa position de refus de toute logique de blocs, au profit d'alliances plurielles.

Enfin, malgré une propension au compromis, la Malaisie n'a pas hésité, dans le climat de tensions élevées de la période, à instaurer un rapport de force calculé à quelques pays pour défendre ses intérêts, rappelant que sa posture volontiers conciliante n'était pas une preuve de faiblesse. Ainsi, elle a frappé temporairement de mesures anti-dumping certains produits sidérurgiques en provenance de plusieurs États asiatiques, dont le Japon avec qui elle a pourtant renforcé ses partenariats dans des secteurs stratégiques (IA, semi-conducteurs, énergies)<sup>16</sup>, avant de confirmer pour cinq ans l'imposition de surtaxes à des importations ciblées d'acier galvanisé de Chine, de Corée du Sud et du Vietnam. En effet, ces derniers étaient accusés par les acteurs de la filière malaisienne de vendre localement leur production en dessous des prix du marché, constituant une concurrence jugée déloyale.



Durant l'année écoulée, les considérations diplomatiques omniprésentes dans l'actualité, et leurs prolongements intérieurs, ont opportunément permis à la majorité parlementaire de sauver quelques apparences d'unité, en dépit des tensions qui fragilisent son attelage hétérogène. S'agissant des affaires internes, Anwar Ibrahim, dont l'impopularité s'est encore accrue, a confirmé sur la plupart des sujets sa stratégie de l'esquive et du compromis au moindre coût pour durer, tout en confirmant la faiblesse de son ardeur démocratique. La nouveauté est que cette posture a semblé se dessiner comme une situation presque confortable pour le Premier ministre, car elle lui offre l'excuse inavouable du renoncement à des réformes d'ouverture, qu'il n'a jamais réellement souhaité engager, au profit de la poursuite d'un objectif unique : durer pour renforcer de manière graduelle l'empreinte islamique sur la société, sans compromettre le pacte de la stabilité

---

<sup>16</sup> Norman Goh, « Malaysia, Japan to bolster energy ties through LNG, hydrogen », *Nikkei Asia*, 10 janvier 2025.

intercommunautaire, et conforter le développement économique du pays, ses deux lignes directrices idéologiques. La Malaisie a donc vu l'illusion d'un progressisme s'évanouir pour laisser place à un régime de gouvernance quasi-technocratique, nourri d'idéaux libéraux-conservateurs religieux, où la continuité est devenue un objectif en soi et la prudence une fâcheuse boussole. Toutefois, si la situation sociopolitique a été sans rupture en 2025, elle n'a pas été sans conséquence.

En dépit d'une économie qui a plutôt bien résisté et de progrès assez encourageants dans plusieurs domaines, la Fédération reste irrémédiablement en proie à des tensions sociales et communautaires élevées. À moyen terme, le principal risque pour le pays n'est plus l'instabilité parlementaire, mais l'asymétrie croissante entre un État gestionnaire aux ambitions réformatrices limitées et une société désabusée quant à ce qu'elle peut espérer de ses dirigeants. En fermant provisoirement l'horizon des possibles, l'année 2025 a été celle d'un atterrissage différé, dont l'issue semble moins dépendre de la solidité des institutions que de la capacité du pouvoir fédéral à renouer avec une ambition collective aujourd'hui impalpable. En effet, le programme *Malaysia Madani*, trop abstrait, malgré sa labellisation à outrance de toutes les initiatives publiques, ne suscite pas l'adhésion, laissant un espace toujours plus affirmé à l'expression de revendications identitaires et catégorielles antagonistes. Ainsi, dans l'attente d'un réel changement de trajectoire sociopolitique, pour lequel il n'existe aucun consensus sur les contours qu'il devrait prendre, les Malaisiens se sont dans leur grande majorité résignés – faute de mieux – à l'apprentissage d'une forme particulière de « patience », *al-sabr*<sup>17</sup>, une vertu cardinale de la théologie musulmane que leur Premier ministre, résolument plus islamiste que nationaliste, leur inculque désormais à leurs dépens.

---

<sup>17</sup> « Le terme *sabr* en arabe, implique à la fois la persévérance, la résignation et la patience, trois qualités que l'arabe exprime par le mot *sabr* qui marque aussi la constance dans l'épreuve, la force d'âme qui nous fait résister dans l'adversité, et à la limite, nous réjouir de tout ce qui nous arrive en bien comme en mal » (Amadou Makhtar Samb, *De la patience dans l'Islam*, Paris, Éditions Al-Bustane, 2002 [1995], p. 35).

## Fiche Malaisie

**Nom officiel** : Fédération de Malaisie

**Capitale** : Kuala Lumpur

**Superficie terrestre** : 330 241 km<sup>2</sup>

**Population** (CIA-*The World Factbook*, est. 2024) : 34 564 810 habitants

**Langue officielle** : Bahasa Malaysia (malaisien)

**Religion d'État** : islam

### Données politiques

---

**Nature de l'État** : monarchie fédérale

**Nature du régime** : monarchie constitutionnelle élective (roi élu tous les cinq ans parmi les neuf souverains/sultans de la Fédération)

**Suffrage** : universel (à partir de 18 ans depuis 2022)

**Chef de l'État** : Ibrahim Sultan Iskandar, sultan du Johor (roi de Malaisie 2024-2029)

**Premier ministre** : Anwar Ibrahim (depuis novembre 2022)

**Ministre des Affaires étrangères** : Mohamad Hassan (depuis décembre 2023)

**Ministre de la Défense** : Mohamed Khaled Nordin (depuis décembre 2023)

**Président de l'Assemblée nationale** : Johari Abdul (depuis décembre 2022)

**Échéances** : prochaines élections en 2027 pour la chambre des représentants

### Indicateurs démographiques et sociologiques

---

**Principaux groupes ethniques** (CIA-*The World Factbook*, est. 2023) : *Bumiputera*<sup>18</sup> (63,8 %), Chinois (20,6 %), Indiens (6 %), autres (0,6 %), étrangers en situation régulière (9 %)

---

<sup>18</sup> Le terme *Bumiputera* (« fils du sol » en malais) est un terme très politique qui désigne les populations du pays considérées comme autochtones. Il renvoie essentiellement au groupe majoritaire des Malais musulmans, aux *Orang*

**Religions** (CIA-*The World Factbook*, est. 2020) : musulmans (63,5 %), bouddhistes (18,7 %), chrétiens (9,1 %), hindous (6 %), confucianistes, taoïstes et autres religions traditionnelles chinoises (0,9 %), sans religion et non spécifié (1,8 %).

---

*Asli* (aborigènes) et aux descendants portugais de la Malaisie péninsulaire, ainsi qu'aux ethnies indigènes des territoires de Bornéo (Dayak, Bidayuh, etc.).

## Chronologie

### JANVIER 2025

- 20 • À la suite de la visite d'Anwar Ibrahim à Bruxelles, la Malaisie et l'Union européenne reprennent leurs négociations en vue de la conclusion d'un accord de libre-échange. Elles avaient été interrompues durant une douzaine d'années sur fond de différend autour de la question de l'huile de palme, dont la Fédération est le second pays exportateur mondial.

### FÉVRIER 2025

- 26 • IMDB abandonne son action en justice contre Riza Aziz, producteur et gendre de l'ancien Premier ministre Najib Razak, qu'il accusait d'appropriation abusive de 248 millions \$ US dans l'un des volets du scandale financier international, dont le fonds souverain a été l'instrument.

### MARS 2025

- 17 • Les fonds souverains malaisiens vont augmenter leurs investissements dans les start-ups et les sociétés de capital-risque domestiques pour renforcer la résilience du tissu économique local face aux incertitudes de la conjoncture internationale. Parmi eux, le Fonds de prévoyance des employés (EPF), Khazanah Nasional et la société de gestion d'investissements Permodalan Nasional Berhad (PNB) se sont engagés à investir 120 milliards RM (27 milliards \$ US) supplémentaires dans le secteur privé national au cours des cinq prochaines années.
- 22 • Le vol inaugural de Malaysia Airlines (MAS) entre Kuala Lumpur et Paris témoigne d'un nouvel élan de la compagnie nationale malaisienne, après plus d'une décennie de difficultés dans le sillage de la perte tragique des deux long-courriers MH370 et MH17 en 2014. La ligne avait été interrompue en janvier 2016. Outre un renouvellement conséquent de sa flotte et une amélioration de la qualité de ses services, le transporteur aérien a également entrepris d'élargir progressivement son offre, avec des routes supplémentaires ou en développant ses partenariats, comme avec Royal Air Maroc en 2025.

### AVRIL 2025

- 1<sup>er</sup> • Au deuxième jour des célébrations de la fin du ramadan (*Hari Raya Aidilfitri*), une fuite sur un gazoduc de Petronas à Subang Jaya (État du Selangor), dans la proche

banlieue de Kuala Lumpur, provoque une forte explosion, suivie d'un énorme incendie. L'incident nécessite l'hospitalisation de 305 personnes et l'évacuation des habitants dans un périmètre de près de 300 mètres. Ce grave accident industriel intervient dans un contexte difficile pour la compagnie pétrolière nationale, qui avait annoncé en février une chute de 34 % de son bénéfice net en 2024, en raison d'une contraction des prix des matières premières, nécessitant la mise en place d'un plan de restructuration.

### MAI 2025

- 02 • À l'occasion d'une visite officielle de quatre jours en Malaisie de sa présidente, Vjosa Osmani Sadriu, le Kosovo ouvre et inaugure son ambassade à Kuala Lumpur. Au nom de la solidarité panislamique, la Fédération est l'un des premiers États à avoir reconnu et noué des relations diplomatiques avec le pays dès 2011. Cet événement devrait permettre de renforcer les liens des deux partenaires dans une variété de domaines, dont celui du business halal.

### JUIN 2025

- 09 • Dans l'État du Perak, un dramatique accident de bus transportant des étudiantes et des étudiants de l'Universiti Pendidikan Sultan Idris (UPSI) fait 15 morts et 31 blessés. L'événement suscite un fort émoi dans le pays, en raison de l'âge des victimes.
- 16 • Petronas et TotalEnergies signent un accord pour développer et exploiter ensemble plusieurs champs gaziers sur une surface d'environ 100 000 km<sup>2</sup>. Les investissements de TotalEnergies dans la Fédération sont estimés à 2 milliards \$ US depuis 2023. Pour l'entreprise malaisienne, ce partenariat s'inscrit dans une stratégie plus globale de diversification, autant que de consolidation, de son modèle productif.
- 24 • L'officier supérieur Johnny Lim est nommé lieutenant-général (général trois étoiles) et devient le premier Sino-Malaisien à accéder à un grade aussi élevé dans les forces armées de la Fédération. Formé à l'Académie militaire de Sandhurst (Royaume-Uni), il a débuté sa carrière de commandement au sein du prestigieux Royal Ranger Regiment. Cette nomination, qui doit avant tout au mérite et aux états de service reconnus du militaire, n'a pas manqué d'être largement commentée au regard du caractère politique de sa portée emblématique.

## JUILLET 2025

- 03 - 04 •** Anwar Ibrahim effectue une visite officielle en France. Depuis 2009, Najib Razak restait le dernier chef de gouvernement malaisien à s'être déplacé pour un événement du même type dans l'Hexagone. Durant son séjour, le Premier ministre a eu un entretien bilatéral avec le président de la République, de même qu'il a pris part à un dîner de travail à l'Élysée et une réunion avec son homologue à Matignon. Il a aussi participé à une table-ronde avec plus de 190 chefs d'entreprise et prononcé un discours à La Sorbonne. Par ailleurs, il s'est rendu à la Grande Mosquée de Paris.
- 10 •** L'ancien Premier ministre Mahathir Mohamad (1981-2003 ; 2018-2020) célèbre son centenaire. À titre personnel, Anwar Ibrahim, beau joueur pour l'occasion, s'est fendu d'un chaleureux message public pour célébrer la longévité de son prédécesseur, dont il fut tour à tour, le successeur désigné, le dauphin déchu, l'allié de circonstance, mais surtout le meilleur ennemi. Mahathir Mohamad, malgré une santé fragile, reste un commentateur actif de la vie publique locale. Désormais proche de l'opposition islamo-nationaliste, assez présent sur les réseaux sociaux, le personnage n'a plus vraiment de partisans, néanmoins, beaucoup lui savent gré de son action pour le pays et il bénéficie d'un regain de popularité parmi de nombreux jeunes malais, qui voient en lui une figure tutélaire un rien disruptive.
- 16 •** Axel Cruau, ambassadeur de France en Malaisie, remet à Christine Rohani Longuet, la médaille de l'Ordre national du Mérite dans le *kampung* de Pulau Duyong à Kuala Terengganu (État du Terengganu), où elle est établie depuis le début des années 1970. Intellectuelle éclectique, traductrice, ethnobotaniste, la Française avait fait l'objet, plusieurs mois auparavant d'une soudaine popularité dans le pays, après avoir décroché à 80 ans un doctorat à l'Universiti Malaysia Terengganu (UMT). Suscitant l'intérêt de plusieurs médias nationaux, son histoire personnelle peu commune est devenue virale sur les réseaux sociaux. Cette notoriété a surtout permis de mettre en lumière l'inlassable engagement de l'érudite pour étudier et documenter la culture traditionnelle du Terengganu, afin de la transmettre, au-delà de sa contribution remarquable aux liens bilatéraux franco-malaisiens.

## AOÛT 2025

- 1<sup>er</sup> •** La Civil Aviation Authority of Malaysia (CAAM) et la Malaysian Aviation Commission (MAVCOM) fusionnent pour créer une entité domestique unique de régulation de l'aviation civile. Cet exemple est l'une des traductions concrètes du plan de modernisation et de rationalisation de l'administration fédérale lancé, avec des résultats divers, par Anwar Ibrahim depuis son arrivée au pouvoir.

## SEPTEMBRE 2025

- 02 • La Cour d'appel établit au 4 mars 2026 la date de l'audience du recours formulé par Anwar Ibrahim à l'encontre d'une décision de la Haute Cour lui refusant de saisir la Cour fédérale pour faire reconnaître, en tant que Premier ministre en exercice, son droit de bénéficier d'une immunité prévue dans certains cas par la Constitution. En effet, il est visé par une plainte pour des faits d'agression sexuelle remontant à 2018, déposée par un ancien collaborateur, Yusoff Rawther, qui lui réclame des dommages et intérêts. En attente du verdict de la Cour d'appel, la procédure civile a été suspendue par la justice.
- 06 • Le ministre de la Défense annonce que la Malaisie est en quête d'un nouveau contrat d'achat d'avions de chasse. Un accord avait été signé avec le Koweït pour l'acquisition de jets F/A 18C Hornet (McDonnell Douglas) issus de sa flotte, mais il n'a pu être honoré par manque de visibilité sur le report de la livraison par les États-Unis des avions neufs de remplacement. Le dossier a aussi été remis à l'agenda par une série noire de trois accidents d'appareils de la Royal Malaysian Air Force (RMAF) en 2025. Ils ont relancé le débat, qui dure depuis plusieurs années pour des raisons autant financières que diplomatiques et stratégiques, sur la nécessité d'accélérer le renouvellement des équipements de l'armée de l'Air malaisienne.
- 10 • Avec la coopération de la police singapourienne, la Malaisie récupère 39,1 millions RM (8,6 millions \$ US) d'actifs appartenant à Jho Lo (Low Taek Jho) dans le cadre des procédures pour solder les développements du scandale de 1MDB. Personnage central du dossier, le financier en fuite depuis 2016 serait réfugié en Chine avec un faux passeport australien, selon une enquête publiée en juillet 2025 par deux journalistes d'investigation du *Wall Street Journal*. Les autorités malaisiennes ont affirmé n'avoir aucun élément pour confirmer la présence du fugitif le plus recherché du pays sur le territoire chinois. Dans un autre volet de l'affaire 1MBD, la branche suisse de la banque JP Morgan a été condamnée le 22 août 2025 à payer 3 millions de francs suisses (3,7 millions \$ US) pour blanchiment.

## OCTOBRE 2025

- 1<sup>er</sup> • La pleine mise en œuvre d'une nouvelle législation antitabac (*The Control of Smoking Products for Public Health Act*), connue sous le nom désormais célèbre d'*Act 852*, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2024, confirme le statut de la Malaisie parmi les pays les plus répressifs à l'échelle mondiale en matière de lutte contre la consommation de produits tabagiques. Par ailleurs, son application s'est

accompagnée d'une hausse de taxes, avant d'autres, et d'une vaste campagne de contrôle de son respect (« *Operation Safe Lungs* »).

- 07 • Les 23 Malaisiens détenus par les autorités israéliennes, après l'arraisonnement une semaine plus tôt de la flottille humanitaire *Global Sumud* qui se rendait à Gaza, sont rapatriés dans le pays. Alors que la Fédération ne reconnaît pas l'État d'Israël, ils ont été libérés, puis convoyés vers Kuala Lumpur, à la faveur d'une médiation de plusieurs alliés du gouvernement malaisien entretenant des relations diplomatiques avec Tel Aviv, dont la Turquie et la Jordanie.
- 14 - 23 • Les forces armées malaisiennes et l'Armée populaire de Libération chinoise conduisent un exercice conjoint (« Aman Youyi 2025 ») dans plusieurs villes de l'État du Selangor proches de Kuala Lumpur, ainsi que dans le détroit de Malacca. Son objectif est de renforcer les relations militaires bilatérales et l'interopérabilité entre les deux armées. Centré sur des entraînements à des opérations d'assistance humanitaire et de secours en cas de catastrophes, il comporte aussi un volet de sécurité maritime. C'est la sixième fois depuis 2014 que les deux pays partagent ce type de manœuvres communes, devenues bisannuelles.
- 22 • Le gouvernement malaisien débloque 1,5 milliard RM (350 millions \$ US) pour construire un mur de sécurité à la frontière avec la province thaïlandaise de Narathiwat. L'objectif est de limiter les traversées illégales et les nombreux trafics transfrontaliers, qui profitent beaucoup localement aux réseaux du PAS au pouvoir dans l'État du Kelantan riverain. En juin, les deux pays avaient également renforcé leur coopération dans le domaine de la prévention et de la gestion des inondations, qui affectent sévèrement la même région transnationale à échéance régulière.
- 28 • La Malaisie perd une place par rapport à l'année précédente dans l'Indice sur l'État de droit 2025, publié par le *World Justice Project* (WJP), se classant au 56<sup>e</sup> rang mondial sur 143. Elle passe cependant du 11<sup>e</sup> au 9<sup>e</sup> rang sur 41 dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire supérieur. La Fédération enregistre un score global en demi-teinte de 0,57/1, qui reste stable avec toutefois des progrès tendanciels soulignés dans les domaines de la justice et de la lutte contre la corruption, tandis que la moyenne internationale s'établit à 0,52/1, en baisse par rapport à 2024.

## NOVEMBRE 2025

- 04 • La FIFA rejette les appels de la Football Association of Malaysia (FAM) et de sept joueurs de l'équipe nationale. Ces derniers, d'origine étrangère et accusés d'évoluer dans la sélection de la Fédération à la suite de naturalisations suspectes en violation du règlement international, ont été condamnés à une interdiction de compétitions

officielles pendant un an, tandis que la FAM, qui a suspendu son secrétaire général le mois précédent, a écopé d'une lourde amende de 350 000 francs suisses (433 000 \$ US). En parallèle, l'affaire pourrait avoir donné lieu à des faits de corruption. En décembre 2025, la Malaisie dépose un recours auprès du Tribunal arbitral du Sport.

- 28 • Au-delà des dégâts matériels, le passage du cyclone Senyar sur une partie de la péninsule malaise entraîne le décès de deux personnes, l'évacuation de 34 000 autres et de nombreuses perturbations.

### DÉCEMBRE 2025

- 25 - 28 • L'État du Perlis connaît un épisode de crise politique interne à la coalition de l'Alliance nationale (PN). Le 25 décembre, le ministre en Chef, Mohd Shukri Ramli (PAS), présente sa démission, officiellement pour raisons de santé. Il avait fait cependant l'objet d'un retrait du soutien des élus de l'assemblée locale de BERSATU et de trois autres de son propre parti, dont le comportement a été sanctionné par leur exclusion. Après des consultations, le Raja du Perlis a pris acte du coup de force et nommé en remplacement Abu Bakar Hamzah (BERSATU), rentré en fonction dès le 28 décembre. Ce changement, au-delà de ses aspects interpersonnels, illustre les tensions existantes entre les deux alliés de l'opposition dans la perspective des prochaines échéances électorales.

## Portraits



Source : [www.hannahyeoh.com](http://www.hannahyeoh.com)

**Hannah Yeoh,**

**ministre auprès du Premier ministre en charge des Territoires fédéraux**

Née en 1979, diplômée en Droit de l'University of Tasmania (2001), Hannah Yeoh Tseow Suan débute une carrière d'avocate, avant de s'engager politiquement en 2006 au sein du Parti de l'Action démocratique (DAP), de « centre gauche » et à majorité chinoise. Dès 2008, elle accède à la députation locale de l'État du Selangor en arrachant à la majorité sortante une circonscription dans la proche banlieue de Kuala Lumpur.

En 2013, réélue, elle devient la première femme, et la plus jeune, à occuper le poste de présidente (*Speaker*) de l'Assemblée législative du Selangor. En 2018, elle décroche un siège de parlementaire national (*Segambut*) et accède au poste de ministre des Femmes, de la Famille et du Développement communautaire dans le gouvernement dirigé par Mahathir Mohamad (2018-2020). Elle y mène notamment une action engagée contre les violences domestiques, les abandons d'enfants et le mariage des mineurs. En 2022, misant sur ses qualités de communicante et sa popularité parmi les jeunes urbains, Anwar Ibrahim lui confie le portefeuille de ministre de la Jeunesse et des Sports. Les résultats de son bilan font l'objet d'appréciations mitigées, accentuées par les performances en demi-teinte de la Malaisie au JO de Paris 2024. Elle entreprend toutefois une lutte courageuse contre le harcèlement sexuel. Elle s'investit aussi pour une meilleure protection des athlètes et une amélioration des mécanismes de gouvernance au sein des organisations sportives.

Depuis la publication de son autobiographie (*Becoming Hannah : A Personal Journey*) en 2014, manifeste de sa foi chrétienne, où elle témoigne de

son importance dans son parcours personnel et politique, elle est la cible récurrente d'attaques xénophobes. Des organisations islamiques ont tenté en vain de faire censurer l'ouvrage et près de 200 plaintes ont été déposées contre elle, sans conséquences légales, pour prosélytisme illicite. Fin mai 2025, elle a remporté un long et retentissant procès pour diffamation qui l'opposait à un universitaire soutenant qu'elle poursuivait un « agenda chrétien » pour concurrencer la position dominante des musulmans dans la Fédération. Plus insidieusement, elle est régulièrement accusée de connexions sionistes (rumeurs de liens avec le Mossad, etc.).

Lors du remaniement ministériel de décembre 2025, elle a été nommée ministre auprès du Premier ministre en charge des Territoires fédéraux, une première pour une personnalité féminine et Sino-Malaisienne à cette responsabilité hautement stratégique. Au-delà d'une reconnaissance de ses compétences, le choix d'Anwar Ibrahim visait à ménager son allié du DAP et à envoyer un signal fort aux minorités du pays, une base importante de son électorat en proie à une profonde désillusion quant à sa sincérité réformatrice à leur endroit, même si sa décision très symbolique n'a pas manqué d'alimenter une nouvelle fois les critiques des ethno-nationalistes malais sur sa supposée subordination à des intérêts chinois.

Hannah Yeoh, à qui beaucoup prédisent un grand destin public, incarne une génération de dirigeants talentueux et progressistes, pour qui le conservatisme ambiant de la vie publique malaisienne n'est pas une sinécure.



Source : [www.asc.imamalaysia.org](http://www.asc.imamalaysia.org) **Dr MAZA, mufti de l'État du Perlis**

Né en 1971 dans l'État de Penang, Mohd Asri Zainul Abidin, plus connu sous le surnom de Dr MAZA, a été formé à l'Université de Jordanie, puis à l'Universiti Sains Malaysia (USM) et à l'International Islamic University Malaysia (IIUM). En 2006, déjà charismatique, il est nommé mufti de l'État du Perlis, devenant le plus jeune détenteur d'un tel magistère dans l'histoire malaisienne contemporaine. À l'époque, il prend des positions jugées libérales sur certains sujets sensibles (*khalwat*, usage des haut-parleurs dans les mosquées, pratique du yoga, port du henné, etc.) et son image iconoclaste lui vaut une popularité rapide, notamment auprès des classes moyennes urbaines diplômées. En 2009, son arrestation dans l'État du Selangor pour avoir prêché sans autorisation – une vaine tentative de pression des autorités établies pour le faire rentrer dans le rang – contribue à renforcer sa notoriété.

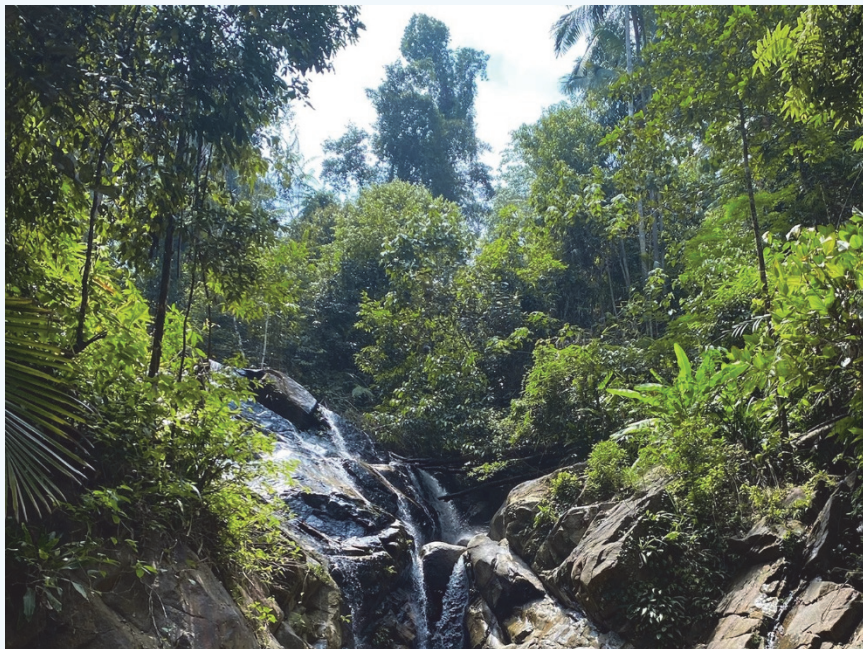
Néanmoins, progressivement, il s'emploie à réactiver une doctrine héritée du mouvement réformiste de l'entre-deux-guerres, la *Sunnah Perlis*, qui prône un retour direct au Coran et à la tradition prophétique, sans adhésion exclusive au rite shaféite, l'école juridique officielle en Malaisie. Cette singularité du Perlis, soutenue historiquement par la monarchie locale et inscrite dans la Constitution du sultanat, lui confère une marge de manœuvre doctrinale unique à l'échelle fédérale, dont profite Dr MAZA.

Après un interlude académique, il reprend en 2015 ses fonctions de mufti du Perlis et assume alors pleinement son adhésion au salafisme. L'éducation islamique devient le levier de son projet théologique, à travers le réseau des écoles coraniques publiques et privées de l'État. L'établissement qu'il fonde lui-même est l'incarnation de cette volonté de former une nouvelle génération de musulmans imprégnée de normes fondamentalistes. En parallèle, son mouvement développe une stratégie numérique d'une ampleur inédite. Les réseaux sociaux se

rèvent alors comme un vecteur majeur de diffusion de ses idéaux, ciblant des étudiants, des universitaires et la jeunesse urbaine. La page Facebook de Dr MAZA rassemble par exemple plus d'un million d'abonnés, tandis qu'une constellation de supports (chaînes YouTube, comptes Instagram et TikTok, sites de prédication, etc.) relaient une propagande accessible, décontextualisée et fortement normative. Ce prosélytisme digital s'inscrit également dans une dynamique transnationale, nourrie par la circulation de prêcheurs ou de contenus en provenance des pays du Golfe, et notamment d'Arabie saoudite, dont l'influence financière et idéologique dans le Perlis est périodiquement soulignée lors de l'événement international rassemblant des conférenciers étrangers organisé localement avant chaque ramadan.

Dr MAZA s'est imposé comme l'une des figures religieuses les plus influentes, mais aussi les plus clivantes, de la Fédération. Sa radicalité transgressive s'accompagne régulièrement de déclarations controversées sur les écoles vernaculaires chinoises et indiennes, les minorités non musulmanes ou la position hégémonique des Malais, qui alimentent la polarisation ethnoreligieuse croissante du moment. Plus généralement, sa trajectoire personnelle illustre la transformation du salafisme malaisien, passé d'un courant marginal et doctrinalement disputé à une force influente, dotée d'assises bureaucratiques, éducatives et numériques, dont le Perlis est devenu l'épicentre.

## Arrêt sur image



Vue de la zone naturelle protégée enserrant le lac Kenyir (Terengganu),  
une illustration emblématique de la richesse du patrimoine forestier de la Malaisie

*Photographie prise par les auteurs.*

En juin 2025, le Selangor Forest Park, initié par le Forest Research Institute Malaysia (FRIM), a été ajouté à la liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO, venant récompenser plusieurs décennies de travail pour étudier, préserver et valoriser la richesse des écosystèmes locaux, reconnus en tant que bien commun universel. En septembre, l'institution onusienne a également labellisé comme « *biosphere reserve* » la réserve naturelle de Kinabatangan (État du Sabah). Ces distinctions ont été l'occasion de mettre en lumière les progrès significatifs accomplis par la Fédération quant à la gestion durable de ses forêts.

La Malaisie occupe une position singulière en matière de préservation de ses massifs. Avec plus de la moitié de son territoire encore pourvu (54,6 % en 2022), conforme à son objectif de maintenir au moins la moitié des surfaces intactes, elle affiche des statistiques plutôt encourageantes, malgré son statut d'acteur important sur les marchés de l'huile de palme et des bois tropicaux. À cet égard, elle fait mieux que la plupart des grandes nations et à l'échelle de l'ASEAN, seul le Laos affiche de meilleurs résultats.

Selon Global Forest Watch, le pays connaît un ralentissement notable de la déforestation depuis les années 2010, en particulier dans la péninsule malaise. Cette évolution s'explique d'abord par le renforcement de la réglementation et l'extension des zones protégées. Elle trouve également son origine dans une transformation progressive des secteurs d'activité concernés, avec la mise en place de cadres normatifs ambitieux. Bien que délivrées par des organes fédéraux, dont l'indépendance relative peut soulever des interrogations, ces normes intègrent largement les standards internationaux et se déclinent par exemple à travers un investissement dans la recherche et développement, une amélioration de la traçabilité, des formations obligatoires des exploitants, un recours aux nouvelles technologies pour optimiser les usages productifs, ou encore des efforts en faveur du reboisement et de la restauration des sites dégradés (réaffectations, projets de réhabilitation).

Cependant, en dépit de réelles avancées, l'application de ces mesures demeure parfois aléatoire, particulièrement à Bornéo (Sabah et Sarawak), en raison de la pression agro-industrielle et des prélèvements illégaux, commis avec la complicité ou la complaisance de responsables publics. L'opacité des circuits d'approvisionnement et la fragmentation des compétences de contrôle compliquent aussi la mise en œuvre des diverses législations en vigueur. Face aux multiples défis en présence, entre autres initiatives, les autorités tendent à collaborer davantage avec des relais associatifs ou autochtones, évoluant – lentement – vers un modèle alternatif de partage raisonné de la ressource.





# Philippines

## Scandales de corruption sur fond de rivalités familiales

François-Xavier BONNET et Elisabeth LUQUIN

Le 13 novembre 2025, l'ancien sénateur et homme d'État Juan Ponce Enrile décède, à l'âge de 101 ans. Dans son éloge funèbre, le président Ferdinand Marcos Jr. souligne ses immenses contributions, sa sagesse, son intégrité et son dévouement envers la nation philippine. Il met l'accent sur le refus de Ponce Enrile de compromettre l'intérêt national et sur son service inébranlable, même à un âge avancé. Marcos Jr. le décrit comme irremplaçable dans la fonction publique philippine<sup>1</sup>. Pourtant, d'autres considèrent JPE, comme il était appelé, comme le politicien le plus *balimbing* (« traître ») des Philippines. Artisan de la loi martiale en 1972 sous l'administration Marcos Sr., il n'hésitera pas à organiser un coup d'État en 1986, qui deviendra la révolution d'EDSA, mettant au pouvoir la présidente Cory Aquino. Nommé secrétaire à la Défense de cette nouvelle administration, il entrera en rébellion, organisant de nouveaux coups d'État qui échoueront tous. Gracié par le président Fidel Ramos (1992-1998), il entrera en politique pendant des décennies. Il sera impliqué dans de nombreux scandales de corruption mais s'en sortira toujours indemne.

Si JPE était passé maître dans l'art de la diplomatie entre les deux clans rivaux, les Marcos et les Duterte, sa mort n'augure rien de bon dans ce conflit. En effet, l'année 2025 est caractérisée par une intensification de ces rivalités. La tentative de destitution contre la vice-présidente Sara Duterte, l'arrestation de

---

<sup>1</sup> Presidential Communications Office, « Eulogy of President Ferdinand R. Marcos Jr. for the late Senate President Juan Ponce Enrile », Manille, 21 novembre 2025.

l'ancien président Rodrigo Duterte afin d'être jugé par la Cour pénale internationale, les élections de mi-mandat, le scandale des projets contre les inondations, ont exacerbé les tensions. Celles-ci ont un impact sur l'économie dans un contexte de hausse des tarifs douaniers des États-Unis. La mise en place de la nouvelle politique linguistique à l'école, le report des premières élections dans la région musulmane de Mindanao et la multiplication des partenariats militaires internationaux pour faire face à la menace chinoise sont autant de points saillants de l'année 2025.

## Les rivalités entre les Marcos et Duterte s'intensifient

### La popularité du président Ferdinand Marcos Jr. en chute libre, dans un climat économique morose

L'année 2025 a été marquée par une succession d'événements politiques et de scandales de corruption (voir *infra*) impactant la popularité du président Marcos. Ainsi, la compagnie de sondage WR Numero montre une érosion considérable de l'opinion publique en faveur du président. De septembre 2024 à février 2025, celle-ci est passée de 45 % à 30 % d'opinions favorables, puis 29 % en mars 2025<sup>2</sup>. En novembre 2025, seulement 21 % des personnes interrogées lui faisaient confiance<sup>3</sup>. Par contraste, la popularité de la vice-présidente Sara Duterte, bien qu'en légère baisse, reste en comparaison encore élevée avec 47 %.

La chute de popularité du président n'est pas seulement liée aux scandales de corruption mais aussi aux difficultés économiques. Le Fonds monétaire international notait que la croissance économique du pays ne devrait atteindre que 5,1 % pour l'année 2025, au lieu de 5,7 % en 2024<sup>4</sup>. Cette décélération est liée à la diminution des dépenses publiques (notamment pour les travaux publics, révélés par un scandale des projets de contrôle des inondations, cf. *infra*), à la

---

<sup>2</sup> RG Cruz, « WR Numero poll : Sara Duterte performance rating up, Marcos steady », *ABS-CBN*, 11 avril 2025.

<sup>3</sup> Rowegie Abanto, « Marcos satisfaction rating falls to its lowest since taking office : WR Numero », *ABS-CBN*, 4 décembre 2025.

<sup>4</sup> « IMF Executive Board Concludes 2025 Article IV Consultation with the Philippines », IMF, 15 décembre 2025.

hausse des tarifs douaniers avec les États-Unis (19 % au lieu de 5 à 10 % auparavant), aux destructions, particulièrement importantes cette année, liées aux typhons saisonniers.

Pour la fondation Ibon, le ralentissement économique se traduit par une faible création d'emplois et des revenus insuffisants. Les données récentes sur la population active montrent près de 300 000 pertes d'emplois et une augmentation de 63 000 du nombre de chômeurs, tandis que sept Philippins actifs sur 10 travaillent dans le secteur informel. Dans toutes les régions, le salaire minimum journalier moyen de 487 pesos (8 \$ US) ne représente que 40 % du salaire minimum vital de 1 225 pesos (20 \$ US) pour une famille de cinq personnes. L'absence de moyens de subsistance et de revenus décents aggrave la pauvreté et la faim. Le nombre de familles se déclarant pauvres est passé de 12,2 millions au début du mandat du président Marcos Jr. en juin 2022 à 14,2 millions en septembre 2025, tandis que l'incidence de la faim parmi les familles est passée de 12 % à 22 %<sup>5</sup>.

## **Le procès en destitution de la vice-présidente Sara Duterte n'aura pas lieu**

Le 2 décembre 2024, la première procédure officielle de destitution était engagée contre la vice-présidente Sara Duterte. La plainte énumérait 24 chefs d'accusation classés en quatre catégories : détournement de fonds et corruption (fonds confidentiels détournés à hauteur de 612 millions de pesos [10,4 millions \$ US]), pots-de-vin, abus de confiance et autres crimes graves. Outre la corruption, les autres motifs invoqués comprenaient son rôle présumé dans les exécutions extrajudiciaires de suspects liés au trafic de drogue et son incapacité à prendre position contre les revendications agressives de la Chine en matière de souveraineté dans le conflit concernant la mer de Chine méridionale. Deux autres plaintes sont déposées les jours suivants<sup>6</sup>.

---

<sup>5</sup> « Worsening jobs crisis, poverty counters PH economy “stands firm” claims », Ibon, 3 décembre 2025.

<sup>6</sup> James Patrick Cruz, « Timeline : Sara Duterte impeachment », *Rappler*, 10 février 2025.

Le 5 février 2025, 215 membres de la Chambre des représentants, consolidant les plaintes ci-dessus, signent une plainte en destitution officielle contre Sara Duterte pour corruption, complot visant à assassiner le président Marcos Jr., implication dans des exécutions extrajudiciaires et incitation à l'insurrection et aux troubles publics. Le seuil de signatures minimum requis (102 signatures, soit un tiers de la Chambre des représentants) ayant été atteint, la plainte en destitution est transmise au Sénat.

Mais, si la Chambre des représentants est majoritairement proche du président Marcos, le Sénat est, lui, majoritairement en faveur de la vice-présidente. Celui-ci joue de délais multiples et, après les élections de mai 2025, l'accroissement du nombre de sénateurs proches de Sara Duterte ne laisse que peu de doutes sur un éventuel acquittement de la vice-présidente. Le 25 juillet, la Cour suprême rejette la plainte en destitution, la jugeant inconstitutionnelle en raison de violations de la procédure et d'une règle d'interdiction d'un an contre les plaintes multiples<sup>7</sup>. Les juges mettaient fin au procès et le Sénat « archive » la plainte<sup>8</sup>.

## **L'arrestation de l'ancien président Rodrigo Duterte : un choc national**

Alors que Sara Duterte commence l'année 2025 avec la menace d'un procès en destitution, son père, l'ancien président Rodrigo Duterte (2016-2022) est arrêté par la police nationale le 12 mars et remis à la CPI pour crimes contre l'humanité. L'enquête de la CPI porte sur les liens entre R. Duterte et l'escadron de la mort de Davao, qui aurait tué au moins un millier de personnes depuis les années 1990, ainsi que sur les informations faisant état d'exécutions extrajudiciaires de trafiquants et de consommateurs de drogue pendant sa présidence (« guerre contre

---

<sup>7</sup> Supreme Court of the Philippines, « SC : House impeachment complaint vs VP Duterte barred by 1-year rule, due process or fairness applies during all stages of impeachment process », Manille, 25 juillet 2025.

<sup>8</sup> Charie Abarca, « How senators voted on the archiving of Sara Duterte's impeachment case », *The Inquirer*, 6 août 2025.

la drogue »), limitées à la période précédant le retrait des Philippines de la CPI en 2019.

Le président Marcos Jr. justifie cette arrestation en vertu des obligations internationales des Philippines envers Interpol : « Interpol nous a demandé de l'aide et nous avons accédé à sa demande, car nous avons des engagements envers Interpol que nous devons respecter. [...] Nous n'avons pas agi ainsi parce que [...] cela venait de la CPI. Nous l'avons fait parce qu'Interpol nous l'a demandé. [...] C'est l'évolution de son affaire et c'est là où nous en sommes arrivés »<sup>9</sup>.

L'arrestation du président le plus populaire des Philippines (73 % d'opinions favorables à la fin de son mandat en 2022) déclenche un tollé. De nombreuses manifestations de soutien à l'ancien président ont lieu en plusieurs points, immédiatement après l'arrestation, particulièrement sur l'île de Mindanao, son fief. Sara Duterte fait alors appel à la fibre patriotique pour critiquer le gouvernement. Dans sa déclaration, elle dénonce la détention de son père comme un « affront » flagrant à la souveraineté et une insulte à tous les « Philippins qui croient en l'indépendance de notre nation »<sup>10</sup>. Elle qualifie son arrestation d'« enlèvement d'État ». Ce sentiment d'avoir été insulté par l'administration Marcos est assez largement partagé, même par les opposants aux Duterte, plus favorables à un procès aux Philippines. C'est sans doute l'une des raisons de la victoire du camp Duterte aux élections de mi-mandat de mai 2025.

## **Les élections de mi-mandat : l'administration Marcos est sanctionnée**

Les élections générales ont eu lieu le 12 mai 2025. Au cours de ces élections de mi-mandat, les 317 sièges de la Chambre des représentants et 12 des 24 sièges du Sénat sont disputés pour former le 20<sup>e</sup> Congrès des Philippines. Des élections locales ont également eu lieu pour les pouvoirs exécutifs et législatifs dans chaque province, ville et municipalité du pays. La commission aux élections

<sup>9</sup> Presidential Communications Office, « PBBM : Duterte's arrest PH commitment to Interpol », 11 mars 2025.

<sup>10</sup> Bianca Dava, « VP Sara Duterte calls ex-Pres. Rodrigo Duterte's arrest 'state kidnapping' », *ABS-CBN*, 11 mars 2025.

(COMELEC) recense un total de 18 320 postes à pourvoir. Elle annonce un taux de participation de 81,65 %, soit 55 874 700 électeurs sur 68 431 965 inscrits, le plus élevé de l'histoire des élections de mi-mandat aux Philippines (75 % de participation en 2019).

La forte mobilisation des électeurs se solde d'une part par le renforcement, au Sénat, de la présence de sénateurs pro-Duterte et d'autre part par le retour de deux anciens sénateurs d'opposition aux Marcos et aux Duterte, Bam Aquino et Francis « Kiko » Pangilinan. Ainsi, les principaux alliés de R. Duterte remportent une victoire éclatante, notamment Christopher Go, ancien assistant de l'ancien président et sénateur le mieux élu, ainsi que Ronald dela Rosa, ancien chef de la police nationale au plus fort de la guerre contre la drogue menée par R. Duterte, qui se classe troisième au scrutin général. Tous deux, qui risquent également d'être arrêtés par la CPI, ont fermement défendu la guerre contre la drogue lors de leur premier mandat au Sénat. Un autre législateur allié de Duterte à la chambre Basse, le représentant Rodante Marcoleta, décroche un siège au Sénat. La sénatrice Imee Marcos, la sœur du président, est une opposante farouche à son frère et une fervente alliée des Duterte. La réélection des sénateurs Bam Aquino (cousin germain de l'ancien président Benigno « Noynoy » Aquino) et de Francis « Kiko » Pangilinan montre la polarisation de la société en trois forces : les Duterte, les Marcos et les groupes dits progressistes autour de l'ancienne vice-présidente Leni Robredo.

## **Changement climatique, inondations, et corruption**

Le rapport mondial sur les risques naturels 2025, par la Ruhr Universität Obum, désigne une nouvelle fois les Philippines comme le pays le plus exposé aux catastrophes naturelles au monde (sur 193 pays évalués)<sup>11</sup>. La publication du rapport, focalisé cette année sur les risques d'inondation, coïncide avec l'arrivée du typhon *Opong* (nom international *Bualoi*). Il s'agit de la 15<sup>e</sup> tempête de

---

<sup>11</sup> Ruhr Universität Obum, « World Risk Report 2025 : Focus Floods », Berlin, Ruhr Universität Obum, septembre 2025.

l'année, qui provoque d'importantes inondations, des dégâts considérables (des centaines de millions de \$ US) et des pertes humaines (une quarantaine de morts) dans la région centrale des Visayas. Fort à propos, le rapport insiste sur les risques d'inondations aux Philippines et l'intensification des vulnérabilités dues au changement climatique et à l'urbanisation rapide.

Cependant, ce rapport reçoit cette année un écho particulièrement remarqué alors que le pays est englué, depuis juillet 2025, dans un scandale de corruption, d'une ampleur inégalée, concernant précisément les projets de contrôle des inondations. Un an auparavant, le président Marcos Jr. avait félicité le Département des Travaux publics (DPWH) pour avoir construit plus de 9 855 projets anti-inondations depuis 2022. Un an plus tard, lors de son discours à la nation du 28 juillet 2025, il fustige le DPWH, ordonne des enquêtes sur la corruption de ses officiels et promet de punir ses propres amis s'ils sont coupables<sup>12</sup>.

L'enjeu est de taille. Selon un rapport du Département de Recherche sur les Politiques et le Budget du Congrès (CPBRD), le Programme de Gestion des inondations (FMP) bénéficie de la plus importante allocation budgétaire du DPWH, avec 254,3 milliards de pesos (4,3 milliards \$ US), soit 32,1 % du budget de fonctionnement du DPWH en 2025, ou près du double par rapport à 2022. Le budget du FMP est supérieur à celui du Département des Affaires sociales et du développement (230,1 milliards de pesos), du Département de la Santé (223,2 milliards de pesos), du Département des Transports (180,9 milliards de pesos) et du Département de l'Agriculture (129 milliards de pesos)<sup>13</sup>.

Les enquêtes menées par la commission sénatoriale Blue Ribbon et par la Commission indépendante sur les Infrastructures (ICI) mettent au jour un système sophistiqué de distribution de pots-de-vin, fondé sur des accords mutuellement avantageux entre des entrepreneurs privés (au total une quinzaine de compagnies sur plus de 5 000 compagnies de construction homologuées) et des agences gouvernementales, visant à détourner des fonds publics destinés à des projets

<sup>12</sup> Guinevere Latoza, « Five Reveals from the Flood-Control Data », Philippine Center for Investigative Journalism, 31 août 2025.

<sup>13</sup> « Ateneo School of Government (ASOG) Position Paper on Corruption Issues in Government », Ateneo de Manilla University, 22 septembre 2025. En 2025, le budget du Département de l'éducation nationale était de 737 milliards de pesos (12,5 milliards \$ US).

d'infrastructures de protection contre les inondations. En échange, ces entrepreneurs opéraient sous la protection d'ingénieurs de district, de législateurs et de responsables exécutifs.

Au total, il est estimé que de 2011 à 2025, les Philippines ont dépensé 1,9 trillion de pesos (34 milliards \$ US) dont 1 trillion (17 milliards \$ US) pour la seule période 2023-2025 dans la lutte contre les inondations<sup>14</sup>. Or, selon les enquêtes sénatoriales, les Philippines auraient perdu entre 42,3 et 118,5 milliards de pesos (713 millions à 2 milliards \$ US) par an, pour la même période, en raison de la corruption liée à la lutte contre les inondations. Ce chiffre ne prend pas en compte le fait que ces projets se sont considérablement développés sous l'administration précédente. Les entrepreneurs les plus privilégiés, comme le couple Pacifico « Curlee » Felizario Discaya II et son épouse Cezarah Rowena « Sarah » Cruz Discaya, ont vu leurs affaires fleurir à partir de 2016 sous la mandature du président Duterte. Selon le nouveau secrétaire du DPWH, Vince Dizon, sur 10 000 sites inspectés à ce jour (officiellement achevés entre 2016 et 2025), 600 projets sont en fait inexistantes, soit une somme de 79 milliards de pesos (1,3 milliard \$ US) volatilisés depuis 2016<sup>15</sup>. Ce chiffre ne prend pas en compte les constructions réelles mais de très mauvaise qualité.

Ce scandale a des répercussions politiques considérables. Pas moins de neuf sénateurs ou anciens sénateurs et une trentaine de députés font l'objet d'enquêtes par la Commission indépendante sur les Infrastructures (ICI). Cette dernière, mise en place uniquement pour les besoins de cette affaire, fait de plus en plus l'objet de critiques. En effet, accusée de manquer de transparence et de persécuter les alliés de la famille Duterte, l'ICI est décrite comme une structure chargée de protéger le président et ses proches, afin d'éviter une procédure de destitution contre lui. De fait, ce scandale éclabousse l'ensemble de la classe politique. Le couple Discaya, par exemple, avait autant de contrats de projets de contrôle des inondations dans la province d'Ilocos Norte (fief des Marcos) que dans la province de Davao (fief des Duterte) via une compagnie appartenant au père du sénateur Bong Go (bras droit du président Duterte). De plus, Martin Romualdez,

---

<sup>14</sup> Tina Santos, « Lacson details corruption schemes in flood control works », *The Inquirer*, 21 août 2025.

<sup>15</sup> Leonel Abasola, « P79-B likely lost to ghost flood control projects – Lacson », *PNA*, 3 décembre 2025.

cousin germain du président Marcos Jr., fortement soupçonné d'être l'un des principaux architectes de ce système de corruption, doit démissionner de son poste de président de l'Assemblée nationale le 17 septembre 2025. Le sénateur Francis Escudero, très proche de Sara Duterte, démissionne de son poste de président du Sénat le 9 septembre 2025<sup>16</sup>.

Face à ce scandale à grande échelle, impliquant les deux principaux clans politiques rivaux, la société civile se mobilise à partir du mois de septembre contre la corruption qui gangrène l'élite politique. Une série de manifestations a eu lieu dans tout le pays le dimanche 21 septembre, un choix hautement symbolique puisque cette date coïncide avec l'anniversaire de l'imposition de la loi martiale par le président Ferdinand Marcos Sr., en 1972. Les manifestations les plus importantes ont eu lieu dans le Grand Manille : le mouvement dit « Inondation à Luneta : Action contre la Corruption » (*Baha sa Luneta : Aksyon na Laban sa Korapsyon*), dans le parc Rizal, réunissant plus de 100 000 personnes et la « Marche d'un milliard de pesos » (*Trillion Peso March*), autour de l'église d'EDSA, rassemblant plus de 70 000 manifestants. Lors des deux événements, les organisateurs évitent d'appeler à la destitution du président Marcos et de la vice-présidente Sara Duterte, accueillant tous les groupes opposés à la corruption, quelle que soit leur affiliation politique. Une autre manifestation, organisée par ces mêmes groupes, se déroule le 30 novembre, jour de la commémoration d'Andres Bonifacio, l'un des grands héros de la révolution contre les Espagnols. L'une des caractéristiques de ces manifestations est la présence très importante des jeunes, pour la plupart des étudiants<sup>17</sup>.

Cette génération, souvent accusée par ses aînés de se désintéresser de la politique et de passer trop de temps devant les téléphones portables et les réseaux sociaux, se mobilise fortement non seulement pendant les deux jours de manifestations mais aussi tout au long des mois de septembre à novembre. L'un des déclencheurs poussant la jeunesse dans la rue semble être la soudaine réalisation que certains influenceurs des réseaux sociaux ne sont autres que les enfants de ces

---

<sup>16</sup> La première victime de ce scandale est la sous-secrétaire du DPWH, Maria Catalina Cabral. Officiellement « suicidée », son corps a été retrouvé dans le fond d'une ravine près de Baguio, le 19 décembre 2025.

<sup>17</sup> Brian James Lu, « Youth rising against corruption », *PNA*, 2 octobre 2025.

entrepreneurs privilégiés se pavanant dans des voitures de luxe achetées grâce à l'argent de la corruption<sup>18</sup>.

## **Retour à la primauté du filipino et de l'anglais sur les autres langues de l'archipel**

Bien que les 164 à 175 langues de l'archipel soient typologiquement austronésiennes, il y a d'importantes distinctions syntaxiques et sémantiques, particulièrement entre les langues du nord et celles du sud. En outre, 59 d'entre elles sont menacées de disparition<sup>19</sup>. Une enquête de 2023 du Social Weather Station (SWS) estime que 75 % des Philippins parlent, écrivent, comprennent et pensent en filipino, la langue nationale basée sur le tagalog.

La Constitution de 1987 a désigné le filipino comme langue nationale et une des langues officielles, avec l'anglais. L'article XIV ne mentionne cependant pas le tagalog (langue majoritaire du pays) comme base du filipino et stipule que : « le filipino sera développé et enrichi à partir des langues philippines existantes et d'autres langues. Il précise également que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour initier et maintenir l'utilisation du filipino comme langue de communication officielle et comme langue d'enseignement dans le système éducatif » et que « Les langues régionales sont les langues officielles auxiliaires des régions et y servent de langues d'enseignement auxiliaires ».

Suite aux nombreuses études qui démontrent que l'apprentissage scolaire dans la langue maternelle forme de meilleurs élèves<sup>20</sup>, le décret 74-s-2009 appelé « Institutionnalisation de l'éducation multilingue basée sur la langue maternelle (EML) », est adopté<sup>21</sup>. Mais ce n'est qu'en 2013 que l'enseignement multilingue basé sur la langue maternelle (MTB-MLE) est mis en œuvre dans le cadre de la loi

---

<sup>18</sup> Les Discaya, par exemple, avaient une quarantaine de véhicules de luxe, tels une Rolls Royce, Ferrari, Bentley etc. Une dizaine de ces véhicules, non déclarés aux douanes, ont été saisis et revendus aux enchères.

<sup>19</sup> « Mother tongue at risk », *The Varsitarian*, 13 septembre 2025.

<sup>20</sup> La dernière en date est celle du Philippine Institute for Development Studies de 2025, Daniza Fernandez, « Mother tongue use boosts reading comprehension of 4th graders – study », *Rappler*, 12 janvier 2026.

<sup>21</sup> Department of Education, *Institutionalizing Mother Tongue-Based Multilingual Education (MLE)*, Manille, Department of Education, 14 juillet 2009.

(*Republican Act*) n° 10533, ou « Loi sur l'éducation de base améliorée de 2013 », également connue sous le nom de « Loi K-12 » (12 années de la maternelle au lycée) qui valorise la langue maternelle en école maternelle et pour les « premières années de l'école élémentaire (K-3). Malgré le manque de moyens (formation des enseignants, matériels pédagogiques, infrastructures) cette politique est mise en place progressivement. Les élèves peuvent enfin apprendre à lire et à écrire dans une langue qu'ils connaissaient depuis leur naissance et poursuivre une scolarité avec plus de confiance en eux ainsi que de meilleurs résultats.

Cependant, sous la vice-présidente et secrétaire à l'Éducation, Sara Duterte, le *Republican Act* 12027 est adopté en octobre 2024 et le Département de l'Éducation (DepEd) retire la langue maternelle en tant que domaine d'apprentissage ou matière du programme K-12. Ce nouveau programme, appelé MATATAG<sup>22</sup> K-10 (les 12 années sont réduites à 10 années de scolarisation), est progressivement mis en œuvre depuis l'année scolaire 2025 (889 lycées publics font le test de ce nouveau programme).

Toutefois, une confusion s'installe quand le DepEd précise que la langue maternelle doit rester une langue d'enseignement et d'apprentissage dans les écoles. De nombreuses organisations de la société civile et des universités se mobilisent alors contre cette nouvelle loi. Ainsi, la Commission de la Langue filipino (Komisyon sa Wikang Filipino ou KWF) lance officiellement la célébration du « mois de la langue » au mois d'août sur le thème « Promouvoir le filipino et les langues autochtones : un enjeu historique de l'unité nationale »<sup>23</sup>. Son directeur, Benjamin Mendillo Jr., qui s'oppose fermement au RA 12027, souligne la nécessité de protéger et de promouvoir non seulement la langue nationale, mais également la riche diversité de langues autochtones du pays, qu'il décrit comme des vecteurs de sagesse culturelle et de l'identité nationale. Une requête a déjà été déposée le 30 juin 2025 devant la Cour suprême pour contester cette mesure<sup>24</sup>.

---

<sup>22</sup> Voir le [site d'EdukSama sur le MATATAG](#).

<sup>23</sup> Francis Orcio, « KWF urges preservation of mother tongues amid education policy shift », *ABS-CBN*, 29 juillet 2025.

<sup>24</sup> Third Anne Peralta-Malonzo, « Petition vs RA 12027 filed before Supreme Court », *SunStar*, 6 juillet 2025.

Dans la même veine, pour l'Alliance des Enseignants concernés (ACT) Philippines, supprimer la langue maternelle est « contre-productif pour l'apprentissage » car il s'agit d'une matière qui maximise l'utilisation de la langue maternelle comme langue d'enseignement efficace<sup>25</sup>. ACT ajoute que cela ne ferait que « rendre la reprise des apprentissages plus difficile ». Pour la Teachers' Dignity Coalition (TDC), il est préférable d'améliorer l'intégration de la langue maternelle comme matière, plutôt que de la suspendre purement et simplement. Plusieurs autres organisations telles que 170+Talaytayan MLE, Tanggol Unang Wika (Défense de la langue maternelle), E-Net, Nakem, Aliguyon, des associations de sourds et des groupes linguistiques minoritaires ont de nombreuses suggestions pour la mise en œuvre d'une éducation multilingue basée sur la langue maternelle et de la langue des signes philippine.

Selon les experts universitaires, la perte linguistique s'accélère lorsque les familles cessent de transmettre la langue maternelle. Les migrations, le prestige de l'anglais et du filipino ainsi que les politiques scolaires activent ce déclin. Ils affirment que si les Philippines continuent de privilégier l'anglais, les générations futures seront certes employables à l'échelle mondiale, mais elles seront culturellement déracinées<sup>26</sup>. Malgré les contestations et les avis d'experts contradictoires, la loi RA 12027 a été adoptée. Ainsi, la langue d'enseignement de la maternelle à la terminale est à nouveau le filipino et, jusqu'à ce que la loi en dispose autrement, l'anglais<sup>27</sup>.

---

<sup>25</sup> Merlina Hernando-Malipot, « 'Confusing' Mother Tongue subject removed; to remain as a medium of instruction, DepEd », *Manila Bulletin*, 10 août 2023.

<sup>26</sup> « Mother tongue at risk », *The Varsitarian*, 13 septembre 2025.

<sup>27</sup> Dianne Sampang, « Use of mother tongue as mode of instruction ends as bill lapses into law », *The Inquirer*, 12 octobre 2024.

## La Bangsamoro en danger ?

### Sulu quitte la BARMM

L'un des succès les plus notables de l'administration Duterte fut, sans aucun doute, la signature, le 28 juillet 2018, de la Loi Organique de la Bangsamoro (Bangsamoro Organic Law, BOL)<sup>28</sup>. Ce geste historique par le premier président originaire de Mindanao mettait fin à 21 ans de négociations entre le gouvernement philippin et le Front de Libération Islamique Moro (Moro Islamic Liberation Front, MILF). La BOL, une fois acceptée par la population (référendum de janvier et février 2019) et ratifiée par les deux chambres du congrès, devait créer la Région autonome du Bangsamoro de Mindanao musulmane (BARMM-Bangsamoro Autonomous Region in Muslim Mindanao). L'Autorité de transition de la Bangsamoro (Bangsamoro Transition Authority-BTA)<sup>29</sup>, inaugurée en mars 2019, avait trois ans pour mettre en place un gouvernement régional parlementaire capable de fournir des services sociaux et économiques à la population. La BTA était mandatée par la Loi Organique de la Bangsamoro afin d'administrer la région jusqu'aux élections générales de mai 2022 et de constituer un gouvernement régional en juin 2022. Cependant, la pandémie de la Covid-19 frappait la région et bouleversait ses plans. De ce fait, la BTA obtenait l'extension de son mandat jusqu'en mai 2025<sup>30</sup>.

C'était oublier qu'en décembre 2018, le gouverneur de Sulu de l'époque, Abdulsakur Tan II, avait déposé une requête auprès de la Cour suprême, remettant en cause la constitutionnalité de la loi et demandant l'interdiction du référendum prévu pour le 21 janvier 2019. Seuls les électeurs de Sulu avaient majoritairement refusé d'intégrer cette nouvelle structure (54 % contre). Or, six années plus tard, le juge Marvic Leonen rédigeait une décision qui acceptait l'argument du gouverneur Tan selon lequel l'île de Sulu avait dû se rallier contre sa volonté à la majorité de l'ARMM, et confirmait la constitutionnalité globale de la BOL.

---

<sup>28</sup> Le terme loi organique est un moyen d'éviter le terme « Constitution » de la Bangsamoro.

<sup>29</sup> La BTA est un organisme intérimaire de 80 membres dont 41 membres du MILF, marquant la première étape de la mise en place de la BARMM.

<sup>30</sup> « Bangsamoro lauds House, Senate for BARMM poll extension », *Manila Standard*, 28 septembre 2021.

La Cour suprême avait jugé la décision définitive et exécutoire dans un arrêt rendu le 26 novembre 2024. Le gouvernement de la BARMM, dirigé par Al Haj Murad, avait immédiatement présenté deux motions visant à reconsidérer la décision et à réintégrer Sulu, arguant que lorsque Sulu avait déposé sa requête en 2018, la BARMM n'existait pas encore et que, pour une décision aussi importante, elle aurait dû être partie prenante. Un porte-parole avait déclaré que la motion était « née de la volonté de la région autonome de défendre l'intégrité du territoire régional, mais surtout parce que la province de Sulu est fondamentale pour la cause du Bangsamoro »<sup>31</sup>. Mais les requêtes furent rejetées<sup>32</sup>.

## Les conséquences pour Sulu et la BARMM

L'une des conséquences directes de l'arrêté du 26 novembre 2024 concerne les fonctionnaires de Sulu. Plus de 5 000 fonctionnaires qui y sont affectés aux ministères de la BARMM se retrouvent soudainement dans une situation administrative incertaine. Leurs bureaux restent opérationnels et leurs mandats sont toujours actifs, mais leur avenir est assombri par les changements politiques et territoriaux. Durant des années, les services publics à Sulu ont été financés par une subvention globale BARMM, une allocation annuelle garantie par le gouvernement national. Cette subvention, équivalente à 5 % des recettes fiscales internes nettes et des recettes douanières, est automatiquement allouée sur la base de la Bangsamoro Organic Law (BOL). En 2025, la subvention globale s'élève à 83,4 milliards de pesos (1,3 milliard \$ US), contre 70,5 milliards (1,1 milliards \$ US) en 2024, et couvre les salaires des fonctionnaires de la santé, de l'agriculture et des affaires sociales<sup>33</sup>.

À l'échelle de la BARMM, les conséquences sont politiques. Suite à l'exclusion de Sulu de la BARMM, les sept sièges octroyés aux élus de la province au sein de l'assemblée de la BARMM doivent être redistribués (sur 80

---

<sup>31</sup> Institute for Policy Analysis of Conflict, *Philippines : the impacts of Sulu exclusion's from BARMM, IPAC Report*, n° 101, Jakarta, Institute for Policy Analysis of Conflict, 17 février 2025, p. 4.

<sup>32</sup> Benjamin Pulta, « SC : Sulu exit from BARMM final, executory », *PNA*, 26 novembre 2024.

<sup>33</sup> Herbie Gomez, « Sulu shift from BARMM to Zamboanga region leaves over 5,000 workers in limbo », *Rappler*, 4 août 2025.

sièges au total). Or, alors que la première élection de la BARMM doit se dérouler le 13 octobre 2025, la Cour suprême déclare inconstitutionnelle la loi de 2025 sur le redécoupage électoral parlementaire du Bangsamoro<sup>34</sup>. Cette loi visait à mettre en œuvre la réattribution des circonscriptions.

Les grands gagnants de ce départ de Sulu et du report régulier des élections sont le Moro Islamic Liberation Front (MILF) et son parti politique, le Parti uni pour la Justice du Bangsamoro (UBJP). En effet, d'après les analystes, avant la décision d'exclure Sulu, l'UBJP était presque certain d'être battu par l'alliance de l'élite traditionnelle, connue sous le nom de Grande Coalition Bangsamoro (BGC). Or, le leader de cette coalition était le puissant gouverneur de Sulu, Abdelsakur Tan Sr. Une fois Sulu sortie de l'équation électorale de la BARMM, la BGC s'est considérablement affaiblie, au point que ses leaders tentent de négocier une solution de partage du pouvoir avec le UBJP. L'élection de l'Assemblée pourrait se dérouler en mars 2026.

## **2025 : une année diplomatique très active**

### **Les Philippines multiplient leurs alliances internationales face à la Chine**

Au terme du sommet de l'ASEAN à Kuala Lumpur le 28 octobre 2025, les Philippines se préparent à succéder à la Malaisie pour la présidence de l'Association en 2026. Leur nouveau rôle de présidentes de l'ASEAN intervient à un moment historique, coïncidant avec le dixième anniversaire de la décision arbitrale de 2016, dans un contexte de tensions accrues avec la Chine en mer de Chine méridionale<sup>35</sup>. Le sommet de l'ASEAN de 2025 a mis en évidence les limites, classiques, de l'approche collective de l'ASEAN à l'égard de la mer de Chine méridionale. La plupart des États membres ont publié des déclarations prudentes et ont évité d'aborder directement les événements de cette année,

---

<sup>34</sup> Jane Bautista, « High court halts BARMM redistricting law », *The Inquirer*, 17 septembre 2025.

<sup>35</sup> Monica Sato, « Rhetoric vs. Reality : The Philippines, ASEAN, and the South China Sea », Center for Strategic and International Studies, 7 novembre 2025.

notamment la déclaration par la Chine, le 10 septembre, d'une réserve naturelle dans le récif de Scarborough (revendiqué par les Philippines), le déploiement de bouées (en novembre), ainsi que la poursuite des éperonnages et de l'utilisation de canons à eau contre les navires philippins.

Face à ces activités hostiles, particulièrement intenses cette année, le secrétaire américain à la Défense, Pete Hegseth, et son homologue philippin, Gilberto Teodoro, ont annoncé conjointement la création de la Task Force Philippines et la finalisation d'un plan d'action pour la préparation de l'alliance. Inspirée de la Task Force Ayungin, une unité militaire américaine dévoilée en 2024 et chargée de la réponse alliée aux crises potentielles en mer de Chine méridionale, la Task Force Philippines sera placée sous la juridiction du Commandement indopacifique américain, et aura comme mandat des missions telles que les secours en cas de catastrophe dans l'archipel, mais aussi des patrouilles en mer de Chine méridionale. Elle sera composée de 60 membres permanents et sera dirigée par un général, ce qui est présenté comme permettant une plus grande flexibilité dans la réponse aux situations d'urgence<sup>36</sup>.

Le secrétaire à la défense Gilberto Teodoro a par ailleurs souligné que les deux pays devaient non seulement renforcer leur alliance, mais aussi multiplier les accords de défense avec d'autres alliés, un objectif que les Philippines ont déjà commencé à poursuivre activement. Le 2 novembre, elles signent à cet effet avec le Canada un accord sur le statut des forces étrangères présentes (SOVFA), le premier accord de ce type conclu par le Canada dans la région indopacifique. En marge du sommet 2025 de la Coopération économique Asie-Pacifique, le président sud-coréen Lee Jae Myung qualifie les Philippines d'« ami spécial » et appelle à une coopération plus étroite entre les deux pays, tandis que la société sud-coréenne Hanwha Ocean promet de soutenir le nouveau programme sous-marin de la marine philippine<sup>37</sup>.

Ces développements s'ajoutent à la liste croissante des partenariats de défense récemment conclus par Manille, notamment un accord d'accès réciproque

---

<sup>36</sup> Aaron-Matthew Lariosa, « U.S. Unveils Philippine Task Force to Deter Chinese Coercion », *USNI*, 31 octobre 2025.

<sup>37</sup> Luisa Cabato, « Apec leaders' meeting ends; Marcos flies back to PH », *The Inquirer*, 2 novembre 2025.

avec le Japon (12 août 2025), un SOVFA avec la Nouvelle-Zélande (30 avril), un accord de coopération en matière de défense avec l'Allemagne (15 mai) et plusieurs accords de défense avec l'Inde (5 août). En outre, les Philippines et la France sont en train de négocier un accord sur le statut des forces étrangères présentes. Ces accords soulignent les efforts déployés par Manille pour mettre en place un réseau de partenaires en matière de sécurité capables de soutenir la dissuasion face à la Chine et le renforcement de ses capacités en dehors de l'ASEAN.

## **Un rapprochement spectaculaire avec Taïwan**

Mais les ambitions maritimes de la Chine ne sont qu'une partie du problème. Dans le cadre de discussions bilatérales et multilatérales, les pays évoqués ici ont publiquement souligné la nécessité de maintenir la paix et la stabilité dans le détroit de Taïwan. Ils évaluent que le risque d'une invasion chinoise sur l'île de Taïwan (que Pékin considère comme une province rebelle) augmente et qu'une telle éventualité aurait des répercussions sur la sécurité et l'économie mondiale.

Les Philippines, voisines immédiates de Taïwan au sud, sont devenues le centre de leurs efforts. Un groupe d'alliés de la région indopacifique et de partenaires de l'OTAN s'est engagé à aider les Philippines à renforcer leurs forces armées, tout en garantissant la base juridique nécessaire au déploiement des propres forces de ces alliés aux Philippines, dont la situation géographique en ferait un élément essentiel de la défense de Taïwan.

Ainsi, alors que les Philippines ne reconnaissent que la Chine continentale (depuis 1975), l'archipel s'est rapproché de manière spectaculaire de Taïwan en 2025. Pour la première fois, le président Marcos Jr. évoquait avec clarté les liens d'interdépendance entre son pays et Taïwan : « S'il y a une guerre à ce sujet [Taïwan], elle est proche de nous. Que sommes-nous censés faire ? Nous ne pouvons pas l'ignorer. Ainsi, malgré notre souhait fervent d'éviter toute confrontation avec qui que ce soit, où que ce soit, une guerre autour de Taïwan entraînerait inévitablement les Philippines dans le conflit, malgré leurs

protestations. J'espère que cela n'arrivera pas... Mais si c'est le cas, nous devons déjà nous y préparer »<sup>38</sup>.

Ainsi, des observateurs militaires taïwanais ont assisté, pour la première fois, aux exercices américano-philippins en avril et mai 2025, tandis que des responsables militaires philippins se sont rendus à Taïwan, arrivant « avec des visas de tourisme ». Par ailleurs, les Philippines renforcent leurs infrastructures de défense dans la province de Batanes, la plus au nord de l'archipel, proche de Taïwan. Les deux pays ont également mené des patrouilles conjointes des garde-côtes dans le détroit de Bashi, entre Taïwan et Luzon.

---

Les nombreux événements politiques et les scandales de corruption ont exacerbé les rivalités entre les clans Marcos et Duterte, ralentissant l'économie et faisant chuter la popularité du président Marcos Jr. Pour 2026, le scandale des projets de réduction des inondations aura comme conséquence non seulement une baisse importante du budget du DPWH mais aussi une prudence des investisseurs étrangers, notamment dans les travaux publics. Déjà en septembre 2025, la Corée du Sud gelait son aide de 28 milliards de pesos (478 millions \$ US), à destination du DPWH, en attendant que l'enquête soit terminée.

Alors que les Philippines vont présider l'ASEAN en 2026, le président Marcos Jr. promet de tout faire pour qu'un code de conduite en mer de Chine méridionale soit adopté dès l'an prochain. Les Philippines devront trouver un difficile équilibre entre, d'un côté, la multiplication d'accords militaires avec leurs partenaires internationaux dans le contexte des tensions entre la Chine et Taïwan et, de l'autre, la volonté d'engager la Chine dans un processus de réduction des tensions.

---

<sup>38</sup> « Marcos says Philippines would be dragged 'kicking and screaming' into Taiwan war », *ABS-CBN*, 11 août 2025.

## Fiche Philippines

**Nom officiel** : République des Philippines

**Capitale** : Manille

**Superficie terrestre** : 300 000 km<sup>2</sup>, 7 107 îles parmi lesquelles 2 773 portent un nom

**Population** (UNCTAD, est. 2023) : 114 891 000 hab. (117 300 000 hab. selon la Banque mondiale, est. 2023)

**Langues officielles** : filipino et anglais

### Données politiques

---

**Nature de l'État** : république unitaire

**Nature du régime** : démocratie présidentielle

**Suffrage** : universel (à partir de 18 ans)

**Chef de l'État** : Ferdinand « Bongbong » Marcos Jr. (depuis juin 2022)

**Vice-présidente** : Sara Duterte-Carpio (depuis juin 2022)

**Ministre des Affaires étrangères** : Maria Theresa Lazaro (depuis juillet 2025)

**Ministre de la Défense** : Gilbert Teodoro (depuis juin 2023)

**Échéances** : élections générales en mai 2028

### Indicateurs démographiques et sociologiques

---

**Principaux groupes linguistiques** (CIA-*The World Factbook*, est. 2020) : Tagalog (26 %), Bisaya/Binisaya (14,3 %), Cebuano (8 %), Ilocano (8 %), Hiligaynon/Ilonggo (7,9 %), Bicol (6,5 %), Waray (3,8 %), Kapampangan (3 %), Maguindanao (1,9 %), Pangasinan/Pangalato (1,9 %), autres langues/dialectes (18,7 %).

**Religions** (CIA-*The World Factbook*, est. 2020) : catholiques romains (78,8 %), protestants, évangélistes et autres chrétiens (8,9 %), musulmans (6,4 %), Iglesia ni Cristo (2,8 %), religions autres (3 %), sans religion (0,1 %).

## Chronologie

### FÉVRIER 2025

- 14 • Les Philippines relancent leurs projets d'énergie nucléaire pour répondre à la demande croissante d'électricité sans émissions de carbone. Le pays vise 2,4 GW de capacité nucléaire d'ici 2035, comprenant la réactivation de la centrale de Bataan, avec le soutien des États-Unis et de la Corée du Sud. D'autres pays de la région, comme l'Indonésie et la Thaïlande, envisagent également de développer leur capacité nucléaire, ouvrant des opportunités pour les pays possédant une technologie nucléaire établie.
- 14 • Les porte-avions du Japon, des États-Unis et de la France mènent des exercices conjoints au large des Philippines pour renforcer la dissuasion dans la région Indo-Pacifique, face à la Chine et à la Russie. Les exercices incluent la coordination anti-sous-marin et anti-aérienne. Le Japon renforce également ses liens militaires avec l'Europe, via des exercices conjoints et des visites de navires de guerre.

### MARS 2025

- 07 • En janvier 2025, la dette nationale des Philippines a atteint 16,3 trillions de pesos (284,2 milliards \$ US), en hausse de 1,6 % par rapport à décembre 2024 et de 10,3 % sur un an. Cette augmentation résulte de la hausse de la dette intérieure (+9,1 %) et extérieure (+13,0 %), liée à l'émission de nouveaux titres d'État et à la dépréciation du peso, qui a entraîné une réévaluation de la dette. Le ratio dette/PIB a légèrement augmenté à 60,7 %, un niveau jugé compétitif en Asie du Sud-Est, avec pour objectif de le réduire à 56,3 % d'ici 2028.
- 21 • Le conseil d'administration de l'Agence de Planification économique et de Développement approuve des projets totalisant 1,2 milliard \$ US pour renforcer la résilience des communautés et des infrastructures, dont un programme de 990 millions \$ US pour soutenir 4,1 millions de ménages vulnérables. De plus, 240 millions \$ US sont alloués à un projet d'irrigation agricole.

### AVRIL 2025

- 07 • Les forces armées d'Australie, du Japon, des Philippines et des États-Unis mènent un exercice conjoint dans la zone économique exclusive des Philippines, le premier depuis le retour de Donald Trump à la présidence. Cet exercice, qui inclut des unités

navales et aériennes, vise à renforcer la coopération maritime et à défendre la liberté de navigation dans la région, où la Chine est de plus en plus assertive.

- 29 • Le Japon et les Philippines renforcent leur partenariat stratégique, notamment en matière de sécurité militaire, d'économie et de gestion des catastrophes. Ils s'engagent à coopérer étroitement pour garantir la stabilité en mer de Chine orientale et méridionale, rejetant toute modification unilatérale par la force.

### MAI 2025

- 1<sup>er</sup> • Comme promis lors de la campagne présidentielle, le président Marcos Jr. vient de lancer son programme de riz subventionné. Il est à présent possible pour les ménages précaires de la province de Cebu d'acheter jusqu'à 30 kg de riz à prix réduit. Prévu jusqu'en 2028, le programme ambitionne d'aider 15 millions de Philippins. Il sera généralisé à l'ensemble du pays en janvier 2026.
- 16 • Élections sénatoriales de mi-mandat : des alliés clés de l'ancien président Rodrigo Duterte et deux figures de l'opposition comptent parmi les 12 vainqueurs. Ce résultat donne de l'espoir au clan Duterte qui, malgré les affaires judiciaires, bénéficie d'un aval populaire en croissance. L'enjeu est d'autant plus important qu'il s'agit du Sénat qui sera appelé le 12 juin prochain à juger de la destitution de Sara Duterte.
- 22 • Signature d'un accord de 400 millions € entre les gardes-côtes philippins et le constructeur naval français OCEA pour 40 patrouilleurs rapides, généralement utilisés pour surveiller les côtes et lutter contre la piraterie.

### JUIN 2025

- 02 • Les Philippines et l'Union européenne annoncent renforcer leur partenariat sur la coopération sécuritaire et maritime. L'UE a exprimé son soutien à Manille face aux menaces chinoises en mer et a explicitement catégorisé ces actes comme illégaux. Les deux partis espèrent également avancer vers un accord de libre-échange UE-Philippines.
- 02 • L'Agence française de Développement accorde un prêt de 250 millions € pour soutenir les réformes climatiques des Philippines. Cet investissement massif fait partie de la deuxième phase du Climate Change Action Program initié en 2021. L'ambition est de renforcer la planification environnementale du pays, d'améliorer la résilience des populations et des écosystèmes et de réduire les émissions de gaz à effet de serre, notamment dans les secteurs des transports et de l'énergie.

### **JUILLET 2025**

- 23 •** À l'issue de son voyage officiel à Washington, le président Ferdinand Marcos Jr. et son homologue Donald Trump annoncent avoir trouvé un accord concernant les tarifs douaniers. Après plusieurs semaines de négociations, ce sera 19 % de droits de douane qui s'appliqueront sur les produits philippins entrant sur le marché étatsunien. Cette réduction de 1 % par rapport au tarif initialement prévu s'accompagne d'une ouverture du marché philippin à taux zéro dans certains secteurs, tel que l'automobile.

### **AOÛT 2025**

- 11 •** Le sénateur Panfilo Lacson déclare que près de 60 % des fonds alloués à la lutte contre les inondations auraient disparu. En cause : des frais fantômes, et des problèmes de non-conformité aux normes entraînant des frais non déclarés. Cette situation fait surgir la corruption toujours endémique dans le pays.
- 26 •** Canberra et Manille concluent un pacte de défense en réaction à la hausse des revendications de la Chine en mer de Chine méridionale. Par ailleurs, l'Australie annonce réfléchir à soutenir plusieurs projets de construction et d'investissement aux Philippines.

### **SEPTEMBRE 2025**

- 1<sup>er</sup> •** L'économiste et ancien secrétaire aux Transports Vince Dizon est nommé secrétaire des Travaux publics et des Autoroutes par intérim en remplacement de Manuel Bonoan. Ce changement intervient en pleine affaire des « projets fantômes » de digues anti-inondation. Dizon est chargé de lutter contre la corruption au sein du département et de revoir le budget consacré aux travaux publics.
- 21 •** Une manifestation réunissant 130 000 personnes a lieu à Manille pour protester contre l'affaire des infrastructures fantômes, menées notamment par des organisations étudiantes et des figures de la société civile comme Kiko Aquino Dee, le petit-fils de Benigno et Corazon Aquino. Le président Marcos Jr. défend une nouvelle fois le « droit à la colère » des manifestants.
- 23 •** La Cour pénale internationale annonce retenir trois chefs d'accusation contre l'ancien président Rodrigo Duterte dans le cadre de sa « guerre contre la drogue ». Il est accusé de co-perpétration de 19 meurtres à l'époque où il était maire de Davao entre 2013 et 2016, du meurtre de 14 « cibles de haute valeur » (présentées comme des acteurs majeurs du narcotrafic) entre 2016 et 2017, de 43 meurtres de petits

trafiquants commis entre 2016 et 2018 ainsi que d'incitation à plusieurs milliers d'assassinats.

### OCTOBRE 2025

- 1<sup>er</sup> • La Cour suprême des Philippines suspend les élections prévues pour le 13 octobre dans la région autonome de Bangsamoro. Le report du processus électoral est justifié par une violation de la loi organique de la région. La Cour suprême note l'existence de circonscriptions parlementaires non contiguës et ordonne aux autorités locales de résoudre le problème avant de fixer de nouvelles échéances. Ancien berceau du Front de Libération islamique Moro, la région de Bangsamoro vit dans une paix encore fragile.
- 07 • Ferdinand Marcos Jr. nomme l'un de ses proches alliés, le secrétaire à la Justice Jesús Crispín Remullá, Ombudsman des Philippines, à la tête de la principale agence chargée de la lutte contre la corruption.
- 16 • Une coalition de maires réformistes lance une ligne d'assistance anticorruption pour signaler des « projets fantômes », des projets publics bâclés ou trop chers. Appelée REPORT INFRA, la plateforme est soutenue par les maires de Pasig, de Baguio, et de Quezón city.
- 24 • Un collectif de 70 victimes du supertyphon *Rai* (*Odette* dans l'archipel), qui a frappé les Philippines en 2021, annonce intenter une action en justice contre le pétrolier Shell. Soutenus par Greenpeace, les Philippines touchés par *Rai* accusent la compagnie britannique d'entrave à la lutte contre le changement climatique, ce qui rendrait l'entreprise responsable de la vulnérabilité amplifiée et des dégâts importants subis par les communautés touchées par ce genre de catastrophes climatiques.

### NOVEMBRE 2025

- 04 • Les Philippines annoncent déposer une candidature pour rejoindre le Partenariat transpacifique global et progressiste (CPTPP). Ce traité multilatéral de libre-échange, que les États-Unis de Donald Trump ont quitté en 2017, regroupe 13 nations (dont le Brunei, la Malaisie, Singapour et le Vietnam). La candidature de Manille fait suite à des demandes insistantes des entreprises de l'archipel, qui y voient un moyen de résister aux droits de douane et à la politique isolationniste de Trump. Les Philippines candidatent avec les Émirats arabes unis, rejoignant d'autres pays comme l'Indonésie, Taïwan ou la Chine.

- 10 •** Les typhons et les scandales de corruption impactent lourdement l'économie. Le peso philippin, généralement à un taux de change de 54 pesos pour 1 \$ US est désormais à 58,9 pesos pour 1 \$ US, le pire niveau depuis 2022. La croissance trimestrielle est aussi descendue à 4 %, soit le pire résultat pour un trimestre depuis les premiers trimestres de 2021. En parallèle, dans les territoires touchés par les typhons, la colère monte contre le phénomène de corruption, jugé responsable de l'impact démesuré des catastrophes météorologiques de cette année.
- 13 •** L'Ombudsman des Philippines, Jesús Crispín Remullá, annonce que la Cour pénale internationale a émis un mandat d'arrêt contre le sénateur Dela Rosa, un allié proche de l'ex-président Duterte. La CPI n'a pas encore confirmé, mais l'ancien chef de la police nationale est ciblé depuis 2021 dans le cadre de l'enquête sur la guerre contre la drogue de Duterte.
- 14 •** L'ex-élu philippin Zaldy Co, toujours fugitif, réapparaît dans une vidéo dans laquelle il accuse le président Marcos Jr. d'être à l'origine des « projets-fantômes » utilisés comme paravents pour la corruption. Selon lui, le président philippin lui aurait ordonné d'ajouter dans le budget national 100 milliards de pesos (1,7 milliard \$ US) à réinjecter dans des projets de travaux publics suspects.

## Portraits



© Tungtong River Conservation Project

### **Dr Jurgene Honculmada Primavera**

Née en 1947 à Mindanao, Dr Jurgene Honculmada Primavera est une scientifique marine émérite largement citée. Elle a obtenu une licence en zoologie à l'Université des Philippines Diliman en 1966, une maîtrise en Zoologie à l'Université de l'Indiana à Bloomington en 1969 et un doctorat en Sciences marines à l'Université des Philippines en 1996. Pendant plus de 10 ans elle a enseigné la biologie et la zoologie à l'Université d'État de Mindanao, puis a été chercheuse au département d'Aquaculture du Centre de Développement des Pêches de l'Asie du Sud-Est (SEAFDEC). Elle gère aussi une pépinière et restaure deux mini-forêts d'arbres autochtones à Iloilo depuis plus de 20 ans.

Son remarquable parcours de recherche sur le terrain, ses travaux sur l'aquaculture durable et ses efforts pour protéger les communautés côtières grâce à une gestion des mangroves lui ont valu une reconnaissance internationale. Elle a notamment été élue Héroïne de l'Environnement du magazine *Time* en 2008 et admise à l'Académie nationale des Sciences et Technologies (NAST) philippine en 2015. Elle est actuellement conseillère scientifique en chef pour les mangroves de la Société zoologique de Londres.

Ses recherches continuent d'orienter les initiatives régionales et internationales visant à protéger les mangroves, à renforcer la résilience côtière et à préserver les écosystèmes vulnérables. Elle soutient le projet des jardins botaniques de l'université De La Salle Philippines (DLSP) via l'Institut pour l'Environnement (LIFE) qu'elle considère essentiels pour l'étude de la germination et de la propagation des arbres, et pour sensibiliser ses concitoyens. Dans la même veine, elle est conseillère pour l'association « Mangrove Matters PH : Investir dans la jeunesse, restaurer les mangroves – Construire des communautés résilientes et des écosystèmes florissants ».



Source : [www.philstarlife.com](http://www.philstarlife.com)

### **Francisco « Kiko » Aquino Dee**

Francisco « Kiko » Aquino Dee (né en 1991) est membre d'une des familles politiques les plus célèbres du pays ; il est le petit-fils de l'ancienne présidente Corazon Aquino et du sénateur Benigno « Ninoy » Aquino (assassiné en 1983), et neveu de l'ancien président « Noynoy » Aquino.

Ce maître de conférences en Économie politique à l'Université des Philippines (BA à l'Université des Philippines, Master en Sciences politiques et Économie politique de la London School of Economics) fait aussi partie des orateurs les plus énergiques sur les affaires philippines. Il est membre du parti politique progressiste Akbayan, Parti de l'Action citoyenne.

Kiko est actuellement directeur exécutif de la Fondation Ninoy et Cory Aquino (NCAF), co-organisateur du réseau de campagne Buhay ang People Power (« Le pouvoir du peuple est vivant »), et le porte-parole du mouvement de la « Marche d'un milliard de pesos » contre la corruption systémique.

Défenseur des familles des victimes d'exécutions extrajudiciaires, il dirige un autre mouvement civique appelé « Justice pour tous », lancé en août, au lendemain du 8<sup>e</sup> anniversaire de la mort du jeune Kian, une des victimes (entre 6 500 et 20 000 selon les sources) de la guerre contre la drogue du président Duterte.

Alors que le pays se remet encore de l'illibéralisme de la présidence de Duterte et de l'apparente hésitation du gouvernement de Marcos Jr. à enrayer une corruption qui paralyse les institutions politiques essentielles, Kiko fait figure d'intellectuel engagé au sein d'une coalition œuvrant à instaurer des garde-fous contre les abus de pouvoir et la corruption systémique qui minent les fondements fragiles de la démocratie philippine.

## Arrêt sur image



Alex Eala

Source : Open 6<sup>e</sup> Sens – Métropole de Lyon.

Née le 23 mai 2005 à Quezón city, d'une mère sportive (médaille de bronze au 100 m dos aux Jeux d'Asie du Sud-Est [SEA Games] de 1985), Alex Eala a découvert le tennis à l'âge de quatre ans et a toujours été guidée et soutenue par son grand-père. En 2017, elle remporte le tournoi des Petits As, et en 2018 c'est son 1<sup>er</sup> Grand Chelem junior. Elle termine ses études à la Rafa Nadal Academy en Espagne. Alex est proclamée Athlète Junior Milo 2019 et en 2022 elle remporte l'US Open junior. En 2025, elle obtient son 1<sup>er</sup> titre WTA 125 à Guadalajara et après une année historique, elle termine la saison au 50<sup>e</sup> rang mondial, son meilleur classement en carrière, grâce à plusieurs victoires marquantes contre des championnes du top 5 mondial. Elle est entrée dans l'Histoire du tennis à l'Open de Miami en devenant la première Philippine à vaincre une joueuse du top 10 au deuxième tour, puis en faisant un parcours exceptionnel jusqu'en demi-finale.

Elle a remporté la médaille d'or du Simple dames et deux médailles de bronze (Équipe féminine et Double mixte) lors des 33<sup>e</sup> SEA Games qui se sont tenus du 9 au 20 décembre 2025 à Bangkok.



# Singapour

## L'insoutenable légèreté de l'être singapourien

Éric FRÉCON

Simon Leys (1935-2014) connaissait bien Singapour pour s'en être fait expulser en 1963 (officiellement faute de renouvellement de poste à l'université, officieusement à cause de ses lectures communistes – pourtant nécessaires à ses recherches, sachant qu'il avait ensuite pourfendu les maoïstes en France). N'en déplaise aussi aux enseignants singapouriens qui, jusqu'à la classe de sixième, ne donnent aucun livre à lire, l'érudite belge (émigré à Canberra) tenait de ses maîtres en philosophie que rien ne vaut les romans pour stimuler l'analyse<sup>1</sup>. Il est vrai que le chapitre du « Grand inquisiteur » dans les *Frères Karamazov* (1880) a déjà été utilisé pour comprendre le système singapourien<sup>2</sup>. De même, *L'insoutenable légèreté de l'être* (1984), qui raconte la vie de couples durant la Guerre froide en Tchécoslovaquie, suggère des pistes de réflexion susceptibles d'encadrer les analyses politiques, diplomatiques et économiques au sein de la cité-État.

Comme l'explique l'auteur, Milan Kundera (1929-2023), il n'est pas question de juger ce qui vaut le mieux entre « légèreté » et « pesanteur », mais de constater les dynamiques à l'œuvre. Derrière une apparente « légèreté » – ou insouciance, voire aveuglement – peut pointer la « pesanteur » et ses tourments, à moins qu'il ne s'agisse de défis exaltants ; ce fut le cas à Singapour en 2025, année d'élections sous contrôle et sans enjeu (puisque le vainqueur était connu à l'avance) mais également théâtre de radicalisme et de fractures sociales (première

---

<sup>1</sup> Simon Leys, *Le bonheur des petits poissons. Lettres des antipodes*, Paris, JC Lattès, 2008, p. 192.

<sup>2</sup> Eric Frécon, « Singapour : dans l'attente d'un sursaut », in Gabriel Facal et Jérôme Samuel (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2024*, Bangkok, IRASEC, 2024, p. 304-331.

partie). À l'inverse, une situation pesante, mais simple, peut déboucher sur des éléments d'alternatives enthousiasmants mais complexes ; c'est ce qu'ont laissé deviner les récents développements régionaux, signes d'un possible épanouissement de Singapour sur la scène internationale (deuxième partie). Reste le cadre général du roman, dans lequel s'inscrivent ces tendances : celui du hasard. Cette dernière année, il a particulièrement joué, dans un contexte commercial très incertain, ce qui a impacté une cité-entrepôt aujourd'hui devenue le quatrième centre financier au monde et le deuxième port de containers sur la planète<sup>3</sup> (troisième partie).

## **Politique intérieure : d'une anesthésiante légèreté à une nécessaire pesanteur**

Fuyant les aspérités, la vie politique singapourienne a continué à couler tel un long fleuve tranquille – le même depuis 1959 et l'accès au pouvoir du People's Action Party (Parti d'Action populaire ou PAP). Toutefois, plusieurs défis pèsent avec de plus en plus d'insistance sur la société. Au moins ont-ils le mérite de poser les questions nécessaires à la construction nationale du pays.

### **Un citoyen singapourien délesté de la charge politique**

Que ce soit lors des élections au printemps 2025 (et des nominations ministérielles qui ont suivi) ou bien lors de deux affaires impliquant l'opposition, le gouvernement sait dégager le terrain. Comme l'explique l'analyste de la National University of Singapore (NUS) Chong Ja Ian, l'électorat « évite les complications » (« *risk-averse* ») et se complaît dans ce qui lui est « familier », à commencer par le personnel politique<sup>4</sup>.

---

<sup>3</sup> Z/Yen Group, 2025, *The Global Financial Centres – Index 37*, mars, p. 4 ; « The 10 Biggest Ports in the World : Ranking and Analysis for 2025 », *Shipfinex*, 12 novembre 2025 (<https://www.shipfinex.com/blog/top-10-biggest-ports-in-world>).

<sup>4</sup> Justin Ong, « GE2025 : Analysis - how the PAP scored a landslide win and why the opposition failed to make inroads », *Channel NewsAsia (CNA)*, 5 mai 2025.

En plus des règles électorales en faveur du parti sortant (redécoupage des circonscriptions, circonscriptions à plusieurs sièges, campagne électorale très brève, votes à l'étranger seulement en ambassade), le PAP a su jouer de cette corde sensible et de cette solution de facilité durant les jours précédents le scrutin (uninominal à un tour). Il a en effet expliqué qu'une trop forte opposition empêcherait le gouvernement de se consacrer pleinement à sa tâche<sup>5</sup>. Aussi est-ce sans surprise que le nouveau Premier ministre a obtenu début mai 2025, à l'issue des élections législatives, le blanc-seing demandé en augmentant le score du PAP de 61,2 en 2020 à 65,57 % des voix en 2025 (pour un gain de 87 sièges sur 97 au parlement monocaméral). Certes, le seul parti d'opposition crédible, le Workers' Party (Parti des Travailleurs, WP ci-après), a sauvé ses trois circonscriptions et poussé le PAP dans ses retranchements dans deux autres. Le score élevé du PAP tiendrait alors dans le manque de professionnalisme des autres petits partis d'opposition et dans l'incapacité du WP à se présenter ailleurs que dans seulement sept des 33 circonscriptions. Parmi eux, le Progress Singapore Party (Parti du progrès de Singapour, PSP) autant que le Singapore Democratic Party (Parti démocratique de Singapour, SDP) n'ont pas su rééditer leurs bons scores de 2020, excepté Dr Chee, le chef de file historique du SDP, qui a atteint 46,81 % dans sa circonscription.

Il a résulté de ce scrutin un nouveau gouvernement marqué par le départ de figures tutélaires, comme Teo Chee Hean et Heng Swe Keat (anciens vice-Premiers ministres), Ng Eng Hen (ministre de la Défense 15 ans durant), concomitant avec la promotion de trois nouveaux ministres-coordonateurs, dont deux anciens candidats au poste de Premier ministre (Chan Chun Sing, en charge de tous les services publics, en plus de la défense spécifiquement, et Ong Ye Kung, responsable des politiques sociales, en plus de la santé en tant que telle). De même que 32 députés débutent au parlement, six des 15 ministères sont confiés à de nouvelles personnalités. Cependant, seulement deux nouveaux visages, membres d'aucun des gouvernements précédents mais pas vraiment extérieurs au système – à savoir David Neo (ancien chef d'état-major de l'armée de Terre) et Jeffrey

---

<sup>5</sup> Isabelle Liew, « GE2025 : “A ridiculous argument” that losing ministers will not weaken government, says SM Lee in Aljunied GRC », *The Business Times*, 29 avril 2025.

Siow (ancien directeur de cabinet de Lee Hsien Loong) – sont apparus parmi les 18 membres du Cabinet (version resserrée du gouvernement). La continuité est de mise.

En parallèle et en fil rouge tout au long de l'année, le chef de file officiel de l'opposition, Pritam Singh (WP) a fait l'objet d'un marquage très serré par le PAP. Il est tout d'abord poursuivi pour avoir couvert le mensonge d'une députée de son parti. Accusé en février, deux mois avant la campagne des législatives, il a fait appel et a été de nouveau entendu début novembre, avant que la décision finale ne soit rendue en décembre. Reconnu coupable, Pritam Singh pourrait perdre son statut officiel de chef de file de l'opposition et faire face à des répercussions jusqu'au sein de son propre parti<sup>6</sup>. Au même moment, un extrait d'une de ses interviews fut repris par le gouvernement, en l'occurrence par Edwin Tong, l'un des plus coriaces gardiens du « temple PAP » avec Shanmugam, son prédécesseur au ministère de la Justice et son actuel ministre de tutelle en tant que ministre-coordonateur pour la Sécurité nationale. Tous deux s'inscrivent dans la lignée du Père fondateur Lee Kuan Yew (1923-2015). Singh avait déclaré en public que « le tribunal de l'opinion publique peut être plus important que n'importe quel tribunal dans le monde »<sup>7</sup>, propos jugés irresponsables par Tong. Ces pics répétés contre Singh font suite à 13 ans de procédures contre lui et ses collègues dans la gestion de l'Aljunied-Hougang Town Council (AHTC). L'affaire s'était conclue en 2023 sans condamnation.

Enfin, le gouvernement a réussi à éclipser Lee Hsien Yang, membre de l'opposition, auto-proclamé « réfugié politique » au Royaume-Uni depuis fin 2024, frère de l'ancien Premier ministre Lee Hsien Loong et fils de Lee Kuan Yew (1923-2015). Ce dernier aurait demandé que sa demeure du 38 Oxley Road, sorte de Colombey-les-Deux-Églises *Made in Singapore*, soit détruite après le départ de ses derniers enfants. Or, à la suite du décès de leur sœur Lee Wei Ling

---

<sup>6</sup> Davina Tham, « As it happened : Judgment reserved in Pritam Singh's appeal against his conviction, sentence for lying to parliamentary committee », *CNA*, 4 novembre 2025 ; Lydia Lam, « [Pritam Singh's appeal on Nov 4 : A look back at how he was found guilty of lying to a parliamentary committee](#) », *CNA*, 3 novembre 2025 ; Koh Ewe, « [Singapore court upholds guilty verdict for opposition leader Pritam Singh](#) », *BBC*, 4 décembre 2025.

<sup>7</sup> « The court of public opinion can be a bigger court than any court in the world ». Propos tenus lors du programme *The Assembly*, sur *Channel News Asia* le 5 novembre 2025.

en octobre 2024, il n'en a rien été. En novembre 2025, il fut même décidé que la maison devienne un monument national, sur recommandation du National Heritage Board. Le fait de retirer les effets personnels de Lee Kuan Yew suffira-t-il à respecter ses dernières volontés ?<sup>8</sup> Toujours est-il que le gouvernement s'enquiert de tout ce qui peut contribuer à la construction du roman national. Il veille aussi à ce que la population puisse se raccrocher à autant de souvenirs et repères que possible dans ce cheminement collectif. Il s'agit de lui faciliter la tâche. C'est d'ailleurs dans cet esprit que se poursuivent les travaux du mémorial des fondateurs (Founders Memorial), dont le coût est estimé à 256 millions \$ US, pour une ouverture prévue en 2028<sup>9</sup>.

Si rien ne doit faire obstacle au bien-être politique des Singapouriens, baignés dans un écosystème partisan léger, épuré de tous parasites, il n'en demeure pas moins que les analystes s'inquiètent d'un insidieux lest électoral, possiblement nécessaire pour revenir sur terre et ainsi recoller à la réalité sociale, intellectuelle voire idéologique<sup>10</sup>.

## **Des dirigeants confrontés aux perturbations socio-idéologiques**

Six mois après les élections et alors que le gouvernement aurait pu se satisfaire de ce chèque en blanc électoral, des voix discordantes ont commencé à monter de la part des chefs de file eux-mêmes. Le Premier ministre a admis qu'il s'en était fallu de très peu que le PAP ne perdît les importantes circonscriptions de Tampines (soit cinq députés<sup>11</sup>) et de Punggol (quatre députés), ce qui aurait provoqué un séisme politique et percé la bulle électorale. Lors de la convention annuelle du parti, il a donc lancé des avertissements pour le prochain scrutin, fait preuve d'humilité et pris acte des défis pour répondre aux attentes quotidiennes

---

<sup>8</sup> Tang See Kit, « [More than just a home : Oxley Road site part of Singapore's story of independence, says advisory board](#) », CNA, 3 novembre 2025.

<sup>9</sup> Fabian Koh, « [Oxley Road site : The journey to planned preservation as a national monument](#) », CNA, 3 novembre 2025.

<sup>10</sup> Louisa Tang, « [GE2025 : Rallies and walkabouts on day 7 of campaigning, as it happened](#) », CNA, 29 avril 2025.

<sup>11</sup> Sur 97 députés élus et deux nommés.

des électeurs<sup>12</sup>. Il est vrai que l'idée de « *swing voters* » (électeurs indécis et susceptibles de faire la différence selon leur choix final) apparaît de plus en plus au gré des analyses, avec le recul nécessaire sur les derniers scrutins<sup>13</sup>. À l'échelle d'une cité-État, quelques thèmes précis, plus ou moins lourds à gérer, suffiraient à faire pencher la balance : mort de Lee Kuan Yew en 2015, Covid-19 en 2020 et l'incertitude trumpienne autour des tarifs douaniers en 2025. Ces potentielles forces contraires seraient donc autant de données à dorénavant mieux intégrer. Selon une étude de l'Institute of Policy Studies (IPS)<sup>14</sup>, la classe moyenne et les plus jeunes constituent l'électorat le plus friable (même si 41,5 % des personnes interrogées n'ont pas osé indiquer leur choix, preuve de l'habituelle psychose sur le secret du vote). Au risque de la pesanteur, la boîte de Pandore politique est ouverte. Mais comme l'explique Kundera : « n'a de valeur que ce qui pèse. » Lawrence Wong, premier Premier ministre né après l'indépendance en 1965, a ici l'occasion de se charger d'un fardeau nécessaire pour inscrire Singapour dans le temps long, au-delà de la seule famille Lee.

Plus précisément et en premier lieu, se pose la question de l'identité singapourienne et des interférences entre d'une part la religion ou l'ethnie (ou « *race* » selon le vocable officiel à Singapour), d'autre part le débat politique. Lors des élections, il est arrivé que des prêcheurs religieux, notamment étrangers, s'immiscent dans la campagne, ce qui a provoqué des interventions du Premier ministre en personne<sup>15</sup>. De même, la mort de l'activiste trumpiste Charlie Kirk en septembre 2025 a inquiété le ministre de l'Intérieur à cause du risque de polarisation du débat politique autour des questions identitaires, dans le sillage de ce meurtre. Il a même admis que rien n'était encore parfait à Singapour en matière d'harmonie religieuse<sup>16</sup>. Dans son adresse devant le 15<sup>e</sup> Parlement, le président

---

<sup>12</sup> Ang Hwee Min, « [GE2025 was tougher than it looked for PAP, with pivotal contests in Tampines and Punggol : PM Wong](#) », *CNA*, 9 novembre 2025.

<sup>13</sup> Han Fook Kwang, « [Commentary : What were voters really saying in GE2025 ?](#) », *CNA*, 4 septembre 2025.

<sup>14</sup> Fabian Koh, « [Cost of living was top voter concern in GE2025. IPS post-election survey shows](#) », *CNA*, 2 septembre 2025.

<sup>15</sup> Aqil Haziq Mahmud, « [GE2025 : SM Lee questions opposition parties' initial inaction on foreign interference](#) », *CNA*, 27 avril 2025.

<sup>16</sup> Justin Ong Guang-Xi, « [Singapore's race and religion ideals still work in progress, country is no more stable than others : Shanmugam](#) », *CNA*, 14 octobre 2025.

Tharman a également invité à ne pas prendre l'unité pour définitivement acquise. Le modèle singapourien, à la fois communautariste et laïque (sans connotation religieuse dans l'administration), est poussé dans ses retranchements. En réaction, l'opposition a suggéré une actualisation du cadre législatif dans le but de préciser la ligne rouge au-delà de laquelle religions et ethnies n'ont pas leur place, afin que l'identité « ne devienne pas une arme politique » (*weaponised*)<sup>17</sup>.

Sur le même thème, la question de l'immigration demeure. Longtemps pointée du doigt par l'opposition, elle devient un sujet d'inquiétude pour le PAP à son tour. Sur le ton de la plaisanterie, l'ancien Premier ministre – qui a gardé un poste de *Senior Minister* – s'est moqué des riches entrepreneurs étrangers<sup>18</sup>. Le pays en a certes besoin pour diriger les entreprises et innover (deux points faibles de la formation singapourienne) mais ils doivent apprendre à ne pas faire le show avec leur Ferrari sur Orchard Road, par respect pour la ville d'accueil et ses valeurs. En écho, dans le podcast « *Yalahbut* » (Ouais, peut-être, mais quand même...), l'homme d'affaires Ho Kwon Ping s'est inquiété de la « dubaïisation » de Singapour, auparavant plus proche, à ses yeux, du modèle capitaliste « égalitaire » des pays scandinaves<sup>19</sup>. Shanmugam a surenchéri, dans son style glacial et sans se priver de l'habituelle banderille contre l'Europe du fait de sa politique « de gauche » en matière de migration : « si vous [immigrants] pouvez m'apporter de la plus-value, bienvenue ; sinon, vous ne pouvez pas rentrer. Désolé. C'est aussi simple que cela »<sup>20</sup>.

En second lieu, l'épanouissement intellectuel questionne de plus en plus. La récurrente question de la diversité des points de vue a été relancée par la soudaine fermeture en août 2025 du Projector<sup>21</sup>, fief du cinéma indépendant qui répondait à une évidente demande, ainsi que par les nouvelles poursuites intentées contre le journaliste en exil Terry Xu. Un de son article fin 2024 notait un manque de

---

<sup>17</sup> Jaclyn L. Neo, « [Commentary : Where Singapore draws the red line on identity politics](#) », *CNA*, 24 octobre 2025.

<sup>18</sup> Lee Hsien Loong, [Chatham House Dialogue](#), 27 octobre 2025.

<sup>19</sup> [Interview avec Ho Kwon Ping, Yalahbut](#), n° 682, août 2025 ; [Interview avec Lee Hsien Loong, Straits Times](#), octobre 2025.

<sup>20</sup> [Interview avec Shanmugam, Straits Times](#), octobre 2025.

<sup>21</sup> Grace Yeoh, « [Commentary : The Projector's closure and Singapore's struggle to embrace unconventional dreams](#) », *CNA*, 20 août 2025.

transparence à propos de transactions immobilières de luxe impliquant deux ministres<sup>22</sup>. Aujourd'hui, Singapour traîne à la 123<sup>e</sup> place sur 183 pour la liberté de la presse (et 161<sup>e</sup> en ce qui concerne le cadre législatif). À l'école, la fabrique à exécuteurs-de-tâches-ultra-compétents-et-disciplinés commence à montrer ses limites. Aussi la course à l'excellence, symbolisée par le traumatisant examen national en fin de primaire (et qui décide déjà de la suite des études selon les collègues ensuite accessibles), a-t-elle été remise en cause par le Premier ministre lui-même<sup>23</sup>.

Enfin, poussé à l'extrême, cet inconfort identitaire ou intellectuel peut conduire au radicalisme. En juillet 2025, un rapport de l'Internal Security Department (ISD) indiquait que la montée en puissance conjuguée des réseaux sociaux et de l'intelligence artificielle avait fait passer le temps moyen nécessaire à l'auto-radicalisation de 24 à 12 mois<sup>24</sup>. Trois cas impliquant des jeunes de 15 à 17 ans l'ont encore démontré entre septembre 2024 et juillet 2025 : deux en lien avec l'État islamique, dont la menace est qualifiée de toujours « saillante » et ranimée par la question palestinienne, et un en relation avec la mouvance de l'extrême-droite. Cette dernière tendance inquiète de plus en plus. Dans les think tanks, des experts comme Kumar Ramakrishna se penchent sur ce phénomène que le Premier ministre prend très au sérieux. En septembre – et comme en matière d'éducation – il a encore partagé sa propre expérience pour prévenir la radicalisation, « qui n'est pas que religieuse et qui inclut à présent des éléments de l'idéologie [...] néo-nazie »<sup>25</sup>.

Autres signes extrêmes des fractures sociales : les taux de suicide, relevés dans plusieurs tranches de la population, au gré de différents articles tout au long de l'année. Par exemple, le suicide est la première cause de décès chez les 10-29 ans, plus isolés que jamais dans un monde pourtant hyperconnecté<sup>26</sup>. De même, il

---

<sup>22</sup> « [Singapour : le journaliste en exil Terry Xu de nouveau visé par des poursuites judiciaires abusives](#) », *RSF*, 2025.

<sup>23</sup> [Lawrence Wong, Instagram](#), 25 septembre 2025.

<sup>24</sup> David Sun, « [Online platforms have halved time it takes for Singaporeans to be self-radicalised : ISD](#) », *Straits Times*, 30 juillet 2025 ; Fabian Koh, « [ISD flags growing diversity of extremist ideologies in Singapore, emergence of AI as terror enabler](#) », *CNA*, 29 juillet 2025.

<sup>25</sup> [CNA, Instagram](#), 13 septembre 2025.

<sup>26</sup> Crispina Robert, « [Commentary : Teenagers are dying by suicide in a world that looks connected, but isn't](#) », *CNA*, 10 septembre 2025.

a été en hausse chez les trentenaires, la « génération sandwich » coincée entre les soins aux enfants et l'attention aux parents<sup>27</sup>. C'est cette même génération qui vota en plus grand nombre pour l'opposition (cf. *supra*) et qui est aujourd'hui la plus vulnérable face aux incertitudes économiques (cf. *infra*).

En résumé et autrement dit, Singapour suivrait sur la scène domestique la trace du personnage de Tomas, à savoir de la légèreté à la maturité, voire la pesanteur, notamment sous l'impulsion de la nouvelle génération de dirigeants. En point de mire apparaît un objectif, non pas conjugal comme dans le roman, mais national et très ambitieux. En revanche, sur la scène régionale, voire internationale, Singapour emprunte le chemin de Franz, de la pesanteur vers un environnement éthéré. Enivrée par ce qui apparaît comme une hypothétique autonomie stratégique, Singapour va devoir veiller à ne pas se brûler les ailes.

## **Politique extérieure : d'une apparente pesanteur à une potentielle légèreté**

La cité-État s'est longtemps complue dans un ordre bipolaire fondé sur deux forces rivales et nucléaires mais stabilisé par l'équilibre de ces mêmes forces. Singapour s'est montrée confiante dans sa capacité à profiter des deux bords, américains et chinois : « ami de tous, ennemi d'aucuns » selon le mantra habituel. Cependant, le Premier ministre a pris acte du « nouvel ordre mondial » au gré de divers entretiens. Dans l'un d'eux en octobre, il l'a tour-à-tour qualifié de « désordonné », « inconfortable » et « imprévisible » puisque les États-Unis n'assurent plus leur rôle de « protecteur » (*insurer*). Selon le Premier ministre, la « pause temporaire » résultant de la rencontre Trump-Xi fin 2025 n'a pas effacé « la rivalité et le manque de confiance » entre les deux grandes puissances<sup>28</sup>. Or, que cette évolution ait été anticipée ou non, Singapour « ne doit pas attendre ». Le micro-État est poussé à se libérer de ses liens habituels pour enfin

---

<sup>27</sup> Darcel Al Anthony, « 314 suicides reported in Singapore in 2024 ; largest increase observed in 30-39 age group », CNA, 19 juillet 2025.

<sup>28</sup> [Financial Times, Instagram](#), 23 octobre 2025 (Trump-Xi meeting offers relief but rivalry, distrust remain : PM Wong - CNA).

« entreprendre des actions » en dehors de l'habituelle double pesanteur, animé par un évident enthousiasme diplomatique, à condition de savoir répondre aux défis régionaux.

## Pression double entre les grandes puissances régionales

La tentation est grande de maintenir la grille de lecture binaire pour s'assurer de la stabilité diplomatique, donc sécuritaire, de Singapour. Encore en 2025, le pays a tenté de jouer des deux leviers, chinois et américain, mais la démarche a confirmé des limites déjà entrevues dans le passé.

En ce qui concerne tout d'abord la Chine, des universités de Singapour proposent à présent des programmes entièrement en mandarin, fort de la réputation du pays chez les étudiants chinois<sup>29</sup>. Le célèbre économiste de la Lee Kuan Yew School of Public Policy, Danny Quah, partage ses vues sur WeChat et en chinois, avec un premier post qui demandait au président américain de « ne plus être obsédé par la première place »<sup>30</sup>. Alibaba (via son AI Global Competency Center ainsi que son partenariat avec la Nanyang Technological University), SenseTime et Tencent sont de plus en plus présents à Singapour, même si ce serait en réalité pour des raisons plus économiques que politiques, selon les analystes<sup>31</sup>.

En écho, le ministre des Affaires étrangères Vivian Balakrishnan n'a eu que des mots doux pour saluer le déplacement de Donald Trump au 13<sup>e</sup> sommet ASEAN-États-Unis à Kuala Lumpur, ainsi que son rôle dans l'accord signé par le Cambodge et la Thaïlande<sup>32</sup>. Il faut dire que Singapour devait aussi rassurer ses

---

<sup>29</sup> Ang Hwee Min, « [As Singapore grows in popularity with Chinese students, universities roll out Mandarin-taught programmes](#) », *CNA*, 29 juillet 2025.

<sup>30</sup> [Danny Quah, X](#), 5 août 2025.

<sup>31</sup> Bong Xin Ying, « [As the West turns cold, China's tech giants warm up to Southeast Asia - with deep pockets](#) », *CNA*, 7 août 2025.

<sup>32</sup> [Vivian Balakrishnan, Facebook](#), 26 octobre 2026.

voisins, au premier desquels les Indonésiens et Malaisiens, inquiets des liens parfois très étroits entre la défense chinoise et singapourienne<sup>33</sup>.

Toutefois, s'agissant de la Chine, les observateurs se sont étonnés de l'absence de son ministre de la Défense lors du Shangri-La Dialogue : était-ce un message de mécontentement envoyé à Singapour, ou une décision, voire une sanction, interne ? De même, un post sur LinkedIn d'une énigmatique « China Communist Youth League » en vue du « recrutement d'un secrétaire ou secrétaire adjoint pour sa branche au sein de la Ngee Ann Polytechnic » (sorte d'IUT local) n'a pas manqué de réveiller la psychose d'une mainmise chinoise et communiste sur le pays. En retour, celui-ci n'en finit pas de défendre la spécificité de son identité, certes chinoise, mais avant tout singapourienne<sup>34</sup>.

Quant aux relations américano-singapouriennes, les deux pays se sont entendus pour enterrer le projet d'accord qui aurait permis la création d'une base permanente de F-15 singapouriens à Guam<sup>35</sup>. Les raisons demeurent très opaques : est-ce que Singapour a voulu éviter d'apparaître au soutien des États-Unis en cas d'attaque sur Taïwan, puisque Guam apparaîtrait dans ce cas comme une place logistique ? Est-ce que les États-Unis ont dû faire face à des contraintes environnementales (à cause des travaux nécessaires), locales (étant donné les questions de souveraineté sur l'île) ou militaires (pour ne pas être entravés dans leurs activités) ? Toujours est-il que la coopération a rencontré en l'espèce une limite de taille. Par ailleurs, en février 2025, la plateforme commerciale qu'est Singapour s'est trouvée au cœur d'une controverse après le transit de puces américaines Nvidia, commandées par un data center à Singapour avant d'être redirigées vers la Chine. La révélation ne manqua pas de mécontenter la Maison-Blanche<sup>36</sup>. Très vite, le chercheur-consultant Shashi Jayakumar a dû répondre dans le *Straits Times* aux accusations faisant de Singapour un cheval de Troie

---

<sup>33</sup> Rahman Yacoob, « [Singapore must engage U.S. and China while keeping neighbors onside](#) », *Nikkei Asia*, 7 juillet 2025.

<sup>34</sup> « [Recruitment ads for CCP youth branch secretaries at Ngee Ann Polytechnic removed from LinkedIn after queries](#) », *The Online Citizen*, 24 décembre 2024.

<sup>35</sup> Ian Seow Cheng We, « [What's Behind the Cancellation of Singapore's Fighter Jet Basing in Guam](#) », *The Diplomat*, 27 août 2025 ; Leland Bettis Kenneth et Gofigan Kuper, « [US Military tells Singapore to take its F-15s anywhere but Guam](#) », *Responsible Statecraft*, 8 septembre 2025.

<sup>36</sup> Sribala Subramanian, « [Singapore's Extra Large Order of Chips](#) », *The Diplomat*, 19 mai 2025.

technologique pour la Chine. Il s'est ainsi inquiété des possibles glissements sécuritaires américains, alimentés par la frustration de ne pas pouvoir tout contrôler<sup>37</sup>. Fin février, les responsables du trafic étaient arrêtés. Ont suivi des négociations bilatérales autour du commerce des semi-conducteurs, avec dans la balance celui des produits pharmaceutiques. Fin octobre, les discussions en étaient encore au stade initial<sup>38</sup>. Au détour d'une question lors d'une intervention publique, il est enfin notable que le Premier ministre envisagea de reconsidérer le dollar américain comme monnaie des réserves de change mondiales, surtout si elles étaient liées à des sanctions, tout en avançant l'idée de diversification.

Dans ces conditions, à présent en quête d'autonomie diplomatique, financière, donc stratégique – selon l'expression chère à Emmanuel Macron –, il devient de plus en plus difficile pour Singapour et son jeune Premier ministre de ménager Chinois et Américains. Sur cette ligne de crête diplomatique, le Premier ministre Lawrence Wong se retrouve en phase avec le président français qui a signé un partenariat stratégique global avec Singapour lors d'une visite d'État les 29 et 30 mai 2025. Cinq ministres l'accompagnaient et 31 autres accords bilatéraux ont été conclus.

Finalement, pour Singapour comme pour un autre personnage du roman de Kundera, Sabina, « son drame n'était pas le drame de la pesanteur [bipolaire], mais de la légèreté. Ce qui s'était abattu sur elle, ce n'était pas un fardeau, mais l'insoutenable légèreté de l'être ». L'administration Trump 2 pourrait en effet pousser le micro-État encore davantage hors du carcan des deux grandes puissances. S'ouvrirait alors une nouvelle vie diplomatique, une ère libre, multidirectionnelle et revitalisante, selon que le pays pourra ou non, comme Sabina, soutenir la charge et les attentes qui lui incombent dorénavant.

---

<sup>37</sup> Yew Lun Tian, Ovais Subhani, « [US probe into S'pore shows frustration over inadequacy of chip curbs on China](#) », *Straits Times*, 31 janvier 2025.

<sup>38</sup> Hariz Baharudin, « [Singapore's talks with the US on sectoral tariffs still at "early stage": PM Wong](#) », *Straits Times*, 28 octobre 2025.

## Échappatoires militaro-diplomatiques

Ils sont plusieurs chercheurs, experts ou même journalistes à avoir validé un changement de matrice. Après avoir longtemps demandé à ne pas être forcée de choisir un camp, Singapour va de l'avant. Dans son ouvrage, qui en fait reprend plusieurs de ses textes, Simon Tay revient sur cette évolution d'un « petit » État « vulnérable », donc souvent réassuré par les grandes puissances, à une cité-État « confiante », « globale », connectée au monde dans son ensemble – au-delà des deux seules grandes puissances – et « jamais vraiment seule » bien qu'insulaire<sup>39</sup>. De même, le média officiel Channel News Asia s'est lancé dans une série intitulée « Singapore's Balancing Act » pour montrer comment des villes-États parviennent « à faire respecter leur souveraineté ». En s'appuyant sur les exemples de Venise, du Vatican et de Monaco, les reportages explorent les politiques de défense, les diplomaties pro-actives, les négociations autour de la dépendance en ressources naturelles et la gestion du territoire, en particulier face à la montée des eaux<sup>40</sup>.

La traduction de ces constats s'est manifestée à travers plusieurs dossiers et dès la prestation de serment du Premier ministre, quand il a expliqué vouloir non seulement « naviguer dans un monde incertain » mais avec aussi l'intention de « le façonner pour l'améliorer »<sup>41</sup>.

Tout d'abord, pour « être influent » et non plus passif à l'ombre du banian des grandes puissances, le Premier ministre s'en est volontiers remis à l'ASEAN lors d'une intervention organisée mi-avril par l'Académie diplomatique. À ses yeux, les négociations tarifaires avec les États-Unis devraient pousser à davantage d'intégration. De même, Singapour a annoncé 4,2 milliards € d'investissements dans la Zone économique spéciale Johor-Singapore lors du second forum bilatéral

---

<sup>39</sup> « [In a time of global tumult, Island in the World marks SG60 with reflections on ways forward](#) », *SIIA*, 5 août 2025.

<sup>40</sup> Derrick A Paulo, Chong Yew Meng, « [When upholding sovereignty is a balancing act : Here are 4 ways city-states like Singapore do it](#) », *CNA*, 17 mars 2025.

<sup>41</sup> Fabian Koh, « [PM Wong's new government to prioritise securing Singapore's place in a "changed world"](#) », *CNA*, 23 mai 2025. Le mot « incertain » a été repris lors de son message délivré à l'occasion de la fête nationale.

en octobre 2025<sup>42</sup> ; mieux : l'idée du Triangle de croissance des années 1990 – avec les îles Riau indonésiennes comme troisième bord de cette zone de développement spéciale – a été relancée fin 2025<sup>43</sup>. À une échelle non plus micro mais macro-régionale, il se trouve que le Premier ministre, lors du même discours précité, n'eut pas le temps de répondre à propos des BRICS. Était-ce préférable de la sorte ? Avait-il lui-même la réponse à la question de savoir si son pays emboîterait le pas à l'Indonésie ainsi qu'à la Malaisie, à la Thaïlande et au Vietnam en tant que membre ou observateur ? Sûrement pas à court terme, mais la nouveauté tient dans le fait de s'interroger à ce sujet.

De même, lors de la prestation de serment susmentionnée, Lawrence Wong a indiqué chercher de nouveaux liens avec des pays « en Afrique ou en Amérique du Sud, où le pays n'est pas encore tellement présent »<sup>44</sup>. Dès octobre, Chili, Nouvelle-Zélande et Singapour entamaient des pourparlers autour de l'économie verte<sup>45</sup>. Le ministre de la Défense Chan Chun Sing, également en charge des services publics, ne disait pas autre chose quand il appelait certes à ne pas choisir de camp mais aussi à se valoriser pour pousser « d'autres nations [que les grandes puissances] à choisir de travailler avec Singapour »<sup>46</sup>. Au-delà de l'ASEAN et des autres continents, Singapour demeure très actif au sein de l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique) ; la Chine en sera l'hôte en 2026 et Singapour en 2030. D'ici-là, le Premier ministre était naturellement présent en Corée du Sud pour son sommet annuel en novembre. Quelques semaines plus tôt, l'organisation avait réussi à s'entendre sur les questions digitales et d'intelligence artificielle, qui sont aussi le terrain des jeux d'influence de la part des grandes puissances.

---

<sup>42</sup> Izzah Aqilah Norman, « [Singapore firms commit S\\$5.5 billion of investments to SEZ in Johor ; Malaysia unveils new steps to woo investors](#) », *CNA*, 14 octobre 2025.

<sup>43</sup> « [Malaysia, Singapore, Indonesia begin talks on trilateral cooperation for JS-SEZ](#) », *The Star*, 13 novembre 2025. En 2024, Singapour était encore le premier investisseur à Batam, qui a entre autres profité de l'interdiction de la cigarette électronique à Singapour pour dynamiser son secteur.

<sup>44</sup> Fabian Koh, « [PM Wong's new government to prioritise securing Singapore's place in a "changed world"](#) », *CNA*, 23 mai 2025.

<sup>45</sup> Abigail Ng, « [Singapore, Chile and New Zealand to begin negotiations for green economy agreement](#) », *CNA*, 31 octobre 2015.

<sup>46</sup> Chin Soo fang, « [Don't pick sides, but create value so other nations will choose to work with S'pore : Chan Chun Sing](#) », *Straits Times*, 11 février 2025.

Dans ce même champ mais à l'échelle domestique, Singapour a mis en place une unité spéciale dédiée à la défense digitale et à la protection des infrastructures. S'agissant plus généralement de ses acquisitions en matière de défense, la cité-État veille autant à ses capacités opérationnelles qu'à sa crédibilité. Celle-ci constitue sa première ligne de défense, selon l'analyste du Rabdan Security & Defence Institute (RSDI) Abdul Rahman Yaacob – à la différence de l'Indonésie qui envisageait d'acheter des avions de combat chinois après les Rafales et en sus de ses Sukhoi russes et autres F-16 américains<sup>47</sup>. Enfin, la diplomatie de défense singapourienne épouse aussi le constant souci de diversification. En plus des participations aux exercices français Lapérouse (au sud de Java) et Croix-du-Sud en Nouvelle-Calédonie et à Wallis-et-Futuna, le Lowy Institute à Sydney a noté que 70 % de ses exercices militaires avaient impliqué des pays d'Asie du Sud-Est en 2023 et 2024, avec sans surprise l'Indonésie en tête, suivie de la Malaisie (3<sup>e</sup>), de la Thaïlande (4<sup>e</sup>), du Brunei (8<sup>e</sup>) et des Philippines (9<sup>e</sup>). Les États-Unis sont quant à eux deuxièmes du classement général, avec un accent porté sur l'interopérabilité. Australie et Japon se suivent (5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup>). La Chine traîne à la 16<sup>e</sup> place, avec des activités liées essentiellement aux mesures de confiance, comme la formation et la mise en place d'une ligne téléphonique sécurisée<sup>48</sup>. La France est 14<sup>e</sup>.

La Palestine constitue le dernier exemple de cette prise de hauteur diplomatique. Singapour prend le temps de penser par elle-même et de ne plus s'afficher neutre ou au soutien de l'allié (israélien) du partenaire (américain). Les déclarations du ministre des Affaires étrangères ont été cohérentes et fermes, comme encore en juillet 2025<sup>49</sup>. Elles ont été accompagnées d'aide humanitaire pour les Gazaouis. Le nouveau ministre des Affaires musulmanes s'est lui aussi montré très disert sur le sujet. Le Premier ministre est à son tour venu au soutien, en s'appuyant sur le droit international. Car tel est aujourd'hui le fondement de la diplomatie singapourienne : fondée non pas sur des partenariats mais sur des

---

<sup>47</sup> Abdul Rahman Yaacob, « [Beyond Hardware : The Message Behind Singapore's New Defense Acquisitions](#) », *The Diplomat*, 31 octobre 2025.

<sup>48</sup> Rahman Yaacob Jack Sato, « [The strategy behind Singapore's defence cooperation](#) », *The Interpreter*, 20 août 2025.

<sup>49</sup> Darcel Al Anthony, « [Singapore says denial of aid in Gaza violates international humanitarian law](#) », *CNA*, 24 juillet 2025.

principes (« *principled* », mot repris dans nombre de déclarations officielles) et même sur des « lignes rouges » face aux « pressions » qu'elle rejette, comme l'a indiqué l'ancien Premier ministre Lee Hsien Loong lors d'un dialogue à la Chatham House de Londres<sup>50</sup>.

« Qu'est-ce qui est positif, la pesanteur ou la légèreté ? »<sup>51</sup>. Chacune tire dans son sillage des défis de différente nature, qu'ils soient par exemple liés à la sécurité traditionnelle (centrée sur les États en général et plus particulièrement sur les deux grandes puissances) ou bien à la sécurité non traditionnelle (c'est-à-dire la sécurité digitale, environnementale, alimentaire, économique, etc.). Dans tous les cas, pesanteur et légèreté ne reposent « pas sur "Es muss sein", mais plutôt sur [...] : ça aurait très bien pu se passer autrement »<sup>52</sup>. C'est là qu'intervient l'un des thèmes les plus structurants du roman et de la politique singapourienne : le hasard.

## Une économie soumise aux secousses du hasard

Plusieurs signes ont rappelé la dépendance de Singapour aux accidents, naturels ou non. Malgré eux, l'économie demeure sous contrôle, grâce à de solides fondations.

## Des accidents de moins en moins accidentels

Si les ondes sismiques du tremblement de terre à Johor fin août 2025 se sont heureusement arrêtées à la frontière singapourienne<sup>53</sup>, il existe d'autres accidents auxquels Singapour n'a pas pu échapper. Les plus habituels d'entre eux sont ceux qui impactent le métro. Au milieu des notifications qui alertent sur le volatile état du monde, il en est parfois quelques-unes qui s'immiscent pour indiquer à Singapour non pas un coup d'État, un attentat ou un bombardement mais des

---

<sup>50</sup> [CNA, Instagram](#), 28 octobre 2025.

<sup>51</sup> Milan Kundera, *L'insoutenable légèreté de l'être*, Paris, Folio, 1989 (1984), p. 58.

<sup>52</sup> *Ibid.*

<sup>53</sup> Megan Zara Walsh, « Johor Hit By 7 Earthquakes This Past Week—First In 103 Years—What Singapore Should Know », *Secret Singapore*, 1<sup>er</sup> septembre 2025 (First Johor Earthquakes In 103 Years Causes Concern In Singapore).

incidents sur les lignes verte, rouge, bleue, orange ou violette. Il existe même depuis août des rapports mensuels sur « la fiabilité du rail »<sup>54</sup>. Comme cela ne suffisait pas, trois indicateurs supplémentaires ont été ajoutés en novembre pour tenter de mieux comprendre l’hasardeuse fiabilité du métro, critère clé du bon fonctionnement de la cité-État.

Un autre accident a longtemps fait la une à Singapour en 2025 : le soudain affaissement d’une route en travaux à Tanjung Katong en juillet dernier, avec la chute d’une voiture dans la doline ainsi causée. Si le travail des employés fut pointé du doigt, leur courage pour aller secourir le conducteur fut également salué et récompensé. Toujours est-il que Singapour a donné l’impression de moins en moins maîtriser son environnement immédiat. Sa fiabilité s’est trouvée remise en question face à ces aléas.

Mais comme indiqué plus haut, la plus grande incertitude est venue non seulement de Chine – et de sa consommation interne, vitale pour les débouchés singapouriens – mais aussi des États-Unis et de leurs tarifs douaniers. Plus que jamais, Singapour risque de pâtir de sa grande dépendance à l’égard du commerce mondial<sup>55</sup>. La situation aurait pu se révéler plus désastreuse, puisque dans cette loterie diplomatique-commerciale, Singapour s’en tire avec un tarif de base à hauteur de 10 % (sauf pour les produits pharmaceutiques, taxés sous certaines conditions à 100 %). Ni l’accord de libre-échange avec les États-Unis, ni le surplus commercial au profit de Washington n’ont pu atténuer la décision. L’enjeu est de taille étant donné que ce commerce bilatéral équivaut à 13 % des exportations singapouriennes<sup>56</sup>, tandis que la Chine demeure le premier partenaire commercial du pays (devant la Malaisie et les États-Unis). En se concentrant sur les seules importations, on remarque que Taiwan (4<sup>e</sup> partenaire commercial) se place en tête du classement. L’Union européenne parvient à rester au contact de ce groupe de tête, en cinquième position du classement général<sup>57</sup>.

---

<sup>54</sup> Rachel Lim, « [MRT reliability falls in August as LTA releases first monthly report on rail performance](#) », CNA, 10 octobre 2025.

<sup>55</sup> Laura Tingle, « [Singapore, “so dependent on external demand”, braces for tariff hit](#) », ABC News, 16 octobre 2025.

<sup>56</sup> *Ibid.*

<sup>57</sup> [Department of Statistics Singapore, \*International Trade\*](#), 8 avril 2025.

## Une dépendance face aux incertitudes internationales

Pour l'heure, il est difficile de tirer des conclusions macroéconomiques. À l'appui des impressions moroses du Premier ministre en octobre, le nombre d'entreprises liquidées lors du premier semestre 2025 a été le plus élevé de ces cinq dernières années. Cela dit, déjà en 2024 et sous la présidence Biden, le nombre de liquidations judiciaires constituait le triste record des 15 années passées<sup>58</sup>. Mis à part le secteur de l'électronique et plus particulièrement de l'intelligence artificielle, portée par l'exemption tarifaire américaine, l'industrie manufacturière a vu son activité ralentir<sup>59</sup>.

Dans ce contexte et avec en plus la célébration du soixantième anniversaire du pays comme prétexte, de multiples bons ont été distribués à la population, à hauteur de 530 € pour les seniors de plus de 60 ans et de 396 € pour les plus de 21 ans. Fallait-il y voir une façon d'acheter la paix sociale ou une confirmation d'un État-providence qui ne veut pas dire son nom ? L'augmentation des rémunérations a aussi été initiée par le Conseil national des salaires, en particulier pour les plus basses. Par ailleurs et plus gravement, le président a appelé à davantage d'innovation ou d'adaptabilité et à « rafraîchir » l'économie singapourienne. En cela, il s'est montré parfaitement en phase avec la diplomatie gouvernementale confrontée à un ordre mondial aux accents révisionnistes<sup>60</sup>. Dans son discours d'ouverture du 15<sup>e</sup> Parlement, il a également repris l'idée d'une société solidaire, celle du « *We first* » (« Nous d'abord » – et non pas « Moi »), déjà détaillée par Lawrence Wong lors de la campagne.

En fin de compte, la croissance du troisième trimestre 2025 s'élevait à 2,9 % (par rapport à la même période un an plus tôt) : un chiffre en baisse par rapport au pointage du trimestre précédent (4,5 %), mais bien meilleur qu'attendu. De même, l'indice des prix à la consommation n'a augmenté que de 0,4 % entre septembre 2024 et septembre 2025. Malgré une légère hausse dans le domaine du

---

<sup>58</sup> Sherlyn Seah, Louisa Tang, « [Singapore sees surge in business liquidations : figure hits 5-year high in first half of 2025](#) », *CNA*, 5 novembre 2025.

<sup>59</sup> Annabelle Liang, « Singapore factory activity slips in October as firms take stock of risks ahead », *Straits Times*, 3 novembre 2025.

<sup>60</sup> Justin Ong Guang-Xi, « [President Tharman urges “we first” mindset as Singapore refreshes economic strategy](#) », *CNA*, 5 septembre 2025.

transport, l'inflation pour 2025 était estimée à 0,5 % en novembre de cette même année. Encouragée par de tels indicateurs, la MAS (Monetary Authority of Singapore) a décidé de ne pas changer sa politique monétaire<sup>61</sup>. Pour confirmer cet élan optimiste, le secteur de la construction connaît de son côté une tendance toujours haussière, signe d'une confiance peut-être cachée (comme en témoignent les déclarations officielles empreintes d'une grande et habituelle prudence), mais ancrée, chez les décideurs.

## **Conclusion : Singapour et le spectre de l'État « kitsch »**

En 2025, sous l'impulsion de nouveaux chefs de file au sein du gouvernement, Singapour continue de sortir de son univers ouaté. En ouvrant des dossiers autrefois tabous tels que la méritocratie, l'absence d'État-providence et la politique migratoire, le gouvernement reconnaît des frictions ou pesanteurs susceptibles de ralentir son envol en tant que « dragon asiatique » (avec la Corée du Sud, Hong Kong et Taïwan). À l'inverse, sur la scène stratégique, Singapour met fin à la lancinante oscillation sino-américaine pour explorer d'autres horizons, dans une sorte d'état d'apesanteur diplomatique. Cette ouverture au monde n'en demeure pas moins soumise aux aléas commerciaux.

L'enjeu est de taille pour un État qui a fêté ses 60 ans dans un contexte international si instable. Après les brillants succès économiques depuis les années 1950 jusqu'aux années 1990, au prix de libertés prises avec les droits fondamentaux, Singapour doit savoir aborder le virage post-post-Guerre froide. L'idéal serait de concilier croissance et droits fondamentaux plutôt que de se déclasser dans l'univers kitsch tel que défini par Kundera : un « masque de beauté » et de bonnes intentions (économiques) pour cacher la laideur ou les difficultés (politiques), caractéristique de « cette station de correspondance entre l'être [en tant qu'acteur du jeu international] et l'oubli »<sup>62</sup>.

---

<sup>61</sup> « [GDP up 2.9 % in Q3 : Examining Singapore's latest economic scorecard](#) », CNA.

<sup>62</sup> Milan Kundera, *Op. cit.*, p. 406.

## Fiche Singapour

**Nom officiel** : République de Singapour

**Capitale** : Singapour

**Superficie terrestre** : 736,3 km<sup>2</sup>

**Population** (département des statistiques de Singapour, 2025) : 6,111 millions d'habitants, dont 3,661 millions de citoyens, 543 800 résidents permanents et 1,907 million de non-résidents

**Langues officielles** : anglais, malais, mandarin, tamoul

**Langue nationale** : malais

### Données politiques

---

**Nature de l'État** : république unitaire

**Nature du régime** : parlementaire autoritaire monocaméral

**Suffrage** : universel et obligatoire (à partir de 21 ans)

**Chef de l'État** : Tharman Shanmugaratnam (depuis septembre 2023)

**Premier ministre** : Lawrence Wong (depuis mai 2024)

**Ministre des Affaires étrangères** : Vivian Balakrishnan (depuis octobre 2015)

**Ministre de la Défense** : Chan Chun Sing (depuis mai 2025)

**Président (*speaker*) du parlement** : Seah Kian Peng (depuis août 2023)

**Échéances** : élections présidentielles en 2029 et législatives au plus tard en mai 2030

### Indicateurs démographiques et sociologiques

---

**Principaux groupes ethniques** (parmi les citoyens ; Département des Statistiques de Singapour, 2025) : Chinois (75,5 %), Malais (15,1 %), Indiens (7,60 %), autres (1,80 %)

**Religions** (citoyens et résidents permanents âgés de plus de 15 ans ; Département des Statistiques de Singapour, 2021) : bouddhisme (31,1 %), athéisme (20 %), christianisme (18,9 %), islam (15,6 %), taoïsme et autres religions traditionnelles chinoises (8,8 %), hindouisme (5 %), autres (0,6 %)

## Chronologie

### JANVIER 2025

- 07 • Singapour adopte un projet de loi permettant à la police de contrôler le compte bancaire des victimes, ou victimes potentielles, d'escroquerie. Si ce projet peut paraître symptomatique d'un mode de gouvernance technocratique qui, au prétexte du bien commun, empiète sur les libertés individuelles, il fut adopté à l'unanimité à cause de l'urgence à réagir selon l'ensemble des députés. Les dispositions sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet suivant.
- 07 • Singapour propose un projet de loi d'« harmonie interethnique » (*racial harmony bill*). Cette loi permettrait au pays d'encadrer la lutte contre les influences étrangères exercées sur des groupes de résidents selon leur ethnicité (notamment chinoise, malaise et indienne) et d'étendre son cadre législatif coercitif aux catégories raciales pour renforcer son contrôle des problématiques ethniques.
- 08 • Le parlement adopte un projet de loi visant à protéger les travailleurs contre les discriminations fondées sur l'âge, la nationalité, l'ethnie, la religion et le handicap. Certains députés expriment leur inquiétude quant à l'exclusion dans ces critères de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre d'une part, et des travailleurs de plateformes (comme Grab) d'autre part.

### FÉVRIER 2025

- 1<sup>er</sup> • Le ministère du Commerce et de l'Industrie de Singapour exhorte les entreprises américaines présentes dans la cité-État à se conformer aux réglementations en vigueur concernant les exportations. Cette déclaration intervient alors que les autorités américaines enquêtent sur l'origine des puces de l'entreprise chinoise DeepSeek, qui pourrait avoir acquis des puces Nvidia via Singapour, en dépit des interdictions promulguées par les États-Unis. Le 28 février, Singapour procède finalement à trois inculpations dans le cadre de ces investigations.
- 05 • La marine singapourienne déploie des navires autonomes (Marsec USV) pour patrouiller dans ses eaux. Ces unités de 16,9 mètres de long opèrent jusqu'à 36 heures et sont contrôlées à distance. Elles assurent la sécurité maritime tout en réduisant les besoins en personnel.
- 12 • Singapour vise un pic d'émissions de 65 Mt CO<sub>2</sub> d'ici 2030 et la neutralité carbone en 2050. Le pays mise sur l'énergie solaire, l'importation d'électricité bas carbone et les transports propres.

### MARS 2025

- 10 • Singapour prévoit d'augmenter ses dépenses militaires pour atteindre environ 3 % de son PIB au cours de la prochaine décennie. Le pays envisage d'acquérir de nouveaux sous-marins et avions de patrouille pour renforcer ses capacités militaires.

### AVRIL 2025

- 1<sup>er</sup> • Singapour met en œuvre une réforme qui rend obligatoires six semaines de congé parental partagé et quatre semaines de congé de paternité.
- 03 • Le centre d'information de l'organisation asiatique de lutte contre la piraterie (ReCAAP ISC) alerte sur une série d'incidents dans le détroit de Singapour, avec six attaques classées comme vols ou vols à main armée entre le 28 et le 30 mars. Depuis le début de l'année, le nombre d'incidents a triplé par rapport à l'an dernier, avec 35 incidents recensés.

### MAI 2025

- 15 • Signature d'un contrat entre l'armée singapourienne et l'entreprise française Thales, laquelle s'engage à fournir un système naval de détection de mines utilisant l'intelligence artificielle.
- 20 • Le ministre des Transports, Chee Hong Tat, annonce la création de plus de 3 000 emplois dans les domaines du numérique, de la cybersécurité et de l'électrification des bus, la flotte d'autobus devant être convertie à 50 % en véhicules électriques d'ici 2030.
- 30 • Emmanuel Macron conclut sa tournée asiatique par Singapour où il a pris la parole lors du Shangri-La Dialogue, le plus grand forum sur les questions politico-militaires en Indo-Pacifique. Il devient le premier chef d'État ou de gouvernement européen à parler en ouverture de la conférence, ce qui témoigne du souhait de la France de se positionner comme actrice majeure de la sécurité sud-est asiatique. Il appelle les pays de l'ASEAN à renforcer leur coopération et à s'unir pour peser dans les rapports de force entre les puissances américaine et chinoise.

### JUIN 2025

- 13 • L'Indonésie et Singapour s'accordent sur un investissement de 10 milliards \$ US d'investissement dans l'énergie verte. L'argent servira à installer des panneaux solaires et à développer davantage d'infrastructures, notamment en Indonésie. L'annonce de cette collaboration s'effectue à l'occasion d'une visite officielle du président indonésien à Singapour.

## JUILLET 2025

- 11 • L'Université nationale de Singapour (NUS) inaugure l'Institut de Recherche nucléaire et de Sûreté avec l'ambition de former 100 experts d'ici 2030. Le centre, doté de 66 millions \$ S (soit 44,26 millions €), concentre ses recherches sur les méthodes pour détecter la radioactivité, le développement d'énergies vertes et la prévention des dangers nucléaires.
- 18 • Une cyberattaque majeure, attribuée au groupe de pirates UNC3886, supposément d'origine chinoise, cible des infrastructures stratégiques à Singapour. Les autorités mettent en garde contre une possible atteinte à la sécurité nationale, soulignant que des services essentiels tels que la santé, l'aviation ou encore les secteurs bancaire et financier pourraient être affectés.

## AOÛT 2025

- 06 • Jakarta et Singapour envisagent de développer ensemble des installations d'entraînement militaire à Kalimantan et dans le champ de tir de Siabu dans le cadre de l'accord de coopération de défense entré en vigueur en 2024.
- 28 • Singapour renforce sa législation à l'encontre des trafiquants et vendeurs de cigarettes électroniques. Sous peu, certaines substances utilisées dans les cigarettes électroniques seront classées comme des drogues dites « contrôlées », ce qui entraînera un changement des peines à l'encontre des personnes vendant ces produits de vapotage.

## SEPTEMBRE 2025

- 10 • Le ministre de la Défense singapourien Chan Chun Sing rencontre aux États-Unis le secrétaire à la Guerre américain Pete Hegseth.
- 18 • À l'occasion du forum Xiangshan à Beijing, le ministre de la Défense Chan Chun Sing rencontre le vice-président de la Commission militaire centrale chinoise, le général Zhang Youxia.
- 22 • Le ministre des Affaires étrangères Vivian Balakrishnan annonce que Singapour va imposer des sanctions ciblées contre les chefs de groupes de colons israéliens d'extrême-droite en Cisjordanie. Il fixe aussi les conditions pour que la cité-État reconnaisse l'État palestinien, à savoir que ce dernier rejette le recours au terrorisme et reconnaisse le droit à exister d'Israël.
- 26 • Le ministre d'État à l'Emploi Koh Poh Koon annonce que le gouvernement singapourien demandera aux entreprises de multiplier les vérifications faciales pour lutter contre le travail déguisé des étrangers.

### **OCTOBRE 2025**

- 02** • La population de Singapour dépasse les 20 % de séniors âgés de plus de 65 ans et devient la première société super-âgée d'Asie du Sud-Est. Dix ans plus tôt, seuls 13,1 % de la population avaient plus de 65 ans.
- 31** • Les autorités singapouriennes saisissent et gèlent près de 115 millions \$ US d'avoirs liés à l'entrepreneur sino-cambodgien Chen Zhi et à sa compagnie Prince Group, accusés de participer activement au système de centres d'arnaque et de travail forcé en Asie du Sud-Est.

### **NOVEMBRE 2025**

- 1<sup>er</sup>** • Le gouvernement singapourien émet un dossier d'étude sur les efforts de développement des capacités nucléaires civiles du pays. La cité-État s'intéresse aux petits réacteurs modulaires (PRM) développés par la Chine et la Russie. Elle aurait aussi ouvert des discussions avec les régulateurs du nucléaire français, finlandais, suédois et états-uniens pour organiser une potentielle structure de gestion des matières radioactives.

## Portraits



Source : [www.politicalsg.com](http://www.politicalsg.com)

**Eileen Chong (Pei Shan),**

### **incarnation du renouvellement des élites au sein du Workers' Party**

Inconnue au début de 2024, cette trentenaire, mariée, sans enfant, se lance en politique en fin d'année avant d'être sélectionnée par le WP comme candidate dans la stratégique circonscription de Tampines. Il s'agit d'une Group Representation Constituency (circonscription à représentation collective) mettant en jeu, tel un tir groupé, cinq sièges au parlement. Les limites de la circonscription ont été redessinées juste avant le scrutin et le PAP comptait dans son équipe deux membres de l'actuel cabinet ainsi qu'un autre membre du gouvernement parmi les cinq candidats. Malgré la présence de deux autres petits partis d'opposition (d'où une quadrangulaire rarissime à Singapour), le WP y a obtenu son meilleur score : 47,37 %. Il constitua un signal fort envoyé au gouvernement et l'un des plus petits écarts avec le PAP, ce qui a permis à deux de ses candidats – dont Eileen Chong – d'être désignés *Non-constituency members of Parliament* (membres du parlement sans constitution). À n'en pas douter, cette diplomate de formation, qui a étudié et travaillé en Chine, saura se faire entendre du fait, entre autres, de ses sujets de prédilection, au cœur des problématiques sociales à Singapour : la petite enfance et la santé mentale chez les jeunes.



Source : [www.pmo.gov.sg](http://www.pmo.gov.sg)

**David Neo,**

### **un ancien général pour contribuer à la réforme de l'éducation**

S'il a affirmé vouloir assurer une transition générationnelle, en cherchant le juste équilibre entre nouveaux et expérimentés militants, le PAP a donné l'impression de peiner à recruter des candidats de qualité lors du dernier scrutin. Reste cependant la voie royale, des forces armées jusqu'au gouvernement, en passant par quelques conseils d'administration et le parlement. Sitôt démissionnaire de son poste de chef d'état-major de l'armée de Terre, David Neo a ainsi été nommé candidat dans la très convoitée circonscription de Tampines. Le PAP l'a emporté (cf. *supra*) et ce père d'un seul fils a donc pu continuer sa progression en devenant à 47 ans l'un des nouveaux visages du cabinet, en tant que ministre temporaire (*acting*) pour la Culture, la Communauté et le Sport, en plus de responsabilités au sein du ministère de l'Éducation. Là, dans le prolongement des déclarations du Premier ministre, cet ancien général espère incarner la transition vers une scolarité offrant une plus grande part à l'initiative et au développement personnel. Comme aperçu lors de la campagne électorale et malgré les assistants qui lui ont été affectés pour faciliter par exemple le porte-à-porte dans les immeubles, auprès des familles de toutes origines, il lui faudra du temps pour se départir de son style militaire. Mais cet ancien boursier du gouvernement, formé aux États-Unis ainsi qu'en Indonésie pour son École de Guerre, semble apprendre rapidement.

## Arrêt sur image



© Paco Milhiet, 2025.

Associée à son goût prononcé pour les amendes – ce qui lui a valu le surnom de « *fine* (agréable/amende) *city* » –, Singapour a développé une expertise en pictogrammes préventifs. On connaissait celui qui rappelle l’interdiction d’uriner dans les ascenseurs (à croire que cela n’allait pas de soi). Il faut à présent compter avec ceux qui interdisent de s’étendre sur les sièges des métros, de s’asseoir à même le sol ou de parler trop fort avec son téléphone portable. Le prochain autocollant pourrait-il interdire l’usage du coupe-ongles, en écho à la plainte d’un conducteur de bus interrogé par *Channel News Asia*<sup>62</sup>?

Certes, les incivilités doivent être combattues, d’autant plus qu’elles furent quatre fois plus nombreuses entre décembre 2024 et mai 2025 que le semestre précédent (mais peut-être à cause du zèle croissant à rapporter ces comportements). Néanmoins, pointe aussitôt le risque d’infantilisation, d’omniprésence de l’État et du manque de responsabilisation de la population, alors que les chauffeurs sont ici appelés « commandant de bus » (*bus captain*).

<sup>62</sup> Ang Hwee Min, « [IN FOCUS : Stop and stare ? The frustration with inconsiderate behaviour on trains and buses in Singapore](#) », CNA, 12 novembre 2025.



# Thaïlande

## Un malaise structurel faute de réformes

Henning GLASER

L'année 2025 a marqué pour la Thaïlande une phase de tension aiguë autant que d'usure de fond. Elle s'est ouverte avec un tremblement de terre d'une intensité rare ressenti jusqu'à Bangkok, puis a été assombrie par le décès de la reine mère, figure de continuité institutionnelle.

Surtout, l'escalade du conflit frontalier avec le Cambodge – la plus grave depuis plusieurs décennies – a transformé une rivalité latente en crise ouverte, avec des répercussions sécuritaires et économiques notables, dans un contexte de pression géopolitique accrue en Asie du Sud-Est.

Sur le plan intérieur, l'affaiblissement de la dynastie Shinawatra a culminé avec la destitution de la Première ministre et l'ouverture anticipée du cycle électoral de 2026. Dans le même temps, croissance modérée, endettement élevé des ménages et tensions sociales persistantes ont rappelé l'ampleur des fragilités structurelles.

Si la stabilité institutionnelle a été préservée, l'année a mis en lumière le rétrécissement des marges d'ajustement et l'absence de dynamique réformatrice claire.

## **Politique intérieure : vers un rééquilibrage politique et le déclin de la dynastie Shinawatra**

À première vue, l'année 2025 s'inscrit dans le schéma familial de « l'instabilité stable » thaïlandaise, faite d'alternances rapides, de crises et de recompositions. Elle pourrait toutefois marquer l'amorce d'un rééquilibrage du champ politique, dont l'issue demeure incertaine. Le développement le plus notable a été l'affaiblissement durable de la dynastie Shinawatra. Celui-ci s'est accompagné d'une érosion constante du Parti Pheu Thai (PTP), longtemps dominé par la famille, et d'une lutte de pouvoir de plus en plus âpre avec le Parti Bhumjaithai (BJT). Cette confrontation s'est soldée par la victoire du BJT, avec la formation d'un gouvernement minoritaire le 7 septembre 2025, à la suite de l'effondrement de la coalition en juin. Ce gouvernement a été toléré par le Parti du Peuple (PP, *Phak Prachachon*), tandis que la dissolution du parlement ouvrait précocement le cycle électoral. La réforme constitutionnelle, régulièrement évoquée depuis 2017, est restée un chantier non abouti, reportée à 2026.

Pour comprendre ces évolutions, il faut rappeler que le processus politique thaïlandais se déploie dans un cadre constitutionnel où l'arène électorale, fortement contrainte par la Constitution de 2017, ne constitue qu'un lieu de pouvoir parmi d'autres, et le plus instable. L'autorité la plus durable demeure liée au palais et à l'armée, dont les relations étroites se sont consolidées au cours de la dernière décennie.

En 2025, la scène électorale était dominée par trois blocs principaux. Le PTP, associé à Thaksin Shinawatra, a constitué la première force électorale entre 2001 et 2023, avant d'être devancé de justesse lors des élections de 2023 par une formation progressiste aujourd'hui représentée par le Parti du Peuple. Idéologiquement hétérogène, le PTP combine des éléments conservateurs et réformateurs ; perçu longtemps comme un antagoniste de l'ordre établi, il a néanmoins opté pour un compromis pragmatique lorsque la formation progressiste est devenue centrale.

Le PP incarne une force clairement progressiste et programmatique. Son prédécesseur avait été dissous par la Cour constitutionnelle, qui avait considéré

que ses propositions relatives à la réforme de la disposition sur la lèse-majesté portaient atteinte à l'ordre constitutionnel et à la place centrale de la monarchie.

Le troisième bloc correspond à un pôle national-conservateur, avec pour acteur principal le BJT, lequel est devenu le troisième parti aux élections de 2023 et a rejoint le gouvernement dirigé par le PTP.

Le changement de fond majeur en 2025 réside dans la fragilisation judiciaire de la famille Shinawatra. La pression s'est concentrée sur la figure de proue du parti, Thaksin : le 30 avril 2025, la Cour suprême a confirmé l'obligation de rembourser environ 17,6 milliards de baht (476 millions €) au titre d'arriérés fiscaux et de pénalités connexes ; le 15 juin, une décision l'a condamné à un an d'emprisonnement, considérant que son hospitalisation antérieure ne constituait pas l'exécution légale de sa peine. Ses demandes de grâce n'ont pas abouti<sup>1</sup>. Parallèlement, sa sœur Yingluck et sa fille Paetongtarn Shinawatra ont fait l'objet de procédures administratives et constitutionnelles.

S'agissant de Paetongtarn, la Cour constitutionnelle a été saisie après la divulgation d'un échange téléphonique (juin 2025) avec l'homme fort du Cambodge, Hun Sen, relatif au différend frontalier avec le Cambodge. Suspendue le 1<sup>er</sup> juillet, elle a été officiellement destituée le 29 août 2025<sup>2</sup>. Perçue par une partie de l'opinion comme excessivement conciliante à l'égard du Cambodge, cet épisode a ravivé les sensibilités patriotiques et nourri les critiques quant au respect par la Première ministre de ses obligations constitutionnelles et éthiques, ainsi qu'à la primauté supposée des intérêts familiaux. L'érosion du soutien au PTP s'en est trouvée accélérée, dans un contexte déjà alourdi par des enquêtes sur de possibles irrégularités lors des élections sénatoriales et par la contestation de titres fonciers à Buriram<sup>3</sup>.

Dans ce contexte, le chef du BJT, Anutin Charnvirakul, a formé un gouvernement minoritaire en septembre, ne disposant que de 71 sièges sur 500,

---

<sup>1</sup> Panarat Thepgumpanat et Chayut Setboonsarng, « [Thai ex-PM Yingluck ordered to pay \\$305 million in damages over rice scheme](#) », *Reuters*, 22 mai 2025.

<sup>2</sup> Kelly Ng et Thanyarat Dokson, « [Thai Prime Minister Suspended over Leaked Phone Call](#) », *BBC News*, 1<sup>er</sup> juillet 2025.

<sup>3</sup> « [EC confirms charges against 53 senators for alleged voting collusion](#) », *The Nation*, 14 mai 2025 ; « [Department of Lands Upholds Halt on Khao Kradong Land Title Revocations](#) », *Thai Enquirer*, 17 septembre 2025.

bénéficiant de la tolérance du PP en échange d'élections anticipées. Anutin occupe simultanément les fonctions de Premier ministre et de ministre de l'Intérieur, se montrant habile à consolider cette prise du pouvoir inattendue, également rendue possible par le soutien tacite de son rival idéologique, le PP. Conformément à la condition posée par le PP pour son soutien, le parlement a été dissous le 12 décembre 2025, pour un scrutin prévu en février 2026<sup>4</sup>.

La campagne s'est articulée autour de deux thèmes : le différend frontalier (sécurité, souveraineté, fierté nationale) et la lutte contre l'argent semi-formel (« argent gris »). Le BJT abordait cette phase en position relativement favorable : moindre vulnérabilité sur les enjeux de souveraineté, contrôle du ministère de l'Intérieur et continuité organisationnelle. Contrairement à ses rivaux, le parti n'a jamais été dissous et a élargi son influence en intégrant divers réseaux politiques locaux et blocs parlementaires régionaux, dont le groupe Chumphon Force, des élus de Charthaipattana (sous la direction de Varawut Silpa-archa, ministre du Développement social et de la Sécurité humaine) ou encore le réseau Kunplome à Chonburi<sup>5</sup>.

À l'inverse, le PTP et le PP restent marqués par les dissolutions successives de leurs formations antérieures et les inéligibilités de nombreux dirigeants. Ils conservent toutefois un électorat national substantiel : le PTP demeure fortement implanté dans le Nord-Est, tandis que le PP est particulièrement solide à Bangkok et parmi les électeurs urbains. La base du BJT apparaît davantage territorialisée et pragmatique, reposant sur des alliances locales évolutives plutôt que sur une fidélité idéologique homogène.

L'érosion du soutien d'une partie des « Chemises rouges » a affaibli le socle traditionnel du PTP. Parallèlement, l'incarcération de Thaksin et la reconduction de figures dynastiques – sa sœur puis sa fille au poste de Première ministre – ont entravé toute dynamique de renouvellement. Dans certains cas, des acteurs issus des réseaux des Chemises rouges ont même noué des alliances tactiques avec d'anciens adversaires conservateurs, signe que l'opposition au leadership des

---

<sup>4</sup> Panu Wongcha-um et Panarat Thepgumpanat, « [Big Blow for Thailand's PM as Major Party Exits Coalition](#) », *Reuters*, 18 juin 2025.

<sup>5</sup> « [Varawut to lead Chatthaipattana defection to Bhumjaithai](#) », *Thai PBS World*, 21 Novembre 2025.

Shinawatra tend désormais à dépasser les clivages politiques traditionnels en Thaïlande<sup>6</sup>.

Quant au PP, malgré une réputation d'intégrité et de cohérence programmatique, il peine encore à élargir son implantation organisationnelle et à convaincre au-delà de son électorat jeune et urbain, notamment sur les questions de sécurité et de souveraineté du pays.

Ainsi, l'année 2025 ne marque pas nécessairement la disparition d'un acteur central, mais consacre un rééquilibrage du système partisan, caractérisé par l'affaiblissement du pôle Shinawatra et la montée en puissance d'un acteur conservateur capable d'agréger des réseaux territoriaux diversifiés dans un cadre institutionnel durablement contraint.

À l'approche des élections de 2026, la Thaïlande semble entrer dans une phase de recomposition. Si plusieurs partis devaient jouer un rôle d'appoint dans d'éventuelles coalitions, deux forces se détachent : le PP et le BJT. À l'inverse, la dynastie Shinawatra et le PTP, dominants depuis près d'un quart de siècle, voient leur capacité d'impulsion autonome s'éroder – un tournant significatif dans l'équilibre du pouvoir. L'enjeu dépasse la seule compétition électorale, qui demeure la plus « faible » des trois sphères organisant l'ordre politique thaïlandais, aux côtés de la monarchie et de l'armée. En définitive, ce n'est pas seulement le résultat des urnes qui comptera, mais la manière dont l'ensemble du système réagira à ce verdict.

Trois scénarios se dessinent. Le premier serait une victoire nette du PP. Un tel succès constituerait un séisme politique : pour la première fois depuis 1947, une force explicitement réformatrice – incluant la révision constitutionnelle – disposerait d'une majorité parlementaire et d'un mandat clair pour gouverner. Une confrontation avec les équilibres institutionnels établis serait alors probable.

Le deuxième scénario correspondrait à une continuité instable, faite de coalitions fragiles, de compromis tactiques et d'une gouvernance à court terme, sans réforme profonde ni rupture décisive.

---

<sup>6</sup> « [What happens when Yellow and Red Shirt leaders join forces?](#) », *The Nation*, 27 mai 2025.

Le troisième scénario verrait l'affirmation d'un modèle pragmatique étroitement aligné sur les centres de pouvoir non électoraux, privilégiant stabilité, coordination en coulisses et coalitions transactionnelles dans un esprit rappelant les pratiques des années 1970-1980. Ce modèle trouve son expression la plus aboutie dans le BJT, formation dotée d'une base territoriale solide et d'une continuité organisationnelle relativement rare, qui combine agrégation de réseaux locaux et compatibilité avec le système. Des partis plus récents comme Kla Tham en proposent une version plus personnalisée et plus fragile : organisé autour du *Captain Thamanat Prompow*, ancien officier devenu entrepreneur de coalition, Kla Tham fonctionne avant tout comme une plateforme de courtage parlementaire, fondée sur des réseaux relationnels au sein de l'armée, de la bureaucratie et des élites provinciales plutôt que sur un ancrage électoral national consolidé. Dans cette configuration, la production de majorités et l'accès aux ressources exécutives priment sur la cohérence programmatique.

Dans cette configuration, les élections resteraient nécessaires pour former un gouvernement, mais serviraient davantage de mécanisme d'habilitation que de source autonome de légitimité. Reste à savoir si les électeurs privilégieront la promesse d'ordre et de gouvernabilité à celle de réformes institutionnelles substantielles – une trajectoire qui correspond, structurellement, aux préférences du système établi.

Les turbulences politiques internes ont directement rejailli sur la posture extérieure de la Thaïlande. L'affaire Paetongtarn, suite à son appel téléphonique divulgué avec (par) Hun Sen, a illustré combien les enjeux diplomatiques – en particulier lorsqu'ils touchent à la souveraineté territoriale – peuvent devenir des catalyseurs de recomposition interne. La frontière cambodgienne, longtemps théâtre d'un différend maîtrisé, s'est alors imposée comme le point de jonction le plus visible entre fragilité domestique et crispation stratégique.

## Le conflit frontalier avec le Cambodge : d'un différend latent à une crise sécuritaire aiguë

L'événement marquant de l'année en matière de politique étrangère – mais aussi de politique intérieure – a été l'escalade du conflit frontalier avec le Cambodge. Issu d'un contentieux ancien<sup>7</sup>, celui-ci a ressurgi en 2025 avec une intensité inattendue, révélant à la fois les vulnérabilités du système politique thaïlandais et les fragilités de l'architecture de sécurité régionale<sup>8</sup>.

Du point de vue thaïlandais, les origines du différend tiennent en partie aux délimitations coloniales opérées par la France au début du XX<sup>e</sup> siècle. Ces tracés, fondés sur des cartes contestées, continuent d'alimenter des interprétations divergentes de la souveraineté territoriale. En 1962, la Cour internationale de Justice (CIJ) a attribué le temple de Preah Vihear au Cambodge<sup>9</sup>. Cette décision a été critiquée par la Thaïlande en 2008 suite à l'inscription du temple de Preah Vihear au patrimoine mondial de l'UNESCO, déclenchant de violentes confrontations, qui ont culminé en 2011 avec plusieurs phases de combats concentrés, impliquant des échanges d'artillerie, des victimes et des évacuations à grande échelle<sup>10</sup>. La décision pro-cambodgienne de la CIJ a été confirmée et même étendue en 2013 au promontoire adjacent<sup>11</sup>. Ces arrêts n'ont jamais été pleinement intégrés dans le consensus politique thaïlandais, où ils restent périodiquement instrumentalisés.

Après les affrontements de 2008-2011, la situation s'était stabilisée sans règlement définitif. La résurgence de 2025 s'inscrit toutefois dans un contexte différent : polarisation politique en Thaïlande, consolidation autoritaire au Cambodge et instrumentalisation croissante du registre nationaliste de part et

<sup>7</sup> Grégory Mikaelian, « [L'impérialisme siamois existait bien avant la colonisation](#) », entretien avec Corinne Frilet, *Le Monde*, 10 janvier 2026.

<sup>8</sup> Matthew Wheeler, « [Border Dispute with Cambodia Sparks Political Disarray in Thailand](#) », *International Crisis Group*, 1<sup>er</sup> juillet 2025.

<sup>9</sup> Cour internationale de Justice, « [Temple of Preah Vihear - Judgment \(Merits\)](#) », 1962.

<sup>10</sup> Martin Wagener, 2011, « Lessons from Preah Vihear : Thailand, Cambodia, and the Nature of Low-Intensity Border Conflicts », *Journal of Current Southeast Asian Affairs*, vol. 30, n° 3, p. 27-59.

<sup>11</sup> Daniel Peat, « Interpreting Reasons : The Interpretation of the 1962 Temple of Preah Vihear Judgment », in Nikolaos Lavranos et Ruth A. Kok (dir.), *Hague Yearbook of International Law*, vol. 26, Leyde, Brill, 2013, p. 201-215.

d'autre. Un premier pic d'escalade survint fin juillet 2025 : affrontements prolongés, usage d'armes lourdes, de drones et d'aviation, victimes civiles. Chaque camp accusa l'autre d'employer des armes prohibées : des mines anti-personnel du côté cambodgien et des armes à sous-munitions du côté thaïlandais. Au-delà de la dimension militaire, le conflit s'est également entremêlé à la question des *scam centers* opérant dans les zones frontalières, réseaux criminels transnationaux spécialisés dans l'escroquerie en ligne. Présents de longue date au Cambodge et souvent liés à des acteurs hybrides mêlant intérêts économiques, protection politique et logiques parasécuritaires, ces centres ont alimenté tensions diplomatiques et accusations croisées, Bangkok dénonçant l'inaction cambodgienne, Phnom Penh reprochant à la Thaïlande d'instrumentaliser le sujet à des fins politiques internes. La lutte contre ces réseaux est ainsi devenue un enjeu de souveraineté et un levier discursif dans l'escalade.

Une médiation impliquant plusieurs États de l'ASEAN et soutenue par les États-Unis a permis un cessez-le-feu temporaire. Une seconde tentative de stabilisation fin octobre, avec l'intervention personnelle de Donald Trump, a rapidement échoué, et les combats ont repris en décembre. Des centaines de milliers de civils sont alors déplacés ; le commerce transfrontalier s'effondre ; les chaînes d'approvisionnement sont perturbées ; les flux de travailleurs migrants cambodgiens sont brutalement affectés, accentuant les pertes économiques des deux côtés.

À première vue, l'escalade paraît peu rationnelle au regard des coûts et de l'asymétrie militaire. Elle prend cependant sens si l'on considère l'imbrication entre calculs internes et environnement international. En Thaïlande, la fermeté affichée sur la frontière a servi de test de légitimité gouvernementale dans un contexte de contestation politique. Au Cambodge, la tension frontalière a également contribué à consolider la cohésion nationale autour du pouvoir. Enfin, le conflit s'inscrit dans un contexte international plus instable, marqué par l'érosion des cadres normatifs et par la rivalité sino-américaine. Les deux États, insérés dans ces dynamiques concurrentielles, disposent de marges de manœuvre accrues pour instrumentaliser les tensions locales. La crise frontalière apparaît ainsi moins comme un simple différend bilatéral que comme le produit d'une

interaction entre fragilités domestiques, économies politiques transfrontalières (dont les *scam centers*) et recompositions géopolitiques régionales.

Au-delà de la crise frontalière avec le Cambodge, la politique étrangère thaïlandaise a été confrontée à une contrainte plus large : la polarisation accrue de l'environnement stratégique régional. Les tensions bilatérales se sont ainsi inscrites dans une dynamique plus vaste de rivalité entre grandes puissances, réduisant les marges de manœuvre traditionnelles de Bangkok. La gestion simultanée du conflit frontalier, des réseaux criminels transnationaux et des attentes contradictoires de Pékin et de Washington a mis à l'épreuve la cohérence de la diplomatie thaïlandaise.

## **Ambiguïté, plutôt qu'équilibre, dans les relations entre grandes puissances**

Dans ce contexte systémique instable, les relations de la Thaïlande avec ses deux partenaires majeurs – la Chine et les États-Unis – ont été prises dans un tourbillon géopolitique qui a considérablement restreint la marge de manœuvre de la traditionnelle « diplomatie du bambou ». Plus qu'un équilibre souple entre puissances, Bangkok semble désormais évoluer dans une zone d'ambiguïté contrainte. Si Pékin et Washington demeurent les deux pôles structurants de la politique étrangère et de sécurité thaïlandaise, leur compétition accrue et affichée aux quatre coins du monde rend leur prédominance à la fois incontournable et plus lourde à gérer.

## **La Chine : approfondissement stratégique et malaise croissant**

Les relations sino-thaïlandaises se sont encore approfondies sur les plans économique, institutionnel et sécuritaire. Le 50<sup>e</sup> anniversaire des relations diplomatiques a été marqué par des échanges de haut niveau, dont la première visite d'État d'un monarque thaïlandais en exercice en République populaire de Chine

(13-17 novembre 2025)<sup>12</sup>. La Chine demeure le premier partenaire commercial de la Thaïlande et un fournisseur clé d'armements (véhicules blindés VN1 8×8 supplémentaires et poursuite du projet de sous-marin S26T Yuan).

La coopération sécuritaire s'est intensifiée, notamment à travers des exercices conjoints (Falcon Strike, Blue Strike) et une coordination médiatisée contre la criminalité transfrontalière dans la région du Mékong. Cependant, cette coopération – en particulier dans la lutte contre les réseaux d'escroquerie en ligne – est perçue par une partie de l'opinion comme asymétrique, en accordant aux autorités chinoises un accès élargi aux structures de sécurité thaïlandaises. L'implication active d'agences chinoises dans ces opérations alimente des interrogations sur la souveraineté nationale. Par ailleurs, malgré une posture officielle de neutralité, la Chine est perçue par certains milieux sécuritaires thaïlandais comme entretenant une proximité stratégique privilégiée avec Phnom Penh, ce qui nourrit un sentiment de déséquilibre.

Sur le plan économique, les critiques se sont accentuées autour des pratiques commerciales semi-légales, du contournement réglementaire et de l'influence de « l'argent gris », parfois associé à des acteurs économiques chinois. L'effondrement du bâtiment du Bureau d'audit de l'État lors du séisme de mars – seule construction majeure à s'être effondrée à Bangkok et construite en grande partie par une entreprise chinoise – a cristallisé ces inquiétudes en devenant un symbole public de corruption et de dépendance opaque. Malgré cette érosion du soft power chinois, l'orientation stratégique de Bangkok n'a pas été remise en cause, les gouvernements successifs considérant la relation avec Pékin comme un impératif.

## **Les États-Unis : alliance sécuritaire, pression économique**

Les relations avec les États-Unis présentent une ambiguïté différente. La coopération militaire demeure stable (exercices Cobra Gold, Cope Tiger), confirmant le statut d'allié majeur. En revanche, les liens économiques se sont tendus. En raison de son important excédent commercial vis-à-vis de Washington

---

<sup>12</sup> Jonathan Head, « [Thai king becomes country's first monarch to visit China](#) », *BBC*, 13 novembre 2025.

(38 à 38,7 milliards €), la Thaïlande a été ciblée par les « droits de douane réciproques » de l'administration Trump (jusqu'à 36-37 %), ce qui a pesé lourdement sur le moral des investisseurs et principaux secteurs d'exportation.

Après négociations, ces droits ont été réduits à 19 %, en échange de concessions substantielles : hausse des importations américaines et renforcement des contrôles d'origine pour limiter le transbordement de produits chinois via la Thaïlande. La suspension temporaire de discussions commerciales en lien avec la mise en œuvre de l'accord frontalier avec le Cambodge a illustré la politisation croissante de l'accès au marché américain, désormais explicitement conditionné à des attentes géostratégiques<sup>13</sup>.

Dans l'opinion publique, l'image des États-Unis est contrastée. Le style conflictuel de Donald Trump – notamment une lettre directe adressée au monarque thaïlandais, jugée diplomatiquement inhabituelle – a écorné son image, qui jusqu'alors celle pouvait être associée à un *nakleng*, un archétype d'homme fort capable à la fois de protéger et de contraindre. Toutefois, contrairement à l'imbrication profonde de la Chine dans l'économie thaïlandaise, la pression américaine est perçue comme plus externe, intermittente et transactionnelle, bien que de plus en plus coercitive et imprévisible.

Les tensions politiques internes et la polarisation géopolitique n'ont pas provoqué de choc macroéconomique immédiat en 2025, mais elles ont renforcé un climat d'incertitude pesant sur l'investissement et la confiance. L'économie thaïlandaise a ainsi évolué dans un environnement marqué moins par la volatilité conjoncturelle que par des contraintes fondamentales persistantes.

## **Performances macroéconomiques : une croissance modérée sous l'effet de contraintes structurelles**

En 2025, la croissance du PIB s'est établie autour de 2,2 %, un rythme modéré et inférieur au potentiel estimé de l'économie. Après une expansion relativement

---

<sup>13</sup> « [US halts trade talks with Thailand over peace pact compliance](#) », *Bangkok Post*, 17 novembre 2025.

dynamique en début d'année, l'activité a ralenti à 1,2 % en glissement annuel au troisième trimestre, principalement en raison du recul de la production manufacturière et d'une demande intérieure atone, avant de se redresser modestement à environ 1,8 % au quatrième trimestre, soutenue par une accélération des décaissements publics et certaines mesures fiscales. L'expansion demeure fragile et inégalement répartie<sup>14</sup>.

Les pressions inflationnistes ont été exceptionnellement faibles. L'inflation globale est restée proche de zéro pendant de longues périodes, tandis que l'inflation sous-jacente est demeurée contenue, reflet d'une demande affaiblie et de pressions salariales limitées. La Banque de Thaïlande a maintenu une orientation monétaire accommodante, tout en exprimant des préoccupations croissantes concernant la stabilité financière et l'endettement privé.

## **Politique budgétaire : relance ciblée, marges restreintes**

La politique budgétaire est restée expansionniste dans son intention, mais son impact macroéconomique a été limité. Le programme phare de distribution numérique de 10 000 baht (265 €), dont plus de 180 milliards de baht (4,7 milliards €) ont été versés avant sa suspension, visait à stimuler la consommation<sup>15</sup>. Son effet s'est toutefois révélé temporaire : une part significative des transferts a été affectée au remboursement de dettes ou à l'épargne de précaution, réduisant les multiplicateurs budgétaires<sup>16</sup>. D'autres dispositifs – subventions de co-paiement, cartes de protection sociale, soutien aux soins de santé, programmes d'allègement de dette – ont renforcé la stabilisation sociale mais sans générer d'accélération durable de la croissance<sup>17</sup>. L'endettement élevé des ménages a agi comme un frein à la transmission de la relance budgétaire.

---

<sup>14</sup> « [IMF Staff Completes 2025 Article IV Mission to Thailand](#) », Bank of Thailand, 13 novembre 2025.

<sup>15</sup> « [Thai Govt Scraps 10.000-Baht Handout, Redirects Budget to New Economic Stimulus Plan](#) », *The Nation*, 16 mai 2025.

<sup>16</sup> « [Thailand unveils new stimulus, says aiming for growth of more than 2.2% this year](#) », *Reuters*, 7 octobre 2025.

<sup>17</sup> Somruedi Banchongduang, « [Thai household debt climbs to 104% of GDP: New study that also includes informal loans suggests potential threat to economy](#) », *Bangkok Post*, 9 janvier 2025.

Dans le même temps, les marges budgétaires se sont resserrées. Après environ 1 500 milliards de baht (41 milliards €) d'emprunts d'urgence contractés durant la pandémie, la dette publique a atteint 64,8 % du PIB en avril 2025, dépassant durablement l'ancien seuil de 60 %, bien qu'elle demeure en dessous du plafond légal révisé<sup>18</sup>. Les recettes publiques, faibles (14,9 % du PIB), contrastent avec une rigidité élevée des dépenses : 70 à 80 % correspondent à des postes récurrents (salaires publics, santé, subventions).

Face aux inquiétudes croissantes sur la soutenabilité budgétaire et aux révisions prudentes des perspectives par certaines agences de notation, le gouvernement a amorcé un tournant vers la consolidation. Il prévoit de réduire le déficit budgétaire de 4,4 % du PIB à 3 % d'ici 2029, tout en maintenant la dette sous le plafond légal. Parmi les mesures envisagées figurent un encadrement plus strict des engagements hors budget et une hausse progressive de la TVA à 8,5 % en 2028, puis 10 % d'ici 2030<sup>19</sup>.

## La dette des ménages : une contrainte centrale

La dette des ménages constitue la principale vulnérabilité macroéconomique. Les ratios officiels oscillent entre 86,8 % et 88,2 % du PIB au premier semestre 2025, déjà élevés au regard des standards régionaux. En incluant les emprunts informels, l'endettement total est estimé à environ 104 % du PIB, plaçant la Thaïlande parmi les économies émergentes les plus endettées.

Près de 40 % des ménages participent à des réseaux de crédit informels, avec une dette moyenne d'environ 98 000 baht (2 550 €) par ménage<sup>20</sup>. Contrairement aux économies avancées, où l'endettement finance souvent l'accumulation d'actifs, une grande partie des emprunts thaïlandais sert à lisser la consommation et à couvrir des besoins de liquidité à court terme. Cette dynamique pèse sur la

---

<sup>18</sup> « [Public Debt Status Summary as of April 30th, 2025](#) », Public Debt Management Office, 30 avril 2025.

<sup>19</sup> Wicht Chantanusornsiri, « [Thailand's new fiscal discipline campaign](#) », *Bangkok Post*, 24 janvier 2026.

<sup>20</sup> Somruedi Banchongduang, « [Thai household debt climbs to 104% of GDP: New study that also includes informal loans suggests potential threat to economy](#) », *Bangkok Post*, 9 janvier 2025.

consommation privée, freine la demande de crédit productif et limite l'efficacité de l'assouplissement monétaire.

Les secteurs dépendants de la demande intérieure – commerce de détail, restauration, logement, biens durables – ont été particulièrement affectés<sup>21</sup>. Le marché immobilier illustre cette tension : environ 220 000 logements invendus à Bangkok et près de 400 000 au niveau national, un niveau inédit depuis des décennies<sup>22</sup>.

### **Conditions extérieures : soutien partiel, vulnérabilités persistantes**

L'environnement extérieur a offert un soutien relatif. Le baht a connu une appréciation intermittente, soutenue par les entrées de capitaux et la solidité de la position extérieure du pays<sup>23</sup>. Les exportations ont bénéficié de la performance des secteurs électroniques, des équipements, de l'agroalimentaire et de certains segments manufacturiers. Les investissements directs étrangers se sont renforcés, en particulier dans l'électronique, les chaînes d'approvisionnement des véhicules électriques et les services connexes, consolidant la position du pays comme pôle de production régional<sup>24</sup>.

Cependant, la dynamique s'est affaiblie vers la fin de l'année en raison du ralentissement de la demande mondiale et des incertitudes commerciales. Les négociations tarifaires avec les États-Unis ont à cet égard souligné la vulnérabilité de la Thaïlande aux chocs politiques externes. Si les exportations ont résisté, en partie grâce à des expéditions anticipées, la dépendance au commerce international demeure une source d'exposition.

---

<sup>21</sup> Dominic Faulder, « [Thailand's household debt crisis acts as brake on anemic growth](#) », *Nikkei Asia*, 4 novembre 2025.

<sup>22</sup> Dominic Faulder, « [Thailand's Residential Property Market Faces Prolonged Slump](#) », *Nikkei Asia*, 13 janvier 2026.

<sup>23</sup> David Stanway, « [Thai economy's competitiveness is declining, central bank warns](#) », *Reuters*, 7 janvier 2026.

<sup>24</sup> « [Foreign Direct Investment Statistics 2025 \(Q4 Summary\)](#) », Board of Investment of Thailand, 2025.

## Marché du travail : stabilité apparente, fragilités réelles

Le taux de chômage officiel est resté proche de 1 %, mais cet indicateur masque des fragilités (sous-emploi et précarité de l'emploi ont augmenté). L'emploi total demeure inférieur de plus de 500 000 postes à son pic post-pandémique, tandis que la création d'emplois s'est concentrée dans les services informels à faible productivité. Le chômage des jeunes a atteint 5,9 %, tandis que celui des diplômés universitaires a culminé à 18,9 %, révélant une inadéquation persistante des compétences et une faible absorption des profils qualifiés<sup>25</sup>. La croissance des salaires est restée modérée, limitant le pouvoir d'achat.

Les tensions ont été accentuées par les perturbations migratoires : jusqu'à 780 000 travailleurs cambodgiens – soit environ 65 % de la main-d'œuvre cambodgienne en Thaïlande – sont retournés dans leur pays, affectant l'agriculture, la construction, la pêche et l'industrie manufacturière peu qualifiée<sup>26</sup>.

## Performances sectorielles et marchés financiers

Le tourisme a continué de soutenir l'activité mais en deçà des attentes, notamment en raison d'une baisse de 33,55 % des arrivées en provenance de Chine. Les flux venus d'Inde, de Russie et d'Europe n'ont compensé que partiellement ce recul<sup>27</sup>. Le secteur manufacturier a présenté un profil contrasté : les segments traditionnels de l'automobile ont souffert, tandis que les productions électroniques à plus forte valeur ajoutée se sont montrées plus résilientes. L'agriculture reste vulnérable aux aléas climatiques<sup>28</sup>.

Les marchés financiers reflètent ces tensions. La Bourse de Thaïlande a sous-performé par rapport à ses homologues régionales, et l'indice SET a reculé de plus de 10 % en 2025, enregistrant une troisième année consécutive de baisse

<sup>25</sup> Lamonphet Apisitniran et Somruedi Banchongduang, « [Thai grads shun full-time work amid growing insecurity: Many seek more flexibility, but skill development suffers as a result, say employers](#) », *Bangkok Post*, 15 octobre 2025.

<sup>26</sup> Khaosod English, « [Thailand Eyes 42,000 Refugees to Address Cambodian Worker Exodus](#) », *Khaosod English*, 25 août 2025.

<sup>27</sup> Tanawan Vinaisatien, « [Thailand Tourism Slips in 2025 despite Domestic Growth](#) », *The Nation*, 1<sup>er</sup> janvier 2026.

<sup>28</sup> Reuters, « [Thai December Factory Output Rises 2.52pct y/y, Beats Forecast](#) », *New Straits Times*, 29 janvier 2026.

(-24 % cumulés depuis 2023). La liquidité du marché s'est nettement détériorée, la valeur moyenne quotidienne des transactions tombant à environ 30-40 milliards de baht (800 millions-1,1 milliard €), contre près de 100 milliards de baht (2,7 milliards €) lors des pics précédents. Les sorties nettes de capitaux étrangers ont dépassé les 100 milliards de baht sur l'année, et plus de 300 milliards de baht (environ 8,1 milliards €) sur trois ans<sup>29</sup>. La levée de fonds par introduction en bourse a chuté d'environ 93 % par rapport à cinq ans auparavant. La baisse de liquidité et les faiblesses de gouvernance ont transformé le marché des capitaux en facteur de vulnérabilité plutôt qu'en moteur de financement<sup>30</sup>.

À l'entrée de 2026, la Thaïlande ne fait pas face à une crise macroéconomique aiguë. Toutefois, elle demeure enfermée dans un équilibre caractérisé par faible croissance, endettement élevé et marges budgétaires limitées. Si les exportations et certains segments industriels à forte valeur ajoutée offrent des points d'appui, la demande intérieure, l'investissement productif et la productivité restent contraints. La question centrale n'est donc pas celle de la stabilisation conjoncturelle, mais celle de la capacité à engager des réformes susceptibles de restaurer la confiance, d'améliorer l'allocation du capital et de libérer un potentiel économique encore largement sous-exploité.

Les fragilités thaïlandaises s'expriment avec encore plus d'acuité sur le plan social. La faiblesse de la croissance, l'endettement des ménages et la contraction des marges publiques ne constituent pas seulement des contraintes économiques : ils alimentent un malaise sociétal plus profond, révélateur de dysfonctionnements systémiques anciens mais désormais plus visibles.

---

<sup>29</sup> Nuntawun Polkuamdee, « [SET posts weakest performance in region: Liquidity declined sharply in 2025](#) », *Bangkok Post*, 2 janvier 2026.

<sup>30</sup> Nuntawun Polkuamdee, « [Structural shift in capital expected](#) », *Bangkok Post*, 29 janvier 2026.

## Une société souffrant de dysfonctionnements systémiques et de tensions persistantes

En 2025, le paysage social thaïlandais reste marqué par un malaise diffus mais durable. Les difficultés actuelles ne résultent pas d'un choc ponctuel : elles procèdent de faiblesses cumulatives – croissance modérée, inégalités élevées, protection sociale sous tension, vieillissement rapide, inadéquation des compétences, faible résilience financière des ménages – qui se renforcent mutuellement. Aucune de ces tendances n'est nouvelle, mais leur combinaison accroît le sentiment de stagnation et de fatigue collective.

### Inégalités et crise du système éducatif

La Thaïlande demeure l'une des sociétés les plus inégalitaires de cette région du monde<sup>31</sup>. Le décile supérieur capte environ la moitié du revenu national et près des deux tiers de la richesse totale. Cette concentration limite la mobilité sociale et fragilise la cohésion collective. La vulnérabilité financière des ménages est particulièrement préoccupante : près de 90 % des comptes bancaires détiennent moins de 50 000 baht (1 350 €), ce qui laisse une large majorité sans épargne suffisante pour absorber un choc économique, financer des études ou investir dans une activité productive<sup>32</sup>. Dans un contexte d'endettement élevé, cette faiblesse patrimoniale réduit fortement les capacités d'adaptation des classes moyennes et populaires.

Le système éducatif reproduit en partie ces inégalités. L'accès à un enseignement de qualité demeure fortement corrélé au revenu des ménages, ce qui creuse les écarts dès le plus jeune âge. Les performances d'apprentissage restent insuffisantes et pèsent sur la productivité globale. Les abandons scolaires et universitaires demeurent fréquents, souvent liés à des contraintes financières, à des ruptures familiales ou à une perception limitée des débouchés professionnels.

---

<sup>31</sup> World Bank, « [Bridging the Gap : Inequality and Jobs in Thailand](#) », 29 novembre 2023.

<sup>32</sup> World Inequality Database, « [World Inequality Report 2026](#) », 2025 ; George Anderssen, « [Alarming financial inequality in Thailand](#) », *Thaiger*, 23 mai 2025.

Cette inadéquation persistante entre formation et marché du travail entretient un chômage élevé chez les diplômés et freine l'ascension sociale. En conséquence, le pays se classe dans la catégorie « très faible compétence » de l'indice EF de compétence en anglais pour 2025, occupant la 116<sup>e</sup> place sur 123 pays, l'un des derniers rangs en Asie.

## **Déclin démographique et pression sur l'État social**

La dynamique démographique accentue ces tensions. Le taux de fécondité est tombé à environ 0,86 enfant par femme – l'un des plus faibles au monde – et le nombre annuel de naissances représente désormais moins de la moitié de celui observé il y a une génération. Depuis 2024, les décès excèdent les naissances, marquant l'entrée du pays dans une phase de déclin démographique.

Le ratio de soutien générationnel devrait passer d'environ trois actifs pour une personne âgée à deux au cours des deux prochaines décennies<sup>33</sup>. Cette évolution exerce une pression croissante sur les finances publiques et sur le système de santé universel, longtemps considéré comme un pilier de la stabilité sociale. Or, celui-ci montre des signes d'essoufflement. Le sous-financement structurel maintient les taux de remboursement en deçà des coûts réels des soins. De nombreux hôpitaux publics accumulent des déficits chroniques, retardent les paiements et rationnent certains services. Les déficits systémiques atteignent plusieurs centaines de millions d'euros, alors même que le vieillissement accroît la demande médicale<sup>34</sup>. L'érosion progressive des réserves institutionnelles réduit la capacité d'absorption des chocs futurs.

---

<sup>33</sup> Mahidol University, Institute for Population and Social Research, « [Population of Thailand, 2026](#) ».

<sup>34</sup> Apinya Wipatayotin, « [Health ministry admits state hospitals face mounting debt](#) », *Bangkok Post*, 31 mai 2025.

## Tensions sociales, santé mentale et affaiblissement des repères institutionnels

Ces contraintes de fond se traduisent par des tensions sociales accrues. La toxicomanie demeure répandue, les conflits familiaux persistent et les indicateurs de détresse psychosociale sont élevés. On estime qu'environ 13 à 14 millions de personnes souffrent de troubles mentaux<sup>35</sup>, un chiffre révélateur de l'ampleur du malaise collectif. L'accumulation des pressions économiques, l'endettement, l'incertitude professionnelle et la perception d'un horizon limité contribuent à un sentiment diffus de frustration, en particulier parmi les jeunes générations confrontées à une mobilité sociale réduite.

Parallèlement, les institutions traditionnellement perçues comme des sources de stabilité morale voient leur rôle s'affaiblir. Au sein de la monarchie, l'année 2025 a été marquée davantage par la maladie et les pertes que par une présence publique affirmée. Le décès de la reine Sirikit et l'hospitalisation prolongée de la princesse Bajrakitiyabha ont coïncidé avec une visibilité réduite de l'institution. Le sentiment de réassurance qui avait accompagné en 2023 le retour inattendu d'un des fils du roi s'est dissipé après l'annonce de son départ du pays, sans clarification officielle<sup>36</sup>. Cette séquence a alimenté un climat d'incertitude symbolique plutôt qu'un renouvellement du lien institutionnel.

Dans un registre différent, le Sangha bouddhiste a également été fragilisé par une série de scandales financiers et disciplinaires très médiatisés. Des enquêtes ont révélé des détournements de fonds d'environ 385 millions de baht (10 millions €) liés à des institutions monastiques, entraînant la destitution de plusieurs abbés et des investigations à l'échelle nationale<sup>37</sup>. Partant, la crédibilité du clergé a reculé dans l'opinion selon des sondages<sup>38</sup>. Les autorités ont réagi par

---

<sup>35</sup> « [Thai mental health crisis deepens amid shrinking population, finds report](#) », *The Straits Times*, 17 juillet 2025.

<sup>36</sup> Charlie Campbell, « [Exclusive : Thai Princes Banished Again as Eldest Says "I Did Nothing Wrong"](#) », *Time*, 26 juin 2025.

<sup>37</sup> Kosuke Inoue, « [Sex and blackmail scandal rocks Thailand's Buddhist community](#) », *Nikkei Asia*, 3 août 2025 ; Jintamas Saksornchai, « [Police arrest woman at centre of sex scandal that saw nine monks disrobed](#) », *Independent*, 15 juillet 2025.

<sup>38</sup> « [Survey finds public blames monks' misconduct for Buddhism's decline](#) », *The Nation*, 20 juillet 2025.

un renforcement des mécanismes de supervision et de transparence financière, signe d'une volonté de contenir l'érosion institutionnelle<sup>39</sup>.

Dans ce contexte de fragilité sociale et institutionnelle, le nationalisme s'est intensifié, notamment en lien avec les tensions frontalières avec le Cambodge. Profondément enraciné dans la culture politique thaïlandaise, ce registre identitaire pourrait devenir un clivage structurant du débat public et de la campagne électorale à venir. Il offre à la fois un vecteur de mobilisation et un exutoire aux frustrations accumulées, mais comporte également un risque de polarisation accrue. La question centrale sera de savoir si ce ressort nationaliste servira de mécanisme de cohésion temporaire ou s'il accentuera les fractures politiques et sociales existantes.



Dans l'ensemble, la Thaïlande en 2025 ne traverse ni crise sociale explosive ni effondrement institutionnel. Le pays demeure stable sur le plan macroéconomique, ses institutions fonctionnent et il conserve des partenariats internationaux diversifiés. Pourtant, cette stabilité apparente masque une fragilisation progressive. Les déséquilibres économiques, démographiques et institutionnels s'additionnent et produisent une tension diffuse mais persistante : faible croissance potentielle, endettement élevé des ménages, vieillissement accéléré, rigidités budgétaires, inégalités et érosion partielle de la confiance institutionnelle.

La capacité du pays à sortir de cette zone grise dépendra moins de l'environnement extérieur que de son aptitude à transformer la prise de conscience des blocages en réformes. La Thaïlande ne manque ni de capital humain, ni de base industrielle, ni de flexibilité diplomatique. Ce qui fait défaut n'est pas le potentiel, mais l'alignement politique et la continuité nécessaires pour l'activer. L'année à venir dira si cette stagnation relative ouvre la voie à un ajustement maîtrisé ou prolonge un équilibre fragile où stabilité et vulnérabilité coexistent sans réelle transformation.

---

<sup>39</sup> Rebecca Ratcliffe, Navaon Siradapuvadol, « [Monks behaving badly : the sex scandal rocking Thailand's Buddhist clergy](#) », *The Guardian*, 17 juillet 2025.

## Fiche Thaïlande

**Nom officiel** : Royaume de Thaïlande

**Capitale** : Bangkok

**Superficie terrestre** : 513 120 km<sup>2</sup>

**Population** (Worldometers, 2026) : 71 559 614 habitants

**Langue officielle** : thaï

### Données politiques

---

**Nature de l'État** : monarchie constitutionnelle

**Nature du régime** : constitutionnel

**Suffrage** : universel et obligatoire (à partir de 18 ans)

**Chef de l'État** : S.M. le roi Maha Vajiralongkorn Phra Vajiraklaochaoyuhua dit Rama X (Phrabat Somdet Phra Wachiraklao chaoyuhua pour les Thaïlandais, Maha Vajiralongkorn pour les étrangers) (depuis décembre 2016)

**Premier ministre** : Paetongtarn Shinawatra (jusqu'au 29 août 2025, suspendue le 1<sup>er</sup> juillet 2025) ; Suriya Juangroongruangkit (Premier ministre par intérim du 1<sup>er</sup> au 3 juillet 2025) ; Phumtham Wechayachai (Premier ministre par intérim du 3 juillet au 7 septembre 2025) ; Anutin Charnvirakul (depuis le 7 septembre 2025)

**Gouvernement** : Conseil des ministres désigné par le Premier ministre, nommé par le roi ; un Conseil privé conseille le roi

**Ministre des Affaires étrangères** : Maris Sangiampongsa (jusqu'au 19 septembre 2025) ; Sihasak Phuanketkeow (depuis le 19 septembre 2025)

**Ministre de la Défense** : Phumtham Wechayachai (jusqu'au 30 juin 2025) ; Natthaphon Narkphanit (intérim du 30 juin au 18 septembre, puis titulaire depuis le 19 septembre)

**Président de l'Assemblée nationale législative** : Wan Muhamad Noor Matha (jusqu'au 12 décembre 2025) ; Mongkol Surasajja (président par intérim depuis le 12 décembre 2025)

**Échéances :**

- Sénat : les dernières élections ont eu lieu le 26 juin 2024 (prochaines élections en 2029)
- Chambre des représentants : dernières élections le 14 mai 2023 (prochaines élections en février 2026 - élections anticipées)

**Indicateurs démographiques et sociologiques**

---

**Principaux groupes ethniques** (CIA-*The World Factbook*, est. 2015) : Thaïs (75 %), Chinois (12 %), Malais (Jawi) (3 %), Khmers (2 %), Birmans (2 %), montagnards (Karen, Hmong, Akha, Yao, Lisu, Lahu, Lu's, Htin) (1,2 %), Japonais et Coréens (0,9 %), Kui (0,5 %), Môn (0,17 %), Lawa (0,25 %), Viêts (0,15 %), Indiens (0,12 %), autres (0,7 %)

**Religions** (CIA-*The World Factbook*, est. 2021) : bouddhisme (92,5 %), islam (5,4 %), christianisme (1,2 %), autres (< 1 % inclut confucianisme, hindouisme, judaïsme, sikhisme et taoïsme)

## Chronologie

### JANVIER 2025

- 13 • Le Sénat adopte un projet de loi polémique visant à réformer le décret exécutif sur la pêche de 2015. Cette réforme permet notamment d'utiliser une maille de filet de moins de 2,5 centimètres, sur une distance allant jusqu'à 22 km de la côte. Ce projet de loi, en favorisant la pêche de jeunes poissons et autres espèces marines, pourrait causer 200 milliards de baht (5,4 milliards €) de pertes à l'économie thaïlandaise.

### FÉVRIER 2025

- 05-08 • La Première ministre Paetongtarn Shinawatra et huit membres de son cabinet se rendent en Chine à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays. La visite comprend la signature de 15 accords de coopération dans divers domaines, des discussions sur un projet de ligne ferroviaire à grande vitesse, ainsi que la participation à la cérémonie d'ouverture des 9<sup>e</sup> Jeux asiatiques d'hiver à Harbin, dans le nord-est de la Chine.
- 26 • Le ministère de la Justice thaïlandais enquête sur des manipulations dans la sélection des sénateurs, avec des anomalies notées dans la répartition géographique, 13 provinces n'ayant obtenu aucun siège. L'enquête révèle que 138 sièges sont ainsi concernés par une opération vraisemblablement frauduleuse.
- 27 • La Thaïlande expulse 40 hommes ouïghours vers la Chine, malgré les condamnations immédiates de l'ONU, de diplomates et groupes de défense des droits humains. Le ministre thaïlandais des Affaires étrangères affirme que la Thaïlande répond à une demande de la Chine, mais enverra des représentants pour surveiller les conditions d'accueil des déportés. Les hommes avaient été détenus en Thaïlande pendant plus de 10 ans sans pouvoir demander l'asile.

### MARS 2025

- 03 • Le gouvernement thaïlandais envisage de construire un mur à la frontière du Cambodge, afin de juguler les déplacements illégaux, en particulier ceux ayant trait au trafic de drogue et aux centres de fraude. Une telle décision pourrait réactiver des tensions relatives au tracé des frontières entre les deux pays.
- 14 • Singapour et la Thaïlande signent cinq mémorandums d'entente pour renforcer leurs relations commerciales et d'investissement. Ces accords couvrent divers secteurs, tels que l'agroalimentaire, le numérique, les crédits carbone et le tourisme. En 2024,

les échanges bilatéraux ont atteint près de 27,8 milliards €, faisant de la Thaïlande le 9<sup>e</sup> partenaire commercial de Singapour et son 3<sup>e</sup> partenaire au sein de l'ASEAN. Singapour est également le premier investisseur étranger en Thaïlande. Les accords incluent des partenariats dans la fintech, la promotion des produits locaux et la coopération en matière de sécurité alimentaire.

- 15 • Le secrétaire d'État américain, Marco Rubio, annonce des sanctions contre la Thaïlande en réponse à la déportation des 40 Ouïghours en Chine. Ces sanctions prennent la forme de restrictions de visa appliquées aux responsables impliqués dans cette décision.

### AVRIL 2025

- 20-21 • Deux attaques font 16 blessés dans la province de Narathiwat, au sud de la Thaïlande. Une bombe dissimulée dans une moto a explosé près d'un logement de policiers, blessant neuf personnes. Plus tard, des hommes armés ont jeté une grenade et tiré sur des civils bouddhistes, faisant sept autres blessés. Les autorités ont renforcé la sécurité dans la région et mènent des enquêtes.

### MAI 2025

- 09 • Convocation par la Commission électorale et le Département des enquêtes spéciales de six des 53 sénateurs (contre 138 initialement concernés) impliqués dans une affaire de fraude électorale lors des dernières élections sénatoriales. Les 47 sénateurs restants seront convoqués sous peu.
- 22 • L'ancienne Première ministre Yingluck Shinawatra est condamnée à payer 10 milliards de baht (soit environ 271 millions €) par la Cour administrative suprême de Thaïlande. Initialement de 35 milliards de baht, cette amende fait suite à la mesure prise en 2011 d'acheter le riz des agriculteurs thaïlandais 50 % plus cher que le prix du marché. Un choix qui a fait dégringoler le pays de sa place de 1<sup>er</sup> exportateur mondial de riz et aurait conduit Yingluck à trouver des solutions alternatives, sous fond de corruption, pour vendre du riz et cacher les pertes accumulées.

### JUIN 2025

- 04 • Le ministre thaïlandais du Commerce a rencontré, lors de la réunion de l'OCDE à Paris, le commissaire européen chargé du commerce. Tous deux ont réaffirmé leur souhait de parvenir à un accord de libre-échange d'ici à 2026. Un nouveau cycle de négociation se tiendra à Bangkok entre le 23 et le 27 juin prochains.

- 24 • La fuite d'une conversation datant du 15 juin entre Paetongtarn Shinawatra et Hun Sen continue d'alimenter les craintes d'un nouveau coup d'État. Durant cet appel, la Première ministre thaïlandaise critique l'officier en charge de la sécurité à la frontière. Cette critique entraîne le retrait du Parti Bhumjaithai de la coalition gouvernementale, affaiblissant la majorité au pouvoir et laissant craindre un nouveau coup d'État. Malgré les appels à la démission, la Première ministre affirme, le 22 juin, conserver une majorité et assure que la stabilité politique du pays n'est pas menacée.

### JUILLET 2025

- 1<sup>er</sup> • La Cour constitutionnelle relève de ses fonctions la Première ministre Paetongtarn Shinawatra. Malgré sa suspension, elle briguera le poste de ministre de la Culture à compter du 3 juillet, en vertu d'un remaniement ministériel validé *in extremis* avant la décision de la Cour. Plusieurs postes-clés du gouvernement ont été réattribués à cette occasion. Le Premier ministre par intérim est Suriya Jungrungreangkit, auparavant ministre des Transports.
- 09 • Le gouvernement abandonne son projet de loi visant à légaliser les casinos dans le pays. Ce projet intitulé « complexe et divertissement » était important pour le parti au pouvoir, qui l'envisageait comme une solution pour dynamiser l'économie.
- 16-28 • L'explosion d'une mine terrestre dans la province de Preah Vihear, blessant trois soldats thaïlandais, ravive les tensions entre les deux pays. Bangkok accuse Phnom Penh d'avoir délibérément installé ces mines, ce que réfute son voisin. Phnom Penh et Bangkok rappellent chacun leurs ambassadeurs. Les jours suivants une autre mine explose et des échanges de tirs ont lieu dans la province d'Oddar Meanchey. Huit provinces thaïlandaises sont placées sous loi martiale. Quelques semaines à peine après le début du conflit, 43 personnes ont perdu la vie et près de 138 000 Thaïlandais ont été évacués. Bangkok a rejeté les propositions de médiation de la Chine et des Nations unies et, après avoir accepté un cessez-le-feu conclu sous l'égide Donald Trump, la Thaïlande l'a finalement rompu. Un autre accord de cessez-le-feu est toutefois trouvé à la suite d'une rencontre co-organisée à Kuala Lumpur par la Malaisie et les États-Unis.

### AOÛT 2025

- 22 • Après trois semaines de procès, Thaksin Shinawatra est finalement acquitté du crime de lèse-majesté. Ce rejet du tribunal lui épargne 15 ans de prison, ce qui soulève des interrogations quant à un potentiel traitement de faveur du tribunal.

### SEPTEMBRE 2025

- 03-05** • Le 29 août, la Cour constitutionnelle a reconnu la culpabilité de l'ancienne Première ministre Paetongtarn Shinawatra, alors démise de ses fonctions. Le parti Bhumjaithai remporte le vote de nomination du Premier ministre et il nomme l'homme d'affaires conservateur Anutin Charnvirakul, vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur (jusqu'au 19 juin), auparavant ministre de la Santé publique. Celui-ci promet une dissolution de la Chambre des représentants d'ici à quatre mois.
- 09** • Après un passage-éclair à Dubaï, Thaksin Shinawatra, revenu en Thaïlande la veille, est condamné par la Cour suprême à une année d'emprisonnement, accusé de ne pas avoir purgé sa précédente peine.
- 17** • Près de 50 cadres nationaux et locaux du Parti de la Nation Thaïe Unie, dont deux représentants de la province de Chumphon rejoignent le Bhumjaithai, parti du Premier ministre Anutin.

### OCTOBRE 2025

- 07** • Onze leaders du mouvement des Chemises rouges sont condamnés à la prison pour leur rôle lors des manifestations de 2010. Cinq chefs, dont Jatuporn Prompan, sont condamnés à une peine de quatre ans et quatre mois en prison, tandis que les six autres sont condamnés à quatre mois. Deux accusés sont acquittés.
- 22** • Le vice-ministre des Finances, Vorapak Tanyawong, démissionne. Le financier est ciblé par un rapport public qui dévoilerait des liens entre ses entreprises et un criminel étranger accusé d'organiser des arnaques transfrontalières depuis le Cambodge, ainsi qu'avec la banque BIC, un établissement financier cambodgien accusé de blanchiment d'argent. La femme de Vorapak aurait été payée à hauteur de 2,5 millions € cette année par les réseaux criminels sino-cambodgiens.
- 25** • Une année de deuil est décrétée par le roi Rama X après la disparition de la reine mère Sirikit Kitiyakorn. Reine consort de Thaïlande pendant les plus de 66 ans de règne de son mari, le Roi Bhumibol (Rama IX), la reine Sirikit a succombé à une infection sanguine pour laquelle elle était hospitalisée depuis le 17 octobre. Le Premier ministre Anutin annonce repousser son voyage en Malaisie pour la réunion annuelle de l'ASEAN afin de participer aux préparatifs des funérailles.

### NOVEMBRE 2025

- 13-17** • Le roi de Thaïlande, Maha Vajiralongkorn (Rama X), effectue une visite de cinq jours en Chine. C'est la première fois qu'un monarque thaïlandais visite le pays depuis la prise de pouvoir des communistes en 1949.

**DÉCEMBRE 2025**

- 07-09** • Les combats frontaliers entre la Thaïlande et le Cambodge ont repris et se sont fortement intensifiés, marquant la dégradation la plus grave de la sécurité bilatérale depuis les affrontements de la mi-année.
- 08** • La Thaïlande soumet son mémorandum initial d'auto-évaluation à l'OCDE, marquant le début de la phase technique de son processus d'adhésion. Cette démarche déclenche des examens approfondis menés par 25 comités d'experts dans des domaines clés de politique publique et comprend une demande formelle d'adhésion à la Convention anticorruption de l'OCDE.
- 11** • Le Premier ministre Anutin Charnvirakul dissout la Chambre des représentants, ouvrant la voie à des élections législatives anticipées en février 2026.
- 27** • La Thaïlande et le Cambodge ont signé un accord de cessez-le-feu visant à mettre un terme au regain des tensions frontalières. L'accord prévoit une période d'observation de 72 heures, le gel des mouvements de troupes et le retour des civils dans les zones frontalières. Les deux parties se sont également engagées à coopérer en matière de déminage, de lutte contre la cybercriminalité et pour le rapatriement conditionnel de 18 soldats cambodgiens capturés.

## Portraits



© The Nation

### **Boonsin Padklang**

Le général Boonsin Padklang, actuellement officier spécial de la garde royale et conseiller du commandant en chef de l'armée royale thaïlandaise, s'est fait connaître au niveau national lors de la crise frontalière entre la Thaïlande et le Cambodge en 2025.

Né à Ban Dung, dans la province de Udon Thani, en 1965, il est diplômé de l'Académie militaire royale de Chulachomkiao et du Collège de Défense nationale, avec une spécialisation dans l'infanterie. Sa carrière a progressé grâce à des postes à responsabilité au sein de la 2<sup>e</sup> zone militaire, chargée de la sécurité dans le Nord-Est de la Thaïlande (Isan), dont il a été nommé commandant en octobre 2024.

Au cours de l'escalade de mai 2025, il a commandé les forces régionales, dirigé le déploiement des troupes et les interventions opérationnelles, puis supervisé la mise en œuvre des accords de cessez-le-feu. Il a adopté une position nationaliste ferme et axée sur la sécurité, préconisant une pression soutenue sur le Cambodge. Cette position trouve un écho auprès d'une large partie de l'opinion publique nationale, qui considère l'approche de l'armée comme décisive et protectrice des intérêts nationaux. Dans le discours public, il est souvent décrit comme un « général du peuple » et est associé à une vague nationaliste conservatrice qui a façonné le débat politique thaïlandais tout au long du second semestre.

En août 2025, il a de nouveau attiré l'attention après la divulgation d'un appel téléphonique entre le dirigeant cambodgien Hun Sen et la Première ministre thaïlandaise alors en fonctions, Paetongtarn Shinawatra. Cette dernière y formule

des remarques jugées désobligeantes à l'encontre du général Boonsin Padklang. Elle présentera par la suite des excuses publiques, que le général acceptera, rehaussant son aura aux yeux du public.



Source : [almostmag.co](https://almostmag.co) **Rukchanok Srinork**

Rukchanok « Ice » Srinork (née en 1994) représente la jeune génération de législateurs thaïlandais, ouvertement progressiste, façonnée par les mouvements sociaux, la mobilisation numérique et le plaidoyer axé sur des enjeux spécifiques. Avant de se lancer dans la politique électorale, elle a travaillé comme militante civique et commentatrice sur les questions de justice sociale, de droits du travail et d'accès à la protection sociale, en se concentrant sur les communautés marginalisées de Bangkok.

Elle est entrée en politique nationale avec le parti Move Forward, successeur du parti Future Forward dissous. Lors des élections générales de 2023, elle a remporté une circonscription de Bangkok, battant un candidat sortant du parti Pheu Thai, dont la famille occupait ce siège depuis des décennies, un résultat largement interprété comme la preuve d'un réalignement générationnel et politique dans la capitale. Après la dissolution du Move Forward par la Cour constitutionnelle en août 2024, elle a rejoint le nouveau People's Party (PP), qui a repris le groupe parlementaire de l'ancien parti.

Au parlement, Rukchanok s'est fait connaître dans le domaine du contrôle budgétaire et de la surveillance institutionnelle. Elle a occupé le poste de 18<sup>e</sup> vice-présidente de la commission chargée d'examiner le projet de loi de finances pour l'exercice 2026 et s'est étroitement associée à l'examen approfondi de l'Office de

la sécurité sociale et du Fonds de sécurité sociale, ce qui a renforcé la réputation du PP en tant que force d'opposition crédible et axée sur les politiques.

Malgré ses contributions, sa carrière politique a été éclipsée par des pressions judiciaires incessantes. En décembre 2023, elle a été condamnée en première instance en vertu de l'article 112 (lèse-majesté) et de la loi sur la cybercriminalité pour des publications sur les réseaux sociaux et condamnée à six ans d'emprisonnement. Elle est restée en liberté sous caution dans l'attente de son appel et a continué à siéger au parlement. À la fin de l'année 2025, elle faisait l'objet d'une dizaine de plaintes supplémentaires liées à des critiques à l'égard des institutions de l'État.

En 2025, elle a été nommée « personnalité politique de l'année » dans le cadre d'un sondage national réalisé par Suan Dusit Poll (institut rattaché à l'université éponyme).

## Arrêt sur image



Anutin Charnvirakul (à gauche) et Paetongtarn Shinawatra (à droite)

*Source : Khaosod English*

Le Premier ministre Anutin Charnvirakul (à gauche) et sa prédécesseure Paetongtarn Shinawatra, démise de ses fonctions en août après que la Cour constitutionnelle a estimé qu'elle avait violé les normes éthiques lors d'un échange téléphonique – rendu public en juin – avec l'ancien dirigeant cambodgien Hun Sen au sujet du différend frontalier entre les deux pays. La destitution de Paetongtarn a constitué un revers majeur pour la dynastie Shinawatra, dominante dans la politique thaïlandaise depuis plus de deux décennies. Elle a ouvert la voie à l'accession d'Anutin au poste de Premier ministre, qu'il s'est attaché à consolider rapidement en vue des élections générales prévues en février 2026.



# **Timor-Leste**

## **« 50 ans » et 11<sup>e</sup> membre de l'ASEAN, de nombreuses commémorations et de nouveaux défis<sup>1</sup>**

Christine CABASSET

La photo du Premier ministre Xanana Gusmão essuyant ses larmes lors de la cérémonie officielle<sup>2</sup> d'adhésion du Timor oriental à l'ASEAN lors du 47<sup>e</sup> sommet à Kuala Lumpur (26-28 octobre) restera gravée dans les mémoires. L'événement de 2025 résonne comme une victoire magistrale pour l'ancien dirigeant de l'ensemble de la résistance est-timoraise, comme pour le président José Ramos-Horta (en poste depuis 2022) qui a porté ce projet de façon continue. En effet, si le pays était candidat depuis 2011, le rêve d'adhésion remontait à 2002, et même bien avant, dès 1974-1975, alors que le pays s'acheminait vers l'indépendance au lendemain de la révolution des Œillets au Portugal, laquelle mettait fin dans le même temps à la dictature et au système colonial portugais.

Parallèlement, les commémorations liées au cinquantenaire de la déclaration unilatérale d'indépendance ont été très présentes, organisées, non seulement à Dili, mais aussi dans l'ensemble des municipalités. Loin de n'être que festives, ces célébrations sont aussi des moments de recueillement et de souvenirs afférents à l'invasion du territoire, moins de 10 jours après l'indépendance. Dans le domaine économique, un certain nombre de grands projets gouvernementaux sont

---

<sup>1</sup> Le terrain de recherche de l'autrice en juillet-août 2025 a été en partie soutenu par le Centre Asie du Sud-Est (UMR 8170) et le bureau de la coopération française à Dili, Timor oriental.

<sup>2</sup> « [ASEAN Summit 2025 Opening Ceremony: World Leaders Gather in Kuala Lumpur For Historic Summit | AQIG](#) », *DRM News*, 26 octobre 2025.

en cours, comme ceux associés au Tasi Mane, pôle pétrochimique sur la côte sud. Des investissements directs étrangers (IDE) majeurs sont également attendus dans le secteur maritime, l'une des voies possibles pour les nécessaires diversifications économiques du pays et accroissement des opportunités d'emplois. Il reste que les serviteurs de l'État doivent redoubler de vigilance : d'une part pour ne pas se complaire dans des avantages financiers et matériels qui alimentent la défiance des populations, notamment des jeunes, vis-à-vis de la puissance publique ; d'autre part, en raison de l'arrivée accrue d'IDE douteux, voire provenant directement d'organisations criminelles asiatiques dans les jeux et arnaques en ligne.

## **Onzième membre de l'ASEAN**

Le 26 octobre, le Timor oriental est donc devenu officiellement le onzième membre de l'ASEAN. Si, dans certains médias occidentaux, l'événement a parfois été occulté par la présence de Donald Trump au Sommet de l'ASEAN et les enjeux diplomatiques et commerciaux liés, l'entrée du Timor-Leste dans l'organisation a été très couvert par les médias régionaux. Si l'on replace ce sujet dans le temps, les choses se sont accélérées à partir de novembre 2022 avec l'acceptation de principe de l'adhésion est-timoraise lors des 40<sup>e</sup> et 41<sup>e</sup> sommets, et plus particulièrement encore depuis juin 2023 lorsque le secrétariat de l'ASEAN transmettait à Dili la feuille de route listant un nombre conséquent d'exigences auxquelles le Timor-Leste devait se conformer, comme : la charte de l'ASEAN, tous les traités, conventions et accords de l'ASEAN, échanges commerciaux, etc., mais aussi la préparation d'un nombre suffisant de personnels parlant l'anglais et personnels de sécurité, ainsi que la construction d'infrastructures physiques, notamment hôtels, centres de conférences, aéroport, établissements de santé, etc. Alors que l'on pouvait raisonnablement attendre plusieurs années de préparation, l'annonce, en mai, par la voix d'Anwar Ibrahim, Premier ministre de la Malaisie qui présidait l'ASEAN en 2025, avait surpris par la rapidité d'intégration, dans une organisation régionale plus souvent critiquée pour la lenteur des prises de décisions. Afin d'aider les journalistes étrangers à pallier des connaissances souvent, au mieux, fragmentaires concernant le pays, le

24 octobre, le Timor oriental lançait un kit de communication (*ASEAN Accession. Official media kit*) en anglais avec les informations de base.

Bien sûr, comme la plupart des articles le rappellent, les enjeux de l'accession à l'ASEAN sont d'ordre économique, avec l'espoir de bénéficier de l'ouverture de nouveaux marchés et d'attirer des investissements directs étrangers issus des autres États membres, lesquels restent encore très mesurés. Il s'agit également de développer avec la région des partenariats dans divers secteurs et de renforcer les échanges commerciaux. Ces derniers sont depuis longtemps majoritaires dans les importations. C'est sur l'argument économique que se sont toujours fondées les supposées réticences de l'ASEAN à intégrer le Timor oriental, comme se fondent aujourd'hui des opinions critiques de l'adhésion à l'ASEAN parmi les observateurs est-timorais<sup>3</sup>. Celles-ci soulignent les particularités du pays dont 70 % de la population est encore rurale, ou encore la crainte de voir affluer dans le pays des biens produits à moindre coût dans d'autres pays aséaniens – ce qui est déjà le cas –, voire de la main-d'œuvre. Sans vouloir nier ces effets négatifs potentiels, nombre de remarques visent à essentialiser le pays comme fondamentalement « pas prêt » et « distinct des autres ».

Toutefois, il ne faudrait pas mésestimer les enjeux politiques, géopolitiques et sécuritaires, tant l'ensemble de ces domaines concernent très directement le Timor oriental et que l'auteur du présent article souligne depuis longtemps<sup>4</sup>. En cela, l'adhésion est une victoire significative pour le pays, l'appartenance à l'organisation régionale et à ces dynamiques lui apportant une sécurité et une crédibilité renforcées. Alors que les pays de l'ASEAN s'étaient rangés derrière l'Indonésie de Suharto durant les 24 ans de conflit, l'aventure contemporaine traduit un grand retournement de situation, notamment en ce qu'elle restera marquée par un resserrement fort et visible des liens du Timor oriental avec les autres pays aséaniens depuis fin 2022, comme c'est le cas avec Singapour et la

---

<sup>3</sup> João da Cruz Cardoso, « What Does an ASEAN Membership Mean for Timor-Leste ? », *Stratsea*, 14 octobre 2025.

<sup>4</sup> Christine Cabasset, 2021, « Timor oriental : ce pays a-t-il sa place dans l'ASEAN ? », *La Revue Diplomatique*, n° 14, p. 109-112 ; « Timor-Leste. Petit, lointain... et au cœur de préoccupations stratégiques », in Christine Cabasset et Claire Tran (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2020. Bilan, enjeux et perspectives*, Bangkok/Paris, IRASEC/Les Indes savantes, 2020, p. 375-399.

Malaisie qui figurent aujourd'hui parmi ses principaux soutiens (voir « l'arrêt sur image »).

Bien sûr, l'adhésion à l'ASEAN résonne avec la relation spéciale qu'entretiennent le Timor oriental et l'Indonésie. Dili avait remis sa candidature en mars 2011 alors que l'Indonésie présidait l'ASEAN et, lors de la présidence suivante en 2023, le président indonésien, Joko Widodo, avait régulièrement appelé pour que l'accession ait lieu cette année-là<sup>5</sup>. Dès lors, et outre les nombreuses coopérations qui se sont développées entre les deux pays depuis l'indépendance, l'Indonésie a fait partie des États membres qui ont le plus aidé les fonctionnaires est-timorais à se préparer à l'accession à l'ASEAN dans divers secteurs : affaires étrangères, commerce, industrie, douanes, taxes. Une cinquantaine d'entreprises sont établies dans le pays, comme la compagnie pétrolière nationale Pertamina, les banques BRI et Mandiri, la société de télécommunication Telkomsel, etc. En octobre, lors de la visite à Dili de Fadli Zon, ministre indonésien de la Culture, des projets culturels ont été avancés<sup>6</sup>, comme la réhabilitation du centre culturel indonésien à Dili.

Parallèlement pourtant, les deux pays doivent définir leurs frontières. Aucune limite maritime n'étant encore tracée, les deux pays ont entamé les cycles de négociations en août et en décembre. Et ce, alors que deux segments des frontières terrestres, tous deux situés à Oecusse, restent, depuis l'indépendance, à délimiter définitivement<sup>7</sup>. Leur règlement est important car ils sont sources de litige, mais aussi car le segment de Noel-Besi Citrana – concernant la région de Naktuka –, en situation littorale, est essentiel pour la définition des limites maritimes. Comme l'a montré le cas du long litige frontalier entre le Timor oriental et l'Australie résolu en 2018, en dépit de l'important différentiel entre les domaines maritimes respectifs (environ 6 millions km<sup>2</sup> pour l'Indonésie et

---

<sup>5</sup> « Welcome to ASEAN : Jokowi to Timor Leste PM », *Antara*, 9 mai 2023.

<sup>6</sup> « Timor-Leste ASEAN membership will enrich the bloc and strengthen regional unity says Indonesian Ambassador in Dili », *Tatoli*, 1 octobre 2025 ; « Indonesia and Timor-Leste explore new ways for cultural collaboration », *Tatoli*, 7 octobre 2025.

<sup>7</sup> Le segment de Bidjael-Sunan-Obe près de Passabe aurait été réglé en 2025, sans que l'autrice de ce chapitre ait pu confirmer l'information. Cf. Roberto Soares, « Land Border with Indonesia Nearly Settled, One Segment Left », *Tatoli*, 1<sup>er</sup> décembre 2025.

70 000 km<sup>2</sup> pour Timor-Leste), il n'est pas dit qu'un compromis sera trouvé rapidement. L'un des éléments qui compliquent le règlement du différend est la nécessité pour l'Indonésie de modifier plusieurs des instruments juridiques dont elle s'est dotée entre la fin des années 1990 et 2002<sup>8</sup>, qui affectent directement les limites maritimes entre les deux pays sur la côte nord de Timor-Leste. L'organisation, à Dili, en mai, de deux conférences internationales dédiées à la résolution des différends<sup>9</sup>, dont ceux liés aux limites maritimes, a permis de réunir des experts de haut niveau autour de ces questions et d'attester de l'expérience assez conséquente acquise par Dili en la matière. La première, le 14 mai, a été consacrée à la Cour permanente d'arbitrage (CPA, La Haye)<sup>10</sup>, à laquelle il est devenu en juillet 2024 la 124<sup>e</sup> partie en adhérant à la convention de 1907 pour la résolution pacifique des disputes. L'autre conférence, des 15 et 16 mai, était la deuxième de ce genre sur le droit de la mer et la résolution de litiges maritimes, après une première édition en 2014. Si, déjà sous l'autorité de Xanana Gusmão, le gouvernement avait fait de la fixation des frontières une priorité depuis 2015, celle-ci a été réitérée dans le programme de l'actuel gouvernement, en place depuis 2023. Les motivations sont liées à la souveraineté nationale, mais aussi à l'accès et à l'exploitation des ressources, qu'elles soient halieutiques, pétrolières ou autres.

Au-delà, et pour une question de temporalité, le sujet mémoriel a été intensément convoqué en 2025.

---

<sup>8</sup> Christine Cabasset, « Quelles gouvernance et sécurisation des détroits d'Ombai et de Wetar ? », conférence DéCoDé « Au cœur des détroits. L'évolution des infrastructures et leurs rôles dans les réseaux globaux : ponts, tunnels, câbles et ports », Dunkerque, 9 au 11 décembre 2025.

<sup>9</sup> Workshop on the Permanent Court of Arbitration Addresses International Mechanisms for Commercial and Investment Dispute Resolution, Government of Timor-Leste, 12 mai 2025 ; *Government de Timor-Leste*, « Second Dili International Conference on the Law of the Sea – 'Navigating Challenges : Law of the Sea and Maritime Dispute Settlement' », 15 mai 2025.

<sup>10</sup> Organisme connu au Timor-Leste, qui avait ouvert en 2016 sous son égide une conciliation avec l'Australie pour aboutir à la définition des limites maritimes.

## Deux lignes de force : les « 50 ans » et la paix bilatérale avec l'Indonésie

Si la cérémonie en 2024 du 49<sup>e</sup> anniversaire de la première déclaration d'indépendance avait été mémorable pour avoir réuni au titre de représentants de la présidence de la république indonésienne deux hautes figures emblématiques de l'Ordre nouveau et de l'occupation du Timor oriental, les généraux Wiranto et Kiki Syahnakri, elle avait aussi été polémique. La commémoration du 50<sup>e</sup> anniversaire, le 28 novembre est revenue à des canons mémoriels plus consensuels : discours, messes, expositions, dont sur la résistance, etc. Ce qui n'a pas empêché la séquence d'être à la fois solennelle et tournée vers l'avenir<sup>11</sup>.

Si la « réconciliation » avec l'Indonésie comme politique d'État promue par les dirigeants est-timorais est parfois critiquée localement pour se faire au détriment de la justice, la démarche entreprise de longue date par les deux pays semble exemplaire, en dépit de ressorts indéniablement différents de part et d'autre de la frontière<sup>12</sup>. *A contrario* de l'amnésie personnelle et collective qui a dominé l'Indonésie pendant des décennies après le « coup d'État » et les événements de 1965-1966, au Timor-Leste, la politique de réconciliation n'a jamais requis l'oubli : chaque année, les événements meurtriers y sont commémorés localement ou nationalement, comme le « massacre du cimetière de Santa Cruz à Dili » du 12 novembre 1991 au cours duquel au moins 250 jeunes avaient été tués. L'année 2025 marquant le cinquantenaire de la première indépendance de Timor-Leste – et sa subséquente invasion –, plusieurs événements ont été commémorés, comme la création des Forces armées de Libération nationale du Timor-Leste, les Falintil, qui fournit au moment de l'indépendance ses bases à l'établissement d'une armée professionnelle nationale nommée F-FDTL (Falintil-Forces de défense du Timor-Leste). Plus encore, furent commémorés les « Balibo 5 » à Balibo, petite ville frontalière du nord-ouest. Alors qu'à partir de fin août 1975, l'armée indonésienne démarrait l'invasion du territoire est-timorais (*Operasi Flamboyan*) par les localités de l'ouest, le 16 octobre elle tua cinq jeunes

---

<sup>11</sup> Lire par exemple [le discours de José Ramos-Horta à l'occasion de cette commémoration](#).

<sup>12</sup> Christine Cabasset, « La paix bilatérale Timor-Leste – Indonésie, un modèle de normalisation rapide des relations post-conflits », *Le Rubicon* (à paraître).

journalistes, australiens, britanniques et néo-zélandais, venus couvrir les événements pour la télévision australienne : Greg Shackleton, Tony Stewart, Brian Peters, Malcolm Rennie et Gary Cunningham. Un sixième journaliste, Roger East, venu également d’Australie à l’invitation de José Ramos-Horta pour documenter les opérations militaires indonésiennes en cours dans le pays et retrouver la trace des « Balibo 5 », fut tué le 7 décembre lors de l’invasion de Dili, après avoir transmis un dernier reportage. Représentant le Premier ministre à la cérémonie de commémoration, le ministre de la Présidence du Conseil des ministres, Agio Pereira, a fait des événements une lecture détaillée<sup>13</sup>. Le film « Balibo » du réalisateur australien Robert Connelly sorti sur les écrans en 2009 restitue la mémoire de ces faits.

## **Le G7 Plus États fragiles, un outil diplomatique, y compris de promotion de la paix**

Le Timor oriental et l’Indonésie se sont investis depuis l’indépendance dans la normalisation rapide des relations et une « réconciliation » qui se manifeste par une paix bilatérale indéniable. Du côté est-timorais, de nombreuses manifestations de cet activisme de la paix pourraient être évoquées, en commençant par l’important nombre de discours de Gusmão et de Ramos-Horta, ou d’initiatives sportives ou culturelles, consacrés en partie ou intégralement à la paix et à la réconciliation. Dans cette perspective, par la voix de Xanana Gusmão, le Timor-Leste s’est engagé, à partir de 2010, aux côtés d’autres pays, dans la création et l’animation du groupement intergouvernemental G7 Plus États fragiles (20 États membres en situation de crise ou de post-conflit), la capitale nationale est-timoraise, Dili, en abritant toujours le siège. Cela a permis au pays d’être acteur dans la formation de cette organisation sud-sud (et même de « fragile à fragile »), de promouvoir d’autres modalités de l’aide internationale dans des contextes politiques et financiers sous tension, et de partager le modèle de réconciliation<sup>14</sup>

---

<sup>13</sup> Government of Timor-Leste, « [Minister Agio Pereira Participates in the Ceremony of the 50<sup>th</sup> Anniversary of the ‘Balibo 5’ and National Press Freedom Day](#) », 16 octobre 2025.

<sup>14</sup> Francisco Guterres, « A forward looking model of reconciliation », *G7plus.org*, septembre 2017.

expérimenté par le Timor oriental et l'Indonésie. En 2025, celui-ci a été central par exemple dans l'intervention du président du G7+, l'Est-Timorais Helder da Costa, au siège des Nations unies lors de la session annuelle de la Commission construction de la Paix, en juin<sup>15</sup>.

## Une économie bleue et pétrolière

### Budgets, grands projets et initiatives bancaires

À la suite de l'approbation par le parlement national, le président Ramos-Horta a promulgué fin novembre 2025 le Budget général de l'État pour 2026, intitulé « Investing in National Transformation, Regional Integration and Inclusive Development ». Sur la totalité du budget consolidé, de 2,291 milliards \$ US, seront alloués 2,215 milliards \$ US à l'administration centrale, 170,4 millions \$ US à la sécurité sociale, et 60 millions \$ US à la Région administrative spéciale Oecusse Ambeno (RAEOA). Au total, les transferts sociaux dans le cadre du soutien aux vétérans et de la sécurité sociale représentent 354,6 millions \$ US. Alors que le gouvernement donne priorité aux infrastructures, plus de 400 millions \$ US sont alloués aux routes et ponts, au secteur énergétique dont le renouvelable, à l'eau et l'assainissement, et aux connexions aériennes.

Après la récession économique de 2017 et 2018, suivie des effets socio-économiques négatifs de la pandémie de Covid-19, les chiffres repartent à la hausse. La Banque asiatique de développement prévoit que le pays conserve sa stabilité et sa croissance économiques (4,1 % en 2024, 3,8 % en 2025 et 3,4 % en 2026), soutenues par une demande intérieure et un faible niveau d'inflation<sup>16</sup>. De plus, en octobre, le fonds pétrolier<sup>17</sup> atteignait près de 19 milliards \$ US.

---

<sup>15</sup> « Timor-Leste shares lessons from conflicted affected countries on building lasting peace and justice », *Tatoli*, 13 mai 2025.

<sup>16</sup> Banque asiatique de Développement, 2025, *Asian Development Outlook (ADO)*, 30 septembre.

<sup>17</sup> Établi en 2005 sur le modèle norvégien, le fonds a rapidement pu procurer au pays des revenus pétroliers et les moyens de s'affranchir de l'aide internationale. Les prélèvements annuels supérieurs au montant durable estimé (*Estimated Sustainable Income*) pour financer le budget de l'État sont critiqués par les ONG de développement.

Nouveauté dans le paysage économique, l'arrivée de deux nouvelles banques privées est-timoraises, aux côtés de la Banque centrale de Timor-Leste, de la Banque national du Commerce de Timor-Leste et de quelques banques commerciales étrangères<sup>18</sup>, avec l'objectif de renforcer l'accès des citoyens et des entreprises est-timoraises au crédit. Et ce faisant, de dynamiser le secteur privé. Le décret-loi créant la Banque de Développement national de Timor-Leste SA (BNDTL) a été approuvé par le Conseil des ministres fin juillet 2025<sup>19</sup>. Créée avec le concours de la Banque asiatique de développement, la nouvelle banque (capitalisation de 55 millions \$ US) a pour ambition de stimuler les investissements productifs en proposant, par exemple, des prêts bonifiés et des garanties de crédits à des petites et moyennes entreprises, des start-ups, des jeunes ou des femmes en milieu rural, etc., pour des projets de développement ou d'acquisition d'entreprises ou de renforcement de compétences. Le projet pourrait bénéficier de l'assistance technique du Brésil, selon l'expérience brésilienne de la Banque nationale pour le Développement économique et social (BNDES). Quant à la Banque de notre Futur - BNF (Banco do Nosso Futuro, en portugais), fondée et détenue par le Conseil des Combattants de la Libération nationale, elle a été inaugurée à Dili le 4 septembre. Banque privée disposant d'un capital est-timorais, elle affiche la volonté des vétérans de la lutte pour l'indépendance de « prendre un rôle actif dans le développement économique national », bien que la banque soit ouverte à tous<sup>20</sup>.

Parallèlement à la poursuite des activités maritimes (voir *infra*), des chantiers d'infrastructures d'envergure restées plusieurs années dans le pipeline, ont démarré, tels les travaux d'expansion de l'aéroport international de Dili. Le 20 mai 2025, Xanana Gusmão, pioche à la main – comme il le fait pour tous les

---

<sup>18</sup> ANZ (Australie), BNU Timor (Portugal), BRI et Mandiri (Indonésie).

<sup>19</sup> Gouvernement du Timor-Leste, « Government and ADB hold seminar on the concept of the National Development Bank of Timor-Leste », 1<sup>er</sup> août 2025 ; Remigio do Carmo Vieira, « The National Development Bank and the Path Toward Economic Self-Reliance in Timor-Leste », *Tatoli*, 4 août 2025 ; Présidence de la République, « President Ramos-Horta reaffirms strategic partnership with Brazil for the launch of the national development bank », 22 octobre 2025.

<sup>20</sup> Gouvernement du Timor-Leste, « Veterans of National Liberation Launch First Private Bank with Exclusively Timorese Capital », 5 septembre 2025.

chantiers, petits ou grands –, lançait le projet, prévu d'être finalisé en 2028<sup>21</sup>. Celui-ci consiste en l'expansion générale de l'infrastructure pour la doter d'une capacité d'accueil d'un million de passagers par an, en particulier via l'allongement des pistes, de 1 800 m actuellement à 3 000 m au total, en trois phases successives d'extension. Le projet inclut également la construction d'un nouveau terminal à passagers, lequel sera dessiné par un consortium d'affaires japonais, le gros-œuvre de l'ensemble du projet devant être assuré par l'entreprise indonésienne Waskita Karya. Autre grand projet, la construction de la première centrale solaire du pays d'une capacité de 72-megawatt et d'un système de stockage énergétique de 36-MW par les entreprises japonaise Itochu Corporation et française Électricité de France (EDF). Le début des travaux est prévu pour 2026 et, selon un accord de 25 ans, le projet devrait alimenter l'entreprise d'État Eletricidade de Timor-Leste (EDTL). Alors que le Timor-Leste est en état de surproduction d'électricité depuis 2012 avec la centrale de Hera et centrales associées, l'objectif est de réduire les coûts inhérents à l'importation de diesel, de diminuer le poids fiscal et, supposément, d'enclencher la transition énergétique. Rappelons qu'en 2012, Timor-Leste avait réussi à électrifier plus de 90 % des foyers du pays grâce à cette centrale. Il tente depuis lors de compléter la couverture des localités isolées grâce au solaire<sup>22</sup>.

## Économie bleue et poursuite des activités maritimes

Depuis plusieurs années, l'économie bleue est devenue le nouveau mantra du gouvernement est-timorais. Celui-ci a aujourd'hui affiné sa stratégie sous la forme d'un programme d'action, *Blue Economy : Policy and Action Plan for the Promotion of a Resilient and Sustainable Economy of the Sea in Timor-Leste 2025–2035*. En septembre, le document de plus de 300 pages a été ouvert en ligne à la consultation du public, avant qu'il ne soit présenté aux autorités municipales,

---

<sup>21</sup> « Groundbreaking ceremony for the development and expansion of President Nicolau Lobato International Airport », *Tatoli*, 20 mai 2025.

<sup>22</sup> « Sudarshan Varadhan and Ashley Tang, East Timor expects construction of first large solar plant to start next year », *Reuters*, 17 octobre 2025.

aux dirigeants communautaires et autres partenaires clés. Si cela peut surprendre, il n'est pas de hasard dans le fait que ce soit le Bureau des Frontières terrestres et maritimes (Land and Maritime Boundary Office), et son pivot central, Xanana Gusmão, qui se soit approprié le thème de l'économie maritime, ainsi que la conception et la promotion du plan d'actions associé. Premier ministre de 2007 à 2015, avant de démissionner et de devenir ministre de l'Aménagement et des Investissements stratégiques (2015), Gusmão était déjà le grand ordonnateur du Plan de Développement stratégique de Timor-Leste 2011-2030. La mer et ses ressources étant aujourd'hui au cœur des enjeux géopolitiques actuels, si ce n'est un nouveau champ de bataille, celle-ci est revendiquée, ici comme ailleurs, comme un enjeu national. Signe de l'intérêt accru pour ce domaine, en novembre, le navire de recherche américain OceanXplorer a mené durant une quinzaine de jours une mission scientifique visant entre autres à identifier les espèces et à cartographier les fonds marins de la côte nord de Timor-Leste et autour de l'île d'Atauro<sup>23</sup>.

Le Japon, l'un des partenaires de développement majeurs du Timor-Leste et dont des sociétés sont impliquées dans les consortiums pétro-gaziers d'exploitation des gisements de Bayu Undan et de Greater Sunrise, aux côtés d'entreprises pétrolières australiennes et est-timoraises, montre depuis longtemps un intérêt pour le secteur maritime. L'agence de coopération internationale japonaise, JICA, très active dans ce domaine, a par exemple réalisé et publié en 2024 un plan directeur pour le développement portuaire au Timor oriental. Dans ce cadre et grâce à une subvention financière, le petit port de Carabela dans les environs de la deuxième ville du pays, Baucau, est l'objet d'une réhabilitation. D'autres devraient suivre, afin de faciliter le transport de biens et de personnes, et ce, même en période de pluies qui endommagent régulièrement le réseau routier. Le groupe Tsuneishi, implanté à Dili depuis 2023, poursuit son projet d'établir un chantier naval sur la côte nord du pays, près de Manatuto. En attendant la réalisation concrète, l'entreprise a déjà organisé en 2025, au Japon, deux sessions de formation de stagiaires est-timorais.

---

<sup>23</sup> Gouvernement du Timor-Leste, « OceanX Scientific Mission Explores Timor-Leste's Marine Ecosystem », 10 novembre 2025.

Alors que la Chine reste peu impliquée dans le secteur maritime, bien qu'elle y témoigne d'un intérêt depuis longtemps, la société chinoise South Timor Fisheries Development Lda dit vouloir investir dans un grand projet d'aquaculture à plus de 600 millions \$ US, à Laleia sur la côte nord<sup>24</sup>.

## **Toujours à l'étude, l'exploitation avec l'Australie du gisement gazier Greater Sunrise**

La mise en exploitation du Greater Sunrise, grand gisement gazier découvert en 1974, reste en négociation entre les différentes parties prenantes, est-timoraises et australiennes. Alors que la fin d'année 2024 avait laissé augurer d'une avancée prometteuse en faveur de l'option du Timor-Leste, le dossier a peu avancé depuis<sup>25</sup>. Des observateurs sur place<sup>26</sup> soulignaient qu'un accord inter-gouvernemental était une chose, qu'un accord de sociétés privées en était une autre, faisant référence à Woodside Energy Ltd, plus grande compagnie pétrolière (et gaz) australienne et principale opératrice dans le consortium d'exploitation. Un communiqué du gouvernement est-timorais, diffusé fin novembre<sup>27</sup>, indiquait toutefois qu'un accord de coopération avait été signé entre le ministère est-timorais du Pétrole et des Ressources minières et Woodside. Selon cet accord, études et activités techniques et commerciales seraient menées concernant la maturation de l'option du développement d'une usine de gaz naturel liquide qui produirait environ 5 millions de tonnes par an, ainsi qu'une usine d'extraction d'hélium. Ces activités seraient poursuivies en même temps que les négociations en cours sur le cadre légal, réglementaire et fiscal devant soutenir le développement amont du Greater Sunrise, entre le consortium Sunrise Joint-Venture et les gouvernements de Timor-Leste et d'Australie. Plus tôt dans l'année, en mai,

---

<sup>24</sup> « TradeInvest and Timor South Sea Fisheries development discuss special investment agreement », *Tatoli*, 28 avril 2025.

<sup>25</sup> Gouvernement de Timor-Leste, « Study Confirms Viability of Greater Sunrise Development in Timor-Leste », 23 décembre 2024 ; Xu Yihe, « 'Very complicated' : Woodside's CEO talks Sunrise, wider LNG plans and challenges », *Upstream*, 27 mai 2025.

<sup>26</sup> Entretien mené par l'auteur de cet article à Dili en juillet 2025.

<sup>27</sup> Gouvernement du Timor-Leste, « New Era of Cooperation Dawns for Greater Sunrise », 25 novembre 2025.

le gouvernement avait repris les sessions d'informations publiques auprès des communautés concernées par le projet Tasi Mane, juteux projet de développement d'un pôle pétrochimique sur la côte sud. À la différence près que, dorénavant, si la base d'approvisionnement où déboucherait le gazoduc du Greater Sunrise est toujours prévue à Suai, l'usine de liquéfaction quant à elle est prévue d'être implantée à Natarbora, comme d'éventuels autres projets pétrochimiques, et non plus à Betano et Beaçu<sup>28</sup>.

## La jeunesse dans la rue pour protester contre les inégalités

Alors que les manifestations restent relativement peu courantes dans le pays, Dili a été marqué les 15 et 16 septembre par des protestations de jeunes<sup>29</sup>, particulièrement d'étudiants, contre le projet d'achat de 65 voitures SUV de fonction pour tous les membres du parlement national, pour un coût total de quatre millions \$ US. Bien que le gouvernement ait annulé dès le lendemain de la manifestation l'achat controversé, les protestataires ont poursuivi leur mobilisation afin de dénoncer le système de la pension à vie (*pensão vitalisia*), instauré en 2007, et d'en exiger également l'abrogation. Cette loi accorde en effet aux présidents, ministres et parlementaires ayant assumé leur fonction durant au moins 42 mois et se retrouvant sans emploi, le droit de percevoir à vie 100 % de leur salaire, ainsi que divers avantages pour eux et leur famille pris en charge par l'État<sup>30</sup>. Ce n'est pas la première fois que des manifestations ciblent lesdits avantages, les mêmes protestations ayant eu lieu en 2015<sup>31</sup> et 2017 par exemple. Là aussi, le gouvernement avait fait marche arrière sur les voitures. Toujours est-il qu'en 2025, les

---

<sup>28</sup> « Timor-Leste : Govt approves \$16M for Greater Sunrise with pipeline to south coast », *Lusa via Aman*, 11 mai 2025.

<sup>29</sup> AFP et *Le Monde*, « Au Timor oriental, deuxième journée de manifestations contre l'achat controversé de voitures pour les députés », *Le Monde*, 16 septembre 2025.

<sup>30</sup> Par exemple, traitements médicaux dans le pays ou à l'étranger, mise à disposition d'un bureau, d'employés, d'une voiture, d'une sécurité.

<sup>31</sup> Cf. « Abaixo a Pensão Vitalícia », *Timor Post*, 30 septembre 2015, p. 19.

députés ont rapidement tranché – le 25 septembre – en faveur de l'abandon de la pension à vie<sup>32</sup>.

Plusieurs facteurs ont conduit au mouvement de rue. À l'instar des mouvements de la « Gen Z » organisés en Indonésie, au Sri Lanka et au Népal à la même période, les deux mesures ciblées par les protestations sont jugées être hors-sol, injustes et accroître les inégalités, dans une situation où la majorité des Est-Timorais font quotidiennement face à de grandes difficultés pour pourvoir à leurs besoins et où les services publics restent de faible qualité, surtout pour ceux qui n'ont ni réseaux ni de bons revenus. Comme l'exprimait Cezario Cesar, l'un des organisateurs de la manifestation, « Les gens n'ont pas accès à une éducation de qualité, à l'eau et à l'assainissement... de nombreux services manquent encore, mais ils continuent à créer des lois qui leur profitent directement »<sup>33</sup>. L'allusion faisait référence au salaire annuel de base des députés est-timorais, de 36 000 \$ US (2023), soit environ 10 fois plus que le revenu moyen dans le pays. Parallèlement, la présence dans le pays d'une importante jeunesse est une donnée de base importante, les moins de 30 ans représentant plus de 60 % de la population totale, mais aussi la fragilité du tissu économique, avec environ 77 % de la population tirant ses revenus de l'économie informelle, selon l'Organisation internationale du Travail.

Toujours est-il que compte tenu des faibles opportunités de trouver un emploi correctement rémunéré au Timor oriental, les départs à l'étranger se sont multipliés et les transferts d'argent vers le pays sont devenus une source de revenus considérable à l'échelle du foyer comme de l'économie nationale. Les effets sont d'autant plus bénéfiques que ces transferts dopent possiblement la croissance de la consommation intérieure. Moins positif, s'il n'existe plus de librairies à Dili depuis la pandémie de Covid-19, se sont développées en revanche un nombre conséquent de boutiques assurant les transferts d'argent, comme Moneygram et Western Union. Dans ce cadre, les mobilités de travail organisées avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande pour des emplois saisonniers font partie

---

<sup>32</sup> Government of Timor-Leste, « Timor-leste parliament unanimously approves draft law to abolish lifetime pensions », 25 septembre 2025.

<sup>33</sup> Koh Ewe et Kelly Ng, « Timor-Leste scraps plan to buy MPs free cars after protests », *BBC*, 17 septembre 2025.

des projets plébiscités. Selon le projet de budget de l'État 2026 (p. 45), au premier semestre 2025, 2 279 travailleurs est-timorais étaient à l'étranger dans le cadre des dispositifs bilatéraux prévus, dont près de 2 000 en Australie, plus de 300 en Corée du Sud, et 26 au Japon, générant près de 6 millions \$ US de transferts d'argent vers Dili. Et ce, sans compter les milliers de jeunes partis spontanément au Portugal et au Royaume-Uni par exemple.

## **Timor-Leste, nouvelle cible d'infiltration du crime organisé transnational**

Rompant avec l'isolement dont il a fait l'objet durant l'occupation indonésienne, le pays cherche depuis l'indépendance à attirer des investissements nationaux et étrangers afin de diversifier son économie et dynamiser une économie non pétrolière encore embryonnaire. Ce faisant, il attire de façon accrue des gangsters de tout acabit dont les activités pourraient, si rien n'était fait, gangrener le pays. Ágio Pereira, haute figure politique est-timoraise, ministre de la présidence du Conseil des ministres (voir son portrait en fin de chapitre) et qui a autorité sur le Service d'Intelligence nationale, a tiré en septembre la sonnette d'alarme sur les risques encourus par le pays face au crime organisé. Dans un « Manifeste pour la défense du Timor-Leste » posté en portugais et en tetum sur Facebook, il disait avoir « des preuves irréfutables et accablantes » qu'une somme de 45 millions \$ US avait été amenée dans le pays par des syndicats du crime provenant du Cambodge, de la Malaisie, de Macau, de Hong Kong et « des triades »<sup>34</sup>. L'argent était destiné à acheter les complicités locales qui devaient permettre la délivrance de licences frauduleuses et la construction d'enclaves protégées où les paris illicites, les centres de cyber-escroquerie et les trafics humains pouvaient opérer sous une apparente légalité. Parmi les nombreux casinos qui ont essaimé dans Dili

---

<sup>34</sup> Outre le post de A. Pereira sur FB en tetum, voir le résumé de l'enquête menée et publiée sur le sujet par l'United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC) : *Southeast Asia and the Pacific Organized Crime Threat Alert. Strategic infiltration of vulnerable jurisdictions through criminal foreign direct investments : the case of Timor-Leste*, 11 septembre 2025 ; et Michael Rose, « Organised crime may be infiltrating Timor-Leste's government. One minister is sounding the alarm », *The Conversation*, 8 octobre 2025.

et les jeux en ligne qui se sont développés de façon tout aussi conséquente, un projet s'est particulièrement trouvé en ligne de mire, à Pante Macassar, dans l'enclave est-timoraise d'Oecusse. Basées sur la réhabilitation et l'expansion d'un hôtel cinq étoiles construit en 2017-2018 et jamais terminé, de nouvelles activités de casino et d'escroqueries en ligne s'étaient déjà établies. Sur place<sup>35</sup>, la région – très rurale – était dorénavant promue comme hub numérique, à la pointe de la modernité et appelée à devenir une source de revenus intéressants, grâce à des clientèles très tranquilles ne venant que pour des jeux d'argent. Comme régulièrement pointés par divers observateurs et par l'office des Nations unies sur le Crime et la Drogue (UNODC), ces lieux périphériques, hors de tout regard, de contrôle et de droit, se multiplient dans les zones économiques spéciales frontalières, comme l'illustrent les confins du Cambodge et de la Birmanie<sup>36</sup>. Ciblé de façon accrue après que les casinos en ligne abritant des activités illicites aient été bannis aux Philippines en juillet 2024, le Timor oriental est en passe de rejoindre le club très ouvert des pays d'Asie du Sud-Est affectés par le crime organisé, notamment d'origine cyber. Toujours est-il que le 1<sup>er</sup> octobre, a été approuvé le projet de résolution présenté par Àgio Pereira concernant l'annulation de toutes les licences déjà accordées aux jeux en ligne et opérateurs de paris, ainsi que toutes les procédures en cours pour l'attribution de nouvelles licences<sup>37</sup>.



La vie diplomatique a été animée en 2025, notamment avec la préparation puis l'accession officielle du pays à l'ASEAN, sur laquelle les dirigeants est-timorais comptent pour stimuler la diversification économique et les économies nationale et locales. Le calendrier des commémorations a été spécialement chargé cette année. Leur montée en puissance, notamment via l'ample communication concernant la déclaration d'indépendance unilatérale, restée discrète et localisée

---

<sup>35</sup> Entretiens menés par l'auteur fin juillet-début août 2025.

<sup>36</sup> UNODC, « Casinos, Money Laundering, Underground Banking, and Transnational Organized Crime in East and Southeast Asia : A Hidden and Accelerating Threat », janvier 2024 ; et François-Xavier Bonnet, Miko et Laure Siegel, « Scamming : casinos et arnaques en ligne. Des POGOs philippins aux compounds birmanais », in G. Falal et J. Samuel (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2024*, Bangkok, IRASEC, 2024, p. 93-110.

<sup>37</sup> « Timor-Leste abruptly shuts down online gambling », *The Macau News*, 3 octobre 2025.

jusqu'à-là, illustre une politisation accrue du « devoir de mémoire ». Il reste que les « 50 ans » fournissent une occasion de rappeler à tous, Est-Timorais comme étrangers, le temps, les ambitions et les vies perdus, et combien ceux-ci et les nécessaires reconstructions afférentes ont entravé le développement humain et économique du pays. Néanmoins, l'ouverture à l'ASEAN et plus globalement à la mondialisation, vient avec un prix. Parallèlement à l'arrivée accrue et rapide relevée les années précédentes de projets hôteliers et immobiliers environnementalement peu exigeants, 2025 signe l'arrivée du crime organisé sous la forme d'activités en ligne illicites et de cyber-escroqueries. Si la nouvelle n'est pas inédite, les preuves documentées le sont. On ne peut qu'espérer que l'alerte donnée par le ministre de la Présidence des ministres, Àgio Pereira, et les coopérations bi- et multilatérales nouées dans ce domaine depuis lors, seront salutaires. Néanmoins, le pays ne peut se résumer qu'à cela. Des avancées ont eu lieu. Le Timor oriental est par exemple l'un des pays vice-présidents de la 80<sup>e</sup> Session des Nations unies pour la période du 9 septembre 2025 au 8 septembre 2026, il assure la présidence du groupe des Pays les moins avancés de 2026 à 2028, et il a été nommé président par intérim de la Communauté de pays de langue portugaise (CPLP), se substituant à la Guinée-Bissau alors plongée dans une crise politique. Dans le domaine de l'Économie bleue, on observe la poursuite de projets afférents au secteur maritime et à la biodiversité marine (voir le portrait de Joctan Lopes) allant dans le sens d'une diversification économique. De même dans le champ de la « démocratie », le pays bénéficie toujours de bons indicateurs – voire les meilleurs dans la région – pour 2025, comme ceux émanant de *The Economist*, Freedom House, Reporter sans Frontières, et l'Indice de Paix mondiale.

## Fiche Timor-Leste

**Nom officiel** : République démocratique de Timor-Leste (RDTL)

**Capitale** : Dili

**Superficie terrestre** : 14 870 km<sup>2</sup>

**Population** (estimation selon le recensement de population de 2022) : 1,4 million d'hab.

**Langues officielles** : tetum et portugais, plus deux langues de travail reconnues par la Constitution : indonésien et anglais

### Données politiques

---

**Nature de l'État** : république unitaire

**Nature du régime** : semi-présidentiel / démocratie parlementaire

**Suffrage** : universel (à partir de 17 ans)

**Chef de l'État** : José Ramos-Horta (depuis mai 2022)

**Premier ministre** : Kay Rala Xanana Gusmão (depuis juillet 2023)

**Ministre des Affaires étrangères** : Bendito dos Santos Freitas (depuis juillet 2023)

**Ministre de la Défense** : Donaciano do Rosário Gomes (depuis juillet 2023)

**Président de l'Assemblée nationale** : Maria Fernanda Lay (depuis juillet 2023)

**Échéances** : élections présidentielles en 2027

### Indicateurs démographiques et sociologiques

---

**Principaux groupes ethniques** : 32 groupes dont, pour les plus importants en nombre, Mambai et Tetum (famille des langues austronésiennes), Macassai, Fataluku (famille des langues papoues), auxquels il faut ajouter les locuteurs d'indonésien, de chinois, d'anglais et de portugais.

**Religions** (Statistiques de Timor-Leste, recensement 2022) : catholiques (97,5 %), protestants (2 %), musulmans (0,2 %), religions autochtones (0,07 %), bouddhistes (0,04 %), hindouistes (0,02 %), autres (0,08 %).

## Chronologie

### JANVIER 2025

- 13 • Le parlement national s'inquiète de l'augmentation du travail infantile au Timor-Leste qui, à l'instar de la moyenne mondiale (UNICEF, 2023), toucherait 10 % des enfants de 5 à 12 ans.

### AVRIL 2025

- 17 • Le président de la République, José Ramos-Horta, déclare que son pays est prêt à participer à des exercices militaires conjoints avec la Chine, à condition que ceux-ci ne s'adressent à aucune « entité perçue comme hostile ». Cette déclaration suscite des inquiétudes en Australie, un partenaire clé de Timor-Leste, qui voit d'un mauvais œil tout rapprochement militaire entre Beijing et la région, alors que les négociations sur le projet gazier Greater Sunrise entre Canberra et Dili restent tendues.
- 22 • À Dili, plus de 1 500 personnes assistent à une messe en mémoire du pape François, tandis que sept jours de deuil national sont décrétés. Le 26, plusieurs dizaines de milliers de personnes rendent hommage au pape au cours de messes organisées dans le pays.
- 25 • Le Timor-Leste octroie sa première licence de jeu en ligne offshore à Golden River Universe, filiale de Grand Dragon Lotaria (GD Lotto) qui prévoit de transférer des opérations depuis le Cambodge et les Philippines. Selon les communiqués de presse, l'activité vise à profiter à l'économie nationale et aux liens régionaux, et elle est assortie de la construction d'un casino de 60 millions \$ US.
- 28 • Suite à un rapport de police faisant état de préoccupations concernant des fonds non remis et demandant divers documents liés à ses activités au Timor-Leste, Asia-Pacific Strategic Investments Ltd met fin à son projet de développement de cryptomonnaies dans le pays.

### MAI 2025

- 09 • Visite d'État à Dili de Hun Sen, ex-Premier ministre du Cambodge et président du Sénat. Le Président José Ramos-Horta lui décerne la plus haute distinction honorifique, le Grand Collier de l'Ordre du Timor-Leste.
- 19 • À l'occasion de l'organisation d'un forum des ONG du Timor-Leste sur la solidarité avec le Sahara occidental, le Premier ministre Xanana Gusmão réaffirme comme régulièrement le soutien du pays au peuple sahraoui dans sa lutte pour

l'autodétermination. Ce soutien intervient en amont des travaux de la Commission de la décolonisation des Nations unies et de l'Assemblée générale des Nations unies, prévues en septembre. Les 21 au 23 mai, Dili accueille le séminaire régional pour le Pacifique du Comité spécial de la décolonisation des Nations unies.

- 27 • Le Premier ministre malaisien Anwar Ibrahim annonce en marge de l'ouverture du 46<sup>e</sup> Sommet de l'ASEAN que le Timor-Leste rejoindra l'organisation régionale en octobre lors du 47<sup>e</sup> Sommet.
- 29 • Décès à 82 ans d'Antonio Barbedo de Magalhães, professeur émérite de l'université de Porto au Portugal, resté un important soutien à la cause est-timoraise durant l'occupation indonésienne. Il était entré en contact avec le « Timor portugais » lors de son service militaire dans le territoire en 1974, où il avait ensuite coordonné un projet destiné à adapter l'enseignement dans le pays voué à devenir indépendant.

### JUIN 2025

- 02 • Le Timor oriental est élu l'un des 16 pays vice-présidents de la 80<sup>e</sup> Session des Nations unies pour la période du 9 septembre 2025 au 8 septembre 2026. Le gouvernement se félicite de cette nomination, perçue comme une grande étape diplomatique et une reconnaissance du pays pour son « engagement pour la paix, le dialogue et le respect des principes des Nations unies ».
- 24 • En collaboration avec plusieurs organismes internationaux et grâce au soutien financier du gouvernement japonais à hauteur de 7,5 millions \$ US, Dili lance une formation sur les soins obstétricaux et néonataux d'urgence. Cette initiative vise à réduire la mortalité infantile, qui persiste en particulier dans les régions éloignées. Ce projet va de pair avec la construction en cours, dans l'enceinte de l'hôpital national Guido Valadares à Dili, permise par la coopération japonaise, d'une unité d'obstétrique, de gynécologie et de salles d'opération.

### JUILLET 2025

- 14 • En visite officielle à Singapour, le Premier ministre Xanana Gusmão rencontre son homologue Lawrence Wong, qui annonce renforcer le soutien de la cité-État, via le programme *eStars*, à la formation des fonctionnaires et diplomates est-timorais aux procédures de l'ASEAN jusqu'en 2028.
- 25 • Le gouvernement approuve la feuille de route visant à la création prochaine de la Cour suprême du Timor oriental.

## AOÛT 2025

- 19 - 20 • Accueil à Dili de la première session de négociation des limites maritimes entre le Timor oriental et l'Indonésie.
- 20 • Après que le projet soit resté plusieurs années en suspens, le ministre de la Défense, Donaciano Gomes, signe un accord avec le gouvernement chinois représenté par l'ambassadrice à Dili, Wang Wenli, pour la construction d'un hôpital militaire financé par la Chine. De huit étages et comprenant une centaine de lits, il proposera des services d'oncologie, de neurologie et de cardiologie. Il sera construit sur le terrain jouxtant le ministère de la Défense et l'état-major des F-FDTL (forces armées).

## SEPTEMBRE 2025

- 15 • Une manifestation à Dili de plus de 1 000 personnes est organisée contre le projet gouvernemental visant à procurer un 4x4 Toyota Prado à chacun des 65 membres du parlement pour un coût de plus de 4 millions \$ US. Alors que le gouvernement abandonne le projet dès le lendemain, les jeunes poursuivent leur mouvement contre la *Pensão Vitalisia*, « pension à vie », adoptée en 2007 pour tous les ex-présidents, ministres et parlementaires. Le parlement décide de mettre fin à ce dispositif le 26 septembre.
- 23 - 24 • En visite officielle à Dili, le Premier ministre malaisien Anwar Ibrahim est décoré du Grand Collier de l'ordre de Timor-Leste, plus haute distinction.
- 22 - 26 • 14<sup>e</sup> itération de l'exercice militaire CARAT (Cooperation Afloat Readiness and Training) Timor-Leste 2025 entre les Marines états-uniens et est-timorais.

## OCTOBRE 2025

- 14 • Résurgence au parlement du problème du navire nommé Haksolok (« joie/joyeux », en tetum) depuis longtemps en construction, le chantier naval Atlantic Eagle situé dans la ville de Figueira da Foz au Portugal demandant 8,3 millions \$ US pour terminer le ferry. D'une capacité de 377 personnes et 15 véhicules, celui-ci a pour vocation d'assurer la ligne à passagers Dili-Pante-Macassar à Oecusse. Le contrat originel de construction, de 13,7 millions \$ US, avait été signé en septembre 2014 entre le gouvernement est-timorais et l'entreprise portugaise. Quasiment terminé en mai 2017, le navire avait été inauguré. Les travaux ayant été suspendus du fait d'une mauvaise santé financière du chantier naval, la Région administrative spéciale d'Oecusse-Ambeno (RAEOA) était devenue actionnaire majoritaire de l'entreprise à 95 % afin de finaliser le bateau. Une visite de chantier réalisée en

juillet 2025 par des représentants de la Commission du parlement national sur les finances publiques a permis de relever de nombreuses irrégularités et d'entamer une procédure juridique. Au total, entre la construction du navire et l'achat des parts du chantier, 34 millions \$ US ont déjà été dédiés à cette aventure.

- 16 • Commémoration du cinquantenaire des « Balibo 5 », ces cinq journalistes de la TV australienne tués par l'armée indonésienne le 16 octobre 1975 lors de l'invasion de l'ouest du Timor oriental. En leur mémoire, le 16 octobre est déclaré « jour national de la liberté de la presse ».
- 26 • Lors du 47<sup>e</sup> Sommet de l'ASEAN à Kuala Lumpur, le Timor oriental devient officiellement le 11<sup>e</sup> membre de l'organisation régionale.

### NOVEMBRE 2025

- 04 • Ratification d'un accord de coopération de défense entre la Malaisie et le Timor oriental.
- 07 • Décès de Robert Domm, citoyen australien et premier journaliste étranger à avoir interviewé, en septembre 1990 (15 ans après l'invasion) Xanana Gusmão et des cadres des Falintil (bras armé de la résistance à l'occupation indonésienne) dans la jungle du mont Bunaria (Ainaro) pour le compte de la chaîne ABC. Immortalisée par une photo, la séquence est restée célèbre. Dans son hommage, Xanana Gusmão salue le courage dont le journaliste avait fait preuve dans un territoire alors dévasté et quasi coupé du monde.
- 22 • Le Conseil des ministres approuve le projet de résolution gouvernementale fixant les termes de référence de l'appel d'offres public relatif à l'octroi de licences de prospection et d'exploration portant sur les minéraux métalliques, les pierres précieuses, les minéraux industriels, les minerais radioactifs et les terres rares.

### DÉCEMBRE 2025

- 04 • Le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, Bendito dos Santos Freitas, informe le parlement que le pays a été désigné par le groupe des Pays les moins avancés pour assurer la présidence de l'organisation pour la période 2026-2028. L'ambassadeur est-timorais pour le climat, Adão Soares Barbosa, en assumera la présidence.
- 15 - 19 • Le même ministre, Bendito dos Santos Freitas, participe à Doha au Qatar à la 11<sup>e</sup> session de la Conférence des États parties à la Convention des Nations unies contre la Corruption. En marge de l'événement et afin de nouer des coopérations autour de la lutte contre la corruption et les crimes transnationaux, des réunions se

sont notamment tenues avec Interpol, la délégation australienne et l'Office des Nations unies contre la Drogue et le Crime (UNODC).

- 16 •** Le Timor-Leste est nommé président par intérim de la Communauté de pays de langue portugaise (CPLP), se substituant à la Guinée-Bissau en proie à un coup d'État.

## Portraits



Source : Linkedin

### **Joctan Lopes, passionné d'écologie marine et doctorant au Muséum national d'Histoire naturelle de Paris**

Pour Joctan dos Reis Lopes (33 ans) né à Com, une localité de bord de mer à l'extrême est du Timor oriental, faire de la biologie marine a toujours été un rêve. Côté études, tout a commencé à l'Université d'Hawaï où il a préparé et obtenu (2014-2017) en parallèle une certification en océanographie et une licence en Études environnementales. En 2023, il a passé son master en Biologie marine à l'université de Bangor (Royaume-Uni). Son enthousiasme, sa connaissance fine des populations et écosystèmes insulaires au Timor oriental et sa bonne maîtrise de l'anglais, lui ont permis de coopérer dès 2016 avec divers organismes de recherche et ONG internationaux, comme Conservation International et WorldFish, respectivement sur la sécurité alimentaire et sur la petite pêche locale. Depuis 2023, il collabore avec l'organisme australien Commonwealth Scientific and Industrial Research Organisation (CSIRO) sur un programme concernant la sécurité climatique, l'adaptation de la pêche et l'habitat du carbone bleu. Depuis 2024, il intervient en qualité de consultant auprès de l'agence Halona Serena Lda pour la réalisation d'études d'impact sur les environnements océanographiques et marins, dans le cadre de projets d'exploration et d'exploitation pétrolières. Le client concerné est la société pétrolière SundaGas Banda, consortium australo-est-timorais.

Joctan Lopes collabore également depuis 2023 avec l'IRD et le Muséum national d'Histoire naturelle (MNHN) de Paris, sur un programme d'études taxonomiques d'invertébrés marins. Premier doctorant est-timorais à recevoir la bourse France Excellence couvrant les coûts des études et du séjour, Joctan a pu rejoindre en décembre 2025 l'École doctorale Divona (« Diversités, origines,

natures ») du MNHN. Il applique une approche interdisciplinaire dans son étude de la pêche artisanale des invertébrés marins. En 2025, il a pu participer à la troisième Conférence des Nations unies sur l'Océan (UNOC-3) à Nice. Avant d'embarquer pour une semaine en novembre sur le navire de recherche scientifique OceanXplorer, dont la mission était d'étudier et de cartographier les fonds marins de la côte nord du Timor oriental et de l'île d'Atauro.



Source : Wikipedia

### **Ágio Pereira, serviteur de l'État et lanceur d'alerte**

Hermenegildo Augusto « Ágio » Cabral Pereira Alves, plus connu sous le nom d'Ágio Pereira (70 ans), est une haute figure de l'appareil étatique est-timorais depuis l'indépendance du pays, notamment au titre de ministre de la présidence du Conseil des ministres. C'est un poste qu'il connaît bien pour l'avoir exercé durant une quinzaine d'années depuis 2007. Les seules entorses à la règle ont été les fonctions de chef de cabinet qu'il a exercées de 2002 à 2007 auprès du Président de la République Xanana Gusmão. Il est membre du parti créé par ce dernier, le Congrès national pour la reconstruction de Timor-Leste (CNRT). À son retour à Dili en 1999, Pereira a été impliqué dans la mobilisation des Est-Timorais et la préparation des élections en vue de la consultation populaire d'autodétermination (30 août 1999), avant de rejoindre le Conseil national, un organe législatif transitoire établi par les Nations unies.

Parti en 1975 comme boursier à Lisbonne pour y suivre des études techniques, il a vécu l'ensemble de l'occupation indonésienne (1975-1999) à l'étranger, d'abord au Portugal, puis en Australie où il s'est installé en 1980. Passionné par la nature et formé en biologie environnementale dans les années 1980, c'est pourtant dans des filières très différentes qu'il a obtenu trois diplômes de master : en Criminologie et Justice criminelle, en Police, Intelligence et

Contreterrorisme, ainsi qu'en Relations internationales. Pereira est reconnu pour son engagement et son intégrité. C'est à la lumière de ces qualités que son « Manifeste » du 21 septembre 2025 a d'autant plus frappé les esprits.

Extrait<sup>38</sup> :

« # MANIFESTE POUR LA DÉFENSE DE TIMOR-LESTE

## Un appel à tous les patriotes, étudiants et défenseurs de la démocratie

\*\*Citoyens de Timor-Leste, est arrivée l'heure de la décision\*\*

Notre Nation bien-aimée se trouve au carrefour le plus périlleux depuis l'indépendance. La plus grande menace pour notre paix, notre démocratie et notre propre souveraineté, n'est pas à nos frontières – elle est au sein de nos propres institutions, corrompant les propres piliers de notre État.

## L'ENNEMI DEDANS ET DEHORS

Un groupe de fonctionnaires corrompus a ouvert les portes aux syndicats criminels transnationaux du Cambodge, de Malaisie, de Macao et de Hong Kong. Ces criminels étrangers ne sont pas venus comme des conquistadores avec des soldats, mais comme des corrupteurs avec des valises pleines d'argent sale. Ils ont acheté systématiquement nos institutions, nos lois, et maintenant, ils cherchent à acheter notre propre gouvernement. »

---

<sup>38</sup> Traduction par l'auteur de ce chapitre.

## Arrêt sur image



Cérémonie officielle d'admission du Timor oriental comme 11<sup>e</sup> membre de l'ASEAN lors du 47<sup>e</sup> Sommet de l'organisation régionale le 26 octobre 2025

*© Malaysian National News Agency*

Au-delà de la portée symbolique du 26 octobre, les trois dernières années ont permis de consolider les liens avec les États membres, notamment via des formations assurées par Singapour, la Malaisie et l'Indonésie.

Singapour, qui a longtemps incarné, sur le plan économique, les réticences réelles ou supposées de l'ASEAN quant à l'intégration du Timor oriental, figure désormais parmi ses principaux soutiens. Cet engagement se manifeste notamment dans les domaines de la formation des diplomates et du renforcement des capacités des fonctionnaires est-timorais. De 2022 à juillet 2025, plus de 1 100 personnes ont bénéficié du dispositif « Stars » (Singapore-Timor-Leste ASEAN Readiness Support), dédié à l'assistance technique en matière d'accords économiques, au renforcement du leadership et à l'octroi de bourses

universitaires<sup>39</sup>. La coopération s'est intensifiée avec le programme renommé « *eStars* » prévu pour se prolonger jusqu'à décembre 2028. Selon Singapour, ces bonnes relations s'ancrent dans la « diplomatie des petits pays »<sup>40</sup>. Une relation privilégiée s'est également affirmée avec la Malaisie et son Premier ministre Anwar Ibrahim, en visite officielle à Dili les 23-24 septembre. À cette occasion, il a reçu le Grand Collier de l'ordre de Timor-Leste, la plus haute distinction nationale, en reconnaissance du « le soutien de la Malaisie, de la mission de maintien de la paix (1999-2002) à l'accession du Timor-Leste à l'ASEAN ». Les échanges de haut niveau ont abouti à la signature – puis à la ratification début novembre – d'un accord de coopération de défense visant à structurer le dialogue stratégique, le partage d'informations, les formations techniques et militaires, ainsi que les exercices conjoints et les partenariats industriels et technologiques et scientifiques<sup>41</sup>. Lors de la 19<sup>e</sup> réunion des ministres de la Défense de l'ASEAN (ADMM) fin octobre, le ministre est-timorais de la Défense, Donaciano Gomes, a souligné l'intérêt du pays de s'insérer dans le réseau de sécurité du bloc régional, particulièrement en ce qui concerne la sécurité maritime. D'autres coopérations sont à l'étude, avec la volonté de dynamiser les échanges et les investissements. En novembre, une délégation composée de 19 entreprises malaisiennes était au Timor-Leste.

Le renforcement de la connectivité régionale figure parmi les priorités du pays. Depuis juin 2025, l'ouverture d'une liaison opérée trois fois par semaine par Batik Air entre Kuala Lumpur et Dili a consolidé l'ancrage du pays dans l'espace de l'ASEAN. La capitale est désormais reliée par des vols directs à l'Indonésie, à la Malaisie et à Singapour, en complément des liaisons quotidiennes vers l'Australie depuis l'indépendance et, depuis 2025, d'une nouvelle connexion avec Xiamen, en Chine.

---

<sup>39</sup> Hariz Baharudin, « Singapore boosts support for Timor-Leste as it prepares to join Asean », *The Straits Times*, 14 juillet 2025.

<sup>40</sup> Sur Singapour, cf. Christine Cabasset, 2025, « Neuvième Timor-Leste Studies Association (TLSA) Conference “[Understanding Timor-Leste](#)” Université Nationale Timor Lorosa'e, Dili, 16-18 juillet 2025 », *Archipel*, 110, p. 11-14.

<sup>41</sup> Arminda Fonseca, « Timor-Leste ratifies defense cooperation agreement with Malaysia », *Tatoli*, 4 novembre 2025.





# Vietnam

## D'un *Đổi mới* à l'autre.

### La consolidation de la puissance dans une conjoncture géopolitique dégradée

Jean-Philippe EGLINGER et Pierre JOURNOUD

À la veille du XIV<sup>e</sup> Congrès national du Parti communiste vietnamien (PCV), programmé entre le 19 et le 25 janvier 2026, le bilan des 40 ans de la politique de *Đổi mới* lancée lors du VI<sup>e</sup> Congrès en 1986 reste un sujet d'intérêt national pour les autorités vietnamiennes. Elles n'ont cessé de s'appuyer sur cette période de réformes continues et en profondeur qui a permis au pays de s'intégrer à la sphère de « prospérité mondiale » et d'émerger comme l'une des puissances économiques les plus dynamiques d'Asie du Sud Est. En ce sens, le *Đổi mới* est un programme éminemment politique inscrit dans le long terme.

Pourtant, quatre décennies après, le Vietnam se retrouve à la croisée des chemins. Il doit faire évoluer son modèle économique pour éviter de se retrouver bloqué dans le piège des pays à revenu intermédiaire. Sa « diplomatie du bambou » est mise à rude épreuve dans une conjoncture régionale et internationale dégradée par le choc des ambitions nationalistes, le retour des tentations impériales, le rejet d'un multilatéralisme équilibré. Quel bilan tirer de plusieurs décennies de patients efforts, et comment surmonter les défis qui s'accumulent pour permettre aux Vietnamiens de concrétiser la nouvelle étape de leur développement ?

## **80 ans de diplomatie au service de l'indépendance et 50 ans de réunification : l'heure du bilan**

### **Un anniversaire peut en cacher un autre : une nouvelle puissance régionale à l'ombre de la superpuissance chinoise**

L'immense fierté collective des efforts accomplis pour atteindre la position régionale et internationale du Vietnam actuelle, celle d'une puissance régionale respectée, s'est manifestée lors de la commémoration des 80 ans de l'indépendance – l'« A80 » –, le 2 septembre 2025. Hanoi s'est remplie de centaines de milliers de Vietnamiens venus de toutes les provinces, pour assister au plus grand défilé militaire jamais organisé par les autorités. À l'aube, une quarantaine de milliers de militaires et civils se sont élancés dans les rues de la capitale, depuis la place Ba Đình, tandis que plus d'une trentaine d'avions de chasse Su-30MK2, Yak-130 et hélicoptères, paraient dans le ciel. Le défilé de la capitale avait été précédé d'une grande parade aéronavale au large de la base de Cam Ranh, dévoilant, pour la première fois à cette échelle dans l'histoire du pays, le visage d'une marine populaire vietnamienne modernisée, bien qu'encore modeste. Aussitôt cette séquence achevée, un clip décapant en retraçait les temps forts sur VTV et les réseaux sociaux dont les Vietnamiens sont friands<sup>1</sup>, preuve d'une montée en gamme de la communication gouvernementale.

À peine troublée par quelques fausses notes<sup>2</sup>, l'atmosphère frénétique de ce grand jour traduisait avant tout la fierté patriotique des Vietnamiens, autour d'une armée incarnant la défense du pays, jusqu'aux îles sacrées de la « mer de l'Est », et de valeurs morales dont les héritiers de Hồ Chí Minh et du général Võ Nguyên Giáp n'auraient pas toujours été dignes aux yeux du peuple... Certes, plusieurs délégations des anciens pays frères, au temps des résistances « antifrançaise » et « antiaméricaine », avaient été invitées, et quelques poignées de soldats chinois et russes, cambodgiens et laotiens, avaient été incrustées entre les troupes vietnamiennes. Mais l'heure était surtout à la célébration des décennies d'efforts et de

---

<sup>1</sup> Sur Facebook, par exemple, [sur YouTube](#) et même [sur le site internet du Figaro](#).

<sup>2</sup> Dien Nguyen An Luong, « [How Vietnam Turns a Celebrity's Misstep into a Cautionary Tale of Patriotism](#) », *Fulcrum*, 18 septembre 2025.

progrès des Vietnamiens eux-mêmes, moins aux louanges des alliés du temps des guerres, ou aux marques d'affection envers les anciens adversaires français et américains, au demeurant déjà prodiguées auparavant.

Mélange savoureux et unique au Vietnam, l'irruption de chants et de danses folkloriques au milieu des soldats, parfois repris en chœur et en gestes par la foule, donnait une coloration chaleureuse et festive au défilé militaire. Elle rappelait aussi l'importance du *soft power* dans la défense du pays, avec la mobilisation des artistes et de toutes les associations patriotiques. Lancé quelques semaines plus tôt sur les ondes vietnamiennes et diffusé dans tous les lieux de sociabilité vietnamiens pour l'A80, un tube s'était déjà imposé : *Viết Tiếp Câu Chuyện Hòa Bình* (« Poursuivre l'histoire de la paix »). Composée par Nguyễn Văn Chung et chantée par l'un des chanteurs les plus populaires du pays, Tùng Dương, cette chanson patriotique n'a pas ménagé les parties au conflit en mer de Chine méridionale : « *Trường Sa, Hoàng Sa là của chúng ta, không thể nào đánh đổi* » « ([Les archipels] Trường Sa et Hoàng Sa sont à nous et ne peuvent être échangés) » ! Ce couplet tranchant a-t-il été épargné au petit contingent de l'Armée populaire de Libération chinoise qui a séjourné pendant quelques semaines à Hanoi ? On peut en douter, vu l'inlassable et omniprésente diffusion du clip dans la capitale, d'autant plus que le visuel avait accompagné le son, les foules vietnamiennes ayant massivement endossé le T-shirt patriotique, sur le dos duquel la carte du Vietnam distingue nettement les deux archipels Paracel et Spratley<sup>3</sup>. À bon entendeur.

Mais le lendemain, 3 septembre, les Chinois dévoilaient à leur tour au monde, plus particulièrement aux États-Unis et à tous les pays susceptibles de s'opposer à leurs ambitions, le fruit de plusieurs décennies d'une modernisation militaire commencée sous Mao, avec des moyens limités, et accélérée par son successeur, Deng Xiaoping, après le demi-échec de la guerre contre le Vietnam en février-mars 1979. Au cœur de la guerre des narratifs historiques, que les dirigeants des grandes et petites puissances asiatiques ont massivement politisés

---

<sup>3</sup> Sur la diversité des vecteurs du *soft power* vietnamien en mer de Chine méridionale : Pierre Journoud (dir.), 2022, « Introduction », in *La mer de Chine méridionale au prisme du soft power. Nouvelles approches franco-vietnamiennes d'un vieux conflit maritime*, Paris, L'Harmattan, p. 55-69.

pour servir leurs intérêts, la commémoration de la « Guerre de résistance du peuple chinois contre l'agression japonaise », avenue de la « paix éternelle » à Beijing, a fourni le prétexte aux autorités chinoises d'une impressionnante démonstration de puissance, et de solidarité sans faille avec la Russie et la Corée du Nord, face à un Occident divisé et inquiet. Tandis que, la veille au Vietnam, la Chine n'avait été représentée que par son numéro trois – le membre du Comité permanent du Politburo et président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale de Chine, Zhao Leji<sup>4</sup>, et la Russie par le vice-président du Conseil de la Fédération Vladimir Yakushev, Xi Jinping est apparu en majesté, flanqué de Vladimir Poutine à sa droite et de Kim Jong-Un à sa gauche – ou plus exactement de celle de Peng Liyuan, son épouse. Un peu plus loin figurait le président de la République socialiste du Vietnam, Lương Cường...

## **Réformes diplomatiques, entre satisfaction mesurée et ambition renouvelée**

Le 80<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance de la République démocratique du Vietnam a sonné l'heure du grand bilan. Le mois d'août, celui de la révolution de 1945 qui a permis à Hồ Chí Minh et à ses collaborateurs de s'emparer des lieux et des symboles du pouvoir, a vu se concrétiser deux grands colloques. Le premier s'est tenu à l'Université de Langues et d'Études internationales (ULIS), qui peut s'enorgueillir de compter parmi ses étudiants un membre du gouvernement actuel – le vice-ministre de l'Information et des Communications Nguyễn Thanh Lâm, depuis 2022 – et plusieurs diplomates, comme l'ambassadrice Nguyễn Thị Vân Anh, représentante permanente du Vietnam à l'UNESCO depuis 2024, tous deux formés par le département de français. Cette enceinte universitaire bien connue, spécialisée dans l'enseignement des langues et civilisations, accueillait pour la première fois un colloque sur la diplomatie vietnamienne<sup>5</sup>, comme pour mieux

---

<sup>4</sup> Matthieu Duchâtel, « [Un 3 septembre à Pékin : lecture stratégique du défilé militaire](#) », Institut Montaigne, 3 septembre 2025.

<sup>5</sup> Thảo – ĐSTT, « [International Conference: "Vietnam's Diplomacy and International Cooperation in the New Era"](#) », 22 septembre 2025.

signifier l'importance de la maîtrise des langues et des cultures étrangères pour les diplomates. En présence d'une poignée d'experts étrangers – chinois, russe, canadien et français –, les diplomates vietnamiens réunis autour d'une table ronde introductive ont dressé un bilan largement positif du *Đổi mới* diplomatique 1.0, ouvert en 1988 par la Résolution n° 13 en faveur d'une diplomatie multilatérale et de coopération régionale résumée dans le slogan : « Plus d'amis et moins d'ennemis ». Ancienne ambassadrice auprès de l'Union européenne et ancienne vice-présidente du Comité des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale du Vietnam, Tôn Nữ Thị Ninh a toutefois souligné que, par son intégration au monde, le Vietnam était directement impliqué dans les grands défis globaux tels que l'ordre international, la paix, la prospérité ou le développement durable, et que, pour leur apporter des réponses efficaces, les diplomates vietnamiens devaient mieux identifier les forces et les faiblesses de leur pays. On ne saurait mieux dire.

La résolution du Politburo n° 59-NQ/TW du 24 janvier 2025 a érigé l'intégration internationale du Vietnam comme « moteur stratégique » de l'entrée du pays dans une nouvelle ère<sup>6</sup>. Le nombre d'États avec lesquels il entretient des relations diplomatiques est passé de 57 en 1986 à 169 en 2000, et 195 en 2025. Fort de partenariats (stratégiques, globaux...) avec 38 nations, y compris les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, et membre de plus de 70 organisations régionales et internationales, le Vietnam peut se targuer d'avoir eu une diplomatie proactive et efficace, à la mesure de son trop long isolement de la communauté internationale pendant, et surtout, à la fin de la Guerre froide, et des inquiétudes que l'évolution de la situation a fait naître après la Guerre froide, bouleversée en particulier par la rapidité de l'ascension de la puissance chinoise. Depuis le premier Partenariat stratégique global (PSG) avec la Chine en 2008, il en a signé 14 autres, avec une nette accélération depuis 2022 : trois en Europe (Russie en 2010, France en 2024 et Royaume-Uni en 2025), sept en Asie (Inde en 2016, République de Corée en 2022, Japon en 2023, Malaisie en 2024, Indonésie, Singapour et Thaïlande en 2025) et deux dans le Pacifique Sud (Australie en 2024 et Nouvelle-Zélande en 2025). La toile des PSG, qui repose

---

<sup>6</sup> « [L'intégration internationale, un moteur stratégique pour le Vietnam dans la nouvelle ère](#) », *Le Courrier du Vietnam*, 16 septembre 2025.

aussi bien sur des coopérations multiformes entre leurs signataires que sur une confiance stratégique mutuelle jugée bénéfique pour la sécurité et la prospérité du Vietnam, s'est nettement élargie, ces dernières années, à des pays alliés ou plus proches des États-Unis, et aux membres de l'ASEAN. C'est dire si, parallèlement à une diplomatie mémorielle qui la rapproche nettement de ses partenaires idéologiques (Chine, Corée du Nord) ou traditionnels (Russie)<sup>7</sup>, Hanoi prend soin d'avoir également des relations privilégiées avec les adversaires réels ou potentiels de la Chine, de la Russie et/ou de la Corée du Nord.

La France, parmi d'autres mais relativement tôt, a constamment œuvré en faveur de l'ouverture et de la modernisation du Vietnam. Dernière étape en date après la signature du PSG en octobre 2024, la visite d'État du président Emmanuel Macron au Vietnam, en mai 2025, a été l'occasion pour les deux pays de rappeler leur convergence de vue sur la nécessité de défendre un ordre international fondé sur le respect du multilatéralisme et du droit international, à l'heure de la résurgence des empires et des appétits territoriaux. Contrairement à son voisin du Nord, Hanoi manifeste ostentatoirement sa compréhension à l'égard de la ligne principale de la diplomatie française et européenne dans l'Indo-pacifique : une « troisième voie » entre États-Unis et Chine.

Mais, la détérioration de la situation régionale et internationale risque, si elle se confirme, de voir le bambou plier davantage dans un sens plutôt que dans l'autre. D'où l'impérieuse nécessité de consolider d'abord le front intérieur, à travers la poursuite des réformes administratives et économiques.

---

<sup>7</sup> Pham Xuan Dung, « [Vietnam's Memory Diplomacy : Curating the Past for an Uncertain Future](#) », *Fulcrum*, 4 novembre 2025.

## Des réformes administratives incessantes pour une « nouvelle ère »

### Un processus de réformes continu

L'année 2025 a vu la mise en œuvre de réformes majeures dans le cadre du plan de réforme de l'administration de l'État pour la période 2021-2030<sup>8</sup>.

Quelques mois après son accession au poste de secrétaire général du Parti (août 2024), Tô Lâm déclarait vouloir rapidement édifier un système politique « pur – compact – puissant – performant – vigoureux – efficace »<sup>9</sup> pour laisser une empreinte durable sur le processus de réformes et, sans doute, positionner ses soutiens aux postes clés. Son ambition s'inscrit dans un projet de rationalisation de l'appareil du Parti et de l'État, tant au niveau central que provincial, visant à en alléger les structures (notamment dans les provinces) afin de renforcer le contrôle de l'architecture politico-administrative à l'approche du XIV<sup>e</sup> Congrès national.

Les objectifs affichés de cette rationalisation sont nombreux : rapprocher l'administration des citoyens et renforcer la discipline ainsi que la responsabilité des dirigeants ; développer les services numériques pour améliorer les capacités de suivi et de contrôle de la population, des entreprises et des institutions<sup>10</sup>. Le nombre de ministères est dès lors passé de 19 à 14 en 2025. Celui du Travail, des Invalides de guerre et des Affaires sociales a été supprimé. Huit ministères ont fusionné pour n'en constituer que quatre : Finances, Construction, Agriculture et Développement rural, et Sciences et Technologies. Aux niveaux des provinces, via le jeu des fusions, on est passé de 63 villes et provinces relevant du pouvoir central à 34. Par ailleurs, l'échelon administratif des districts a été supprimé, ne

<sup>8</sup> « [Nghị quyết số 76/NQ-CP của Chính phủ : Ban hành Chương trình tổng thể cải cách hành chính nhà nước giai đoạn 2021 – 2030](#) » [Résolution n° 76/NQ-CP du gouvernement : Promulgation du programme global de réforme administrative de l'État pour la période 2021-2030], Portail numérique du gouvernement, juillet 2021.

<sup>9</sup> « Bài viết của Tổng Bí thư Tô Lâm : ‘Tinh - Gọn - Mạnh - Hiệu năng - Hiệu lực - Hiệu quả’ » [Article du secrétaire général à Lam : « pur – compact – puissant – performant – vigoureux – efficace »], *Báo Điện tử Chính phủ* [Journal électronique du gouvernement], 5 novembre 2024.

<sup>10</sup> « [6 nội dung cải cách hành chính nhà nước giai đoạn 2021-2030](#) » [Les six dimensions de la réforme administrative de l'État pour la période 2021-2030], Portail numérique de la commune de Yên Mô (Ninh Bình), août 2023.

laissant que deux échelons, les villes – provinces relevant du pouvoir central, et les communes. Le nombre de communes/quartiers a été réduit de 60 à 70 %, passant de 10 035 à 3 321 avec un élargissement de cette structure de base. Enfin, un programme de « rajeunissement » a été mis en place dans l'administration (retraite anticipée de certains cadres) afin de favoriser le renouvellement des générations.

Les réformes engagées en 2025 s'inscrivent dans un processus de long terme amorcé depuis près de 40 ans. Depuis le lancement du *Đổi mới* en 1986, le pays a progressivement réformé son système politico-administratif afin d'accompagner l'ouverture économique et la modernisation de l'État. Structurées par plusieurs programmes successifs depuis les années 1990, ces réformes visent à simplifier les procédures, renforcer l'efficacité administrative et soutenir le développement économique dans le cadre d'une « économie de marché à orientation socialiste », consacrée par la Constitution de 2013.

## Vers une nouvelle « ère »

Le Vietnam est actuellement classé 44<sup>e</sup> sur 139 pays à l'Index Global d'Innovation<sup>11</sup>. En 2024, le Bureau Politique a fixé des objectifs clairs en matière de développement à l'horizon 2030<sup>12</sup>. Il s'agit, tout d'abord, de faire en sorte que la productivité totale de l'innovation dans la croissance économique s'élève à 55 %, et que la part des produits de haute technologie dans la valeur totale des exportations atteigne au moins 50 %, contre 10 % actuellement. L'objectif est aussi que l'économie numérique représente au moins 30 % du PIB, que le taux d'utilisation des services publics en ligne par les particuliers et les entreprises dépasse 80 %, et que les transactions dématérialisées atteignent également 80 %.

---

<sup>11</sup> [Organisation mondiale de la Propriété intellectuelle.](#)

<sup>12</sup> [Nghị quyết 57-NQ/TW về đột phá phát triển khoa học, công nghệ, đổi mới sáng tạo và chuyển đổi số quốc gia](#) [Résolution 57-NQ/TW sur les percées en matière de développement scientifique et technologique, d'innovation et de transformation numérique nationale], *Báo Điện tử Chính phủ* [Journal électronique du Gouvernement], décembre 2025.

À terme, la proportion du développement d'activités d'innovation doit être présente dans 40 % des entreprises.

Plus récemment, à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de l'Innovation, le 1<sup>er</sup> octobre 2025, le secrétaire général Tô Lâm a exhorté la population vietnamienne à se saisir des opportunités ouvertes par l'innovation pour en faire le moteur central du développement du pays<sup>13</sup>. La responsabilité des autorités vietnamiennes va être de construire un écosystème national d'innovation reliant la région et le monde.

## **40 années de *Đổi mới* : la clé de l'intégration économique et politique**

### **Des indicateurs de progrès encourageants**

Le projet de synthèse des réformes inaugurées par le *Đổi mới* sera présenté au XIV<sup>e</sup> Congrès du PCV, après avoir été soumis aux lecteurs vietnamiens sur le site électronique du gouvernement, jusqu'au 15 novembre 2025. Fixant le cadre politique, l'ancien secrétaire général du Parti communiste, Nguyễn Phú Trọng, avait déclaré en 2022 « qu'à l'aube 2025, il sera nécessaire de perfectionner en profondeur le système théorique de la réforme ; à l'aube de 2030, en tirant les leçons du *Đổi mới*, il sera alors possible de compléter et de développer cette réforme pour répondre aux exigences de la nouvelle période pour 100 ans de direction du Parti ; avec pour objectif en 2045, que le Vietnam soit devenu un pays développé à revenu élevé, [...] engagé sur la voie vers le socialisme au Vietnam »<sup>14</sup>.

---

<sup>13</sup> « [Tổng Bí thư Tô Lâm định hướng 6 nhiệm vụ then chốt cho đổi mới sáng tạo quốc gia](#) » [Le secrétaire général Tô Lâm définit six tâches clés pour l'innovation nationale], *Journal électronique du Gouvernement*, 1<sup>er</sup> octobre 2025.

<sup>14</sup> Nguyễn Phú Trọng, 2022, *Một số vấn đề lý luận và thực tiễn về chủ nghĩa xã hội và con đường đi lên chủ nghĩa xã hội ở Việt Nam* [Raisonnements et pratiques vers le socialisme au Vietnam et le chemin y menant], Hanoi, Maison d'édition Politique nationale - Vérité, p. 278-279.

Le 31 octobre 2025, à l'Institut politique Hồ-Chí-Minh, le professeur Tạ Ngọc Tấn<sup>15</sup> indiquait qu'avant la politique de rénovation, 70 % de la population vivait sous le seuil de pauvreté. Ce chiffre s'élève à 1 % aujourd'hui. Le PIB est passé de 8-9 milliards en 1986 à près de 500 milliards \$ US en 2024, plaçant le Vietnam au 33<sup>e</sup> rang mondial ; le revenu moyen par habitant, de 92 \$ US à plus de 5 000 \$ US ; le commerce extérieur a atteint plus de 700 milliards \$ US par an<sup>16</sup>.

Selon une étude publiée en 2025 par le Département général des Statistiques<sup>17</sup>, le taux de croissance annuel moyen sur la période 1987-2024 a atteint environ 6,67 %, soit un des plus élevés au monde. La structure économique poursuit sa transformation vers l'industrialisation et la modernisation. Si en 1986 le secteur primaire représentait la part la plus importante de l'économie (36,76 %), il occupe aujourd'hui la part la plus faible (11,86 % en 2024). Parallèlement, le secteur industriel et de la construction est passé de la dernière place (24,74 %) à la deuxième (37,64 %), tandis que le secteur des services est passé de la deuxième (29,18 %) à la première (42,36 %). La productivité du travail a progressé de façon continue, tant en valeur qu'en rythme, contribuant fortement à la croissance et au développement socio-économique du pays. L'inflation est maîtrisée ; en 2024, elle n'atteignait que 3,63 %, loin du niveau du début de la phase du *Đổi mới* (entre 600 et 700 %). Le volume total des importations et des exportations de marchandises a atteint 786,29 milliards \$ US en 2024, soit plus de 267 fois le niveau de 1986. La balance commerciale affiche un excédent pour la neuvième année consécutive.

Sur le plan de la main-d'œuvre, l'équilibre entre l'offre et la demande est assuré, avec 51,9 millions de personnes actives en 2024. Le niveau de qualification des travailleurs s'améliore constamment, le taux de travailleurs formés,

---

<sup>15</sup> Vice-président de la Commission centrale de l'idéologie, vice-directeur du Groupe de rédacteurs des documents du Parti communiste vietnamien pour le XIV<sup>e</sup> Congrès.

<sup>16</sup> « [40 năm đổi mới là hành trình gian khổ nhưng vinh quang của Việt Nam](#) » [40 années de renouveau représentent un parcours ardu mais glorieux pour le Vietnam], *VOV*, 31 octobre 2025.

<sup>17</sup> Dr Nguyễn Thị Hương, « [Xu hướng chuyển dịch cơ cấu kinh tế Việt Nam từ năm 1986 đến nay](#) » [Tendance de la transition des structures économiques du Vietnam de 1986 à nos jours], Département général des statistiques, 6 mai 2025.

titulaires de diplômes et de certificats, atteint 28,3 %, soit une augmentation de 10,6 % par rapport à 2007. L'offre éducative et le réseau d'établissements d'enseignement général se développent ; le nombre de classes d'enseignement général pour l'année scolaire 2023-2024 s'élève à 522 500, soit une augmentation de 53,3 % par rapport à 1986. Le système d'enseignement universitaire connaît une forte expansion et un développement important, avec 450 universités ou écoles supérieures (en 2023), soit plus de quatre fois plus qu'en 1986.

Confronté dans les années 1980 à de graves pénuries alimentaires, le Vietnam est aujourd'hui l'un des premiers exportateurs mondiaux de riz, avec plus de 9 millions de tonnes exportées en 2024, et des produits agricoles présents dans plus de 160 pays (riz, café, poivre, noix de cajou, etc.). Cette transformation s'inscrit dans le contexte du *Đổi mới*, lancé alors que le pays faisait face à l'embargo américain, à l'effondrement du bloc soviétique et à une crise économique majeure. La normalisation progressive de ses relations internationales à partir de la fin des années 1980, couronnée par l'adhésion à l'ASEAN en 1995, a permis au Vietnam de s'intégrer aux chaînes de valeur régionales et mondiales. Depuis lors, le pays a connu une expansion spectaculaire du commerce extérieur et une intégration accrue dans les institutions économiques et politiques internationales. Le taux de croissance moyen du PIB pour la période 2016-2025 s'est élevé à environ 6,2 % par an. Le PIB continue d'augmenter et devrait se situer à plus de 510 milliards \$ US en 2025 permettant d'atteindre un PIB/hab. d'environ 5 000 \$ US.

## **Les obstacles à surmonter pour saisir de nouvelles opportunités**

Malgré ces réalisations indéniables, le risque de retard économique<sup>18</sup> guette encore le Vietnam qui peut se retrouver pris au piège du revenu intermédiaire (le revenu moyen par habitant ne dépassant pas 12 000 \$ US par personne et par an, calculé en valeur de 2010).

---

<sup>18</sup> Risque identifié dès le plénum de mi-mandature du VII<sup>e</sup> Congrès (janvier 1994).

En effet, le taux de croissance de la productivité du travail au Vietnam diminue progressivement, affichant un niveau inférieur à celui de nombreux pays de la région (estimé à 4,8 % sur la période 2021-2025, contre une moyenne de 6,1 % sur la période 2016-2018). La productivité totale des facteurs (PTF)<sup>19</sup>, indicateur important de la qualité de la croissance, tend également à baisser (2,77 % sur la période 2015-2019, -1,36 % en 2022 et 2023).

Ensuite, la croissance vietnamienne repose principalement sur les exportations, dont plus de 70 % sont réalisées par des entreprises à investissements directs étrangers, soit l'équivalent de 60 % du PIB. Ces entreprises importent plus de 80 % de leurs composants et équipements, n'utilisant au Vietnam que des matières premières de base (main-d'œuvre, terres, etc.). Par ailleurs, malgré une balance commerciale bénéficiaire, ce commerce extérieur reste très déséquilibré, notamment vis-à-vis des États-Unis. D'après les données des douanes américaines, les échanges bilatéraux entre les deux pays ont atteint 149,7 milliards \$ US en 2024, dont 136,6 milliards \$ US d'exportations vietnamiennes et 13,1 milliards \$ US d'importations en provenance des États-Unis. Face à cette situation, le président Trump a décidé d'appliquer une taxe douanière réciproque de 20 %<sup>20</sup> sur les produits vietnamiens (au lieu de 46 %) à compter d'août 2025. En contrepartie, les produits américains bénéficient désormais d'un accès intégral au marché vietnamien, avec 0 % droit de douane à leur importation. Fin octobre, en marge du 13<sup>e</sup> Sommet Asean-États-Unis, le président Trump et le Premier ministre Phạm Minh Chính ont annoncé la mise en œuvre d'une Déclaration conjointe sur un « Accord-cadre relatif à un commerce réciproque, équitable et équilibré ». Mais, face aux incertitudes géopolitiques actuelles, les autorités vietnamiennes cherchent à promouvoir un nouveau modèle de développement pour se dégager progressivement de cette dépendance aux exportations.

---

<sup>19</sup> Phuong Le *et al.*, 2019, « [Some Issues on the Vietnam Economic Growth](#) », *Depocen Working paper Series* (1), 33 p. Pour ces auteurs, la croissance économique du Vietnam repose largement sur la productivité totale des facteurs, mais elle est freinée au niveau microéconomique par la surutilisation et le détournement du capital, liés notamment au gaspillage et à des formes de corruption, ce qui souligne l'importance d'investir dans la technologie, le capital humain et une meilleure gouvernance.

<sup>20</sup> « [Bộ Công Thương : Mỹ áp thuế đối ứng 20 % với Việt Nam](#) » [Ministère de l'Industrie et du Commerce : Les États-Unis imposent une taxe douanière réciproque de 20 % au Vietnam], *VnExpress*, 1<sup>er</sup> août 2025.

Enfin, la qualité des ressources humaines, et notamment des ressources hautement qualifiées, demeure un point faible qu'il convient de résoudre ; la productivité du travail<sup>21</sup> et la motivation des cadres évoluant dans les entités étatiques ont diminué.

Malgré une trajectoire de croissance soutenue, l'économie vietnamienne demeure confrontée à des fragilités structurelles. Les ressources matérielles et financières restent en partie gaspillées ou sous-exploitées, notamment en ce qui concerne les terres et les ressources minérales. Les marchés financiers et monétaires demeurent instables, tandis que le secteur bancaire est exposé au secteur immobilier, ce qui alimente des vulnérabilités systémiques. Dans ce contexte, une partie croissante de la population manifeste une certaine défiance à l'égard du système bancaire. Cette dernière se traduit par un recours accru à des valeurs dites « refuge », au premier rang desquelles figure l'or physique, perçu comme une forme d'assurance financière familiale. Depuis fin 2024-début 2025, la flambée des cours de l'or a provoqué une ruée chez les joailliers, avec de longues files d'attente, révélatrices d'un comportement de protection patrimoniale. Si cette stratégie permet aux ménages de préserver leurs actifs, elle contribue également à détourner l'épargne des investissements productifs dont le pays a besoin pour soutenir son développement à long terme.

Ce déséquilibre entre l'offre et la demande d'or engendre par ailleurs des effets macroéconomiques notables, notamment des fluctuations du taux de change entre le dollar américain et le đồng vietnamien. La gestion du marché de l'or est ainsi devenue un enjeu majeur pour les autorités, à la fois pour préserver la stabilité financière et pour lutter contre les activités illicites. Lorsque l'écart de prix de l'or entre le Vietnam et certains pays voisins devient trop important – comme c'est actuellement le cas avec le Cambodge, où les écarts peuvent atteindre jusqu'à 25 % – les trafics transfrontaliers s'intensifient. Cette situation exerce une pression supplémentaire sur la gestion des changes et contraint la Banque centrale du Vietnam à intervenir, notamment par la régulation de la mise

---

<sup>21</sup> « [Improving labour productivity acts as core factor in national competitiveness](#) », *Vietnam News*, 15 octobre 2025.

sur le marché des lingots, en particulier à Ho Chi Minh-Ville, principal centre des échanges aurifères<sup>22</sup>.

Au-delà des enjeux monétaires, l'or constitue un vecteur privilégié de blanchiment d'argent<sup>23</sup>. Sa valeur élevée, sa reconnaissance internationale, son faible encombrement et sa difficile traçabilité en font un instrument couramment utilisé dans des activités illégales telles que la contrebande, la corruption, le trafic de drogue ou la prostitution. La presse vietnamienne fait régulièrement état d'affaires de trafic d'or impliquant des réseaux transfrontaliers, notamment avec le Cambodge<sup>24</sup> et la Chine<sup>25</sup>. Face à ces défis, les autorités vietnamiennes ont engagé une réponse multidimensionnelle : renforcement de la lutte contre la contrebande, encadrement strict des licences de production et de commercialisation des lingots, et promotion des transactions numériques afin de limiter l'usage du cash, souvent associé à des échanges d'or non tracés. Ces mesures visent à rétablir la confiance dans la monnaie nationale, stabiliser les marchés et réorienter l'épargne vers des usages plus productifs.

Confronté à ces défis économiques et financiers importants, Hanoi doit aussi répondre à des pressions contradictoires en matière d'accord de libre-échange avec l'UE et de défense de l'environnement...

---

<sup>22</sup> « [Ngân hàng Nhà nước lý giải giá vàng tăng: Không loại trừ doanh nghiệp đầu cơ, thao túng giá](#) » [La Banque d'État explique la hausse des prix de l'or : la spéculation et la manipulation des prix par les entreprises ne sont pas exclues], *Báo Đầu tư* [Journal l'investissement], 13 octobre 2025.

<sup>23</sup> « [Chặn nguy cơ “rửa tiền” trong giao dịch vàng](#) » [Prévenir les risques de blanchiment d'argent dans les transactions aurifères], *VnEconomy*, 8 juillet 2024.

<sup>24</sup> « [Vụ án buôn lậu vàng từ Campuchia về Việt Nam : Nhóm bị cáo phải nộp lại 6 tấn vàng](#) » [Affaire de contrebande d'or du Cambodge vers le Vietnam : les accusés sont condamnés à restituer 6 tonnes d'or], *Lao Động* [Le Travail], 27 mars 2025.

<sup>25</sup> « [Truy tố 11 bị can trong vụ buôn lậu 546kg vàng trị giá hơn 1.200 tỷ đồng](#) » [Onze accusés poursuivis dans une affaire de contrebande de 546 kg d'or d'une valeur de plus de 1,2 milliard VND], *Nhân Dân*, 24 novembre 2025.

## **La diplomatie du bambou face aux accusations d'autoritarisme et à la détérioration de la conjoncture**

### **L'État de droit vietnamien au défi des exigences et des lobbies occidentaux**

Quelques jours avant sa visite d'État, le président Macron a été prié d'alerter son homologue sur la situation des droits humains au Vietnam par un collectif d'associations auquel appartient la Ligue des Droits de l'Homme : « À ce jour, les autorités vietnamiennes détiennent près de 200 militants prodémocratie et blogueurs dont le seul tort est d'avoir exprimé, de manière pacifique, leurs opinions jugées critiques envers le gouvernement et le Parti communiste. La situation des droits humains au Vietnam s'est nettement dégradée après l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Vietnam, faute d'avoir obtenu de véritables garanties de la part de Hanoi avant sa ratification »<sup>26</sup>.

En février 2025, la Fédération internationale pour les Droits humains (FIDH), et plusieurs autres ONG ont déposé une plainte auprès de la Direction générale du Commerce de la Commission européenne pour violation de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne (UE) et le Vietnam (EVFTA). La répression avait frappé de peines d'emprisonnement une quarantaine de défenseurs des droits humains qui avaient documenté les impacts négatifs de projets d'investissement ou qui travaillaient sur des questions de développement durable, de participation de la société civile, de transition énergétique ou de conditions de travail<sup>27</sup>. Le 1<sup>er</sup> décembre 2025, les membres du Groupe consultatif interne (GCI) de l'EVFTA ont conclu à leur tour que « les avancées en matière de droits humains et de droit du travail n'étaient pas à la hauteur des retombées économiques ». Ils ont regretté « la non-ratification persistante de la Convention 87 de l'Organisation internationale du Travail (OIT) par le Vietnam »

---

<sup>26</sup> « [Situation des droits humains au Vietnam à l'occasion de la visite d'Emmanuel Macron les 26 et 27 mai 2025. Lettre ouverte dont la LDH est signataire, adressée au président de la République](#) », 21 mai 2025.

<sup>27</sup> « [Attaque en règle du Vietnam contre la société civile : une plainte est déposée pour violation de l'accord de libre-échange avec l'Union européenne](#) », Communiqué de la FIDH, 4 février 2025.

comme « la restriction de l'exercice de la liberté d'association imposée par la nouvelle loi relative aux syndicats et [...] la tendance inquiétante aux détentions arbitraires de défenseur.es des droits humains »<sup>28</sup>.

Ces mises en cause successives ne semblent pas avoir eu d'incidence sur la relation franco-vietnamienne, soudée par des convergences politico-stratégiques croissantes, ni sur les relations entre l'UE et le Vietnam, dont les échanges commerciaux ont connu une augmentation de 47 % entre 2019 (53,7 milliards \$ US) et 2024 (79 milliards \$ US)<sup>29</sup>. Le Vietnam a même été réélu, le 14 octobre 2025, au Conseil des Droits de l'Homme (CDH) de l'ONU pour le mandat 2026-2028, seul représentant de la région Asie-Pacifique à être réélu, et avec le score le plus élevé parmi les candidats (180 voix favorables)<sup>30</sup>.

Avec les États-Unis de Donald Trump, la question des libertés fondamentales, qui a longtemps constitué l'un des principaux irritants dans la relation américano-vietnamienne, n'a désormais plus guère de poids dans une relation dominée par les intérêts économiques et géopolitiques. Même le communiqué de presse publié le 9 décembre par la Commission américaine sur la Liberté religieuse internationale (USCIRF) sur la politique répressive des autorités vietnamiennes vis-à-vis des membres de groupes religieux non enregistrés qui pratiquent leur culte indépendamment des organisations religieuses reconnues par l'État<sup>31</sup>, ne semble pas avoir retenu l'attention de l'exécutif.

En définitive, l'équation internationale s'avère, pour les autorités vietnamiennes, bien plus redoutable encore à résoudre et risqué, au fil du temps, de fragiliser sa patiente diplomatie du bambou.

---

<sup>28</sup> FIDH, « [Accord de libre-échange Union européenne-Vietnam](#) », 2 décembre 2025.

<sup>29</sup> Camille Brugier, « [Bilan de l'accord de libre-échange UE-Vietnam 5 ans après](#) », *Upply*, 25 septembre 2025.

<sup>30</sup> « [Droits de l'homme : la communauté Internationale salue les progrès réalisés par le Vietnam](#) », *Nhân Dân*, 23 octobre 2025.

<sup>31</sup> Pour le rapport de l'USCIRF : [Annual Report 2025](#), mars 2025. Et pour la réponse vietnamienne : « [Liberté religieuse : le Vietnam récuse les évaluations "non objectives" de l'USCIRF](#) », *Le Courrier du Vietnam*, 19 décembre 2025.

## **La stratégie du *hedging* à l'épreuve de la détérioration de la conjoncture régionale et internationale**

Marquée par la guerre en Ukraine et la persistance des tensions autour de Taïwan et de la mer de Chine méridionale, la situation internationale confronte les dirigeants vietnamiens, et leur « diplomatie Facebook », à un jeu d'équilibriste de plus en plus subtil.

Le résultat des négociations économiques américano-vietnamiennes a prouvé l'importance que les États-Unis accordaient à leur partenariat stratégique global avec le Vietnam, dans le cadre d'une stratégie indopacifique largement motivée par la volonté de contenir la puissance chinoise dans la région. Pour le Vietnam, à l'inverse, les États-Unis ne sont pas seulement une zone d'exportation stratégique (25 % de son PIB), mais aussi le seul partenaire susceptible d'équilibrer une relation tout aussi asymétrique avec la Chine et encore plus sensible en raison des conflits historiques, des revendications maritimes réciproques, et d'un nationalisme vietnamien à fleur de peau. Organisée à l'occasion du 30<sup>e</sup> anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays, les 2-3 novembre 2025, la visite officielle du secrétaire des États-Unis à la Guerre Pete Hegseth et du secrétaire adjoint à la Marine Hung Cao, dont la presse et les réseaux sociaux vietnamiens se sont plu à souligner les origines vietnamiennes, a confirmé les bonnes dispositions de l'administration Trump à l'égard du Vietnam. Elle a permis de renouer avec l'esprit de réconciliation – et de coopération sur les conséquences à long terme de la guerre du Vietnam – qui paraissait avoir été un moment abandonné sur l'autel des intérêts économiques. Une nouvelle aide de 130 millions \$ US a, par exemple, été débloquée pour le projet de dépollution à la dioxine de la base de Biên Hòa, portant le total de l'aide non remboursable du gouvernement américain à 430 millions \$ US<sup>32</sup>.

Mais la dégradation du contexte régional et international fait peser de nouvelles tensions sur les équilibres diplomatiques du Vietnam, en particulier dans sa relation avec les États-Unis. La montée des tensions autour de Taïwan, marquée par l'annonce d'une vente d'armes américaine massive à l'île, en

---

<sup>32</sup> « [Visite officielle du secrétaire américain à la Guerre au Vietnam](#) », *Le Courrier du Vietnam*, 2 novembre 2025.

décembre 2025, et par une posture chinoise de plus en plus coercitive, ravive les rivalités stratégiques en Asie de l'Est et implique de manière croissante les partenaires régionaux, à commencer par le Japon.

Parallèlement, la poursuite de la guerre en Ukraine renforce l'axe Chine-Russie-Corée du Nord et accentue la polarisation du système international. Officiellement neutre, le Vietnam continue pourtant de renforcer ses relations avec la Russie, sans que cela n'affecte directement sa sécurité, mais cette position place ses dirigeants face à des dilemmes politiques et moraux croissants. Après la visite officielle en Russie du secrétaire général Tô Lâm en mai, et sa participation aux commémorations du 80<sup>e</sup> anniversaire de la « Grande Guerre patriotique », les deux partenaires ont célébré, en décembre, 75 ans de relations diplomatiques et de coopération à l'Université d'économie Plekhanov qui compte plus de 1 000 étudiants internationaux, dont 263 étudiants vietnamiens<sup>33</sup>. Entre la défense des principes du droit international que Hanoi invoque face à Pékin en mer de Chine méridionale et le maintien de partenariats stratégiques historiques, le Vietnam doit composer avec un environnement géopolitique de plus en plus fragmenté et instable.

Le conflit maritime, qui s'est aggravé entre Manille et Beijing, met à l'épreuve le rapprochement entre les Philippines et le Vietnam. Les nombreuses et brutales démonstrations de force des milices et garde-côtes chinois ont justifié, en décembre 2024, la requête inédite des autorités vietnamiennes auprès du Tribunal international pour le droit de la mer afin de faire reconnaître ses droits sur les Paracel et les Spratley. Mais leur poursuite contredit les protestations pacifiques de Xi Jinping, qui affirmait, en mai 2025 à Hanoi, son souhait de « gérer les différends de manière appropriée et sauvegarder la paix et la stabilité dans notre région »<sup>34</sup>. Elle met aussi à mal, comme le recherche d'ailleurs Beijing sur ce dossier, la cohésion d'une ASEAN déjà malmenée par la poursuite de la guerre civile en Birmanie, et mise à l'épreuve par les affrontements militaires récurrents entre le Cambodge et la Thaïlande.

---

<sup>33</sup> « 75 ans de relations Vietnam-Russie : un "fil rouge" reliant les deux nations », *Vietnam.vn*, 12 décembre 2025.

<sup>34</sup> Dépêche AFP, 14 avril 2025.

---

Les défis régionaux et internationaux s'accumulent pour le Vietnam, confrontant la diplomatie du bambou à ses propres limites, même si la prudence commande sa poursuite aussi longtemps que possible. Dans ce domaine comme en d'autres, la volonté de réformer, de rationaliser et de moderniser est forte. La résolution n° 292/NQ-CP du 23 septembre 2025 exhorte à la construction et au développement d'un « secteur diplomatique global, moderne et professionnel, répondant aux exigences de promotion des affaires étrangères et de l'intégration internationale »<sup>35</sup>. Après un cycle de réconciliations amorcé dans les années 1990 avec tous les anciens adversaires du Vietnam, Tô Lâm a exhorté à une « politique de réconciliation nationale » à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de la réunification militaire du Vietnam, le 30 avril 1975, pour renforcer la cohésion de la nation, avant d'autoriser, le 22 août, la diffusion de *Mùa đỏ*, le film-événement de l'année 2025 sur la sanglante bataille de Quảng Trị en 1972 et les négociations de Paris, produit par les studios de l'Armée populaire du Vietnam<sup>36</sup>. Moment de grande émotion collective et intergénérationnelle, ce film a marqué une nouvelle étape d'un processus destiné à surmonter, au Vietnam, les conséquences à long terme de la longue guerre civile qui a séparé des millions de Vietnamiens pendant au moins une génération. Comme un retour aux sources de l'art moderne vietnamien, l'année 2025 s'est achevée, du 5 au 12 décembre, sur l'organisation du premier festival de films vietnamiens à Paris. En projetant, dans la salle du Grand Rex, 17 œuvres réalisées entre 1975 et 2025, les Vietnamiens ont prouvé qu'ils avaient réussi, à leur tour, à poser les premières pierres d'un *soft power* moderne et reconnu comme tel. Mais l'unité ainsi revendiquée au cinéma, comme dans la société, saura-t-elle résister aux chocs annoncés des empires et des prédatations ?

Le Vietnam, qui a enregistré des résultats économiques prometteurs, reste mobilisé pour poursuivre l'amélioration de l'environnement des investissements

---

<sup>35</sup> [Ngành ngoại giao với những định hướng chiến lược lâu dài](#) [Diplomatie avec des orientations stratégiques à long terme], VOV, 17 décembre 2025.

<sup>36</sup> « Succès : *Mùa đỏ* quitte les salles obscures avec 714 milliards de dongs de recettes », *Le Courrier du Vietnam*, 29 septembre 2025.

nécessaires à la poursuite des grands projets ferroviaires, énergétiques, routiers, logistiques, etc.<sup>37</sup> L'une des difficultés consistera à concevoir un développement économique durable, en recherchant une valeur ajoutée « vietnamisée » par l'augmentation du taux de localisation des produits. L'enjeu de la cohésion sociétale, en effet, n'est pas moindre, à l'épreuve de la croissance des inégalités internes et de la décomposition de l'ordre international post-1945.

---

<sup>37</sup> « [Đồng loạt khởi công, khánh thành 234 dự án lớn trên cả nước](#) » [234 projets majeurs sont lancés et inaugurés en parallèle dans tout le pays], Journal *Tuổi Trẻ* [la jeunesse] en ligne, 19 décembre 2025.

## Fiche Vietnam

**Nom officiel** : République socialiste du Vietnam (en vietnamien Việt Nam)

**Capitale** : Hanoi (en vietnamien Hà Nội)

**Superficie terrestre** : 331 340 km<sup>2</sup>

**Population en 2025** (source : prévisions du Département général des Statistiques du Vietnam) : 102 millions d'habitants (38 % urbains et 62 % ruraux).

**Langue officielle** : vietnamien

### Données politiques

---

**Nature de l'État** : république socialiste

**Nature du régime** : communiste, parti unique

**Suffrage** : universel (à partir de 18 ans)

**Secrétaire général du Parti communiste vietnamien (PCV)** : Tô Lâm, à la suite du décès de Nguyễn Phú Trọng en août 2024.

**Chef de l'État** : Lương Cường, depuis octobre 2024, succédant à Tô Lâm désigné en mai 2024.

**Premier ministre** : Phạm Minh Chính (depuis février 2021)

**Ministre des Affaires étrangères** : Bùi Thanh Sơn (depuis avril 2021) jusqu'en avril 2025, car nommé vice-Premier ministre et remplacé par Lê Hoài Trung.

**Ministre de la Défense nationale** : Phan Văn Giang (depuis avril 2021)

**Président de l'Assemblée nationale** : Trần Thanh Mẫn (depuis mai 2024)

**Échéances** : - 14<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Vietnamien : début 2026  
- prochaines élections présidentielles et législatives au printemps 2026

## Indicateurs démographiques et sociologiques

**Principaux groupes ethniques** : Le gouvernement vietnamien reconnaît 54 groupes ethniques représentant 14,15 % de la population vietnamienne. Les principaux groupes sont les suivants (General Statistics Office - *Tổng cục Thống kê Việt Nam*, 2025), en millions d'habitants et en pourcentage du total de la population.

Kinh	Tày	Thái	Mường	Khmer	Mông	Dao	Hoa	Total
87,556	1,913	1,736	1,525	1,525	1,325	0,942	0,637	102
85,84 %	1,88 %	1,70 %	1,50 %	1,50 %	1,30 %	0,92 %	0,62 %	100 %

### Religions (*Báo điện tử*, journal numérique du gouvernement vietnamien, 2019) :

Sur 96,2 millions d'habitants au Vietnam fin 2019 : 13,2 millions de pratiquants : 13,7 % de la population, soit :

- 5,9 millions de catholiques : 44,6 % des pratiquants et 6,1 % de la population
- 4,6 millions de bouddhistes : 35 % des pratiquants et 4,8 % de la population
- 2,7 millions de pratiquants des 14 religions recensées au total

## Chronologie

### JANVIER 2025

- 08 • Le gouvernement vietnamien annonce une rationalisation des agences de l'État qui pourrait impacter 100 000 travailleurs. Le vice-Premier ministre Nguyen Hoa Binh a déclaré que les agences d'État ne devaient pas « devenir un abri pour les gens paresseux ». Avec une échéance prévue pour le 15 mars, le gouvernement prévoit la fusion de ministères et la dissolution d'agences jugées redondantes. Ces réformes, ont officiellement pour objectif de rendre la gouvernance du pays plus efficace. Elles font l'objet de critiques d'observateurs, qui dénoncent un manque de préparation et de coordination.
- 27 • Emprisonné depuis 2021 pour « évasion fiscale », l'avocat et activiste vietnamien Đặng Đình Bắc reçoit la médaille Roger-N.-Baldwin pour la liberté en reconnaissance de son travail de protection de l'environnement. Ses partisans estiment que sa mise en accusation est liée à son activisme. Son cas reflète la répression croissante des défenseurs de l'environnement au Vietnam, où les lois fiscales sont utilisées pour les faire taire, malgré les engagements du pays pour une transition énergétique verte.

### FÉVRIER 2025

- 06 • En 2024, le Vietnam a intensifié la construction d'îles artificielles dans la mer de Chine méridionale, ajoutant en quelques mois 280 hectares aux îles Spratley et planifiant plusieurs pistes d'atterrissage. Cette expansion vise à renforcer sa présence face aux revendications chinoises. Cela suscite des tensions avec la Malaisie et les Philippines. Si l'opinion publique vietnamienne soutient ces développements, des experts soulignent leurs coûts élevés, leur vulnérabilité militaire et leur impact environnemental. Malgré ces défis, Hanoi semble déterminé à poursuivre cette stratégie pour protéger ses intérêts maritimes.
- 19 • Le Vietnam vise une croissance économique de 8 % pour 2025. Le gouvernement prévoit que l'inflation se situera entre 4,5 % et 5 %. Le pays a approuvé des projets d'infrastructure majeurs, dont ses premières centrales nucléaires et une liaison ferroviaire avec la Chine. Les députés ont également approuvé des politiques pour développer des centrales nucléaires, permettre au réseau Starlink d'Elon Musk d'offrir des services internet par satellite, et soutenir les entreprises locales dans l'industrie des semi-conducteurs. Une réforme visant à réduire les coûts et améliorer l'efficacité administrative a également été adoptée.

### MARS 2025

- 1<sup>er</sup> • À partir du 1<sup>er</sup> mars, une réforme majeure entre en vigueur pour réorganiser le gouvernement vietnamien, réduisant le nombre de ministères et d'agences afin d'améliorer l'efficacité administrative. Cette réorganisation inclut la fusion de certaines provinces, la suppression du niveau des districts et la création d'un modèle administratif à deux niveaux, dont la mise en œuvre sera finalisée en avril 2025.
- 06 • L'Union européenne exprime ses préoccupations concernant l'arrestation de militants des droits humains, de défenseurs des droits des travailleurs et d'experts en environnement au Vietnam, lors de la 58<sup>e</sup> session du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU. Par ailleurs, des organisations de défense des Droits humains ont déposé une plainte contre le Vietnam pour violation des engagements liés à la protection des droits des travailleurs, de l'environnement et des droits fonciers dans le cadre de l'accord de libre-échange entre l'UE et le Vietnam.
- 12 • Le Vietnam et Singapour renforcent leurs relations en les élevant au niveau de « partenariat stratégique global et complet ». Cette décision intervient alors que le Vietnam fait face à des critiques en raison de son excédent commercial important avec les États-Unis, risquant des sanctions tarifaires. Le partenariat se concentre sur des domaines tels que l'économie numérique et verte, la défense, l'éducation et le tourisme, tout en poursuivant des projets communs comme les Parcs industriels Vietnam-Singapour (VSIP).

### AVRIL 2025

- 14 • Le président chinois Xi Jinping entame une tournée en Asie du Sud-Est par le Vietnam. Il y signe 45 accords, visant à renforcer les chaînes d'approvisionnement et les infrastructures.

### MAI 2025

- 12 • Le Vietnam et la Russie s'accordent sur la mise en place d'un partenariat nucléaire ambitieux prévoyant la construction de centrales nucléaires au Vietnam afin d'augmenter sa capacité de production. Ce projet suit la logique du gouvernement de soutenir la croissance rapide de son économie.
- 26 • La compagnie aérienne Vietjet annonce commander à la France 20 Airbus A330-900. Cet accord d'environ 8,2 milliards \$ US est effectué en pleine visite du président français au Vietnam, venu renforcer les liens entre la France et l'Asie du Sud-Est dans les secteurs de la défense, de l'innovation, de la culture et de la

transition énergétique. Douze accords au total seraient prochainement signés entre Hanoi et Paris.

- 27 • Emmanuel Macron conclut sa visite par la signature de 10,6 milliards \$ US de contrats commerciaux. Un accord a par ailleurs été signé entre l'AFD et Électricité du Vietnam pour soutenir la relance du programme électronucléaire. Ce renforcement de la coopération franco-vietnamienne conduit la France à se positionner comme une « troisième voie » entre la Chine et la Russie. Il s'agit de la première visite présidentielle française au Vietnam depuis celle de François Hollande en 2016.

## JUIN 2025

- 16 • Inauguration d'un centre de recherche en intelligence artificielle créé par l'entreprise américaine Qualcomm. Le gouvernement vietnamien espère que ce centre attirera davantage d'IDE vers le pays, permettant *in fine* à celui-ci d'apparaître comme un acteur majeur de la recherche et développement dans le domaine en Asie du Sud-Est.

## JUILLET 2025

- 02 • Le Vietnam assouplit sa loi sur la nationalité en facilitant la double nationalité. Cette nouvelle politique s'inscrit dans la dynamique actuelle de renforcement du développement et de l'attractivité du pays. Hanoi espère ainsi attirer des talents issus de la diaspora.

## SEPTEMBRE 2025

- 02 • Le Vietnam célèbre les 80 ans de la déclaration du 2 septembre 1945 et de son indépendance. Un défilé militaire a lieu sur la place Ba Đình, à Hanoi, en présence d'invités internationaux, dont le président du Laos Thongloun Sisoulith, le président de Cuba Miguel Díaz-Canel Bermúdez, le président du Sénat cambodgien Hun Sen, le président du Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire chinoise Zhao Leji et le président de la Chambre des représentants biélorusse Igor Sergeenko.
- 02 • À l'occasion de l'anniversaire de ses 80 ans d'indépendance, le Vietnam lance un investissement de 1 280 000 milliards VND, soit 48,7 milliards \$ US, fléché vers 250 projets majeurs. Répartis dans 34 villes et provinces, ces projets couvrent la plupart des secteurs stratégiques du pays, comme les infrastructures, le transport, l'éducation, la haute technologie ou l'énergie, censés propulser le pays vers 2045.
- 12 • Conclusion de la visite de la gouverneure générale d'Australie Sam Mostyn au Vietnam. Le partenariat stratégique entre les deux pays est renforcé, en particulier dans les domaines de la réforme du secteur public, la coopération éducative ou la

lutte contre le changement climatique. Le Premier ministre Phạm Minh Chính propose par ailleurs de porter le commerce bilatéral à 20 milliards \$ US et d'élargir les investissements dans le secteur des minerais critiques et des terres rares.

- 12 • Le film *Mùa đở*, réalisé par le studio de l'Armée populaire vietnamienne dépasse les 613 milliards VND (23 millions \$ US) au box-office et devient le film au plus haut chiffre d'affaires de l'histoire du Vietnam. Le film raconte l'histoire de la seconde bataille de Quảng Trị, en 1972.
- 22 • 63 membres de l'Hôpital de campagne de niveau 2 n° 7 et 184 membres du Détachement du Génie n° 4 de l'Armée populaire vietnamienne quittent le Vietnam pour servir au sein des Casques bleus dans le cadre de missions des Nations unies au Soudan du Sud et à Abiyé, à la frontière entre le Soudan du Sud et le Soudan du Nord.
- 24 • Le vice-ministre de la Construction Nguyễn Danh Huy participe à la première réunion du Comité mixte de coopération ferroviaire Vietnam-Chine. L'objectif de cette rencontre est de mettre en œuvre les accords signés en décembre 2024 et avril 2025 visant à connecter les deux réseaux de chemin de fer et d'accélérer les projets frontaliers de lignes à écartement standard, notamment la ligne Lào Cai-Hanoi-Hải Phòng. Beijing et Hanoi s'accordent aussi sur la planification de deux lignes à écartement standard supplémentaire.

## OCTOBRE 2025

- 1<sup>er</sup> • Une délégation de garde-côtes menée par le général Trần Quang Tuấn part pour les Philippines dans le cadre d'une mission de travail entre les deux marines. L'objectif est de concrétiser le protocole d'accord de coopération signé en 2024 entre les deux pays.
- 10 • Le monopole d'État placé il y a 13 ans sur la production de lingots d'or est aboli par le gouvernement vietnamien. Les banques et les entreprises possédant des licences de commerce de l'or sont désormais autorisées à participer au négoce d'or, marquant une nouvelle étape dans la participation de l'économie privée dans le développement du pays alors que le cours de l'or a rarement été aussi élevé.
- 13 • Le maréchal de l'air Stephen Chappell, chef de la Royal Australian Air Force, visite Hanoi et rencontre le chef d'état-major vietnamien, Nguyễn Tân Cương pour renforcer les relations militaires aériennes entre les deux pays. Cette rencontre intervient après une importante collaboration entre la RAAF et les Casques bleus vietnamiens dans le cadre de leur mission au Soudan du Sud. L'Australie et ses entreprises de défense ont aussi été invités durant cette rencontre à participer aux prochaines éditions de la Vietnam International Defence Expo.

- 25-26 •** Hanoi sert de ville-hôte à la signature de la Convention des Nations unies contre la cybercriminalité et doit accueillir les représentants de 100 États et de 100 organisations. Le traité doit permettre le partage de données et la mise en place d'accords d'extradition, avec la criminalisation de 10 types de délits comme le piratage informatique. En deux jours, 72 pays signent l'accord.
- 26 •** À l'occasion du Sommet de l'ASEAN, les États-Unis et le Vietnam négocient un accord commercial, dont la finalisation est prévue en novembre. Washington annonce maintenir ses tarifs douaniers à 20 % contre Hanoi mais identifiera des produits sur lesquels les taxes pourraient être nulles. En échange, le Vietnam accepte d'offrir un accès préférentiel aux biens américains.
- 30 •** Le secrétaire général du Parti communiste, Tô Lâm, mène une visite diplomatique au Royaume-Uni. Après une rencontre avec le Premier ministre Keir Starmer, les deux pays élèvent leurs relations au rang de partenariat stratégique global.

#### **NOVEMBRE 2025**

- 07 •** Après avoir touché les Philippines, le typhon *Kalmaegi* impacte le Vietnam. Dans le centre du pays, la tempête coupe l'électricité pour 1,7 million de personnes. Selon le bilan officiel, le typhon aurait fait six morts et 26 blessés.

## Portraits



Source : [www.bizuni.vn](http://www.bizuni.vn)

### **Docteur Lê Đăng Doanh**

Né en 1942 à Hanoi, le Docteur Lê Đăng Doanh est diplômé de l'Université technique de Leuna-Merseburg (République démocratique d'Allemagne) où il obtient son diplôme en 1967. En 1984, il poursuit des études supérieures à l'Académie d'Économie nationale de Moscou.

De 1968 à 1978, il est expert auprès du gouvernement, puis intègre l'Institut central de Gestion économique (Viện Quản lý Kinh tế Trung ương [Central Institute for Economic Management, CIEM]) en tant que chef de département. De 1987 à 1988, il est expert principal auprès du Comité central du Parti communiste vietnamien (PCV), puis, de 1988 à 1990, conseiller économique auprès du secrétaire général du PCV, Nguyễn Văn Linh. Il a également servi comme conseiller économique auprès des dirigeants comme Phạm Văn Đồng, Đỗ Mười et Nguyễn Duy Trinh.

En 1991, il est nommé vice-président du CIEM avec rang de vice-Ministre, puis directeur de ce même centre en 1993. À ce titre, le Dr Lê Đăng Doanh va être un témoin et un acteur principal des différentes réformes administratives et économiques mises en place durant les 20 premières années de la politique du *Đổi mới*. Par ailleurs, de 2007 à 2009, il fonde et travaille également à l'Institut d'Études du Développement (IDS).

En 2015, dans le cadre de la préparation du XII<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Vietnamien, la BBC rapporte que le Dr Lê Đăng Doanh (avec plus de 126 autres personnalités vietnamiennes) a adressé une lettre ouverte au Bureau politique proposant de « changer le nom du parti [ne plus l'appeler Parti communiste] ; de changer le nom du pays [ne plus l'appeler République

socialiste] ; de libérer les dissidents politiques détenus ; de mettre fin à la répression et à l'empêchement des personnes d'exercer leurs droits démocratiques conformément à la Constitution ». Il affirmait également : « La pratique de notre pays ainsi que l'expérience de nombreux pays dans le monde ont clairement montré les erreurs et les échecs de la voie de la construction du socialisme selon le marxisme-léninisme ».

Le Dr Lê Đăng Doanh souhaite ainsi poursuivre la réforme administrative vietnamienne et la faire évoluer pour qu'elle se détache d'une vision trop rigoriste de l'application du marxisme-léninisme. Début juillet 2015, les Nations unies l'ont nommé membre du Comité des politiques de développement pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2016 au 31 décembre 2018. Depuis 2020, ses apparitions se font plus rares. Il continue cependant à produire des articles sur l'évolution économique du Vietnam.



Source : [amnesty.or.th](https://www.amnesty.or.th)

### **Maître Đặng Đình Bách**

Expert en droit de l'environnement et militant emblématique pour la justice environnementale au Vietnam, l'avocat Đặng Đình Bách est le cofondateur, en 2007, du Centre de recherche en Droit et Politique de Développement durable qu'il a dirigé de 2011 à 2021. Il a joué un rôle majeur dans la défense des droits des communautés vulnérables face aux dommages causés par des projets industriels. Ses activités de veille au sein du conseil exécutif du réseau VNGO-EVFTA, un groupe d'ONG vietnamiennes de développement et de protection de l'environnement voué à évaluer le respect des conditions de travail et de développement durable dans le cadre de l'accord commercial conclu entre le

Vietnam et l'UE, lui ont valu d'être emprisonné pour cinq années, en 2021, officiellement pour évasion fiscale.

La visite d'État du président de la République française au Vietnam, en mai 2025, a été l'occasion d'attirer l'attention de l'exécutif sur son cas et celui de quelques autres dirigeant(e)s d'ONG environnementales et climatiques emprisonnés. Plusieurs ONG françaises et étrangères ont pointé les contradictions du régime vietnamien. D'une part, celui-ci affiche de grandes et louables ambitions environnementales pour le Vietnam, l'un des pays les plus vulnérables du monde face au changement climatique, tout en ambitionnant de devenir un pays à revenu élevé d'ici 2045. Sur la seule période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 4 décembre 2025, les statistiques officielles vietnamiennes ont recensé 21 tempêtes et typhons, 419 morts, 30 blessés, et environ 3,5 millions \$ US de dégâts matériels. De l'autre, les autorités vietnamiennes ont emprisonné plusieurs dizaines des meilleurs experts et militants reconnus de la cause écologique.

Ironie du sort, Đặng Đình Bách a été arrêté après une campagne visant à réduire la dépendance de son pays au charbon, alors même que les dirigeants vietnamiens érigeaient la neutralité carbone en objectif prioritaire à atteindre à l'horizon 2050 (COP 26 de 2021) et accueillaient avec bienveillance, à cette fin, les coopérations et l'expertise de la France, notamment, via l'Agence française de Développement (840 millions \$ US octroyés pour une quinzaine de nouveaux projets alignés sur l'Accord de Paris, pour la période 2021-2025).

## Arrêt sur image



Le couple présidentiel français devant l'Université des Sciences et des Technologies de Hanoi (USTH), 27 mai 2025.

*Crédit photo : P. Journoud.*

Cinquième d'un président de la République française en 30 ans mais première d'Emmanuel Macron depuis sa prise de fonctions en 2017, cette visite d'État aura été organisée, comme presque toutes les précédentes, en fin de mandat. Tardive, elle n'en a pas moins revêtu un caractère particulier en raison de la conjoncture bilatérale et internationale.

À l'échelle bilatérale, elle est intervenue moins de huit mois après celle en France du secrétaire général du Parti communiste vietnamien, Tô Lâm, qui a permis l'élévation du partenariat stratégique franco-vietnamien signé en 2013 en partenariat stratégique global, le plus haut dans la subtile hiérarchie des partenariats vietnamiens.

Le passé regardé en face, assumé dans toutes ses dimensions, de la plus tragique à la plus heureuse, a servi de soubassement à une relation qui, au fil des décennies et de l'ascension économique et diplomatique du Vietnam, est devenue plus pragmatique et plus confiante avec l'ancienne puissance coloniale. Mais, rien n'étant jamais acquis au nom de la seule histoire, les intérêts géopolitiques et économiques ont accéléré le rapprochement au sommet de ces dernières années : la volonté de préserver les grands équilibres internationaux – en particulier, le multilatéralisme onusien et le dialogue interrégional, tant malmenés –, de respecter et faire respecter la souveraineté territoriale et le droit international, notamment maritime, et de protéger la paix dont les Vietnamiens connaissent la valeur pour avoir éprouvé dans leur chair et dans leur âme le plus long, le plus sanglant et le plus coûteux des cycles de guerres dans le monde post-1945. Malgré le déficit structurel de leurs relations commerciales, leur vision commune de ces enjeux géopolitiques, mais aussi des défis socio-économiques fondés sur l'innovation et le développement durable, permet d'envisager sereinement l'avenir de la relation franco-vietnamienne, bien au-delà des 10,6 milliards \$ US de contrats signés à l'occasion de la visite présidentielle.

---

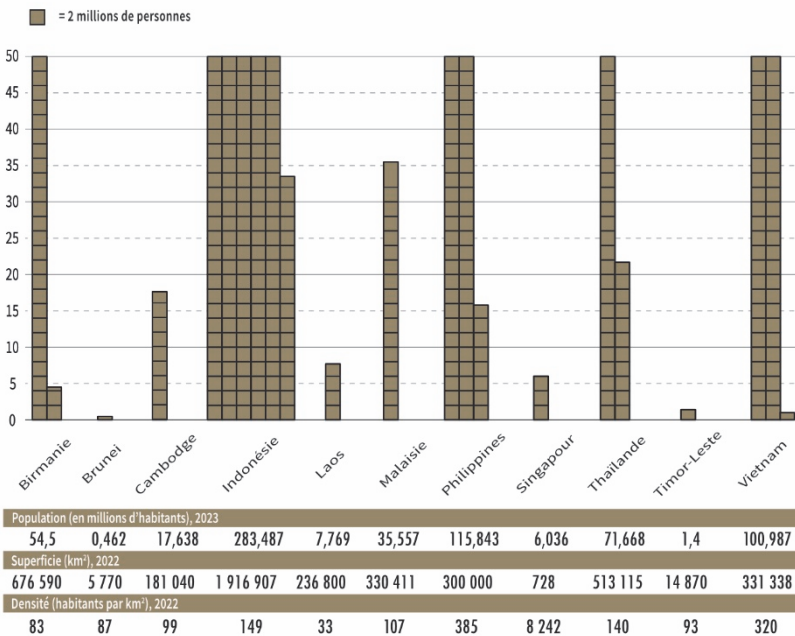
## Indicateurs-clés

---

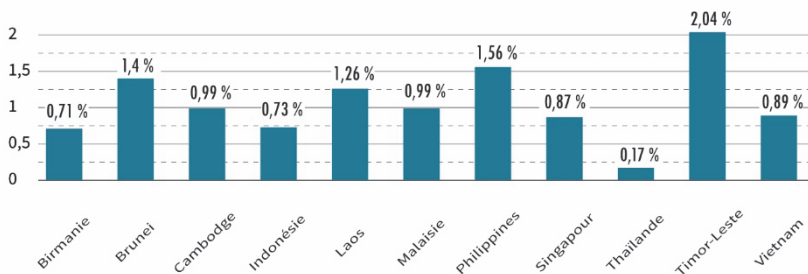


**Figure 1 – Populations en millions, superficies et densités de peuplement**

Sources : The World Bank, 2024 (<https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.TOTL>).  
The World Bank, 2024 (<https://data.worldbank.org/indicator/AG.SRF.TOTL.K2>).  
The World Bank, 2023 (<https://data.worldbank.org/indicator/EN.POP.DNST>).

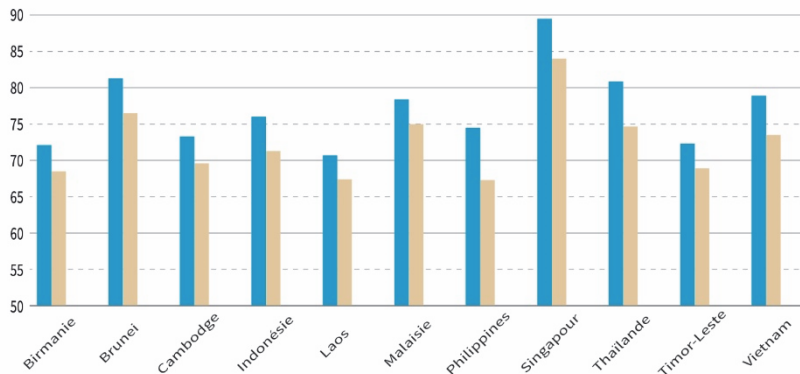
**Figure 2 – Croissance démographique, 2024**

Source : CIA-The World Factbook, 2025 (<https://www.cia.gov/the-world-factbook/field/population-growth-rate/country-comparison/>).



**Figure 3 – Espérance de vie à la naissance**

Source : CIA-The World Factbook, 2025 (<https://www.cia.gov/the-world-factbook/field/life-expectancy-at-birth/>).



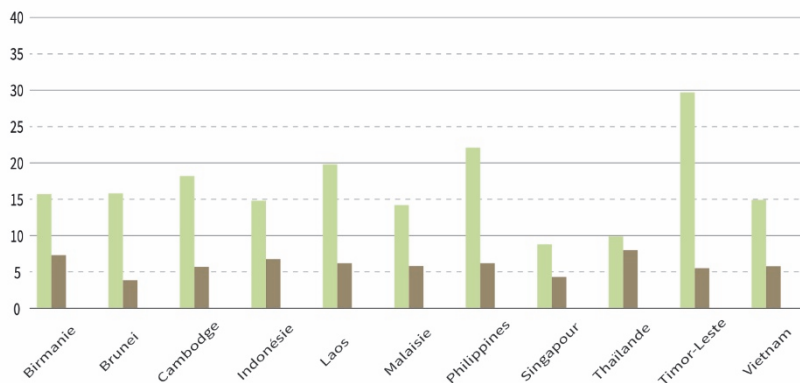
Femmes	
Birmanie	72,1
Brunei	81,3
Cambodge	73,3
Indonésie	76
Laos	70,7
Malaisie	78,4
Philippines	74,5
Singapour	89,5
Thaïlande	81,3
Timor-Leste	72,3
Vietnam	78,9

Hommes	
Birmanie	68,5
Brunei	76,5
Cambodge	69,6
Indonésie	71,3
Laos	67,4
Malaisie	75
Philippines	67,3
Singapour	84
Thaïlande	75,2
Timor-Leste	68,9
Vietnam	73,5

**Figure 4 – Taux de natalité et de mortalité (/1000)**

Sources : CIA-The World Factbook, 2025 (<https://www.cia.gov/the-world-factbook/field/birth-rate/>)

CIA-The World Factbook, 2025 (<https://www.cia.gov/the-world-factbook/field/death-rate/>).

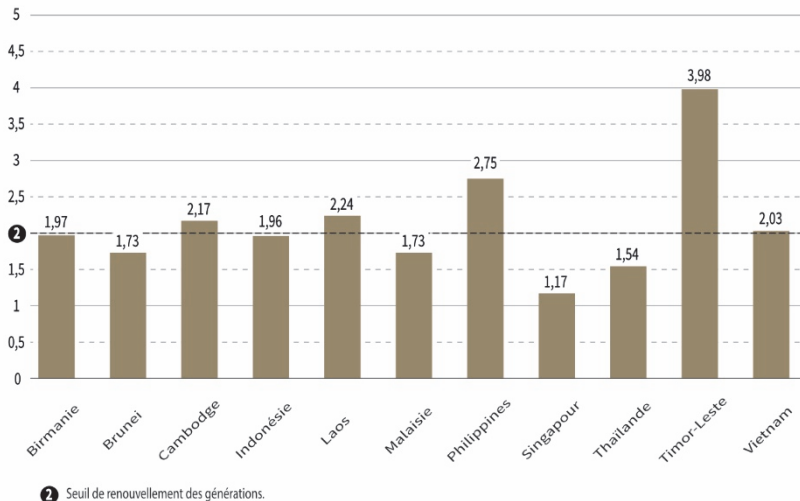


Taux de natalité	
Birmanie	15,7
Brunei	15,8
Cambodge	18,2
Indonésie	14,8
Laos	19,8
Malaisie	14,2
Philippines	22,1
Singapour	8,8
Thaïlande	9,9
Timor-Leste	29,7
Vietnam	14,9

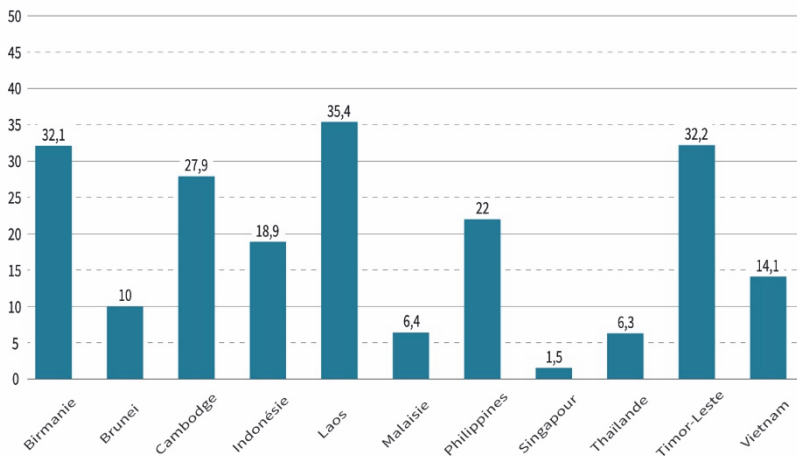
Taux de mortalité	
Birmanie	7,3
Brunei	3,9
Cambodge	5,7
Indonésie	6,8
Laos	6,2
Malaisie	5,8
Philippines	6,2
Singapour	4,3
Thaïlande	8
Timor-Leste	5,5
Vietnam	5,8

**Figure 5 – Taux de fécondité**

Source : CIA-The World Factbook, 2025  
 (<https://www.cia.gov/the-world-factbook/field/total-fertility-rate/country-comparison/>).

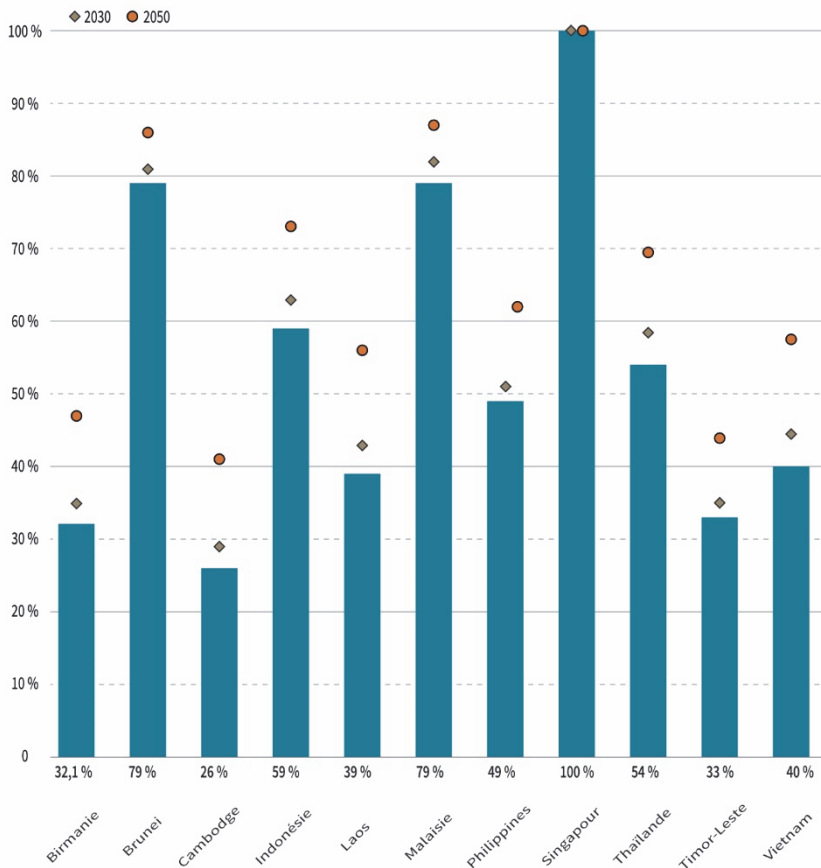
**Figure 6 – Taux de mortalité infantile (/1000)**

Source : CIA-The World Factbook, 2025  
 (<https://www.cia.gov/the-world-factbook/field/infant-mortality-rate/>).



**Figure 7 – Part de la population urbaine (%) 2024 et projections (2030 et 2050)**

Sources : The World Bank, 2024 (<https://databank.worldbank.org/source/population-estimates-and-projections>).  
 ASEANstats, 2023, *ASEAN Statistical Yearbook* (<https://www.aseanstats.org/>).  
 The World Bank, 2023 (<https://data.worldbank.org/indicator/SP.URB.TOTL.IN.ZS>).



**Projection de la population urbaine**

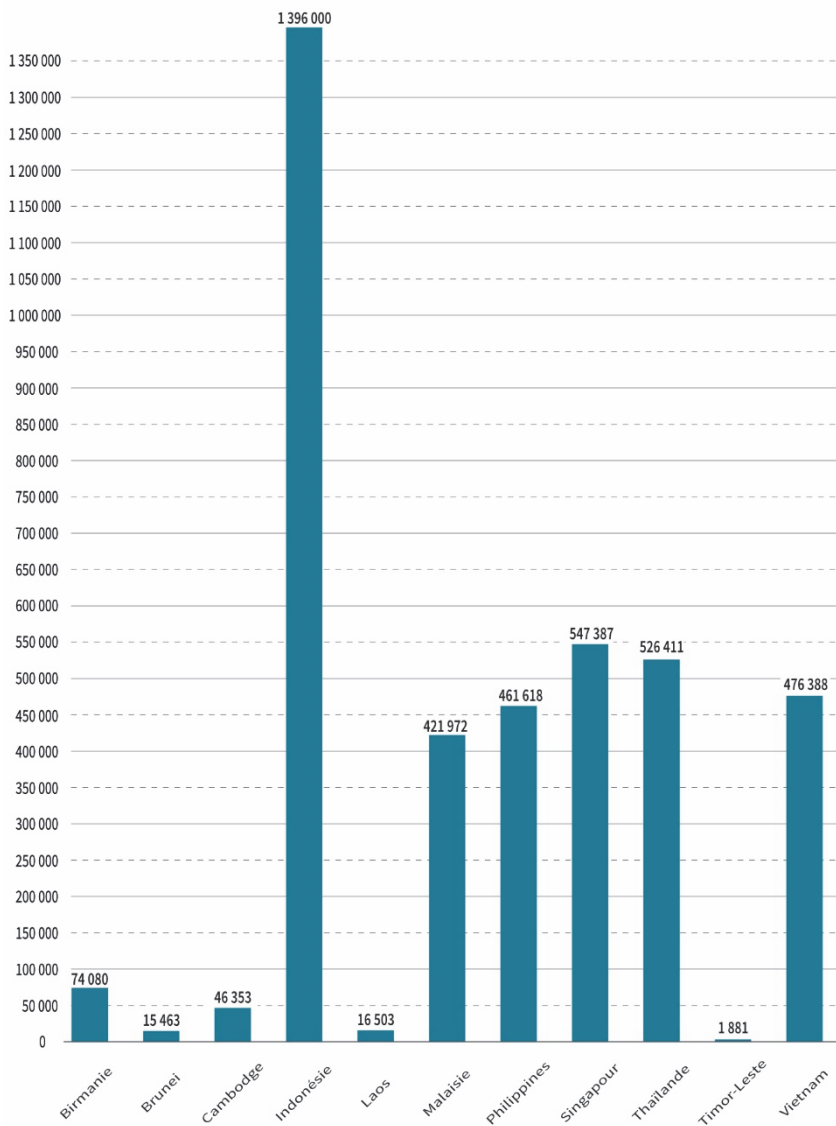
<b>2030</b>	19 717 226	391 231	5 466 334	185 931 844	3 584 411	31 047 372	61 826 266	6 140 315	41 603 816	535 229	46 346 517
<b>2050</b>	27 631 474	445 125	9 025 452	233 495 063	5 432 654	38 676 043	83 011 879	6 143 685	46 111 439	826 471	63 062 607

**Projection de la population totale**

<b>2030</b>	56 351 031	482 447	18 827 388	295 876 648	8 357 023	37 961 719	121 408 895	6 140 315	71 215 022	1 519 804	104 254 902
<b>2050</b>	58 623 232	519 551	21 931 455	320 712 949	9 757 285	44 289 772	134 373 439	6 143 685	66 382 735	1 889 249	110 008 908

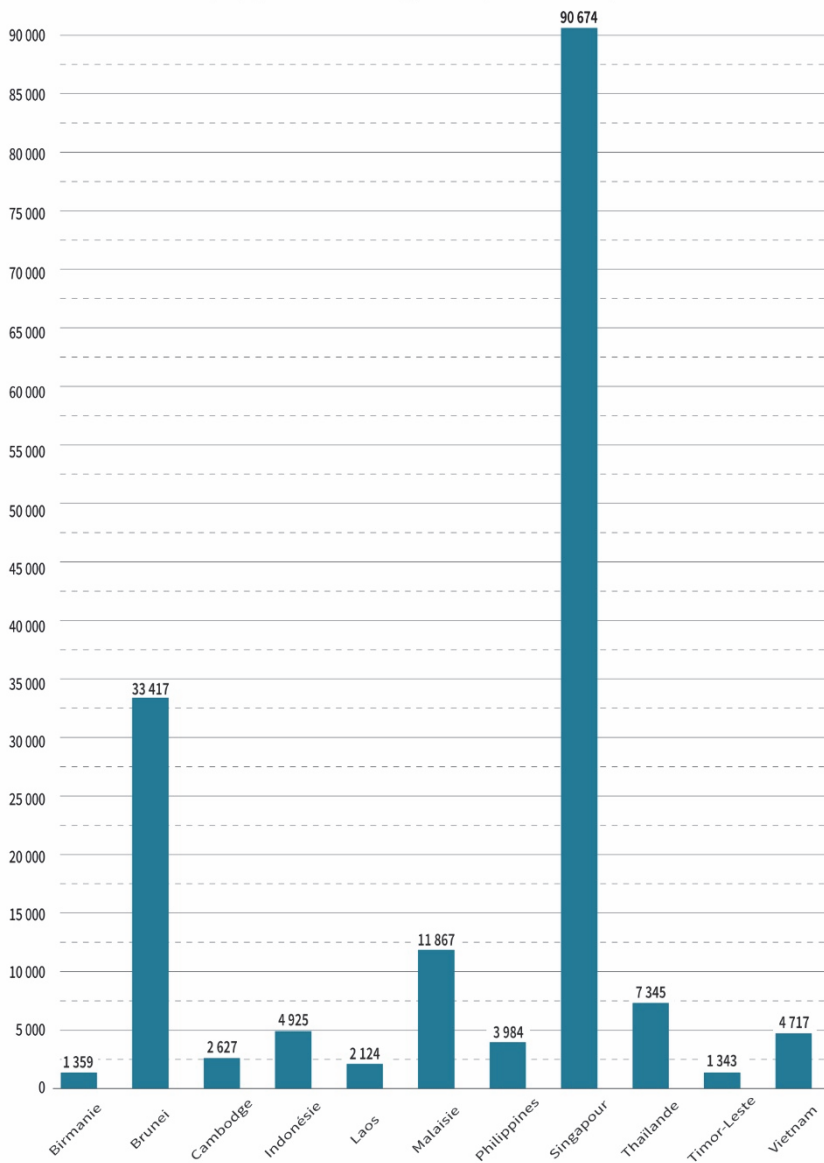
**Figure 8 – PIB, 2024 (millions \$ US courants)**

Source : CIA-The World Factbook, 2025  
(<https://www.cia.gov/the-world-factbook/field/gdp-official-exchange-rate/>).



**Figure 9 – PIB par habitant, 2024 (\$ US courants)**

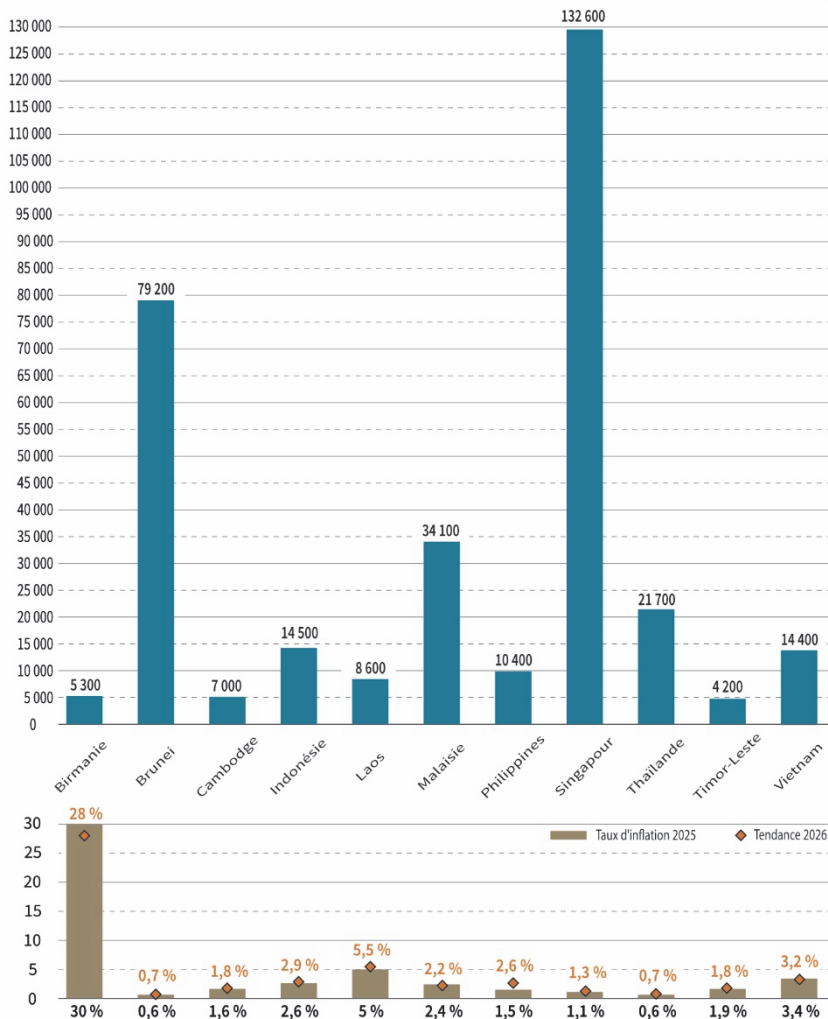
Source : The World Bank, 2025  
(<https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD>).



**Figure 10 – PIB par habitant en PPA, 2024 (\$ US)**

Source : CIA-The World Factbook, 2024  
(<https://www.cia.gov/the-world-factbook/field/real-gdp-per-capita/country-comparison/>).

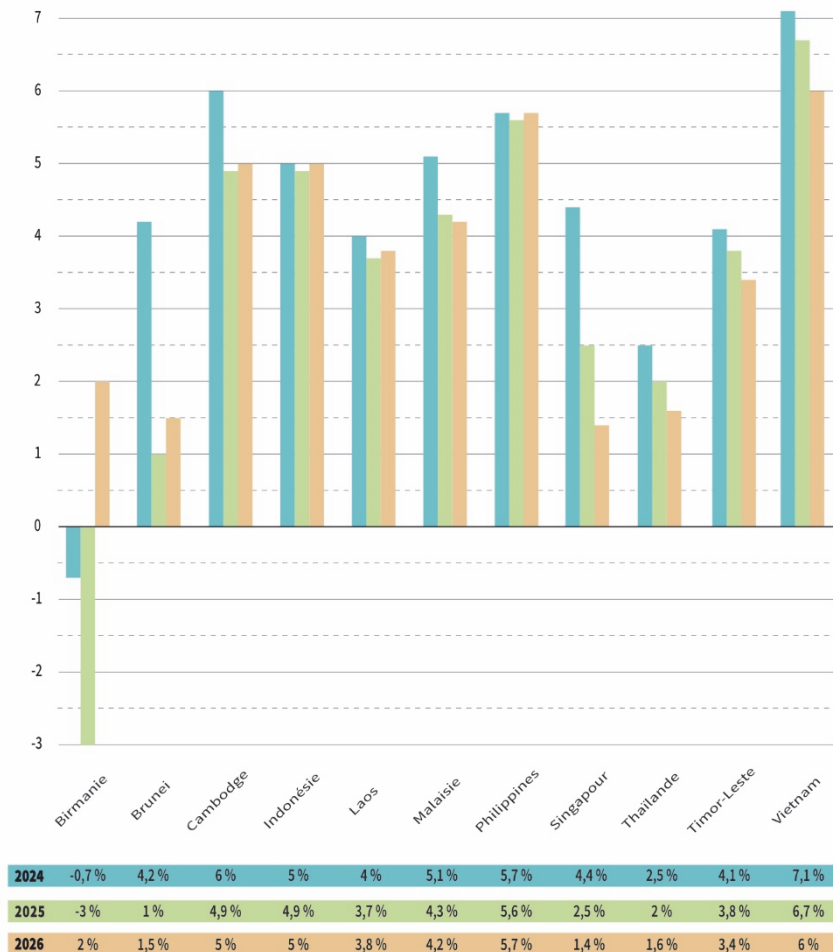
PPA : la Parité de Pouvoir d'Achat est un taux de conversion monétaire qui permet d'exprimer dans une unité commune les pouvoirs d'achat des différentes monnaies. Ce taux exprime donc le rapport entre la quantité d'unités monétaires nécessaire dans des pays différents pour se procurer le même « panier » de biens et de services. (INSEE)

**Figure 11 – Prix à la consommation, taux d'inflation 2025 et tendance 2026 (% annuel)**

Source : Fonds Monétaire International, octobre 2024, *World Economic Outlook*  
(<https://www.imf.org/external/datamapper/PCPIPCH@WEO/OEMDC/ADVEC/WEOORLD/MMR>).

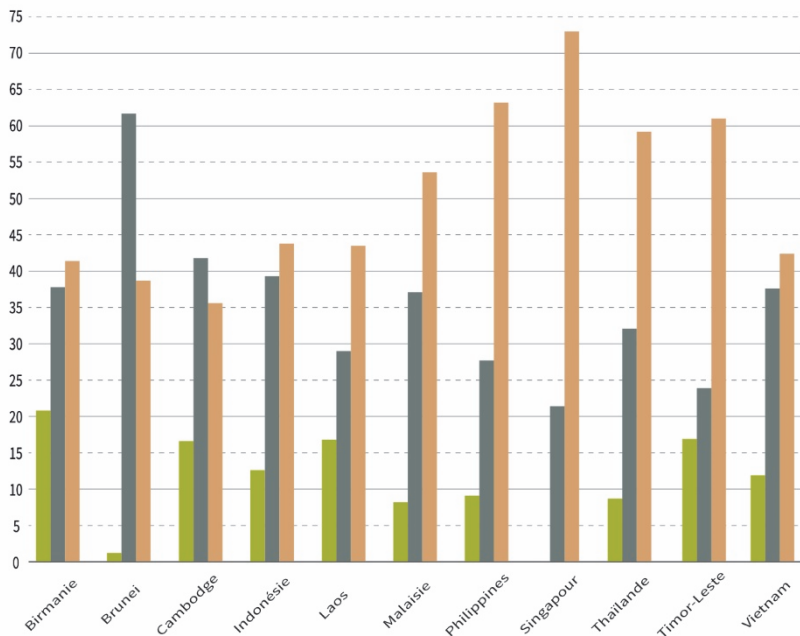
**Figure 12 – Taux de croissance du PIB, 2024 (% annuel) et Prévisions de croissance du PIB, 2025 et 2026**

Sources : Asian Development Bank, 2025, *Asian Development Outlook* (<https://data.adb.org/dataset/gdp-growth-asia-and-pacific-asian-development-outlook>).



**Figure 13 – Part des principaux secteurs d'activité dans le PIB (%)**

Sources : The World Factbook, 2025  
 (https://www.cia.gov/the-world-factbook/field/gdp-composition-by-sector-of-origin/).

**Agriculture**

20,8 % 1,2 % 16,6 % 12,6 % 16,8 % 8,2 % 9,1 % 0 % 8,7 % 16,9 % 11,9 %

**Industrie**

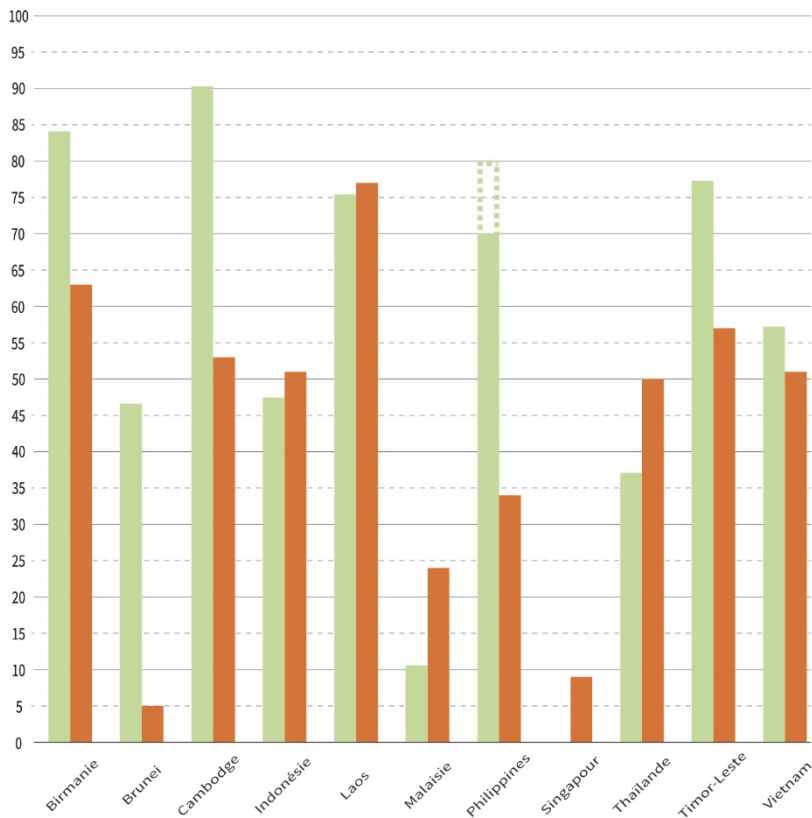
37,8 % 61,7 % 41,8 % 39,3 % 29 % 37,1 % 27,7 % 21,4 % 32,1 % 23,9 % 37,6 %

**Services**

41,4 % 38,7 % 35,6 % 43,8 % 43,5 % 53,6 % 63,2 % 73 % 59,2 % 61 % 42,4 %

**Figure 14 – Part de l'emploi informel et part du travail vulnérable (%)**

Sources : ASEANstats, 2024 (<https://data.aseanstats.org/informal-employment>)  
The World Bank, 2023 (<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SI.EMP.VULN.ZS>).

**Part de l'emploi informel**

84,1 % 46,6 % 90,3 % 47,45 %<sup>(2022)</sup> 75,4 % 10,6 % Est. 70-80 %<sup>(2021)</sup> n.d. 37,1 % 77,3 %<sup>(2021)</sup> 57,2 %

**Part des emplois vulnérables (en % des emplois), 2022**

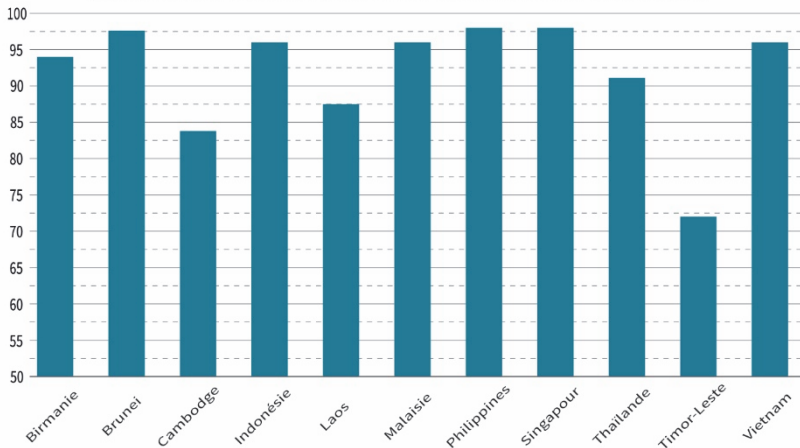
63 % 5 % 53 % 51 % 77 % 24 % 34 % 9 % 50 % 57 % 51 %

**Secteur informel :** Tous les travailleurs des entreprises non constituées en société qui produisent au moins en partie pour le marché et qui ne sont pas enregistrés. Il exclut les ménages qui produisent exclusivement pour leur propre usage final, l'agriculture de subsistance, la construction de logements à usage personnel, etc.

**Emploi vulnérable :** l'emploi vulnérable mesure le nombre de personnes travaillant dans des conditions relativement précaires du fait de leur situation d'emploi. Les travailleurs familiaux non rémunérés et les travailleurs pour leur propre compte sont moins susceptibles de posséder un emploi formel, ils ont généralement moins accès aux avantages sociaux ou aux programmes de protection sociale et ils sont plus exposés aux cycles économiques.

Figure 15 – Taux d’alphabétisation (%)

Source : The World Bank, 2024  
 (https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators/preview/on).



## Taux d’alphabétisation (&gt;15 ans)

Source : The World Bank (UNESCO Institute for Statistics)

94 % (2020) 97,6 % (2021) 83,8 % (2022) 96 % 87,5 % (2022) 96 % 98 % 98 % 91,1 % (2022) 72 % (2022) 96 %

■ Part de la population sous les seuils de pauvreté nationaux, 2020

◆ Part de la population employée vivant avec moins de 2,15 \$US de parité de pouvoir d’achat (PPA 2017) par jour (15 ans et plus, femmes et hommes confondus), 2021

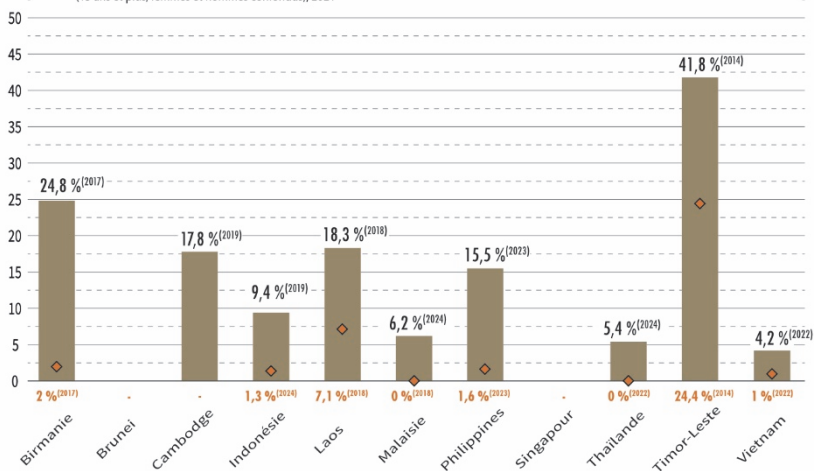
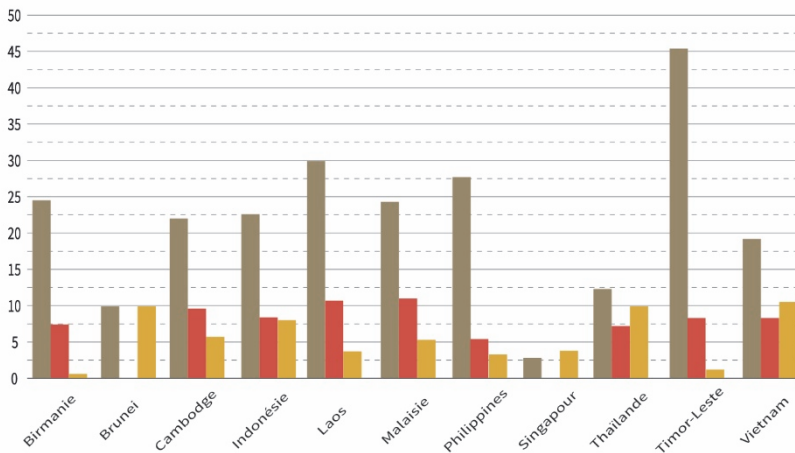
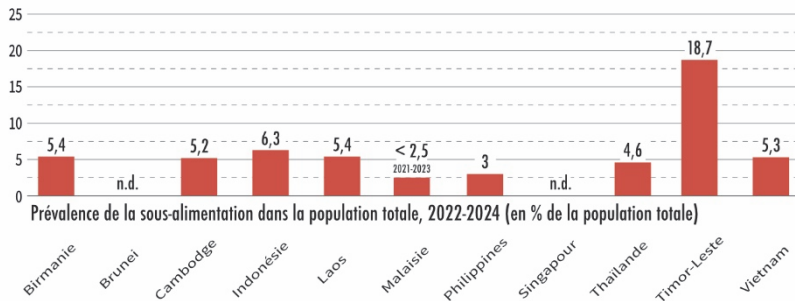


Figure 16 – Taux de pauvreté dans les populations (%)

Sources : Asian Development Bank, 2024 (https://www.adb.org/mobile/basic-statistics-2024/),  
 World Data Lab, 2024 (https://worldpoverty.io/map).

**Figure 17 - Alimentation et ses problèmes**

Source : Food and Agriculture Organization of the United Nations, 2025, *The state of food insecurity and nutrition in the world* (<https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000151116/download/>).



Taux d'enfants de moins de cinq ans accusant un retard de croissance (2024, %)

24,5 % 9,9 % 22 % 22,6 % 29,9 % 24,3 % 27,7 % 2,8 % 12,3 % 45,4 % 19,2 %

Taux d'enfants de moins de cinq ans souffrant d'émaciation (2024, %)

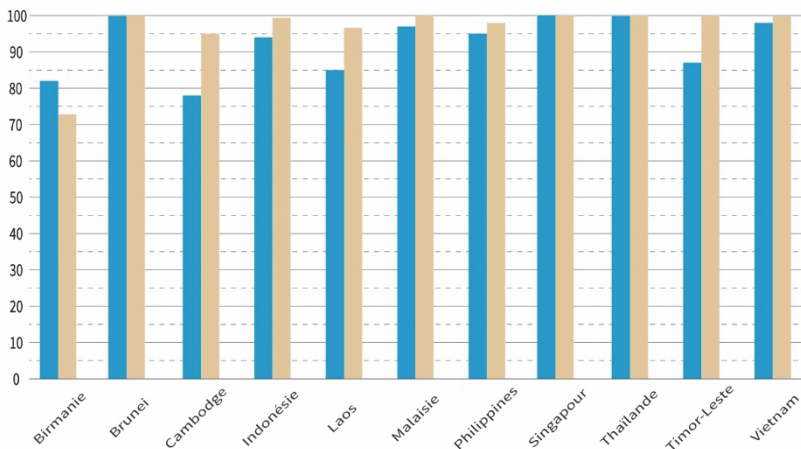
7,4 % n.d. 9,6 % 8,4 % 10,7 % 11 % 5,4 % n.d. 7,2 % 8,3 % 4,4 %

Taux d'enfants de moins de cinq ans présentant un excès pondéral (2024, %)

0,6 % 9,5 % 5,7 % 8 % 3,7 % 5,3 % 3,3 % 3,8 % 9,9 % 1,2 % 10,5 %

**Émaciation** : réduction du poids d'un individu à 80 % ou moins du poids normal, due en particulier à la malnutrition.

Figure 18 – Accès à l'eau potable et à l'électricité (%)



Part de la population ayant au moins un accès à l'eau potable à moins de 30 minutes A/R (2022)

82 % 100 % 78 % 94 % 85 % 97 % 95 % 100 % 100 % 87 % 98 %

Source : World Health Organization, 2022, *Global Progress report on wash in health care facilities* ([https://who.int/data/gho/data/indicators/indicator-details/GHO/population-using-at-least-basic-drinking-water-services-\(-\)](https://who.int/data/gho/data/indicators/indicator-details/GHO/population-using-at-least-basic-drinking-water-services-(-))).

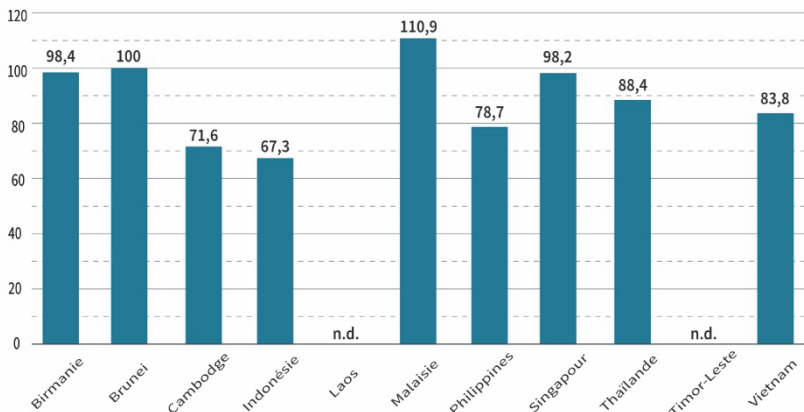
Part de la population ayant accès à l'électricité (2022)

76,8 % 100 % 95 % 99,4 % 96,5 % 100 % 98 % 100 % 100 % 100 % 99,8 %

Source : The World Bank, 2023 (<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/EG.ELC.ACCS.ZS>).

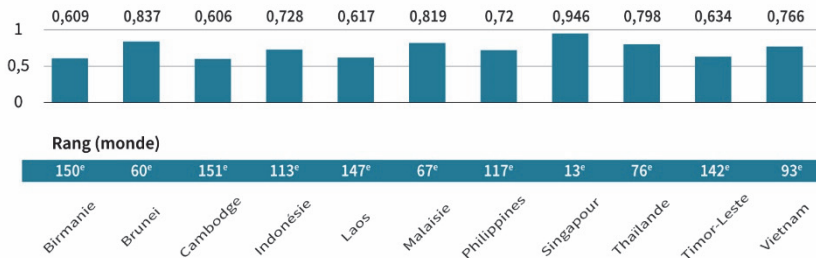
Figure 19 – Nombre de téléphones cellulaires pour 100 personnes

Source : ASEANstats, 2024, *Asean statistical yearbook* (<https://www.aseanstats.org/wp-content/uploads/2024/10/ASH-2024-v1-1.pdf>).



**Figure 20 – Indice de développement humain (IDH)**

Source : PNUD (2025), *Human Development Index*, 2025  
 (<https://hdr.undp.org/data-center/human-development-index#/indicies/HDI>).

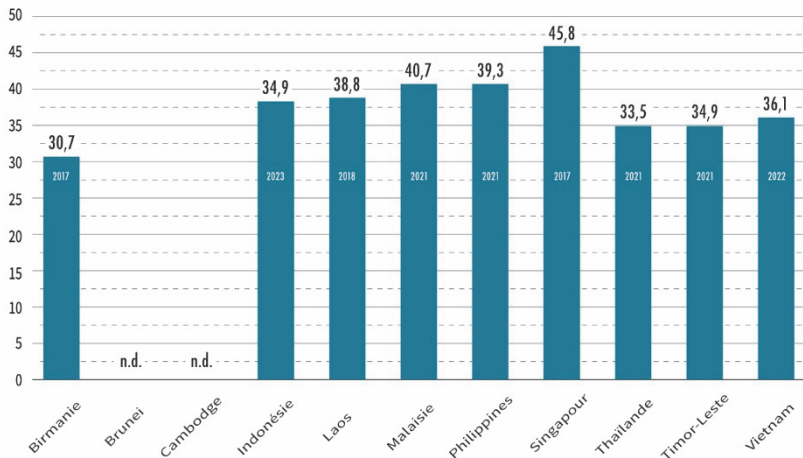


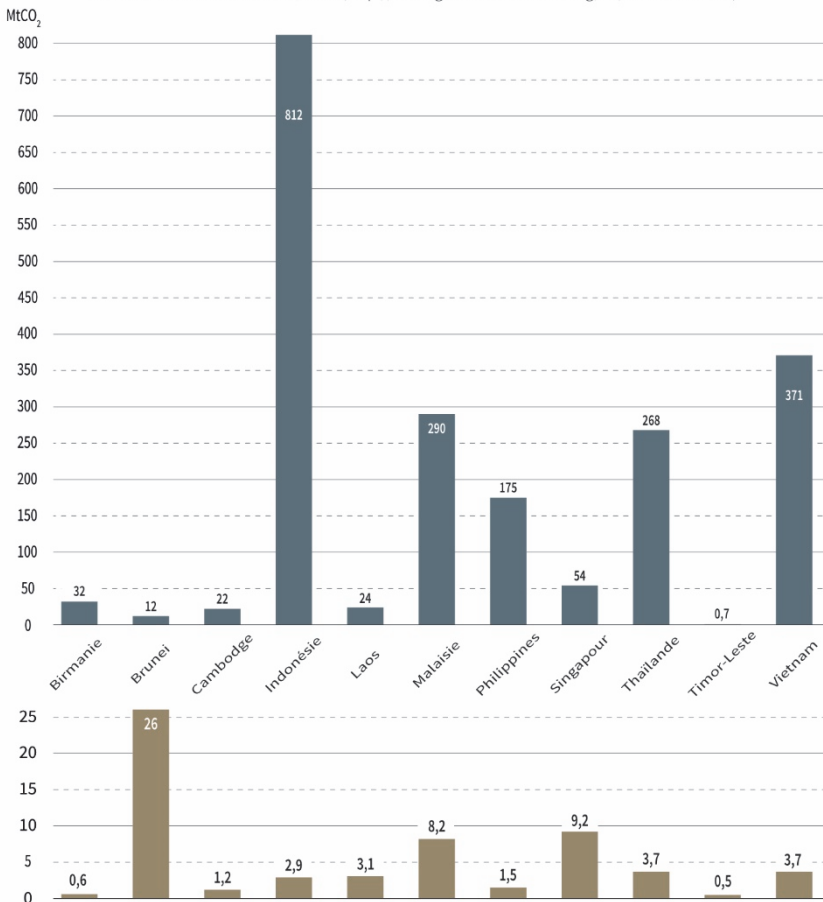
**IDH** : indice composite créé par les économistes Amartya Sen et Mahbub ul Haq en 1990 afin de répondre aux insuffisances du PIB par habitant comme indicateur de développement d'un pays. Adopté par le PNUD, l'IDH mesure le niveau de développement moyen auquel se trouve un pays donné selon trois critères : l'espérance de vie à la naissance, le niveau (nombre moyen d'années de scolarisation pour les adultes âgés de 25 ans et plus et des années attendues de scolarisation pour les enfants en âge d'entrer à l'école), et le PIB par habitant. Il est compris entre 0 (score le plus bas) et 1.

**Figure 21 – Indice de Gini 2025**

Source : CIA-The World Factbook, 2025  
 (<https://cia.gov/the-world-factbook/field/gini-index-coefficient-distribution-of-family-income/country-comparison/>).

**Gini** : l'indice ou coefficient de Gini est une mesure de la distribution des richesses (salaires, revenus, patrimoine) au sein d'une population donnée. Il donne donc le niveau d'inégalité sur une échelle de 1 (ou 0 %) à 100 (ou 100 %), où 0 représente une égalité parfaite et 1 correspond à une inégalité absolue (une personne possède la totalité de la richesse nationale).

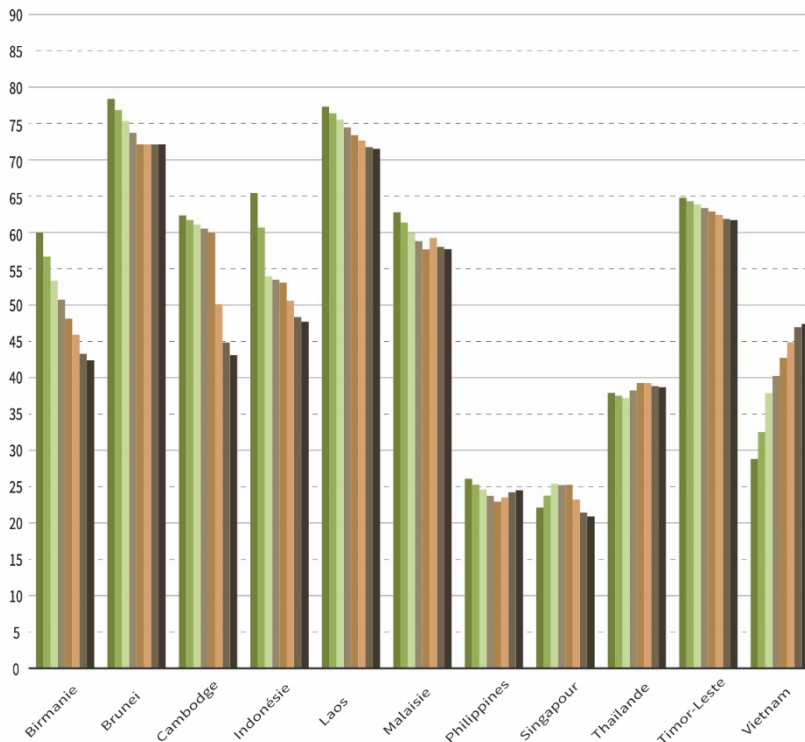


**Figure 22 – Émissions de CO<sub>2</sub> (millions de tonnes métriques)**Source : Global Carbon Atlas, 2024 (<http://www.globalcarbonatlas.org/en/CO2-emissions>).**Figure 23 – Émissions de CO<sub>2</sub> (tonnes métriques par habitant)**Source : Global Carbon Atlas, 2024 (<http://www.globalcarbonatlas.org/en/CO2-emissions>).**Figure 24 – Émissions de CO<sub>2</sub>, rang ASE et monde (221 pays)**Source : Global Carbon Atlas, 2024 (<http://www.globalcarbonatlas.org/en/CO2-emissions>).

	Birmanie	Brunei	Cambodge	Indonésie	Laos	Malaisie	Philippines	Singapour	Thaïlande	Timor-Leste	Vietnam
<b>ASE</b>	7 <sup>e</sup>	10 <sup>e</sup>	9 <sup>e</sup>	1 <sup>er</sup>	8 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>	5 <sup>e</sup>	6 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>	11 <sup>e</sup>	2 <sup>e</sup>
<b>Monde</b>	76 <sup>e</sup>	104 <sup>e</sup>	85 <sup>e</sup>	6 <sup>e</sup>	82 <sup>e</sup>	20 <sup>e</sup>	32 <sup>e</sup>	55 <sup>e</sup>	23 <sup>e</sup>	176 <sup>e</sup>	17 <sup>e</sup>

**Figure 25 – Évolution du couvert forestier par pays (%), 1990-2023**

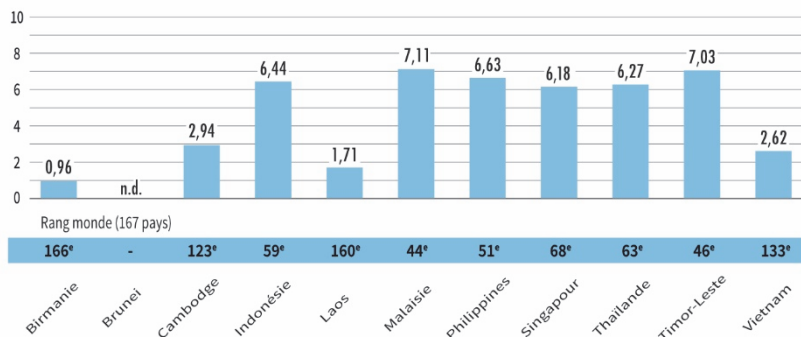
Source : World Bank Report, Forest area (% of land area) 1990-2023  
 (https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/AG.LND.FRST.ZS).



Année	Birmanie	Brunei	Cambodge	Indonésie	Laos	Malaisie	Philippines	Singapour	Thaïlande	Timor-Leste	Vietnam
1990	60,01 %	78,37 %	62,34 %	65,44 %	77,31 %	62,76 %	26,09 %	22,13 %	37,90 %	64,77 %	28,81 %
1995	56,68 %	76,85 %	61,71 %	60,67 %	76,40 %	61,35 %	25,30 %	23,76 %	37,54 %	64,30 %	32,50 %
2000	53,35 %	75,33 %	61,08 %	53,94 %	75,50 %	59,93 %	24,51 %	25,39 %	37,19 %	63,83 %	37,88 %
2005	50,74 %	73,72 %	60,53 %	53,51 %	74,45 %	58,80 %	23,73 %	25,22 %	38,24 %	63,36 %	40,23 %
2010	48,13 %	72,11 %	59,99 %	53,08 %	73,40 %	57,67 %	22,94 %	25,27 %	39,29 %	62,89 %	42,73 %
2015	45,92 %	72,11 %	50,12 %	50,61 %	72,65 %	59,24 %	23,52 %	23,23 %	39,27 %	62,41 %	44,87 %
2021	43,29 %	72,11 %	44,83 %	48,36 %	71,75 %	58,02 %	24,23 %	21,43 %	38,83 %	61,85 %	46,96 %
2023	42,4 %	72,1 %	43,1 %	47,7 %	71,5 %	57,7 %	24,5 %	20,9 %	38,7 %	61,7 %	47,4 %

## Figure 26 – Indice de démocratie

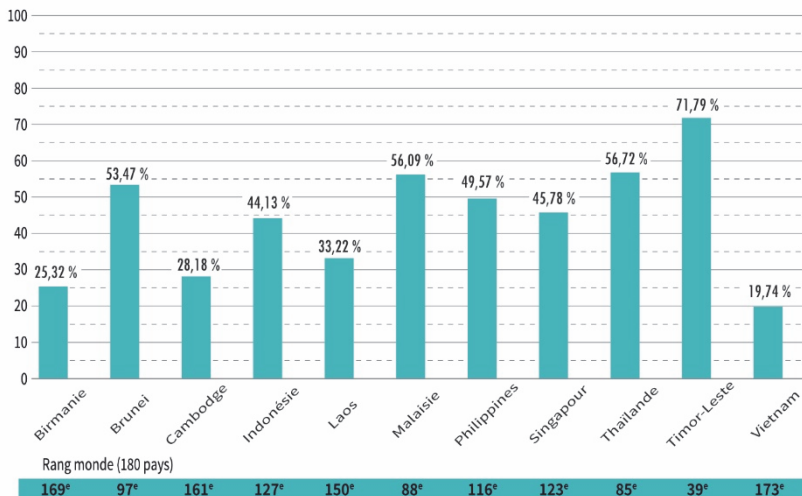
Source : Economist Intelligence, 2024, *Democracy Index 2024, The China challenge* (<https://eiu.com/n/campaigns/democracy-index-2024>).



**Indice de démocratie** : indice créé en 2006 par l'unité de renseignement de *The Economist*. Il fournit un aperçu du niveau de démocratie dans 167 pays, sur la base de 5 catégories : le processus électoral et le pluralisme, les libertés civiles, le fonctionnement du gouvernement, la participation politique, et la culture politique. En fonction de la moyenne obtenue sur les 60 critères utilisés, une note sur une échelle de 1 à 10 est attribuée à chaque pays, permettant de le répertorier dans l'une des catégories de régime suivante : démocratie complète (supérieur à 8,01), démocratie imparfaite (de 6,01 à 8), régime hybride (de 5,01 à 6) et régime autoritaire (inférieur à 4).

## Figure 27 – Liberté de la presse : scores globaux (%) et rangs

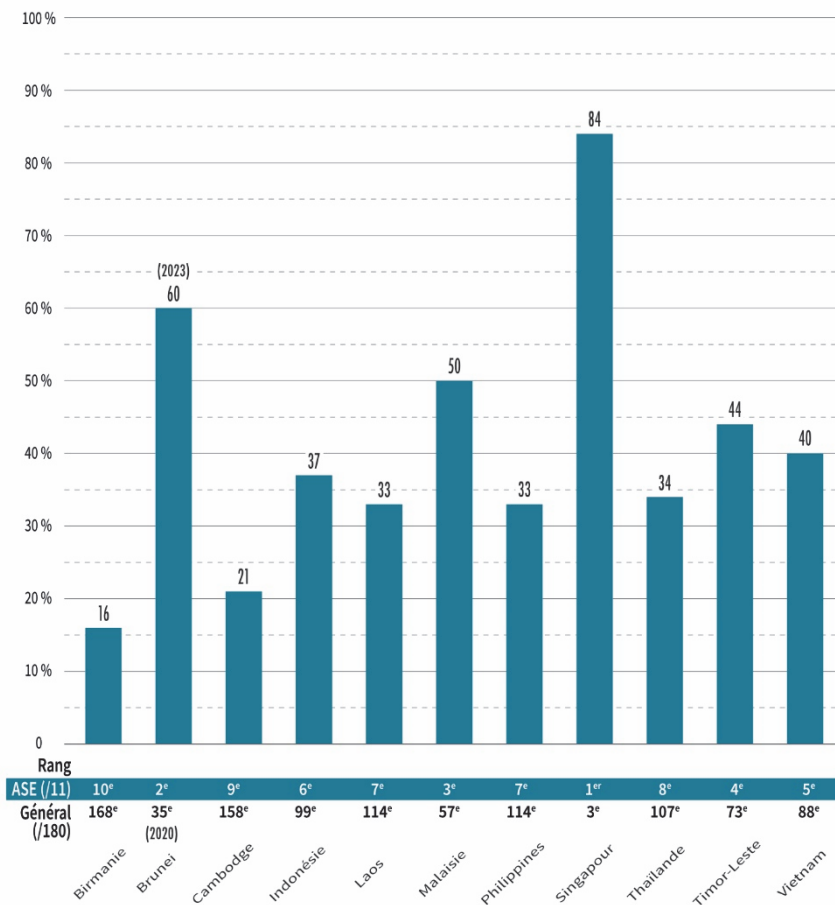
Source : Reporters sans frontières, 2025 (<https://rsf.org/fr/classement>)



Créé en 2002 par l'organisation non gouvernementale Reporters sans frontières, le classement mondial de la liberté de la presse évalue chaque année l'état de la liberté de la presse à travers 180 pays. Le score global sur 100 % (moyenne des indicateurs politique, économique, social, législatif et sécuritaire) reflète le classement général des libertés d'expression et de presse accordées aux journalistes et aux médias de chaque pays, ainsi que les moyens déployés par les États pour les faire respecter.

**Figure 28 – Perception de la corruption : indices (%) et rangs**

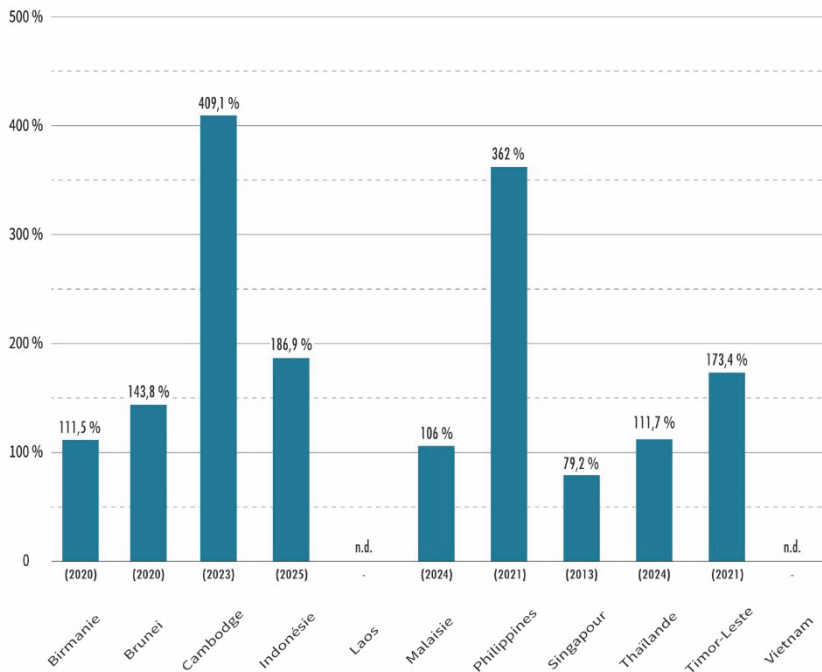
Source : Transparency International, 2024, *Corruption Perceptions Index 2024* (<https://www.transparency.org/en/cpi/2024>).



**Indice de perception de la corruption** : les scores (sur 100) sont calculés sur une échelle de 100 (très propre) à 0 (très corrompu).

## Figure 29 – Surpopulation carcérale

Source : World Prison Brief, 2025, *World Prison Population List* (<https://www.prisonstudies.org/map/asia>).



### Nombre de prisonniers pour 100 000 habitants

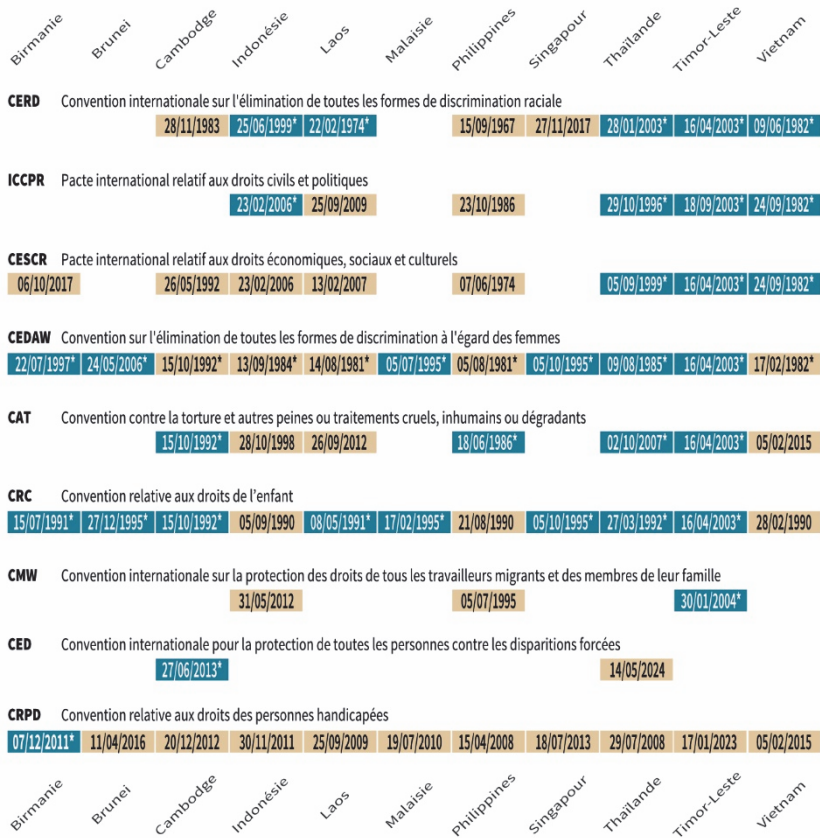
183	143	320	97	166	256	149	178	395	55	135
(2020)	(2022)	(2025)	(2025)	(2018)	(2024)	(2024)	(2023)	(2023)	(2021)	(2022)

Pour mesurer la surpopulation carcérale, l'indicateur retenu est celui de la densité spatiale, qui est définie par la proportion de détenus présents dans une prison par rapport à l'espace disponible, établi par la capacité nominale de l'établissement. Ici, la densité carcérale correspond au nombre de prisonniers par rapport à la capacité d'accueil officielle du système pénitentiaire.

Les normes les plus détaillées sur ce qui constitue la surpopulation carcérale proviennent du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants. Cet organe du Conseil de l'Europe définit des normes minimales concernant l'espace de vie personnel dans un établissement de détention : six mètres carrés d'espace de vie pour une cellule individuelle, comprenant une annexe sanitaire. Pour les cellules à occupation multiple, les normes sont de quatre mètres carrés d'espace vital par détenu, avec des installations sanitaires entièrement cloisonnées. Dans les deux cas, le Comité précise qu'il faut au moins deux mètres entre les murs de la cellule et au moins deux mètres et demi entre le sol et le plafond.

Figure 30 – Ratification des neuf principaux traités internationaux relatifs aux droits humains

Source : United Nations Human Rights, 2021, (<https://indicators.ohchr.org/>)



25/09/2009 Les dates indiquées sont celles des ratifications, c'est-à-dire l'acte international par lequel un État indique son consentement à être lié juridiquement à ce traité. Ici, le nombre de ratifications n'est pas un indicateur de la situation des droits humains de chaque pays. Car si chaque État est tenu de remettre des rapports périodiques à l'organe conventionnel compétent, la plupart des pays de la région Asie du Sud-Est n'ont pas ratifié les protocoles facultatifs, plus contraignants, qui imposent notamment des mécanismes pour renforcer certains traités, tels que le dépôt de plaintes individuelles ou encore les plaintes entre États.

23/02/2006\* Les dates avec un \* signifient que l'État en question a adhéré au traité international déjà négocié et signé par d'autres États. La ratification et l'adhésion produisent le même effet, mais dans le cas de la ratification, l'État signe le traité et le ratifie ensuite. Tandis que l'adhésion est un processus qui s'accomplit en une seule fois, souvent lorsque le traité n'est plus ouvert à la signature.





# IRASEC

INSTITUT DE RECHERCHE SUR L'ASIE DU SUD-EST CONTEMPORAINE  
RESEARCH INSTITUTE ON CONTEMPORARY SOUTHEAST ASIA



Vous pouvez suivre l'actualité de l'IRASEC sur les réseaux sociaux



revoir les débats et conférences sur la chaîne YouTube de l'IRASEC



et retrouver nos publications sur la plateforme OpenEdition books de l'IRASEC

